*Titre : *Journal de l'année (Paris. 1967)

*Titre : *Journal de l'année

*Éditeur : *Larousse (Paris)

*Date d'édition : *1967-2004

*Type : *texte,publication en série imprimée

*Langue : * Français

*Format : *application/pdf

*Identifiant : * ark:/12148/cb34382722t/date </ark:/12148/cb34382722t/date>

*Identifiant : *ISSN 04494733

*Source : *Larousse, 2012-129536

*Relation : * http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34382722t

*Provenance : *bnf.fr

Le texte affiché comporte un certain nombre d'erreurs.
En effet, le mode texte de ce document a été généré de façon automatique
par un programme de reconnaissance optique de caractères (OCR). Le taux
de reconnaissance obtenu pour ce document est de 100 %.

downloadModeText.vue.download 1 sur 517

Cet ouvrage est paru à l'origine aux Editions Larousse en 1988 ;

sa numérisation a été réalisée avec le soutien du CNL.

Cette édition numérique a été spécialement recomposée par

les Editions Larousse dans le cadre d'une collaboration avec la

BnF pour la bibliothèque numérique Gallica.
downloadModeText.vue.download 2 sur 517

1

CHRONOLOGIE

1987

Janvier

Jeudi 1er

Catholicisme.

Lors de son homélie du jour de l'an, le pape
Jean-Paul II annonce une année mariale

mondiale, qui s'étendra du 7 juin 1987, jour

de la Pentecôte, au 15 août 1988.

FRANCE
Conflits sociaux

Voies de garage

Le 1er janvier, le trafic ferroviaire, fortement perturbé depuis la grève déclenchée par les cheminots de la base le 18 décembre, n'est plus assuré qu'à 30 p. 100 sur l'ensemble du territoire. Malgré l'annonce, la veille au soir, par le médiateur, François Lavondès,

de la suspension de la grille des salaires « au mérite », dénoncée par les conducteurs de train, ceux-ci durcissent leur mouvement et réclament des augmentations salariales. Le service minimum ne peut être assuré qu'après l'intervention des forces de l'ordre pour dégager les voies et les postes d'aiguillage occupés par les grévistes. Certaines entreprises sont menacées de chômage technique en raison des difficultés d'approvisionnement ou d'expédition des marchandises par le rail.

Le 5, seuls quatre dépôts sur 94 votent la reprise du travail, malgré l'appel à cesser le mouvement lancé l'avant-veille par la Fédération générale autonome des agents de conduite.

Le 6, alors que M. Jacques Chirac réaffirme qu'il ne cédera pas à des revendications salariales remettant en cause la politique de rigueur du gouvernement, le conflit gagne d'autres secteurs du service public, notamment EDF, la RATP et, dans une moindre mesure, les PTT. Les jours suivants, la situation se détériore dans les transports parisiens et particulièrement à EDF qui, avec 40 p. 100 de grévistes, enregistre de très fortes baisses de production. Les coupures de courant, longues et répétées, qui affectent même les secteurs prioritaires, provoquent de vives protestations de la part des usagers.

À la SNCF, le trafic amorce une légère reprise, après les nouvelles propositions, avancées par la direction le 8, concernant le retrait de la
downloadModeText.vue.download 3 sur 517

grille et l'amélioration des conditions de travail. Le 10, 25 dépôts décident d'arrêter la grève, alors que les grévistes multiplient

leurs actions pour bloquer les convois. Après 28 jours de grève, le trafic redevient normal le 15.

La multiplication des conflits provoque le mécontentement de certains usagers qui manifestent à partir du 9 dans plusieurs villes de France. Le 12, à Paris, 15 000 personnes défilent à l'appel des élus de la majorité. Le même jour, les syndicats CFDT et FO des agents de l'EDF acceptent les propositions salariales de la direction. Seule la CGT appelle à poursuivre le mouvement ; l'action est suspendue les jours suivants en raison du grand froid. À la RATP, un accord intervient entre le syndicat autonome et la direction, qui cède aux revendications de salaires des conducteurs de métro.

Vendredi 2

TCHAD

La guerre du Nord

Le 2 janvier, la palmeraie de Fada, occupée par l'armée libyenne depuis 1983, tombe aux mains des Forces armées nationales tchadiennes (FANT) du président Hissène Habré. 850 soldats libyens sont tués et 50 autres sont faits prisonniers. La perte d'une de ses principales garnisons au nord du Tchad constitue un grave revers pour le colonel Kadhafi. Depuis le revirement de Goukouni Oueddeï, seuls le soutiennent encore quelques combattants du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR).

La prise de Fada constitue une étape dans la reconquête du Nord, dans laquelle se sont lancées, trois jours auparavant, les troupes gouvernementales aux côtés des partisans de M. Goukouni Oueddeï, regroupés au sein

des Forces armées populaires (FAP). Le gouvernement de N'Djamena bénéficie dorénavant d'un appui matériel et logistique français renforcé, ainsi que d'une aide militaire d'urgence supplémentaire de 15 millions de dollars accordée par les États-Unis.

Le 7, les avions français détruisent les installations radars de la base libyenne de Ouadi-Doum, en riposte au bombardement du 4 sur la localité d'Arada, située à l'intérieur de la zone protégée par le dispositif Épervier. Quelques heures plus tard, un Tupolev libyen pilonne le poste militaire tchadien de Kouba-Oulanga et, le 11, le seizième parallèle est à nouveau franchi par une colonne motorisée

libyenne qui attaque Kalaït où sont cantonnés 120 soldats français.

Le 21, les autorités tchadiennes annoncent que l'armée a pris position dans l'oasis de Zouar dans le Tibesti, où « tous les postes de commandement libyens ont été détruits ». Depuis la mi-décembre, des combats opposaient les soldats du colonel Kadhafi aux partisans de M. Goukouni Oueddeï pour le contrôle de la localité, point stratégique sur la piste de Faya-Largeau.

CHILI

Politique intérieure.

Levée du couvre-feu en vigueur dans la capitale et dans le nord du pays depuis 1984. Cette mesure intervient après la levée de l'état de siège et l'autorisation de retour pour 3 500 exilés politiques annoncées par le général Pinochet lors de son message de nouvel an.

Samedi 3

FRANCE

Conflits sociaux.

Un accord intervient dans le litige qui oppose les syndicats CGT de la marine mar-
downloadModeText.vue.download 4 sur 517

chande au gouvernement et paralyse les ports depuis le 8 décembre dernier.

CHINE

Économie.

Après Shenyang et Shanghai, Pékin se dote d'une Bourse des valeurs et des devises.

Dimanche 4

COMORES

Catastrophes naturelles.

Un violent cyclone détruit 70 p. 100 des cultures de l'archipel, particulièrement sur les îles d'Anjouan et de la Grande-Comore. Douze personnes au moins sont tuées.

Lundi 5

FRANCE

Terrorisme.

La police déjoue une tentative d'attentat dirigée contre le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, chargé des dossiers d'Action directe.

Mardi 6

FRANCE

Conflits sociaux.

À Marseille, une grève déclenchée par le personnel administratif et technique du port autonome paralyse le trafic et les ateliers de réparation navale jusqu'au 14.

Politique monétaire.

La Banque de France qui, depuis le 2, était intervenue massivement pour défendre le franc, décide de laisser le deutsche Mark atteindre son cours plafond de 3,33 F. Le 7, les banques centrales européennes interviennent à leur tour et vendent plus de cinq

milliards de deutsche Mark, afin de maintenir les parités au sein du SME (12).

Mercredi 7

CHINE ☒ VIÊT☒NAM

Conflit.

Depuis le 5, de violents combats opposent l'armée chinoise aux soldats vietnamiens, le long de la frontière entre les deux pays. Selon Hanoi, 1 500 soldats chinois auraient été tués.

Jeudi 8

FRANCE

Société.

M. Jacques Chirac préside à l'installation d'une Commission consultative des droits de l'homme, destinée à étudier tous les dossiers relatifs aux droits de l'homme, en France comme à l'étranger.

IRAQ☒IRAN

Conflit.

Lancement de l’offensive iranienne Kerbela 5 dans la région de Bassora (11).

Vendredi 9

ÉTATS-UNIS

Politique extérieure.

La Maison-Blanche publie le mémorandum préparé par le vice-amiral John Poindexter sur les ventes d’armes à l’Iran. Le document souligne le rôle joué par Israël dans cette affaire.

NICARAGUA

Politique intérieure.

Entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, dont dix articles sont immédiatement suspendus, notamment ceux qui garantis-
downloadModeText.vue.download 5 sur 517

saient les droits de grève, de manifestation et de liberté de l’information.

Samedi 10

BIRMANIE

Guérilla.

Un communiqué officiel annonce que l’armée a repris plusieurs zones tenues par les communistes dans l’État Chan, dont la ville de Kyugok. Les combats duraient depuis le 16 novembre 1986.

Dimanche 11

IRAQ-IRAN

Conflit.

Reprise de la « guerre des villes » avec le tir d’un missile iranien sur un quartier résidentiel de Bagdad. Le 13, la capitale iraqienne est à nouveau touchée en représailles aux multiples bombardements des villes iraniennes.

Lundi 12

CEE

Monnaie.

À Bruxelles, les ministres des Finances des Douze décident de réaménager les parités au sein du serpent monétaire européen, en raison de la hausse de la devise allemande consécutive à la baisse du dollar. Le deutsche Mark et le florin néerlandais sont réévalués de 3 p. 100 et le franc belge de 2 p. 100 (6).

Mercredi 14

FRANCE

Justice.

Un conseiller régional de la Corse, M. Alain Orsoni, est inculpé de « reconstitution de ligue dissoute » et écroué à Paris, après la

découverte à son domicile de documents de l'ex-FLNC. Il avait été arrêté le 9 à Ajaccio.

IRAQ-IRAN

Conflit.

Tandis que les troupes iraniennes progressent dans la région de Bassora et s'emparent de plusieurs positions iraqiennes, une autre offensive, baptisée Kerbela 6, est lancée dans le secteur central du front, à 150 km au nord-est de Bagdad (8 et 11).

Jeudi 15

GRÈCE

Conflits sociaux.

Une grève générale mobilise plus de deux millions et demi de travailleurs des secteurs public et privé, qui protestent contre les mesures d'austérité du gouvernement.

AFGHANISTAN

Conflit.

Mise en application du cessez-le-feu unilatéral décrété par le gouvernement. Le 17, il est rejeté par la résistance, qui réclame le retrait inconditionnel des troupes soviétiques.

Vendredi 16

FRANCE

Musique.

L'Opéra de Paris célèbre le tricentenaire de la mort de Jean-Baptiste Lully en présentant Atys, tragédie lyrique qui n'avait pas été montée depuis 1753.

ESPAGNE

Terrorisme.

Arrestation de six membres du commando España, connu également sous le nom de commando Madrid, proche de l'ETA mili-
downloadModeText.vue.download 6 sur 517

taire et responsable de nombreux attentats dans la capitale.

RFA

Industrie.

Des grèves et des manifestations marquent la journée d'action organisée par les sidérurgistes dans vingt-cinq villes, pour faire obstacle à la fermeture de toute nouvelle aciérie.

TURQUIE

Troubles.

À Istanbul, 3 000 jeunes intégristes manifestent devant la mosquée de Bayezid, où se trouve l'ancien président du parti du Salut national intégriste, M. Necmettin Erbakan.

CHINE

Cent nouvelles fleurs

Le 16 janvier, M. Hu Yaobang est démis de ses fonctions de secrétaire général du parti communiste et remplacé, à titre intérimaire, par le Premier ministre M. Zhao Ziyang. M. Hu Yaobang avait contribué à lancer la politique d'ouverture, baptisée nouvelle campagne des « Cent fleurs » et prôné une réforme du système politique, fortement critiquée par les conservateurs du parti. Sa chute, suivie

par celle du chef de la propagande, M. Zhu Houze, et de l'un de ses adjoints, est l'aboutissement du vaste mouvement de contestation étudiante amorcé en décembre 1986.

Au matin du 1er janvier, 3 000 étudiants défient l'interdiction de manifester décrétée cinq jours auparavant et défilent sur la place Tien'anmen à Pékin pour réclamer des réformes. 24 manifestants sont arrêtés. En début de soirée, un millier de jeunes gens quittent l'université Beida pour une longue marche de 17 kilomètres jusqu'au centre de la capitale, afin d'exiger la libération de leurs camarades. Les barrages de police sont fran-

chis sans heurts au son de l'Internationale et des slogans en faveur de la démocratisation sont scandés sous les murs du siège du gouvernement. Les autorités annoncent la relaxe des personnes emprisonnées.

Lorsque le 5 plusieurs centaines d'étudiants s'attaquent à l'organe officiel du parti en brûlant publiquement des exemplaires du Quotidien du peuple, la presse se déchaîne contre le mouvement et lance une campagne de propagande contre le « libéralisme bourgeois », le « culte de l'argent » et la « pollution spirituelle ». Trois intellectuels célèbres pour leurs positions libérales sont exclus du parti : l'écrivain Wang Ruowang, l'astrophysicien Fang Lizhi, et le vice-président de l'Association des écrivains, Liu Binyan. Par ailleurs, deux hauts responsables scientifiques, MM. Lu Jiaxi et Yan Dongsheng sont également destitués. La tentative de reprise en main des intellectuels s'accentue avec la création, le 21, d'un bureau des médias et des publications chargé de contrôler la création, le contenu et la distribution de tout ce qui doit être édité. Cependant, le 24, le quotidien Clarté affirme que le mouvement des « Cent fleurs » n'est pas terminé, mais qu'il devra désormais se soumettre au centralisme démocratique.

ÉQUATEUR

Politique intérieure.

Le président León Febres Cordero est enlevé par un commando de 74 parachutistes de la base de Taura. Deux gardes du corps sont tués. Après plusieurs heures, le chef de l'État, qui s'engage à ne pas sanctionner les mutins, est relâché en échange de la libération du général d'aviation Frank Vargas, emprisonné pour rébellion en mars 1986 (22).

Samedi 17

LIBAN

Terrorisme.

À Beyrouth-Ouest, enlèvement d'un citoyen allemand. M. Rudolf Cordes. Le 21, un autre Allemand, M. Alfred Schmidt, est également victime d'un rapt. Ces prises d'otages surviennent après l'arrestation, le 13, d'un Libanais, M. Mohamed Ali Hamadei, interpellé à Francfort en possession d'explosifs. Hamadei est l'auteur présumé du détournement du Boeing de la TWA en novembre 1985 (26).

Lundi 19

FRANCE

Privatisations.

Mise en vente, au prix de 405 F, des 34 990 674 actions de Paribas détenues par l'État, dont un tiers est proposé au public. L'opération remporte un énorme succès : 3 804 834 particuliers deviennent actionnaires de la compagnie financière, tandis que le maximum autorisé est ramené de dix à quatre titres par personne.

ROUMANIE

Économie.

La circulation automobile est interdite aux véhicules particuliers sur tout le territoire, excepté la ville de Bucarest. Cette mesure intervient quatre jours après l'annonce de rationnement d'électricité.

Mardi 20

CEE

À Strasbourg, Sir Henry Plumb, conservateur britannique, succède à M. Pierre Pflimlin à la présidence du Parlement européen. Il est élu par 241 voix contre 236.

FRANCE

Commémoration.

Au Sénat, en présence du président Alain Poher, le duc d'Anjou et de Cadix, chef de la maison de Bourbon, donne le coup d'envoi aux manifestations organisées à l'occasion de l'année du millénaire capétien.

Gouvernement.

M. Jacques Chirac procède à un remaniement ministériel. M. Jacques Valade est nommé ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, est nommé secrétaire d'État chargé de la Consommation et de la Concurrence.

AUTRICHE

Gouvernement.

Entrée en fonction du nouveau gouvernement de coalition socialo-populiste, composé, à l'issue de près de huit semaines de négociations, de huit représentants de chacun des deux partis et d'un sans-parti. M. Franz Vranitzky (socialiste) conserve ses fonctions de chancelier.

Mercredi 21

FRANCE

Justice.

Le juge Jean-Pierre Michau, chargé de l'affaire du Carrefour du développement, fait placer sous contrôle judiciaire le contrôleur général de la police, M. Jacques Delebois, accusé d'avoir fourni un passeport à Yves Chalier. La veille, le juge d'instruction avait fait état de « présomptions graves et concordantes » de la culpabilité de l'ancien ministre M. Christian Nucci.

Corse.

Le Conseil des ministres dissout le Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA), considéré comme la vitrine
downloadModeText.vue.download 8 sur 517

« légale » de l'ex-FLNC, qui a revendiqué 497 attentats en 1986.

MEXIQUE

Enseignement.

À Mexico, une manifestation estudiantine, la plus importante depuis 1968, rassemble 500 000 étudiants et lycéens, qui protestent contre la limitation de l'admission à l'université et l'augmentation des droits d'inscription (9 févr.).

Jeudi 22

SPORT

Automobile.

L'équipage Ari Vatanen – Bernard Giroux remporte le rallye Paris-Dakar sur Peugeot 205 T 16, tandis que Cyril Neveu est vainqueur sur moto pour la cinquième fois.

RFA

Politique monétaire.

Conséquence de la chute du dollar, la Bundesbank décide d'abaisser son taux d'escompte, qui passe de 3,5 à 3 p. 100. Ce mouvement de baisse est immédiatement suivi par le Canada, l'Autriche et la Suisse.

ÉQUATEUR

Politique intérieure.

Par 38 voix contre 29, le Parlement vote une résolution demandant la démission du président León Fabres Cordero, en raison de son attitude lors de sa séquestration. La veille, les responsables de l'enlèvement avaient été traduits en justice (16).

Vendredi 23

FRANCE

Le Conseil constitutionnel annule l'amendement sur l'aménagement du temps de travail pour procédure « irrégulière ». L'ordonnance, que M. François Mitterrand avait refusé de signer le 17 décembre 1986, avait

été transformée en amendement et soumise au Parlement en fin de session.

ESPAGNE

Enseignement.

Pour protester contre la sélection à l'entrée des universités et réclamer la gratuité de l'enseignement, les lycéens et les étudiants, en grève depuis le 20, manifestent dans les grandes villes. À Madrid, trente personnes sont blessées, lors de violents affrontements avec les forces de l'ordre (18 févr.).

Samedi 24

CINÉMA

Festival.

Le grand prix du festival du film fantastique d'Avoriaz est décerné à Blue Velvet de David Lynch.

SOMALIE

Guérilla.

Un commando armé enlève une équipe de dix Français de Médecins sans frontières travaillant au camp de Tug-Wajalé, près de la frontière somalienne.

Dimanche 25

GRANDE¥BRETAGNE

Manifestations.

À Wapping, 200 manifestants et 153 policiers sont blessés, au cours de violents affrontements marquant le premier anniversaire du conflit qui oppose M. Rupert Murdoch aux ouvriers du livre.

RFA

Politique intérieure.

Lors des élections législatives, la coalition gouvernementale (CDU, CSN et FDP) obtient la majorité, malgré un recul des deux partis chrétiens-démocrates qui perdent 15 sièges (44,3 p. 100 des voix) ; le parti libéral FDP gagne 12 sièges et 9,1 p. 100 des voix. Dans l'opposition, le parti social-démocrate
downloadModeText.vue.download 9 sur 517

SPD obtient 37 p. 100 des suffrages et occupe 186 sièges. Net succès des Verts avec

42 élus (8,3 p. 100 des voix).

Lundi 26

FRANCE

Partis politiques.

Lors de l'ouverture de la session du Comité central du parti communiste, M. Claude Poperen renonce à ses fonctions au sein du Bureau politique et du Comité central, après que M. Georges Marchais a qualifié les rénovateurs du parti de « liquidateurs ». Le 27, M. Marcel Rigout, ancien ministre, démissionne du Comité central (31).

Musique.

Au Théâtre de la Ville, le dixième anniversaire de l'Ensemble intercontemporain, dirigé par M. Pierre Boulez, est marqué par deux créations mondiales, Jalons, de Iannis Xenakis, et six nouvelles Petites Esquisses d'oiseaux, d'Olivier Messiaen.

RFA

Terrorisme.

Soupçonné d'être l'instigateur de plusieurs attentats en France et en RFA, Abbas Hamadei est arrêté à Francfort. Il est le frère de Mohamed Ali Hamadei (17). Vingt-quatre heures plus tard, quatre de leurs complices sont interpellés et un important stock d'explosifs liquides est découvert à Beckingen, en Sarre.

KOWEÏT

Le Sommet islamique s'ouvre à Koweït malgré les menaces proférées par le Djihad islamique et par d'autres organisations terroristes. Le 19, le communiqué final de ce cinquième Sommet, marqué par la réintégration de l'Égypte et le boycott de l'Iran, souligne la nécessité d'un règlement pacifique du conflit iraqo-iranien.

AFRIQUE

Ressources naturelles.

À Lagos, création de l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA), qui regroupe huit pays (Algérie, Angola, Bénin, Cameroun, Congo, Gabon, Libye et Nigeria).

Mardi 27

FRANCE

Conflits sociaux.

Nouvelle grève des instituteurs et des enseignants du second degré. Le mouvement avait été déclenché le 19 pour protester contre les restrictions budgétaires de l'Éducation nationale et contre le projet de décret instituant la fonction de maître-directeur.

URSS

Politique intérieure.

À Moscou, lors du plénum du Comité central du PC, M. Mikhaïl Gorbatchev insiste sur la nécessité d'une « démocratisation de la société soviétique » et propose de vastes réformes, notamment dans le mode de sélection des responsables du parti.

PHILIPPINES

Crise de croissance

Dans la nuit du 26 au 27 janvier, de 300 à 500 soldats, partisans de l'ancien président Marcos, attaquent quatre installations militaires, dont la base de Villamor et le siège du ministère de la Défense, ainsi que la station de radio-télévision GMA7. Les mutins se rendent dès l'arrivée des forces régulières, sauf à GMA7, où 180 d'entre eux restent retranchés jusqu'au 29. À l'annonce que Ferdinand Marcos a tenté de quitter Honolulu à bord d'un avion privé, les rebelles quittent leur bastion sans heurts. Le lendemain, trois officiers et un général
downloadModeText.vue.download 10 sur 517

sont arrêtés. Cette tentative de coup d'État survient quelques jours après les difficultés rencontrées par Mme Cory Aquino face à la gauche et à la guérilla communiste. Le 22, près de 10 000 paysans appartenant au syndicat de gauche KMP manifestent à Manille pour réclamer une réforme agraire. Les forces de l'ordre ouvrent le feu, alors qu'ils tentent de franchir le pont Mendiola face au palais présidentiel. Treize manifestants sont tués et 98 autres sont blessés. L'opposition communiste proteste en suspendant les

négociations en cours avec le gouvernement depuis le 10 décembre, tandis que plusieurs milliers de personnes défilent devant le palais de Malacanang le 26.

Par ailleurs, le gouvernement est à nouveau confronté aux indépendantistes musulmans de l'île de Mindanao, malgré un accord conclu le 3, à Djedda, avec le Front national de libération Moro (FNLM) de Nur Misuari, portant sur l'ouverture de négociations sur l'autonomie de l'île. Le 13, le mouvement dissident du FNLM, le Front de libération islamique Moro (FLIM) de Hashim Salamat, proteste contre sa mise à l'écart des négociations en perpétrant plus de seize attentats contre des édifices publics et administratifs. Pendant quatre jours, de violents affrontements entre les rebelles musulmans et l'armée provoquent la mort de plus de 40 personnes. Ces troubles, qui menacent les efforts de réunification du pays, précèdent le référendum organisé pour plébisciter la nouvelle Constitution. Le 2 février, 76,29 p. 100 de « oui » consacrent la victoire de Mme Aquino, dont le mandat présidentiel est confirmé jusqu'en 1992.

Mercredi 28

FRANCE

Régions.

Les Lorrains déclenchent une grève totale dans le bassin houiller avec blocage des accès à la région, grèves dans les industries et

les administrations et fermeture des commerces. À Forbach, plusieurs milliers de personnes manifestent pour la défense de l'emploi et l'avenir du bassin lorrain.

ÉTATS-UNIS

Monnaie.

Coté 5,92 F à Paris, le dollar passe sous la barre des 6 F pour la première fois depuis 1982. À Francfort, échangé à 1,77 mark, il atteint son cours le plus bas depuis 1980.

Bourse.

À Wall Street, l'indice Dow Jones pulvérise tous ses précédents records à 2 163,38.

Jeudi 29

CEE

À Bruxelles, les Douze cèdent aux menaces des États-Unis de taxer de 200 p. 100 les importations de vin et de cognac, en accordant aux céréales américaines (maïs et sorgho) des facilités d'accès au marché espagnol.

FRANCE

Sport.

M. Jean-Claude Killy, qui avait accepté de diriger le comité d'organisation des jeux Olympiques d'hiver d'Albertville de 1992, démissionne de ses fonctions après les manifestations provoquées par sa décision de réduire la dispersion des sites. M. Michel Barnier reprend la présidence.

Lettres.

Lors de sa réception à l'Académie française, M. Bertrand Poirot-Delpech prononce l'éloge de M. Jacques de Lacretelle, auquel il succède.

ÉTATS-UNIS

Politique extérieure.

Publication du premier rapport de la commission d'enquête du Sénat sur les ventes d'armes à l'Iran. Celui-ci conclut à l'absence de responsabilité du président Reagan en
downloadModeText.vue.download 11 sur 517

ce qui concerne le détournement des bénéfices au profit des Contras du Nicaragua, mais estime que la politique étrangère a été conduite par des « amateurs ».

Samedi 31

FRANCE

Partis politiques.

À Paris, 35 responsables du PC se réunissent au sein d'un « collectif de coordination des rénovateurs communistes », afin d'élaborer un manifeste destiné à tous les membres du parti (26).

Le mois de

Chow Ching Lie

À la fin de l'année 1986, j'étais à Shanghai pour assister au tournage du film tiré de mon roman, le Palanquin des larmes. Le jour où l'on devait enregistrer les vues du grand mariage, une gigantesque manifestation d'étudiants, telle qu'on n'en avait plus vu depuis la libération de la Chine, a pris la place du palanquin et du cortège de mariage croisant l'Armée rouge sur Nanjingxilu, l'ancienne Nanking Road, l'avenue de Shanghai la plus fréquentée par le peuple.

Les étudiants, soucieux de modernisation, appelaient à la démocratie et à la liberté, et réclamaient une restructuration plus rapide du système politique. Ils souhaitaient voir les réformes progresser ; ils voulaient aussi faire entendre leurs critiques sur les problèmes qui se posaient dans les établissements d'enseignement.

Ces démonstrations ont duré plusieurs jours et le tournage du film a dû être interrompu. Provisoirement dégagée de mes obligations, je suis allée à Pékin passer le nouvel an avec mon frère. Au matin du premier jour de l'an 1987, les étudiants se sont rassemblés en masse sur la place Tien'anmen. La police a

arrêté une vingtaine de manifestants. À la fin de l'après-midi, un millier de jeunes gens ont quitté l'université Beida, entreprenant une marche de 17 kilomètres vers le centre de la capitale pour réclamer la libération de leurs camarades. Ils ont obtenu gain de cause.

Des étudiants ont exprimé leur mécontentement dans plusieurs autres villes chinoises. Partout, l'atmosphère était tendue. Chez les gens de tous les milieux, ces événements suscitaient une très grande inquiétude. Comment la Chine allait-elle réagir ? Qu'allait-il advenir de sa politique ?

Le rideau de fer étant désormais soulevé, on vit apparaître sur les écrans de télévision de tous les pays les images de la contestation étudiante. Selon le gouvernement, de telles manifestations seraient encore permises, car elles pourraient l'aider à corriger les erreurs et les insuffisances de sa politique, mais il était tout de même préférable d'exprimer son opinion par lettre ou en demandant un entretien aux autorités.

Je serais si heureuse de trouver la politique de mon pays gagnée par la maturité et le

libéralisme ! Le secrétaire général du parti communiste, démis de ses fonctions à la suite des événements de janvier, occupe un autre poste et, malgré sa chute, reste associé au pouvoir. Expulsé du parti communiste pour les mêmes raisons et traité de « Sakharov chinois », l'astrophysicien de renommée internationale Fong Lizhi a eu le droit de recevoir des journalistes et de publier ses idées dans les journaux étrangers. Son épouse a même été élue représentante de l'université de Pékin.

La Chine a bien changé. La démocratie établit une séparation entre la personne et les idées politiques. Nul n'est plus condamné avec sa famille et torturé pour ses idées lorsqu'elles ne conviennent pas au parti ; les droits de l'homme sont respectés. La Chine continue de se lancer dans une politique d'ouverture et son image s'améliore.
downloadModeText.vue.download 12 sur 517

Cette ouverture apporte naturellement un enrichissement technique, scientifique et culturel, mais aussi donne à certains, attirés par les biens matériels des pays étrangers, la tentation d'utiliser les moyens qu'ils détiennent pour se les procurer. « Ouvre la porte de derrière » est une phrase dans le vent.

Pour moi, la Chine est un beau jardin plein de verdure et de jolies fleurs ; on y trouve aussi, évidemment, des mouches et des moustiques. Il ne faudrait pas qu'en s'ouvrant la Chine les laisse se multiplier.

CHOW CHING LIE
downloadModeText.vue.download 13 sur 517

Février

Dimanche 1er

ÉTHIOPIE

Politique intérieure.

Lors d'un référendum, une nouvelle Consti-

tution d’inspiration marxiste-léniniste est approuvée par 81 p. 100 des votants.

Lundi 2

FRANCE

Enseignement.

Dans plusieurs régions, les enseignants du primaire organisent des grèves tournantes et, le 4, manifestent à la suite de la publication par le Journal officiel des quatre décrets instaurant le statut de maître-directeur (27 janv.).

URSS

Politique intérieure.

Le Soviet suprême adopte une mesure de clémence envers certains prisonniers politiques. Le 7, une quarantaine d’entre eux sont libérés. Le 9, des refuzniks peuvent manifester pour la première fois en plein centre de Moscou sans être officiellement inquiétés (10).

Mardi 3

FRANCE

Défense.

À l’occasion d’une visite qu’il effectue sur le plateau d’Albion (Vaucluse), base de lancement des missiles français, M. François Mitterrand se prononce en faveur de la poursuite des expériences nucléaires à Mururoa (Polynésie française).

Mercredi 4

SPORT

Voile.

À Fremantle (Australie), les États-Unis récupèrent la Coupe de l’America, qu’ils avaient perdue en 1983, grâce à la victoire remportée par Dennis Conner à bord de Stars and Stripes (Le mois de Marc Pajot).

EST¥OUEST

Armement nucléaire.

Les États-Unis ayant procédé à un essai dans le Nevada, l’URSS annonce qu’elle met fin au moratoire unilatéral sur les expé-

riences atomiques qu'elle s'imposait depuis août 1985 (26).

POLOGNE

Catastrophe.

Dix-sept mineurs sont tués par un coup de grisou dans une mine des environs de Katowice.

INDE⊠PAKISTAN

Conflit.

Le gouvernement indien conclut avec le Pakistan un accord de désengagement militaire mettant fin à la crise frontalière particulièrement vive entre les deux pays depuis le mois de janvier.
downloadModeText.vue.download 14 sur 517

CHRONOLOGIE

13

COLOMBIE

Drogue.

Arrestation de Carlos Lehder Rivas, qui serait l'un des trois principaux trafiquants de cocaïne dans le monde.

Jeudi 5

FRANCE

Assurances.

La décision des compagnies d'augmenter les tarifs des primes dans le secteur automobile à la suite de la hausse des tarifs des réparations provoque le mécontentement des usagers. M. Édouard Balladur rappelle ses consignes de modération.

Privatisations.

La valeur de TF1 est estimée à 4,5 milliards de F et le prix demandé pour la moitié du capital de la chaîne est fixé à 3 milliards après application d'une surcote. Le 8, l'agence Havas, jugeant cette somme trop élevée, retire sa candidature. Le 23, Hachette et Bouygues décident de poser la leur.

Vendredi 6

LIBAN

Palestiniens.

Les réfugiés du camp de Bourj el-Barajneh, assiégés par les miliciens du mouvement chiite Amal, se déclarent réduits à l'anthropophagie. Les autorités religieuses musulmanes leur accordent le droit de manger de la chair humaine. Au même moment, les camps de Chatila et de Rachidiyeh proclament leur détresse alimentaire (11 et 14).

SOMALIE

Otages.

Libération des dix Français de Médecins sans frontières, enlevés le 24 janvier par le

Mouvement national somalien. Ils arrivent à Paris le 7.

Samedi 7

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Gouvernement.

M. Gaston Flosse, secrétaire d'État chargé des problèmes du Pacifique Sud, démissionne de ses fonctions de président. Le 12, l'Assemblée territoriale élit M. Jacques Teuira pour le remplacer.

Dimanche 8

URSS

Espace.

Les deux cosmonautes soviétiques Iouri Romanenko et Aleksandr Laveïkine, qui avaient quitté la Terre le 5 à bord de la capsule Soyouz TM-2, réussissent à arrimer celle-ci à la station orbitale Mir, en fonction depuis un an. Leur séjour doit durer plusieurs mois.

Lundi 9

FRANCE

Banque.

Soupçonnant une entente entre les établissements bancaires sur la tarification des chèques, prévue pour le 1er avril, M. Jean Arthuis, secrétaire d'État à la Consommation et à la Concurrence, réclame un report

de son entrée en vigueur. Devant l'hostilité quasi générale, le projet est totalement abandonné le 11.

Criminalité.

Hold-up avec prise d'otages à la Caisse d'épargne de Marseille. Les 23 personnes séquestrées sont libérées après une journée entière de négociations, mais les malfai-
downloadModeText.vue.download 15 sur 517

teurs parviennent à s'enfuir avec leur butin par les égouts.

CHINE¥URSS

Frontière.

Reprise des négociations, interrompues depuis plus de huit ans.

MEXIQUE

Enseignement.

Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants manifestent dans les rues de Mexico pour réclamer la suppression d'un plan de réformes prévoyant notamment le durcissement de la sélection et l'augmentation des droits d'inscription dans le supérieur. Ils obtiennent satisfaction et reprennent les cours le 15 (21 janv.).

Mardi 10

FRANCE

Privatisations.

M. Édouard Balladur annonce la vente prochaine de la Société générale, qui sera ainsi la première des entreprises nationalisées à la Libération rendue au secteur privé.

Société.

M. François Mitterrand refuse de signer le décret de mutation du procureur de Valence, M. Georges Apap, auquel il était reproché d'avoir pris position en faveur de la vente libre des stupéfiants.

URSS

Politique intérieure.

Les autorités soviétiques annoncent qu'elles viennent de faire libérer 140 dissidents et que 500 candidats à l'émigration ont obtenu leur visa (2).

Mercredi 11

FRANCE

Vie politique.

Au cours de l'émission télévisée « l'Heure de vérité », M. Giscard d'Estaing annonce qu'il ne se présentera pas aux élections présidentielles de 1988, mais qu'il brigue la présidence de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Administration.

M. Marceau Long, P-DG d'Air France, est nommé vice-président du Conseil d'État, en remplacement de M. Pierre Nicolaÿ, atteint par la limite d'âge. Le 24, M. Jacques Friedmann devient le nouveau directeur d'Air France.

Terrorisme.

L'organisation Action directe revendique officiellement le meurtre de Georges Besse, P-DG de Renault (17 nov. 1986), mais nie sa participation dans les tentatives d'assassinat du juge Bruguière (5 janv. 1987) et de M. Alain Peyrefitte (15 déc. 1986). Au même moment, l'ASALA annonce que les attentats reprendront si Georges Ibrahim Abdallah et deux autres détenus ne sont pas libérés.

Sécurité routière.

Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de M. Albin Chalandon prévoyant le doublement des sanctions à l'encontre des conducteurs surpris en état d'ébriété.

LIBAN

Réfugiés.

Le mouvement chiite Amal ayant intercepté les livraisons de vivres destinés aux camps palestiniens, M. François Mitterrand demande au gouvernement français de s'occuper de leur approvisionnement et sollicite en même temps une initiative

de la CEE. De son côté, M. Yasser Arafat adjure les Nations unies d'assurer la protection du peuple palestinien et, le 16, à Tunis, lance un appel à la « conscience
downloadModeText.vue.download 16 sur 517

CHRONOLOGIE

15

mondiale » contre le « génocide » de son peuple (6 et 14).

Jeudi 12

FRANCE

Privatisations.

Dès le premier jour de cotation du groupe, l'action Paribas atteint 480 F, réalisant une plus-value de 18,5 p. 100. Les 3 804 834 particuliers qui se sont portés acquéreurs ne peuvent obtenir que quatre titres chacun.

Aéronautique.

Un accord est conclu entre Avions Marcel-Dassault/Bréguet Aviation, la SNECMA et

Thomson pour la construction de l'avion de combat Rafale.

Justice.

MM. Claude Guillon et Yves Le Bonniec, auteurs du livre Suicide, mode d'emploi, et Alain Moreau, éditeur de l'ouvrage, sont inculpés d'homicide involontaire.

Outre-mer

→ Réunion et Guyane française

RÉUNION

Catastrophes naturelles.

La dépression tropicale Clotilda s'abat sur l'île faisant sept morts, deux disparus, plusieurs milliers de sinistrés et d'importants dégâts matériels.

GUYANE FRANÇAISE

Défense.

Un commandement supérieur délégué des forces armées, jusqu'alors inexistant, est

créé pour renforcer la sécurité du département, menacé par le développement de la rébellion dans l'État voisin du Surinam.

Vendredi 13

Aéronautique.

À Toulouse, en présence du prince et de la princesse de Galles, M. Jacques Chirac

assiste au lancement de l'Airbus A-320 et profite de l'occasion pour annoncer des mesures européennes de rétorsion en cas d'agression économique américaine dans ce domaine. Le 14, les États-Unis déclarent renoncer à toute action contre l'Airbus.

Samedi 14

ITALIE

Terrorisme.

À Rome, attentat des Brigades rouges contre un fourgon postal ; deux policiers sont tués et un troisième est grièvement blessé ; le butin atteint un milliard 200 millions de lires. La préparation et la détermination des terroristes montrent que les Brigades rouges sont effectivement réorganisées.

LIBAN

Réfugiés.

Le mouvement chiite Amal donne son accord de principe à l'entrée d'une faible quantité de vivres dans le camp de Bourj el-Barajneh. Les camps de Rachidieh, le 15, et de Chatila, le 27, bénéficient de la même mesure (6 et 11).

Dimanche 15

DJIBOUTI

Coopération.

Visite de M. Michel Aurillac. À cette occasion, le ministre signe une convention prévoyant l'octroi d'une nouvelle aide budgétaire française de 82 millions de francs.

Lundi 16

FRANCE

Société.

M. Albin Chalandon renonce à faire figurer l'internement des drogués parmi les mesures préconisées par le plan de lutte contre
downloadModeText.vue.download 17 sur 517

la toxicomanie et le trafic des stupéfiants qu'il avait présenté le 23 septembre 1986.

GRANDE☒BRETAGNE

Santé.

Le gouvernement décide de fermer les frontières aux personnes atteintes du Sida.

RFA

Justice.

La condamnation de MM. Otto Lambsdorff et Hans Friderichs, anciens ministres de l'Économie, à de lourdes amendes, met un terme au procès Flick, qui s'était ouvert à Bonn, le 29 août 1985.

URSS

Vie politique.

À Moscou, à l'occasion de la réunion d'un Forum international pour un monde sans armes nucléaires, M. Mikhaïl Gorbatchev insiste sur les « transformations révolutionnaires en cours en URSS ». L'ancien dissident Andreï Sakharov, qui assistait à la réunion, se fait remarquer en applaudissant vivement le chef de l'État.

ISRAËL

Justice.

Ouverture à Jérusalem du procès d'Ivan Demjanjuk, dit Ivan le Terrible, qui serait responsable de la mort de 800 000 personnes disparues dans le camp de Treblinka, pendant la Seconde Guerre mondiale. L'accusé nie son identité.

Mardi 17

FRANCE

Santé.

Le gouvernement décide de lancer une vaste campagne d'information sur le Sida dans les écoles.

Sécurité sociale.

M. Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales, annonce que le taux de remboursement de 28 médicaments dits « de

confort », qui avait été abaissé à 40 p. 100, sera de nouveau porté à 70 p. 100.

IRLANDE

Élections législatives.

Le Fianna Fáil, le parti nationaliste de M. Charles Haughey, remporte la victoire avec 81 sièges sur 166, contre 51 obtenus par le parti centriste du Premier ministre, M. Garret FitzGerald (10 mars).

BRÉSIL

Catastrophe.

Collision entre deux trains de banlieue, près de São Paulo : 51 morts et 160 blessés.

Mercredi 18

FRANCE

Outre-mer.

Le Conseil des ministres adopte le projet de loi sur le référendum d'autodétermination des populations néo-calédoniennes, prévu pour le mois d'août. M. François Mitterrand exprime son désaccord.

Police.

M. Pierre Quilici, directeur départemental des polices urbaines des Bouches-du-Rhône, est relevé de ses fonctions après avoir mis en cause le préfet Broussard à propos de l'attaque de la Caisse d'épargne de Marseille (9 févr.). M. Quilici avait préalablement démissionné le 28 janvier.

ESPAGNE

Enseignement.

La signature d'une convention entre le syndicat des étudiants et le ministre de l'Éducation met un terme au mouvement de grève qui durait depuis deux mois. Cet

accord prévoit notamment l'extension de la gratuité à l'enseignement secondaire et professionnel (23 janv.).
downloadModeText.vue.download 18 sur 517

CHINE

Politique économique.

Le gouvernement décide de réviser ses projets de coopération avec les nations occidentales et ses investissements à l'étranger. Aucune modification du programme de réforme intérieure n'est prévue, malgré les changements récemment intervenus à la tête du régime.

Jeudi 19

ONU

Conférence sur le désarmement.

À Genève, au cours des débats, M. Jean-Bernard Raimond, ministre français des Affaires étrangères, prend position contre une dissuasion uniquement conventionnelle.

FRANCE

Conflits sociaux.

Grève de 24 heures à Usinor-Dunkerque après l'annonce de la suppression de 750 emplois.

Santé.

Le professeur Claude Got, président du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, démissionne pour protester contre l'autorisation donnée par M. François Léotard aux chaînes de télévision privées de présenter les publicités pour certaines boissons alcoolisées.

CISKEI

Coup d'État manqué contre le président à vie, M. Lennox Sebe. Le commando qui tentait de prendre le pouvoir venait du Transkei.

Vendredi 20

URSS

Dissidents.

Après plusieurs jours d'incertitude, l'ingénieur juif Iossif Begun, prisonnier politique depuis 1983, obtient sa libération.

BRÉSIL

Économie.

Le président Sarney décide de suspendre pour une durée non précisée le paiement des intérêts de la dette extérieure de son pays, qui s'élève à 108 milliards de dollars.

B.D.

Blake et Mortimer

orphelins

Le dessinateur belge Edgar Pierre Jacobs, père de Blake et Mortimer, s'éteint à Bruxelles le 20 février, à l'âge de 82 ans. Après Hergé, disparaît ainsi le second grand de l'école belge de bandes dessinées.

Edgar P. Jacobs veut d'abord devenir baryton d'opéra – de l'opéra, il garde le goût des décors baroques, qu'on retrouve dans ses ouvrages –, et c'est par hasard qu'il arrive pendant la guerre à la bande dessinée, en terminant au pied levé des épisodes de Flash Gordon, interdit comme BD « américaine » par les Allemands. Il rencontre Hergé en 1943 et collabore à plusieurs des albums de Tintin (le Trésor de Rackham le Rouge, le Temple du soleil...). Il crée ensuite ses deux héros, le très blond et très britannique capitaine Blake, des services secrets, et Mortimer, le fougueux professeur écossais, roux et barbu, qu'on retrouve avec le fidèle Ahmed Nasir, le perfide Olrik et le valet Sharkey, dix albums durant, à raison d'un tous les deux ans et demi en moyenne, la minutie du travail de Jacobs n'ayant d'égale que sa lenteur. Ce qui constitue l'extraordinaire qualité de
downloadModeText.vue.download 19 sur 517

l'oeuvre du dessinateur, outre son message humaniste et scientifique, son envoûtant mélange de fantastique et de policier, c'est sa précision extrême. Ainsi les hiéroglyphes du

Mystère de la grande pyramide (1950-1952) sont-ils exacts – l'album n'a-t-il pas inspiré les fouilles entreprises à Kheops, en septembre 1986 ? –, comme le sont les horaires des cars assurant la liaison Le Caire-Pyramides ! Atteint de la maladie de Parkinson depuis de nombreuses années, E.P. Jacobs vivait, protégé du monde, dans la campagne brabançonne et poursuivait son rêve dans ses chefs-d'oeuvre, la Marque jaune (1953-1954), SOS Météores (1958-1959), le Piège diabolique (1960-1961), pour ne citer que ceux-là. Récemment, il avait eu le temps de créer sa propre maison d'édition, Blake et Mortimer, qui réédite progressivement tous ses titres, en les recoloriant. Il meurt sans avoir achevé le deuxième volume des Trois Formules du professeur Sato, que les lecteurs attendent depuis 1967.

Samedi 21

FINANCES INTERNATIONALES

À Paris, réunion des ministres des cinq pays les plus riches du monde (États-Unis, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France), élargie le lendemain à deux autres nations (le Canada et l'Italie, qui se retire au dernier moment), dans l'espoir de mettre un terme à la chute du dollar. Le 22, un accord est conclu sur la stabilisation des monnaies et la coordination des politiques économiques.

FRANCE

Terrorisme.

Arrestation des quatre chefs historiques d'Action directe.

Les terroristes délogés

Le 21 février à 21 heures, en pleine forêt d'Orléans, les forces de police investissent une ferme isolée de la commune de Vitry-aux-Loges (Loiret) et arrêtent les quatre principaux membres d'Action directe qui se cachaient là depuis trois ans. L'assaut est donné par les hommes du RAID (Recherche

– Action – Intervention – Dissuasion), l'unité d'élite du commissaire Ange Mancini, grâce au travail de renseignements préalablement accompli par le commissaire Claude Bardon, au sein de la Direction centrale des renseignements généraux.

Liés à la Fraction armée rouge allemande, aux Cellules communistes combattantes

belges, aux Fractions armées révolutionnaires libanaises, Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, le couple fondateur de l'organisation, ainsi que leurs deux complices, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, étaient les terroristes les plus recherchés de France. Nostalgiques de mai 1968, rescapés de la gauche prolétarienne ou de la lutte antifranquiste, n'ayant jamais abandonné la violence, ils sont les auteurs de près de quatre-vingts attentats commis depuis 1979. Une quarantaine de militants d'Action directe sont aujourd'hui en prison, mais certains de ceux qui sont considérés comme les plus dangereux, Max Frérot, Mohand Hammami et Éric Moreau, sont encore en liberté.

Immédiatement après l'assaut, les soupçons qui pesaient sur les quatre terroristes quant à leur responsabilité dans la plupart des attentats ou tentatives d'attentats de ces dernières années (général Audran, Georges Besse, général Blandin, Guy Brana, Alain Peyrefitte, Jean-Louis Bruguière) sont confirmés par la présence d'armes, de devises diverses et de matériel vidéo. En outre, une « prison populaire » est découverte, véritable cage destinée à servir au jugement d'une personnalité (peut-être Robert Hersant), dont
downloadModeText.vue.download 20 sur 517

l'enlèvement prochain aurait été réalisé afin d'obtenir la libération de Régis Schleicher, emprisonné depuis décembre 1986.

Peu après, certains membres de la majorité rappellent que c'est en 1981, sous le gouvernement socialiste, qu'a été votée la loi d'amnistie remettant en liberté les membres d'Action directe. M. François Mitterrand réplique en taxant ses accusateurs « d'extrême légèreté ou d'extrême indignité ».

Dimanche 22

Auschwitz.

Selon les termes d'un accord conclu à Genève entre les responsables catholiques et juifs, les religieuses qui occupent le carmel

devront le quitter avant deux ans.

Athlétisme.

À Liévin (Pas-de-Calais), à l'occasion des Championnats d'Europe en salle, le Français Bruno Marie-Rose obtient le titre de champion d'Europe du 200 m en abaissant le record du monde à 20″ 36.

LIBAN

Conflit.

À la suite d'un accord avec les autorités musulmanes libanaises et dans le but de mettre un terme aux combats qui opposent depuis le 15 les Druzes et les communistes aux miliciens du mouvement chiite Amal (200 morts), l'armée syrienne se renforce de 4 500 hommes à Beyrouth-Ouest.

Lundi 23

FRANCE

Télévision.

La « 5 » est attribuée à la société constituée par MM. Hersant, Berlusconi et Seydoux. TV6, la chaîne musicale, qui s'appellera M6 à partir du 1er mars et aura finalement une vocation beaucoup plus générale, est concédée à Métropole TV, qui réunit la Lyonnaise

des eaux, la Compagnie luxembourgeoise de télévision et le groupe Amaury.

ARGENTINE

Vie politique.

Entrée en vigueur de la loi dite de « point final », votée en décembre 1986 et portant prescription, en faveur des personnes qui n'auraient pas encore été poursuivies, de toutes les violations des droits de l'homme commises au temps du gouvernement militaire.

Mardi 24

ESPACE

La supernova 1987 A est découverte dans le Grand Nuage de Magellan par l'astronome canadien Ian Shelton, attaché à l'observatoire de Las Campanas (Chili). Il s'agit de la première supernova visible à l'oeil nu depuis celle observée par Kepler en 1604.

FRANCE

Santé.

Dans le cadre de la lutte anti-Sida, Mme Michèle Barzach, ministre de la Santé, décide d'autoriser pendant un an la vente libre des seringues en pharmacie.

Théâtre.

La première de Kean, d'Alexandre Dumas, dans une adaptation de Jean-Paul Sartre et une mise en scène de Robert Hossein, marque le retour de Jean-Paul Belmondo sur les planches après 28 ans d'absence.

GRANDE¥BRETAGNE

Presse.

Lancement du London Daily News, quotidien du soir, par M. Robert Maxwell, patron du groupe Mirror.
downloadModeText.vue.download 21 sur 517

20

Mercredi 25

FRANCE

Économie.

Tenant compte des mauvais résultats de janvier (hausse des prix de 0,9 p. 100, l'une des plus élevées depuis juillet 1983, augmentation du chômage de 1,5 p. 100, déficit de 2,5 milliards de F du commerce extérieur), le gouvernement révise ses prévisions relatives au taux d'inflation en 1987, retenant l'hypothèse de 2,4 p. 100, au lieu de 1,7 p. 100.

AFGHANISTAN¥PAKISTAN

Conflit.

Sous l'égide de l'ONU, ouverture à Genève de la 8e session de pourparlers « indirects » entre les représentants des deux pays. Malgré les propositions de M. Gorbatchev, le règlement du contentieux paraît lointain. Les 26 et 27, l'aviation afghane effectue un bombardement sur le territoire pakistanais, tuant plusieurs dizaines de personnes.

ÉTATS¥UNIS

Vente d’armes.

La commission Tower publie son rapport d’enquête sur les ventes d’armes à l’Iran. Le président Reagan est accusé de négligence et le secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan, est sévèrement mis en cause ; le 27, il est remplacé par M. Howard Baker, ancien sénateur républicain du Tennessee.

Jeudi 26

FRANCE

Chômage.

M. Edmond Maire obtient du gouvernement qu’une somme minimale de deux milliards de F soit consacrée à la réinsertion des chômeurs de longue durée, qui devraient bénéficier de contrats en alternance de deux ans ou de stages de cinq mois.

Commerce international.

Signature avec la société américaine Boeing d’un contrat portant sur l’achat de trois avions-radars AWACS, qui seront fournis en 1990. Des compensations doivent être offertes aux industriels français.

ESPAGNE

Pays basque.

Le parlement basque réélit le nationaliste modéré José Antonio Ardanza à la tête du gouvernement autonome, de préférence au radical Juan Carlos Yoldi.

RFA

Sport.

Après la publication de son livre Coup de sifflet, dans lequel il reconnaît avoir pris des amphétamines avec son équipe, Harald Schumacher, le gardien de but du FC Cologne, est démis de ses fonctions de capitaine de l’équipe nationale.

URSS

Nucléaire.

Avec l’explosion d’une charge souterraine à Semipalatinsk (Kazakhstan), le gouverne-

ment soviétique met un terme au moratoire unilatéral qu'il s'imposait depuis 19 mois. Cette reprise des expériences atomiques est la conséquence des essais effectués par les Américains les 3 et 11 février (4).

IRAQ☒IRAN

Conflit.

Un communiqué militaire iranien annonce la fin de l'offensive Kerbela-5, lancée le 8 janvier. Cette opération a permis à l'Iran de progresser de plusieurs kilomètres en territoire iraqien.
downloadModeText.vue.download 22 sur 517

CHRONOLOGIE

21

ISRAËL
→ Égypte

ÉGYPTE

Relations internationales.

M. Shimon Pérès, ministre israélien des Affaires étrangères, et le président égyptien, M. Hosni Moubarak, se rencontrent au Caire. Le 27, les deux hommes d'État lancent un appel pour la convocation dans l'année d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

Vendredi 27

FRANCE

Sociétés.

Au Zénith, à Paris, réunion de la première assemblée générale des nouveaux actionnaires de Saint-Gobain.

ISRAËL

Vie politique.

L'appel lancé au Caire par MM. Pérès et Moubarak (26) provoque une crise au sein du gouvernement. M. Yitzhak Shamir réprouve l'initiative de son ministre et la juge contraire à la ligne politique qu'il a définie.

Samedi 28

EST☒OUEST

Désarmement.

M. Mikhaïl Gorbatchev propose une négociation séparée sur les euromissiles en vue de leur démantèlement complet en cinq ans. Les Américains réagissent favorablement.

FRANCE

Justice.

Georges Ibrahim Abdallah, dont le procès s'est ouvert le 23, est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

Paris

Procès d'un terroriste

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), s'ouvre le 23 février devant les assises de Paris. L'accusé est inculpé de complicité dans l'assassinat de deux diplomates, l'un israélien, M. Yakov Barsimantov (le 3 avril 1982), l'autre américain, M. Charles Ray (le 18 janvier précédent), ainsi que de participation à la tentative d'assassinat sur le consul des États-Unis à Strasbourg, M. Robert Homme (le 26 mars 1984). Un dispositif exceptionnel de sécurité est mis en place. En application de la loi sur les procès de terroristes, votée le 20 décembre 1986, la cour est exclusivement composée de magistrats professionnels. L'accusé est défendu par Me Jacques Vergès.

Dès le premier jour, après avoir prononcé un plaidoyer en faveur de la lutte révolutionnaire arabe, Georges Ibrahim Abdallah quitte la salle, refusant dorénavant d'assister aux audiences. Les débats se poursuivent sans lui. Le 25, le sous-directeur de la DST, M. Raymond Nart, provoque un coup de théâtre en déclarant que l'accusé n'est qu'« un lampiste, un petit chef ».

Le 27, après la plaidoirie de l'avocat de la partie civile américaine, Me Georges Kiejman, l'avocat général, Me Pierre Baechlin, réclame, « la mort dans l'âme », une peine qui ne soit pas supérieure à dix ans, « pour que la France ne soit pas un otage et Abdallah un martyr ». Le 28, les sept magistrats décident néanmoins de le condamner à la réclusion criminelle à perpétuité.

Immédiatement après ce verdict inattendu, Me Jean-Paul Mazurier, ancien défenseur

d’Abdallah, provoque une vive controverse d’ordre déontologique en révélant le rôle qu’il a joué pour le compte de la DGSE en utili-
downloadModeText.vue.download 23 sur 517

sant sa position pour recueillir des informations sur les FARL.

Terrorisme.

Quatre personnes sont légèrement blessées dans un attentat commis par l’ex-FLNC contre l’Hôtel des impôts de Bastia.

Le mois de Marc Pajot

Ce mois de février, c’est la fin d’une croisade, celle d’un homme pour lequel le calendrier de ses contemporains n’a plus eu de sens pendant plus de 40 mois d’un compte à rebours obsédant...

Denis Conner, l’homme qui s’est fait ravir – et l’Amérique avec lui – le plus vieux trophée sportif du monde, n’a eu de cesse, depuis ce 26 septembre 1983 où l’Australie a pris 41 secondes d’avance sur le reste du monde, de reconquérir ce pichet sans fond de 4 198 grammes d’argent : la coupe America. L’homme dont la tête aurait dû remplacer le célèbre trophée dans la vitrine du New York Yacht Club a rempli son contrat : en ce 4 février 1987, les États-Unis sont de nouveau détenteurs de la coupe America, prestigieux symbole du savoir-faire technologique d’une nation et de l’excellence de ses régatiers.

Conquise en 1851 par la goélette America, la coupe était restée aux mains de générations d’équipages yankees pendant 132 ans, triomphant de tous les défis lancés par le reste du monde. Jusqu’au jour où un bateau australien révolutionnaire, doté d’une quille restée secrète durant toute l’épreuve et qui ne dévoilera ses fameuses ailettes qu’au soir de l’ultime régate gagnée, avait fait mordre la poussière à l’aigle américain.

L’indifférence à l’actualité, qui nous a gagnés insidieusement tout au long du marathon de ces quatre mois de régates sélectives, n’a pas toujours régné, bien au contraire ! Pour participer et a fortiori gagner, il aura fallu maî-

triser tant de paramètres a priori tellement

éloignés du duel final entre trois bouées ; avant d'en découdre sur l'eau, il aura fallu mobiliser les chercheurs et les techniciens, mais aussi convaincre politiciens de ne pas être « contre », publicitaires d'être « pour », financiers avec nous et médias derrière nous ; et, pour ce faire, se tenir informés des news techniques et économiques, du business français et international, des tendances de la mode et des cibles choisies par des industriels et des entreprises en quête de notoriété ; le sponsoring dans la voile étant bien l'un des secteurs les plus polymorphes et les plus passionnels qui soient, avec ses défauts de jeunesse (à peine 10 ans !), ses règles encore mystérieuses et ses exceptions illustres.

Quelle sera l'empreinte laissée par les « froggies » sur ce plan d'eau qu'ils ont maintenant déserté ? Eh bien, le sens de l'humour d'abord, qui s'exporte bien : les Anglo-Saxons n'auront pas été dupes du contenu publicitaire du nom « French Kiss », mais ce clin d'oeil les aura conquis. Bravant la règle stipulant qu'aucune publicité ne doit figurer sur un voilier, tout en n'interdisant pas l'exploitation publicitaire de ces mêmes voiliers, les Français, armés de leur culot, ont précipité son abrogation et ouvert la coupe America au sponsoring. Et puis, ces Français ont prouvé qu'ils n'étaient ni brouillons, ni laxistes, ni désorganisés, ni chamailleurs, mais bien des professionnels soudés par une volonté et une compétence sans faille et qu'ils savaient rester unis quand d'autres défis étaient semés par les dissensions. Seul Européen dans le carré d'as des demi-finalistes, après avoir dû éliminer 10 challengers, pour la plupart plus riches et plus expérimentés, le défi « French Kiss », avec un seul bateau (contre trois au minimum à chacun des deux Américains et au Néo-Zélandais sélectionnés), a prouvé que la France détenait les compétences et la technologie nécessaires à la victoire, et qu'il fallait maintenant compter avec nous !

MARC PAJOT
downloadModeText.vue.download 24 sur 517

CHRONOLOGIE

23

Mars

Dimanche 1er

FRANCE

Religion.

À Paris, plus de 5 000 personnes fêtent le dixième anniversaire de la restauration du culte catholique traditionnel en l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet (27 février 1977).

Faits divers.

À la station de sports d'hiver de Luz-Ardiden (Hautes-Pyrénées) 5 personnes sont tuées et 39 autres blessées, après la rupture du socle en béton du pylône d'arrivée d'un télésiège. Le 4, un accident semblable survient à Valmorel (Savoie), en dehors des heures de fonctionnement de l'appareil.

Prisons.

Le nombre des détenus atteint le chiffre record de 50 243.

Télévision.

Naissance de la chaîne M6. Le 2, à Matignon, une délégation de chanteurs conduite par Johnny Hallyday, Serge Gainsbourg et Eddie Mitchell proteste contre la suppression de la chaîne musicale TV6.

Lundi 2

EST▣OUEST

Désarmement.

Lors de la 7e session des négociations de Genève, l'URSS présente son projet de démantèlement des missiles nucléaires à moyenne portée basés en Europe. En France, le président de la République se déclare favorable à l'« option zéro », tandis que certains élus de la majorité émettent des réserves. Le 4, les États-Unis font connaître leur propre projet, qui inclut les missiles à courte portée. Le 6, l'Union soviétique se déclare prête à négocier sur la question du retrait de ces missiles.

FRANCE

Environnement.

À Grenoble, M. Alain Carignon propose dix mesures pour prévenir les catastrophes naturelles ou technologiques dans l'Isère, département pilote d'une expérience pour la prévention des risques majeurs.

PHILIPPINES

Guérilla.

L'opposition communiste rejette l'offre d'amnistie proposée le 28 février à tous les rebelles qui déposeraient les armes.

Mardi 3

Matières premières.

Après l'échec des discussions entre les pays membres de l'Organisation internationale du café sur une modification des quotas d'exportation, les cours de la matière première enregistrent une baisse de 15 p. 100, et tombent ainsi à leur niveau le plus bas depuis cinq ans.
downloadModeText.vue.download 25 sur 517

JOURNAL DE L'ANNÉE ☒ ÉDITION 1988

24

FRANCE

Beaux-Arts.

Le Grand Prix d'architecture est décerné à Adrien Fainsilber, maître d'oeuvre du Musée des sciences et techniques de la Villette.

ITALIE

Gouvernement.

Démission du Premier ministre, M. Bettino Craxi, en raison de divergences au sein de la coalition gouvernementale. Au terme d'une « mission exploratoire » confiée à la présidente du Parlement, Mme Nilde Jotti, son départ est refusé le 1er avril par le président Francesco Cossiga.

URSS

Presse.

Parution du premier numéro de l'édition soviétique du magazine féminin ouest-allemand Burda, premier périodique occidental publié en russe dans sa version originale.

ÉTATS☒UNIS

Administration.

À la suite de la démission de M. William

J. Casey (2 février), M. William Webster, ancien directeur du FBI, est nommé à la tête de la CIA.

MEXIQUE

Conflits sociaux.

À Mexico, des centaines de milliers de travailleurs manifestent contre la politique économique du gouvernement et la baisse du pouvoir d'achat.

Mercredi 4

FRANCE

Terrorisme.

À Paris, la DST découvre une cache contenant des armes et 16 kg d'explosifs. Trois ressortissants libanais sont arrêtés.

Médecine.

Mme Michèle Barzach, ministre de la Santé, annonce une série de mesures destinées à faciliter les transplantations d'organes.

IRAQ-IRAN

Conflit.

Dans le Kurdistan iraqien, l'armée iranienne lance une nouvelle offensive, nommée Kerbela-7.

TURQUIE

Raid.

En représailles à une attaque kurde dirigée contre un village proche de la frontière iraqienne, l'aviation turque bombarde six positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) situées en Iraq.

ÉTATS-UNIS

Espionnage.

À Washington, l'espion américain Jonathan Pollard est condamné à la prison à perpétuité pour avoir livré des informations à Israël.

Jeudi 5

Bourse.

Après l'importante hausse enregistrée la veille à Londres, Paris, Tokyo et New York, où l'indice Dow Jones a dépassé 2 250, un nouveau record est battu à Paris. L'indice de la Compagnie des agents de change atteint 444,7 points contre 418 fin janvier (base 100 en 1981).

FRANCE

Justice.

Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron sont inculpées de l'assassinat de Georges Besse, tandis que Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani sont accusés de complicité.
downloadModeText.vue.download 26 sur 517

CHRONOLOGIE

25

Académie française.

Élu le 28 juin 1986, Jacques Laurent est reçu sous la Coupole par Michel Déon et prononce l'éloge de Fernand Braudel.

ÉQUATEUR

Catastrophes naturelles.

Dans les provinces du Napo et d'Imbabura, de fortes secousses telluriques provoquent des éboulements. Des villages entiers sont ensevelis par d'immenses coulées de boue provenant des Andes. Les dégâts sont considérables : plusieurs centaines de morts ; 5 000 disparus ; rupture de l'oléoduc transandin.

Vendredi 6

FRANCE

Faits divers.

À Rochejean (Doubs), deux personnes sont blessées après la rupture d'un câble d'une remontée mécanique. Cet accident est le troisième depuis le début du mois (1er).

BELGIQUE

Catastrophe maritime.

À la sortie du port de Zeebrugge, naufrage d'un car-ferry britannique, le Herald of Free Enterprise. Le bilan officiel fait état de

189 morts.

Samedi 7

FRANCE

Cinéma.

Triomphe d'Alain Cavalier et de son film Thérèse, qui remporte six Césars : ceux du meilleur film, du meilleur réalisateur, du meilleur scénario, de la meilleure photo, du meilleur montage et du meilleur espoir féminin. Le César de la meilleure actrice est décerné à Sabine Azéma et celui du meilleur acteur à Daniel Auteuil. Jean-Luc Godard reçoit un César d'honneur en tant que « fondateur du cinéma moderne ».

Lundi 9

MADAGASCAR

Troubles.

De violentes émeutes dirigées contre la communauté indo-pakistanaise provoquent la mort de 14 personnes ainsi que la destruction de plusieurs dizaines de villas et de magasins.

PÉROU

Catastrophes naturelles.

Des pluies diluviennes provoquent des glissements de terrain et de gigantesques coulées de boue dans la région de Lima. On dénombre 30 morts et des centaines de disparus.

Mardi 10

ÉGLISE CATHOLIQUE

Bioéthique.

À Rome, publication d'une « instruction sur la dignité de la procréation », dans laquelle le Vatican condamne toute forme de procréation artificielle. Cette déclaration provoque de vives réactions dans les milieux médicaux et même de la part de certains théologiens. Le 17, la faculté catholique de Lille annonce qu'elle poursuivra ses expériences de fécondation in vitro. Cette décision est suivie par les centres hospitaliers catholiques de Louvain et de Nimègue. L'instruction, toutefois, est bien accueillie

dans les milieux « traditionalistes ».

FRANCE

Défense.

Début des grandes manoeuvres nationales de l'armée de l'air, AIREX-87, qui se dérouleront pendant onze jours avec la participa-
downloadModeText.vue.download 27 sur 517

tion de l'aviation des huit pays membres de l'Alliance atlantique.

Patrimoine.

Cédée à l'État en paiement de droits de succession, la célèbre toile de Claude Monet, le Déjeuner sur l'herbe, est exposée au musée d'Orsay.

IRLANDE

Gouvernement.

Le leader du Fianna Fáil, M. Charles Haughey, est élu Premier ministre du nouveau gouvernement. Le lendemain, l'ancien Premier ministre, M. Garret FitzGerald, abandonne ses fonctions de chef du Fine Gael. M. Alan Dukes lui succède le 21 (17 févr.).

RFA

Industrie automobile.

Le constructeur Volkswagen annonce la perte, dans les opérations de change frauduleuses, de 480 millions de deutsche Mark, représentant l'équivalent d'une année de bénéfices. Cette révélation est immédiatement suivie d'une chute des actions de la firme allemande.

BRÉSIL

Conflits sociaux.

Tandis que plusieurs centaines de milliers de paysans manifestent contre la politique économique du gouvernement, l'armée occupe les raffineries de pétrole, touchées par des mouvements de grève. Par ailleurs, les marins et les dockers observent des arrêts

de travail depuis douze jours.

Mercredi 11

FRANCE
Relations internationales

→ Espagne

Société.

Le conseil des ministres adopte un projet de loi qui institue l'autorité parentale conjointe

pour les enfants de parents divorcés ou les enfants naturels.

Sécurité routière.

Adoption par le conseil des ministres d'un projet de loi aggravant les peines prévues pour conduite en état d'ivresse.

ESPAGNE

Relations internationales.

À Madrid, MM. François Mitterrand et Jacques Chirac participent aux travaux du premier sommet institutionnel franco-espagnol (jusqu'au 12).

NIGERIA

Troubles.

Le couvre-feu est instauré et les écoles comme les universités sont fermées dans l'État de Kaduna à la suite des violents affrontements qui opposent des chrétiens aux musulmans depuis le 6. Quinze personnes au moins sont tuées, tandis que des églises, des mosquées, des hôtels et des habitations sont dévastés à Kafanchan, à Kaduna et à Zaria.

Jeudi 12

CEE

La Cour de justice condamne la RFA pour ses pratiques contraires aux droits communautaires en matière d'importation de bière. En vertu d'une « loi de pureté », fondée sur un édit de 1516, seules les bières fabriquées à partir de houblon, d'orge, de levure et d'eau étaient autorisées sur le marché.

LIBAN

Otages.

L'Organisation de la justice révolutionnaire lance un ultimatum au gouvernement français menaçant d'exécuter le journaliste d'Antenne 2, Jean-Louis Normandin, qu'elle détient depuis le 8 mars 1986, si M. Jacques Chirac « ne clarifie pas les propos du président de la République concernant les otages et l'aide militaire à l'Iraq ». Le 13, le ministère de l'Intérieur réaffirme sa volonté de
downloadModeText.vue.download 28 sur 517

poursuivre sa lutte contre le terrorisme. Le 15, l'OJR annonce la condamnation à mort du journaliste.

ÉTATS-UNIS

Comédie musicale.

Triomphe à Broadway des Misérables, spectacle adapté du roman de Victor Hugo par Alain Boublil, sur une musique de Claude-Michel Schoenberg.

Vendredi 13

SPORT

Alpinisme.

L'alpiniste français Christophe Profit réussit une grande première hivernale en enchaînant les ascensions des faces nord des Grandes Jorasses, de l'Eiger et du Cervin en quarante et une heures.

FRANCE

Commémorations.

Aux Archives nationales de Paris, inauguration de l'exposition le Sacre, à propos d'un millénaire, 987-1987, organisée dans le cadre des festivités destinées à célébrer le millénaire de l'avènement d'Hugues Capet.

ÉTATS-UNIS

Mafia.

Après cinq mois de procès, où il répondait d'accusations de meurtre et de racket, le chef d'une des plus puissantes familles de

mafiosi, John Gotti, est acquitté.

Samedi 14

FRANCE

Défense.

La première assemblée générale du GERMES (Groupement d'étude et de réflexion militaires et stratégiques) est présidée par son fondateur M. Charles Hernu.

Dimanche 15

FRANCE

Société.

À Paris, 30 000 personnes défilent, à l'appel de nombreuses organisations politiques, syndicales et associatives, afin de réclamer le retrait du projet de Code de la nationalité. Le 12, M. Albin Chalandon avait annoncé que ce projet ne serait pas abandonné, mais réétudié.

HONGRIE

Opposition.

L'anniversaire de l'insurrection de 1848 est l'occasion d'une manifestation, qui réunit plus de 2 000 personnes, en majorité étudiants et membres de l'opposition.

CHINE

Catastrophe.

À Harbin, au nord-est du pays, explosion dans une usine de textile (45 morts ; 185 blessés).

INDE

Terrorisme.

Près d'Ariyalur, dans l'État du Tamil Nadu, un pont explose au passage d'un train ; 32 personnes au moins sont tuées. La police attribue l'attentat aux mouvements séparatistes tamouls.

Lundi 16

FRANCE

Espionnage.

La DST arrête sept personnes soupçonnées d'appartenir à un réseau d'espionnage industriel travaillant pour l'URSS et visant notamment les moteurs à propulsion cryogénique du troisième étage de la fusée Ariane, fabriqués par la Société européenne de propulsion (SEP) de Vernon, dans l'Eure. Le 18, cinq d'entre elles sont écrouées sous l'inculpation de rassemble-
downloadModeText.vue.download 29 sur 517

ment de documents « de nature à nuire à la Défense nationale ».

FINLANDE

Vie politique.

À l'issue des élections législatives, qui se déroulent depuis la veille, les sociaux-démocrates, qui remportent 24,3 p. 100 des suffrages, soit 56 sièges, demeurent le premier parti politique, malgré un recul de 2,5 p. 100 des voix. Les conservateurs progressent de 22,2 p. 100 à 23,2 p. 100 et obtiennent 53 sièges.

URSS

Catastrophe.

Au Tadjikistan, des pluies torrentielles provoquent la rupture d'un barrage près du village de Sargazan. On dénombre 32 morts au moins.

TURQUIE

Coopération.

Renouvellement pour cinq ans de l'accord de défense et de coopération économique avec les États-Unis, qui permet notamment l'entretien de bases militaires américaines sur le territoire.

PHILIPPINES

Police.

Mme Cory Aquino annonce la dissolution des « armées privées » et des milices paramilitaires, dont les membres seraient regroupés au sein d'une police nationale. Cette décision concerne notamment des mouve-

ments très influents tels le RAM (Mouvement de réforme de l'armée), la confrérie des Guardians et la Force de défense civile, qui compte 70 000 hommes.

ÉTATS-UNIS
→ Turquie

Mercredi 18

FRANCE

Politique sociale.

Le gouvernement annonce une série de mesures, notamment le déblocage de trois milliards de francs, pour l'aide aux chômeurs de longue durée.

Terrorisme.

À Paris, découverte de onze kilos d'explosifs dans un faux plafond du 52e étage de la tour Maine-Montparnasse. Cette cache aurait été utilisée par l'artificier d'Action directe, Max Frérot.

PHILIPPINES

Terrorisme.

Quatre personnes sont tuées et 43 autres blessées par l'explosion d'une bombe à l'Académie militaire de Baguio.

DJIBOUTI

Terrorisme.

Une explosion au café l'Historil, situé au centre de la capitale, provoque la mort de onze personnes parmi lesquelles se trouvent cinq Français. Le 22, arrestation d'un ressortissant tunisien, qui avoue avoir commis l'attentat pour le compte d'une organisation terroriste proche-orientale.

Jeudi 19

FRANCE

Emploi.

À Rodez, le quatrième voyage en province de M. Jacques Chirac est l'occasion d'une manifestation des travailleurs de Decazeville, qui protestent contre les suppressions d'emplois annoncées la veille, notamment à l'usine Vallourec.

Sciences.

Le duc Louis de Broglie meurt à Louveciennes à l'âge de 95 ans.

Le duc de Broglie

« Fils illustre d'une famille illustre », le duc Louis de Broglie, mort à Louveciennes le 19 mars, était l'un des fondateurs de la physique moderne. Né en 1892, il avait d'abord entrepris des études d'histoire avant de se tourner vers la physique sous l'influence de son frère Maurice, un spécialiste des spectres de rayons X. Ses réflexions, inspirées des travaux de Max Planck et d'Albert Einstein, l'amenèrent à publier en 1924 une thèse de doctorat sur la nature dualistique, à la fois corpusculaire et ondulatoire, de la lumière. Plus généralement, Louis de Broglie soutenait qu'à toute particule est associée une onde, la particule se comportant donc à la fois comme une onde et comme un corpuscule. Il créait ainsi la mécanique ondulatoire, ultérieurement développée par Schrödinger, Heisenberg et Pauli et devenue la mécanique quantique. Ses vues reçurent une brillante confirmation en 1927 lorsqu'on découvrit que les électrons, qui sont des particules, subissent une diffraction semblable à celle de la lumière. Le prix Nobel de physique vint récompenser en 1929 cette importante théorie, qui permettait d'expliquer nombre de phénomènes jusqu'alors simplement constatés.

Élu en 1933 à l'Académie des sciences (dont il fut secrétaire perpétuel de 1942 à 1975) et à l'Académie française en 1944, Louis de Broglie se consacra ensuite essentiellement à des activités d'enseignement et de diffusion de la science. En désaccord avec l'interprétation « probabiliste » de la théorie quantique, selon laquelle onde et corpuscule ne seraient pas vraiment distincts mais constitueraient plutôt les représentations fragmentaires et alternées d'une même réalité, il proposa dans

les années 1950 une théorie qui tentait de ramener la théorie quantique dans un cadre ondulatoire classique. Mais, à l'exception d'un petit groupe de ses élèves et de ses collaborateurs, les physiciens n'ont guère accepté cette conception.

Auteur de nombreux ouvrages de physique théorique, Louis de Broglie s'intéressait aussi à la vulgarisation scientifique et il a laissé plusieurs livres qui ont largement contribué à la diffusion des sciences physiques.

Mode.

Au musée des Arts de la mode à Paris, inauguration d'une exposition consacrée à

Christian Dior, 1947-1957.

Vendredi 20

Matières premières.

Au terme de deux années de négociations entre producteurs et consommateurs, conclusion d'un nouvel accord international sur le caoutchouc, portant sur le mécanisme d'ajustement de son prix de référence.

FRANCE

Télévision.

À Rennes. M. François Mitterrand inaugure le premier réseau régional de télévision câblé en fibres optiques.

ITALIE

Terrorisme.

Le directeur des armements aéronautiques et spatiaux, le général Licio Giorgieri, est assassiné en plein centre de Rome. L'attentat est revendiqué par l'Union des communistes combattants, fraction des nouvelles Brigades rouges.

CISKEI

Justice.

Incarcéré depuis le 23 octobre 1986, un coopérant français, Pierre-André Albertini, est condamné à quatre ans de prison,
downloadModeText.vue.download 31 sur 517

pour avoir refusé de témoigner contre cinq prisonniers noirs accusés de terrorisme (7 sept.).

Samedi 21

SPORT

Rugby.

En battant l'Irlande à Dublin, le XV de France réussit pour la quatrième fois le grand chelem dans le tournoi des Cinq-Nations.

FRANCE

Terrorisme.

À Paris, la DST découvre une cache d'armes et d'explosifs liquides, quelques heures après l'arrestation de huit personnes, dont six Tunisiens et deux Français, l'un d'origine libanaise et l'autre d'origine algérienne, soupçonnés d'appartenir à un réseau terroriste.

Corse.

Au cours de la nuit, une cinquantaine d'attentats sont commis dans les deux départements, à la veille des élections régionales partielles en Haute-Corse.

Médecine.

À l'hôpital Necker de Paris, une équipe du professeur Denys Pellerin effectue une transplantation d'intestin grêle sur une fillette de neuf ans, dont l'état est ensuite jugé satisfaisant.

Dimanche 22

FRANCE

Manifestations.

Répondant à l'appel de la CGT, près de 200 000 personnes défilent à Paris pour la défense de la Sécurité sociale.

TCHAD

Conflit.

Après deux heures de combats, l'armée tchadienne reprend la base de Ouadi-Doum ; 1 269 soldats libyens sont tués et 438 sont faits prisonniers (27).

Lundi 23

RFA

Partis politiques.

Président du parti social-démocrate depuis 18 ans, M. Willy Brandt est contraint de démissionner, après avoir voulu nommer comme porte-parole du PSD une jeune femme d'origine grecque n'appartenant pas au parti, Mlle Margarita Mathiopoulos. Il est remplacé par M. Hans-Jochen Vogel (14 juin).

Terrorisme.

À Mönchengladbach-Rheindahlen, le quartier général des forces britanniques est la cible d'un attentat à la voiture piégée (31 blessés), revendiqué par l'IRA, le 24.

AFGHANISTAN PAKISTAN

Conflit.

Située à trois kilomètres de la frontière afghane, la localité de Teri-Mangal est à deux reprises la cible de bombardements de l'aviation afghane (50 morts : 101 blessés). Le 25, un nouveau raid dans la région de Robat tue plus de 80 personnes, des réfugiés afghans pour la plupart.

YOUGOSLAVIE

Zagrève

En mars, une vague de mécontentement social d'une ampleur sans précédent menace la stabilité intérieure de la Yougoslavie où des grèves ouvrières spontanées éclatent, d'abord à Zagreb, capitale de la Croatie, ainsi que dans plusieurs centres industriels croates, downloadModeText.vue.download 32 sur 517

à Split, Rijeka, Pula, Zadar et Karlovac. L'effervescence gagne ensuite rapidement les autres républiques ; les travailleurs débraient en Slovénie, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et en Macédoine. Tous les secteurs sont touchés, y compris l'agriculture et les milieux médicaux.

À l'origine de ce conflit, une loi publiée le 28 février, qui prévoit le gel des salaires à leur niveau du dernier trimestre 1986, l'annula-

tion et le remboursement des augmentations accordées en décembre, ainsi que l'assujettissement des rémunérations à la productivité de l'entreprise. Par ailleurs, 48 heures auparavant, des majorations importantes des prix avaient été autorisées.

Face à l'ampleur du mouvement, le gouvernement annonce un blocage partiel des prix pour trois mois et propose, le 23, un allégement des modalités d'application de la loi, tout en précisant qu'il ne reviendrait pas sur son contenu, destiné à redresser une situation économique critique : lourde dette extérieure, baisse des exportations, fort taux de chômage, faible productivité, inflation incontrôlable, progressant au rythme de 130 p. 100 par an.

Les mesures sont jugées insuffisantes par les dirigeants d'entreprise, qui contestent l'ensemble du système politique. Certains, tel M. Dolfe Vosjk, vice-président de l'Association de l'économie slovène, n'hésitent pas à condamner « le système autogestionnaire que Tito a mis en place ». Cette position est également soutenue par les syndicats officiels.

Alors qu'il ne parvient pas à maîtriser l'agitation, le gouvernement est toujours confronté aux velléités indépendantistes de la région de Kosovo, mais aussi aux nouvelles revendications autonomistes des intellectuels slovènes soutenus par les étudiants de l'université de Ljubljana.

Mardi 24

FRANCE

Mickey chez
les Franciliens

Le 24, à l'hôtel Matignon, M. Jacques Chirac signe avec M. Michael Eisner, P-DG de Walt Disney Productions, le contrat définitif relatif à la construction d'un Eurodisneyland sur le site de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne). Plus de quinze mois ont été nécessaires pour mettre au point ce volumineux dossier de 250 pages, depuis la signature, le 18 décembre 1985, d'une lettre d'intention pour l'installation du plus grand parc de loisirs européen, le quatrième créé par le célèbre cinéaste américain et ses successeurs.

Le projet prévoit l'aménagement d'une immense zone de 1 945 ha, située à 40 km à l'est de Paris, sur le territoire des communes

de Chessy, de Bailly-Romainvilliers, de Coupvray, de Magny-le-Hongre et de Serris, desservie par le RER, dont une ligne sera prolongée de 11 km, et par l'autoroute A4, après la construction de deux échangeurs.

Dès 1992, 500 ha de terrain seront ouverts au public, qui découvrira le royaume enchanté de Walt Disney, réplique de celui d'Orlando en Floride, en tout une trentaine d'attractions occupant 60 ha. Un terrain de golf de 18 trous, 5 000 chambres d'hôtel, un vaste terrain de camping, 500 logements, des commerces, des restaurants, des bureaux et un parc d'activités compléteront les installations. En 2017, la totalité de la zone sera aménagée avec la construction de 18 000 chambres d'hôtel supplémentaires, de 2 400 résidences hôtelières, de 5 400 logements, d'un vaste centre commercial, de restaurants, de bureaux, d'un centre technologique, d'un parc aquatique et d'un parc d'activités. Euro-
downloadModeText.vue.download 33 sur 517

disneyland, qui s'inscrit dans un important plan de développement de l'Est parisien, devrait donner une impulsion à l'activité économique de la région, grâce à la création de 30 000 emplois permanents auxquels s'ajouteront 4 000 autres pendant la phase de construction. Par ailleurs, les 10 millions de visiteurs annuels attendus, dont 5,6 millions d'étrangers, devraient rapporter à l'État 6 milliards de francs par an.

TURQUIE

Conflits sociaux.

À Ankara, près de 3 000 syndicalistes venus de tout le pays tentent de manifester pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement. Depuis dix jours, les différents secteurs de l'économie sont touchés par une vague de grèves sans précédent.

Mercredi 25

ÉGLISE CATHOLIQUE

Le pape Jean-Paul II publie sa quatrième encyclique, intitulée Redemptoris Mater et consacrée à la Sainte Vierge.

CEE

Commémoration.

Les douze États membres célèbrent le trentième anniversaire de la signature du traité de Rome. À cette occasion, les premières pièces libellées en monnaie européenne, l'écu, ont été mises en circulation en Belgique.

FRANCE

Édition.

Clôture du 7e Salon du livre, qui a remporté un énorme succès populaire (209 000 entrées).

Jeudi 26

FRANCE

Expositions.

À Paris, le Grand Palais expose les trésors des pharaons des XXIe et XXIIe dynasties, découverts à Tanis, dans le delta du Nil (jusqu'au 20 juillet).

GRÈCE

Église.

À Athènes, les popes défilent à l'appel de la ligue sacrée des prêtres de Grèce, pour protester contre le projet de loi gouvernemental de réquisition des terres non urbaines appartenant aux monastères. La veille, les métropolites avaient refusé de participer aux cérémonies officielles à l'occasion de la fête nationale.

PORTUGAL

Colonies.

Signature à Pékin d'un accord prévoyant la cession de Macao à la Chine, le 20 décembre 1999.

CHINE
→ Portugal

TUNISIE

Relations internationales.

Rupture des relations diplomatiques avec l'Iran, accusé de mener des « activités subversives » sur le territoire tunisien. Nom-

breuses arrestations dans les milieux islamistes. Le 30, 5 000 personnes manifestent leur soutien à la décision du président Bourguiba devant le palais de Carthage.

ÉTATS-UNIS

Espace.

La NASA détruit en vol une fusée Atlas-Centaur porteuse d'un satellite de télécommunication militaire. Le lanceur avait dévié de sa trajectoire une minute après son décollage.
downloadModeText.vue.download 34 sur 517

CHRONOLOGIE

33

Vendredi 27

Matières premières.

Les 33 pays membres de l'Organisation internationale du cacao se mettent d'accord sur les règles d'intervention du stock régulateur, afin de stabiliser les cours.

FRANCE

Informatique.

En rachetant Honeywell Information Systems, le groupe Bull prend la sixième place des constructeurs mondiaux.

Médecine.

L'équipe du professeur André Capron, en collaboration avec la société de génie génétique Transgène, réussit à isoler, à cloner et à synthétiser un antigène stimulant les défenses immunitaires contre la bilharziose.

PHILIPPINES

Dette extérieure.

À New York, le gouvernement de Manille obtient des banques privées un rééchelonnement de sa dette et la possibilité de régler une partie des intérêts sous forme de bons d'investissements.

TCHAD

Conflit.

Entrée des troupes tchadiennes à Faya-Largeau. La reconquête de la grande palmeraie, ville natale du président Hissène Habré, s'est effectuée sans combats, les 2 500 soldats libyens ayant évacué la ville devenue indéfendable depuis la chute de Ouadi-Doum (22).

ÉTATS-UNIS

Politique commerciale.

Par mesure de rétorsion contre les dépassements pratiqués par le Japon sur leurs ventes de semi-conducteurs, le président Reagan impose une surtaxe de 100 p. 100

sur les importations électroniques nippones, applicable dès la mi-avril.

Samedi 28

GRANDE-BRETAGNE
→ URSS

URSS

Relations internationales.

Début de la visite officielle de cinq jours de Mme Margaret Thatcher. Sur la question du désarmement, qui est au centre des entretiens, le Premier ministre britannique déclare que son pays n'est pas « prêt à accepter la dénucléarisation de l'Europe ».

LIBAN

Terrorisme.

À Beyrouth-Ouest, l'explosion d'une voiture piégée à proximité du siège des observateurs syriens provoque la mort de huit personnes au moins. Il s'agit de l'attentat le plus grave depuis l'entrée des Syriens à Beyrouth le 22 février.

Dimanche 29

ÉGLISE CATHOLIQUE

Au Vatican, le pape Jean-Paul II proclame la béatification de cinq Espagnols, dont trois religieuses carmélites victimes des républicains pendant la guerre civile de 1936.

ISRAËL

Armée.

Le colonel de l'armée de l'air Aviem Sella démissionne de son poste de commandant de la base de Tel-Nof. Il avait été inculpé d'espionnage par les États-Unis, pour avoir supervisé les activités de l'espion américain Jonathan Pollard (4).

LIBYE

Armée.

Pour la deuxième fois en un mois, des militaires se réfugient en Égypte à bord de leur
downloadModeText.vue.download 35 sur 517

hélicoptère et demandent le droit d'asile politique.

HAÏTI

Politique intérieure.

La nouvelle Constitution, qui institue notamment l'élection du président de la République au suffrage universel, la garantie des libertés et le pluralisme idéologique, est adoptée par référendum.

Lundi 30

FRANCE

Catholicisme.

Au Port-Marly (Yvelines), les forces de l'ordre investissent l'église Saint-Louis et expulsent les paroissiens « traditionalistes ». Le 12 avril, les fidèles réoccupent leur église.

Terrorisme.

Après les expertises balistiques effectuées sur les armes découvertes à Vitry-aux-Loges, les quatre responsables d'Action directe, arrêtés le 21 février, sont inculpés de l'assassinat du contrôleur général René Audran.

ESPAGNE

Justice.

À Madrid, ouverture du procès des responsables des huiles frelatées (éd. 82).

GRANDE-BRETAGNE

Ventes.

Chez Christie's, la toile de Van Gogh les Tournesols est adjugée à 22,5 millions de livres, soit 220 millions de francs, et devient le tableau le plus cher du monde (11 nov.).

POLOGNE

Prix.

Le gouvernement décide des hausses de 30 p. 100 en moyenne sur les produits alimentaires et énergétiques. Réactions du

syndicat Solidarité et de l'Église catholique, qui émettent de vives protestations.

URSS
→ États-Unis

JAPON

Justice.

Le tribunal de Kumamoto conclut à la responsabilité de l'État dans le développement de la « maladie de Minamata » et le condamne à verser une indemnité aux victimes. Jusqu'à présent, seule la société Chiso avait été reconnue coupable de l'intoxication, au mercure organique, de milliers de personnes, de 1956 à 1968.

ÉTATS-UNIS

Espionnage.

La Maison-Blanche annonce que tous les marines chargés de la protection de l'ambassade des États-Unis à Moscou seront rapatriés à « titre de précaution ». Ce rappel intervient après l'arrestation de deux marines accusés d'avoir donné accès à des agents soviétiques aux endroits « sensibles » de la mission américaine.

Mardi 31

CEE

Commerce extérieur.

À Pékin, signature d'un accord sur l'ouverture d'une représentation de la Communauté européenne en Chine, afin de faciliter les relations commerciales euro-chinoises.

FRANCE

Construction automobile.

Citroën annonce l'arrêt de la fabrication en France de la 2 CV, mise en circulation en 1948. L'usine de Levallois qui la fabriquait fermera en 1988. Toutefois, la production se poursuivra encore quelque temps dans l'usine de Mangualde au Portugal.
downloadModeText.vue.download 36 sur 517

CHRONOLOGIE

35

URSS

Espace.

Lancement dans l'espace du module scientifique Kvant qui sera amarré à la station orbitale Mir.

CHINE
→ CEE

SALVADOR

Guérilla.

Plus de 50 soldats trouvent la mort au cours de l'attaque de la caserne d'El Paraiso, l'une des plus importantes bases militaires du pays, par le Front Farabundo Marti de libération nationale.

Le mois de
Haroun Tazieff

Quelques dizaines de lignes pour choisir entre quelques dizaines d'événements importants et dire pourquoi ils me paraissent tels. C'est peu... Commenter ce que, désormais, j'ai appris à connaître mieux qu'autre chose, les catastrophes et comment en minimiser les effets ? Commenter la disparition de Louis de Broglie – dont j'admirais l'oeuvre scientifique ; ou les victoires de Hissène Habré : je garde du Tibesti où elles se sont déroulées un souvenir exceptionnel, tant paysager que géologique ; ou les excès, quelle que soit la religion dont ils se réclament, des intégristes : ils entravent, par leur étroitesse d'esprit, la déjà difficile évolution de l'humanité vers un monde meilleur ; ou le lancement, par Alain Carignon, de l'opération « Isère département pilote » – dont, en quelque sorte, je suis le

père ; ou les succès remportés sur le terrorisme en France – les quatre années que j'ai passées à saboter des voies ferrées durant la Seconde Guerre mondiale me font saluer ces difficiles victoires ; ou la stupéfiante « trilogie » alpine, Jorasses-Eiger-Cervin en 41 heures, réussie par Christophe Profit et que le vieil alpiniste

que je suis parvient à peine à même imaginer ; ou l'acquittement, à New York, du capomafia John Gotti, preuve supplémentaire du règne de l'injustice, même dans les démocraties, injustice que j'ai, tout au long de ma vie, vainement combattue ; ou le code de la nationalité, qui ressortit, lui aussi, au règne de l'injustice ; ou le chantage aux otages, qui me répugne comme me répugnent toutes les formes de la lâcheté ; ou les tribulations de la pauvre Corazón Aquino, affrontée comme trop de responsables politiques aux variantes diverses du nazisme nouveau – qui n'a rien du beaujolais de même qualification –, nazisme dont, en tant qu'adversaire (armes à la main des années durant), je ne connais que trop l'ignominie ; ou du quatrième « grand chelem » du XV de France, lequel m'a comblé par la qualité de son jeu (quoique mon très fort faible pour l'Irlande et pour son équipe de rugby, longtemps « captained » par mon vieil ami Ronnie Kavanagh, ait mis un bémol à mon enchantement...) ; ou le très triste record battu avec 11 p. 100 du taux de chômage ; ou la synthèse d'un antigène susceptible de combattre la bilharziose, maladie équatoriale effroyable, dont le vieux coureur de brousses intertropicales que je suis n'a que trop constaté les ravages ; ou la vente, pour 220 millions de francs, des Tournesols de Van Gogh ; Van Gogh qui mourut jeune, inconnu et misérable, et qui est, à mes yeux, le plus grand des peintres ; ou la condamnation de l'État nippon par la justice japonaise pour l'atroce pollution de la mer par le mercure déversé par l'usine de Ninamata, preuve que si, trop souvent, règne l'injustice, il y a des juges courageux ; ou, enfin, commenter la façon dont, pour « raison d'État », fut étouffée toute discussion scientifique sérieuse lors du colloque, organisé en mars à Yaoundé, par l'UNESCO, pour débattre de la catastrophe du lac-cratère de Nyos, où 2 000 personnes périrent sous une nappe d'anhydride carbonique ?
downloadModeText.vue.download 37 sur 517

Les 100 lignes qui m'étaient attribuées sont avalées par ce petit catalogue, et je ne puis donc vous parler à fond de rien...

HAROUN TAZIEFF

Météo : l'Hiver

Pendant la dernière décade de décembre 1986 et les tout premiers jours de janvier 1987, la majeure partie du territoire a connu deux épisodes climatiques très contrastés, qui présageaient d'un hiver peu ordinaire : du 21 au 24 décembre, un épisode froid marqué par des averses de pluie, de neige et de grêle accompagnées de fortes rafales de nord-ouest (20 cm de neige en dix heures à Satolas le jour de Noël), et, du 25 décembre au 3 janvier, un épisode doux et très pluvieux consécutif à l'installation d'un régime perturbé de nord-ouest devenant franchement océanique. Jusqu'au 10 janvier, les températures, bien que très fluctuantes d'un jour à l'autre, oscillent le plus souvent autour des normales ; des pluies abondantes sont enregistrées en Corse et dans le Sud-Est (68 mm à Hyères en vingt-quatre heures, le 10).

Vague de froid de janvier :

lourd bilan économique

La vague de froid qui affectait l'Europe septentrionale et centrale depuis quelques jours déjà (– 60 °C en Iakoutie le 6 ; – 39 °C à Moscou et – 43 °C à Leningrad le 8 ; – 34 °C dans le centre et l'est de la Pologne) atteint les Pays-Bas, la Belgique, la RFA les 9 et 10 et la France le 11. Imputable à un flux soutenu d'air polaire issu d'un anticyclone puissant et stable centré sur la Scandinavie puis sur l'URSS, cette vague de froid se maintiendra pendant plus de 10 jours sur l'ensemble du pays, à l'exception de la Corse. Comparable à celui de janvier 1985, cet épisode s'en distingue par des tempéra-

tures sensiblement moins basses et par des chutes de neige fréquentes et abondantes tant en montagne qu'en plaine. Les températures moyennes ont été de 1 à 5 degrés inférieures aux normales et plusieurs records ont été enregistrés : – 23,4 °C à Mende et – 9,1 °C à Landivisiau le 12 (records absolus) ; – 12,2 °C à Dijon, – 8 °C au Mans et – 7,3 °C à Cherbourg le 12 (températures maximales exceptionnellement basses). Parmi les chutes de neige les plus remarquables, on peut citer : 10 cm à Montpellier et 12 cm

à Cherbourg en trois heures, le 13 ; 11 cm à Aix-les-Milles, 10 cm à Marseille, en deux heures, le 14 ; 30 cm à Limoges le 16, ou encore 35 cm à Saint-Girons le 17 janvier (record absolu)...

Le bilan de cette vague de froid, difficile à évaluer, fut très lourd : 71 personnes ont succombé en France, 214 en Europe entre les 9 et 17 janvier ; neige et verglas ont entraîné de sévères perturbations pour la circulation ferroviaire et automobile, pour le transport et la distribution des produits. Le plan ORSEC est mis en place du 16 au 19 dans les départements du Gard, de l'Hérault et des Bouches-du-Rhône, où le trafic routier est paralysé. À Paris, pour ne citer que la capitale, 2 500 employés des services du nettoiement et de l'équipement et 1 900 militaires dotés d'un matériel impressionnant sont mobilisés pour dégager la neige sèche qui résiste au sable, au sel et au chlorure de magnésium. La production des centrales nucléaires de Saint-Laurent-des-Eaux, de Chinon, de Cattenom et de la centrale thermique de Cordemais a dû être limitée, voire arrêtée, après obstruction par la glace de l'entrée des buses de pompage des eaux de refroidissement. Des milliers d'abonnés ont été momentanément privés d'électricité et de chauffage. La dernière décade de janvier est caractérisée par des températures encore basses et des précipitations généralement faibles, sauf dans le Sud-Est et en Corse.
downloadModeText.vue.download 38 sur 517

CHRONOLOGIE

37

Après des tiédeurs précoces,

froid prolongé en mars

En février, froid et douceur extrême (du 2 au 15 et du 26 au 28) alternent ; aussi les températures moyennes sont-elles voisines des normales. Les pluies sont fréquentes mais faibles, sauf en Bretagne en début de mois : 25 mm à Trégourez, 32 mm à Landrévarzec, 49 mm à Quimper le 1er, ou dans la basse vallée du Rhône et en Languedoc : 51 mm à Montélimar, 45 mm à Istres, 135 mm à Nîmes-Garons entre le 11 et le 12 février. Au 20 février, le bilan hydrique des sols (rapport de la réserve disponible à la réserve utile) est proche de 100 p. 100 sur l'ensemble du pays, mais encore inférieur à 80 p. 100 dans la région de Colmar, dans la Limagne de

Clermont-Ferrand, dans la moyenne vallée de la Garonne et dans le Lauragais. L'ennei-

gement est satisfaisant dans les stations de sports d'hiver : 135 – 180 cm à Courchevel, 90 – 100 à Chamrousse, 30 – 100 à Serre-Chevalier, 110 – 150 aux Rousses, 20 – 60 à Super-Besse, 40 – 120 à Super-Bagnères... L'île de la Réunion est ravagée par le cyclone Clotilda entre le 12 et le 15. Le bilan est très lourd : 7 morts, 2 disparus et 60 millions de francs de dégâts.

En mars, la douceur des premiers jours fait place à une longue période froide (3 – 21 mars) ; la comparaison des records de températures minimales élevées (12,7 °C à Dax le 1er mars, 8,1 °C à Saint-Etienne le 2) et des records de températures mini-males basses (– 5 °C à Lille le 13, – 3,6 °C à Lorient, – 7,2 °C à Metz le 15 ou – 6,4 °C à Salon-de-Provence le 21) révèle l'ampleur des contrastes thermiques. Les températures
downloadModeText.vue.download 39 sur 517

moyennes sont inférieures aux normales dans toutes les régions à l'exception du Sud-Ouest. Pluie et neige sont inégalement répar-ties dans le temps et dans l'espace ; des pluies relativement intenses ont été notées au cours du mois : 17 mm en trois heures à Saint-Gi-rons le 9 et 19 mm en six heures à Nantes le 21.

Les littoraux normand, breton et corse ont connu des vents forts à la fin de la deu-

xième décade : 104 km/h à Carteret le 18, 104 km/h à Bréhat et 121 km/h à Cancale le 19, 133 km/h au cap Corse le 20. Au terme de cet hiver rigoureux, il ne semble pas que les cultures aient souffert du froid, mais le bi-lan hydrique des sols est toujours déficitaire dans la région toulousaine, en Roussillon, en Haute-Corse, en Provence et dans les régions de Clermont-Ferrand et de Colmar.

PHILIPPE C. CHAMARD
downloadModeText.vue.download 40 sur 517

Avril

Mercredi 1er

FRANCE
Relations internationales

États-Unis

Enseignement.

7 000 instituteurs manifestent à Paris contre le projet de statut des maîtres-directeurs élaboré par M. Monory et contre les suppressions de postes dans l'enseignement primaire.

GRANDE BRETAGNE

Culture.

À Londres, la reine Élisabeth inaugure une annexe de la Tate Gallery, la Clore Gallery, entièrement consacrée à l'oeuvre du peintre William Turner.

POLOGNE

Société.

Le syndicat dissous Solidarnosc appelle à la grève contre les hausses des produits de première nécessité, entrées en vigueur le 30 mars et dont le taux moyen atteint 30 p. 100.

JAPON

Transports.

Cession des chemins de fer nationaux au secteur privé ; dix entreprises héritent ainsi d'une dette cumulée de 37 500 milliards de yens (1 500 milliards de F environ).

ÉTATS-UNIS

Relations internationales.

Au cours d'une visite de deux jours à Washington. M. Jacques Chirac insiste sur l'unité de la diplomatie française dans le cadre de la cohabitation et s'assure des intentions américaines concernant la défense de l'Europe occidentale.

CHILI

Église catholique.

Arrivée du pape Jean-Paul II à Santiago, pour une visite de six jours dans le pays. Accueilli aux cris de « pain, justice et liberté », le souverain pontife déclare que le régime de M. Pinochet, avec lequel il s'entretient le 2, est « dictatorial mais transitoire ». Jean-Paul II réclame un retour à la démocratie, évoque le sort des Chiliens exilés, fustige les régimes marxistes. Plusieurs manifestations hostiles au régime de M. Pinochet ont lieu pendant le séjour du chef de l'Église, et de violents affrontements font six cents blessés au cours de la messe qu'il célèbre le 3, au stade O'Higgins de Santiago.

Jeudi 2

FRANCE

Relations internationales.

Le ministère des Affaires étrangères demande le rappel de six ressortissants soviétiques qui seraient mêlés à l'affaire d'espionnage industriel relative à la fusée Ariane (16 mars). Deux jours plus tard, six Français, dont quatre diplomates, sont expulsés d'URSS.

GRANDE¥BRETAGNE

Relations internationales.

Le gouvernement menace de refuser toute nouvelle autorisation et de révoquer celles qui ont été déjà accordées aux banques et aux compagnies d'assurance japonaises opérant à Londres, à moins que le Japon ne
downloadModeText.vue.download 41 sur 517

s'engage à ouvrir ses marchés financiers aux sociétés britanniques.

PÉROU

Armée.

Dans le cadre de la réorganisation dirigée par le président García, le lieutenant-général Luis Abram Cavellerino est démis de ses fonctions de commandant en chef des Forces armées. Il est remplacé le 6 par le lieutenant-général Pablo Varela.

TENNIS

Le Magicien

Avec la mort d'Henri Cochet, le 2 avril, dans une clinique de Saint-Germain-en-Laye, qui survient après celle de Jacques Brugnon en 1978, le tennis français ne compte plus que deux des quatre fameux Mousquetaires qui le portèrent au plus haut sommet dans les années 1930 : Jean Borotra et Jean-René Lacoste.

Né à Villeurbanne, le 14 décembre 1901, Henri Cochet est le fils du directeur du Tennis Club de Lyon et c'est tout naturellement qu'il s'initie au tennis, sans aucune leçon, par pur mimétisme. Dès 1922, il est champion de France, puis, la même année, champion du monde du double sur terre battue. D'un gabarit moyen, bon coureur à pied, il est surnommé le « Magicien » pour son coup d'oeil exceptionnel sur la partie et son don d'anticipation qui lui permet de prendre la balle tôt après son rebond, en demi-volée. Son jeu est aussi simple qu'efficace, son coup droit est inimitable, et, s'il est infatigable pendant les matches c'est parce qu'il préfère économiser son influx nerveux plutôt que de le gaspiller à l'entraînement.

Le « Magicien » a un palmarès unique dans le tennis français. Sa grande époque commence en 1926 lorsque, à Forest Hills, il bat le no 1 Tilden, qui dira de lui : « Il a joué un

jeu que je ne connais pas. » L'année suivante, avec les trois autres Mousquetaires, il donne à la France sa première victoire en coupe Davis ; les quatre hommes conservent le Saladier d'argent six années durant, jusqu'à 1932. No 1 mondial de 1928 à 1931, Cochet est cinq fois champion de France en simple (1922, 1926,1928, 1930, 1932), trois fois en double avec Brugnon (1927, 1930, 1932), deux fois en mixte avec Mlle Bennett (1928, 1929), deux fois champion de Wimbledon en simple (1927, 1929), deux fois en double avec Brugnon (1926, 1928), une fois champion de Forest Hills (1928). En coupe Davis, de 1922 à 1933, il obtient 45 victoires sur 58 matches, 11 victoires en simple sur 14 matches du Challenge Round, c'est-à-dire la finale de la Coupe à cette époque.

Retiré du circuit professionnel, il dirige encore pendant vingt-cinq ans, de 1928 à 1953, l'école de tennis du Racing Club de France, devenue école Henri-Cochet en 1965.

Vendredi 3

À Genève, chez Sotheby's, la vente des bijoux de la duchesse de Windsor, décédée en 1986, atteint 274 millions de F. Destinée à la lutte contre le SIDA, la somme est immédiatement versée à l'Institut Pasteur de Paris.

EST¥OUEST

Option double zéro

Lundi 30 mars. Au cours de la visite de Mme Thatcher à Moscou, M. Mikhaïl Gorbatchev réaffirme son désir d'éliminer les SS 20 en contrepartie des Pershing II et des missiles de croisière américains. Le numéro 1 soviétique compte sur l'appui de la France et de la Grande-Bretagne.
downloadModeText.vue.download 42 sur 517

CHRONOLOGIE

41

Vendredi 3 avril. Selon le Washington Post, Moscou aurait proposé d'étendre l'option « zéro » aux missiles à courte portée. La Tchécoslovaquie et la RDA proposeraient l'établissement d'un couloir dénucléarisé en Europe occidentale.

Jeudi 9. En visite à Prague, M. Gorbatchev évoque la possibilité de créer un monde sans armes nucléaires.

Vendredi 10. M. Ronald Reagan déclare que les négociations sur les forces nucléaires à moyenne et courte portée pourraient se dérouler en même temps. À Prague, Mikhaïl Gorbatchev saisit la balle au bond : les Soviétiques seraient prêts à entamer des négociations sur la réduction et l'élimination des missiles tactiques stationnés en Europe sans attendre un accord sur les engins à moyenne portée (SS 20 soviétiques et Pershing II de l'OTAN).

Mardi 14. À Moscou, Mikhaïl Gorbatchev déclare à George Schultz être prêt à fixer un délai relativement court et précis pour le retrait des missiles tactiques soviétiques opérationnels en Europe (SS 22 et SS 23).

Jeudi 16. À Bruxelles, George Schultz essaie de convaincre les Alliés de souscrire aux propositions américano-soviétiques sur le démantèlement de l'arsenal nucléaire à courte et moyenne portée.

Samedi 18. Dissonances à Bonn sur les perspectives d'un accord sur les euromissiles : le ministre des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, est pressé, alors que le ministre de la Défense de la RFA, M. Manfred Wörner, fait part de son inquiétude. Pour sir Geoffrey Howe, le secrétaire d'État britannique, il faut éviter toute précipitation : le déséquilibre des forces conventionnelles s'accommoderait mal d'une dénucléarisation de l'Europe.

Jeudi 23. Nouvelle session de négociations sur les missiles stationnés en Europe. Selon les Soviétiques, la Grande-Bretagne et la

France devraient se joindre au processus de désarmement nucléaire.

Vendredi 24. Dans le Washington Post, M. Paul Nitze, principal responsable américain des problèmes de contrôle des armements, estime qu'un accord sur les forces nucléaires à portée intermédiaire serait favorable à l'Occident : les Soviétiques devraient alors éliminer trois fois plus d'ogives que les Américains.

Lundi 27. À Genève, l'URSS présente des propositions de traité sur l'élimination des euromissiles.

FRANCE

Partis politiques.

À Lille, jusqu'au 5, réunion du congres du Parti socialiste. M. Jospin récuse toute alliance avec le centre et fait appel aux communistes. Le comité directeur, qui se réunit le 6, réélit M. Jospin comme premier secrétaire et nomme au nouveau bureau exécutif les dirigeants du parti les plus connus.

Nucléaire

L'atome en fuite

Révélée au public le 3 avril, une fuite de sodium s'est produite le 8 mars dans un réservoir de stockage du réacteur surgénérateur Superphénix de Creys-Malville, en Isère.

Le 15 avril, le directeur du Superphénix, M. Gilbert Labat, déclare que la défaillance provient de l'une des deux enveloppes de la cuve du barillet, c'est-à-dire d'une structure servant à l'introduction et au retrait du combustible, mais indépendante du réacteur lui-

même. Pour cette raison, l'arrêt de ce dernier n'est pas nécessaire avant le début des travaux, qui pourraient commencer au cours de l'été et durer assez longtemps. La réparation devrait coûter 400 millions de F, ce qui ne représenterait toutefois que 2 p. 100 de l'in-
downloadModeText.vue.download 43 sur 517

vestissement total de Superphénix, comme le précisent les responsables.

Le 12, à Pierrelatte (Drôme), sur le site de la Comurhex, est décelée une fuite de gaz UF6, c'est-à-dire d'hexafluorure d'uranium, due à la défectuosité d'une vanne. Le 14, une autre fuite est détectée à l'usine voisine du Tricastin, appartenant à la Cogema, et rapidement maîtrisée. Et, le 19, à la centrale alsacienne de Fessenheim, une fuite de vapeur non radioactive vient s'ajouter à cette série d'incidents qui, à quelques jours du premier anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986), ravivent encore le débat sur le nucléaire.

Par le simple calcul des probabilités et en tenant compte des accidents mineurs ou majeurs déjà enregistrés, on doit s'attendre à un accident tous les sept ou huit ans dans les 385 centrales nucléaires en fonctionnement et les 145 autres en construction dans le monde.

Dans 65 p. 100 des cas, cet accident sera dû à une erreur humaine. Pourtant, comme l'estime l'administrateur du Commissariat à l'énergie atomique, M. Jean-Pierre Capron, la nécessité de l'énergie nucléaire, à cause de l'épuisement des autres sources d'énergie (gaz, pétrole, charbon), ne saurait être remise en question.

L'avenir de la filière surgénérateur, envisagée dans les années 1965-1970, au nom de l'indépendance énergétique de la France, comme palliatif aux pénuries à venir d'uranium, est plus directement visé. Le réacteur surgénérateur de type Creys-Malville présente l'avantage d'utiliser les 99,3 p. 100 de l'uranium naturel ou uranium 238 non fissiles et non utilisables dans le réacteur traditionnel à eau légère, en les transformant en plutonium 239. En d'autres termes, la surgénération permet une multiplication par 80 des ressources mondiales de combustible

nucléaire.

Certes, comme ne manquent pas de le rappeler les détracteurs de Superphénix, le coût d'utilisation du surgénérateur est beaucoup plus élevé que celui des centrales nucléaires classiques. Il leur est répliqué que Superphénix n'est encore qu'au stade expérimental et n'a pas encore atteint son rendement optimal.

Enfin, dernier élément pouvant bouleverser les données du problème : l'essai, effectué par EDF, d'utilisation du plutonium dans les réacteurs à eau légère traditionnelle, moyen terme qui porterait un coup décisif à la filière des surgénérateurs.

Jeux.

À Nice, réouverture du casino Ruhl, fermé depuis le 4 janvier 1982.

FINLANDE

Vie politique.

Démission du gouvernement de coalition social-démocrate dirigé par M. Kalevi Sorsa, à la suite des élections générales des 15 et 16 mars (30).

PORTUGAL

Vie politique.

Le gouvernement de centre-droit de M. Anibal Cavaco Silva est renversé par une motion de censure présentée par l'opposition de gauche (28).

Samedi 4

FRANCE

Partis politiques.

À Marseille, un défilé organisé par le Front national rassemble entre 30 000 et 60 000 personnes selon les estimations.

Télévision.

La CNCL attribue 50 p. 100 de TF1 au groupe Bouygues, pour la somme de 3 milliards de francs. Le 20, M. Hervé Bourges,

CHRONOLOGIE

l'ancien PDG, devient président d'honneur de la chaîne et conseiller de M. Bouygues.

Dimanche 5

BELGIQUE

Cyclisme.

Le Belge Claude Criquielion remporte le Tour des Flandres.

RFA

Élections régionales.

La coalition gouvernementale de centre-droit (chrétiens-démocrates et libéraux) gagne les élections du Parlement régional de Hesse, contre les socio-démocrates, qui gouvernaient le Land depuis quarante ans.

SUISSE

Réfugiés.

Consultés par référendum, les électeurs approuvent par 67,4 p. 100 des voix le renforcement des restrictions au droit d'asile.

URSS

Espace.

Une défaillance du système directionnel fait échouer l'arrimage d'un module spatial de recherche à la station orbitale Mir.

LIBAN

Conflit.

Sous l'égide de la Syrie, un accord est signé entre le mouvement chiite Amal et les organisations palestiniennes prosyriennes, pour mettre fin à la « guerre des camps ». Il connaît un début d'application avec l'arrivée de vivres dans le camp de Chatila le 6.

Lundi 6

FRANCE

Criminalité.

En fuite depuis décembre 1986, Roger Knobelspiess est arrêté à Perpignan, alors qu'il venait de commettre un hold-up à

Thuir (Pyrénées-Orientales). Le 17, il est

condamné à sept ans de réclusion criminelle par les Assises de Rouen, pour sa participation à la fusillade d'Elbeuf, en septembre 1982.

RFA

Relations internationales.

Le président israélien, M. Chaïm Herzog, effectue jusqu'au 10 la première visite officielle d'un chef d'État hébreu dans le pays.

PHILIPPINES

Troubles.

Un incident entre les troupes régulières et les rebelles provoque l'interruption des pourparlers entre le gouvernement et le MNLP, le mouvement séparatiste musulman implanté à Mindanao et dans d'autres îles du Sud.

SAINTE¤LUCIE

Élections législatives.

Le Parti des travailleurs unis est reconduit avec une voix de majorité au détriment du Parti travailliste.

ARGENTINE

Église catholique.

Arrivée du pape Jean-Paul II à Buenos Aires. Le 8, à Córdoba, le souverain pontife prononce une allocution contre le divorce, interdit en Argentine, et que le président Alfonsín voudrait autoriser. Le pape regagne Rome le 12.

Mardi 7

FRANCE

Vie politique.

L'Assemblée nationale vote la confiance au gouvernement de M. Jacques Chirac, par 294 voix contre 282. Au cours de sa déclaration de politique générale, le Premier ministre exhorte sa majorité à la solidarité
downloadModeText.vue.download 45 sur 517

pour préparer l'élection présidentielle de 1988.

M. Giscard d'Estaing est élu président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Justice.

M. Albin Chalandon déclare renoncer aux

prisons privées et annonce en même temps le financement par l'État de 3 000 nouvelles places en 1987 et de 1 200 autres en 1988.

Faits divers.

Me Ali Mecili, avocat proche de l'opposition algérienne et du Front des forces socialistes, est assassiné à Paris.

Technologie.

Entrée en service à la Météorologie nationale du super-ordinateur Cray-2, dix fois plus rapide que Cray-1, et aux capacités de mémorisation 256 fois supérieures. Il s'agit de la première mise en fonction de Cray-2 en Europe.

IRAN-IRAQ

Guerre.

Pendant la nuit du 6 au 7, les Iraniens lancent l'offensive Kerbala-8 contre le port de Bassorah ; Bagdad affirme l'avoir repoussée.

ÉTATS-UNIS - URSS

Relations diplomatiques.

Le président Reagan proteste contre la présence de micros dans la nouvelle ambassade américaine à Moscou et envisage la destruction des bâtiments. Le 9, le gouvernement soviétique porte la même accusation contre les Américains.

Mercredi 8

FRANCE
Société.

Conclusion de l'« affaire Cellier ».

L’alcool inculpé

Le 8 avril, la cour d’appel de Versailles, saisie de l’« affaire Cellier » confirme l’arrêt du 21 janvier par lequel le tribunal de Nanterre avait condamné M. Michel Barrault à un an de prison avec sursis pour homicide involontaire.

Le 25 juin 1986, alors qu’il conduisait en état d’ivresse prononcée, M. Barrault avait percuté la voiture de Mlle Anne Cellier (22 ans), qui devait succomber à ses blessures trois mois plus tard dans d’horribles souffrances. Le verdict du 8 avril provoque aussitôt de très vives réactions. Le garde des Sceaux, M. Albin Chalandon, fait part de son étonnement, alors qu’il était déjà intervenu pour déplorer la trop grande mansuétude de certains juges ainsi que l’incohérence de l’échelle des peines qui, pour ce genre d’accidents où l’alcool est impliqué et selon les tribunaux, peuvent varier de 15 jours de prison avec sursis à 18 mois d’emprisonnement ferme.

L’affaire Cellier n’est malheureusement pas un cas unique et isolé, mais elle a grandement favorisé la réouverture d’un débat sérieux sur une question que l’on a trop tendance à vouloir oublier. Oubli malaisé, pourtant, si l’on se reporte à la liste des accidents directement provoqués par l’alcool qui se sont produits ces derniers mois.

Qu’on en juge par quelques exemples : le 19 avril, à Douai (Nord), M. Jean-Louis Tallendier, ouvrier imprimeur de 25 ans, qui conduisait en état d’ivresse, cause un accident dans lequel trois personnes, dont deux enfants, sont tuées ; le même jour, à Pontchâteau (Loire-Atlantique), un chauf-
downloadModeText.vue.download 46 sur 517

fard alcoolique renverse deux jeunes filles de 14 et 16 ans qui circulaient à bicyclette ; le 23 juillet, le tribunal de Laon (Aisne) juge et condamne un conducteur ivre de 25 ans, responsable de la mort de deux femmes ; au début du mots d’août, nouvelle série noire : les gendarmes d’Ambérieu-en-Bugey (Ain) arrêtent un automobiliste qui venait de provoquer un accident matériel et dont le sang contenait la quantité record de 4,9 grammes d’alcool par litre ; le 5 août, un gigantesque incendie de forêt est déclenché à Ollioules,

dans le Var, par un conducteur ivre dont le véhicule avait quitté la route ; le 8 août, enfin, à Caumont, dans l'Ariège, une femme enceinte qui marchait au bord d'une départementale est tuée et son fils de 4 ans grièvement blessé par un automobiliste présentant un taux d'alcoolémie de plus de 2 grammes. Tous ces événements malheureux ont alarmé l'opinion et les pouvoirs publics. La France détient le record mondial de consommation d'alcool par habitant. L'éthylisme, qui est la troisième cause de décès, tue directement ou indirectement 30 000 personnes chaque année, dont 4 000 sur les routes. 40 p. 100 des accidents mortels ont pour cause une trop grande absorption de boissons alcoolisées.

Le 12 avril, M. Albin Chalandon révèle qu'il est l'auteur d'un projet de loi prévoyant l'accélération des procédures et le doublement des peines applicables aux automobilistes conduisant en état d'ébriété ; le ministre de la Justice se déclare convaincu que la prison reste « le meilleur moyen de dissuasion de l'irresponsabilité éthylique et routière ».

Approuvé le 23 à l'unanimité par les députés, le projet subit ensuite quelques amendements avant d'être définitivement adopté par l'Assemblée le 29 juin et par le Sénat le lendemain. Il précise notamment que les inculpés pourront encourir des peines de deux mois à deux ans de prison, éventuellement complétées ou remplacées par une amende de 2 000 à 30 000 F, et qu'ils seront jugés selon la procédure de la comparution immédiate.

D'autres peines complémentaires (travaux d'intérêt général, confiscation temporaire ou définitive du véhicule, etc.) sont également prévues, et le refus de subir l'alcootest pourra dorénavant justifier à lui seul la suspension administrative immédiate du permis de conduire.

Au cours de ce même mois de juin, la campagne qui avait été lancée le 21 février par le professeur Claude Got (19 févr.) pour dénoncer « l'extension de la publicité pour les boissons alcoolisées à l'ensemble des chaînes de télévision privatisables » se conclut par le vote des députés approuvant par 521 voix contre 4 le projet présenté au nom du gouvernement par M. Jacques Barrot et interdisant la diffusion de messages publicitaires en faveur des boissons contenant plus d'un degré d'alcool.

CORÉE DU SUD

Partis politiques.

Création du Parti démocratique pour la réunification, formé de deux des principales tendances du Nouveau Parti démocratique coréen, respectivement dirigées par MM. Kim Young Sam et Kim Dae Jung.

PARAGUAY

L'État de siège, en vigueur depuis 1947, est levé à 0 heure.

Jeudi 9

ITALIE

Gouvernement.

Après la démission collective des membres du cabinet démocrate-chrétien (le 8), M. Francesco Cossiga, président de la République, accepte celle qui lui avait été présentée le 1er par le Premier ministre, M. Bettino Craxi.
downloadModeText.vue.download 47 sur 517

Vendredi 10

FRANCE

Défense.

Le projet de loi de programmation militaire 1987-1991, à laquelle 474 milliards de F seront consacrés, est adopté en première lecture à l'unanimité des voix, celles des communistes exceptées.

Conflits sociaux.

Les officiers mécaniciens navigants d'Air Inter observent une nouvelle grève de 48 heures pour protester contre la réduction à deux du nombre des membres d'équipage des A 320 qui doivent entrer en service à partir de mai 1988.

La grève des machinistes-tapissiers, qui dure à la Comédie-Française depuis le 23 mars, contraint les sociétaires à s'installer au théâtre de la Porte-Saint-Martin.

LETTRES

Un petit gars de Géorgie

Le dernier des cinq grands écrivains qui, nés à la charnière des deux siècles, ont construit le roman américain contemporain s'éteint le 11 avril à Paradise Valley (Arizona).

Comme Dos Passos, Faulkner, Hemingway et Steinbeck, Erskine Caldwell, qui voit le jour le 17 décembre 1903 à White Oak, un bourg de Géorgie où son père est pasteur presbytérien, s'est attaché à donner de l'Amérique l'image qu'elle a toujours voulu cacher, celle de « la laideur et l'horreur de la vie ».

Le jeune Caldwell, qui suit d'abord son père dans ses déplacements, s'engage comme matelot à dix-huit ans, passe par l'université de Virginie, fait tous les métiers : garçon de ferme, ouvrier, cuisinier, footballeur, trafiquant, puis journaliste. De 1938 à 1942, il est correspondant de guerre au Mexique, en Espagne, en Tchécoslovaquie, en URSS, en Chine. Entre-temps, il a déjà donné ses deux

chefs-d'oeuvre, la Route au tabac (1932) et le Petit Arpent du Bon Dieu (1933). L'adaptation théâtrale du premier tient l'affiche sept ans et demi à Broadway et le poids du roman justifie le film qu'en tire John Ford en 1941. Tout au long de ses 50 romans (Bagarre de juillet, 1940 ; Un petit gars de Géorgie, 1943 ; Miss Mamma Aimée, 1967) et de ses 150 nouvelles, dont il vend 100 millions d'exemplaires, Caldwell, spécialiste du Sud profond comme Faulkner, décrit les conditions de vie des « pauvres Blancs », minables et dérisoires, de ces terres oubliées, pour lesquels une récolte de tabac ou de coton, une quête d'or mythique sont le rêve et la fin. Le ton est réaliste et brutal, pathétique et érotique, le mordant de la polémique est teinté d'humour.

Dans ses Mémoires (Mais l'art est difficile, 1951), curieusement rédigés à l'âge de 48 ans, comme si déjà, tout avait été dit, Caldwell racontait l'apprentissage de son métier d'écrivain, d'ouvrier de la littérature.

Dimanche 12

FRANCE

Cyclisme.

Le Belge Éric Vanderaerden remporte la course Paris-Roubaix.

ÎLES FIDJI

Élections législatives.

Le Parti de l'alliance du Premier ministre Ratu Sir Kamisese Mara, au pouvoir depuis octobre 1970, n'obtient que 24 des 52 sièges, contre 28 à la coalition réunissant le Parti de la Fédération nationale et le Parti travailliste, dirigée par M. Timoci Bavadra. Ce dernier devient Premier ministre le 13 (14 mai).

ÉTATS-UNIS

Industrie.

Texaco, troisième compagnie pétrolière américaine, se met en faillite pour échap-
downloadModeText.vue.download 48 sur 517

per à un jugement la condamnant à verser 10,5 milliards de dollars à Pennzoil, société concurrente, au détriment de laquelle elle avait pris le contrôle de Getty Oil, en 1985.

Lundi 13

FRANCE

Aménagement du territoire.

Le gouvernement annonce la construction de 2 730 km d'autoroutes supplémentaires en dix ans.

MACAO

Statut.

L'accord prévoyant la réunion du territoire à la Chine en 1999 est officiellement signé par les Premiers ministres chinois et portugais, MM. Zhao Ziyang et Anibal Cavaco Silva.

ÉGYPTE

Élections législatives.

Le Parti démocratique national, auquel appartient le président Hosni Moubarak, obtient 345 sièges sur 448 (contre 390 en 1984). L'Alliance islamique, dominée par les Frères musulmans (37 sièges contre 9 en 1984), fait son entrée à la Chambre avec

60 députés.

ÉTATS-UNIS

Vie politique.

M. Gary Hart, ancien sénateur du Colorado, annonce sa candidature à l'investiture démocrate pour les élections présidentielles de 1988 (8 mai).

Mardi 14

CEE

Membres.

La Turquie dépose à Bruxelles sa demande officielle d'adhésion.

FRANCE

Protection sociale.

Le gouvernement désigne six « sages » pour préparer les « États généraux » de la Sécurité sociale, qui devront trouver les mesures propres à combler les 24 milliards de F de déficit prévus pour la fin de l'année.

TURQUIE
→ CEE

SÉNÉGAL

Vie politique.

Le ministre de l'Intérieur, M. Ibrahim Woné, est destitué à la suite des heurts qui se sont produits entre des gendarmes et des agents de police grévistes.

ARGENTINE

Économie.

Les banques créancières accordent le rééchelonnement de 32,8 milliards de dollars de sa dette extérieure, qui s'élève à 52 milliards.

Mercredi 15

FRANCE

Relations internationales.

En visite officielle à Paris jusqu'au 16, le roi Fahd d'Arabie Saoudite rencontre MM. Mitterrand et Chirac.

Outre-mer

→ Nouvelle-Calédonie

ARABIE SAOUDITE
→ France

MALAWI

Politique intérieure.

Le président Hastings Kamuzu Banda procède à la dissolution simultanée de son propre gouvernement et du Parlement. Il décide d'assumer seul la direction de l'en-
downloadModeText.vue.download 49 sur 517

semble des ministères jusqu'aux prochaines élections prévues pour la fin du mois.

NOUVELLE☒CALÉDONIE

Statut.

À Paris, l'Assemblée nationale adopte le projet de référendum d'autodétermination du territoire (13 sept.).

Jeudi 16

MALAYSIA

États membres.

Au Sarawak, à l'issue des élections législatives, la coalition du Front national au pouvoir conserve la majorité des sièges (28 sur 48) malgré les récentes défections intervenues en son sein, qui ont suscité l'organisation du scrutin.

AFRIQUE DU SUD

Terrorisme.

Série d'incendies criminels dans les gares de Soweto et dans les quartiers blancs de Johannesburg.

ARGENTINE

Armée.

Début d'une rébellion militaire à Córdoba, puis à l'École d'infanterie du Campo de

Mayo, pour obtenir la cessation des poursuites judiciaires contre les militaires accusés de violations des droits de l'homme sous la dictature, comme le stipule la loi du 22 février (19).

Vendredi 17

FRANCE
→ Guyane Française

SRI LANKA

Troubles.

Dans le nord-est de l'île, 122 civils voyageant en autocar sont massacrés par les séparatistes tamouls. Dans les provinces du

Nord, 15 autres personnes sont tuées le 20 (21).

ÉTATS-UNIS

Commerce international.

Le gouvernement américain annonce le doublement des droits de douane sur les importations de matériel électrique et électronique japonais.

GUYANE FRANÇAISE

Le Premier ministre, M. Jacques Chirac, se rend en visite dans le département jusqu'au 19. Il s'inquiète de la sécurité au centre spatial de Kourou et visite le camp de Saint-Laurent-du-Maroni, qui accueille 10 000 réfugiés surinamiens.

Samedi 18

ITALIE

Vie politique

M. Amintore Fanfani forme un gouvernement de transition, composé de démocrates-chrétiens et d'apolitiques (28).

Dimanche 19

SPORT

Moto.

Aux 24 h du Mans, victoire de Sarron-Battistini-Mattioli (France) sur Honda-Rothmans.

ARGENTINE

Troubles.

Rétablissement de l'ordre par le président Alfonsín (16). Après avoir mobilisé la population pour la défense de la démocratie, le chef d'État accède à la principale exigence des mutins, le limogeage du commandant en chef de l'armée, M. Hector Rios Ereñu, et son remplacement par le brigadier-général José Dante Caridi.
downloadModeText.vue.download 50 sur 517

Lundi 20

FRANCE

Terrorisme.

Deux Marocains sont arrêtés et inculpés par le juge Boulouque dans le cadre de l'enquête sur les attentats parisiens de septembre 1986, tandis que six autres intégristes islamiques sont placés en garde à vue. Le 26, six autres personnes sont inculpées (éd. 1987).

PROCHE-ORIENT

Palestiniens.

À Alger, jusqu'au 26, la première réunion du Conseil national palestinien depuis 1984 est marquée par le regroupement des différentes composantes de l'OLP autour de M. Yasser Arafat, qui est réélu à la tête de l'organisation. L'accord jordano-palestinien du 11 février 1985 est abrogé. Le 27, l'Égypte décide de la fermeture de tous les bureaux de l'OLP sur son territoire, en raison de résolutions jugées « hostiles ».

TUNISIE

Vie politique.

L'ancien Premier ministre, M. Mohamed Mzali, est condamné par contumace à quinze ans de travaux forcés pour « malversation et mauvaise gestion des deniers publics », durant les six années qu'il a passées à la tête du gouvernement, de 1980 à 1986.

Mardi 21

FRANCE

Emploi.

Au Sénat, le vote d'une question préalable met un terme à l'examen du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, présenté par le ministre des Affaires sociales, M. Philippe Seguin (23 janv.).

SRI LANKA

Troubles.

Dans le centre de Colombo, 106 personnes sont tuées et de nombreuses autres blessées

par l'explosion d'une bombe. L'armée lance immédiatement une opération aérienne de représailles contre des camps de guérilleros tamouls de la péninsule de Jaffna (17).

Mercredi 22

FRANCE

Emploi.

Adoption en Conseil des ministres d'un projet de loi visant à faciliter la réinsertion de 800 000 chômeurs de longue durée et prévoyant certaines mesures en faveur des demandeurs d'emploi âgés de plus de vingt-six ans.

AFRIQUE DU SUD

Conflits sociaux.

À Johannesburg et à Germiston, six cheminots grévistes sont tués au cours de violents affrontements avec la police. Au même moment, la Compagnie sud-africaine de transports annonce le licenciement de 16 000 ouvriers qui avaient cessé le travail six semaines auparavant.

Jeudi 23

FRANCE

Régions.

En visite en Lorraine jusqu'au 25, M. Jacques Chirac annonce une aide supplémentaire de l'État de 2 milliards de F pour l'aménagement et la réindustrialisation de la région.

Sécurité routière.

L'Assemblée nationale adopte à l'unanimité le projet de loi de M. Albin Chalandon contre l'alcool au volant, qui double les peines encourues pour conduire en état d'ivresse.

Télécommunications

M. Édouard Balladur annonce la décision prise par le gouvernement de vendre la Compagnie générale de construction télédownloadModeText.vue.download 51 sur 517

phonique (CGCT) au groupe suédois Ericsson, associé à Matra.

URSS

Dissidents.

Le psychiatre Anatoli Koriaguine, qui était emprisonné depuis 1981, obtient son visa d'émigration et arrive à Zurich avec sa famille le 24.

INDONÉSIE

Élections législatives.

Le Golkar, parti qui soutient le président Suharto, obtient plus de 70 p. 100 des voix.

Vendredi 24

FRANCE

Édition.

La Librairie Arthème Fayard publie les Mémoires de Lech Walesa, rédiges en secret depuis trois ans.

Samedi 25

FRANCE

Culture.

À Paris, au centre Georges-Pompidou, l'IRCAM fête son dixième anniversaire en présentant trois créations où les musiciens dialoguent avec l'ordinateur 4 X et travaillent en temps réel.

ISLANDE

Élections législatives.

La coalition de centre-droit conserve la majorité à l'Althing (le parlement monocaméral) malgré un net recul, qui profite à l'Alliance des femmes de Mme Sigridur Duna, ainsi qu'au Parti des citoyens de M. Albert Gudmunsson. Le 28, le gouvernement de M. Steingrimur Hermannsson présente sa démission.

Dimanche 26

FRANCE

Vie politique.

M. Jean-Marie Le Pen annonce le premier sa candidature pour les élections présidentielles de 1988.

BRÉSIL

Politique économique.

La démission du ministre des Finances, M. Dilson Funaro, confirme l'échec du plan Cruzado élaboré pour assurer le redressement de l'économie nationale et la nécessité d'un dialogue avec le Fonds monétaire international.

Lundi 27

FRANCE

Relations internationales.

Le Premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, se rend en visite officielle à Paris jusqu'au 29. M. Mitterrand réaffirme son soutien au projet de conférence internationale sur la paix au Proche-Orient, défendu également par le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Shimon Pérès, et auquel M. Shamir est hostile.

Privatisations.

15 826 000 actions, soit 41 p. 100 du capital du Crédit commercial de France (CCF), sont proposées aux particuliers, au prix de 107 F l'une. 1 650 000 personnes se portent acquéreurs.

AUTRICHE

M. Kurt Waldheim, président de la Répu-

blique, se voit interdire tout séjour privé aux États-Unis, en raison de ses activités pendant la Seconde Guerre mondiale. Le Canada prend la même mesure le 29.

BELGIQUE

Catastrophe.

Alors que les opérations de renflouement du Herald of Free Enterprise s'achèvent, la
downloadModeText.vue.download 52 sur 517

CHRONOLOGIE

51

Townsend Thoresen, compagnie armateur du car-ferry, reconnaît sa responsabilité dans le naufrage du 6 mars.

PROCHE-ORIENT

Relations internationales.

En Jordanie, rencontre non officielle, la première depuis 1979, des présidents Hussein d'Iraq et Assad de Syrie.

ISRAËL
→ France

ÉTATS-UNIS

→ Autriche

Mardi 28

FRANCE

Conseil économique et social.

M. Jean Mattéoli, ancien ministre du Travail, est élu président, en remplacement de M. Gabriel Ventéjol, qui ne se représentait pas.

ITALIE

Vie politique.

La Chambre des députés exprime un vote de défiance envers le gouvernement constitué par M. Fanfani le 18. Des élections législatives anticipées sont prévues pour les 14 et 15 juin.

PORTUGAL

Vie politique.

Le président Mario Soares annonce la dissolution du Parlement et des élections législatives anticipées pour le 19 juillet (3).

AUSTRALIE

Partis politiques.

La coalition établie en 1949 entre le Parti national et le Parti libéral est rendue caduque

par la formation d'un Nouveau Parti national dont la création a été annoncée le 10.

Mercredi 29

FRANCE

Rapatriés.

Le Conseil des ministres approuve un projet de loi sur le règlement définitif de l'indemnisation des rapatriés : à partir de 1989, 30 milliards de F seront versés, à raison de 2 milliards par an.

Technologies.

Le groupe nationalisé Thomson fusionne ses activités dans les composants électroniques avec l'italien SGS ; la nouvelle société devient ainsi le deuxième fabricant européen de semiconducteurs.

Médecine.

Les étudiants manifestent à Paris contre le projet gouvernemental de réforme de l'internat, qui réserve celui-ci aux seuls spécialistes.

JAPON
→ États-Unis

ÉTATS¥UNIS

Relations internationales.

Visite du Premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, reçu par le président Reagan, le 30, à Washington. Cette rencontre, justifiée par la tension économique entre les deux puissances, n'a pas de résultat immédiat.

Politique économique.

Contre le souhait du président Reagan, la

Chambre des représentants vote un amendement protectionniste visant le Japon, Taiwan, la Corée du Sud, le Brésil, la RFA et l'Italie.
downloadModeText.vue.download 53 sur 517

JOURNAL DE L'ANNÉE ⚿ ÉDITION 1988

52

Jeudi 30

FRANCE

Scandale.

Le parquet de Paris confirme la responsabilité de M. Christian Nucci dans l'affaire du « Carrefour du développement » (4 mars).

Médecine.

Le projet de réforme hospitalière est adopté en première lecture par l'Assemblée nationale

FINLANDE

Vie politique.

M. Harri Holkeri forme un gouvernement de coalition, caractérisé par la présence de sept ministres conservateurs (3).

RFA

Célébration.

Ouverture officielle des cérémonies du 750e anniversaire de Berlin.

Le mois de
Marcel Jullian

Pour les historiens de l'audiovisuel s'il s'en trouve encore dans l'avenir, l'année 1987 sera considérée comme capitale, au moins en France. À cela trois raisons : le câblage de Paris, le lancement du satellite TDF 1 et le remodelage du PAF, du paysage audiovisuel français. Tout porte à croire que, des trois événements, le troisième était, de loin, le plus important. Cela tient à ce que les progrès techniques s'oublient au fur et à mesure qu'ils sont dépassés, alors que les dispositions législatives provoquent des changements de moeurs.

Dans un premier temps, dès qu'ont été dési-

gnés les repreneurs de TF1, de la Cinq et de la Six, les enchères sont montées. C'est ainsi que, selon l'expression imagée de Francis Bouygues, plusieurs membres éminents de

TF1 sont partis de la chaîne en emportant l'argenterie, c'est-à-dire les stars du petit écran. Que n'a-t-on dit, imprimé et rapporté concernant les salaires de celles-ci ! Feu de paille. Plus encore que celles du sport et du spectacle, les vedettes du petit écran ont les pieds d'argile. Elles ne sont éclatantes que si on les programme à 20 h 30 et si elles reçoivent elles-mêmes des étoiles. Passé 22 heures et en compagnie de philosophes, de penseurs, de peintres ou d'écrivains, elles ternissent. Il y eut donc un grand ballet éphémère de ludions.

Ensuite, la trivialité fit son implacable apparition. On voit mal comment on aurait pu l'éviter. Ou plutôt si : il aurait suffi au préalable de promulguer et de rendre familière à tous les Français une charte de l'audiovisuel, qui aurait évité tous ces dérapages. Pendant quelques mois, pour les sociétés nouvelles ou nouvellement privatisées, condamnées à une concurrence sauvage entre elles et mécontentes chacune de l'État vendeur, le seul maître mot fut l'audience, ou, plus exactement, la part de marché.

Le postulat était simple et sans autre ambition que le résultat immédiat : étant donné que je possède 30 p. 100 du marché, quel chiffre d'audience dois-je atteindre chaque quart d'heure, pour les conserver ? Il ne restait plus qu'à choisir, pour chaque case horaire, le produit capable d'assurer ce taux de fréquentation. Après les stars, les films flambèrent. Certains soirs, on en vit six – un sur chaque chaîne – à la même heure. Celle, sacrée, de 20 h 30. Le paysage, tout entier, semblait pris de vertige.

L'Audimat était devenu dieu. Ce n'était pas que les nouveaux médias aient une prédilection pour ceci ou pour cela. Non. Ils n'étaient maîtres de rien. Ils exécutaient, sans joie et sans déplaisir, les ordres qui tombaient, chaque matin, des instituts de sondages. Il pleuvait des vérités premières sur le PAF.
downloadModeText.vue.download 54 sur 517

CHRONOLOGIE

53

Avec les semaines qui succédaient aux se-

maines, l'évidence sortit de l'illusion comme le soleil des ténèbres : on ne faisait plus de la télévision, on en passait. Les sociétés privées étaient à deux doigts de louer leur écran à l'heure comme un court de tennis. Le spectacle qu'elles offraient appartenait presque toujours à autrui. Mettaient-elles un film à l'affiche, elles en accroissaient le prix de location pour la fois suivante. Elles s'appauvrissaient sans cesse au profil de leurs fournisseurs.

C'est alors qu'un fou – ou un sage, c'est selon – eut l'idée qui sidéra tout le monde !

– Et si, avec le même argent, on faisait de la télévision qui nous appartienne ?

La stupeur passée, quelqu'un proposa un nom pour ce nouveau produit :

– Si on appelait cela la création française ? Et soudain, le PAF s'éclaira.

MARCEL JULLIAN
downloadModeText.vue.download 55 sur 517

Mai

Vendredi 1er

BELGIQUE

Prisons.

À Tournai, une centaine de détenus déclenchent une mutinerie pour exiger le transfert de plusieurs prisonniers atteints du Sida.

RFA

Catholicisme.

En visite depuis le 30 avril, le pape Jean-Paul II est accueilli à Cologne, où il prononce la béatification d'Édith Stein, carmélite d'origine juive morte à Auschwitz. Le 3, à Munich, il béatifie une autre victime du nazisme, le père jésuite Rupert Mayer. Le séjour du Saint-Père, qui s'achève le 4, est marqué par des manifestations d'hostilité, notamment à Cologne et à Bonn, où deux églises sont incendiées.

Troubles.

À Berlin-Ouest, de violents affrontements opposent les forces de l'ordre aux militants du parti alternatif, responsables, avec les Verts, d'une campagne de boycottage du recensement prévu pour le 25. Une quarantaine de personnes sont blessées et de nombreux bâtiments sont saccagés (16).

ZAMBIE

Politique économique.

Après plusieurs mois de crise économique et sociale, le gouvernement décide de rompre avec la politique d'austérité mise

en place sous l'égide du FMI et de limiter le remboursement de la dette extérieure à 10 p. 100 de ses ressources en devises.

Dimanche 3

SPORT

Voile.

Départ de la course transatlantique Lorient

– Saint-Pierre-et-Miquelon – Lorient, réservée aux monocoques. Ayant remporté la première étape, le Suisse Pierre Fehlmann est proclamé vainqueur, après son arrivée à Lorient derrière Éric Tabarly, le 28.

FRANCE

Variétés.

La chanteuse Dalida met fin à ses jours à son domicile parisien. Elle était âgée de 54 ans.

POLOGNE

Troubles.

À l'occasion de l'anniversaire de la Constitution de 1791, de nombreuses manifestations sont organisées dans les grandes villes polonaises ; elles sont brutalement réprimées par la police.

Lundi 4

SPORT

Aviation.

Partis onze jours auparavant de Resolute, dans l'archipel arctique canadien (île de Cornwallis), Nicolas Hulot et Hubert de Chevigny atteignent le pôle Nord après avoir parcouru 2 300 km en ULM.

SUISSE

Environnement.

La firme Sandoz accorde une indemnité de six millions de francs à deux sociétés de pêche alsaciennes, victimes de la pollution
downloadModeText.vue.download 56 sur 517

CHRONOLOGIE

55

du Rhin provoquée par l'incendie du 1er novembre 1986 (Éd. 1987).

ALGÉRIE

Relations internationales.

En présence du roi Fahd d'Arabie Saoudite, le président Chadli rencontre le roi Hasan II du Maroc sur la frontière algéro-marocaine pour tenter de régler le conflit du Sahara occidental.

MAROC
→ Algérie

Mardi 5

ÉGYPTE

Terrorisme.

Ancien ministre de l'Intérieur, le général Hassan Abou Bacha est blessé dans un attentat attribué au groupe intégriste al-Djihad. Dans les jours qui suivent, plus de 850 militants islamistes sont arrêtés au Caire, à Minieh et à Assiout.

SOUDAN

Guerre civile.

Près de Malakal, un avion civil de la compagnie privée SASCO est abattu par les rebelles sudistes de l'APLS (13 morts).

ÉTATS¥UNIS

Politique intérieure.

À Washington, ouverture des auditions publiques sur l'affaire des ventes d'armes à l'Iran. Celles-ci se dérouleront pendant trois à quatre mois devant 26 membres du Congrès (Éd. 1987).

Immigration.

Entrée en vigueur de la loi Simpson-Rodino du 6 novembre 1986, qui autorise les étrangers en situation irrégulière mais pouvant attester de leur présence sur le territoire depuis 1982 à acquérir la citoyenneté américaine.

Mercredi 6

FRANCE

Justice.

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, statue sur la seule compétence de la Haute Cour de justice pour juger des « faits graves » imputés à M. Christian Nucci (27 et Éd. 1987).

Outre-mer.

Le Sénat adopte définitivement le projet de référendum d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie. Le 11, les députés socialistes saisissent le Conseil constitutionnel. Les indépendantistes décident de boycotter le scrutin.

Télévision.

Mme Christine Ockrent est nommée directrice générale adjointe de TF1, tandis que Mme Michèle Cotta est nommée directrice de l'information.

POLOGNE

Politique intérieure.

La Diète vote une réforme de la Constitution permettant d'organiser des référendums.

IRAQ☒IRAN

Conflit.

Un bâtiment soviétique, affrété par le Koweït pour transporter son pétrole, est

attaqué dans le Golfe par des vedettes iraniennes. L'« Ivan-Koroteev » est le premier navire d'une grande puissance victime de la guerre du Golfe.
downloadModeText.vue.download 57 sur 517

CHINE

Les feux du Khingan

Le 6 mai, un incendie se déclare dans les forêts couvrant les massifs du Grand Khingan, dans la province septentrionale du Heilongjiang. Attisées par des vents violents, les flammes se propagent rapidement, détruisant, le 8, la ville de Xilinji (20 000 habitants). La plupart des voies de communication ainsi que les réseaux téléphoniques sont coupés ; les gares et une partie des localités de Tuqiang et d'Amur sont incendiées. L'isolement de la région rend les secours difficiles. Plus de 40 000 pompiers, soldats et gardes forestiers, armés de pelles, de bâtons et de ventilateurs à main, sont mobilisés pour combattre ce gigantesque incendie qui progresse sur un front de 180 kilomètres de long sur 40 de large. À l'est, la ville de Tahe (30 000 habitants) est plusieurs fois menacée, tandis que, vers le sud, le feu risque de gagner les forêts de Mongolie-Intérieure.

Le 19, les flammes, parfois hautes de dix mètres, s'approchent de la ville septentrionale de Mohe et atteignent les rives du fleuve Amour, qui sépare la Chine de l'Union soviétique. Au même moment, de l'autre côté de la frontière, à quelques centaines de kilomètres de là, un autre grave incendie qui, depuis un mois, consume, les forêts de Sibérie, atteint les berges de l'Ergun, face à la Mongolie-Intérieure.

Pour la première fois, les autorités chinoises font appel à l'aide internationale. Le 27, la presse annonce que la situation semble contrôlée ; le bilan officiel fait état de près de 200 morts, de centaines de blessés et de 50 000 sinistrés ; 650 000 hectares de forêts, soit une superficie équivalant à celle de deux départements français, ont été calcinés. Un responsable de l'environnement s'inquiète des conséquences climatiques et écologiques que

pourrait provoquer, à long terme, la destruction des forêts du Khingan, qui constituent

un obstacle naturel aux vents sibériens.

Le 4 juin, les derniers foyers sont maîtrisés. Après l'arrestation de quatre ouvriers forestiers soupçonnés d'être à l'origine du sinistre, M. Yang Zhong, ministre des Forêts, tenu pour responsable de cette « catastrophe nationale », donne sa démission le 6.

NOUVELLE¥CALÉDONIE
Référendum

→ France

AFRIQUE DU SUD

Politique intérieure.

Les élections législatives anticipées sont marquées par des attentats et des grèves déclenchées par les Noirs exclus du scrutin. En remportant 123 sièges sur 166, le Parti national de Pieter Botha conserve la majorité face à une importante montée de la droite et de l'extrême droite.

GUINÉE

Justice.

Condamnation à mort de dix-sept civils et de vingt militaires, anciens dignitaires du régime de M. Sékou Touré ou auteurs de la tentative de coup d'État du 4 juillet 1985. Par ailleurs, 21 autres condamnations à la peine capitale par contumace sont prononcées, ainsi que 36 aux travaux forcés à perpétuité.

Jeudi 7

SPORT

Voile.

Pour la deuxième fois consécutive, Philippe Jeantot remporte la course autour du monde en solitaire. Il avait quitté Newport sur Crédit Agricole II le 30 août 1986.
downloadModeText.vue.download 58 sur 517

CHRONOLOGIE

57

FRANCE

Société.

L'Assemblée nationale adopte à l'unanimité le projet de loi instituant l'autorité parentale conjointe pour les enfants de parents divorcés.

Justice.

À Grasse, ouverture du procès intenté par le gouvernement haïtien contre M. Jean-Claude Duvalier.

Économie.

M. Édouard Balladur annonce un vaste plan de reconstruction des compagnies d'assurances qui doivent être dénationalisées.

CAMBODGE

Opposition.

À Pyongyang, en Corée du Nord, le prince Norodom Sihanouk abandonne pour un an ses fonctions de président du Kampuchéa démocratique, le gouvernement de coalition en exil.

Vendredi 8

FRANCE

Télévision.

La SEPT, chaîne culturelle (Société d'édition des programmes de télévision), retransmet ses premières émissions sur FR3. Le 12, elle obtient un canal du futur satellite TDF 1.

IRLANDE DU NORD

Terrorisme.

À Loughdall, dans le sud de l'Ulster, un passant ainsi que huit membres de l'IRA, qui tentaient de perpétrer un attentat contre un commissariat, sont tués au cours de la fusillade déclenchée par les policiers.

AFRIQUE DU SUD

Apartheid.

Réuni à Lusaka, en Zambie, le Conseil national des Églises réformées annonce son

soutien à la lutte armée contre la ségrégation raciale.

ÉTATS-UNIS

Vie politique.

Après les révélations faites par la presse sur ses relations avec une actrice, M. Gary Hart renonce à sa candidature à l'élection présidentielle de 1988.

Samedi 9

MALTE

Vie politique.

Avec 50,92 p. 100 des voix, le parti nationaliste démocrate-chrétien remporte les élections législatives aux dépens du parti travailliste, au pouvoir depuis seize ans. Le 12, M. Eddie Fenech-Adami succède à M. Carmelo Mifsud Bonnici au poste de Premier ministre.

POLOGNE

Catastrophe aérienne.

Un Iliouchine 62, affrété par la compagnie nationale LOT, s'écrase à cinq kilomètres de Varsovie (183 morts). Le pilote avait tenté de regagner l'aéroport de la capitale après 200 km de vol, deux de ses moteurs ayant pris feu.

Dimanche 10

LIBAN

Transports.

Réouverture de l'aéroport international de Beyrouth, fermé depuis le 1er février.

NICARAGUA

Opposition.

Après avoir quitté le Nicaragua pour les États-Unis, Mme Azucena Ferry, vice-présidente du parti social-chrétien, se déclare prête à rejoindre la direction de la Contra.
downloadModeText.vue.download 59 sur 517

Lundi 11

SPORT

Jeux Olympiques.

Pour la première fois depuis 1924, les joueurs de tennis professionnels seront admis à participer aux Jeux de Séoul, en 1988.

FRANCE

Privatisations.

Mise en vente publique de 27 700 901 titres de la Compagnie générale d'électricité (CGE) au prix unitaire de 290 francs. L'opération, qui s'accompagne d'une augmentation de capital de 6,3 milliards de francs, s'achève le 23 ; 2,24 millions de particuliers ont souscrit à l'OPV.

Justice.

À Lyon, ouverture du procès de Klaus Barbie.

Communication.

La Générale occidentale, présidée par M. Jimmy Goldsmith, réunit le groupe l'Express à l'ensemble de ses activités éditoriales (Presses de la Cité, Plon, Julliard, Bordas, Dunod, Gauthier-Villars...) créant ainsi un groupe de communication de tout premier plan sous le nom des Presses de la Cité.

Médecine.

Doyen des greffés du coeur, M. Emmanuel Vitria meurt à Marseille à l'âge de 67 ans. Il avait été opéré le 27 novembre 1968.

RFA

Commémorations.

À l'occasion du 750e anniversaire de Berlin, M. François Mitterrand se rend dans le secteur occidental de la ville, où il plaide pour un désarmement « équilibré ».

YOUGOSLAVIE

Conflits sociaux.

Ayant obtenu satisfaction sur une partie de leurs revendications salariales, les mineurs de Labin, en Croatie, reprennent le travail

après 33 jours de grève, la plus longue de l'histoire du pays.

INDE

Politique intérieure.

M. Rajiv Gandhi ordonne la destitution du gouvernement autonome du Pendjab, dont le contrôle est confié au gouvernement central.

PHILIPPINES

Vie politique.

Lors des élections prévues par la nouvelle Constitution, le parti de Mme Cory Aquino remporte 23 sièges sur 24 au Sénat et une très large majorité à la Chambre des représentants (25).

Mardi 12

GRANDE¥BRETAGNE

Ventes.

Chez Christie’s, à Londres, un bronze d’Alberto Giacometti, Grande femme debout II, est adjugé au prix record de 3 630 000 dollars, soit 21 800 000 francs.

ZAMBIE

Troubles.

La ville de Kitwé, dans le nord du pays, est saccagée par des manifestants qui réclament un durcissement du contrôle des prix. Le même jour, le président Kenneth Kaunda limoge le ministre de l’Intérieur, M. Cosmas Chibanda, qui est remplacé par M. Paul Malukutila.

Mercredi 13

FRANCE

Enseignement supérieur.

À Paris, plusieurs milliers d’étudiants en médecine défilent pour protester contre le
downloadModeText.vue.download 60 sur 517

projet de réforme du troisième cycle des études médicales.

SOUDAN

Politique intérieure.

Le Premier ministre, M. Sadek el-Mahdi, dissout son gouvernement.

NICARAGUA

Opposition.

À Miami, les différents mouvements de la Contra, réunis au sein de la Résistance nicaraguayenne, dotée d'une armée réunifiée, élisent leur nouvelle direction de sept membres.

Jeudi 14

FRANCE
Relations internationales

URSS

Manifestations.

Organisée par la CGT, la « journée nationale de grèves et de manifestations » pour la défense de la Sécurité sociale, de l'emploi, du pouvoir d'achat et des libertés remporte un succès inégal selon les régions. 30 000 personnes défilent à Paris.

Biologie.

L'équipe du professeur Jean-Charles Schwartz met en évidence la présence, au niveau du cerveau, d'un récepteur H3, troisième récepteur de l'histamine. Cette découverte ouvre la voie à de nouveaux traitements de la migraine, des troubles du sommeil ainsi que de l'asthme.

Commémorations.

L'exposition Paris 1937, présentée au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, ouvre une série de manifestations destinées à

célébrer le cinquantenaire de l'Exposition internationale des arts et techniques.

URSS

Relations internationales.

Le Premier ministre français, M. Jacques Chirac, effectue une visite officielle de trois jours à Moscou, au cours de laquelle il s'entretient avec M. Gorbatchev sur le

problème du désarmement. Après une brève rencontre avec M. Andreï Sakharov et un petit déjeuner en compagnie de plusieurs dissidents, il donne une conférence de presse à la télévision avant de regagner Paris le 16.

FIDJI

Coup d'État à Suva

Le 14 mai, à Suva, une dizaine de soldats conduits par le lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka encerclent la Chambre des représentants où les députés sont en séance. Le Premier ministre, M. Timoci Bavadra, est arrêté, ainsi que les membres de son cabinet. Ce gouvernement, à majorité indienne, avait été formé après la victoire aux élections du 4 au 12 avril dernier d'une coalition de gauche sur le parti mélanésien de l'Alliance nouvelle de Ratu Sir Kamisese Mara, au pouvoir depuis 1970. Introduits au XIXe siècle par les colons britanniques, les Indiens, aujourd'hui en légère majorité, dominent le secteur économique, tandis que les autochtones mélanésiens exercent traditionnellement l'autorité politique. Les putschistes réclament des réformes constitutionnelles garantissant aux Mélanésiens le maintien de leurs prérogatives. Le gouverneur général Ratu Sir Penaia Ganilau, représentant de la couronne britannique dans l'archipel, qui est membre du Commonwealth, refuse de reconnaître la légalité du nouveau cabinet formé par le lieutenant-colonel Rabuka. La Grande-Bre-
downloadModeText.vue.download 61 sur 517

tagne, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande condamnent le coup d'État qui menace la stabilité et l'avenir du Pacifique Sud.

Le 17, la situation se détériore ; les Indiens réclament le retour du Premier ministre destitué et paralysent l'économie par une grève générale. Le 20, un rassemblement organisé par M. Timoci Bavadra, libéré la veille, est l'occasion de violents affrontements entre les deux communautés ; 35 personnes sont blessées.

Le même jour, le Parlement est dissous sur décision du gouverneur général qui, après de longues tractations, accepte un compromis

susceptible de résorber la crise politique. Entériné par le Grand conseil des chefs, comité consultatif coutumier fidjien, l'accord stipule l'organisation de nouvelles élections législatives et prévoit, en faveur de la population mélanésienne, une révision de la Constitution dont la mise en oeuvre est confiée à une commission de huit membres dirigée par le lieutenant-colonel Rabuka. Le gouvernement est provisoirement géré par un cabinet de dix-neuf membres comprenant quinze Mélanésiens, présidé par le gouverneur général Ratu Sir Penaia Ganilau et où figurent également le lieutenant-colonel Rabuka, Ratu Sir Kamisese Mara et M. Timoci Bavadra, ainsi que son adjoint M. Harrish Shanka. Ces deux derniers refusent finalement de participer au gouvernement provisoire dont la première réunion a lieu le 25.

Vendredi 15

CEE

Santé.

Dans un texte consacré à la lutte contre le Sida, les ministres responsables des douze pays membres condamnent tout contrôle sanitaire discriminatoire aux frontières.

FRANCE

Santé.

Parution au Journal officiel du décret du 13 mai portant suspension de la réglementation relative au commerce des seringues, mesure destinée à enrayer la propagation du Sida chez les toxicomanes.

URSS

Espace.

À Baïkonour, lancement de la nouvelle fusée Énergie, susceptible de mettre en orbite soit de lourds satellites, soit une navette spatiale.

ÉTATS-UNIS

La pin-up

Avec la mort de Rita Hayworth, le 15 mai à New York, disparaît l'une des plus grandes stars du cinéma hollywoodien de l'après-guerre. Margarita Carmen Cansino, fille d'un danseur espagnol, est née à New York le 17 octobre 1918. À douze ans, elle est déjà

danseuse de cabaret aux côtés de son père et, en 1935, débute à l'écran dans Under the Pampas Moon. Ses premiers rôles sont insignifiants jusqu'à sa rencontre, en 1937, avec Harry Cohn, le patron de la Columbia, avec qui elle signe un contrat de vingt ans et qui transforme la beauté latine en une rousse flamboyante. Visage redessiné, silhouette remodelée, Rita Hayworth était née. Symbole de l'idéal féminin, elle régnera sur les fantasmes de milliers de GI's, devenant l'une de ces « pin-up girls » dont la photographie est épinglée sur les paquetages des soldats pendant la Seconde Guerre mondiale. Après Seuls les anges ont des ailes (1939), d'Howard Hawks, son premier grand succès, elle excelle dans les comédies musicales (Ô toi ma charmante, 1942 ; la Reine de Broadway, 1944), en compagnie de Fred Astaire et de Gene Kelly.
downloadModeText.vue.download 62 sur 517

En 1946, c'est Gilda, créée par Charles Vidor. La scène légendaire où elle enlève lentement une paire de longs gants de chevreau noir, fait de Rita Hayworth un véritable mythe, l'incarnation d'une nouvelle forme d'érotisme. Les femmes la copient, les hommes en rêvent en écoutant sur microsillon les enregistrements des battements de son coeur. Le magazine Life la sacre « déesse de l'amour ». Cette année-là, son effigie orne la bombe atomique expérimentale lancée sur l'atoll de Bikini.

Orson Welles, qu'elle a épousé en secondes noces, en 1943, la métamorphose à nouveau pour les besoins de la Dame de Shanghaï (1948), où elle apparaît avec des cheveux courts blonds platine.

En 1949, elle quitte Hollywood et les studios pour épouser le prince Ali Khan, fils de l'Aga Khan. Divorcée deux ans plus tard, elle est réengagée par Harry Cohn, mais n'obtient que des rôles médiocres dans des films qui sont parfois des succès : l'Enfer des tropiques de Robert Parrish (1957) ; le Plus Grand Cirque du monde de Henry Hathaway (1964). Le déclin de la star se confirme. Après deux autres mariages ratés, elle sombre dans la dépression et l'alcoolisme et tourne son dernier film, la Colère de Dieu, en 1972, dirigée par Ralph Nelson.

Depuis plusieurs années, Rita Hayworth était atteinte de la maladie d'Alzheimer, qui détruit les centres nerveux cérébraux et provoque une sénilité précoce.

PÉROU

Conflits sociaux.

À Lima, près de 100 000 policiers en grève pour réclamer une augmentation des salaires occupent les commissariats. Le 18, une personne est tuée au cours de heurts entre des policiers manifestants et l'armée

qui occupe la capitale. Le 19, un mouvement de grève générale est largement suivi.

Samedi 16

RFA

Troubles.

À Berlin-Ouest, des manifestations organisées dans le cadre de la vaste campagne de boycottage du recensement lancée par les écologistes dégénèrent en violentes émeutes (1er).

Dimanche 17

SPORT

Football.

Après avoir disputé un dernier match avec la Juventus de Turin, Michel Platini annonce qu'il met fin à sa carrière de joueur professionnel.

ESPAGNE

Terrorisme.

Malgré l'arrestation du commando Madrid en janvier, trois attentats à la voiture piégée sont perpétrés par l'ETA-militaire dans la capitale (un mort ; sept blessés).

IRAQ-IRAN

Conflit.

À 70 miles de Bahreïn, dans le golfe Persique, une frégate lance-missiles américaine Stark est attaquée par erreur par un missile iraqien ; 37 marins sont tués. Le 19, le président Ronald Reagan ordonne la « mise en état d'alerte renforcée » des bâti-

ments américains dans le Golfe (29).
downloadModeText.vue.download 63 sur 517

JOURNAL DE L'ANNÉE ⁂ ÉDITION 1988

62

ÉTATS⁂UNIS
→ Iraq-Iran

Lundi 18

FRANCE

Partis politiques.

Au cours de la première journée de réunion du comité central du PC, M. André Lajoinie est désigné comme candidat à l'élection présidentielle de 1988.

Terrorisme.

Arrêtés le 21 mars, le Tunisien Fouad Ali Saleh ainsi que deux Marocains, Abdel Hamid Badaoui et Omar Agnaou, sont inculpés de complicité d'assassinat du fait de leur éventuelle participation à l'attentat de la rue de Rennes de septembre 1986 (Éd. 1987).

GRANDE BRETAGNE

Vie politique.

Après la victoire du parti conservateur aux élections locales du 7, Mme Margaret Thatcher annonce des élections générales anticipées pour le 11 juin. Le 18, la Chambre des communes est dissoute.

INDE

Troubles.

À New Delhi et à Meerut, explosion de violences entre Hindous et Musulmans. Malgré l'intervention de l'armée et l'instauration du couvre-feu, les affrontements se poursuivent jusqu'au 31. Plus de 100 personnes sont tuées et de nombreux bâtiments incendiés.

BRÉSIL

Gouvernement.

Sous la pression de certains partis favorables à l'organisation d'élections présidentielles directes, le président José Sarney

décide d'écourter d'une année son mandat, qui prendra ainsi fin en 1990.

Mardi 19

CEE

Manifestations.

20 000 agriculteurs européens se rassemblent à Bruxelles pour protester contre les réformes de la politique agricole commune.

FRANCE

Terrorisme.

À Paris, arrestation de Vincenzo Olivieri, membre des Brigades rouges, recherché en Italie pour plusieurs assassinats. Deux autres Italiens, membres de Prima Linea, sont également appréhendés.

En Corse, saisie d'un stock d'explosifs et arrestation d'une vingtaine de militants de l'ex-FLNC. Le 23, onze d'entre eux sont écroués à Marseille sous l'inculpation d'attentats, d'extorsion de fonds et de participation à une ligue dissoute.

Sociétés.

Mise en cessation de paiement de Chaumet, prestigieux joaillier de la place Vendôme, à Paris. Son endettement bancaire atteindrait 700 millions de francs.

Cinéma.

Le jury de 40e festival de Cannes, qui s'est ouvert le 7, décerne la Palme d'or à Maurice Pialat pour son film Sous le soleil de Satan.

ITALIE
→ France

RFA

Santé.

Dans le cadre de la lutte contre le Sida, le gouvernement de Bavière décide unilatéralement d'imposer un contrôle systématique pour les étrangers désirant séjourner dans le Land, ainsi que l'isolement des malades.

Les ressortissants de la CEE ne sont pas concernés par cette mesure.

LIBYE
→ Australie

AUSTRALIE

Relations diplomatiques.

Invoquant le soutien apporté par la Libye à la revendication aborigène, le gouvernement décide de fermer la représentation libyenne et d'en expulser les diplomates.

ÉTATS-UNIS

Banques.

Alors que la crise de l'endettement s'accroît après les défaillances successives de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique, la plus importante banque américaine, la Citicorp, décide de provisionner 3 milliards de dollars pour faire face aux risques de pertes encourus dans les pays du tiers monde. Le 27, la Chase Manhattan Bank prévoit, elle aussi, de renforcer ses provisions de 1,6 milliard de dollars.

Mercredi 20

FRANCE

Société.

À l'Assemblée nationale, M. Jacques Chirac met fin au débat, commencé le 12, sur l'aménagement du temps de travail en engageant la responsabilité du gouvernement en vertu de l'article 49-3 de la Constitution. Après le rejet, le 27, de la motion de censure déposée par les députés socialistes, le projet de loi est adopté.

Économie.

Le Conseil des ministres adopte un projet de loi prévoyant la cession aux caisses régionales de 90 p. 100 des actions de la Caisse nationale de Crédit agricole appartenant à l'État. Les 10 p. 100 restant pourront être acquis par le personnel.

Armée de l'air.

Au cours d'un exercice à basse altitude, trois

Mirage F1 de la base de Reims s'écrasent au-dessus du massif du Pilat (Loire). Les trois pilotes sont tués.

Loisirs.

À Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), M. Jacques Chirac inaugure Mirapolis, premier parc d'attractions français. Le lendemain, l'ouverture au public est marquée par de sérieux affrontements entre les forces de sécurité et quelque 200 forains protestant contre la concurrence des parcs de loisirs, qui bénéficient d'un taux de TVA préférentiel. Treize policiers sont blessés et la plupart des attractions sont endommagées.

PORTUGAL

Justice.

À Lisbonne, après deux années de procès, Otelo Saraiva de Carvalho, l'un des héros de la « révolution des oeillets » de 1974, est condamné à quinze ans de prison. Il est accusé d'être le dirigeant de l'organisation d'extrême gauche des Forces populaires du 25 avril (FP-25), responsable de plusieurs actes terroristes.

Jeudi 21

FRANCE
→ Suisse

ESPAGNE

Partis politiques.

Démission de M. Oscar Alzaga de la présidence du Parti démocrate populaire dont il est le fondateur.

SUISSE

Faits divers.

L'ancien P-DG du casino Ruhl de Nice, M. Jean-Dominique Fratoni, est arrêté à Lugano, en Suisse, où il était réfugié depuis 1980, après sa condamnation en France à
downloadModeText.vue.download 65 sur 517

quinze ans de prison pour banqueroute frauduleuse et délits fiscaux. Le 29, malgré la demande d'extradition de la France, il est remis en liberté et expulsé vers Saint-Domingue, dont il est ressortissant.

LIBAN

Problème palestinien.

Le Parlement abroge l'accord libano-palestinien signé le 3 novembre 1969 au Caire, qui réglementait la présence civile et militaire des Palestiniens.

Vendredi 22

SPORT

Rugby.

Ouverture de la première Coupe du monde, qui se déroule en Australie et en Nouvelle-Zélande jusqu'au 20 juin.

URSS

Environnement.

Radio-Moscou annonce la décision du gouvernement de suspendre toutes ses campagnes de chasse à la baleine. Seuls la Norvège, le Danemark et l'Islande restent déterminés à poursuivre la pêche.

Samedi 23

FRANCE

Théâtre.

Lors de la première nuit des Molières, la Folle journée ou le Mariage de Figaro, mis en scène par Jean-Pierre Vincent au TNC, est sacré meilleur spectacle de l'année du théâtre subventionné, tandis que celui du théâtre privé est décerné à Ariane ou l'Âge d'or, de Philippe Caubère.

Lundi 25

FRANCE
Relations internationales

→ Canada

Privatisations.

2 294 450 actions représentant 18,1 p. 100

du capital de l'agence Havas sont proposées au public au prix unitaire de 500 F (jusqu'au 30).

ESPAGNE

Conflits sociaux.

Réclamant des augmentations de salaires, les médecins des hôpitaux publics déclenchent une nouvelle grève illimitée, après celle qui avait été déjà suivie du 4 au 19.

ROUMANIE

Relations internationales.

M. Mikhaïl Gorbatchev effectue une visite officielle de deux jours, au cours de laquelle il lance un appel à la « démocratisation » de la société et à des « réformes radicales ».

URSS
→ Roumanie

CORÉE DU SUD

Gouvernement.

Le président Chun Doo Hwan limoge le Premier ministre M. Lho Shin Yong, remplacé par M. Lee Han Key, ainsi que sept autres membres du gouvernement. Ce remaniement ministériel est la conséquence des résultats de l'enquête menée sur les circonstances de la mort d'un étudiant, le 14 janvier (20 janv.).

PHILIPPINES

Opposition.

Une manifestation de protestation contre les résultats des élections du 11 mai, organisée par l'opposition de droite et conduite
downloadModeText.vue.download 66 sur 517

par M. Juan Ponce Enrile, est dispersée par la police. Quinze personnes sont blessées.

CANADA

Relations internationales.

Vingt années après la visite historique du général de Gaulle au Québec, le président François Mitterrand effectue une visite officielle de cinq jours dans plusieurs provinces canadiennes.

Mardi 26

CEE
→ Irlande

FRANCE

Terrorisme.

Des explosifs, en particulier de l'hexogène (C4), utilisé lors des attentats revendiqués par le CSPPA, sont découverts en forêt de Fontainebleau dans une poubelle enterrée. Cette cache renfermait également un très gros stock de drogue, utilisé pour financer les opérations terroristes.

IRLANDE

CEE.

Par référendum, 70 p. 100 des électeurs se prononcent en faveur de la ratification par le Parlement de Dublin de l'Acte unique européen (Éd. 1987).

PHILIPPINES

Banques.

L'une des plus importantes banques du pays, la Manila Bank, est mise en cessation de paiement pour insolvabilité.

SRI LANKA

Guérilla.

À Jaffna, l'armée lance une vaste opération aérienne et blindée contre les positions de la guérilla indépendantiste tamoule. L'offensive, baptisée « Libération », est fermement condamnée par le Premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. Le 29, l'armée contrôle le quart de la péninsule, dont la région de

Vadamarachi, refuge des Tigres libérateurs. Le bilan officiel fait état de 350 morts, dont 170 civils.

ÉGYPTE

Terrorisme.

Au Caire, M. Dennis Williams, attaché administratif chargé des affaires de sécurité à l'ambassade des États-Unis, est blessé par le mitraillage de son véhicule. L'attentat est revendiqué par l'organisation Révolution égyptienne.

Mercredi 27

OTAN

À Bruxelles, les ministres de la Défense des pays membres de l'organisation se déclarent favorables aux propositions soviétiques sur le désarmement.

FRANCE

Justice.

Les députés du RPR, de l'UDF et du FN déposent leur demande de comparution de Christian Nucci devant la Haute Cour de justice, pour que soient établies ses responsabilités dans l'affaire du Carrefour du développement. Le même jour, la chambre d'accusation de Paris confirme le bien-fondé du secret défense invoqué à propos de la question du « vrai-faux » passeport d'Yves Chalier (Éd. 1987).

Conflits sociaux.

Alors que les contrôleurs aériens poursuivent leur mouvement depuis six semaines, les pilotes et les mécaniciens d'Air Inter lancent un mot d'ordre de grève de deux jours. 57 p. 100 du trafic sont assurés.

Cinéma.

Jean Rouch succède à Costa-Gavras à la tête de la Cinémathèque française.

URSS

Lettres.

L'agence Tass annonce la pleine réhabilitation de l'écrivain Boris Pasternak, qui sera
downloadModeText.vue.download 67 sur 517

marquée par la publication de son oeuvre complète et l'ouverture d'un musée dans la maison qu'il habitait à Peredelkino près de

Moscou.

ARGENTINE

Géographie politique.

La Chambre des députés adopte le projet de transfert de la capitale de Buenos Aires à Viedma et à Carmen-de-Patagones (Patagonie).

CHILI

Politique intérieure.

Après l'intervention du gouvernement, la Cour suprême annule la décision prise la veille par la cour d'appel de Santiago d'autoriser le retour de 104 exilés, parmi lesquels figurait la veuve de l'ancien président Allende.

Jeudi 28

À Paris, le 1er sommet anti-terroriste réunit les sept ministres de l'Intérieur des États-Unis, du Canada, du Japon, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la RFA, ainsi que des représentants de la Belgique et du Danemark, dans le but de mettre au point une stratégie commune.

EST¥OUEST

À Berlin-Est, ouverture du 22e sommet du pacte de Varsovie, consacré au désarmement. Le 29, les travaux s'achèvent sur une proposition d'examen des « déséquilibres » militaires faite aux pays membres de l'OTAN.

URSS

Un avion sur
la place Rouge

Le 28 mai, à 19 h 30, un petit avion de tourisme piloté par un jeune Allemand de l'Ouest se posait devant l'église Saint-Basile,

sur la place Rouge de Moscou, après avoir survolé le mausolée de Lénine et frôlé les murs du Kremlin. Mathias Rust, informaticien de dix-neuf ans, passionné d'aviation, qu'il pratique dans un aéroclub de Hambourg, avait décollé d'Helsinki à 12 h 21 pour Stockholm. Vingt minutes après, il échappait aux contrôleurs aériens finlandais en changeant subitement de direction et en perdant de l'altitude. Sept heures plus tard, le Ces-

sna 172 apparaissait au-dessus de Moscou après avoir violé l'espace aérien soviétique sur 650 kilomètres sans avoir été intercepté. Salué joyeusement par les passants à sa descente d'avion, le jeune homme était arrêté un peu plus tard.

Immédiatement, la presse et l'opinion publique allemandes saluent l'exploit du pilote qui a réussi, en volant à très basse altitude, à déjouer l'ensemble des systèmes de défense soviétiques au moment précis où était célébrée la journée nationale des gardes frontières. Le ministre des Affaires étrangères M. Hans-Dietrich Genscher déclare « être mort de rire », alors que les Soviétiques semblent accepter l'incident avec humour. Dans une déclaration à un journal allemand, M. Valentin Faline, directeur de l'agence Novosti, remercie le jeune homme d'avoir attiré l'attention des autorités soviétiques sur les faiblesses de sa défense antiaérienne. Il annonce également que l'appareil de Mathias Rust a été détecté lors de son survol du territoire sans que personne n'ait songé à l'intercepter, ni même à l'identifier.

Deux jours plus tard, alors que Mathias Rust est toujours détenu à la prison de Lefortovo, près de Moscou, le ton se durcit. M. Gueras-simov, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, insistant sur la « violation des lois soviétiques », laisse planer l'éventualité d'une condamnation, tandis que le gouvernement et les associations de pilotes professionnels allemands jugent sévèrement l'inconscience du pilote.
downloadModeText.vue.download 68 sur 517

CHRONOLOGIE

67

Le 30, douze heures après son retour de Berlin-Est, où il assistait à la réunion du pacte de Varsovie, M. Gorbatchev convoque le bureau politique du PC, qui, dans un impitoyable réquisitoire, dénonce la « négligence » et l'« absence de vigilance et de discipline » de la défense soviétique, dont il est décidé à « renforcer la direction ».

Le général Dimitri Iazov est nommé ministre de la Défense en remplacement du général Sergueï Sokolov (76 ans), qui est invité à faire valoir ses droits à la retraite. Son adjoint, le maréchal Aleksandr Koldounov, qui, depuis 1978, cumulait les fonctions de vice-ministre de la Défense et de comman-

dant en chef des forces de défense aérienne, est accusé d'« incurie » et limogé. Deux semaines plus tard, on annonce la destitution du maréchal Anatoli Constantinov, commandant de la défense aérienne de la région de Moscou (4 septembre).

CÔTE-D'IVOIRE

Dette extérieure.

Confronté à des difficultés financières provoquées par la baisse des cours du café et du cacao, le gouvernement annonce sa décision de suspendre le remboursement de ses emprunts.

TUNISIE

Justice.

Emprisonné depuis décembre 1985 après avoir été condamné à sept ans de prison, l'ancien leader syndical M. Habib Achour est mis en liberté conditionnelle (13 déc. 86, éd. 87).

CUBA

Dissidents.

Ancien premier adjoint au ministre de la Défense, le général Rafael del Pino Diaz se réfugie à Miami avec sa famille, après avoir

quitté clandestinement La Havane à bord d'un avion de tourisme.

Vendredi 29

FRANCE

Sécurité sociale.

Afin de combler l'important déficit du régime général (40 milliards prévus pour 1988), le gouvernement présente une série de mesures d'urgence : hausse des cotisations, prélèvements de 1 p. 100 sur les revenus financiers et immobiliers et de 2 p. 100 sur les prix du tabac, reprise par l'État des dépenses de la sectorisation psychiatrique et baisse de la TVA sur les médicaments. Les suggestions avancées le 18 par les « sages » ne sont que partiellement suivies.

IRAQ-IRAN
→ États-Unis

JAPON

Politique économique.

Le gouvernement met en place un plan de relance de 6 000 milliards de yens, destiné à augmenter le taux de croissance et à stimuler la consommation intérieure ainsi que les importations.

ÉTATS-UNIS

Défense.

Après approbation du Congrès, la Maison-Blanche annonce la mise en place, dès juin, d'un dispositif militaire renforcé dans le Golfe, qui accorde notamment à onze pétroliers koweïtiens la protection de la marine et du pavillon américains.

ARGENTINE

Justice.

Le Sénat adopte un projet de loi dégageant de toute responsabilité la plupart des offi-
downloadModeText.vue.download 69 sur 517

ciers subalternes ayant participé à la répression sous la dictature.

Samedi 30

INDE

Guérilla.

Dans l'État du Bihar, 64 personnes appartenant à des familles de propriétaires fonciers sont massacrées par un groupe de 700 paysans conduits par des rebelles maoïstes.

Dimanche 31

ÉTATS-UNIS

Santé.

Le président Ronald Reagan annonce la multiplication des tests de dépistage obligatoire du Sida, notamment aux frontières et dans les prisons.

PÉROU

Partis politiques.

M. Alfonso Barrantes démissionne de son poste de président de la coalition de la Gauche unie, deuxième force politique du pays.

Le mois de

Bertrand Poirot-Delpech

« Procès historique », « procès du siècle » : l'époque abuse de ces superlatifs. Le procès Barbie ne les a pas mérités, si l'on s'en tient à la personnalité de l'accusé et à son système de défense, en forme de fuite. Ce lieutenant avait des supérieurs – et des complices français – qui ont échappé aux poursuites, ou payé moins cher que lui. Ce n'était pas un homme d'envergure ; et son silence, couvert par les rodomontades de la défense, nous a privés d'explications.

Mais, par sa banalité même, l'ancien chef de la Gestapo lyonnaise a montré comment le

parti de Hitler pouvait changer un fils d'instituteur plutôt boy-scout en tortionnaire zélé, à qui l'extermination d'une partie de l'humanité ne pose pas de question, même s'il s'agit d'enfants de cinq ans !

L'effacement de l'accusé a été compensé par deux enseignements capitaux. La notion de « crime contre l'humanité » distinct des faits de guerre est reconnue, et admise la compétence des assises pour en juger. Logiquement, cela devrait faire réfléchir les États, dont le nôtre, s'ils s'avisaient de vouloir retrancher une collectivité entière de l'espèce humaine, comme s'y est essayé le IIIe Reich.

Deuxième marque de l'événement : les derniers témoins directs du génocide ont pu déposer, avec des détails parfois inédits, face à une opinion oublieuse, à une jeunesse distraite, et pour les siècles futurs, puisque l'intégralité des débats a été enregistrée sur vidéo-cassettes et sera à la disposition des historiens dans vingt ans.

Cette leçon d'histoire tombait à point, au moment même où de prétendus savants et certains démagogues extrémistes niaient ou banalisaient l'entreprise d'extermination décrite à la barre, des semaines durant.

Grande première juridique et technique, en même temps que grande dernière pour les survivants, ce procès aura été celui de l'im-

possible parole, entre un bourreau refusant d'avouer et des victimes dont le supplice défiait les mots.

Dernier enseignement, presque optimiste : au plus fort de la barbarie instituée et au milieu de beaucoup de salauds, des individus de tous bords ont fait preuve d'une humanité indéracinable.

La même pitié qui fit murmurer à une des rescapées, en voyant Barbie blêmir à l'énoncé du verdict : « le pauvre homme ! ».

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française
downloadModeText.vue.download 70 sur 517

CHRONOLOGIE

69

Juin

Lundi 1er

RFA

Désarmement.

Le gouvernement de Bonn adhère à l'option « double-zéro » qui prévoit le démantèlement de tous les missiles nucléaires européens de longue et de courte portée (Long ou Short Range Intermediate Nuclear Force), à l'exclusion des 72 missiles intermédiaires Pershing IA de l'armée ouest-allemande, dont les têtes nucléaires sont américaines (11).

LIBAN

Terrorisme.

Le Premier ministre, M. Rachid Karamé, est tué par l'explosion d'une bombe placée dans l'hélicoptère qui le transportait de Tripoli à Beyrouth. Un autre sunnite, M. Selim Hoss, est aussitôt chargé d'assurer l'intérim.

AMÉRIQUE CENTRALE

Relations internationales.

En tournée en Europe, le président du Costa Rica, M. Oscar Arias Sanchez, effectue une visite officielle de deux jours à Paris. Il présente son plan de paix pour l'Amérique

centrale, axé sur le retour de la démocratie et l'arrêt de l'aide aux mouvements insur-

rectionnels, qui recueille le soutien de Paris comme de l'ensemble des pays visités.

Mardi 2

FRANCE

Catastrophe.

À Lyon, sur le port Édouard-Herriot, un incendie ravage un dépôt d'hydrocarbures de la Shell et provoque la mort de deux personnes.

ÉTATS-UNIS

Finances.

Président de la banque centrale (Federal Reserve Board) depuis 1979, M. Paul Volcker présente sa démission qui doit prendre effet le 6 août. M. Alan Greenspan est nommé pour le remplacer.

Mercredi 3

FRANCE

Justice.

Aux assises de Paris, reprise du procès de Régis Schleicher et de Claude et Nicolas Halfen, qui avait été ajourné le 8 décembre 1986 par suite de la défection des jurés. Pour juger les membres d'Action directe accusés du meurtre de deux policiers, avenue Trudaine à Paris, le 31 mai 1983, la cour est dorénavant composée uniquement de magistrats professionnels, en application de la loi antiterroriste du 9 décembre 1986, amendée le 30 décembre (13).

RFA

Aéronautique.

En décidant d'octroyer un crédit de 4,9 milliards de marks à Deutsche Airbus, le partenaire allemand du programme Airbus, le
downloadModeText.vue.download 71 sur 517

gouvernement fédéral donne le feu vert à la

construction de l'A 330 et de l'A 340.

CANADA

Provinces.

L'accord constitutionnel des dix gouvernements provinciaux reconnaît le Québec comme « société distincte ».

Jeudi 4

NOUVELLE-ZÉLANDE

Géopolitique.

Le Parlement approuve une résolution prévoyant la création d'une zone dénucléarisée et démilitarisée dans cette région du Pacifique.

Vendredi 5

Santé.

Les conclusions du troisième Congrès international sur le Sida, qui prend fin à Washington, sont alarmantes : un Américain sur 30 serait porteur du virus, et, selon l'OMS, 3 millions de personnes devraient être atteintes en 1991.

FRANCE

Privatisations.

730 000 personnes se portent acquéreurs de titres Havas.

Conflits sociaux.

Fin de la grève des machinistes de la

Comédie-Française.

AFRIQUE DU SUD

Conflits sociaux.

Les 16 000 cheminots noirs qui avaient été licenciés le 22 avril sont réintégrés dans leur poste.

ARGENTINE

Justice.

Les députés votent la loi proposée par le président Alfonsin mettant fin aux pour-

suites judiciaires exercées contre les militaires accusés d'atteintes aux droits de l'homme sous la dictature.

Samedi 6

FRANCE

Vie politique.

Quatre jours après avoir été mis en demeure par M. Jacques Chirac de choisir entre son poste ministériel et ses activités partisanes, M. François Léotard, auteur de récentes déclarations jugées intempestives par le Premier ministre, répond qu'il entend conserver ses fonctions gouvernementales ainsi que sa liberté de parole.

RDA

Société.

À Berlin-Est, pendant trois journées consécutives (du 6 au 8), de violents affrontements opposent les forces de l'ordre à plusieurs milliers de jeunes venus écouter des concerts de rock donnés dans le secteur occidental, à proximité du mur.

Dimanche 7

SPORT

Tennis.

À Paris, au stade Roland-Garros, le Tchécoslovaque Ivan Lendl remporte les Internationaux de France, en battant le Suédois Mats Wilander. Le 6, à la veille de son dix-huitième anniversaire, l'Allemande Steffi Graf remporte le tournoi féminin contre l'Américaine Martina Navratilova, devenant ainsi la plus jeune championne de Roland-Garros.

FRANCE

Catastrophe.

Le long des côtes de Gascogne, une violente tempête provoque la mort de cinq
downloadModeText.vue.download 72 sur 517

personnes, fait des dizaines de blessés et

entraîne des dégâts matériels considérables.

Lundi 8

PAYS INDUSTRIALISÉS

Sommet sur la lagune

Le treizième sommet des sept principales démocraties industrialisées se tient à Venise du 8 au 10 juin. Le président Reagan (États-Unis), Mme Thatcher (Grande-Bretagne), le chancelier Kohl (RFA), MM. Fanfani (Italie), qui préside, Mulroney (Canada), Mitterrand (France) et Nakasone (Japon) participent à la réunion, ainsi que des représentants de la Communauté européenne.

Les débats s'engagent sur le désarmement, les problèmes du Golfe et le terrorisme, pour lesquels, le 9, une position commune est adoptée. Les Sept, qui souhaitent l'achèvement de la guerre irano-iraqienne, réaffirment le principe de la libre navigation dans le Golfe. Se déclarant attentive à « l'évolution récente en URSS » l'assemblée se prononce ensuite pour la réduction des armements nucléaires ; enfin, elle réitère son refus de toute concession au terrorisme et sa détermination à juger ou à extrader les coupables.

En préambule à l'examen des questions économiques, M. Reagan annonce la levée d'une partie des sanctions contre les fabricants de semi-conducteurs japonais, accusés de dumping. La déclaration économique du 10 préconise plusieurs mesures pour augmenter l'aide aux pays les plus pauvres, dont l'octroi de 0,7 p. 100 du PNB de chaque État à l'aide publique au développement (APD). Elle prône un renforcement de la coordination des politiques économiques, notamment par l'utilisation d'une batterie d'indicateurs, des taux de change particulièrement, qui devraient rester confidentiels. Elle confirme

les accords du Louvre du 22 février 1987 sur la stabilisation du dollar, ainsi que l'engagement pris par les pays de l'OCDE de réduire progressivement les subventions à l'agriculture. Le texte comprend enfin la condamnation rituelle du protectionnisme. En dernier lieu, proposée par M. François Mitterrand en vue de contrer le développement des mesures déjà en place dans certains pays, et jugées trop répressives pour la prévention de cette maladie, la création d'un comité international d'éthique sur le Sida, composé de prix Nobel et de médecins spécialistes, est décidée.

Le sommet ne donne lieu à aucun affrontement, ni à aucune surprise. Dans l'ensemble, les déclarations reprennent les politiques amorcées depuis plusieurs années. Le texte sur la sécurité dans le Golfe persique déçoit les pays arabes de la région, qui ne découvrent aucune mesure concrète pour mettre fin à la guerre entre l'Iran et l'Iraq. De même, sur le plan économique, les experts considèrent que les questions de fond, comme le déficit budgétaire américain, ou les excédents commerciaux japonais, n'ont pas été abordées.

POLOGNE

Église catholique.

Arrivée du pape Jean-Paul II à Varsovie, pour sa troisième visite dans son pays d'origine, qui dure jusqu'au 14. Le 11, à Gdansk, avant de s'entretenir avec Lech Walesa, le souverain pontife rappelle que le mot solidarité « appartient au message constant de la doctrine sociale de l'Église » et demande l'application des accords du 31 août 1980 signés dans cette même ville, qui consacraient la légalité du syndicat. Cette prise de position suscite le mécontentement du général Jaruzelski, exprimé lors du deuxième entretien que le chef de l'État accorde au pape, le 14.
downloadModeText.vue.download 73 sur 517

Mardi 9

PANAMA

Troubles.

La population entame une série de grèves et d'émeutes pour obtenir la démission du général Noriega, l'homme fort du régime, accusé de fraude électorale et de complicité dans l'assassinat de l'ancien président Torrijos. L'état d'urgence est instauré le 11 et levé le 29. Les États-Unis demandent le retrait des militaires de la vie politique et le rétablissement de la démocratie.

Mercredi 10

FRANCE

Vie politique.

La proposition déposée par les députés socialistes devant le Bureau de l'Assemblée nationale et réclamant la mise en accusation devant la Haute Cour de M. Charles Pasqua dans le cadre de l'affaire du « Carrefour du développement » est repoussée par onze voix contre huit et deux abstentions.

Emploi.

Dans son rapport officiel « pour développer l'emploi », M. François Dalle propose de créer un « régime bis de protection sociale » pour « un nouveau salariat » qui doit concerner notamment ce qu'« il est convenu de dénommer les emplois intermédiaires ou les petits boulots ».

Escroquerie

Un bilan peu brillant

Fondée en 1780 par Étienne Nitot, la célèbre joaillerie Chaumet qui siégeait depuis 1904 place Vendôme, à Paris, aimait rappeler qu'elle avait réalisé pour Napoléon Ier la couronne du sacre, dite « de Charlemagne », le glaive impérial, orné du diamant « le Régent », et qu'elle avait taillé et ciselé pour tous

les grands de ce monde. Ces deux siècles de tradition viennent pourtant de prendre fin brutalement. Le 10 juin, l'administrateur provisoire, chargé depuis le 19 mai de gérer la société, dépose son bilan. Le 11, la joaillerie est placée sous administration judiciaire et, le 13, ses deux propriétaires, Jacques et Pierre Chaumet, sont inculpés de « banqueroute, abus de confiance et escroquerie », puis écroués à Fleury-Mérogis. Ils doivent s'expliquer sur un passif qui, selon les avis, varie entre 500 millions et 3 milliards de F, pour un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 600 millions de F pour l'ensemble des filiales, en France et à l'étranger, ainsi que sur une série d'opérations irrégulières.

Les frères Chaumet sont accusés d'avoir investi d'énormes sommes d'argent, confiées par les plus riches de leurs clients, dans le diamant-placement en leur garantissant une plus-value annuelle de 20 p. 100, pratique taxée par la justice d'« exercice illégal de la profession de banquier ». La chute brutale des cours du diamant, au printemps 1980, puis celle du pétrole, qui a fait disparaître une bonne partie de la clientèle arabe, entraînèrent alors une fuite en avant qui vient de produire ses dernières conséquences : les Chaumet n'eurent plus comme recours que

celui de solliciter les prêts bancaires, n'hésitant pas à produire un certain nombre de faux en écriture pour inspirer confiance aux banques : gonflement des créances jusqu'à 750 millions de F, contre 150 millions en réalité, emprunts non comptabilisés à des particuliers, dépôt en gage de bijoux qui ne leur appartenaient pas.

L'affaire se politise lorsque sont révélés les noms de certaines victimes, M. Chalandon, ministre de la Justice, le président zaïrois Mobutu, le roi Hassan II du Maroc, M. Jean Poniatowski, sans compter celles qui préfèrent conserver l'anonymat, parce qu'elles ont soustrait au fisc une partie de leur revenu. L'hebdomadaire le Point révèle, en outre, comment un dossier de contentieux
downloadModeText.vue.download 74 sur 517

entre Chaumet et les douanes, à propos de transactions avec la Suisse où le déficit de la filiale de Chaumet est de l'ordre de 400 à 500 millions de F, aurait été classé sans suite en 1986. Mais les deux frères n'ont, pour l'instant, à répondre que des activités de la société-mère, à Paris, pour lesquelles ils risquent cinq ans de prison.

Le 10 juillet, la reprise de Chaumet est confiée par le tribunal de commerce de Paris au groupe Investcorp, dont le siège est à Bahreïn, propriétaire du joaillier britannique Tiffany's depuis 1982, au détriment de l'autre candidat repreneur, Alexandre Reza, son vis-à-vis place Vendôme.

Sport.

L'équipe des Girondins de Bordeaux, déjà championne de France, conserve la Coupe de France de football, en battant Marseille par 2 buts à 0. Le club réalise le premier doublé de son histoire.

ESPAGNE

Élections.

Le Parti socialiste remporte la victoire à l'issue de la triple consultation européenne, régionale et communale, mais perd 4 p. 100 de son électoral au profit du centre et de l'extrême gauche. Un nationaliste basque entre au Parlement européen.

CORÉE DU SUD

Houle à Séoul

À Séoul, le 10 juin, la désignation par le Parti démocratique de la justice, au pouvoir, de M. Roh Tae Woo, comme candidat officiel à la succession du président de la République Chun Doo Hwan en février 1988, déclenche de violentes émeutes, principalement chez les étudiants hostiles au régime. Ce choix traduit en effet symboliquement le maintien des militaires au pouvoir, M. Roh Tae Woo étant

un ancien général, comme le président Chun, et son camarade de promotion.

Le 13 avril, l'ajournement par le président de la République de tout projet de réforme de la Constitution jusqu'après les jeux Olympiques de 1988 s'inscrit en toile de fond de la crise. Du 10 au 16, les affrontements et la répression policière sont particulièrement violents ; le 16, alors que des étudiants occupent la cathédrale catholique Myongdong de Séoul, aux cris de « À bas la dictature », les Américains appellent les autorités coréennes à faire preuve de modération. Après un entretien stérile, le 22, entre le président Chun et le dirigeant de l'opposition Kim Young Sam, puis, le 26, l'organisation de « marches de la paix » à Séoul et dans trente-six autres villes, M. Roh Tae Woo propose, le 29, une élection présidentielle au suffrage universel direct pour 1988, l'adoption d'une nouvelle Constitution et le rétablissement de toutes les libertés. Ces propositions sont entérinées par le président Chun le lendemain et annoncées publiquement le 1er juillet.

Accueilli avec une prudente satisfaction par l'opposition, ce pas franchi vers la libéralisation du système politique – dont l'opportunité n'échappe pas à un pouvoir soucieux de l'image qu'il donnera de la Corée, au moment des jeux Olympiques de Séoul – suscite de joyeuses réactions dans certains quartiers de la capitale, dès la soirée du 29. Le 9 juillet, les droits civiques sont rendus à M. Kim Dae Jung, qui en était privé depuis sept ans, ainsi qu'à deux mille autres opposants.

Jeudi 11

OTAN

Désarmement.

Réunis à Reykjavik, les seize ministres des

Affaires étrangères de l’Alliance atlantique donnent leur accord au démantèlement des
downloadModeText.vue.download 75 sur 517

missiles à longue et à courte portée (LRINF et SRINF) en Europe (1er).

FRANCE

Enseignement.

Les députés adoptent le projet de réforme du troisième cycle des études médicales, portant « diverses mesures d’ordre social ».

GRANDE¥BRETAGNE

Élections législatives.

La victoire du Parti conservateur, qui remporte 376 des 650 sièges à pourvoir, permet à Mme Margaret Thatcher d’obtenir son troisième mandat de Premier ministre, fait sans précédent au XXe siècle. Le nouveau Parlement siège à partir du 25 juin.

Vendredi 12

EST¥OUEST

Relations.

De passage à Berlin-Ouest à l’occasion de la célébration du 750e anniversaire de la ville, M. Reagan met au défi M. Gorbatchev d’« abattre le mur ».

AFRIQUE DU SUD

L’état d’urgence qui avait été instauré en juin 1986 est reconduit pour une année supplémentaire.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Justice.

Au terme de six mois de débats, l’ex-empereur Jean Bedel Bokassa est condamné à mort par la cour criminelle de Bangui.

Samedi 13

FRANCE

Partis politiques.

Au terme de sa conférence nationale, qui a débuté le 12, le Parti communiste désigne à l'unanimité M. André Lajoinie comme son

candidat officiel pour les élections présidentielles de 1988.

Justice.

Fin du procès des trois membres d'Action directe commencé le 3, avec la condamnation de Régis Schleicher à la réclusion à perpétuité, de Nicolas Halfen à dix ans de prison et l'acquittement de Claude Halfen (3).

Industrie automobile.

La firme Peugeot présente la 405, son nouveau modèle qui doit être commercialisé au début du mois de juillet.

Dimanche 14

FRANCE

Judaïsme.

M. Jo Sitruk, grand rabbin de Marseille, est élu grand rabbin de France en remplacement de M. René-Samuel Sirat, dont le mandat doit expirer le 1er janvier 1988.

Marche.

Pour la cinquième fois, dont la troisième consécutive, le Français Roger Quemener s'adjuge la course Paris-Colmar, couvrant les 518 km en 64 h 59′ (7,971 km/h).

RFA

Partis politiques.

M. Hans-Jochen Vogel est élu président du Parti social-démocrate à la place de M. Willy Brandt, nommé président d'honneur à vie.

Lundi 15

FRANCE

Terrorisme.

Arrestation à Paris de quatre Italiens membres des Brigades rouges, dont Mauri-

downloadModeText.vue.download 76 sur 517

zio Locusta, meurtrier présumé du général Giorgieri (20 mars).

Privatisations.

20 858 000 actions de la Société générale, soit 48,49 p. 100 du capital, sont proposées à la vente aux particuliers, au prix de 407 F l'une.

ITALIE

Élections législatives.

La démocratie chrétienne reste le premier parti avec 34,3 p. 100 des voix ; le parti socialiste est en nette progression avec 14,3 p. 100 des suffrages tandis que le recul du parti communiste (26,6 p. 100) profite aux Verts, qui, avec 2,5 p. 100 des voix, font pour la première fois leur entrée au Parlement.

Terrorisme
→ France

Mardi 16

FRANCE

Réfugiés.

Le président de l'Association des travailleurs du Kurdistan en France (ATKF), M. Husseyin Akadunduz, est assassiné à Paris par des Kurdes appartenant à un mouvement rival.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Vie politique.

L'émir de Chardja, Cheikh Sultan ibn Muhammad al-Qassimi, est victime d'un coup d'État mené par son frère aîné, Cheikh Abd al-Aziz. Après de longues négociations, Cheikh Sultan est rétabli dans ses fonctions le 24 et son frère nommé prince héritier.

Mercredi 17

FRANCE

Terrorisme.

Alors que le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, regagne Paris au terme d'un voyage de trois jours en Corse, marqué par la fermeté de ses propos contre le terrorisme nationaliste, le docteur Jean-Paul Lafay, vétérinaire, président d'une association d'aide aux victimes du terrorisme, est assassiné à Ajaccio. L'attentat, qui n'est pas revendiqué, est attribué à l'ex-FLNC.

INDE

Vie politique.

À l'issue des élections législatives organisées dans l'État de l'Haryana, le Parti du Congrès, qui était au pouvoir, subit une écrasante défaite au profit du Lok Dal, le Parti du peuple.

Jeudi 18

CEE

Arméniens.

Le Parlement européen adopte une résolution reconnaissant le génocide arménien de 1915 en Turquie.

FRANCE

Académie française.

Élection de M. André Frossard au fauteuil du duc de Castries et de M. Georges Duby à celui de Marcel Arland.

GRANDE¤BRETAGNE ¤ IRAN

Relations internationales.

Les gouvernements britannique et iranien réduisent à un seul diplomate leurs représentations diplomatiques respectives.

VIÊT¤NAM

Politique intérieure.

L'assemblée nationale élit M. Pham Hung comme Premier ministre et M. Vo Chi Cong comme président du Conseil d'État. M. Le
downloadModeText.vue.download 77 sur 517

Quang Dao devient président de l'Assemblée nationale.

Vendredi 19

FRANCE

Défense.

À Bonn, au cours d'une réunion du comité directeur de la CDU, le chancelier allemand Helmut Kohl suggère la création d'une brigade franco-allemande, dans le cadre de la coopération militaire entre la France et la RFA. M. François Mitterrand déclare approuver cette « direction ».

Diplomatie.

M. François Mitterrand ajourne la cérémonie de remise des lettres de créance de l'ambassadeur d'Afrique du Sud, prévue pour le 24, mesure symbolique de protestation contre le maintien en détention, depuis le 23 octobre 1986, du coopérant français Pierre-André Albertini (7 sept, et 2 oct.).

ESPAGNE

Terrorisme.

Sur un parking de Barcelone, une bombe placée dans une voiture provoque la mort de quinze personnes et en blesse trente-neuf autres. Cet attentat, qui est le plus meurtrier de ces douze dernières années, est revendiqué par l'ETA-militaire. L'organisation séparatiste basque déclare toutefois regretter cette « grave erreur ».

RFA
→ France

AFRIQUE DU SUD
→ France

Samedi 20

SPORT

Rugby.

À Auckland, l'équipe néo-zélandaise des All Blacks remporte la première Coupe du

monde, en battant la France sur le score de 29 à 9.

FRANCE

Syndicats.

Au cours du congrès de la CFE-CGC (Confédération française de l'encadrement), M. Paul Marchelli est réélu président par 84,4 p. 100 des voix.

Dimanche 21

FRANCE

Aéronautique.

Lors de son discours de clôture du 37e salon du Bourget, M. Jacques Chirac confirme la mise en service du Rafale comme avion de combat de l'armée française, en 1996.

TURQUIE

Terrorisme.

Pendant la nuit du 20 au 21, au hameau de Pinarcik (province de Mardin), proche de la frontière syrienne, trente villageois sont tués par un commando de séparatistes kurdes.

Lundi 22

FRANCE

Vie politique.

M. François Mitterrand effectue une visite de deux jours en Basse-Normandie, au cours de laquelle il nie tout « déclin » de la France.

Le débat radiodiffusé organisé par RTL entre MM. Jospin et Le Pen constitue la première confrontation du président du FN avec un autre chef de parti depuis l'entrée de sa formation à l'Assemblée, et le premier face-à-face s'inscrivant dans la perspective des élections présidentielles de 1988.

Société.

M. Jacques Chirac installe la « commission de la nationalité », présidée par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'État ; ses
downloadModeText.vue.download 78 sur 517

seize membres ont pour mission de réflé-

chir à une réforme éventuelle du code de la nationalité, à laquelle le gouvernement a pour l'instant renoncé.

Protection sociale.

Les premiers États généraux de la Sécurité sociale sont convoqués à Blois (Loir-et-Cher). Ils se déroulent par la suite, dans tous les départements, du 29 juin au 10 juillet.

Faits divers.

Marie-France Hégui, militante d'Iparretarak évadée de la prison de Pau dans la nuit du 13 décembre 1986 (éd. 1987), et le policier Roger Latassa meurent percutés par un train, près de Biarritz, au cours d'une course-poursuite entre leurs deux véhicules. Un autre terroriste qui accompagnait la jeune femme est arrêté.

IRAQ-IRAN

Guerre.

Au terme de cinq mois de négociations, les cinq grands du Conseil de sécurité des Nations unies (EU, URSS, Chine, France, Grande-Bretagne) présentent leur projet de résolution sur le conflit, qui exige l'application immédiate du cessez-le-feu.

ISRAËL

Diplomatie.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Shimon Pérès, entame une tournée européenne qui le conduit en Grande-Bretagne, en RFA, en France, où il est reçu par MM. Mitterrand, Chirac et Raimond les 24 et 25, afin de défendre le projet d'une éventuelle conférence internationale de paix au Proche-Orient, dont les contours ont été mis au point à la fin du mois d'avril, par des représentants des gouvernements israélien, jordanien et américain.

ÉTATS-UNIS

« Le meilleur danseur

du siècle »

Fred Astaire est mort à Los Angeles le 22 juin, à l'âge de 88 ans, des suites d'une pneumonie.

Danseur de claquettes, chanteur, acteur de

comédies musicales, Frederick Austerlitz, fils d'un immigré autrichien, naît le 10 mai 1899 à Omaha (Nebraska). Alors qu'il n'a pas cinq ans, sa mère l'inscrit à des cours de danse avec sa soeur Adèle, son aînée de huit mois. Deux ans plus tard, rebaptisés Astaire, les deux enfants forment un duo de music-hall qui les rend célèbres en 1916 à Broadway, et bientôt dans tous les États-Unis ainsi qu'à Londres.

En 1932, Adèle abandonne la danse pour épouser un lord ; c'est une période d'incertitude pour Fred, qui est heureux d'accepter les offres de David O. Selznick, à la RKO, et tourne sa première comédie musicale, Carioca, en 1933. Il inaugure là son association avec Ginger Rogers, qui dure le temps de réaliser neuf films au total, ceux de Mark Sandrich et de George Stevens principalement. Top Hat (1935) immortalise sa queue-de-pie et son britannique huit-reflets ; son style est fixé, qui s'affirme dans Swingtime, (1936) [Sur les ailes de la danse], Amanda (1938), etc.

Couple complice, idéal à l'écran, Ginger et Fred se séparent pourtant en 1939. Ni Eleanor Powell, ni Poulette Goddard, ni Rita Hayworth, entre 1940 et 1943, ne réussissent vraiment à remplacer Ginger, et la popularité de Fred Astaire décline.

Grâce à Arthur Freed, qui lui fait danser quatre sketches des Ziegfield Follies (1946), et à la MGM, où il entre alors, il renoue avec la gloire. Il vient aussi de rencontrer
downloadModeText.vue.download 79 sur 517

Gene Kelly, son antithèse au physique, aussi athlétique que lui-même est petit et frêle ; il danse avec lui dans Yolanda et le Voleur, en 1945. Après la Mélodie du bonheur (1946), Fred Astaire déclare qu'il se retire. Pourtant, il accepte de remplacer Gene Kelly, immobilisé par une cheville blessée.

Une ère nouvelle commence alors : ses partenaires sont Judy Garland, Audrey Hepburn et surtout Cyd Charysse, avec lesquelles il tourne Parade de printemps (1948), Entrons dans la danse (1949), Mariage royal (1951), où il danse au plafond, la Belle de New York (1952), Tous en scène (1953), Papa longues jambes (1955). Modeste, « le meilleur

danseur du siècle », comme l'appelle George Balanchine, explique : « mes chaussures ont du talent » ; il approche alors la soixantaine, mais sa silhouette est toujours aussi élancée. Il se tourne alors vers la télévision et ses shows, et joue dans des films non musicaux, du Dernier Rivage (1959) au Fantôme de Milburn (1981), sans oublier la Tour infernale (1974) et le Taxi mauve (1977).

En 1980, dix-sept ans après avoir perdu sa première femme, Phyllis Potter, il épouse une jeune jockey de 36 ans, Mlle Robyn Smith, et se retire avec elle en Irlande, où il vit entouré de ses chevaux, sa seule passion après la danse.

Mardi 23

FRANCE

Gouvernement.

Le secrétaire d'État à la Culture, M. Philippe de Villiers, démissionne pour occuper le siège de député de la Vendée, qui lui revient après le décès de Vincent Ansquer.

Droit du travail.

Après l'Assemblée nationale, le 12, le Sénat adopte l'amendement Lamassoure, qui rétablit, dans le secteur public, la « règle du trentième indivisible », soit la retenue d'une

journée complète de salaire pour tout arrêt de travail inférieur ou égal à une journée.

Faits divers.

Sur la Seine, à la hauteur d'Aizier (Eure), en amont de Tancarville, le pétrolier japonais « Fuyoh Maru », à la suite d'une avarie de barre, éperonne un autre pétrolier battant pavillon grec, le « Vitoria », qui explose. Le bilan est de deux morts, quatre disparus et de plusieurs dizaines de blessés ; l'accident n'entraîne pas de risque sérieux de pollution.

HONGRIE

Gouvernement.

Le plénum du Comité central du parti communiste décide des changements notables au sein de l'équipe dirigeante ; M. Karoly Grosz devient Premier ministre, et le secrétaire à l'idéologie, M. Janos Berecz, entre au Bureau politique.

PÉROU

Gouvernement.

Démission du Premier ministre, M. Luis Alva Castro, et de l'ensemble de son cabinet.

Mercredi 24

FRANCE

Partis politiques.

M. Pierre Juquin, chef de file des « rénovateurs », démissionne du comité central du parti communiste.

Aménagement du territoire.

Le tribunal administratif de Poitiers annule la déclaration d'utilité publique des travaux de construction du pont de l'île de Ré ; mais cette décision ne doit pas entraver la poursuite des travaux.
downloadModeText.vue.download 80 sur 517

CHRONOLOGIE

79

Jeudi 25

FRANCE

Parlement.

Le sénateur Jacques Larché (RI) est élu président de la Haute Cour de justice.

Rapatriés.

À Nice, jusqu'au 28, plusieurs dizaines de milliers de pieds-noirs et de harkis commémorent le vingt-cinquième anniversaire de leur arrivée en France, lors de l'indépendance de l'Algérie.

Transports aériens.

À la grève des aiguilleurs du ciel viennent s'ajouter les arrêts de travail du personnel au sol des aéroports, puis, les 29 et 30, ceux des pilotes et des mécaniciens. Les navigants, qui protestent contre la suppression du troisième poste sur le futur Airbus A 320, perturbent ainsi fortement le trafic des départs en vacances.

Justice.

Dans le cadre de l'affaire Villemin, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon ordonne l'ouverture d'un supplément d'information.

Presse.

En dépôt de bilan depuis le 6 mai et privé de ses principaux actionnaires depuis le 12 juin, le Matin est confié à un groupe de douze salariés du journal par le tribunal de commerce de Paris.

AUTRICHE
→ Vatican

VATICAN

Relations internationales.

Le chef de l'État autrichien, M. Kurt Waldheim, est reçu par le pape Jean-Paul II. Cette rencontre suscite les protestations du Congrès juif mondial – qui met en cause l'activité de M. Waldheim pendant la pé-

riode nazie –, et aussi de Mgr Decourtray, primat des Gaules.

Vendredi 26

FRANCE

Terrorisme.

Charles Pieri, membre de l'ex-FLNC, dont la photo avait été affichée avec celles de cinq autres personnes après l'assassinat du docteur Lafay (17), est arrêté près de Figareto (Haute-Corse).

URSS

Vie politique.

MM. Viktor Nikonov, Nikolaï Slyounkov et Aleksandr Yakovlev sont élus membres de plein droit du Bureau politique du parti communiste et M. Dimitri Yazov, nouveau ministre de la Défense, devient membre candidat sans droit de vote. Le 30, le Soviet suprême entérine toute une série de réformes destinées à stimuler l'économie et à permettre l'ouverture d'un débat sur les problèmes de la société soviétique.

Samedi 27

FRANCE

Criminalité.

Deux fillettes sont retrouvées mortes en région parisienne, victimes d'un sadique : Perrine Vigneron, 7 ans, disparue depuis le 3 juin, est découverte dans un champ, près de Chelles (Seine-et-Marne) ; Sabine Dumont, 10 ans, enlevée le jour même, est retrouvée à Vauhallan (Essonne).
downloadModeText.vue.download 81 sur 517

JOURNAL DE L'ANNÉE ¥ ÉDITION 1988

80

Dimanche 28

ALGÉRIE

Relations internationales.

La visite officielle de quatre jours du colonel Kadhafi à Alger consacre l'amélioration des relations algéro-libyennes.

Lundi 29

FRANCE

Économie.

La Banque de France baisse d'un quart de point ses taux d'intérêt ; le taux-plancher passe de 7,75 p. 100 à 7,50 p. 100, le taux-plafond de 8,25 p. 100 à 8 p. 100.

Transports aériens.

Les aiguilleurs du ciel suspendent leur grève jusqu'au 5 juillet (25 juin).

Télévision.

Début de la vente au public des actions de

TF1 privatisée, soit 7,6 millions de titres, représentant 40 p. 100 du capital de la chaîne, au prix de 165 F l'une.

HAÏTI

Troubles.

Début d'une grève générale en protestation contre le décret du 22 qui fixait les règles des élections locales d'août et des élections présidentielles du 7 novembre, en tendant à les

placer sous le contrôle du général Régala, ministre de l'Intérieur. Le décret est abrogé le 2 juillet, après cinq jours d'affrontements.

Mardi 30

CEE

Agriculture.

À l'issue du sommet des Douze, réuni à Bruxelles depuis le 29, la RFA accepte de signer avec la France l'accord de démantèlement des montants compensatoires monétaires, qui pénalisaient les exportations

françaises, permettant ainsi de fixer les prix agricoles pour 1987-1988.

FRANCE

Société.

L'Assemblée nationale adopte définitivement les textes de lois relatifs à la publicité des boissons alcoolisées et à la lutte contre l'alcool au volant.

PALAU

Relations internationales.

À l'issue d'un référendum, le projet d'accord avec les États-Unis, qui fourniraient une aide économique en échange de l'utilisation d'une partie de l'île par leur armée, est approuvé par 68 p. 100 des votants ; toutefois, l'installation d'éventuelles armes nucléaires aurait nécessité une modification de la Constitution qui aurait dû recueillir les 3/4 des suffrages.

Le mois de Jules Roy

Ma mère naquit en 1871 à Sidi-Moussa. à une vingtaine de kilomètres au sud d'Alger. Elle était la fille d'un paysan de Franche-Comté et d'une paysanne de l'Ariège qui s'étaient rencontrés vers 1850 à Boufarik au moment du grand afflux des colons. Il en venait de partout et de toute la Méditerranée, alléchés par les conditions mirobolantes du gouvernement français : on leur offrait vingt-cinq hectares de la plaine de la Mitidja, ou quinze peut-être ; c'était le pactole, l'eldorado.

Les miens se marièrent, bâtirent une ferme, défrichèrent et eurent six enfants. Mon grand-père mourut des fièvres, mon oncle

Jules continua avec un indigène et des boeufs, mon oncle Désiré avait une entreprise de machines pour défoncer les terres et battre le blé, mon oncle Hippolyte était boucher, les filles se marièrent. D'un premier mariage, ma mère eut un fils qui fut mécanicien sur les chemins de fer ; d'un second, avec un institu-
downloadModeText.vue.download 82 sur 517

teur aux goûts d'aventure, je naquis. Le soir, l'oncle Jules lisait à haute voix la Dépêche algérienne à laquelle nous étions abonnés. Le monde m'apparaissait comme une suite de royaumes immenses et inaccessibles, la France comme une patrie lointaine. Je vis le fléau des sauterelles, la famine des Arabes. Nous étions les héros, les conquérants, les maîtres. Les hommes se rassemblaient au café du village, c'était le Far West, on entendait parfois des coups de fusil. La nuit, le cri des chacals et le muezzin.

En 1914, les hommes partirent à la guerre, les indigènes s'engagèrent en masse. Il y eut beaucoup de morts. Alger devint une grande ville moderne. L'Algérie divisée en trois départements était gouvernée par des préfets et un gouverneur général. Jusqu'à la guerre de 1939, il n'y eut pratiquement qu'un statut : en faveur des Européens.

Le coeur sur la main, laborieux, fous de mots et de soleil, les Européens, minoritaires au recensement de la population, ont toujours craint d'être submergés et ont repoussé tant qu'ils ont pu l'égalité des droits. Les indigènes servaient la France, qui leur octroyait quelques faveurs. Certains d'entre eux devenaient employés de mairie, instituteurs, officiers subalternes, avocats, pharmaciens. À part une caste de caïds et un troupeau de béni-oui-oui, l'immense majorité des autres, petits commerçants ou petits agriculteurs, vivaient entre eux. La question indigène, tant de fois sur le tapis, ne fut jamais résolue. Au moment des guerres, le indigènes étaient embrigadés, se battaient avec ardeur et mouraient pour la France. Les choses changèrent avec l'arrivée des Américains en 1942. Ferhat Abbas brandit son fameux manifeste.

Le pactole n'appartint jamais qu'à une minorité infime. La plupart des colons périrent de maladies ou dans les guerres. La ferme des miens fut engloutie. L'immense majorité de

la communauté qu'on appela vers 1950 les pieds-noirs ne possédait d'ordinaire qu'une maison et un emploi, mais ils vivaient dans

une région heureuse, colorée, candide, et dans la hantise de conserver les faveurs dont ils croyaient avoir hérité. Trompés par les lobbies qui les menaient et par la faiblesse des gouvernements de la République, aveugles aussi devant les événements et sourds à tous les avertissements, ils se laissèrent surprendre par l'évolution des idées et par la révolte de 1954. Le sang coula. De Gaulle, qu'ils rappelèrent au pouvoir, fut le fer de leur destin. Ils furent rapatriés, ce fut le temps des larmes et du dénuement. Plus malheureux qu'eux furent les harkis, reniés par les leurs et trahis par la France. À présent, fortement rétablis dans la nation, les pieds-noirs commémorent leurs deuils en famille, ou solennellement, comme ils viennent de le faire à Nice, à la fin de ce mois, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de leur retour. Avec eux, la France a vécu un rêve d'épopée. Ils furent les dindons de la farce.

JULES ROY

Météo : le Printemps

À l'exception de la deuxième quinzaine d'avril, ensoleillée et estivale, le printemps 1987 fut largement dominé par des types de temps quasi hivernaux.

Du 21 mars au 2 avril, la France connaît un épisode relativement doux suivi par un épisode froid. Les pluies assez abondantes et les vents souvent violents (124 km/h à Carteret, 156 km/h à Barfleur, 119 km/h à Lille le 27 mars) sont en accord avec l'alternance de flux d'ouest et de flux de nord perturbés qui caractérise la circulation atmosphérique au cours de cette période. Malgré le froid des deux premiers jours, le mois d'avril est plus chaud que la normale. Des records sont même battus entre le 15 et le 30 : 21 °C à Lorient le 16, 24,6 °C au Touquet le 24, 27,3 °C à Carcassonne, le 27, 19,9 °C à Lann Bihoué le 29, pour les températures maximales éledownloadModeText.vue.download 83 sur 517

vées, ou encore 22,1 °C à Apt-Saint-Christol le 19, 15,1 °C à Saint-Étienne, 14,6 °C à Ambérieu, 13 °C à Lyon-Bron le 29 avril,

pour les températures minimales élevées. Les seules régions à ne pas bénéficier de cette chaleur anormale sont le Sud-Est et la Corse, où une nébulosité importante se maintient tout au long de la dernière décade.

La quasi-totalité des pluies a été enregistrée pendant la première quinzaine. Souvent faibles et discontinues, ces précipitations, inférieures aux normales, sont imputables à un flux perturbé de SO (du 2 au 9) puis à un flux humide et frais de NO à N (du 10 au 13) déterminés par le champ de pression évoluant sur l'Europe de l'Ouest. Des pluies abondantes et intenses ont été observées, cependant, en Ardèche : 122 mm à Pont-de-Mont-vert, 118 mm à Pied-de-Bosne le 3 ; en Haute-Loire : 122 mm à Fay-sur-Lignon entre 12 heures TU (Temps universel) le 2 et 6 heures TU le 4 ; et en Isère : 33 mm à Saint-Martin-d'Hères le 9. L'enneigement est bon sur l'ensemble des massifs, comme l'indiquent les quelques relevés suivants : Les Arcs 75-230, Mégève 10-150, La Plagne 150-320, Serre-Chevalier 40-150, Superbagnères 20-110 le 15 avril. À la fin du mois, le bilan hydrique des sols est satisfaisant sur la majeure partie du territoire à l'exception toutefois de l'Alsace méridionale, du littoral et des plaines du Languedoc, du Roussillon et de la Provence.

En France, neige de mai

En Chine, feux de forêts

En mai, c'est le temps qui fait ce qui lui plaît. Les températures sont très inférieures aux moyennes, notamment dans le Nord, le Nord-Est et le Centre-Est. En attestent les quelques records suivants : 6,2 °C à Lyon-Bron, 5,2 °C à Vichy le 24, 8,2 °C à Mâcon le 5 pour les maximales basses ; 0,5 °C à Auch le 8, 4,1 °C à Hyères le 15, 0,9 °C à Lyon-Satolas le 23 pour les minimales basses. Aux épisodes froids qui se sont succédé au cours du mois

(du 2 au 6, du 11 au 23 et du 27 au 31) se sont ajoutées des intempéries typiquement hivernales et en particulier d'abondantes chutes de neige sur les massifs du Centre-Est et de l'Est à partir de 600 m d'altitude. En Auvergne, cette offensive tardive de l'hiver (50 cm de neige dans le Forez et le Livradois) a fortement perturbé la circulation routière et la distribution d'électricité (3 500 abonnés ont été privés de courant le 4 mai). Les pluies sous forme d'averses localement fortes (17 mm en une heure à Tours le 18, 20 mm à Dammartin en 6 heures le 26) ont été excé-

dentaires dans le Nord-Est, normales dans le Nord et le Centre-Est et déficitaires sur le reste du pays. Le caractère des précipitations, la forte nébulosité, la médiocre insolation et surtout le froid qui ont marqué le mois de mai sont imputables à une série de perturbations circulant dans un flux de nord (nord-ouest à nord-est). Au 31 mai, le bilan hydrique des sols est très déficitaire (R/RU inférieur à 40 p. 100) dans le Sud-Est, dans le Midi-Pyrénées, en Aquitaine, en Orléanais et en Berry, dans les Pays de Loire et en Charentes. Il est à noter que, du 6 au 25 mai, de gigantesques feux de forêts, dus à la sécheresse et à des vents violents, ont ravagé la province chinoise de Heilongjiang et la partie du territoire soviétique située à l'ouest de l'Argoun. En Chine, le bilan est extrêmement lourd : 200 morts, 50 000 sans-abri (la ville de Xilinji est totalement détruite) et 600 000 hectares de forêt réduits en cendres.

Juin sans soleil : orages et grêle

Juin est un mois frais et exceptionnellement pluvieux. Le soleil ne fait que de rares apparitions et, pour certaines stations comme celles de Paris-Montsouris, de Saint-Martin-d'Hères, de Dijon ou de Phalsbourg, jamais l'insolation n'a été aussi faible. Il est vrai que, du 2 au solstice d'été, les épisodes pluvieux et pluvio-orageux n'ont pas cessé de se succéder sur la majeure partie du pays, à l'exception de la Corse et de la Provence. Les pluies orageuses, parfois accompagnées de vents vio-
downloadModeText.vue.download 84 sur 517

lents, les chutes de grêle et même les chutes de neige observées le 16 juin sur le mont Lozère, sur les monts d'Aubrac et sur la Margeride, au-delà de 1 300 m d'altitude, témoignent de la fréquence des perturbations (d'ouest du 2 au 6, de sud-ouest du 10 au 14 et de nord-ouest du 15 au 20 juin) et du conflit qui, du 7 au 9 juin, a opposé une masse d'air chaud et humide venue d'Espagne à une masse d'air froid et instable issue des îles Britanniques. Ces phénomènes atmosphériques expliquent les records de pluie mesurés à Rennes (78 mm pendant la première décade)

ou à Château-Chinon (106 mm pendant la deuxième décade).

Au terme de ce printemps maussade, les

réserves en eau des sols sont normales ou excédentaires sur l'ensemble de la France, sauf dans les Hautes-Pyrénées et en Ariège. La persistance de températures inférieures aux normales dans la moitié nord du pays se traduit par un net retard de croissance et de développement du maïs, du tournesol et du soja.

PHILIPPE C. CHAMARD
downloadModeText.vue.download 85 sur 517

JOURNAL DE L'ANNÉE ¥ ÉDITION 1988

84

Juillet

Mercredi 1er

FRANCE
Relations internationales

→ Finlande

Enseignement supérieur.

Création par M. Jacques Valade, ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, de la commission Demain l'université, composée de soixante-neuf membres chargés de définir les orientations qui seront données à l'université du futur.

FINLANDE

Relations internationales.

M. François Mitterrand arrive à Helsinki pour une visite officielle de trois jours.

JAPON

Économie.

Démission du président et du directeur général de Toshiba. La veille, le Sénat américain avait voté des sanctions visant à interdire toute importation aux États-Unis de matériel de la firme japonaise, accusée d'avoir vendu à l'URSS du matériel stratégique, violant ainsi les règles du COCOM, organisme qui contrôle le marché avec les pays communistes.

ÉTATS¥UNIS

Justice.

M. Robert Bork, conservateur affirmé, est nommé président de la Cour suprême par le président Reagan en remplacement de M. Lewis Powell. Cette nomination, qui

doit recevoir l'aval du Congrès, est très critiquée par les démocrates qui craignent que le passage de cette instance sous majorité républicaine ne remette en cause les acquis antérieurs en matière de droit.

Commerce international

→ Japon

BRÉSIL

Politique économique.

Le gouvernement annonce la suspension du remboursement d'une partie des intérêts de sa dette envers le Club de Paris. Cette décision intervient au lendemain d'une journée d'émeutes antigouvernementales à Rio de Janeiro, au cours de laquelle 47 personnes ont été blessées.

Jeudi 2

FRANCE

Presse.

Hachette prend le contrôle du groupe marseillais le Provençal, créé par Gaston Defferre.

Vendredi 3

FRANCE

Musique.

À l'occasion du cinquantenaire de la disparition de Maurice Ravel, le festival de Divonne-les-Bains présente la Tzigane, dans sa version originale interprétée sur un luthéal, piano à queue transformé pour donner des sonorités semblables à celles du cymbalum.

URSS

Relations internationales.

À l'issue de la visite officielle de deux jours de M. Rajiv Gandhi, chef de l'État indien, signature d'un important accord de coo-

pération scientifique et technique entre les deux pays.

Dissidence.

Parution du premier numéro de Glasnost, bulletin préparé par les militants des droits de l'homme.

INDE
→ URSS

Samedi 4

FRANCE

Justice.

Après huit semaines de débats, la cour d'assises de Lyon condamne Klaus Barbie à la réclusion perpétuelle.

Un procès historique

Le 4 juillet, après plus de six heures de délibérations, la cour d'assises de Lyon condamne Klaus Barbie à la réclusion à perpétuité.

Après un procès de huit semaines, dont chacun se plaît à reconnaître la dimension historique, la valeur pédagogique et le caractère exemplaire, l'ancien chef de la Gestapo de Lyon, déjà condamné à mort par contumace pour crimes de guerre en 1952 et en 1954, est reconnu coupable de 17 crimes contre l'humanité : tortures, déportations, exécutions... Le procès s'est ouvert le 11 mai dans un prétoire spécialement aménagé dans la salle des pas perdus du palais de justice de Lyon, où se pressaient depuis plusieurs jours près de 700 journalistes venus du monde entier.

Le 13 mai, après deux jours consacrés à la lecture de l'acte d'accusation et aux interrogatoires, Klaus Barbie, qui se présente comme le citoyen bolivien Klaus Altmann, quitte le prétoire et refuse de comparaître aux audiences, arguant de sa situation d'« otage » enlevé illégalement de Bolivie. Il ne fera plus

que trois apparitions au tribunal sur ordre du président André Cerdini : le 26 mai et le 5 juin, afin d'être confronté avec des témoins qui n'ont jamais été mis en sa présence, et, enfin, le 3 juillet, avant le verdict. Du 20 mai

au 5 juin, plus de cent témoins défilent à la barre, rescapés des camps de déportation, victimes et familles des victimes du « boucher de Lyon », auxquels succèdent, jusqu'au 12, les dépositions des témoins dits « d'intérêt général » qui n'ont pas connu l'accusé, mais qui tous, juifs ou anciens résistants, viennent « rendre justice à la mémoire ».

Ouvrant les plaidoiries des 39 avocats représentant les parties civiles, Me Serge Klarsfeld, l'un des principaux artisans du retour en France de Klaus Barbie, prend la parole le 17 juin, au nom des enfants juifs d'Izieu, déportés en 1944.

Le 30 juin, le procureur général Pierre Truche, après un réquisitoire de deux jours, réclame la réclusion criminelle à perpétuité retenant contre l'accusé cinq chefs d'inculpation sans circonstance atténuante. À partir du 1er juillet, l'avocat de la défense, Me Jacques Vergès, assisté de Me Jean-Martin M'Bemba et de Me Nabil Bouaïta, évoque les « holocaustes en sous-sol », les guerres du colonialisme, le massacre de Sabra et Chatila. Le 3 juillet, Me Vergès réclame l'acquittement pour son client, dont il nie les responsabilités dans la rafle de l'Union générale des israélites de France et ses 84 juifs déportés, dans la mort des 44 enfants d'Izieu et dans le départ, en août 1944, du dernier convoi emmenant près de 700 personnes vers les camps d'extermination.

Après le verdict, l'avocat, qui, à sa sortie du palais de justice, est hué par la foule, dépose un pourvoi en cassation. Mais Klaus Barbie, qui fait l'objet d'une nouvelle inculpation le 26 juin, aura encore à répondre, lors d'un second procès, de l'arrestation à Caluire et de la déportation de deux compagnons de Jean Moulin, Bruno Lavat et André Lassagne.
downloadModeText.vue.download 87 sur 517

Dimanche 5

SPORT

Tennis.

Vainqueur d'Ivan Lendl en trois sets, l'Australien Pat Cash remporte les Internationaux de Wimbledon. La veille, l'Américaine Martina Navratilova avait remporté la

finale dames devant l'Allemande Steffi Graf.

CORÉE DU SUD

Troubles.

À l'université de Yonsei, de violents affrontements opposent les étudiants aux forces de l'ordre après l'annonce du décès d'un manifestant blessé en juin.

Lundi 6

FRANCE

Terrorisme.

Au Pays basque, les perceptions d'Iholdy et de Cambo sont détruites dans des attentats revendiqués par Iparretarrak, tandis qu'à Anglet l'un des poseurs de bombe est tué par l'explosion de son propre engin.

INDE

Troubles.

Au Pendjab, près de Chandigarh, 40 hindous passagers d'un autocar sont assassinés par des sikhs. Le lendemain, dans l'État voisin de l'Haryana, 36 hindous sont massacrés dans des circonstances similaires. Le 9, une grève générale de protestation est largement suivie à New Dehli.

ZAMBIE

Catastrophe.

Plus de 400 personnes sont portées disparues après le naufrage d'un ferry-boat sur le fleuve Luapula. Deux jours plus tard, des

centaines de corps déchiquetés par les crocodiles dérivent sur les eaux.

Mardi 7

FRANCE

Divisions administratives.

Le Conseil constitutionnel entérine le nouveau découpage administratif et électoral de la ville de Marseille.

RFA

Faits divers.

Après avoir percuté un restaurant, un camion-citerne explose et détruit tout un quartier de la ville d'Herborn, près de Francfort (4 morts ; 27 blessés).

LIBAN

Terrorisme.

Dans une cassette vidéo, Charles Glass, journaliste américain enlevé le 17 juin, avoue être un agent de la CIA. Les États-Unis démentent ces déclarations.

ÉTATS¥UNIS

Politique intérieure.

Lors de sa déposition devant la commission d'enquête sur l'Irangate, le lieutenant-colonel Oliver North ne met pas en cause le président Reagan dans le détournement des fonds en faveur de la Contra, mais accuse l'administration de la Maison-Blanche ainsi que l'ancien directeur de la CIA, William Casey. Le 15, le vice-amiral John Poindexter confirme l'ignorance dans laquelle a été tenu le président Reagan.
downloadModeText.vue.download 88 sur 517

CHRONOLOGIE

87

Mercredi 8

FRANCE

Politique économique.

M. Édouard Balladur annonce la suppression totale du contrôle des changes.

ISLANDE

Politique intérieure.

Formation du nouveau gouvernement de coalition dirigé par M. Thorsteinn Palsson, chef du parti de l'indépendance, allié au parti progressiste et au parti social-démocrate.

Jeudi 9

FRANCE

Société.

La session extraordinaire du Parlement

s'achève avec l'adoption définitive de quatre projets de loi dont ceux sur l'autorité parentale conjointe et sur le mécénat.

Enseignement.

Le Conseil de l'enseignement général et technique approuve un projet de décret visant à abroger le certificat d'études primaires. L'examen sera maintenu dans les DOM-TOM.

Transports aériens.

Le décret renforçant le service minimal en cas de grève dans la navigation aérienne parait au Journal officiel.

Culture.

Le quarantième festival d'Avignon s'ouvre avec la première représentation intégrale du Soulier de satin de Paul Claudel, dans une mise en scène d'Antoine Vitez.

CORÉE DU SUD

Vie politique.

2 335 opposants, dont M. Kim Dae Jung, bénéficient d'une amnistie générale. Le 10, le président Chun Doo Hwan abandonne ses fonctions à la tête du parti démocratique de la justice, dont la direction est confiée à M. Roh Tae Woo.

HAÏTI

Troubles.

À Port-au-Prince, plusieurs milliers de personnes assistent aux « funérailles symboliques » organisées à la mémoire des 23 victimes de la répression policière et militaire lors des manifestations antigouvernementales qui se sont déroulées après le 29 juin (23 et 29).

Vendredi 10

FRANCE

Sociétés.

Le groupe financier Investcorp est désigné pour reprendre la joaillerie Chaumet.

TURQUIE

Terrorisme.

Plus de trente personnes sont mortes, victimes de plusieurs opérations lancées, depuis le 8, par le parti des travailleurs du Kurdistan contre des villages proches de la frontière syrienne (19).

PANAMA

Troubles.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants réclament la démission du général Manuel Antonio Noriega (23 et 27).

Samedi 11

Population.

L'ONU célèbre la naissance du cinq milliardième habitant de la planète.

FRANCE

Terrorisme.

Deux militants d'Iparretarrak, dont Gabriel Mouesca, sont arrêtés près d'Argelès-Gazost (Hautes-Pyrénées), alors qu'ils dormaient sous une tente dans le massif de Cabaliros. Mouesca, qui était l'un des lieutenants
downloadModeText.vue.download 89 sur 517

de Philippe Bidart, chef de l'organisation terroriste basque, s'était évadé de la prison de Pau dans la nuit du 13 au 14 décembre 1986, grâce à l'intervention d'un commando d'Iparretarrak.

AUSTRALIE

Vie politique.

Pour la troisième fois consécutive, le parti travailliste de M. Bob Hawke remporte les élections législatives. Le 23, formation du nouveau gouvernement.

Dimanche 12

FRANCE
Prisons

Les prisons en question

Le 16 juillet, à Marseille, une centaine de détenus de la prison des Baumettes refusent de regagner leurs cellules après la promenade et mettent le feu à un atelier avant de se rassembler sur les toits. Après cinq heures d'émeutes, les dégâts sont considérables : conduites d'eau et circuits électriques saccagés, cellules incendiées ; un bâtiment abritant 850 hommes est rendu inutilisable.

Le mouvement de révolte dans les prisons est né, le 12, au quartier des femmes de Fleury-Mérogis, lorsque 200 prisonnières ont refusé de réintégrer leurs cellules pour protester contre les conditions de détention. À Fleury, où 500 femmes occupent 240 places, des travaux d'extension étaient prévus pour 1987. L'abandon brutal du projet avait amené le directeur, M. Dominique Fétrot, à protester vigoureusement auprès de la Chancellerie. Il venait de recevoir son avis de mutation à Rennes.

En quelques jours, la colère gagne d'autres maisons d'arrêt ; des mutineries éclatent à Loos-lès-Lille, au quartier des hommes de

Fleury-Mérogis, à Douai, à Rouen, à Caen, à Marseille et à Colmar. Le 17. M. Albin Chalandon, qui reconnaît que « la prison ne peut assurer sa fonction de réinsertion sociale du fait de la surpopulation », se déclare « prêt à augmenter le rythme des libérations conditionnelles ». Dès le 9 juillet, une circulaire du garde des Sceaux avait recommandé aux procureurs de recourir autant que possible aux peines de substitution, notamment aux travaux d'intérêt général.

Entassement, promiscuité, manque d'hygiène sont au centre des revendications des prisonniers. Avec, à la date du 1er juillet, 50 661 détenus pour 32 500 places et un taux de croissance de 12 p. 100 en un an, le surpeuplement pénitentiaire atteint un niveau jamais égalé. Les 15 000 places supplémentaires, nécessitant la construction de 29 nouvelles prisons dont le financement a été adopté définitivement le 11 juin à l'Assemblée nationale, ne seront pas disponibles avant 1989-1990.

13 août, les Baumettes brûlent de nouveau après une nouvelle poussée de colère de prisonniers, requérant l'intervention de puissantes forces de police. On relève une vingtaine de blessés dont plusieurs gardiens.

URSS

→ Israël

ISRAËL

Relations internationales.

Une délégation consulaire d'URSS arrive à Jérusalem, pour la première rencontre internationale depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, en 1967.

Lundi 13

NORD-SUD

CNUCED.

Lors de la VIIe Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, downloadModeText.vue.download 90 sur 517

CHRONOLOGIE

89

qui se tient à Genève du 9 juillet au 3 août, l'URSS décide d'adhérer au fonds commun destiné à stabiliser les prix des matières premières.

CEE

Politique extérieure.

À Copenhague, les ministres des Affaires étrangères décident de lever l'interdiction de tout contact de haut niveau avec la Syrie ; l'embargo sur les armes est maintenu.

FRANCE

Musique.

Lors de l'ouverture du festival d'Arles, Iannis Xenakis présente son nouveau concert-spectacle Tauriphanies, qui réunit sur scène des percussionnistes et des taureaux camarguais.

GRANDE-BRETAGNE

Justice.

La Chambre des lords décide d'extrader vers la Belgique 26 hooligans tenus pour responsables de la mort de 39 personnes, lors des événements du stade du Heysel à Bruxelles, le 29 mai 1985 (éd. 1986).

SYRIE
→ CEE

CORÉE DU SUD

Vie politique.

Formation d'un nouveau gouvernement ; M. Kim Chong Yul remplace M. Lee Han Key au poste de Premier ministre. Le 16, l'opposition demande sa démission.

INDE

Vie politique.

Candidat du Congrès, le parti de M. Rajiv Gandhi, M. Ramaswami Venkataraman, est élu à la présidence de la République. Le 25, il succède à M. Zail Singh.

Mardi 14

ÉGLISE CATHOLIQUE

Mgr Marcel Lefebvre

est reçu au Vatican par le cardinal Josef Ratzinger, préfet de la congrégation pour la Doctrine de la foi. Le 19, le chef de file des catholiques traditionnels déclare que l'entretien s'est soldé par un total désaccord (29 oct.).

FRANCE

Relations internationales.

Lors d'une visite officielle à Paris, le président tchadien, M. Hissène Habré, assiste au défilé militaire sur la place de la Concorde.

Catastrophe naturelle.

Situé sur les rives du Borne, le terrain de camping du Grand-Bornand (Haute-Savoie) est emporté par un torrent de boue provoqué par un orage d'une violence exceptionnelle (23 morts). Le 17, après une polémique sur les responsabilités de la catastrophe, M. Renaud Vié Le Sage, qui affirme que le site avait été déclaré dangereux, démissionne de ses fonctions de délégué aux risques majeurs.

PAKISTAN

Troubles.

À Karachi, près de 80 personnes sont tuées

par des explosions. Les attentats, non revendiqués, provoquent des manifestations qui dégénèrent en émeutes les jours suivants (22).

Mercredi 15

FRANCE

Indépendantistes.

Le Conseil des ministres ordonne la dissolution du mouvement basque Iparretarrak.

Bourse.

Symbole du palais Brongniart depuis 1827, la corbeille est remplacée par un nouveau groupe de cotation. Dès l'ouverture, les com-
downloadModeText.vue.download 91 sur 517

mis, qui remplacent désormais les agents de change dans leurs fonctions de coteurs, se mettent en grève pour protester contre l'exiguïté de l'espace qui leur est réservé.

TAIWAN

Politique intérieure.

Le président Chiang Ching-Kuo décrète la levée de la loi martiale en vigueur depuis 1949.

Jeudi 16

SPORT

Athlétisme.

À Paris, au stade Jean-Boum, le Marocain Saïd Aouita bat le record mondial du 2 000 mètres en 2′ 50″ 81. Le 22, à Rome, il améliore de plus de 2 secondes son propre record du 5 000 mètres (12′ 58″ 39).

FRANCE

Coopération militaire.

À l'occasion de la visite à Paris de M. Manfred Wörner, ministre ouest-allemand de la Défense, un accord de principe est conclu pour la construction d'un hélicoptère de combat franco-allemand.

Publicité.

Le premier groupe français, Eurocom, s'associe avec les groupes japonais et américain Dentsu et Young et Rubicam pour créer l'agence mondiale HDM, dont le marché couvrira trois continents.

GRANDE¥BRETAGNE

Transports aériens.

British Airways annonce son projet de fusion avec la British Caledonian, prenant ainsi plus de 80 p. 100 du marché britannique. Le 6 août, après les vives protestations des autres compagnies nationales, le ministre du Commerce et de l'Industrie saisit la commission des fusions et des

monopoles qui dispose de trois mois pour remettre son rapport.

RFA
→ France

URSS

Armée.

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères déclare publiquement que l'armée soviétique a subi des « pertes accrues » lors des six derniers mois en Afghanistan, où la résistance a acquis une « supériorité provisoire ».

AFGHANISTAN
→ URSS

CORÉE DU SUD

Catastrophe naturelle.

Les régions côtières des provinces de Kyongsan et de Kangwon, dans le Sud, sont ravagées par le typhon Thelma (300 morts).

NICARAGUA

Guérilla.

Avec l'attaque contre le poste militaire de San José de Bocay, au cours de laquelle 19 soldats nicaraguayens sont tués, la Contra revendique l'une de ses plus importantes victoires contre le gouvernement.

Vendredi 17

FRANCE
Relations internationales

France/Iran :

l'épreuve de force

Le 17 juillet, la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran est le résultat d'une crise qui s'ouvre début juin lorsqu'est délivrée une commission rogatoire contre Wahid Gordji, interprète officiel de
downloadModeText.vue.download 92 sur 517

l'ambassade d'Iran et principal interlocuteur du quai d'Orsay.

Le juge Gilles Boulouque, chargé de l'enquête sur les attentats de 1986 à Paris, demande l'interpellation du fonctionnaire de l'ambassade iranienne, qui doit être entendu comme témoin en raison de ses relations avec certains terroristes arrêté le 21 mars. Le 3 juin, la police constate que Wahid Gordji a disparu de son domicile. Le 29, elle met en place un contrôle des entrées et des sorties de l'ambassade d'Iran. L'Iran riposte en imposant un blocus total de la mission diplomatique française à Téhéran. Le 2 juillet, Wahid Gordji réapparaît publiquement à l'ambassade comme traducteur du chargé d'affaires, M. Gholam Reza Haddadi.

Le 5 juillet, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères, annonce l'arrêt de la procédure de normalisation des relations franco-iraniennes.

Le 11 juillet, un diplomate iranien en poste à Paris, M. Mohsen Aminzadeh, prétend avoir été frappé par des douaniers français de l'aéroport de Genève, qui voulaient fouiller son attaché-case. L'Iran accuse la France de brutalités et de vol de documents confidentiels. Le 13 juillet, un porte-conteneurs français, le Ville-d'Anvers, est mitraillé par deux vedettes dans le Golfe entre Koweït et Bahreïn ; le gouvernement français met en cause l'Iran et entend « faire valoir ses droits sur cette grave affaire ».

Le 14 juillet, M. Paul Torri premier secrétaire à l'ambassade de France à Téhéran, accusé d'espionnage et de trafics divers, est

entendu par le procureur de la Révolution islamique. Le 16 juillet, Téhéran menace de rompre les relations diplomatiques avec la France, si le « siège » autour de son ambassade n'est pas levé dans un délai de 72 heures. Le soir même à Paris, le dispositif policier est renforcé et, après un entretien à l'Élysée entre MM. François Mitterrand et Jacques

Chirac, le gouvernement prend l'initiative de la rupture.

Les jours suivants, l'épreuve de force persiste, avec un nouveau chantage aux otages détenus au Liban et les menaces lancées contre les intérêts français tant à Beyrouth qu'à Téhéran. Le 18, les autorités iraniennes étendent les accusations lancées contre M. Paul Torri à l'ensemble du personnel diplomatique français, qui se trouve dans l'impossibilité de quitter l'Iran.

À Paris, le juge Gilles Boulouque maintient sa demande d'audition de Wahid Gordji toujours retranché, en compagnie des diplomates iraniens, dans les locaux de l'ambassade, qui reste protégée par l'immunité diplomatique.

RDA

Société.

Le Conseil d'État annonce l'abolition de la peine de mort et une amnistie générale.

URSS

Cinéma.

Le Grand Prix du 15e festival international du film de Moscou est décerné à Intervista de Federico Fellini.

Samedi 18

GRÈCE

Météorologie.

Des centaines de personnes sont victimes d'une vague de très fortes chaleurs, qui atteint l'ensemble du bassin oriental de la Méditerranée. Le 28, le bilan s'élève à 878 morts recensés dans les seuls hôpitaux athéniens.

MOZAMBIQUE

Guérilla.

380 villageois sont tués à Homoine, à 400 km au nord-est de Maputo. Le massacre est attribué au mouvement de guérilla de la Résistance nationale mozambicaine
downloadModeText.vue.download 93 sur 517

(Renamo), qui dément formellement cette accusation.

Dimanche 19

PORTUGAL

Vie politique.

Le parti social-démocrate du Premier ministre, M. Anibal Antonio Cavaco Silva, remporte les élections législatives anticipées à la majorité absolue ; il obtient 148 des 250 sièges, contre 88 en 1985.

TURQUIE

Politique intérieure.

Levée de l'état de siège en vigueur dans les provinces de l'Anatolie orientale depuis 1978. Pour faire face à la recrudescence des opérations terroristes kurdes dans la région, un gouverneur régional doté de pouvoirs exceptionnels est nommé (10).

Lundi 20

ONU

Le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat entre l'Iran et l'Iraq. Le 21, le président iranien Ali Khamenei rejette cette résolution jugée « injuste », tandis que l'Iraq se déclare prêt à l'accepter.

CEE

Élargissement.

Le Maroc se porte officiellement candidat à l'adhésion au Marché commun. Sa candidature est officieusement repoussée par les pays membres dès le lendemain.

IRAQ¥IRAN
→ ONU

MAROC
→ CEE

Mardi 21

CEE

Environnement.

Les Douze adoptent plusieurs textes visant à réduire la pollution automobile. Ces directives, applicables dès octobre 1988 pour les moteurs de grosses cylindrées, prévoient l'utilisation d'essence sans plomb et l'introduction de pots d'échappement catalytiques.

FRANCE

Privatisations.

Les résultats de l'OPV lancée le 29 juin indiquent que 415 741 petits porteurs se sont portés acquéreurs de TF1.

Outre-mer.

Luc Reinette, chef présumé de l'ARC (Alliance révolutionnaire caraïbe), auteur de nombreux attentats en Guadeloupe, est arrêté dans l'île de Saint-Vincent en compagnie de trois autres militants indépendantistes. Extradés vers la Guadeloupe où ils sont inculpés le 25, ils sont transférés vers la métropole le lendemain.

Musique.

Le festival d'Aix-en-Provence présente Psyché, opéra de Lully, mis en scène par Jean-Claude Penchenat.

JAPON
→ États-Unis
downloadModeText.vue.download 94 sur 517

CHRONOLOGIE

93

ÉTATS¤UNIS

Défense.

À Washington, le Japon signe un accord prévoyant la participation de son industrie à l'IDS.

ÉQUATEUR

Armée.

Condamnation de 58 militaires responsables de la séquestration du chef de l'État Léon Febres Cordero, le 16 janvier (16 janv.).

Mercredi 22

EST-OUEST

Désarmement.

Dans un entretien accordé à un journal indonésien Merdeka, M. Gorbatchev se déclare prêt à liquider tous les missiles de moyenne portée, y compris ceux implantés dans la partie asiatique de l'URSS. Le 28, cette option « double zéro globale » est officiellement acceptée par les États-Unis.

FRANCE

Santé.

Le projet de loi relatif à la réforme des établissements hospitaliers est approuvé par le Conseil constitutionnel.

Industrie électronique.

Le groupe Thomson devient le troisième constructeur mondial de téléviseurs et de magnétoscopes en rachetant l'activité électronique grand public de General Electric, auquel il cède en échange sa filiale d'électronique médicale, la Compagnie générale de radiologie.

URSS

Espace.

Départ du vaisseau spatial Soyouz TM-3. Ses trois passagers, deux Soviétiques et un Syrien, doivent rejoindre la station Mir.

MOYEN-ORIENT

Guerre du Golfe.

Les deux premiers pétroliers koweïtiens placés sous pavillon américain pénètrent dans le Golfe, escortés par la marine des États-Unis. Le 24, l'un d'eux, le Bridgetown, est endommagé par une mine à proximité de l'île iranienne de Farsi.

PAKISTAN

Troubles.

À Karachi, le couvre-feu est instauré après les violents affrontements entre Pathans et Mouhajïrs qui, depuis le 19, ont provoqué la mort d'au moins 14 personnes. Le 28, alors qu'un ministère de l'Intérieur est créé, attribué à M. Nasim Ahmed Aheer, les combats ethniques se poursuivent (14).

Jeudi 23

ATLANTIQUE

Recherche sous-marine.

Au large de Terre-Neuve, une équipe franco-américaine, assistée du sous-marin de recherche le Nautile, commence les travaux d'exploration de l'épave du Titanic, échouée depuis 1912.

FRANCE

Industrie nucléaire.

Publication au Journal officiel du décret autorisant la construction du plus grand
downloadModeText.vue.download 95 sur 517

centre mondial de stockage de déchets nucléaires à Soulaines-Dhuys (Aube).

ÉTATS☒UNIS
→ Panama

HAÏTI

Troubles.

À Jean-Rabel, au nord-ouest de l'île, 225 paysans du groupement communautaire « Tous ensemble » sont massacrés après des affrontements avec d'autres villageois à la solde des grands propriétaires (9 et 29).

PANAMA

Relations internationales.

Suspension de l'aide économique et militaire des États-Unis (10 et 27).

Vendredi 24

FRANCE

Audiovisuel.

La CNCL publie la liste des radios autorisées à émettre sur la bande FM en région parisienne ; 97 fréquences sont attribuées alors que 304 dossiers avaient été déposés.

SUISSE

Terrorisme

Un DC-10 d'Air Afrique venant de Brazzaville est détourné sur Genève par un Libanais chiite, Hussein Ali Mohamed Harriri, qui exige de se rendre à Beyrouth et réclame la libération des Libanais emprisonnes en France et en RFA. Le pirate de l'air est arrêté après avoir abattu un passager français, Xavier Beaulieu. À Beyrouth, le Hezbollah en armes manifeste contre la France et appelle à des opérations-suicide.

Samedi 25

URSS

Minorités.

Pour la troisième journée consécutive, 300 Tatars manifestent sur la place Rouge à Moscou. Après un sit-in de 21 heures, ils se dispersent, ayant obtenu une entrevue avec le chef de l'État, M. Andreï Gromyko. Les Tatars, qui avaient manifesté pour la première fois le 6, réclament le droit de retourner en Crimée, d'où Staline les avaient déportés en 1944 (30).

SOUDAN

Politique intérieure.

Le gouvernement instaure l'état d'urgence pour un an en raison de l'insécurité qui règne dans les provinces du Sud.

Dimanche 26

Langue.

À Varsovie, ouverture du 72e Congrès mondial de l'espéranto, qui célèbre son centenaire (jusqu'au 1er août).

SPORT

Cyclisme.

Déjà vainqueur du Tour d'Italie, l'Irlandais Stephen Roche remporte le Tour de France, parti de Berlin-Ouest le 1er juillet. La Française Jeannie Longo gagne le Tour féminin.

FRANCE

Mode.

À Paris, à l'occasion des défilés de la mode automne-hiver, présentation très remarquée de la première collection de Christian Lacroix, ancien styliste de chez Patou, qui vient d'ouvrir sa propre maison de haute couture.
downloadModeText.vue.download 96 sur 517

CHRONOLOGIE

95

Lundi 27

FRANCE

Sociétés.

La Compagnie générale d'électricité rachète l'essentiel des actions détenues par M. Jimmy Goldsmith dans la Générale occidentale. L'homme d'affaires demeure président du groupe, dont il conserve 5 p. 100 des parts.

Planche à voile.

Parti de New York le 10 juin, Stéphane Peyron arrive à La Rochelle après avoir traversé l'Atlantique Nord en solitaire et sans assistance en 46 jours.

URSS

Justice.

L'agence Tass annonce l'exécution de Fedor Fedorenko, ancien gardien du camp de Treblinka, condamné à mort en 1986 après son extradition des États-Unis.

OUA

Présidence.

Lors de l'ouverture du sommet d'Addis-Abeba, M. Kenneth Kaunda, chef de l'État zambien, est élu à la présidence de l'organisation en remplacement de M. Denis Sassou Nguesso. L'essentiel des entretiens, qui

s’achèvent le 29, est consacré au problème de la dette et au conflit tchadien.

PANAMA

Troubles.

La grève générale de 48 heures décrétée par l’opposition est massivement suivie, alors que le colonel Roberto Diaz Herrera, ancien chef d’état-major auteur des accusations contre le général Noriega, est arrêté et que trois quotidiens d’opposition sont interdits. Le même jour, des manifestations de soutien au général Noriega sont organisées par ses partisans qui expriment leur hostilité aux États-Unis (10 et 23).

Mardi 28

FRANCE

Administration.

Le Conseil constitutionnel déclare non conforme à la Constitution l’amendement, voté en juin, visant à appliquer à l’ensemble du service public la règle du « trentième indivisible », c’est-à-dire la retenue minimale d’une journée de salaire en cas de grève courte. Cette loi, qui paraît au Journal officiel du 31, n’est donc applicable qu’aux fonctionnaires de l’État.

URSS

Justice.

Le jeune pilote ouest-allemand Mathias Rust est inculpé de violation du territoire soviétique et d’infraction à la réglementation internationale de la navigation aérienne.

PÉROU

Politique économique.

Le président Alan Garcia annonce un plan de « démocratisation économique » prévoyant la nationalisation des banques et l’instauration d’un contrôle des changes.

Mercredi 29

FRANCE

Marine.

Le groupe aéronaval de Toulon, compre-

nant deux frégates lance-missiles, un pétrolier-ravitailleur ainsi que le porte-avions Clemenceau, reçoit l'ordre de mettre le cap vers la mer d'Oman, afin de « protéger les intérêts de la France ».

Transports.

À Paris, Mme Margaret Thatcher et M. François Mitterrand ratifient le traité relatif à la
downloadModeText.vue.download 97 sur 517

construction du tunnel ferroviaire sous la Manche (éd. 1987).

GRANDE¥BRETAGNE
→ France

ITALIE

Vie politique.

Formation du nouveau gouvernement de coalition entre les partis démocrate-chrétien, socialiste, républicain, social-démocrate et libéral et présidé par M. Giovanni Goria, démocrate-chrétien.

URSS

Justice.

À l'issue du procès intenté contre les responsables de la catastrophe de Tchernobyl, qui s'est ouvert le 7 devant une dizaine de journalistes occidentaux, l'ancien directeur de la centrale ainsi que deux de ses adjoints sont condamnés à dix ans de camp (éd. 1987).

GOLFE PERSIQUE
→ France

JAPON

Justice.

La cour d'appel de Tokyo confirme le jugement rendu en 1983 contre l'ancien Premier ministre, M. Kakuei Tanaka, condamné à quatre ans de prison pour corruption dans l'affaire Lockheed.

SRI LANKA

Tamouls et Cinghalais

Le 29 juillet, à Colombo, M. Rajiv Gandhi conclut avec le président sri lankais, M. Junius R. Jayewardene, un accord destiné à mettre un terme au conflit, qui oppose, depuis plus de quatre ans, la minorité tamoule de l'île aux Cinghalais.

L'accord, établi sous l'égide du Premier ministre indien, prévoit, après l'instauration

d'un cessez-le-feu, dont l'Inde est chargée d'assurer l'exécution, la création d'une région administrative autonome dans le nord et l'est de l'île à majorité tamoule.

Assez bien accueilli par les Tamouls modérés, le plan de paix est accepté par quatre des mouvements séparatistes mais rejeté par le plus puissant d'entre eux. l'organisation des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul, qui réclamait l'indépendance totale de la région. En revanche, le compromis provoque l'hostilité de la population cinghalaise, notamment du clergé bouddhiste et de l'opposition représentée par le parti sri lankais de la liberté de Mme Bandaranaike.

Ceux-ci sont à l'origine des sanglantes émeutes qui, la veille, ont transformé la capitale en champ de bataille. Malgré l'intervention de l'armée et l'instauration du couvre-feu, les manifestations violentes se poursuivent les jours suivants, gagnant le sud du pays. À la fin du mois, le bilan s'élève à 74 morts, dont une soixantaine tués par les forces de l'ordre, et plus de 150 blessés.

Le 30, un premier contingent de 1 500 soldats indiens débarque dans la péninsule de Jaffna, bastion de la guérilla tamoule. Conformément à l'une des clauses du traité, cette « force de paix » est chargée de désarmer les résistants et d'empêcher toute intervention de l'armée sri lankaise, qui doit se replier sur ses positions d'avant l'offensive du 26 mai. Des patrouilles navales indo-sri lankaises assurent le blocus du détroit de Palk, qui sépare le Sri Lanka de l'Inde, interdisant aux rebelles tout ravitaillement en armes dans l'État du Tamil Nadu.

Le 4 août, à Jaffna, où se sont déployés quelque 7 000 soldats indiens, le chef des Tigres libérateurs, Velupiilai Prabhakaran, annonce qu'il accepte de déposer les armes et de respecter le cessez-le-feu par « amitié » pour l'État indien, malgré son opposition à un compromis « imposé par une puissance

extérieure ».
downloadModeText.vue.download 98 sur 517

Le 6 août, le gouvernement accorde une amnistie à 3 800 prisonniers tamouls soupçonnés d'appartenir à la guérilla.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Outre-mer.

Le Premier ministre du territoire autonome des îles Cook, sir Thomas Davis, est contraint de démissionner, après le vote d'une motion de censure contre sa politique. Il est remplacé par M. Popuke Robati.

HAÏTI

Troubles.

À Port-au-Prince, malgré le décret du 23 interdisant tout rassemblement, une manifestation pacifique réunit 5 000 personnes hostiles au gouvernement et au nouveau « macoutisme ». L'armée ouvre le feu ; 8 manifestants sont tués. Les 57 organisations d'opposition appellent à une grève générale illimitée, qui est massivement suivie (9 et 23).

BRÉSIL

Prisons.

29 personnes, dont deux gardiens, sont tuées au cours d'une violente mutinerie à la centrale de São Paulo.

Jeudi 30

FRANCE

Transports aériens.

Le préavis de grève, déposé par les pilotes et mécaniciens d'Air Inter pour le 1er et le 2 août, est déclaré illicite par le tribunal de Créteil en raison du caractère déraisonnable des revendications. Le conflit, qui oppose les navigants à la direction d'Air Inter, porte sur le pilotage à deux des nouveaux Airbus A-320.

Faits divers.

Les rapports d'expertise sur l'accident du télésiège de Luz-Ardiden (1er mars) concluent à la responsabilité principale du fabricant et du maître d'oeuvre du chantier. Le 31, deux

des responsables des travaux de construction sont inculpés d'homicide involontaire.

Culture.

M. Pierre Vozlinsky est nommé directeur général du futur Opéra de la Bastille, tandis que Daniel Barenboïm est promu directeur musical et artistique. La direction de la programmation est confiée à Mme Eva Wagner.

URSS

Minorités.

Douze dirigeants tatars sont renvoyés en Asie centrale, après l'échec de leur entrevue avec M. Andreï Gromyko, le 27. Le lendemain, plusieurs centaines de leurs compatriotes sont également exilés (25).

MEXIQUE

Catastrophe aérienne.

Un Boeing 377, avec 15 personnes à bord, s'écrase sur l'autoroute Mexico-Toluca à quelques kilomètres de la capitale (54 morts).

Vendredi 31

FRANCE

Conflits sociaux.

Après 15 semaines d'arrêts de travail des contrôleurs aériens, un accord est conclu par M. Jacques Douffiagues, ministre des Transports, avec les syndicats. Les aiguilleurs du ciel obtiennent une revalorisation den leur profession.

ARABIE SAOUDITE

Troubles.

Lors du pèlerinage de La Mecque, des milliers de pèlerins iraniens s'affrontent violemment aux forces de l'ordre saoudiennes ; 402 personnes sont tuées, dont 275 Iraniens. Le 1er, à Téhéran, des manifestants prennent d'assaut les ambassades d'Arabie Saoudite et du Koweït, tandis que les auto-

rités iraniennes réclament l'internationali-
downloadModeText.vue.download 99 sur 517

sation des Lieux saints et le renversement de la monarchie wahhabite.

IRAN
→ Arabie Saoudite

ÉTATS¥UNIS

Bourse.

À New York, l'indice Dow Jones atteint son niveau record de 2 572,06, enregistrant une hausse de 670 points depuis le début de l'année.

Le mois d'Alfred Sauvy

Surtout, n'intervertissons pas l'ordre des chiffres : juillet 1987 s'est révélé bien moins accidenté que juillet 1789. Le Grand-Bornand lui-même a fait moins de morts que la Bastille. En revanche, en juillet, les tués sur les routes ont été plus nombreux que les victimes des baïonnettes, défiées un peu plus tôt par Mirabeau.

Heureusement pour les hommes, leur vie est devenue moins tumultueuse, excepté pour les assoiffés de drames, devant leur téléviseur.

Pour ma part, ayant demandé à mon Minitel de me condenser tous les événements du mois, dans les limites fixées par la maison Larousse, je me suis vu répondre que je devais appuyer sur le bouton des plaisanteries... Allons-y néanmoins.

Que le vieux Klaus Barbie ait changé de place, dans sa bonne ville de Lyon, pour y subir une peine combien plus acceptable que celles que, plus jeune, il avait infligées, n'a pas fait, comme on dit, un malheur. Que la composition de la Cour suprême des États-Unis ait dévié vers la droite n'a pas troublé les Français, bien peu conscients des conséquences qui pourraient, en un sens ou l'autre, en résulter pour eux un jour.

En juillet, de Dunkerque à Cerbère, chaque Français a été plus troublé par son projet de vacances que par l'annonce de l'accord sur les prix agricoles européens, en attendant

« l'Acte unique de 1992 », lequel n'est responsable de son insomnie que pour un nombre minime de Français. Un casse-tête fiscal, est-il annoncé plaisamment.

Il ne reconnaîtrait pas ses Persans, Montesquieu, devenus iraniens, mais il pourrait apprécier le mérite qu'ont ces descendants de Cyrus d'assurer une relative entente, du moins apparente, entre nos deux têtes politiques, fruits d'une constitution géniale. « Donnez-nous aujourd'hui notre souci quotidien », n'est-elle pas la devise de tous ceux qui entendent vivre ?

C'est sur les bords du peu tumultueux lac de Genève que s'est déroulée une bataille mondiale violente, sans troubler le sommeil des Français, ni des Genevois. Ces accords commerciaux de l'énigmatique CNUCED (ONCTUAD, en sigle français) ont été conclus, comme le disait le génial Khrouchtchev, « par un texte rédigé de façon à laisser à chaque délégation le soin de l'interpréter à sa guise », et cela jusqu'à la prochaine conférence.

« Lundi, rien, dit Cyrano ; Lygdamire a changé d'amant ! » Vendredi, rien, disent les Français : « Moscou aurait renoncé aux SS-20, en Asie. »

« Vous êtes prié de passer le 30 juillet à la mairie, à 10 heures, me dit un mot bref, pour votre carte RATP 1987-1988. » Lorsque, le 20 juillet 1918, je voyais les Schrapnells éclater autour de moi et que j'entendais les cris des hommes touchés, j'étais loin de me douter que le souci de reconnaissance nationale me vaudrait, soixante-dix ans plus tard, la douce sensation de ce confort sans coût. Quelle prévoyance ! Merci aux Français !

ALFRED SAUVY
downloadModeText.vue.download 100 sur 517

CHRONOLOGIE

99

Août

Samedi 1er

FRANCE

Prix.

Le tabac augmente de 2 p. 100 et les tarifs postaux de 2,4 p. 100, alors que le taux de

la TVA sur les médicaments passe de 7 à 5,5 p. 100.

Dimanche 2

ISRAËL

Terrorisme.

L'OLP revendique l'assassinat du commandant militaire de la bande de Gaza, où le couvre-feu est alors instauré.

PHILIPPINES

Terrorisme.

À Manille, assassinat du ministre de l'Administration locale, M. Jaime Ferrer, connu pour ses prises de position anticommunistes.

TUNISIE

Troubles.

Quatre attentats de militants islamistes contre des hôtels de Sousse et de Monastir font 13 blessés, dont 12 touristes.

HAÏTI

Troubles.

Assassinat de Louis-Eugène Athis, fondateur du Mouvement démocratique de libération d'Haïti. Le 3, tentative de coup d'État

de M. Bernard Sansaricq, chef du Parti populaire haïtien, contre le conseil national de gouvernement du général Namphy (10).

Lundi 3

CORÉE DU SUD

Conflits sociaux.

Début d'une grève dans les chantiers navals de Hyundai, à Ulsan, qui dure jusqu'au 20. Les arrêts de travail s'étendent le 11 à d'autres secteurs (mines, automobile, électronique, textile, activités portuaires).

Mardi 4

FRANCE
Relations internationales

Japon

Terrorisme.

À Poretta, près de Bastia, un attentat contre un véhicule de la gendarmerie coûte la vie à un gendarme et en blesse trois autres. Il est revendiqué le 5 par l'ex-FLNC.

JAPON

Relations internationales.

À l'occasion de la visite de M. Gaston Flosse, secrétaire d'État français chargé du Pacifique-Sud, le ministre des Affaires étrangères, M. Tadashi Kuranari, demande à la France de ne pas organiser de référendum en Nouvelle-Calédonie : cette consultation risquerait d'accroître l'influence des Soviétiques, qui pourraient profiter du regain de tension suscite parmi les Mélanésiens.

SRI LANKA

Tamouls.

Le chef des Tigres libérateurs, M. Velupillai Prabakharan, accepte l'accord de paix du 29 juillet et donne l'ordre à ses troupes de déposer les armes devant les forces indiennes. Le 6, Colombo annonce la li-
downloadModeText.vue.download 101 sur 517

bération prochaine de 3 800 prisonniers tamouls.

PAPOUASIE¥NOUVELLE¥GUINÉE

Vie politique.

À l'issue des élections générales, M. Paias Wingti, Premier ministre depuis 1985, obtient une faible majorité de trois sièges au Parlement.

Mercredi 5

FRANCE

Cirque.

Mort de Joseph Bouglione, directeur du cirque d'Hiver de Paris.

Le cirque en deuil

Joseph Bouglione, le patriarche du cirque français, est mort à Paris le 5 août, à l'âge de 83 ans.

« Monsieur Joseph » pour les gens du spectacle, « mon oncle » pour toute sa famille, le directeur du cirque d'Hiver était né à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire), le 17 février 1904. Équilibriste, écuyer, montreur d'éléphants, ses animaux préférés, il eut toute sa vie la passion des fauves, allant jusqu'à choisir une cage aux lions pour y célébrer ses noces selon la coutume de la tribu gitane et chrétienne des Sinti indiens et pakistanais dont la famille Bouglione est issue, via l'Italie septentrionale.

Le premier grand succès de Joseph Bouglione remonte à 1928, année de son mariage, lorsque, avec le Wild West Show, il présente un spectacle dans lequel il se fait passer pour le vrai Buffalo Bill, mort onze ans auparavant. Au début des années 1930, il dirige un chapiteau qui parcourt toute l'Europe, puis, en 1934, sa famille loue également le cirque d'Hiver de Paris, où elle présente des « pantomimes-opérettes », comme la Reine de Sierra ou la Reine du Bengale. En même temps, créant un véritable monopole, elle acquiert son concurrent Médrano, rebaptisé cirque de Montmartre, qui a été rasé par les promoteurs en 1972. En 1954, à la mort de son père Alexandre, Joseph Bouglione prend la tête du cirque d'Hiver, lui redonne une nouvelle impulsion avec des spectacles comme Ben Hur, organise les célèbres « Arbres de Noël », accueille l'émission télévisée la Piste aux étoiles, laissant à ses enfants l'exploitation du chapiteau ambulant.

Le cirque Bouglione est l'un des trois grands, avec Pinder et Amar, dont la direction est reprise par deux fils Bouglione, Firmin et Alexandre. Jusqu'à la dernière minute, en dépit de coûts d'entretien de plus en plus élevés, qui font glisser le cirque vers les variétés, le patriarche, qui prétendait ne pas savoir lire, son éternel Stetson vissé sur la tête, ayant toujours à la main sa canne à pommeau d'argent, lutta pour le maintien de la tradition, en faveur de laquelle vont maintenant devoir combattre ses dignes descendants.

ITALIE

Vie politique.

La Chambre des députés vote la confiance

au gouvernement de M. Giovanni Goria par 377 voix sur 630 et met ainsi un terme à la crise politique ouverte par la démission de M. Bettino Craxi, le 3 mars.

PORTUGAL

Partis politiques.

Le général Ramalho Eanes démissionne de la présidence du Parti rénovateur démocratique : il est remplacé à titre intérimaire par son second, M. Herminio Martinho.
downloadModeText.vue.download 102 sur 517

CHRONOLOGIE

101

Jeudi 6

FRANCE

Politique extérieure.

Le gouvernement demande aux compagnies importatrices d'hydrocarbures de ne plus importer de pétrole iranien.

Terrorisme.

Après l'attentat du 4, la police procède à dix interpellations dans les milieux indépendantistes corses de la région de Bastia.

Musique.

Dans le cadre du Festival estival de Paris, création française, par l'ensemble Ars Nova, du Concerto pour piano du compositeur autrichien Gyorgy Ligeti.

GRANDE¥BRETAGNE

Partis politiques.

En désaccord avec le projet de fusion entre sa formation et le Parti libéral, M. David Owen, président du Parti social-démocrate, présente sa démission.

ÉTATS¥UNIS

Politique extérieure.

Le président Reagan propose un plan de paix au Nicaragua ; le 27, il reçoit les dirigeants de la contra, qu'il s'engage à aider jusqu'à la conclusion d'un cessez-le-feu.

NICARAGUA
→ États-Unis

Vendredi 7

LIBAN

M. Camille Chamoun, ancien président de la République, meurt à l'âge de 87 ans.

AMÉRIQUE CENTRALE

Paix.

Les cinq chefs d'État de l'isthme (Costa-Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua), réunis à Guatemala Ciudad, concluent un accord pour le règlement des

conflits, qui reprend les principaux points du plan du président costaricien Oscar Arias Sánchez : instauration d'un cessez-le-feu dans les quatre-vingt-dix jours, exclusion de tout soutien aux mouvements de guérilla (20).

Samedi 8

FRANCE
→ Tchad

TCHAD

Conflit.

L'armée tchadienne reconquiert la localité d'Aozou. Le gouvernement français, qui réprouve cette offensive, décide néanmoins de poursuivre son soutien logistique aux troupes de M. Hissène Habré, dans le nord du pays.

Mourir pour Aozou

Le Tchad a son Alsace-Lorraine : la bande d'Aozou. Cet étroit corridor septentrional de 114 000 km 2, orienté nord-ouest-sud-est entre le Niger et le Soudan, sépare le Tchad de la Libye. Le 8 août, les armées du président Hissène Habré réussissent à reconquérir la ville d'Aozou sur les troupes du colonel Kadhafi.

Occupée en 1973 par les Libyens, la bande d'Aozou avait été rattachée au Tchad le 21 mars 1899, en vertu d'accords franco-britanniques conclus l'année précédente. Cette attribution initiale avait été remise en cause en 1935 par un traité signé entre Mussolini

et Laval selon lequel tout pouvoir était donné à la Libye sur le territoire ; mais, en 1963, la charte de l'Organisation de l'unité africaine avait confirmé la décision de 1899.

Le 6 avril 1983, le Conseil de sécurité de l'ONU avait invité les deux parties à régler leur litige par l'intermédiaire de l'OUA. L'attaque tchadienne du 8 août, que N'Dja-
downloadModeText.vue.download 103 sur 517

mena justifie par une offensive libyenne préalable sur Bardaï, capitale du Tibesti, est accueillie avec réserve par Paris, M. François Mitterrand estimant que l'avenir de la bande d'Aozou doit être réglé par un arbitrage international. Le gouvernement français réaffirme cependant son soutien à l'intégrité territoriale du Tchad, même au nord du 16e parallèle, et le ministre de la Défense, M. André Giraud, confirme que « la France ne s'interdit aucun moyen militaire au Tchad », y compris au nord du 16e parallèle, mais qu'elle n'interviendra pas dans la bande d'Aozou. Pour la journée du 8, N'Djamena fait état de 437, puis de 650 morts du côté libyen, de 17 du côté tchadien ; en outre, 157 Libyens auraient été faits prisonniers. Dès le 9, l'aviation libyenne effectue des bombardements de riposte sur Faya-Largeau. Le 14, une attaque aérienne et terrestre libyenne pour reprendre Aozou est repoussée par les forces armées tchadiennes (FANT) ; il y aurait 150 morts du côté libyen, 1 du côté tchadien. Le 19, toujours de source tchadienne, 405 Libyens sont tués et 161 blessés au cours de quatre nouvelles attaques, bilan jugé crédible par Paris ; les pertes tchadiennes ne sont pas indiquées. Président de l'OUA, le chef de l'État zambien, M. Kenneth Kaunda, tente alors une médiation entre le Tchad et la Libye.

Le 28, Aozou est reprise par les troupes libyennes, mais c'est une victoire partielle, car les Tchadiens tiennent encore des positions autour de la palmeraie ; ces derniers auraient perdu 460 des leurs au cours des combats ; l'état-major libyen fait savoir qu'il n'est pas dans son intention de poursuivre l'offensive plus au sud. Cette reprise libyenne donne à la célébration du dix-huitième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi, le 1er septembre, les allures d'une grande fête organisée à la gloire du régime qui, toutefois,

sera de courte durée (6 sept.).

Dimanche 9

AFRIQUE DU SUD

Conflits sociaux.

Déclenchement d'une grève dans les mines d'or et de charbon, à l'initiative du NUM, syndicat des mineurs, proche de l'ANC (30).

Lundi 10

Industrie.

Deux groupes de construction électrique, la société suisse Brown Boveri et l'entreprise suédoise ASEA, fusionnent pour constituer l'un des cinq grands mondiaux de cette branche.

FRANCE

Justice.

Publication de la liste des vingt-neuf sites retenus pour la construction de nouvelles prisons.

GOLFE PERSIQUE

Guerre.

Le supertanker américain Texas Caribbean, naviguant sous pavillon panaméen, est endommagé par une mine au large de Fujairah, à la sortie du détroit d'Ormuz.

IRAQ ☒ IRAN

Conflit.

La raffinerie de Tabriz ainsi que cinq champs pétrolières iraniens sont attaqués par les forces aériennes iraqiennes.

HAÏTI

Troubles.

Une grève générale organisée par l'opposition s'accompagne du boycottage des épreuves du baccalauréat.
downloadModeText.vue.download 104 sur 517

Mardi 11

GOLFE PERSIQUE

Guerre.

Les gouvernements français et britannique annoncent le prochain envoi de dragueurs de mines.

Mercredi 12

PORTUGAL

Gouvernement.

À la suite de la victoire du Parti social-démocrate aux élections du 19 juillet, le nouveau Premier ministre de centre-droit, M. Anibal Cavaco Silva, compose son ministère qui entre en fonctions le 17.

ÉTATS-UNIS

Vie politique.

Les aveux télévisés du président Reagan, reconnaissant ses fautes à propos des ventes d'armes à l'Iran, ainsi que les erreurs de sa politique étrangère vis-à-vis de ce pays, opèrent un retournement de l'opinion en sa faveur.

Jeudi 13

FRANCE

Prisons.

À Marseille, au Baumettes, une mutinerie éclate pour protester contre les conditions de détention.

Vendredi 14

FRANCE

Partis politiques.

À Dunkerque, fin de la tournée des plages de M. Jean-Marie Le Pen, commencée le 15 juillet à Ajaccio.

VENEZUELA

Relations internationales.

À la suite de la violation de ses eaux territo-

riales qui aurait été perpétrée par un navire colombien, le gouvernement décide de placer ses forces armées en état d'alerte et de renforcer ses frontières avec la Colombie.

Samedi 15

FRANCE

Église catholique.

À Paris, deux processions sont organisées à l'occasion de la fête de l'Assomption ; la première, par le clergé « traditionaliste » de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, réunit 5 000 à 6 000 fidèles ; la seconde, par l'archevêché de Paris, rassemble 2 000 personnes environ.

RFA

Commémorations.

Au Martin Gropius Bau, ouverture de l'exposition Berlin-Berlin, organisée à l'occasion de la célébration du 750e anniversaire de la ville.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Élections législatives.

Le Parti travailliste du Premier ministre sortant, M. David Lange, remporte la victoire avec 56 sièges, contre 41 au Parti national de M. Jim Bolger.
downloadModeText.vue.download 105 sur 517

Dimanche 16

ÉTATS-UNIS

Catastrophe aérienne.

Un DC-9 des Northwest Airlines s'écrase près de Detroit, sur un pont autoroutier ; le bilan est de 154 morts.

Lundi 17

FRANCE

Vie politique.

Profitant d'une interview donnée à l'heb-

domadaire le Point, M. Jean-Marie Le Pen propose à MM. Chirac, Barre et Léotard une concertation pour « organiser la majorité victorieuse » des prochaines élections présidentielles.

Interrogé par le journal Libération, M. Michel Rocard dénonce les « fautes » et les « bavures » commises par les gouvernements socialistes entre 1981 et 1986.

RFA

Rudolf Hess meurt à l'âge de 93 ans.

Le fantôme
de Spandau

Le dernier grand dignitaire nazi encore emprisonné est mort le 17 août à l'âge de 93 ans, à l'hôpital britannique de Berlin.

Rudolf Hess, qui purgeait à la prison militaire interalliée de Spandau la peine de détention à vie à laquelle il avait été condamné en 1946 par le tribunal de Nuremberg, venait d'être découvert dans sa cellule un câble électrique autour du cou. Après sa mort, la forteresse de Spandau, conçue pour abriter 600 détenus, et dont il était le seul et dernier occupant, doit être détruite, comme il en avait été convenu de longue date entre les autorités alliées, américaines, britanniques, françaises et soviétiques (21 sept.).

En fait, rien ne destinait Rudolf Hess, fils de négociant allemand émigré en Égypte, né à Alexandrie le 26 avril 1894, et entré à l'âge de 15 ans dans la carrière commerciale, à devenir le numéro deux du régime nazi. Installé à Munich en 1919, il est attiré par les milieux pangermanistes ; il fait la connaissance d'Alfred Rosenberg et celle du général Karl Haushofer, fondateur de la géopolitique. En 1920, il entend un discours d'Adolf Hitler, qui provoque en lui un bouleversement déterminant : il voit dans le futur chancelier le « chef spirituel germanique » qu'il attendait. Il entre alors au Parti national-socialiste, participe au putsch de Munich le 9 novembre 1923, est emprisonné avec Hitler à la forteresse de Langsberg, collabore à la rédaction de son manifeste, Mein Kampf, et devient l'ami intime de celui qui le nomme son « suppléant », son successeur désigné, le 21 avril 1933.

Sans véritables prétentions au pouvoir, ce qui justifie la confiance qu'a placée en lui le Führer, il a surtout un rôle d'arbitre des

différends existant au sein du parti national-socialiste. Il soutient notamment que la victoire contre l'Union soviétique et le bolchevisme passe par un accord entre le Reich et le Royaume-Uni ; c'est pourquoi il tente à plusieurs reprises de prendre contact avec les Britanniques en vue de préparer la paix. Le 10 mai 1941, quelques semaines avant l'attaque contre l'URSS, dont il n'a pas été averti, il s'envole seul à bord d'un Messerschmitt, saute en parachute sur la résidence écossaise du duc de Hamilton, qu'il a connu aux jeux Olympiques de 1936 et dont il surestime l'importance politique, afin de lui soumettre ses propositions ; immédiatement arrêté, il est enfermé dans la tour de Londres. Les communiqués officiels du Reich s'empressent de souligner chez lui des symptômes de « désagrégation mentale », ce qui réfute en apparence la thèse du complot.

Transféré en Allemagne à la fin de la guerre, il ne quittera plus la prison. Son existence poli-
downloadModeText.vue.download 106 sur 517

CHRONOLOGIE

tique, sa responsabilité de criminel de guerre, somme toute moindre que celle d'autres dignitaires nazis pourtant libérés avant lui, se terminent par cette équipée mystérieuse. En prison, où alternent périodes de lucidité et épisodes de démence, il multiplie les tentatives de suicide. Toutes les démarches humanitaires entreprises pour le libérer, alors qu'il n'est plus qu'un vieillard malade, sont restées sans succès.

CHINE¥URSS

Relations internationales.

Un accord, conclu entre les deux pays pour fixer le tracé litigieux de leur frontière commune en Mandchourie, place celle-ci au centre du système fluvial formé par l'Amour et l'Oussouri, où se déroulèrent les violents combats de 1969 (Éd. 1968-1969).

Mardi 18

LIBAN

Otages.

Le journaliste américain Charles Glass, enlevé le 17 juin à Beyrouth-Ouest, recouvre

la liberté grâce à une évasion que l'on estime favorisée par les Syriens.

SRI LANKA

Terrorisme.

Au Parlement de Colombo, l'explosion d'une grenade, lancée en direction du président Junius Jayewardene, tue un député et blesse quinze autres personnes, dont six ministres.

Mercredi 19

FRANCE

Défense nationale.

En visite à la base aérienne d'Istres (Bouches-du-Rhône), M. François Mitterrand se fait présenter le matériel défensif utilisé au Tchad, mais refuse d'inspecter certaines armes « offensives ». Le ministre

de la Défense, M. André Giraud, quitte alors la base avant la fin de la visite officielle pendant que le président de la République participait à un exercice de ravitaillement en vol.

TURQUIE

Terrorisme.

Au cours de la nuit du 18 au 19, un attentat est perpétré par les séparatistes kurdes dans le village de Milau (province de Siirt). Vingt-cinq personnes sont tuées.

Jeudi 20

TCHAD

Conflit.

Les forces libyennes entreprennent la reconquête de la ville d'Aozou.

AMÉRIQUE CENTRALE

Paix.

À El Salvador, les ministres des Affaires étrangères des cinq pays de l'isthme se réunissent pour définir les mesures d'application du plan Arias, adopté le 7.

Vendredi 21

Sociétés.

L’agence américaine de travail temporaire Manpower, qui occupe la première place sur le marché mondial, est rachetée pour 1,33 milliards de dollars (soit près de 8 milliards de F) par le groupe britannique Blue Arrow, huit fois moins puissant qu’elle.

Culture.

À Gibellina, en Sicile, création de la version scénique intégrale de l’Oresteia de Iannis Xenakis, sous la direction de Michel Tabachnik, avec quatre cents musiciens et choristes.
downloadModeText.vue.download 107 sur 517

AFRIQUE DU SUD

Conflits sociaux.

Au treizième jour de grève, l’Anglo-American Gold Investment Company, la plus grande société minière du pays, licencie 5 000 travailleurs environ.

ARGENTINE

Économie.

À New York, les banques accordent à l’Argentine le rééchelonnement de 34 milliards de dollars de sa dette extérieure.

Samedi 22

FRANCE

Vie politique.

À Digne (Alpes-de-Haute-Provence), où M. François Mitterrand se rend pour l’inauguration du nouvel hôtel du département, les conseillers généraux de la majorité refusent de rencontrer le chef de l’État.

Outre mer

→ Nouvelle-Calédonie

Bouddhisme.

À Plaige, (commune de La Boulaye), en Saône-et-Loire, le plus grand temple d’Eu-

rope est inauguré par une quarantaine de lamas tibétains.

SOUDAN

Gouvernement.

Le Parti démocratique unioniste met fin à l'accord qui le liait au Parti Umma auquel appartient le Premier ministre Sadiq el-Mahdi. Il provoque ainsi la chute de la coalition gouvernementale.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Troubles.

À Nouméa, la dispersion d'une manifestation d'indépendantistes du FLNKS provoque en métropole l'indignation de la gauche contre la « répression policière » et,

le 26, une vive polémique entre MM. Chirac et Mitterrand.

Dimanche 23

SPORT

Motonautisme.

L'ancien pilote de Formule 1 Didier Pironi et ses coéquipiers, Jean-Claude Guénard et le journaliste sportif Bernard Giroux, trouvent la mort au large de l'île de Wight, au cours de la course off-shore Poole-Needle.

URSS

Républiques baltes.

À Vilnious (Lituanie), à Riga (Lettonie) et à Tallin (Estonie), des manifestations de protestation sont organisées lors du 48e anniversaire de la conclusion du pacte germano-soviétique, à la suite duquel les trois républiques avaient été incorporées à l'Union soviétique.

Mardi 25

FRANCE - GRANDE-BRETAGNE

Tunnel.

Une cinquantaine de banques, dont la BNP, le Crédit Lyonnais, Indosuez, Midland et Nat West, acceptent d'accorder un prêt de 50 milliards de F environ à Eurotunnel, le

groupe qui est chargé de mener à bien la construction du « chunnel ».

FRANCE

Relations internationales.

À Latche (Landes), où il est reçu à déjeuner par M. François Mitterrand, le chef de l'État espagnol. M. Felipe Gonzalez, exprime sa volonté de participer à la réflexion sur la défense de l'Europe.

Terrorisme.

À Port-Maguide (Landes), lors d'un contrôle, un gendarme est tué et un autre blessé. Le meurtrier, qui serait Philippe
downloadModeText.vue.download 108 sur 517

CHRONOLOGIE

107

Bidart, chef du mouvement autonomiste basque « Iparretarak », réussit a prendre la fuite.

ESPAGNE
→ France

ITALIE

Prisons.

Avec cinq autres prisonniers, le terroriste néofasciste Mario Tuti organise une mutinerie dans la prison de Porto-Azzuro, dans l'île d'Elbe. Les mutins prennent vingt et un détenus en otages et exigent un hélicoptère ; ils acceptent de se rendre le 1er septembre.

CORÉE DU SUD

Conflits sociaux.

À Séoul, l'annonce de la mort d'un ouvrier gréviste des chantiers navals de l'île de Koje, survenant après celle de Lee Sok Guy, blessé par des éclats de bombe lacrymogène en juillet, provoque la première manifestation commune entre étudiants et ouvriers sur le campus de l'université de Yonsei (3).

Mercredi 26

EST¥OUEST

Désarmement.

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl annonce sa décision de renoncer aux 72 Pershing 1A installés en RFA, dès qu'un accord américano-soviétique sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire sera conclu.

FRANCE

Vie politique.

À propos des heurts qui se sont produits le 22 en Nouvelle-Calédonie, le président de la République se déclare « sensible aux images de brutalités qui ont été diffusées et plus encore par la réalité qu'elles expriment ». M. Alain Juppé, porte-parole du Premier ministre, réplique qu'il faut « restituer l'incident dans son contexte qui est

fort éloigné des caricatures qui ont été présentées ».

Audiovisuel.

La CNCL rend publique la liste définitive des quarante-cinq radios privées autorisées à émettre à Paris, sur la bande FM.

Jeudi 27

ATLANTIQUE.

Recherche sous-marine.

Le Nautile, l'appareil français d'exploration abyssale, reprend ses plongées vers l'épave du Titanic et remonte à la surface de nombreux objets.

FRANCE

Fiscalité.

M. Jacques Chirac annonce, pour le 1er janvier 1988, un abaissement de 33,3 p. 100 à 18,6 p. 100 du taux de la TVA applicable aux disques et aux cassettes (1er déc.).

LIBAN

Société.

Des émeutes contre la vie chère ont lieu dans la banlieue sud de Beyrouth pour protester contre la chute de la livre libanaise qui a perdu plus de 70 p. 100 de sa valeur depuis le début de l'année. Les incidents s'étendent le 29 à plusieurs autres villes.

JAPON

Espace.

Lancement réussi de la première fusée H-1, qui met en orbite un petit satellite de communication.

PHILIPPINES

Troubles.

À Manille, après plusieurs jours de grève, la police opère toute une série d'arrestations dans le milieu des dirigeants syndicaux et dans celui des activistes de gauche.
downloadModeText.vue.download 109 sur 517

Vendredi 28

FRANCE

Énergie nucléaire.

Signature d'un accord entre Cogéma, Framatome, Pechiney et l'Américain Babcock and Wilcox, pour la constitution d'une société commune de fabrication de combustible nucléaire, qui couvrira le marche américain.

PHILIPPINES

Vie politique.

Une tentative de coup d'État menée par le colonel Gregorio Honasan contre la présidente Aquino se solde par la mort d'une cinquantaine de personnes. Le colonel Honasan réussit à s'enfuir en hélicoptère vers le nord de l'île, où il proclame la constitution d'un gouvernement provisoire le 31.

TCHAD

Conflit.

Les forces libyennes reprennent Aozou ; le 29, le secteur est le théâtre de violents combats.

ÉTATS¥UNIS
→ France

Samedi 29

SPORT

Athlétisme.

Ouverture à Rome des deuxièmes championnats du monde, qui durent jusqu'au 6 septembre. Le 30, le Canadien Ben Johnson pulvérise le record du monde du 100 mètres, détenu par Calvin Smith depuis 1983, le portant de 9″ 93 à 9″ 83.

FRANCOPHONIE
→ Canada

FRANCE

Vie politique.

À Belfort, M. Jean-Pierre Chevènement annonce sa « candidature à la candidature »

au cas où M. François Mitterrand ne se représenterait pas aux élections présidentielles de 1988.

Variétés.

Au parc de Sceaux, cent vingt mille personnes environ assistent au concert de la chanteuse Madona.

CANADA

Relations internationales.

M. Jacques Chirac se rend en visite officielle à Ottawa, après une escale à Saint-Pierre-et-Miquelon. Le 2 septembre, à Québec, il participe à la première journée du sommet francophone.

Dimanche 30

ISRAËL

Espionnage.

Ouverture à Jérusalem du procès de Mordechai Vanunu, accusé d'avoir révélé des informations secrètes sur le programme nucléaire israélien.

ÎLE MAURICE

Vie politique.

À l'issue des élections législatives, l'Alliance, conduite par le Premier ministre, M. Anee-

rood Jugnauth, conserve la majorité au Parlement, avec 39 des 62 sièges.

AFRIQUE DU SUD

Conflits sociaux.

La grève des mineurs se termine par un échec total : hausse des salaires limitée, licenciement de 44 000 grévistes sur 340 000 (9).

Lundi 31

FRANCE

Culture.

Inaugurant la 8e université d'été de la communication à Carcans-Maubuisson (Gironde), M. François Léotard annonce une
downloadModeText.vue.download 110 sur 517

série de mesures en faveur de la création

audiovisuelle.

Le mois de
Iannis Xenakis

Longtemps, fin juillet-mi-août a été pour moi le temps de me retrouver : famille, kayak, camping, nudité, soleil, mer. Temps de la purification de la tête et du corps. Mais cette année ce fut, le 13 juillet, Arles, ses arènes, ses taureaux et chevaux de Camargue, ajoutés à ma percussion jouée par mes amis de Strasbourg auxquels s'étaient joints Sylvio Gualda et son groupe de filles « Les Pléiades ». Cette Tauriphanie fut une synthèse de mes rêves quant au passé archaïque méditerranéen. Les dieux, Baal, Apis, le Minotaure, Zeus se transformant en taureau pour enlever Europe, mais qui avait grandi avec la percussion assourdissante des Corybantes, les chevaux divins et parlants d'Achille... Bien sûr, des deux cents taureaux espérés, je n'en ai obtenu que 25 ! Un symbole, et encore sans voix ! Mais cette petitesse contemporaine fut corrigée par les quelques juments, venues avec leurs poulains et deux mâles, chez lesquelles beauté des ondulations, craintes et attractions érotiques se mêlaient, et qui, toutes effleurées par la grâce, se croisaient en une perfection inégalée des mouvements ; et

ma musique avec cette participation animale devenait alors la Nature. À la musique « humaine » des percussionnistes, aux animaux,

s'ajoutait la musique composée sur l'UPIC à l'aide d'ordinateurs.

Début août, à l'Albert Hall de Londres, un autre événement : l'orchestre de la BBC, avec, à sa tête, Peter Eötvös, crée en Europe Keqrops, une oeuvre pour piano et orchestre interprétée par le soliste Roger Woodward. Pour un compositeur, lorsque l'interprétation de son oeuvre est de si haute qualité, il arrive, pendant cet instant, qu'il se retrouve solitaire et nu dans l'existence, comme au moment de la composition.

En août encore, on donne mon Orestie en Sicile, à Gibellina : une terre torturée, ravagée par le séisme de 1968. De ce village mort, son maire Ludovico Corrao a fait, et à jamais, un symbole de culture et d'optimisme de l'homme. Et de voir les paysans du cru évoluer dans une mise en scène de plein air, mêlés aux 300 choristes de France et d'Italie, à l'orchestre que dirigeait Michel Tabachnick, à l'extraordinaire duo de Cassandre avec le baryton Spyros Sakkas et le percusionniste Sylvio Gualda... ; voir et entendre l'Orestie, donc, dans ce cadre inouï trois nuits de suite était encore une épreuve de « mise à nu » du compositeur.

Et puis encore un outre bain, très différent cette fois, à l'université de l'Illinois, où concerts et colloques sur la musique et l'ordinateur se sont succédé une semaine durant. Et puis, l'été avec ses soleils et ses mers s'est envolé.

IANNIS XENAKIS
downloadModeText.vue.download 111 sur 517

JOURNAL DE L'ANNÉE ☒ ÉDITION 1988

110

Septembre

Mardi 1er

FRANCE

Marine.

Trois dragueurs de mines, basés depuis la fin du mois d'août à Djibouti, appareillent pour la mer d'Oman, où ils doivent procé-

der à des opérations de déminage autour de Khor al-Fakkan au large des Émirats arabes unis.

Faits divers.

Prés de Château-Thierry (Aisne), l'autoroute A4 s'effondre brusquement sur une longueur de dix mètres, emportée par les eaux d'un ruisseau transformé en torrent après un violent orage. Deux automobilistes sont grièvement blessés par la chute de leurs véhicules dans la tranchée profonde de cinq mètres.

Cinéma.

À Paris, le premier Festival international du film Omnimax s'ouvre à la Géode de la Cité des sciences de la Villette (éd. 1986).

NICARAGUA

Vie politique.

Le cardinal Miguel Obando y Bravo, qui fait figure de chef de l'opposition, est élu président de la Commission de réconciliation nationale, créée dans le cadre du plan

de paix pour l'Amérique centrale, signé le 7 août (7 août).

Mercredi 2

FRANCOPHONIE

À Québec, ouverture du deuxième sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, qui réunit, jusqu'au 4, les délégations de 39 pays ainsi que celles de la Louisiane, de la Nouvelle-Angleterre et du Val d'Aoste. L'accent est mis sur le renforcement de la coopération audiovisuelle.

URSS

Art.

À Moscou, le musée Pouchkine consacre une grande exposition publique à Marc Chagall, qui est reconnu pour la première fois comme « l'un des génies » de la peinture du XXe siècle.

SYRIE
Relations internationales
États-Unis

VIÊT¤NAM

Amnistie.

À l'occasion de la fête nationale, 2 500 prisonniers politiques, dont 480 collaborateurs de l'ancien régime, sont libérés.

ÉTATS¤UNIS

Relations internationales.

Dans le cadre d'un rapprochement avec la Syrie, M. William Eagleton regagne son poste d'ambassadeur à Damas, d'où il avait été rappelé le 24 octobre 1986. Le 11, les compagnies pétrolières américaines reçoivent l'autorisation de se réinstaller en Syrie.
downloadModeText.vue.download 112 sur 517

CHRONOLOGIE

111

Jeudi 3

FRANCE

Fiscalité.

M. Édouard Balladur annonce une réduction du taux de la TVA sur les voitures de tourisme et les motos, qui, le 17 septembre, passera de 33,3 p. 100 à 28 p. 100.

BURUNDI

Vie politique.

Alors qu'il assiste au sommet de la francophonie, à Québec, le colonel Jean-Baptiste Bagaza est renversé par un coup d'État militaire conduit par le major Pierre Buyoya. Un comité militaire de salut national est formé le 5. Le 7, 200 prisonniers politiques sont libérés, tandis que 40 000 personnes manifestent leur soutien au nouveau régime.

Vendredi 4

FRANCE

Justice.

Membre présumé de la branche lyonnaise d'Action directe, Renaud Laigle est inculpé de vols, de détention d'armes et d'explosifs et d'association de malfaiteurs. La veille, il

avait été extradé de RFA.

ESPAGNE

Environnement.

À Barcelone, près de 500 personnes sont victimes de troubles respiratoires aigus ; les jours suivants, 197 d'entre elles sont hospitalisées et 4 décèdent. Cette « épidémie » d'asthme serait provoquée par la poussière du soja déchargé sur le port, dans des silos dépourvus de filtre.

ITALIE

Marine.

Vingt-quatre heures après l'attaque par une vedette iranienne du cargo Jolly Rubino dans le nord du Golfe, le gouvernement décide d'envoyer six bâtiments de guerre,

dont trois dragueurs de mines, vers la mer d'Oman.

URSS

Justice.

À l'issue d'un procès commencé le 2, le jeune pilote allemand Mathias Rust est condamné à quatre ans de détention dans un camp de travail, pour violation de l'espace aérien soviétique et houliganisme « aggravé ».

GOLFE PERSIQUE
→ Italie

ÉTATS-UNIS

Politique économique.

Afin de juguler la baisse du dollar et la hausse de l'inflation, le taux d'escompte est relevé de 5,5 p. 100 à 6 p. 100.

Samedi 5

FRANCE

Société.

Parution au Journal officiel d'un arrêté ministériel interdisant la vente aux mineurs de sept revues, dont Newlook et Penthouse.

Franc-maçonnerie.

M. Jean-Robert Ragache succède à M. Roger Leray à la tête du Grand Orient de France.

ESPAGNE

Terrorisme.

Trois membres de l'ETA, auteurs présumés de l'attentat du 19 juin contre le supermarché Hipercor, sont arrêtés à Barcelone.
downloadModeText.vue.download 113 sur 517

IRAN
→ Koweït

ISRAËL
→ Liban

KOWEÏT

Relations internationales.

Cinq des sept membres de la mission diplomatique d'Iran sont expulsés. Le même jour, trois missiles, dont le tir est attribué à l'Iraq, s'abattent sur le territoire sans causer de dégâts.

LIBAN

Guerre.

Un raid israélien sur le camp palestinien de Aïn Heloué, près de Saïda, provoque la mort de 46 personnes, dont 36 civils.

Dimanche 6

SPORT

Cyclisme.

Déjà vainqueur du Tour d'Italie et du Tour de France, l'Irlandais Stephen Roche est sacré champion du monde sur route à Villach, en Autriche. La veille, Jeannie Longo avait remporté son troisième titre mondial.

BELGIQUE

Prisons.

Dix détenus sont blessés au cours d'une mutinerie à la prison de Forest, près de

Bruxelles. Les prisonniers protestent contre les conditions particulières d'accueil prévues pour les 25 hooligans, qui doivent être extradés de Grande-Bretagne, le 9 (éd. 1986). Le lendemain, une violente émeute se produit à la prison de Saint-Gilles (50 blessés).

LIBYE
→ Tchad

TCHAD

Conflit.

L'armée tchadienne détruit la base libyenne de Maaten es-Sara, située à 100 km au nord d'Aozou. Le bilan fait état de 1 713 morts et de 312 prisonniers parmi les soldats libyens et d'importantes pertes matérielles. Le 7, la Libye riposte en bombardant Abéché et N'Djamena. L'un des appareils libyens est abattu par un missile tiré par l'artillerie française.

ARGENTINE

Vie politique.

Avec 41,5 p. 100 des voix, le parti justicialiste péroniste remporte les élections destinées à renouveler la moitié de la Chambre des députés et les gouverneurs. Le parti de M. Raul Alfonsín, l'Union civique radicale, perd la majorité en ne recueillant que 37,3 p. 100 des suffrages. Le 16, formation d'un nouveau gouvernement légèrement remanié, où ne figure aucun membre du parti péroniste.

VENEZUELA

Catastrophes naturelles.

Dans la région de Maracay, province d'Aragua, des glissements de terrain, provoqués par les pluies torrentielles, font 500 victimes.

Lundi 7

RDA ⚿ RFA

Relations.

Le chef de l'État est-allemand, M. Erich Honecker, arrive à Bonn pour une visite de cinq jours. À l'issue de trois entretiens avec le chancelier Helmut Kohl, trois accords de coopération sont signés. Le 10, M. Erich

CHRONOLOGIE

113

Honecker se rend en Sarre dans sa ville natale de Neunkirchen.

LIBAN

Terrorisme.

Enlevé à Beyrouth-Ouest le 20 janvier, un otage ouest-allemand. M. Alfred Schmidt, est libéré et remis aux autorités syriennes.

AFRIQUE DU SUD

Relations internationales.

Le coopérant français Pierre-André Albertini est libéré à Maputo, au Mozambique, en même temps qu'un Néerlandais, M. Klaas de Jonge, et que 133 soldats angolais capturés par l'UNITA. En échange, l'Angola libère le major sud-africain Wynand du Toit.

ÉTATS-UNIS

Industrie automobile.

Le groupe américain Ford annonce qu'il prend le contrôle du constructeur britannique Aston Martin.

Mardi 8

FRANCE

Théâtre.

Le théâtre des Bouffes-Parisiens met en scène la dernière pièce de Françoise Sagan, l'Excès contraire.

DANEMARK

Vie politique.

Lors des élections législatives anticipées, défaite de la coalition gouvernementale de centre-droit, qui obtient 70 sièges sur 179 ; le parti conservateur du Premier ministre, M. Poul Schlueter, perd cinq sièges. Le 10, formation du nouveau gouvernement reconduisant la même coalition quadripartite.

ESPAGNE

Terrorisme.

Un sous-lieutenant de la garde civile, Cristobal Martin, est assassiné par l'ETA en plein centre de Bilbao. Dans la nuit du 9

au 10, une série d'attentats, l'un à Guernica et deux autres au pays basque, provoque la mort de trois personnes.

ISRAËL
→ OLP

OLP

À Genève, lors du colloque sur la Palestine, M. Yasser Arafat, qui est prêt à accepter les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité reconnaissant l'existence d'Israël propose une négociation directe avec l'État juif dans le cadre d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. Le 9, refus catégorique d'Israël.

Mercredi 9

ATLANTIQUE.

Recherche sous-marine.

Fin de la campagne d'exploration du Titanic.

Une entreprise

titanesque

Le 9 septembre, s'achève la campagne d'exploration de l'épave du Titanic, échoué depuis 75 ans par 3 950 mètres de fond à 900 km au sud de Terre-Neuve.

Première tentative pour remonter à la surface des vestiges du paquebot, l'expédition, lancée le 23 juillet, est conduite par l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, l'Ifremer, pour le compte d'une société de droit britannique, l'Ocean Research and Exploration Ltd et de la société Taurus International. Grâce au Nautile, un sous-marin de poche conçu pour les grandes profondeurs, ainsi qu'au robot-caméra Robin, l'expédition espère percer une partie des secrets du Titanic et retrouver le fameux trésor qu'il est supposé receler dans ses coffres.
downloadModeText.vue.download 115 sur 517

Au cours de 32 plongées, les bras télémanipulateurs du Nautile arrachent aux fonds marins près de 800 objets dispersés autour de la coque coupée en deux : vaisselle, accessoires de navigation, éléments du navire, bouteilles, billets de banque, quelques reliques ayant appartenu aux passagers ainsi qu'un petit coffre-fort. Mais la salle des coffres demeure inaccessible.

À partir du 9 août, les caméras de Robin explorent, photographient et filment les entrailles du bateau. Cette opération, dont l'intérêt est à la fois technologique et historique, déclenche de vives critiques des deux côtés de l'Atlantique. En Grande-Bretagne, deux députés demandent que soit mis un terme à « cette piraterie odieuse et sans coeur ». Aux États-Unis, où le Congrès avait approuvé, en octobre 1986, une résolution tendant à ce que l'épave soit considérée comme un mémorial inviolable, une virulente campagne médiatique dénonce l'« exploitation commerciale » d'un sanctuaire où périrent 1 513 personnes.

Le 3 août, le Sénat juge nécessaire d'adopter un projet de loi interdisant la vente de vestiges provenant du paquebot sur le territoire américain, alors que le contrat conclu par l'Ifremer stipulait bien que ces objets ne pouvaient être vendus. Après avoir été traités à l'aide d'un procédé électrolytique par un laboratoire spécialisé d'EDF à Saint-Denis, afin d'éviter leur corrosion au contact de l'air, ceux-ci doivent être exposés dans un musée itinérant à la mémoire des victimes de la plus grande catastrophe maritime de tous les temps.

Le 28 octobre, les résultats de l'expédition sont divulgués au public du monde entier, lors d'une grande émission télévisée, intitulée Return to the Titanic... Live, au cours de laquelle est ouvert en direct le petit coffre-fort qui avait été remonté à la surface le 20 août.

FRANCE
Outre-mer

→ Nouvelle-Calédonie

ITALIE

Cinéma.

Le Lion d'or de la 44e Mostra de Venise est

décerné au film de Louis Malle, Au revoir les enfants.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Statut.

À Nouméa, plus de 20 000 partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République, répondent à l'appel du RPCR et participent à une fête de la liberté.

AFRIQUE DU SUD

Conflits sociaux.

À East London, 2 800 ouvriers noirs de l'usine Mercedes Benz sont licenciés après cinq semaines de grève.

Jeudi 10

ÉGLISE CATHOLIQUE

Le pape Jean-Paul II entame à Miami son deuxième périple en Amérique du Nord, qui le conduit successivement à Columbia (le 11), à La Nouvelle-Orléans (le 12), à San Antonio (le 13), à Phoenix (le 14), à Los Angeles (les 15 et 16), à Monterey (le 17), à San Francisco (les 17 et 18), à Detroit (le 19) et enfin à Fort Simpson, au Canada (le 20). À l'occasion de ce voyage, au cours duquel il rencontre les diverses communautés protestante, juive, indienne, noire et latino-américaine, le Saint-Père rappelle fermement à l'Église américaine ses positions sur la sexualité et la société permissive.

FRANCE

Terrorisme.

Deux jours après l'attentat contre les locaux de la Banque saoudienne et européenne, à

CHRONOLOGIE

115

Paris, une bombe explose devant la porte de la Koweiti French Bank sans faire de victime.

Industrie.

Après un accord d'échange croisé de participations, BSN devient actionnaire de

Fiat avec 1,3 p. 100 des parts, tandis que le groupe Agnelli acquiert 4,3 p. 100 du capital du groupe agro-alimentaire français.

Bourse.

La modernisation du palais Brongniart se poursuit avec l'ouverture du nouveau marché des options négociables sur actions de Paris (MONEP).

Environnement.

À Roissy-en-Brie, en Seine-et-Marne, début de l'évacuation de 270 fûts de pyralène entreposés illégalement chez un ferrailleur. Quelques jours plus tard, 37 tonnes de pyralène sont découverts dans la cour d'une entreprise d'Audincourt, dans le Doubs.

IRAQ

Relations internationales.

À l'issue de la visite officielle du ministre libyen des Affaires étrangères, M. Jadallah Azouz al-Talhi, la Libye, qui est l'un des meilleurs alliés de l'Iran, renoue avec le gouvernement de Bagdad avec lequel elle décide d'établir des « relations fraternelles ».

ÉTHIOPIE

Vie politique.

Inauguration du Shengo, Parlement qui remplace le Conseil administratif militaire provisoire. Le chef de l'État, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam est élu président de la nouvelle République démocratique et populaire.

LIBYE
Relations internationales
→ Iraq

ÉTATS-UNIS
→ Église catholique

Vendredi 11

SPORT

À Lattaquié, ouverture des 10e Jeux méditerranéens, qui réunissent les délégations de 18 pays.

IRAQ-IRAN

Conflit.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, arrive à Téhéran, avant de se rendre à Bagdad le 13, pour une mission destinée à obtenir des deux belligérants un cessez-le-feu en application de la résolution 598 du Conseil de sécurité. Alors que l'Iran durcit sa position et exige qu'un comité détermine et punisse le responsable du conflit, la visite du représentant des Nations unies est suivie, le 16, d'une reprise intense des bombardements iraqiens dans le Golfe, qui vient rompre ainsi la trêve observée depuis le 10.

LIBAN

Guerre des camps.

À Saïda, la signature d'un accord entre Amal et les organisations palestiniennes met fin à 28 mois de combats.

LIBYE
→ Tchad

TCHAD

Conflit.

Les autorités tchadiennes et libyennes acceptent le cessez-le-feu proposé par l'OUA.

Samedi 12

CEE

Politique monétaire.

Réunis à Nyborg, au Danemark, les ministres des Finances décident de renforcer la coopération monétaire européenne en exerçant une surveillance accrue et une sys-
downloadModeText.vue.download 117 sur 517

tématisation des interventions des banques centrales. Ces mesures confirment celles adoptées à l'unanimité par les gouverneurs des banques centrales réunis à Bâle le 8.

FRANCE

Contre-espionnage.

Pour subornation de témoins, le parquet demande l'inculpation du commandant

Christian Prouteau, ancien responsable du GIGN, préfet et conseiller technique à l'Élysée, impliqué dans l'affaire des Irlandais de Vincennes du 28 août 1982.

Énergie nucléaire.

Mise en service du premier réacteur de la centrale de Nogent-sur-Seine (Aube), trois jours après l'inauguration de l'usine électronucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher).

Théâtre.

La Comédie-Française de la Porte Saint-Martin, présente la seule oeuvre théâtrale de Georges Bernanos, Dialogues des carmélites, dans une mise en scène de Gildas Bourdet.

ITALIE

Partis politiques.

M. Giorgio La Malfa remplace M. Giovanni Spadolini à la tête du Parti républicain.

YOUGOSLAVIE.

Scandale.

Représentant de la Bosnie-Herzégovine, M. Hamdija Pozderac présente sa démission de vice-président de la présidence collégiale, après avoir été mis en cause dans le scandale financier de l'Agrokomerc, un important complexe agro-alimentaire dont les principaux responsables ont été accusés d'avoir émis des lettres de change sans provision. Impliqué également dans l'affaire, M. Metod Rotar, directeur de la Ljubljans-

ka Bank, démissionne le 15, tandis que 42 cadres du PC sont limogés.

Dimanche 13

FRANCE

Vie politique.

Les déclarations de M. Jean-Marie Le Pen, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », selon lesquelles l'existence des chambres à gaz serait « un point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », provoquent les réactions de l'ensemble de la classe politique et la remise en cause des alliances locales de la majorité avec le Front national. Le 18, M. Le Pen dénonce le « lobby

pro-immigré » et la « meute politicienne et médiatique », qui « a cherché à lui faire dire ce qu'il ne pensait pas ».

Outre-mer

Nouvelle-Calédonie

NOUVELLE CALÉDONIE

Vie politique.

Lors du référendum organisé sur le statut du territoire, la participation des électeurs s'avère relativement forte (58,99 p. 100 des inscrits). 98,3 p. 100 des votants se déclarent pour le maintien de l'île au sein de la République française (17).

NICARAGUA

Politique intérieure.

Le président Daniel Ortega présente une offre de dialogue national à l'opposition, incluant la guérilla antisandiniste, si elle accepte de déposer les armes. Le 18, à Costa Rica, la Contra libère 81 soldats nicaraguayens mais refuse le principe d'un désarmement préalable de toute négociations.

LUNDI 14

Sida.

À l'occasion d'une conférence organisée à Quito par l'Office mondial de la santé (OMS), le professeur américain Anthony Fauci annonce l'inoculation prochaine,
downloadModeText.vue.download 118 sur 517

à 81 malades, d'un vaccin expérimental contre le Sida, obtenu par manipulation génétique.

SPORT

Tennis.

À Flushing Meadow, Ivan Lendl remporte sa troisième victoire aux Internationaux des États-Unis, en battant Mats Willander. Martina Navratilova remporte les titres du double dames et du double mixte, après avoir obtenu celui du simple dames contre

Steffi Graf, le 12.

Mardi 15

EUROPE

Technologie.

À Madrid, lors de la Conférence ministérielle des 19 pays participants au programme Eurêka, adoption de 58 nouveaux projets concernant plus particulièrement la robotique et la productique (éd. 1986 et éd. 1987).

Mercredi 16

ENVIRONNEMENT.

À Montréal, 24 pays réunis sous l'égide des Nations unies signent un protocole prévoyant de réduire de moitié la production de chlorofluocarbone, un gaz de synthèse qui est à l'origine de la destruction progressive de la couche d'ozone protégeant la vie terrestre.

FRANCE

Espace.

Après seize mois d'interruption, succès du 19e tir de la fusée Ariane, qui place en orbite deux satellites, l'un européen et l'autre australien.

Jeudi 17

CEE
→ Viêt-Nam

FRANCE
Outre-mer

→ Nouvelle-Calédonie

GRANDE¥BRETAGNE

Partis politiques.

Réuni à Harrogate, le parti libéral approuve sa fusion avec le parti social-démocrate.

PHILIPPINES

Gouvernement.

Mme Cory Aquino forme un nouveau cabinet, après la démission présentée le 9 par son gouvernement sous la pression des

militaires. Son plus proche collaborateur, M. Joker Arroyo, est remplacé par M. Catalino Macaraig au poste de secrétaire exécutif de la présidence.

VIÊT¥NAM

Politique extérieure.

Le gouvernement propose à la CEE le rétablissement des relations diplomatiques.

NOUVELLE¥CALÉDONIE

Statut.

À Nouméa, où il est accueilli triomphalement, M. Jacques Chirac propose un régime d'autonomie interne pour le territoire (13).

Vendredi 18

EST¥OUEST

Désarmement.

L'accord de principe américano-soviétique pour la signature d'un traité sur l'élimination des missiles de moyenne portée est annoncé à l'issue de la visite à Washington de M. Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères (du 13 au 17). La nouvelle est accueillie favorablement en
downloadModeText.vue.download 119 sur 517

Europe ; seul M. Jacques Chirac émet des réserves.

FRANCE

Société.

La commission des Sages, chargée de faire le point sur la réforme du Code de la nationalité, commence ses auditions retransmises en direct à la télévision (jusqu'au

16 octobre).

Samedi 19

FRANCE

Théâtre.

Au palais des Sports, première du spectacle de Robert Hossein, l'Affaire du courrier de Lyon, qui, sur un texte d'Alain Decaux, fait revivre le procès de Joseph Lesurques, guillotiné en 1796 pour l'attaque d'une malle-poste.

Musique.

À Lyon, le 8e festival Berlioz s'ouvre avec la création de la version intégrale des Troyens, en une seule soirée.

Mode.

À Paris, dans les jardins du Trocadéro, le deuxième Festival international de la mode réunit la haute couture et le prêt-à-porter.

HONGRIE

Politique économique.

Pour la première fois dans un pays socialiste, le Parlement institue l'impôt sur le revenu et la taxe à la valeur ajoutée.

INDE

Situation économique.

Mise en place d'un plan d'austérité, prévoyant de fortes hausses fiscales et des restrictions budgétaires, afin de faire face aux

conséquences de la plus grave sécheresse que le pays ait connu depuis un siècle.

PHILIPPINES

Troubles.

Assassinat de M. Leandro Alejandro, secrétaire général de la Nouvelle Alliance nationaliste (Bayan), organisation de gauche procommuniste.

NICARAGUA

Politique intérieure.

Interdit en 1986, le principal journal d'opposition, la Prensa, est autorisé à reparaître. Le 22, le gouvernement suspend toute censure sur les médias et autorise la radio officielle de l'Église à émettre de nouveau.

Dimanche 20

SPORT

Automobile.

En remportant au Portugal son 28e Grand Prix, Alain Prost bat le record des victoires en Formule 1 détenu par Jacky Stewart.

Lundi 21

FRANCE
Défense

France-RFA :

un moineau hardi

Un pays « bleu » allié d'un État « azur » a été la cible d'une attaque surprise par un agresseur « rouge » ayant violé au préalable la neutralité d'un pays « vert ». Tel est le scénario haut en couleur qui a servi de prétexte aux manoeuvres franco-allemandes organisées au cours du mois de septembre.

Réalisée en terrain libre dans les « États provinciaux » de Bade-Wurtemberg, l'opération « Moineau hardi-Kecker spatz », selon son
downloadModeText.vue.download 120 sur 517

CHRONOLOGIE

119

nom de code, a fait manoeuvrer côte à côte 55 000 soldats allemands du 2e corps ou de l'armée territoriale, et 20 000 militaires français appartenant à la Force d'action rapide (FAR), ainsi qu'à la Ire armée ou au 2e corps d'armée. La Luftwaffe, la Force aérienne tactique (FATac) et le Commandement du transport aérien militaire (COTAM) ont assuré le nécessaire appui aérien.

Manoeuvres hors du commun par les moyens engagés, mais également en raison de ses implications stratégiques et politiques : jamais une grande unité installée en France n'avait franchi le Rhin avec tant de matériels et si loin de ses bases. En parcourant plus de 1000 kilomètres en quarante-huit heures, la FAR aura prouvé ses réelles capacités de « projection » sur le théâtre Centre-Europe. Dès sa première intervention, elle s'est placée sous le commandement d'un général de la Bundeswehr, démontrant qu'elle pouvait être mise sous contrôle opérationnel allié dans l'hypothèse où le gouvernement français devrait en décider ainsi.

L'alerte est donnée dans les garnisons le 15 septembre et dure trois jours, permettant des mouvements de déploiement jusqu'au 19. La FAR franchit alors la frontière ouest-allemande et entre en Bade-Wurtemberg le lendemain. L'engagement proprement dit se déroule dans la semaine du 21 au 24 septembre, selon les contraintes opérationnelles suivantes : le parti « rouge » lance son attaque vers l'ouest, au nord et au sud du Danube, à travers le pays « vert ». Les « bleus » réussissent à tenir cette offensive en échec, et contraignent l'agresseur à concentrer ses forces vers le sud, où les « azur » semblent plus faibles. Côté français, ni le 2e corps d'armée, ni la 1re division de montagne, qui ont décelé la manoeuvre adverse, ne disposent alors de réserves suffisantes. L'engagement de la FAR s'avère donc nécessaire. Le général allemand commandant le 2e corps est autorisé à engager la FAR pour arrêter l'adversaire dans le triangle Augsburg-Ingolstadt-Freising. Les ordres sont de démanteler le dispositif de l'ennemi et de le repousser au-delà de la frontière. Les conditions de la contre-attaque sont alors réunies. Elle est menée au nord par le 2e corps d'armée et au sud par la FAR à laquelle est subordonnée une brigade de blindés allemands.

Situé de part et d'autre de Kelheim, sur le Danube, l'objectif commun de l'attaque est atteint à la fin de l'exercice, sous l'oeil attentif du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl, qui ont assisté à l'encerclement du pont sur le Danube, point d'orgue de l'opération « moineau hardi ». Jamais depuis le traité de l'Élysée en 1963, le rapprochement des doctrines militaires entre la France et la République fédérale n'avait fait l'objet d'une telle convergence : le gouvernement français a su démontrer sa volonté de participer à la défense des postes avancés de la RFA.

Justice.

Arrestation de douze personnes, membres présumés du « gang des égouts » auteur de l'attaque de la Caisse d'épargne de Marseille le 9 février (9 févr.).

Industrie textile.

Après deux mois de bataille boursière, M. Jérôme Seydoux, P-DG des Chargeurs SA, reconnaît avoir acquis, en moins de deux mois, 46,8 p. 100 des actions de

Prouvost, contre 50 p. 100 à M. Christian Derveloy, qui conserve le contrôle du groupe.

Audiovisuel.

Dans une interview accordée au Point, M. François Mitterrand critique la CNCL qui « n'a rien fait jusqu'ici qui puisse inspirer le respect ». La réponse de la Commission, qui estime avoir agi en « parfaite indépendance », est désavouée par deux de ses membres nommés par le président de la République, Mme Catherine Tasca et
downloadModeText.vue.download 121 sur 517

M. Bertrand Labrusse, qui dénoncent son « absence de pluralisme ».

ITALIE
→ Suisse

RFA

À Berlin, un mois après la mort de son seul détenu, Rudolf Hess, début des travaux de destruction de la prison de Spandau, qui avait été construite en 1881.

SUISSE

Justice.

Recherché depuis son évasion de la prison de Champ-Dollon en 1983, le grand maître de la loge maçonnique italienne P2, Licio Gelli, se constitue prisonnier à Genève. Accusé d'avoir été le manipulateur des plus graves scandales politico-financiers d'Italie, il a été également inculpé en 1985 et en 1986 de participation dans l'attentat contre la gare de Bologne et de soutien à des groupes terroristes néo-fascistes.

GOLFE PERSIQUE

Guerre.

Un navire iranien, l'Iran-Ajr, est attaqué par deux hélicoptères américains, alors qu'il posait des mines à 90 km au nord-est de Bahreïn ; 5 marins sont tués. Le lendemain, à la tribune des Nations unies, le président iranien Ali Khamenei affirme que le bâtiment transportait des denrées alimentaires.

Le 25, la marine américaine coule le navire.

PHILIPPINES

Armée.

Après la tentative de coup d'État du 28 août, limogeage de 17 officiers, dont trois généraux, impliqués dans le putsch.

SRI LANKA

Troubles.

Les soldats indiens de la force de paix reçoivent l'ordre de saisir les armes encore détenues par les Tigres libérateurs, alors que les militants de cette organisation s'opposent violemment depuis une dizaine

de jours à trois autres mouvements séparatistes tamouls pour le contrôle politique des provinces du Nord et de l'Est ; 100 personnes sont tuées au cours des combats (28).

ANGOLA

Relations internationales.

À l'occasion de sa visite à Paris, première étape d'un voyage qu'il effectue eu Europe, le président José Eduardo Dos Santos fait des propositions pour « une paix globale dans le sud-ouest de l'Afrique » et, le 23, se déclare prêt à renouer le dialogue avec l'Afrique du Sud.

LIBYE

Armée.

Arrivée du premier contingent des 1 500 mercenaires druzes libanais recrutés par le colonel Kadhafi.

ÉTATS-UNIS
→ Golfe Persique

Mardi 22

SPORT

Cyclisme.

À Colorado Springs, Jeannie Longo améliore de 163 m son propre record du monde de l'heure en couvrant 44 km 933.

FRANCE

Justice.

Considérant que le maintien en détention d'Yves Chalier n'est « plus nécessaire à la manifestation de la vérité », le juge Michau accepte sa mise en liberté sous contrôle judiciaire. Le principal accusé de l'affaire du Carrefour du développement observait une grève de la faim depuis le 24 août.

Industrie chimique.

En rachetant la chimie de base de Stauffer, filiale américaine d'ICI (Imperial Chemi-
downloadModeText.vue.download 122 sur 517

cals Industries), Rhône Poulenc renforce son implantation aux États-Unis.

Mercredi 23

FRANCE

Environnement.

M. Alain Carignon annonce la création de l'Institut de l'eau, destiné à promouvoir les techniques françaises dans ce domaine et à assurer une meilleure gestion de l'eau.

GRANDE¥BRETAGNE

Relations internationales.

Mme Margaret Thatcher ordonne la fermeture du bureau d'achat d'armes de l'Iran à Londres, plaque tournante de ses approvisionnements en matériel de guerre. Cette décision intervient deux jours après l'attaque dans le Golfe d'un pétrolier battant pavillon britannique, le Gentle Breeze, par des vedettes iraniennes.

IRAN
→ Grande-Bretagne

JORDANIE

Relations internationales.

Les autorités annoncent la reprise des relations diplomatiques avec la Libye, rompues depuis février 1984.

INDE ⚿ PAKISTAN

Incidents frontaliers.

Dans la région du glacier Siachen, au nord du Cachemire, de violents combats opposent les troupes pakistanaises aux soldats indiens. Chacun des deux États, qui revendiquent le contrôle de cette région stratégique, rejette sur l'autre la responsabilité de l'attaque.

LIBYE
→ Jordanie

Jeudi 24

FRANCE

Justice.

Un ancien CRS, Jean-Paul Taillefer, accusé d'avoir abattu un jeune homme, Houari Ben Mohamed, au cours d'un contrôle d'identité, est condamné à dix mois de prison dont quatre avec sursis pour homicide involontaire. Le verdict provoque les réactions hostiles de diverses associations antiracistes et de la communauté maghrébine qui manifeste à Marseille.

Vendredi 25

FRANCE

Publicité.

Annonce de la nomination à la tête de Publicis de M. Maurice Lévy, qui succédera à M. Marcel Bleustein-Blanchet le 1er janvier 1988.

Arts.

Le Grand Palais présente la première grande rétrospective consacrée à Fragonard

(jusqu'au 4 janvier).

ÎLES FIDJI

Vie politique.

Auteur du coup d'État du 14 mai, le lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka reprend la direction de l'exécutif, prétextant que le gouvernement bipartite, qui devait être constitué par M. Timosi Bavadra et Ratu sir Kamisese Mara, ne pourrait garantir aux Mélanésiens le contrôle du Parlement.

Le 29, il annonce que l'archipel est devenu une République « de facto », dont il se proclame président le 1er octobre. La Grande-Bretagne et l'Inde refusent de reconnaître le nouveau régime.

AMÉRIQUE LATINE

Dette extérieure.

Les trois pays les plus endettés du monde, le Brésil, l'Argentine et le Mexique, qui totalisent une dette de 282 milliards de dollars,
downloadModeText.vue.download 123 sur 517

décident de coordonner leur attitude face à leurs créanciers au sein d'un « groupe des trois ».

Samedi 26

FRANCE

Terrorisme.

Militante de l'organisation terroriste italienne Prima Linea et recherchée pour complicité de meurtres, vol a main armée et escroquerie, Raffaela Esposito est arrêtée à Montélimar.

Variétés.

Pour fêter ses 50 ans de chanson, Charles Trenet donne un récital au Théâtre des Champs-Élysées.

ITALIE
Terrorisme

→ France

POLOGNE

Relations internationales.

Au cours de sa visite officielle de quatre jours, M. George Bush, vice-président des États-Unis, déclare souhaiter « voir la Pologne plus libre, plus indépendante et plus prospère ». Le 28, au lendemain de son dîner avec Lech Walesa, il rend hommage au syndicat Solidarité.

Dimanche 27

FRANCE

Capétiens.

À Amboise, le comte de Paris transmet directement ses droits de chef de la maison d'Orléans à son deuxième petit-fils, Jean, auquel il confère en même temps le titre de duc de Vendôme.

Technologie

→ Égypte

CHINE

Tibet.

À Lhassa, une centaine de Tibétains manifestent pour réclamer l'indépendance, au moment où, en visite aux États-Unis, le dalaï-lama revendique le droit à l'autodétermination pour son pays.

ÉGYPTE

Transports.

Après six années de travaux, le métro du Caire, construit et financé par des sociétés françaises, est inauguré, en présence de M. Jacques Chirac. À cette occasion, deux accords de coopération financière sont signés.

TUNISIE
Procès de l'islamisme

Procès de l'islamisme

Le 27 septembre, le procès de 90 militants islamistes jugés, dans une caserne du Bardo à Tunis, pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État et tentative de renversement du régime en collusion avec l'Iran, s'achève par un verdict modéré, compte tenu des 90 condamnations à la peine capitale requises par le procureur général.

Sept inculpés sont condamnés à mort, dont cinq par contumace, deux aux travaux forcés à perpétuité, quatorze sont acquittés ; les autres sont condamnés à des peines allant de deux ans à vingt ans de prison ou de travaux forcés. Les deux condamnés à mort présents à l'audience sont accusés, l'un d'avoir vitriolé un membre du parti gouvernemental, l'autre d'avoir préparé les bombes déposées le 2 août dans quatre hôtels de Sousse et de Monastir.

Deux autres instigateurs de l'attentat, toujours recherchés par la police, sont également passibles de la peine capitale, ainsi que trois dirigeants en fuite du Mouvement de la tendance islamique (MTI). Le secrétaire géné-
downloadModeText.vue.download 124 sur 517

ral et fondateur de l'organisation, l'« émir » Rachid Ghannouchi, qui avait été arrêté le 9 mars, est condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le procès, qui s'est ouvert le 27 août devant la Cour de sûreté de l'État, associe, sous un même acte d'accusation, des hommes poursuivis pour des actions terroristes – vitriolage de magistrats et attentat à la bombe – et d'autres pour appartenance à une organisation illégale, le MTI, pourtant longtemps tolérée par le gouvernement. Désignés depuis mars comme responsables de l'agitation islamique dans le pays – troubles à l'université, manifestations dans les rues de la capitale –, ses membres et sympathisants sont l'objet d'une forte répression policière. En six mois, 1 600 personnes accusées d'appartenir à des « réseaux khomeynistes », ont été arrêtées et 1 270 d'entre elles jugées et condamnées. Le 12 août, une circulaire ordonne la fermeture des salles de prière et interdit le port de la tenue islamique – barbe et tchador – dans les administrations.

Le dossier de l'instruction, s'il confirme le haut degré d'organisation et l'ampleur des moyens dont dispose le mouvement, n'établit aucune preuve sérieuse sur son inféodation à l'Iran et encore moins sur un début de complot visant à renverser le régime, qui l'avait mis en cause dans les attentats du 2 août, pourtant revendiqués par le Djihad islamique ; le 11 septembre, leurs auteurs, qui avaient publiquement déclaré appartenir au MTI, reviennent sur leurs aveux, qui auraient été extorqués sous la torture.

À la lecture du verdict, l'opposition politique, la Ligue des droits de l'homme et les amis occidentaux de la Tunisie se déclarent soulagés que l'« irréparable » ait été évité, les militants islamistes étant déterminés à « réagir à la tyrannie » si leur direction était injustement « conduite à la boucherie ».

Le 8 octobre, les deux prisonniers condamnés

à mort sont pendus, en dépit des interven-

tions des organisations humanitaires et des avertissements lancés à Beyrouth, par le Djihad islamique (éd. 1987).

COLOMBIE

Catastrophe naturelle.

À Medellin, la deuxième agglomération du pays, un gigantesque glissement de terrain accompagné d'un torrent de boue recouvre une partie d'un bidonville, ensevelissant 300 à 500 habitants.

Lundi 28

FRANCE

Gouvernement.

M. André Santini devient ministre délégué à la Communication, cédant ses anciennes fonctions de secrétaire d'État aux Rapatriés à M. Camille Cabana, déjà ministre délégué à la Réforme administrative.

Justice.

Le Garde des sceaux, M. Albin Chalandon, présente son projet de réforme de l'instruction, qui prévoit de réduire les pouvoirs des juges d'instruction en leur enlevant notamment celui de décider seuls de l'emprisonnement des prévenus.

IRAN

Justice.

Radio Téhéran annonce l'exécution de Mehdi Hachemi, accusé de corruption et de complot contre la République islamique. L'ancien proche collaborateur de l'ayatollah Montazeri, successeur désigné de l'imam Khomeyni, chargé d'« exporter » la révolution islamique, avait été arrêté en octobre 1986.

SRI LANKA

Guérilla.

L'organisation des Tigres libérateurs conclut avec l'Inde un accord prévoyant l'attribution au mouvement de sept sièges sur les douze prévus dans le futur Conseil régional

downloadModeText.vue.download 125 sur 517

provisoire chargé d'administrer le nord et l'est de l'île (21).

Mardi 29

FRANCE

Communications.

À Toulouse, lors de l'inauguration du 2e Salon international des techniques et énergies du futur, M. François Mitterrand évoque l'idée d'un « programme Eurêka de l'audiovisuel ».

Environnement.

Après la signature d'un accord avec Sandoz, une indemnité de 46 millions de francs devra être versée à la France en dédommagement de la pollution du Rhin occasionnée par l'incendie des laboratoires de la firme suisse, le 1er novembre 1986 (éd. 1987).

SUISSE
→ France

URSS

M. Mikhaïl Gorbatchev, qui avait disparu de la vie publique depuis le 7 août, met fin aux rumeurs qui couraient sur son état de santé, en recevant à Moscou une délégation de 310 personnalités françaises.

IRAN
→ États-Unis

ÉTATS☒UNIS

Commerce international.

Le Sénat vote à l'unanimité l'interruption de toute importation en provenance de l'Iran, y compris celle de pétrole dont les achats avaient augmenté depuis le début de l'année.

Mercredi 30

FRANCE
Outre-mer

→ Nouvelle-Calédonie

Terrorisme basque

Une affaire d'ETA

Le 30 septembre à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), l'un des plus hauts dirigeants de l'appareil militaire de l'ETA, Santiago Arrospide Sarasola, dit Santi Potros, responsable des commandos terroristes, est arrêté au domicile d'un sympathisant basque français, M. Joseph-Xavier Guimont. Quelques heures plus tard, un autre membre de l'ETA militaire, José Ignacio Picabea Burunza, est interpellé à Saint-Pée-sur-Nivelle, dans une ferme isolée utilisée comme base logistique par l'organisation terroriste espagnole. De nombreux documents sont saisis ; ils comprennent un organigramme de l'organisation, donnant les noms de 500 personnes, des numéros de téléphone et d'immatriculation minéralogique, ainsi qu'une liste d'actions terroristes prévues contre des établissements français en Espagne et contre des personnalités espagnoles. Dès la nuit suivante, exploitant une partie des documents saisis en France, la police espagnole déclenche une importante offensive de l'autre côté des Pyrénées. En quatre jours, 40 personnes appartenant à des commandos d'appui, chargés de fournir des informations et les infrastructures aux terroristes, sont interpellées. Deux caches sont découvertes, l'une à Madrid, l'autre à Villabona, où un véritable arsenal est saisi.

Le 3 octobre, en France, l'une des plus vastes opérations policières est engagée contre les réfugiés basques espagnols ; menée conjointement par la police judiciaire, les renseignements généraux, la sécurité publique et la gendarmerie, elle mobilise près de
downloadModeText.vue.download 126 sur 517

2 000 hommes, qui perquisitionnent 132 domiciles au Pays basque, mais aussi à Angers, Angoulême, Carcassonne, Limoux et Rennes. 97 personnes sont interpellées, parmi lesquelles 12 membres actifs de l'ETA qui, bénéficiant du statut de réfugié politique, sont expulsés vers l'Algérie ; les autres sont remises aux autorités espagnoles.

Le 7 octobre, le chef présumé du commando de Navarre, Miguel Garcia Minguez, dit Peque, est arrêté à Bayonne. L'ETA, déjà durement touchée depuis le début de l'année par

le démantèlement de trois de ses commandos opérant à Madrid (le 8 janvier), à Saint-Sébastien (23 juillet) et à Barcelone (5 septembre), perd les structures d'accueil dont elle disposait au nord des Pyrénées. Pour le gouvernement de Madrid, l'offensive française contre le séparatisme basque marque le « saut décisif dans la coopération antiterroriste » entre les deux États ; elle est en partie le résultat de la radicalisation d'Ipparretarrak qui, depuis le début de l'été, mobilise les forces de police. Celles-ci sont à la recherche de Philippe Bidart, meurtrier de trois gendarmes et soupçonné d'avoir voulu commettre un attentat contre le Tour de France.

Arts.

À la galerie Daniel Lelong, à Paris, le peintre britannique Francis Bacon expose une vingtaine de ses toiles les plus récentes.

ESPAGNE

Terrorisme.

À Madrid, deux bombes dissimulées dans des voitures explosent sans faire de victime à proximité du palais de justice, où sont jugés les membres du commando Madrid de l'ETA, arrêtés le 16 janvier.

AFGHANISTAN

Gouvernement.

Le secrétaire général du PC, M. Mohamed Najibullah, prend les fonctions de chef de l'État après son élection à la présidence du Conseil révolutionnaire, où il remplace

M. Mohamed Tsamkani qui occupait l'intérim depuis novembre 1986.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Terrorisme.

Deux gendarmes sont abattus dans la montagne de Tiaoué, sur la côte ouest, alors qu'ils effectuaient une opération de contrôle dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'un gendarme perpétré le 28 avril.

SURINAM

Constitution.

93 p. 100 des votants adoptent par référendum le projet prévoyant l'élection au

suffrage universel d'une Assemblée nationale chargée de choisir le président de la République.

Le mois de

Robert Hossein

Pour nous autres, gens de théâtre, le mois de septembre est le mois de tous les enjeux. Celui de 1987, pour Alain Decaux et moi-même, ce fut l'Affaire du courrier de Lyon. Une réflexion sur la peine de mort qui, au-delà du cas Joseph Lesurques, condamné à l'échaffaud sans qu'on ait pu établir la preuve de sa culpabilité, met l'accent sur le problème particulier de la justice et, de manière plus générale, sur la condition humaine.

Cette préoccupation est une constante des spectacles que j'ai montés. Elle est aussi le reflet d'une indignation que j'éprouve quotidiennement face à l'actualité ou, plus simplement, face à ce qui m'est permis d'observer dans ma vie de tous les jours. Je crois que la pire des choses dans l'existence est de perdre ses facultés d'indignation. Or, devant l'avalanche d'informations dont nous sommes sans cesse abreuvés, nous courons deux risques : qu'un drame en fasse oublier un autre et, surtout, que nous nous habituions trop facilement à l'idée qu'il soit possible.
downloadModeText.vue.download 127 sur 517

Deux ans après la Terreur, qu'importait la vie de Lesurques ? Une tête de plus ou de moins ne comptait pas. C'est ainsi qu'une civilisation glisse dans la barbarie : en normalisant l'horreur. Par le biais des médias, nous sommes entrés aujourd'hui dans le domaine du spectaculaire, qui a l'avantage de porter certains événements sur le devant de la scène et donc de sensibiliser le public. Mais, comme toute médaille a son revers, il a également l'inconvénient d'occulter d'autres événements, soit en les taisant, soit en livrant une image trompeuse de la réalité.

Je ne peux m'empêcher de penser, à l'heure où nous nous gargarisons de nominations et de prix, où nous nous récompensons à coups de Molière, de César et de Sept d'or, à la misère de notre profession. On organise de grandes soirées, tout en strass et en paillettes dont le bénéfice va essentiellement à ceux qui les

promeuvent. Mais on oublie la partie cachée de l'iceberg. Je m'élève avec véhémence contre ces faux encouragements, cette fausse promotion des spectacles, cet arbitraire qui tend à donner le change et laisser croire que le malade va mieux alors qu'il est moribond. À la veille du grand rendez-vous de 1992, il est temps que nous regardions la réalité en face si nous voulons être compétitifs avec nos partenaires européens. Faute de courage, d'accepter de remettre en question une politique culturelle d'assistance parfois inadéquate ou injuste, faute d'admettre nos erreurs, nous serons dépassés. Qu'aurons-nous à proposer à cette date ? Rien. Démagogie, nostalgie et mélancolie, politique de l'autruche et bonne conscience ne constituent pas une réponse.

Qu'attend-on pour abattre enfin la barrière qui isole théâtre privé et théâtre public ? Il est inadmissible et aberrant qu'on puisse dépenser d'un côté des fortunes pour jouer vingt à trente fois, tandis que de l'autre on nous contraint à tout miser sur une star et à rogner sur les équipes techniques pour pouvoir amortir le spectacle. Personne ne remplit son rôle. Ni les affaires culturelles, qui

se réfugient derrière la solution du saupoudrage en refusant de séparer le bon grain de l'ivraie, ni la télévision, aussi absente dans le domaine de la production, de la création, que de l'exportation des spectacles de théâtre, ni l'élite intellectuelle, qui se félicite de produire une culture destinée à un petit nombre et par essence non rentable. Qu'est-ce que la culture sinon progresser grâce à la connaissance ? Pourquoi promouvoir des idées si ce n'est pour atteindre un plus grand nombre de gens ? Mon sentiment est que la justice, l'équilibre et l'unité de notre profession ne pourront venir que d'une prise de conscience totale de tous les bords, de toutes les pensées et de toutes les options.

ROBERT HOSSEIN

Météo : l'Été

Du solstice au 31 juillet, la France a connu un début d'été maussade, peu ensoleillé, frais et particulièrement pluvieux. Il est vrai que la circulation atmosphérique au-dessus de l'Europe occidentale a été dominée par le passage de perturbations nombreuses et souvent très actives. Les pluies, généralement orageuses, ont été très supérieures aux normales sur l'ensemble du territoire. Les excédents pluvio-métriques de juillet furent à l'origine d'une série impressionnante de

catastrophes dans le massif alpin. En France, le 14 juillet, la crue subite du Borne ravage le terrain de camping du Grand-Bornand ; le bilan est lourd : 23 morts et 8 disparus. Du 18 au 20 juillet, l'Italie du Nord, la Suisse et l'Autriche subissent à leur tour des orages violents et rapprochés qui entraînent inondations, coulées de boue, glissements de terrain. En Italie, la Valteline (haute Lombardie), le Trentin et le Haut-Adige sont les régions les plus touchées et le bilan est considérable : 16 morts, 23 disparus, des milliers de personnes sans abri. Les dégâts sont estimés à 6,5 milliards de F. En Suisse, downloadModeText.vue.download 128 sur 517

inondations et mouvements de terrain sont localisés dans le canton du Tessin ; la ligne ferroviaire du Saint-Gothard est coupée. Le lac de Constance déborde côté helvétique. En Autriche, c'est au Tyrol que les crues de l'Inn et de ses affluents sont les plus graves.

L'Europe n'est pas la seule victime des excès climatiques. En Corée du Sud, les typhons Thelma (17 juillet) et Alex (28 juillet) ravagent les régions méridionales : plus de 300 morts, 10 000 personnes sans abri et 600 millions de F de dégâts. En Chine, inondations dramatiques dans le Xinjiang : 3 millions de personnes sinistrées, 10 000 maisons détruites. En Iran, graves inondations au nord immédiat de Téhéran les 25 et 26 juillet : 100 morts. Dans l'hémisphère austral, l'hiver n'est guère plus clément ; au Chili central et méridional, tempêtes et inondations sont lourdes de conséquences : 32 morts et 100 000 sinistrés.

Les catastrophes climatiques

affectent le monde entier

En France, les températures d'août ont été supérieures à la normale, notamment dans les régions méridionales, bien que la première décade ait été marquée par une fraîcheur anormale. Les températures journalières ont connu de sensibles variations tout au long du mois, comme le prouvent les quelques records suivants : 4,5 °C à Romorantin le 5 août, 7,7 °C à Mâcon et 4,4 °C à Saint-Étienne-Bouthéon le 6 (températures minimales) ; 39,1 °C à Auch le 13, 36,9 °C à Carcassonne le 15, 37,9 °C à Nîmes-Courbessac, 35,5 °C

à Auxerre, 36,3 °C à Clermont-Ferrand et 34 °C à Nevers le 21 (températures maximales). En Espagne, de très fortes chaleurs sont enregistrées entre le 11 et le 20 août en Castille (47 °C à Madrid les 12 et 13), en Estrémadure et en Andalousie. Canicule et sécheresse sont à l'origine de feux de forêts particulièrement dévastateurs. En France, ces feux ont été beaucoup moins nombreux qu'en 1986. Il est vrai que, après un hiver

et un printemps plutôt pluvieux, le bilan hydrique des sols est, en août, globalement satisfaisant, et la sécheresse atténuée par des pluies généralement orageuses réparties sur trois périodes d'inégale durée (du 1er au 11, du 16 au 18 et du 21 au 27). Des « pluies de boues » sont enregistrées à Château-Chinon, Nevers, Romorantin ou Abbeville et des pluies de poussières d'origine saharienne observées sur la majeure partie du pays les 16 et 17 août. Du 21 au 27, la France, mais aussi l'Italie du Nord, la Suisse et l'Autriche sont affectées par des pluies orageuses abondantes et intenses (44,8 mm en 4 h 25 à Quimper le 23, 62 mm à Nîmes-Garons en 1 heure le 24, 66 mm à Pralognan en 24 heures, 95,7 mm à Paris-Montsouris dont 84,7 mm en 12 heures la nuit du 24 au 25...). En Bretagne, dans le Lyonnais, en Île-de-France, en haute Maurienne et en Vanoise, ces pluies diluviennes provoquent inondations, glissements de terrain ou coulées de boue et perturbent localement les trafics routier et ferroviaire ; elles ont eu de graves conséquences économiques et humaines dans le Valais et les Grisons, au Tyrol et en Lombardie, régions qui avaient déjà été sévèrement touchées en juillet. Ailleurs dans le monde, des événements climatiques catastrophiques se produisent : les Philippines subissent les effets des cyclones Betty et Cary les 10 et 17 août ; le Bangladesh est ravagé par des inondations de grande ampleur (300 morts ; 17 millions de personnes sinistrées), alors que l'Inde voisine subit la sécheresse la plus sévère du siècle.

L'été et les types de temps qui lui sont habituellement associés ne se sont réellement manifestés qu'en septembre ; fortes chaleurs, bon ensoleillement, pluies faibles et rares ont été les caractères les plus remarquables de l'arrière-saison. De nombreux records absolus de températures sont ainsi relevés entre le 10 et 24 septembre : 38 °C à Auch le 13, 34,2 °C à Saint-Martin-d'Hères le 14, 36,8 °C à Clermont-Ferrand, 31,9 °C à Saint-Nazaire le 16, 32,9 °C à Colmar le 18... pour les tem-

downloadModeText.vue.download 129 sur 517

pératures maximales élevées ; 19,5 °C à Colmar le 13, 21,2 °C à Château-Chinon le 18... pour les températures minimales élevées. Les pluies faibles à modérées mais localement fortes ont été le fait de la première décade : 34 mm en 1 heure à Bordeaux le 1er, 110 mm en 12 h 30 à Marsannay-la-Côte le 4,36 mm en 1 h 15 à Quimper le 5. Les totaux pluviométriques cumulés du 1er au 21 septembre, très inférieurs aux moyennes sur l'ensemble du pays, expliquent la dégradation du bilan hydrique des sols, notamment dans le Languedoc-Roussillon, la Provence, la Corse, la vallée de la Garonne et les Pays de la Loire.

Philippe C. Chamard
downloadModeText.vue.download 130 sur 517

CHRONOLOGIE

129

Octobre

Jeudi 1er

FRANCE
Relations internationales

→ Vanuatu

Conflits sociaux.

35 salariés de la papeterie Chapelle-Darblay de Grand-Couronne (Seine-Maritime) sont immédiatement mis à pied pour avoir participé à la journée d'action organisée par la CGT ; 7 autres personnes subissent le même sort trois jours plus tard. Le 5, l'Inspection du travail demande des poursuites judiciaires contre la direction, pour atteinte au droit de grève.

Musique.

À Paris, au palais de Chaillot, et dans le cadre du Festival d'automne, création française du Prométhée de Luigi Nono, sous la direction simultanée de deux chefs d'orchestre, David Shallon et Friedrich Goldman.

TIBET

Troubles.

À Lhassa, six policiers ainsi que sept civils trouvent la mort et vingt autres personnes sont blessées au cours d'une émeute anti-chinoise qui a éclaté dans les milieux monastiques. Le 7, de Dharamsala, en Inde, où

il vit en exil, le dalaï-lama lance un appel à la désobéissance civile.

ÎLES FIDJI

Coup d'État.

Le colonel Rabuka se proclame président de la République, abroge la Constitution et supprime la fonction de gouverneur général, représentant de la reine d'Angleterre. Un gouvernement transitoire est constitué le 7.

VANUATU

Relations internationales.

Le gouvernement, qui soutient les indépendantistes néo-calédoniens, expulse l'ambassadeur de France à Port-Vila, M. Henri Crépin-Leblond.

Vendredi 2

FRANCE

Relations internationales.

M. François Mitterrand accepte de recevoir les lettres de créance de l'ambassadeur d'Afrique du Sud, M. Hendryck Geldenhuys, qu'il avait refusées le 19 juin pour protester contre le maintien en détention, au Ciskeï, du coopérant français Pierre-André Albertini (19 juin et 7 sept.).

Culture.

Une convention signée entre MM. François Léotard et Pierre Mauroy « apporte une solution définitive » à l'affaire des plans-reliefs qui dure depuis le mois d'avril 1986 (éd. 1987) ; elle prévoit le « retour à Paris de l'essentiel de la collection et le maintien à Lille des plans de la région ».

AFRIQUE DU SUD
Relations internationales

→ France

TUNISIE

Gouvernement.

Le ministre de l'Intérieur, le général Zine Ben Ali, est nommé Premier ministre
downloadModeText.vue.download 131 sur 517

en remplacement de M. Rachid Sfar. Il conserve le ministère de l'Intérieur et assume également les fonctions de secrétaire général du Parti socialiste destourien. Il devient ainsi constitutionnellement le successeur du président à vie Habib Bourguiba (7 nov.).

Samedi 3

FRANCE

Pays basque.

La police procède à l'interpellation d'une centaine de personnes appartenant aux milieux nationalistes, ainsi qu'à une cinquantaine d'expulsions vers l'Espagne, ce qui provoque de violents incidents le 7. De nombreux documents saisis à cette occasion devraient faciliter la poursuite de l'offensive contre l'ETA militaire.

Culture.

Jusqu'au 3 janvier 1988, le musée d'Orsay présente sa première grande exposition : « Chicago, naissance d'une métropole », une rétrospective sur l'école d'architecture de Chicago entre 1872 et 1922.

Littérature.

L'auteur dramatique Jean Anouilh meurt à Lausanne, à l'âge de 77 ans.

Le voyageur sans bagage

L'auteur dramatique français Jean Anouilh meurt à l'hôpital de Lausanne (Suisse) le 3 octobre, d'une crise cardiaque, à l'âge de 77 ans.

Anouilh naît à Bordeaux le 23 juin 1910. Monté à Paris en 1922 pour y poursuivre ses études, il est déjà très attiré par le théâtre et

écrit ses premières pièces sous l'influence de Henry Bataille, alors à la mode. Il s'inscrit en droit, travaille dans une maison de publicité, où est passé aussi Jacques Prévert, puis

est présenté à Louis Jouvet, dont il devient le secrétaire à la Comédie des Champs-Élysées.

C'est le choc de Siegfried (1928), de Jean Giraudoux, qui le décide à se consacrer exclusivement au théâtre. Sa première grande oeuvre, l'Hermine, est jouée par Pierre Fresnay en 1932. Peu apprécié par Jouvet, Jean Anouilh présente alors le Voyageur sans bagage à Georges Pitoëff, qui décide de créer la pièce en 1937. L'année suivante, c'est André Barsacq qui monte le Bal des voleurs. Avec la Sauvage (1938), mise en scène par Pitoëff, sa réputation est établie. Suivent plus de trente-cinq pièces au total, qu'Anouilh a lui-même réparties en pièces « roses », « noires », « brillantes », « grinçantes », « costumées », « baroques », « secrètes » et « farceuses ». Ce classement illustre au mieux les diverses facettes de la personnalité d'Anouilh, qu'entremêlent un désarroi proche de l'existentialisme ainsi qu'une férocité certaine contre l'imposture et l'hypocrisie sociale, avec une véritable aspiration à la pureté, à l'évidence impossible, sublimée alors dans le jeu et la drôlerie.

D'une exceptionnelle longévité théâtrale, puisque ses oeuvres ont tenu l'affiche plus de cinquante ans, Anouilh, de l'avis même de ses acteurs, a su les magnifier : Suzanne Flon, Michel Bouquet, Pierre Brasseur, Paul Meurisse ou Bernard Blier, qui n'ont jamais été autant eux-mêmes qu'à travers ses dialogues, aux qualités héritées de Marivaux. Anouilh a aussi réalisé un film, le Voyageur sans bagage (1943), à partir de sa propre pièce, et collaboré à divers scénarios ou adaptations (Deux sous de violettes, la Nuit des rois...)

Musique.

À Versailles, de 15 000 à 20 000 personnes assistent à la Journée Lully organisée par le Centre de musique baroque de Versailles
downloadModeText.vue.download 132 sur 517

présidé par Jean-Claude Malgloire et dirigé par Vincent Berthier de Lioncourt.

Lundi 5

FRANCE

Cérémonies officielles.

Les cendres de René Cassin, prix Nobel de la paix en 1968, auteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'ONU, sont solennellement transférées au Panthéon.

Commémorations.

Début des cérémonies organisées pour célébrer le centenaire de la fondation de l'Institut Pasteur.

Privatisations.

18 300 000 actions du groupe Suez, soit 30 p. 100 de son capital, sont mises en vente publique au prix de 317 F l'unité. Le 17, plus de 1 600 000 personnes se sont déjà portées acquéreurs des titres, dont la cotation est retardée le 28 par M. Édouard Balladur, à la suite de la chute des valeurs boursières.

URSS
→ Amérique latine

GOLFE PERSIQUE

Guerre.

L'aviation iraqienne attaque quatre pétroliers dans le détroit d'Ormuz près de l'île iranienne de Larak.

ÉGYPTE

Gouvernement.

Lors d'un référendum, 97 p. 100 des votants se prononcent pour le renouvellement du mandat du président Moubarak, qui est ainsi reconduit dans ses fonctions pour six ans.

TRANSKEI

Gouvernement.

Mlle Stella Sigcau est élue Premier ministre en remplacement de M. Georges Matanzima, qui avait démissionné en septembre.

AMÉRIQUE LATINE

Relations internationales.

Après s'être rendu au Brésil du 28 au 30 septembre, puis en Argentine du 1er au 5 octobre, M. Édouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, effectue une visite officielle en Uruguay.

Mardi 6

FRANCE
Relations internationales

→ Amérique latine

Outre-mer

→ Nouvelle-Calédonie

Industrie aéronautique.

Conséquence des mauvais résultats de ses ventes à l'étranger, la société Dassault annonce la prochaine fermeture de quatre usines, ainsi que la suppression de 1 261 emplois.

NOUVELLE CALÉDONIE

Statut.

À Nouméa, M. Bernard Pons présente son nouveau projet qui prévoit notamment une « autonomie de gestion » pour le territoire.

AMÉRIQUE LATINE

Relations internationales.

M. François Mitterrand effectue une visite officielle en Argentine jusqu'au 9 ; il séjourne ensuite plus brièvement en Uruguay et au Pérou. À cette occasion, le chef de
downloadModeText.vue.download 133 sur 517

l'État français exprime sa solidarité avec les « démocraties renaissantes ».

Mercredi 7

PHILIPPINES

Troubles.

Les autorités annoncent la découverte d'un nouveau complot contre la présidente

Mme Cory Aquino, en vue de ramener au pouvoir l'ancien président Marcos ; une opération anti-coup d'État est alors « répétée » autour du palais présidentiel ; quatorze personnes sont arrêtées et trois stations de radio interdites.

SRI LANKA

Guérilla.

Au cours de deux journées de massacres (les 6 et 7), les Tigres libérateurs tamouls assassinent 150 Cinghalais (9).

Jeudi 8

FRANCE

Relations internationales.

M. Pik Botha, ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, effectue une visite privée à Paris ; il est reçu par M. Jacques Chirac le 9.

Scandale.

Dans le cadre de l'affaire du Carrefour du développement, l'Assemblée nationale vote la mise en accusation de Christian Nucci devant la Haute Cour de justice par 340 voix (RPR, UDF, FN et PC) contre 211 (PS).

Culture.

À l'occasion du centenaire de la naissance de Le Corbusier, le Centre Georges-Pompidou présente jusqu'au 3 janvier 1988 une vaste rétrospective intitulée : « L'aventure de Le Corbusier ».

Au Petit Palais et au musée d'Art moderne, la reine d'Espagne et M. Jacques Chirac inaugurent une exposition consacrée à

un panorama de la peinture espagnole du Greco à Picasso.

TUNISIE

Justice.

Deux des sept militants islamistes qui avaient été condamnés à mort le 27 septembre par la Cour de sûreté de l'État sont pendus à Tunis, le président Bourguiba ayant refusé de les gracier.

Vendredi 9

FRANCE

Transports.

M. Jacques Chirac rend public le tracé du futur TGV-Nord, qui passera par Roissy, Lille, puis Londres ou Bruxelles ; la mise à l'écart de la ville d'Amiens provoque de vives réactions de la part des élus de la Région Picardie.

SRI LANKA

Guérilla.

En riposte aux massacres perpétrés les 6 et 7 (7) par les Tigres libérateurs tamouls, l'armée indienne prend d'assaut la ville de Jaffna, qui tombe le 18. Les combats se poursuivent encore jusqu'au 25 et les victimes civiles sont nombreuses. Les Tigres se réfugient ensuite dans la jungle pour continuer leur lutte.

Samedi 10

FRANCE
Relations internationales

Syrie

Vie politique.

À l'Assemblée nationale, lors de la séance au cours de laquelle devait être voté le projet de loi relatif à la répression du trafic de drogue, un incident est provoque par les députés du Front national, qui protestent contre l'absentéisme des élus, l'absence de quorum et le non-respect de diverses dis-
downloadModeText.vue.download 134 sur 517

positions du règlement intérieur. En effet, en dehors des membres de ce groupe, seuls neuf députés appartenant aux autres partis se trouvaient présents dans l'hémicycle à ce moment.

POLOGNE

Vie politique.

Le général Jaruzelski annonce qu'une série de réformes économiques et politiques,

dont il soumet le projet au Parlement, sera présentée aux électeurs qui devront se prononcer par référendum le 29 novembre (29 nov.) ; le syndicat dissous Solidarnosc appelle immédiatement au boycott du scrutin.

SYRIE

Relations internationales.

La visite officielle à Damas de M. Jean-Bernard Raimond, ministre français des Affaires étrangères, marque la reprise des relations diplomatiques entre la Syrie et les pays de la CEE, qui avaient été suspendues en novembre 1986.

Dimanche 11

RFA

Scandale.

M. Uwe Barschel, ancien ministre et président chrétien-démocrate du Schleswig-Holstein, contraint à la démission le 25 septembre après avoir été impliqué dans un scandale politique, est retrouvé mort dans une chambre d'hôtel de Genève. Sa famille parle d'assassinat mais, d'après l'enquête, il semblerait que M. Barschel se soit suicidé à l'aide de tranquillisants.

Lundi 12

Le prix Nobel de médecine est attribué à M. Susumu Tonegawa (48 ans), professeur au MIT (Massachusetts Institute of Technology) pour « sa découverte du fondement génétique de la formation d'une variété d'anticorps ».

FRANCE

Partis politiques.

M. Pierre Juquin, chef de file des rénovateurs communistes, présente sa candidature aux élections présidentielles de 1988. Le 14, le Comité central l'exclut du parti avec plusieurs autres membres appartenant à sa tendance politique.

Scandale.

À la suite de révélations du Monde, M. Albin Chalandon reconnaît qu'il possédait un compte rémunéré à la joaillerie Chau-

met ; le 28, il décide de porter plainte en diffamation.

CORÉE DU SUD

Politique intérieure.

L'Assemblée nationale vote une nouvelle Constitution, qui prévoit notamment l'élection du président de la République au suffrage universel direct.

Mardi 13

Le prix Nobel de la paix est attribué au président du Costa Rica, M. Oscar Arias Sanchez, pour son action en Amérique centrale, qui a abouti aux accords de Guatemala.

AMÉRIQUE CENTRALE

L'Oscar de la paix

Le 13 octobre 1987, le Comité d'Oslo attribue le prix Nobel de la paix au président Oscar Arias pour « ses travaux en faveur de la paix en Amérique centrale et pour ses efforts qui ont conduit à l'accord signé à Guatemala Ciudad le 7 août » par les cinq chefs d'État du Nicaragua, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Costa Rica.
downloadModeText.vue.download 135 sur 517

Par leur choix, les membres du Comité visent un double but : récompenser la ténacité du chef du seul État neutre d'Amérique centrale, qui, dès son élection à la présidence du Costa Rica, le 8 mai 1986, s'est donné pour mission de rétablir la paix dans cette région du monde ; favoriser le succès d'un plan qui repose sur un pari difficile à gagner : la signature, avant le 7 novembre, d'un cessez-le-feu entre gouvernements et guérillas au Nicaragua, au Guatemala et au Salvador. Le président Arias prévoit en outre que les dirigeants de ces pays et ceux du Honduras accorderont l'amnistie aux opposants, engageront avec eux des débats nationaux et mettront en oeuvre le processus de démocratisation.

Chevalier de l'impossible, le président du Costa Rica risque toutefois de se heurter à la dure réalité des faits, qui se traduit notamment par l'approfondissement des divergences idéologiques, le renforcement du scepticisme

des diplomates, après l'échec des tentatives de paix du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) et l'incrédulité des États-Unis, qui considèrent que le seul résultat tangible du plan Arias sera de sauver les sandinistes de la défaite que doivent leur infliger les « Contras ». Pourtant, le processus de paix s'enclenche dès le 4 octobre. À cette date, le président salvadorien Duarte rencontre les dirigeants révolutionnaires à San Salvador ; le 7, gouvernement et opposition guatémaltèques se réunissent à Madrid ; le 5 novembre, enfin, Daniel Ortega accepte d'entamer, à Miami, des négociations indirectes avec les « Contras » dont le Honduras, allié des États-Unis, réduit dès lors la présence sur son territoire.

Si le plan de paix d'Oscar Arias doit réussir, ce ne sera sûrement pas sans soubresauts sanglants. L'assassinat à San Salvador le 26 octobre du président de la Commission

indépendante des droits de l'homme, Herbert Amaya Sanabia, en est la preuve.

COMMONWEALTH

À Vancouver, au Canada, la reine Élisabeth II d'Angleterre proclame l'ouverture du 28e sommet, au cours duquel les îles Fidji sont radiées de l'association (1er).

FRANCE

Faits divers.

Sur l'aéroport de Roissy, un commando de 200 militants communistes s'oppose violemment à la police et empêche l'exécution d'un arrêté d'expulsion pris à rencontre d'un Congolais en situation irrégulière.

GRANDE-BRETAGNE

Politique extérieure.

Mme Margaret Thatcher refuse de s'associer aux nouvelles sanctions que les autres pays membres du Commonwealth souhaitent prendre à rencontre de l'Afrique du Sud.

URSS

Vie politique.

En visite à Leningrad, M. Mikhaïl Gorbatchev déclare qu'il « balaiera » les dirigeants locaux qui feront obstacle à sa politique de restructuration.

IRAN-IRAQ

Conflit.

Un missile sol-sol iranien est tiré sur Bagdad ; il atteint une école et tue 32 personnes, dont 29 enfants.

ÎLES FIDJI
→ Commonwealth

Mercredi 14

Le prix Nobel de chimie est attribué aux Américains Donald J. Cram, professeur à l'université de Californie du Sud, et Charles Pedersen, chercheur attaché à la société Du Pont de Nemours, ainsi qu'au Français Jean-Marie Lehn, professeur au Collège de
downloadModeText.vue.download 136 sur 517

France, pour leurs travaux qui ont abouti à la création de molécules capables d'enfermer des atomes métalliques.

Le prix Nobel de physique est attribué au Suisse Karl-Alexander Müller, professeur à l'université de Zurich, et à l'Allemand Johannes-George Bednorz, pour leurs découvertes relatives à la supraconductivité. Les deux chercheurs sont attachés au laboratoire IBM de Rüschlikon, près de Zurich.

Bourse.

L'annonce du déficit du commerce extérieur américain aggrave la dépression causée par la hausse des taux d'intérêt et provoque une baisse sensible de l'indice Dow Jones (19, 20, 22, 26, 28).

FRANCE

Culture.

L'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France, est nommé administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Jeudi 15

FRANCE

Conflits sociaux.

La grève des fonctionnaires, lancée à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, est suivie surtout par le personnel des PTT et de l'Éducation nationale.

Culture.

Jusqu'au 11 janvier 1988, le Centre Georges-Pompidou présente une rétrospective de l'oeuvre du peintre et sculpteur italien Lucio Fontana, décédé en 1968.

BELGIQUE

Le gouvernement de M. Wilfried Martens présente sa démission ; le 19, le roi Baudouin demande à son Premier ministre de

former un nouveau ministère en vue de préparer une révision de la Constitution.

GOLFE PERSIQUE

Conflit.

Un pétrolier américain battant pavillon libérien, le Sungari, est touché par un missile iranien dans les eaux koweïtiennes ; le 16, c'est un pétrolier koweïtien battant pavillon américain, le Sea Isle City, qui est atteint.

BURKINA FASO

Coup d'État.

Le capitaine Blaise Compaoré, numéro deux du régime, renverse le chef de l'État, le capitaine Thomas Sankara, qui trouve la mort avec cinquante autres personnes.

Vendredi 16

EUROPE

Catastrophe naturelle.

Pendant toute la nuit du 15 au 16, une violente tempête frappe la Bretagne et la Normandie, le sud de l'Angleterre, ainsi que les côtes ouest de l'Espagne et du Portugal. Plus de vingt personnes sont tuées ; six départements français sont déclarés sinistrés.

ISRAËL

Relations internationales.

Visite officielle de trois jours du secrétaire

d’État américain George Schultz, qui devrait s’entretenir avec M. Ytzhak Shamir de l’éventuelle réunion d’une conférence internationale de paix au Proche-Orient.

AFGHANISTAN

Parti communiste.

Une quinzaine de collaborateurs de l’ancien dirigeant Babrak Karmal sont exclus du Bureau politique ou du Comité central et remplacés par des proches du nouveau secrétaire général, M. Mohammed Najibullah.
downloadModeText.vue.download 137 sur 517

→ Israël

Dimanche 18

UNESCO

Direction générale.

Au 5e tour de scrutin, élection de M. Federico Mayor Zaragosa, qui succède à M. Amadou Mahtar M’Bow à la tête de l’organisation.

Un candidat indépendant

Le 18 octobre, au 5e tour de scrutin, le Comité exécutif de l’Unesco élit son nouveau directeur général, Federico Mayor Zaragosa. Ce choix est ratifié le 7 novembre, au cours de la Conférence générale, par 142 États membres sur 158, et le nouvel élu entre en fonctions le 14 novembre.

Federico Mayor Zaragosa l’a emporté de haute lutte sur le titulaire du poste, le Sénégalais Amadou Mahtar M’Bow. En novembre 1986, celui-ci avait pourtant annoncé qu’il ne solliciterait pas un second renouvellement de son mandat, sans doute pour mettre un terme à la crise qui ébranlait depuis 1982 l’institution dont il avait la charge. Les dirigeants des démocraties libérales reprochaient aux instances dirigeantes de l’Unesco de politiser à l’extrême l’organisation en lançant des programmes anti-occidentaux et tiers-mondistes. Le NOMIC,

qui visait à l'institution d'un « Nouvel ordre mondial de l'information » au profit du Sud, était plus particulièrement visé ; mais le faste et le népotisme de la gestion étaient également critiqués.

Refusant de financer une politique hostile à leurs intérêts, les États-Unis, le 31 décembre 1984, le Royaume-Uni et Singapour, un an plus tard, s'étaient retirés de l'Unesco, dès lors

privée du tiers de ses revenus. En 1985 et en 1986, malgré une réduction des effectifs de 2 500 à 1 700 employés, le déficit du budget du personnel avait persisté (6 millions de dollars). Et l'amputation de ses programmes de développement les plus audacieux n'avait pu masquer l'insuffisance des ressources dites « extrabudgétaires » dont le montant était estimé le 12 mai 1987 à 220 millions de dollars pour 1986-1987. La faillite menaçait.

Le retrait d'Amadou Mahtar M'Bow et la candidature de Yacoub Khan pouvaient créer les conditions favorables à un éventuel retour des bailleurs de fonds anglo-saxons. Ministre des Affaires étrangères du Pakistan, pays asiatique allié de l'Occident, celui-ci semblait susceptible de réunir une large majorité. La France y adhéra aussitôt. Mais il ne réussit pas à rallier les nombreuses voix des pays du tiers-monde, qui refusaient de soutenir le représentant d'un État dont le régime militaire était controversé. Amadou M'Bow obtint alors un nombre inattendu de suffrages, qu'une opposition résolue rendit toutefois insuffisants.

Tout fut sauvé par un candidat indépendant, soutenu par onze prix Nobel : Federico Mayor Zaragosa. Biologiste éminent, ancien recteur de l'université de Grenade, ministre de l'Éducation et de la Science de Calvo Sotelo (1981-1982), cet Espagnol libéral obtint même l'appui du gouvernement socialiste de Felipe Gonzales. Homme d'expérience, il lui reste l'essentiel à accomplir : convaincre les Anglo-Saxons de revenir siéger place Fontenoy, obtenir le soutien loyal des collaborateurs d'Amadou Mahtar M'Bow pour contribuer, selon l'acte constitutif de l'Unesco, « au maintien de la paix par l'éducation et la science ».

FRANCE

Criminalité.

Lors d'un contrôle de routine, un gendarme et un douanier sont assassinés par deux

gangsters au poste frontière franco-suisse de Viry, en Haute-Savoie (Italie, 20 nov.).

SUISSE

Vie politique.

À l'issue des élections législatives, la coalition gouvernementale des quatre partis remporte 159 des 200 sièges (– 7 sièges) ; les Verts totalisent 9 sièges (+ 5) ; le nouveau Parti des automobilistes obtient 2 sièges. La participation est de l'ordre de 46,5 p. 100 des inscrits.

Lundi 19

BOURSE

Crise.

À New York, l'indice Dow Jones perd subitement 508 points, soit 22,6 p. 100, entraînant un mouvement général de baisse sur l'ensemble des marchés financiers (20, 26, 28).

Down Jones

« Lundi noir », ce 19 octobre : le Dow Jones, l'indice de la Bourse de New York, s'effondre de 22,6 p. 100 et entraîne dans sa chute les autres grandes places financières. Le krach de 1929 est aussitôt évoqué, la secousse étant la plus sérieuse que le monde ait connue depuis cette date.

Les jours suivants, à la manière d'un yoyo, les périodes d'accalmie sont suivies de rechutes mais les cours ne remontent jamais autant qu'ils descendent, sauf à Wall Street. Ainsi, pour le seul mois d'octobre, la Bourse de Paris voit son indice passer de 408 à 293,6, soit le niveau atteint en février 1986. L'effritement se poursuit les semaines suivantes. La panique boursière se prolonge sur les marchés des changes. Le dollar ne cesse de baisser pour atteindre des niveaux historiques au Japon et en Allemagne. Par contrecoup, la force du mark affaiblit le franc.

La flambée des taux d'intérêts, les déséquilibres mondiaux, en particulier le déficit –

commercial et budgétaire – américain et les désaccords monétaires entre les « Grands » sont autant de raisons qui expliquent cette tempête boursière. Mais, plus profondément, elle reflète la déconnexion croissante entre le monde financier et les réalités économiques.

Dans un premier temps, l'injection de liquidités par les banques centrales, la baisse des taux d'intérêt et le soutien des investisseurs institutionnels permettent d'éviter une trop forte baisse des cours. De même, la plupart des programmes de privatisation en cours – notamment en France – sont reportés. Dans un second temps, la concertation entre les grandes puissances est nécessaire pour éviter que la crise boursière et monétaire ne dégénère en récession mondiale. Les États-Unis doivent réduire leur déficit budgétaire, un accord de principe entre la Maison-Blanche et le Congrès intervient le 20 novembre après de laborieuses négociations. L'Allemagne et le Japon doivent réviser leur politique monétaire et amorcer la relance économique.

FRANCE

Vie politique.

M. André Lajoinie, candidat communiste à l'élection présidentielle de 1988, est l'invité de l'émission télévisée « l'Heure de Vérité », au cours de laquelle il présente son programme.

Défense
→ RFA

Outre-mer

→ Nouvelle-Calédonie

RFA

Défense.

À l'occasion d'une visite qu'il effectue en Allemagne fédérale, M. François Mitterrand
downloadModeText.vue.download 139 sur 517

tient à préciser que la stratégie nucléaire

s'adresse « à l'agresseur et à lui seul ».

GOLFE PERSIQUE

Conflit.

En représailles contre le tir de missile du 16 sur le pétrolier Sea Isle City (15), la marine américaine attaque deux plates-formes pétrolières iraniennes reconverties en bases militaires.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Justice.

Le procès des auteurs de la fusillade au cours de laquelle une dizaine de personnes avaient été tuées à Hienghène, le 5 décembre 1984 (éd. 1985), s'ouvre devant la cour de Nouméa. Le 29, les accusés sont acquittés.

Mardi 20

BOURSE

Crise.

Après la chute sensible du 19, les cours se redressent légèrement à New York, où l'indice Dow Jones regagne 102 points sur 508, et à Paris (+ 0,79 p. 100) (19, 26, 28).

FRANCE

Protection sociale.

Le rapport des « sages » sur la Sécurité sociale, remis au Premier ministre, préconise l'instauration d'un prélèvement proportionnel sur tous les revenus, qui serait voté chaque année par le Parlement.

JAPON

Partis politiques.

M. Noboru Takeshita est élu président du Parti libéral démocrate (6 nov.).

Mercredi 21

Le prix Nobel de sciences économiques est attribué à l'Américain Robert M. Solow,

professeur au MIT, pour ses travaux sur la théorie de la croissance économique.

FRANCE

Économie.

Pour faire baisser les taux d'intérêt à long

terme, M. Édouard Balladur annonce que le montant définitif des emprunts d'État ne dépassera pas 90 milliards de F en 1987, alors qu'il était prévu qu'il atteigne 100 ou même 120 milliards. Le ministre indique également qu'à cause de la crise boursière, la privatisation de Matra devra être retardée.

URSS

Parti communiste.

M. Gueidar Aliev quitte le Bureau politique « pour raison de santé ».

Jeudi 22

Le prix Nobel de littérature est attribué à Joseph Brodsky, poète soviétique émigré aux États-Unis en 1972 et naturalisé américain.

EST-OUEST

Désarmement.

Visite officielle à Moscou du secrétaire d'État américain George Shultz, marquée par un durcissement des positions soviétiques, qui empêche de prendre date pour la tenue d'un prochain sommet.

GOLFE PERSIQUE

Conflit.

Tir de missile iranien contre le terminal offshore du port de Mina-al-Ahmadi, au Koweït.

ÉTATS-UNIS

Politique économique.

Lors de sa troisième conférence de presse de l'année, le président Reagan annonce qu'il est prêt à s'entendre avec le Congrès pour tenter de réduire le déficit budgétaire américain, qu'il accepterait éventuellement une augmentation des impôts, bien que cela soit en contradiction avec sa politique, qu'il
downloadModeText.vue.download 140 sur 517

refusera tout recours à des mesures protectionnistes pour améliorer la balance com-

merciale et enfin qu'il envisage une réforme du fonctionnement du système boursier.

Vendredi 23

SPORT

Voile.

Le skipper du catamaran Jet-services V, le Français Daniel Gilard, disparaît en mer au large des Açores, pendant la course La Baule-Dakar.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Troubles.

À Papeete (Tahiti), les dockers en grève depuis le 21 affrontent violemment les forces de l'ordre ; des émeutes et des pillages s'ensuivent ; l'état d'urgence et le couvre-feu sont décrétés le 24.

ÉTATS-UNIS

Vie politique.

Le Sénat rejette par 58 voix contre 42 la nomination du juge conservateur Robert Bork à la Cour suprême. Le 29, le président Reagan choisit le juge Douglas Ginsburg, également conservateur.

BRÉSIL

Pollution nucléaire.

Décès de deux personnes qui avaient été irradiées au mois de septembre par une capsule de césium-137 provenant des décombres de l'Institut de radiothérapie de Goiania. Deux autres victimes succombent quelques jours plus tard. Au total, 240 habitants de la ville ont été contaminés, dont certains très gravement.

Dimanche 25

SPORT

Le Triathlon

de Nice, pour sa sixième édition, est remporté par le Néo-Zélandais Richard Wells.

CHINE

Vie politique.

Ouverture du treizième congrès du parti communiste (1er novembre).

Lundi 26

BOURSE

Crise.

Nouvelle chute des cours sur l'ensemble des marchés financiers. Après Hongkong (– 33 p. 100) et Tokyo (– 4,8 p. 100), les Bourses de Londres, de Francfort et de Zurich perdent 6 p. 100 environ, alors qu'à Paris la baisse se stabilise à 5 p. 100. À New York, l'indice Dow Jones abandonne 162 points (– 8 p. 100). Le dollar se replie face au yen, au mark et au franc (19, 20, 28).

FRANCE

Partis politiques.

M. Olivier d'Ormesson, député européen, démissionne de ses fonctions de président du comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen. Il est remplacé par M. Bruno Mégret.

ÉTATS-UNIS

Politique étrangère.

Le gouvernement américain prononce un embargo sur les importations de pétrole iranien, et interdit toute exportation en Iran de produits ayant des « applications militaires potentielles ».
downloadModeText.vue.download 141 sur 517

Mardi 27

UEO

Défense.

À La Haye, les sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (France, Benelux, Grande-Bretagne, Italie, RFA) adoptent une « plate-forme commune sur la sécurité », qui souligne la nécessité de la dissuasion nucléaire.

FRANCE

Politique économique.

Au cours d'un débat sur les privatisations organisé au Parlement. M. Édouard Balladur déclare qu'il refuse de les interrompre et annonce que leur rythme dépendra uniquement de l'état du marché boursier.

Justice.

M. Michel Droit, membre de la CNCL, est inculpé de forfaiture, sur plainte de Larsen FM, une station de radio évincée, qui l'accuse d'avoir favorisé l'attribution d'une fréquence FM à Radio-Courtoisie.

Arts.

Décès du peintre André Masson, à l'âge de 91 ans (Le mois de Jean Carzou).

CORÉE DU SUD

Référendum.

La nouvelle Constitution, qui prévoit notamment l'élection du chef de l'État au suffrage universel direct, est approuvée par 93 p. 100 des électeurs.

Mercredi 28

BOURSE

Crise.

Un nouveau repli du dollar, qui tombe à 5,84 F le 29, entraîne une rechute des cours, principalement sur les marchés européens. Le 30, quelques signes de re-

prise se manifestent à Tokyo, à Paris et à Londres (19, 20, 26).

FRANCE

Industrie automobile.

Le Conseil des ministres adopte un projet de loi transformant la Régie Renault en société anonyme ; la Régie restera nationalisée, mais l'État abandonnera 12 milliards de F de créances « pour solde de tout compte ».

GRANDE BRETAGNE

Politique économique.

Échec de la privatisation de British Petro-

leum. Seules 70 700 000 actions, sur les 2 milliards et un million qui étaient proposées aux petits souscripteurs, ont été acquises par ces derniers.

Jeudi 29

ÉGLISE CATHOLIQUE

Le pape Jean-Paul II

nomme le cardinal Gagnon visiteur apostolique et lui confie une mission d'information auprès de Mgr Lefebvre et de l'ensemble des oeuvres européennes de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X fondée par l'ancien archevêque de Dakar. Cette mission marque la reprise des discussions et la volonté commune de trouver un accord entre Rome et les catholiques de tradition.

FRANCE

Pollution atmosphérique.

Dans la zone portuaire de Nantes, l'incendie d'un silo, qui contenait plus de 800 tonnes de nitrate d'ammonium destiné à la fabrication d'engrais, entraîne la formation d'un véritable nuage toxique au-dessus de la région. Plus de 25 000 personnes reçoivent l'ordre d'évacuer leur domicile. Dans la soirée, des vents favorables ayant poussé le
downloadModeText.vue.download 142 sur 517

nuage vers la mer, elles sont autorisées à revenir dans leurs communes.

Justice.

Le préfet Christian Prouteau, ancien chef de la cellule antiterroriste de l'Élysée, est inculpé de subornation de témoin dans l'affaire des Irlandais de Vincennes (28 août 1982).

LIBAN

Terrorisme.

Dans le secteur chrétien de Beyrouth, deux gendarmes français sont tués et un troisième grièvement blessé par deux hommes armés de fusils mitrailleurs.

ÉTATS-UNIS
Cour suprême

La mouvance des inamovibles

Nouveau défi lancé à l'opinion comme au Sénat à majorité démocrate et nouveau rebondissement d'une affaire qui passionne l'Amérique, le 29 octobre, le président Ronald Reagan nomme une fois encore un juge conservateur à la Cour suprême : M. Douglas Ginsburg, magistrat attaché à la cour fédérale de Washington. Par ce choix, le président montre en effet qu'il ne cherche pas la voie de la conciliation.

Le 26 juin, le juge Lewis Powell, de sensibilité démocrate, avait démissionné pour raisons de santé ; compte tenu de l'importance de l'équilibre politique au sein de la Cour, de laquelle dépendent en grande partie les changements sociaux et culturels aux États-Unis, sa succession déclencha une âpre bataille politique, idéologique et institutionnelle, reflet de celles qui accompagnèrent les principales réformes morales auxquelles la Cour a pris une part active lors des dernières décennies.

Le 1er juillet, pour remplacer le juge Powell, le président Reagan avait choisi M. Robert Bork, éminent juriste sorti de Yale, parvenu récemment à la cour d'appel de Columbia ; doctrinaire conservateur à peine sexagénaire, celui-ci plaisait à l'aile droite du parti républicain auprès duquel le président souhaite toujours retrouver un crédit qui a été entaché par les affaires iraniennes. Mais le camp démocrate s'était immédiatement mobilisé dans un climat de passion exacerbée. On avait alors crié au « grand satan réactionnaire ». Edward Kennedy avait dénoncé en plein Sénat « les conceptions néandertaliennes » du juge Bork. L'affaire divisait l'Amérique. Quoique récusé par la Commission judiciaire du Sénat, qui devait approuver sa nomination, Robert Bork choisit l'épreuve de force et se vit repousser par une majorité imposante de 58 sénateurs.

En proposant à sa place le juge Douglas Ginsburg, le président Reagan montre qu'il n'est pas prêt de transiger. Parce que ce jeune conservateur de 41 ans a beaucoup moins publié et qu'il est moins voyant que Robert Bork c'est son passé qui est décortiqué. La presse exhume une malheureuse expérience toxicomane : il aurait fumé de la marijuana lorsqu'il était professeur à Harvard. Le

5 novembre, Douglas Ginsburg reconnaît publiquement la véracité de cette révélation et, le 7, il annonce son désistement. Après ce nouvel échec, le président ne peut que faire appel à un représentant du « conservatisme pragmatique ». Le 12 novembre, passant outre à l'hostilité de l'Attorney général Edwin Meese, il désigne Anthony Kennedy, magistrat de la cour d'appel de Sacramento ; âgé de 51 ans, c'est un homme généralement apprécié comme un conversateur modéré. La Maison-Blanche a pris soin de demander une enquête approfondie au FBI pour éviter toute mauvaise surprise. Les sénateurs démocrates et les républicains modérés accueillent avec soulagement ce choix présidentiel.
downloadModeText.vue.download 143 sur 517

Vendredi 30

ÉGLISE CATHOLIQUE

Le VIIe synode des évêques, réuni à Rome depuis le 1er octobre, s'achève par une messe que célèbre le pape Jean-Paul II. Les 232 prélats, qui venaient de 92 pays, avaient été convoqués principalement pour réfléchir et se concerter sur la vocation et la mission des laïcs dans l'Église et dans la société. Les travaux s'étaient terminés la veille par un appel en faveur de la paix adressé aux peuples du monde et à leurs dirigeants.

EST¤OUEST

Désarmement.

À Washington, à l'issue d'un entretien entre le président Reagan et M. Édouard Chevardnadze, un troisième sommet est fixé pour le 7 décembre à Washington ; l'accord pour l'élimination des missiles intermédiaires devrait être signé à cette occasion. Un autre sommet est également prévu à Moscou, en 1988, pour réduire de 50 p. 100 les armes à longue portée.

FRANCE

Industrie.

Démission du P-DG des papeteries Chapelle-Darblay, M. John Kila (1er).

POLOGNE

Politique économique.

Le gouvernement obtient le rééchelonnement de 8,5 milliards de dollars sur les 33 de sa dette extérieure à l'égard des pays de l'Ouest.

Samedi 31

FRANCE

Scandale.

Dans le cadre de l'enquête menée sur les activités de la société Luchaire, accusée de trafic d'armes et de munitions au profit de l'Iran, deux généraux sont mis en cause,

ainsi qu'un proche collaborateur de l'ancien ministre de la Défense. M. Charles Hernu.

SYRIE

Vie politique.

Démission du gouvernement de M. Abd al-Raouf al-Kassem. Le 1er, un nouveau ministère est formé par M. Mahmoud al-Zohbi, président du Parlement.

Le mois de
Jean Carzou

Octobre a vu la disparition d'André Masson, qui a été l'un des grands ténors du surréalisme et l'inventeur, paraît-il, de l'écriture automatique.

André Masson peut être classé parmi les créateurs plastiques dont les recherches ont abouti à ce paradoxe qu'à force d'évolutions et de révolutions techniques et intellectuelles, on fait sortir l'art de la peinture hors de ses frontières naturelles, et on l'achemine vers une conception se rapprochant de l'écriture, s'éloignant ainsi du « tableau-peinture-image ». Après les impressionnistes, Cézanne, Picasso, Masson et quelques autres ont-ils été les apprentis sorciers de cette évolution ? Picasso a-t-il été le novateur ouvrant de nouvelles voies à l'art de la peinture, ou simplement « l'ange exterminateur, annonciateur de la fin du règne de la peinture » ? Tout le laisse supposer. Roger Caillois considérait Picasso comme « un symptôme, pas du tout semeur de germes du futur, mais comme le liquidateur avisé et sardonique d'une entreprise plusieurs fois séculaire, dont il pressentait, comme les rats quittant le navire, la

dissolution prochaine, et dont il hâta, par ses spéculations lucides, la déposition de bilan ». Alors la peinture serait morte, remplacée par les arts photomécaniques dont Élie Faure saluait la venue et le triomphe.
downloadModeText.vue.download 144 sur 517

En effet, quand nous constatons l'incroyable évolution, disons plutôt les évolutions, les distorsions de l'art de la peinture et de l'art tout court depuis les impressionnistes, nous voyons peu à peu la peinture sortir vraiment de ses frontières et se libérer tellement qu'elle est devenue pour beaucoup tout à fait autre chose. Le tableau est maintenant un fourre-tout : on a confondu l'affiche, les jeux graphiques, la publicité, la décoration, la caricature, le rébus. La provocation est classée comme une fin en soi, comme un système d'expression. Les pouvoirs publics, ayant raté l'impressionnisme, acceptent n'importe quoi, de peur de manquer un Cézanne ou un Van Gogh ! C'est le signe d'une civilisation complètement désaxée et à la dérive. Cette évolution de l'art est-elle le miroir de cette société ? On en a le sentiment. Cézanne, Monet, Picasso sont-ils vraiment responsables de cette dégradation ? On pourrait le supposer. Avec les suiveurs de ces géants, c'est le grand chambardement, la vanne ouverte pour ces « ismes » de tout poil, et l'on sait où l'on est arrivé ! La révolution pour la révolution, la recherche pour la recherche. On ne fait plus

de tableaux, on projette sur la toile des cris, des idées. On pose des questions sans arriver à les résoudre. On en est venu ainsi tout naturellement à une cassure fondamentale entre le public et l'artiste-créateur. Comment peut-il y avoir communication quand le langage de l'expression change constamment ? Les artistes contemporains, dans l'ensemble, veulent innover sans cesse, créer une grammaire nouvelle. Cette recherche incessante est devenue une fin en soi.

Nous voyons ainsi les signes avant-coureurs des cataclysmes infernaux qui anéantiraient toute société organisée et toute civilisation. Nous risquons de ne pouvoir même pas laisser de vestiges comme les statues de l'île de Pâques. Un désert dont il ne resterait aucun souvenir, peut-être quelques ferrailles rouillées, signes d'une civilisation machiniste qui s'enorgueillissait de ses satellites, grâce aux-

quels elle prétendait atteindre et conquérir des mondes inconnus jusqu'aux limites de l'Univers.

JEAN CARZOU

de l'Institut
downloadModeText.vue.download 145 sur 517

Novembre

Dimanche 1er

FRANCE
→ Israël

ISRAËL

Relations internationales.

Le Premier ministre français, M. Jacques Chirac, se rend à Jérusalem pour une visite officielle de trois jours. Devant la Knesset, il réaffirme le soutien de la France à la tenue d'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. M. Chirac est ainsi le premier chef de gouvernement français à se rendre dans l'État hébreu depuis sa création.

CHINE

Parti communiste.

À l'issue du XIIIe congrès, élection d'un nouveau Comité central rajeuni : M. Deng Xiaoping (83 ans) prend sa retraite avec 95 autres membres du Comité, dont les derniers chefs « historiques » hostiles aux réformes, Chen Yun (83 ans), Peng Zhen (85 ans), Li Xiannian (80 ans). Le 2, formation du Comité permanent du Bureau politique, composé de Zhao Ziyang, secrétaire général du parti, Li Peng, Qiao Shi, Hu Qili et Yao Yilin. M. Deng Xiaoping conserve la présidence de la commission militaire centrale.

CANADA

M. René Lévesque, ancien Premier ministre du Québec, fervent défenseur de

l'indépendance et de la francophonie de la Belle Province, meurt à Montréal, à l'âge

de 66 ans. Des funérailles nationales lui sont rendues, le 5.

Lundi 2

FRANCE

Industrie.

Après la démission de son P-DG, le Canadien John Kila (30 octobre), le tribunal de commerce de Nanterre confie la location gérance du groupe papetier Chapelle-Darblay à un consortium franco-canadien composé de Pinault et de Cascades.

Astronomie.

Une équipe de recherche de l'Observatoire de Toulouse établit que l'arc lumineux qu'elle avait découvert dans l'amas de galaxies Abell 370, en septembre 1985, est un mirage gravitationnel ou « anneau d'Einstein ».

RFA

Troubles.

À Francfort, deux policiers sont tués par balles et neuf autres sont blessés par des « autonomes » masqués, alors qu'ils dispersaient une manifestation rassemblant des opposants à l'extension de l'aéroport.

ISRAËL

Troubles.

Le 70e anniversaire de la déclaration Balfour est marqué par de violentes manifestations dans les territoires occupés, à Gaza, mais aussi en Cisjordanie. À Jérusalem-Est une grève générale est largement suivie.

Mardi 3

Médias.

Robert Maxwell prend le contrôle du premier fabricant britannique de disque compact, Nimbus Record.
downloadModeText.vue.download 146 sur 517

GRÈCE

Église.

Un accord entre le gouvernement et l'Église orthodoxe, qui accepte de céder 150 000 ha de ses terres à l'État, met un terme au conflit qui les opposait depuis l'adoption d'une loi sur l'expropriation des terres appartenant aux monastères (26 mars).

ÉTATS-UNIS

Transports aériens.

Le Sénat vote une loi rendant obligatoire l'installation d'un système anticollision sur les avions. Cette décision résulte de l'accroissement constant des risques de collisions aériennes (857 ont été évitées au cours des neuf premiers mois de l'année).

Mercredi 4

FRANCE

Partis politiques.

L'ancien ministre du Travail, M. Marcel Rigout, démissionne de la fédération communiste de la Haute-Vienne, avec une trentaine d'autres dirigeants.

Scandale.

Publication du texte intégral du rapport, classé confidentiel-défense, du contrôleur général des armées, M. Jean-François Barba, sur les ventes illégales d'armes à l'Iran par la Société Luchaire, entre 1983 et 1985. Le rapport, remis en juin 1986, met en cause M. Jean-François Dubos, chargé de mission auprès de M. Charles Hernu. Une partie des fonds aurait servi à financer le PS (26).

Justice.

Inculpation des cinq membres irlandais de l'équipage de l'Eksund, arraisonné au large de l'île de Batz, le 30 octobre. Le cargo transportait une impressionnante quantité d'armes (missiles, lance-roquettes, obus,

fusils-mitrailleurs...) embarquées à Tripoli, en Libye, et destinées à l'IRA.

Beaux-arts

→ Japon

JAPON

Trafic d’oeuvres d’art.

La police annonce avoir retrouvé, à Osaka, l’une des cinq toiles de Camille Corot appartenant au musée du Louvre et dérobées à Semur-en-Auxois (Côte-d’Or) dans la nuit du 18 au 19 octobre 1984.

Jeudi 5

CEE

Politique monétaire.

Afin de rétablir la stabilité des taux de changes au sein du SME face à la chute constante du dollar, la Bundesbank accepte de baisser ses taux d’intérêt de 0,5 point, tandis que la Banque de France relève les siens de 0,75 point. Cette décision est suivie par les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la Suisse.

FRANCE

Environnement.

La plus grande station d’épuration du monde est inaugurée à Marseille. Enterrée sous les trois hectares du stade Delort, elle protégera la Méditerranée de la pollution engendrée par le rejet annuel de 90 millions de m3 d’eaux usées.

Littérature.

Le grand prix du roman de l’Académie française est attribué à Frédérique Hébrard pour le Harem ; Jacques Brosse reçoit le grand prix de littérature pour l’ensemble de son oeuvre tandis que celui de la francophonie échoit au Japonais Yoichi Maeda.
downloadModeText.vue.download 147 sur 517

TAHITI

Troubles.

Levée de l’état d’urgence décrété après les émeutes du 23 octobre.

ÉTATS¥UNIS

Gouvernement.

M. Caspar Weinberger, l'un des plus ardents opposants à un accord avec l'URSS, démissionne de son poste de secrétaire d'État à la Défense. Il est remplacé par M. Frank Carlucci.

Vendredi 6

ONU

Archives.

M. Perez de Cuellar annonce l'ouverture au public des 38 000 documents de l'ancienne Commission internationale des crimes de guerre, dont l'accès était jusqu'à présent réservé aux gouvernements.

FRANCE

Église catholique.

À l'occasion de l'Assemblée annuelle des évêques de France, qui se tient à Lourdes du 4 au 10, le cardinal Albert Decourtray est élu président de la conférence épiscopale en remplacement de Mgr Jean Vilnet.

Justice.

La Cour de cassation ordonne la suspension jusqu'au 10 décembre de l'instruction judiciaire lancée par le juge Claude Grellier contre Michel Droit, inculpé de « forfaiture » le 27 octobre.

JAPON

Gouvernement.

La Diète élit au poste de Premier ministre M. Noburu Takeshita, qui succède à M. Yasuhiro Nakasone.

BRÉSIL

Dette extérieure.

À New York, signature d'un accord entre le gouvernement brésilien et ses créan-

ciers, qui prévoit le paiement d'un tiers des intérêts non versés depuis le 20 février et la recherche d'un accord avec le FMI.

Samedi 7

UNESCO

La Conférence générale ratifie l'élection de M. Federico Mayor au poste de directeur général.

URSS

Commémorations.

À Moscou, un important défilé militaire clôt les festivités destinées à fêter le 70e anniversaire de la révolution d'Octobre.

TUNISIE

Vie politique.

Invoquant la Constitution, le Premier ministre, M. Zine el Abidine Ben Ali, destitue M. Habib Bourguiba pour « incapacité » à assumer ses fonctions et devient chef de l'État. Le nouveau gouvernement, dirigé par M. Hedi Baccouche, reconduit la plupart des anciens ministres.

ÉTATS¥UNIS

Vie politique.

Le candidat conservateur Douglas Ginsburg, proposé par le président Reagan pour siéger à la Cour suprême, retire sa candidature.

Dimanche 8

IRLANDE DU NORD

Terrorisme.

À Enniskillen, une bombe explose au cours d'une cérémonie organisée en mémoire des morts des deux guerres mondiales ; 11 personnes sont tuées, 63 autres sont blessées. L'attentat, revendiqué par l'IRA, est
downloadModeText.vue.download 148 sur 517

condamné par l'Église et la communauté catholiques.

Lundi 9

CEE

À Bruxelles, les douze ministres de la

Coopération décident d'accorder aux pays d'Afrique les plus endettés une aide spéciale de 700 millions de francs.

FRANCE

Relations internationales.

Arrivée à Paris du chef de l'État chinois, M. Li Xiannian, pour une visite officielle de quatre jours. Un protocole financier est signé entre les deux États.

Privatisations.

Prévue pour le 29 octobre et retardée en raison de la crise boursière, la première cotation de la Compagnie financière de Suez se fait à un cours inférieur à son cours d'émission (261 F contre 317).

Justice.

Inculpé de 22 crimes et délits commis entre le 18 février et le 23 mars 1983, Fernando Alozo de Celada, dit El Bandido, est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

CHINE
→ France

FRANCE

→ CEE

Mardi 10

ONU

L'Assemblée générale des Nations unies adopte, par 123 voix contre 19, une réso-

lution demandant le « retrait immédiat des forces étrangères » d'Afghanistan.

EUROPE

Espace.

À La Haye, la réunion des treize pays membres de l'Agence spatiale européenne s'achève sur un accord pour la réalisation des programmes Ariane 5, Colombus, Hermès et DRS.

PORTUGAL

Politique monétaire.

Le Portugal adhère au SME, sans toutefois s'associer dans l'immédiat aux mécanismes du système en matière de régulation des changes.

URSS

Musique.

Déclaré persona non grata après son intervention en faveur du chef d'orchestre Mstislav Rostropovitch, le violoniste d'origine russe Yehudi Menuhin donne un récital à Moscou, où il ne s'était pas produit depuis 17 ans.

BANGLADESH

Troubles.

À Dacca, l'appel à la grève générale, lancé par l'opposition, est massivement suivi. Les manifestants, qui réclament la démission du général Ershad, provoquent des combats de rue. Le 11, les émeutes meurtrières s'étendent à la province (27).

Mercredi 11

GRANDE¥BRETAGNE

Transports aériens.

La commission des fusions et des monopoles autorise le rachat par British Airways de British Caledonian (16 juillet).

URSS

Vie politique.

Pour avoir prôné une politique d'épuration jugée trop radicale, M. Boris Eltsine, secré-
downloadModeText.vue.download 149 sur 517

taire du parti communiste pour la ville de Moscou, est relevé de ses fonctions. Le 18, il est nommé vice-président du comité d'État pour le bâtiment avec rang de ministre.

LIGUE ARABE

À Amman, le troisième sommet extraordinaire, qui a débuté le 8, s'achève sur une condamnation unanime de la « politique

offensive » de l'Iran. Par ailleurs, liberté est laissée aux États de rétablir leurs relations diplomatiques avec l'Égypte, mise au ban du monde arabe en 1979.

ANGOLA

Guérilla.

Le gouvernement d'Afrique du Sud annonce que ses troupes se sont engagées auprès de l'UNITA contre l'armée régulière aidée de militaires cubains et soviétiques ; les combats ont eu lieu dans la province de Cuando-Cubango (25).

ÉTATS-UNIS

Ventes.

À New York, chez Sotheby's, les Iris de Van Gogh atteignent l'enchère record de 54 millions de dollars, soit près de 320 millions de francs.

Jeudi 12

FRANCE

Prisons.

Deux jours après l'évasion de Jacques Hyver, ravisseur de Michel Maury-Laribière en 1980, une mutinerie éclate à la centrale de Saint Maur, dans l'Indre. Les détenus prennent en otage douze gardiens et saccagent les locaux. Après de longues tractations, les mutins se rendent le 13. Les deux tiers de la prison sont détruits ; six prisonniers blessés.

Sport.

Accusée de s'être dopée le 12 septembre à Colorado Springs, la championne cycliste Jeannie Longo, qui a subi 171 contrôles négatifs depuis le début de sa carrière, révèle,

au cours d'une conférence de presse, avoir utilisé, pour des problèmes circulatoires, un produit en vente libre, l'exosuline, qui contient de l'éphédrine, interdite aux sportifs. Elle déclare en outre avoir toujours condamné ceux qui se dopaient.

SRI LANKA

Politique intérieure.

Le Parlement approuve le projet de loi sur

l’autonomie des provinces du Nord et de l’Est à majorité tamoule.

Vendredi 13

FRANCE ¥ RFA

Coopération.

À l’occasion du sommet franco-allemand, qui se tient depuis le 12 à Karlsruhe, un accord est conclu sur la vente du Minitel à la RFA et sur la création d’un comité économique et financier destiné à renforcer la coopération monétaire et industrielle entre les deux États.

FRANCE
Sécurité sociale.

Clôture des États généraux.

Sauver la baleine

Les 12 et 13 novembre, les états généraux de la Sécurité sociale s’achèvent à Paris.

Comment sauver la « Sécu », tel est le thème de ce vaste débat lancé par le gouvernement le 14 avril. Placés sous le sceau symbolique de la baleine bleue, qui, pendant plusieurs mois, a orné les murs et envahi les spots publicitaires, ces états généraux ont pour objectif de sensibiliser chaque Français au délicat problème du financement de la Sécurité sociale, dont les difficultés restent chroniques, en dépit des multiples hausses des cotisations : les prévisions pour 1988 avançaient le chiffre alarmant de 40 milliards de francs de déficit,
downloadModeText.vue.download 150 sur 517

portant essentiellement sur les caisses d’assurance-maladie et de retraite. Le 9 novembre cependant, les comptes prévisionnels font apparaître une insuffisance de ressources moins grave que prévu. Résultat du plan de rationalisation des dépenses de M. Philippe Séguin et de la mobilisation opérée par les états généraux, les dépenses de médecine de ville baissent pour la première fois depuis 1970. La branche maladie devrait être équilibrée à la fin de 1987, la situation de l’assurance vieillesse demeurant préoccupante, avec un déficit prévisible de 11 milliards de francs. Garant et animateur des états généraux,

dont il doit préparer la réflexion et coordonner les travaux, un Comité des sages, désigné le 14 avril, réunit six personnalités : le professeur Jean Bernard, Pierre Laroque, père de la Sécurité sociale, Gérard Calot, directeur de l'INED, Jean Choussat, directeur général de l'Assistance publique de Paris, Simon Nora, ancien directeur de l'ENA, et Jean Picot, polytechnicien. Du 29 juin au 10 juillet, les consultations départementales rassemblent, autour de 101 préfets de la métropole et d'outre-mer, les représentants régionaux des assurés, médecins, retraités, syndicalistes et gestionnaires de caisses et de mutuelles. Le 12 novembre, M. Jean Marmot, rapporteur du Comité des sages et secrétaire général de la Commission des comptes, ouvre les deux journées nationales, qui réunissent un millier de personnalités autour de quatre tables rondes. Animés par quatre journalistes – Jean-Pierre Elkabbach, Philippe Labro, Jean Boissonnat et Christine Ockrent -et retransmis en grande partie à la télévision, les débats sont orientés sur les propositions émises par les sages dans leur rapport définitif remis le 20 octobre. L'institution d'un prélèvement supplémentaire sur tous les revenus, le report progressif de l'âge d'ouverture des droits à la retraite et la fiscalisation des allocations familiales sont loin de faire l'unanimité des partenaires sociaux ; le consensus apparaît sur la nécessité d'adopter une politique nataliste et sur le relèvement des prix du tabac et de l'alcool.

En tout état de cause, cette réflexion nationale sur l'avenir du système français de protection sociale a rempli son rôle pédagogique et informatif. M. Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales, se déclare satisfait du succès de cette « expérience sans précédent de démocratie directe ».

GRANDE-BRETAGNE

Sciences.

À Bristol, un homme est condamné pour viol après avoir été confondu grâce au test des empreintes génétiques. Cette technique très fiable, déjà utilisée pour les recherches en paternité, est utilisée pour la première fois en criminologie.

SUISSE

Anthropologie.

À Berne, le premier prix Balsan est attribué

à Phillip V. Tobias, spécialiste sud-africain de paléontologie humaine.

Samedi 14

GRANDE-BRETAGNE

Banques.

La Midland Bank cède 14,9 p. 100 de son capital à la Hongkong and Shanghai Bank.

NIGER

Gouvernement.

Après le décès, le 10, à Paris, du président Seyni Kountché, le colonel Ali Seibou est nommé président du Conseil militaire et chef de l'État.

Dimanche 15

ROUMANIE

Troubles.

À Braşov, des manifestations de protestation contre les pénuries et le régime de M. Ceausescu dégénèrent en émeutes ;
downloadModeText.vue.download 151 sur 517

plus de 10 000 ouvriers prennent d'assaut des bâtiments publics et pillent des dépôts alimentaires. Deux miliciens sont tués. L'armée intervient pour rétablir le calme.

PHILIPPINES

Guérilla.

Juanito Rivera, vice-président du parti communiste et chef des maquisards de la Nouvelle Armée du peuple, est arrêté à Santa Rita, dans l'île de Luçon.

KENYA

Troubles.

À la suite de l'arrestation de plusieurs de leurs dirigeants, les étudiants organisent de violentes manifestations à Nairobi. Plusieurs personnes sont blessées au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre. Le

16, le gouvernement ordonne la fermeture des universités.

ÉTATS-UNIS

Catastrophe aérienne.

À Denver, un DC 9 de la Continental Airlines se retourne et se brise sur la piste de l'aéroport au moment du décollage. De très mauvaises conditions météorologiques sont à l'origine de l'accident qui provoque la mort de 26 personnes.

Lundi 16

FRANCE

Économie.

Afin d'augmenter son capital de 7,7 milliards de francs, Eurotunnel met en vente, sur les marchés français et britannique, 220 millions d'actions au prix unitaire de 35 francs.

Littérature.

Le prix Goncourt est attribué à l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun pour la Nuit sacrée (Le Seuil). René-Jean Clot reçoit

le prix Renaudot pour l'Enfant halluciné

(Grasset).

Culture.

À Paris, la reine Margrethe II du Danemark inaugure l'année des échanges culturels

France-Danemark.

DANEMARK
→ France

GRANDE-BRETAGNE
→ France

Mardi 17

GRÈCE

Troubles.

À l'occasion de la commémoration de la révolte des étudiants en 1973, plus de 100 000 manifestants se heurtent aux forces de l'ordre à Athènes ; 28 policiers et une cinquantaine de manifestants sont blessés.

Mercredi 18

FRANCE

Justice.

Le Conseil des ministres adopte la réforme de l'instruction de M. Albin Chalandon, qui entrera en vigueur le 3 mars 1989. Le texte, remanié par rapport au projet initial, prévoit de confier la décision de l'incarcération à une « chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire », composée de trois magistrats.

Culture.

Le prix Florence-Gould est décerné au poète Yves Bonnefoy.

Sports.

Le champion cycliste Jacques Anquetil

meurt à Rouen à l'âge de 53 ans.
downloadModeText.vue.download 152 sur 517

CHRONOLOGIE

151

Cyclisme

La petite reine
a perdu son roi

Jacques Anquetil, l'un des plus prestigieux coureurs cyclistes de l'histoire, s'est éteint le 18 novembre à la clinique Saint-Hilaire de Rouen des suites d'un cancer qui avait nécessité l'ablation de l'estomac en août dernier.

Né le 8 janvier 1934 à Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), d'un père et d'une mère fraisiéristes, Jacques Anquetil, une fois ses études primaires achevées, poursuit sa scolarité au lycée technique de Sotteville-lès-Rouen. Excellent élève, il obtient un CAP de tourneur-ajusteur, un brevet industriel, tout en se consacrant au cyclisme sous la tutelle de son premier conseiller, André Boucher, qui avait su déceler, chez ce jeune homme au caractère indépendant et orgueilleux, des qualités de rouleur peu communes et la promesse d'un immense talent. Très vite, il donne raison à son entraîneur et, le 3 mai 1951, gagne sa première course, le grand prix Maurice-Latour à Rouen, point de départ

d’une carrière exceptionnelle. Elle se prolonge pendant dix-huit saisons au cours desquelles il s’adjuge notamment cinq Tours de France, dont quatre consécutifs (1957, 1961, 1962, 1963, 1964), deux Giros (1960, 1964), une Vuelta (1963), deux Critériums du Dauphiné libéré (1963, 1965), cinq Paris-Nice (1957, 1961, 1963, 1965, 1966), neuf Grands Prix des Nations (1953 à 1958, 1961, 1965, 1966), un record de l’heure (46,159 km, le 29 juin 1956, sur la piste du Vigorelli de Milan), un Bordeaux-Paris (1965) et les deux seules classiques qui figurent à son palmarès, Liège-Bastogne-Liège (1966) et Gand-Wevelgem (1964). Mais sa performance la plus marquante reste tout de même celle qu’il réalise en 1965, lorsqu’il remporte en moins de 48 heures le Critérium du Dauphiné-Libéré et Bordeaux-Paris, après avoir parcouru 2 500 km en neuf jours et dormi une heure entre les deux épreuves.

Par ce double succès sans précédent, il réalise l’exploit cycliste le plus surprenant des temps modernes. Il y gagne une nouvelle popularité auprès du grand public jusqu’alors plus proche de son « ennemi » intime, Raymond Poulidor. Il est vrai que Jacques Anquetil, rouleur à l’allure élégante et au style parfait, qui savait aller au-delà de ses ressources physiques quand il le fallait, a également toujours su économiser au mieux ses forces en prévision des combats futurs. D’une intelligence de course rare, il n’avait pas le panache de Louison Bobet et c’est sans doute cette raison qui a empêché les foules d’apprécier ses mérites à leur juste valeur.

Homme de défi, champion de l’économie, déconcertant par ses manières d’agir si peu conformes à l’image d’un sportif de haut niveau – il aimait la bonne chère, le champagne et la compagnie des jolies femmes –, Jacques Anquetil a traversé le monde du vélo sans jamais renier une seule parcelle de sa personnalité, et il en était fier.

GRANDE¥BRETAGNE

Sociétés.

Un bureau d’investissement koweïtien, Kuwait Investment Office, annonce avoir acquis 10,06 p. 100 du capital de British Petroleum.

Catastrophe.

Un incendie se déclare sous un escalier mé-

canique en bois de la station King’s Cross du métro de Londres (31 morts).

URSS

Troubles.

À Riga, d’importantes forces de l’ordre sont mobilisées pour empêcher toute manifestation à l’occasion du 79e anniversaire de la proclamation de la Lettonie indépendante. Quelques affrontements opposent des madownloadModeText.vue.download 153 sur 517

nifestants nationalistes à la police, qui procède à de nombreuses arrestations.

ÉTATS¥UNIS

Politique intérieure.

Après dix mois d’enquête et l’audition de 500 témoins, la commission du Congrès chargée de l’Irangate remet un volumineux rapport, qui conclut à l’« ultime responsabilité » de M. Ronald Reagan.

Jeudi 19

FRANCE

Immigration.

Créé pour remplacer l’Office national de l’immigration (ONI), l’Office des migrations internationales (OMI) est chargé de promouvoir l’expatriation des Français à l’étranger, tout en conservant la gestion des travailleurs immigrés.

JAPON

Audiovisuel.

La société Sony rachète le secteur disques de la société américaine CBS.

NIGERIA

Troubles.

Après le meurtre de deux hommes par des policiers, le centre de Lagos est le théâtre de violentes émeutes dirigées contre les forces de l’ordre.

CHILI

Vie politique.

Plus de 200 000 personnes, rassemblées dans le parc O'Higgins, à Santiago, manifestent pour obtenir des élections libres.

Vendredi 20

FRANCE

Justice.

Accusé de malversations financières et d'abus de biens sociaux, le créateur de Radio-Nostalgie, M. Pierre Alberti, est incarcéré à Lyon ainsi que deux autres responsables de la radio locale. Les enquêteurs saisissent des fausses factures qui auraient été utilisées pour financer une partie de la campagne législative du PS dans le Rhône en 1986.

Ventes.

Au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, 4 000 personnes assistent à la vente aux enchères de la collection Georges Renand. La toile de Modigliani, la Belle Romaine, atteint la somme record, en France, de 41 millions de francs.

Espagne

FAITS DIVERS.

À San Roque, près de Gibraltar, la police libère Mélodie, fille de la princesse Kimera, chanteuse d'origine coréenne, et du milliardaire libanais Raymond Nakachian, qui avait été enlevée le 9, à Marbella. Les ravisseurs, dont trois sont de nationalité française, ont été arrêtés. Ils réclamaient une rançon de 13 millions de dollars.

ITALIE

Banditisme.

Pierluigi Facchinetti (31 ans) est abattu par la police à Brescia. Il était recherché depuis 1985 par les polices italienne, française et suisse pour attaques à main armée, dont celle qui fit trois morts dans le cabaret de Pigalle le Topless, le 26 septembre dernier, et pour meurtres, dont celui d'un gendarme et d'un douanier à Viry (Haute-Savoie), le

18 octobre.

SUISSE

Santé.

Responsable de 111 cas de listériose, dont 31 mortels, le vacherin Mont d'Or, fabri-
downloadModeText.vue.download 154 sur 517

qué dans le canton de Vaud, est interdit de fabrication et de vente.

ÉTATS-UNIS

Politique économique.

Après plusieurs jours de discussions, le Congrès et la Maison-Blanche conviennent de réduire le déficit budgétaire de 76 milliards de dollars en deux ans. Le président Ronald Reagan reconnaît que l'accord n'est « pas idéal ». Sur les marchés financiers, le dollar enregistre une nouvelle chute, jusqu'au 30. Il cote alors 5,86 F.

Samedi 21

FRANCE

Conflits sociaux.

Le tribunal de Bobigny déclare illicite la grève des navigants d'Air Inter, prévue le 24 pour réclamer le pilotage à trois des Airbus A320. Cette seconde décision judiciaire, après celle rendue le 30 juillet, à l'encontre de la revendication des pilotes, provoque de vives réactions syndicales. Le 30, l'appel à la grève, pour protester contre un arrêt qui semble porter atteinte au droit de grève et aux libertés syndicales, est relativement peu suivi.

Espace.

Le lanceur Ariane 2 place en orbite le satellite de télédiffusion directe allemand TV-Sat 1.

ÉTATS-UNIS
Prisons

Les indésirables

Le 21 novembre, 998 prisonniers cubains incarcérés dans le centre de détention d'Oakdale, en Louisiane, incendient quatre bâtiments et prennent en otage 28 employés. Cette mutinerie intervient au lendemain de l'annonce à la radio et à la télévision de la

conclusion, entre les États-Unis et Cuba, d'un accord qui donne à 27 000 Cubains l'autorisation d'entrer aux États-Unis chaque année, contre le retour dans leur pays de 2 545 ressortissants cubains juges indésirables sur le territoire américain.

Ces indésirables – criminels, malades mentaux, mais aussi en majorité petits délinquants – avaient débarqué clandestinement en Floride avec 125 000 « marielitos » en provenance du port de Mariel, près de La Havane, après que Fidel Castro leur eut accordé, en avril 1980, une autorisation d'émigrer. Emprisonnés dès leur arrivée ou condamnés pour des délits mineurs commis aux États-Unis, les mutins ont pour la plupart purgé leurs peines depuis plusieurs années, mais, privés de leurs droits du fait de leur condamnation, ils demeurent en prison faute de pouvoir obtenir un permis de séjour ou de retourner dans leur île d'origine qui, jusqu'à présent, refusait de les recevoir.

Le 23, la révolte s'étend au pénitencier d'Atlanta, en Géorgie, où 1397 « marielitos » incendient les locaux et prennent 75 otages. Les mesures de sécurité sont alors renforcées dans les 25 autres prisons où sont détenus des Cubains. Tous refusent de retrouver le régime de Fidel Castro et revendiquent le droit de demeurer aux États-Unis, où résident leurs familles, déterminés à obtenir « la liberté ou la mort ».

Le 23 au soir, M. Edwin Meese, attorney général, propose une suspension provisoire de l'accord et un examen individuel des cas. Le lendemain, les autorités cubaines promettent une amnistie aux prisonniers qui regagneraient l'île. Dans les deux établissements cernés par plusieurs milliers de policiers et de militaires et devant une centaine de journalistes, les mutins durcissent leurs revendications, alors qu'à proximité campent les familles des otages et celles des détenus. 25 autres personnes sont prises en otage à Atlanta, le 25.
downloadModeText.vue.download 155 sur 517

Finalement, cette double mutinerie, qui figure parmi les plus longues qu'aient connues les États-Unis, s'achève le 29 novembre, à Oakdale, et le 4 décembre, à Atlanta ; les otages sont libérés sains et saufs et les prisonniers se rendent dans une atmosphère de fête, après qu'un accord, cautionné par Mgr Augustin Roman, évêque auxiliaire de Miami, a été conclu. Les Cubains ayant purgé leur peine seront libérés et ceux dont la famille réside aux États-Unis obtiendront un permis de séjour, tandis que les autres cas seront examinés.

Dimanche 22

NICARAGUA

Politique intérieure.

Alors que s'amorcent des négociations indirectes entre le président Daniel Ortega et la Contra, par l'intermédiaire du cardinal Miguel Obando y Bravo, 985 prisonniers politiques sont amnistiés.

Lundi 23

FRANCE

Télécommunications.

Télédiffusion de France lance Opérator, service de radiomessagerie unilatéral qui permet de transmettre à une personne en déplacement munie d'un récepteur de la taille d'une calculette un message codé de dix chiffres, généralement un numéro de téléphone à rappeler.

Littérature.

Le prix Femina est décerné à Alain Absire pour l'Égal de Dieu et le prix Médicis à l'écrivain belge Pierre Mertens pour les Éblouissements. Le Femina étranger est attribué à l'Américaine Susan Minot pour Mouflets, tandis que l'Italien Antonio Tabucchi reçoit le Médicis étranger pour Nocturne indien.

Le Médicis-essai revient à Georges Borgeaud pour le Soleil sur Aubiac.

IRLANDE

Terrorisme.

7 000 soldats et policiers sont mobilisés

pour une vaste opération de recherche de dépôts d'armements, dont des missiles SAM 7, qui auraient été constitués par l'IRA grâce aux voyages effectués par l'Eksund (4). Le 27, arrestation d'un ancien terroriste passé au grand banditisme, Dessie O'Hare, dit « le renard des frontières ».

Mardi 24

EST¥OUEST

Désarmement.

À Genève, à l'issue de deux jours d'entretiens, MM. George Shultz et Édouard Chevardnadze mettent au point l'accord de principe sur le démantèlement des missiles de portée intermédiaire (INF), dernière étape vers le sommet des chefs d'État américain et soviétique du 7 décembre (8 déc.).

FRANCE

Terrorisme.

Un important réseau de l'ex-FLNC est démantelé à Ajaccio. Huit militants, dont François Casasoprana, un haut responsable de la région Sud, impliqués dans plusieurs attentats, sont arrêtés et transférés à Paris le 28.

CHINE

Gouvernement.

M. Zhao Ziyang, qui conserve ses fonctions de secrétaire général du parti, est remplacé par M. Li Peng au poste de Premier ministre.
downloadModeText.vue.download 156 sur 517

Mercredi 25

ONU

Le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité une résolution ordonnant à l'Afrique du Sud de se retirer d'Angola et condamnant l'entrée illégale dans ce pays du président Pieter Botha (11).

FRANCE

Outre-mer.

Par 289 voix contre 283, l'Assemblée nationale adopte le nouveau statut d'autonomie de gestion de la Nouvelle-Calédonie.

Société.

Chargé par M. Claude Malhuret d'une étude sur le racisme en France, M. Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, remet son rapport intitulé L'homme est l'espérance de l'homme, qui émet 53 propositions concrètes destinées à protéger l'identité culturelle de tous les groupes ethniques installés en France.

Conflits sociaux.

En gare de Stiring-Wendel, plus d'un millier de mineurs de Forbach protestent contre l'importation de charbon étranger ; un train est incendié et les rails découpés en tronçons.

ISRAËL

Terrorisme.

Un Palestinien venu du Liban à bord d'un ULM attaque la base militaire de Kiriat Shmoné, en Galilée, après avoir survolé une partie de la zone de sécurité. L'homme tue six soldats et en blesse neuf autres avant d'être abattu. L'opération suicide est revendiquée par le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG).

PHILIPPINES

Catastrophe naturelle.

600 personnes sont tuées et 63 000 autres se retrouvent sans abri après le passage du

typhon Nina, qui ravage tout particulièrement l'île de Burias.

AFRIQUE DU SUD
→ ONU

SURINAM

Vie politique.

Après sept années de régime militaire, les premières élections générales consacrent la victoire du parti de l'opposition, le Front pour la démocratie et le développement.

Jeudi 26

FRANCE

Partis politiques.

À Matignon, M. Jacques Chirac reçoit les dirigeants des cinq principaux partis (FN, RPR, UDF, PS et PC) afin de préparer un projet de loi sur le financement des partis et des campagnes électorales. Le 19, en réponse à l'affaire Luchaire, M. François Mitterrand avait souhaité l'élaboration d'un tel projet de loi (4).

Enseignement.

À Paris et en province, certaines organisations syndicales d'extrême gauche organisent des manifestations pour protester contre l'insuffisance du budget de l'Éducation nationale.

Syndicats.

Décès, après vingt jours de coma, d'un militant de la CGT, M. Lucien Barbier, blessé par des policiers au cours d'une manifestation à Amiens, le 6.

Santé.

Publication au Journal officiel du décret rétablissant le secteur privé dans les hôpitaux publics.

ESPAGNE

Terrorisme.

Au Guipuzcoa, la police démantèle un important réseau de l'ETA. Douze militants sont arrêtés, dont José Antonio Lopez, dit
downloadModeText.vue.download 157 sur 517

Kubati, un des activistes les plus recherchés de l'organisation.

ZIMBABWE

Troubles.

Vingt personnes, 16 Blancs et 4 Noirs membres de deux missions, sont sauva-

gement assassinées près de Bulawayo, au Matabeleland. Le massacre est d'abord attribué à l'opposition, qui, en la personne de M. Joshua Nkomo, chef de l'Union populaire africaine du Zimbabwe, nie toute participation.

Vendredi 27

FRANCE
Otages

→ Liban

Terrorisme.

Arrêté le 23 à Chelun, en Ille-et-Vilaine, le militant d'extrême gauche, Frédéric Oriach, est inculpé d'association de malfaiteurs par le juge Boulouque, qui le fait écrouer.

Max Frérot, l'artificier d'Action directe, est arrêté à Lyon par deux policiers, au cours d'un banal contrôle d'identité. 51 chefs d'inculpation, dont 3 homicides volontaires, 36 vols à main armée et 3 attentats à l'explosif sont relevés contre lui. Le 2, il est transféré à Paris, où le juge Bruguière l'inculpe pour l'attentat contre la brigade de répression du banditisme en 1986.

Sports.

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi modifiant le statut juridique des clubs sportifs.

Hippisme.

Le jockey Yves Saint-Martin, qui a décidé de prendre sa retraite, fait, à Saint-Cloud, sa dernière apparition en France.

LIBAN

Otages.

Les Français Jean-Louis Normandin et Roger Auque, détenus respectivement depuis

le 8 mars 1986 et le 13 janvier 1987, sont libérés par l'Organisation de la justice révolutionnaire. Les deux hommes arrivent à Paris le 28.

BANGLADESH

Troubles.

Alors que le mouvement de protestation

lancé par l'opposition se poursuit depuis 17 jours, l'état d'urgence est décrété (10).

Samedi 28

FRANCE

Police.

Mis en cause par des prostituées, le commissaire Yves Jobic, de la police judiciaire de Paris, est arrêté par les gendarmes de Versailles et inculpé de proxénétisme aggravé et de corruption par M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction au tribunal de Nanterre. Le 1er, 300 commissaires manifestent dans divers lieux de la capitale. L'inculpé porte plainte pour dénonciation calomnieuse et subornation de témoins.

MOZAMBIQUE

Guérilla.

Un convoi de trente véhicules civils est la cible d'une attaque à Maluane, près de Maputo ; 63 personnes sont tuées et 78 autres blessées. Le 30, la RENAMO nie toute participation à la tuerie.

Dimanche 29

Catastrophe aérienne.

Un Boeing 707 sud-coréen effectuant la liaison Bagdad-Séoul s'écrase à la frontière birmano-thaïlandaise avec 115 passagers à bord. L'hypothèse d'un attentat est évoquée, après le suicide et la tentative de suicide au cyanure de deux passagers japonais descendus à Bahreïn. La veille, 159 personnes avaient trouvé la mort dans l'accident d'un Boeing 747 de la South African
downloadModeText.vue.download 158 sur 517

Airways, qui s'était abîmé en mer au large de l'île Maurice.

FRANCE

Relations internationales.

Retranché depuis le 29 juin dans les locaux de l'ambassade d'Iran, Wahid Gordji se rend à la convocation du juge Boulouque.

Après une heure d'audition, aucune charge n'étant retenue contre lui, l'interprète iranien quitte la France pour Karachi, où il est échangé, le 30, contre le consul de France à Téhéran, Paul Torri.

POLOGNE

Vie politique.

Organisé pour faire plébisciter les réformes du gouvernement, le référendum est un échec pour le général Jaruzelski. Après les consignes de boycott données par Solidarité, 67,3 p. 100 de la population s'est rendue aux urnes ; 57,8 p. 100 des électeurs inscrits rejettent les réformes économiques et 53,7 p. 100 refusent la proposition de démocratisation de la société.

IRAN
Relations internationales
→ France

TURQUIE

Élections législatives.

Les premières élections libres organisées depuis 1980 consacrent la victoire du parti gouvernemental, l'ANAP, qui remporte 294 sièges sur 450 avec 36,2 p. 100 des voix.

AFGHANISTAN

Vie politique.

La Loya Jirgah, grande assemblée coutumière, adopte une nouvelle Constitution, qui institue la fonction de président de la République. M. Mohamed Najibullah est élu à ce poste, le 30.

HAÏTI

Troubles.

Les élections législatives et présidentielles sont annulées en raison du climat de violence et de terreur entretenu par les partisans de l'ancien président Duvalier ; 30 personnes au moins sont massacrées et 170 sont blessées. Le général Namphy dissout le Conseil électoral provisoire chargé de l'organisation du scrutin.

AMÉRIQUE LATINE

Dette extérieure.

À Acapulco, le sommet des huit pays les plus endettés d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Panama, Pérou, Uruguay, Venezuela) s'achève sur une déclaration commune intitulée « engagement pour la paix, le développement et la démocratie ». Les huit États réaffirment leur volonté de non-ingérence étrangère et se mettent d'accord sur un traitement général de la dette. Pour la première fois, les États-Unis ont été tenus à l'écart de la réunion.

Lundi 30

FRANCE

Culture.

À Paris, M. François Mitterrand inaugure l'Institut du monde arabe (IMA), créé en 1980 par le gouvernement français, en collaboration avec 19 États arabes.

Cinéma.

Pour tenter de remédier à la crise qui affecte le cinéma français et qui se traduit notamment par une forte diminution du nombre des spectateurs, le ministère de la Culture confirme la mise en place d'un plan de sauvetage des salles et d'aide aux exploitants.

Le mois

de Christian Giudicelli

Sous nos latitudes, novembre apparaît comme le mois le plus triste de l'année. Sans doute parce qu'il commence à faire froid et à pleuvoir au-delà du raisonnable. Quand le ciel s'assombrit, les peaux pâlissent et les sou-
downloadModeText.vue.download 159 sur 517

rires s'estompent. Il y a les impôts à payer, la vignette. Et, par une coïncidence fatale, c'est toujours à ce moment-là que le chauffage ne fonctionne plus et que la chaîne hi-fi des voisins devient tonitruante. Quant à l'amour, il est aussi une victime désignée des frimas : je donnerais beaucoup pour connaître les statistiques, mais je demeure persuadé qu'on rompt en novembre davantage qu'en juillet et même qu'en janvier, où le père Noël adoucit les moeurs des couples en bataille.

C’est donc durant ce mois maudit que la littérature s’offre ses fêtes : les prix littéraires. Comme les occasions de se réjouir sont rares, on aurait tort de bouder. D’autant que, comme dans tous les bons spectacles, la messe ou le théâtre nō, on n’oublie jamais de respecter les rites. Et d’abord celui de la remise en cause : la bande des trois (Gallimard, Grasset, Le Seuil) affirme par ses plus valeureux porte-parole que rien n’est truqué et que les meilleurs auteurs roulent pour elle. Le chef boy-scout Robert Laffont, assisté de Don Quichotte Pierre Belfond, dénonce les manoeuvres en vantant la pureté de ses couleurs et l’excellence de ses produits. À la radio, à la télé, on échange des mots à l’emporte-pièce pour l’amusement des petits et des grands. Puisqu’on n’en vient pas aux coups, ce n’est en effet pas très grave : un jeu de société tout simplement, comme l’attribution de ces fameux prix qui font rêver chaque Proust en herbe.

Ne pas les dédaigner systématiquement. Il arrive qu’ils couronnent un excellent auteur. Ainsi, le septuagénaire René-Jean Clot

désigné par les jurés Renaudot. Un mauvais esprit qui aurait bonne mémoire m’objecterait qu’ayant été leur lauréat l’année dernière j’ai une faiblesse coupable pour leur choix. Possible. En tout cas, René-Jean Clot, qui raconte dans l’Enfant halluciné la douloureuse éducation artistique d’un gamin par un peintre aussi génial qu’odieux, est un prosateur visionnaire comme on en rencontre peu à la vitrine des libraires. Retenons aussi dans la cuvée de ce novembre Tahar Ben Jelloun (le Concourt). Alain Absire (le Femina), Pierre Mertens (le Médicis) que les lecteurs attentifs avaient déjà remarqués. Leur talent ne souffre pas de discussion. Un voile pudique, en revanche, sera jeté sur le prix du roman de l’Académie et sur l’Interallié. Mais les messieurs du quai Conti se sont rachetés en récompensant de leur grand prix de littérature Jacques Brosse, un essayiste qui n’a pas son pareil pour parler des arbres et des plantes, bref d’un jardin secret qu’il est le seul à cultiver.

On regrettera bien sûr des oublis. J’en vois un majeur : Gabriel Matzneff qui, avec le Taureau de Phalaris, très vif et riche dictionnaire philosophique, manifeste une liberté face aux grands sujets – amour, religion, politique – que la plupart de nos polémistes (à l’exception de l’irrésistible Patrick Besson) devraient lui envier. Or, Matzneff jusqu’à présent n’a pas

obtenu la moindre couronne. Plus qu'une injustice, c'est une faute. On espère une réparation, car un véritable écrivain reste hors de prix même lorsqu'il en obtient un.

CHRISTIAN GIUDICELLI
downloadModeText.vue.download 160 sur 517

CHRONOLOGIE

159

Décembre

Mardi 1er

FRANCE

Fiscalité.

Un mois plus tôt que l'avait initialement annoncé M. Jacques Chirac (27 août), le taux de TVA sur les disques et les cassettes passe de 33,3 p. 100 à 18,6 p. 100.

Mercredi 2

FRANCE

Défense.

Le Conseil des ministres nomme le général d'aviation François Mermet à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), en remplacement du général René Imbot.

Institut.

René Clément, réalisateur de la Bataille du rail et de Jeux interdits, est reçu à l'Académie des beaux-arts.

Rencontre historique entre le prince Norodom Sihanouk, président « en congé » du gouvernement de coalition du Kampuchea, et le Premier ministre pro-vietnamien Hun Sen. Elle se poursuit le 3 et le 4 dans le cadre de l'Hostellerie du Château de Fère-en-Tardenois (Aisne) et se termine par la signature d'un communiqué commun. L'événement constitue un tournant dans la recherche d'un règlement politique au

conflit armé qui déchire le Cambodge depuis 1978.

Jeudi 3

EUROPE

Marchés financiers.

La Bundesbank, la Banque de France, les Banques d'Angleterre, des Pays-Bas, de Suisse, de Belgique et d'Autriche réduisent de manière concertée leurs principaux taux directeurs ; les marchés boursiers restent néanmoins orientés à la baisse.

FRANCE

Vie politique.

Après avoir prononcé un long discours-programme, M. Jacques Chirac obtient dans la nuit la confiance de l'Assemblée nationale par 295 voix contre 282. Le 9, le Sénat approuve à son tour la déclaration de politique générale du Premier ministre par 286 voix contre 68.

Scandale.

Rebondissement de l'affaire des « fausses factures » de Lyon, mise au jour dans le cadre de l'enquête sur Radio Nostalgie. Après MM. François Diaz, trésorier départemental du PS, et Jacques Boyer, publicitaire, responsable de la campagne d'affichage du PS, le premier secrétaire de la fédération socialiste du Rhône, M. Yvon Deschamps, est inculpé à son tour (20 nov.).

Justice.

Thierry Paulin, Martiniquais de 24 ans, et Jean-Thierry Mathurin, Guyanais de 22 ans, sont inculpés par le juge Philippe Jeannin d'homicides et tentatives d'homicide perpétrés sur les personnes de 18 vieilles dames. Les deux hommes ont avoué 21 assassinats.
downloadModeText.vue.download 161 sur 517

Vendredi 4

ONU

Résolution.

Par 69 voix pour, 29 voix contre et 47 abstentions, l'Assemblée générale adopte une résolution réaffirmant le droit du peuple de

Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance. Ce scrutin marque toutefois un net recul des voix hostiles au maintien du territoire au sein de la République française.

ÉTATS-UNIS

Prisons.

Après onze jours de mutinerie au pénitencier d'Atlanta (Géorgie), les 1 100 rebelles cubains libèrent les 89 otages qu'ils détenaient.

Samedi 5

FRANCE

Solidarité.

Le premier Téléthon organisé en France remporte un réel succès. Retransmise 28 heures durant par Antenne 2, cette manifestation, destinée à venir en aide aux enfants myopathes, permet de rassembler plus de 181 millions de francs.

Prisons.

Une vingtaine de mutins de la prison de Besançon libèrent les trois surveillants qu'ils avaient pris en otage l'avant-veille à la suite de l'échec de la tentative d'évasion de trois d'entre eux.

POLOGNE

Politique intérieure.

La Diète polonaise autorise le gouvernement à mettre en oeuvre son plan de réformes, qu'une majorité de Polonais avait rejeté lors du référendum du 29 novembre.

Dimanche 6

FRANCE

Partis politiques.

Le 26e congrès du parti communiste, réuni à Saint-Ouen depuis le 2, s'achève par la réélection de M. Georges Marchais comme secrétaire général par 1 678 voix sur 1 694.

Outre-mer.

Sur l'aéroport de Fort-de-France, une manifestation rassemblant 3 000 personnes

environ interdit l'atterrissage de l'avion qui transportait M. Jean-Marie Le Pen et les représentants des droites européennes qui l'accompagnaient. Dérouté sur l'aéroport du Raizet, en Guadeloupe, le Boeing-747 repart alors pour Paris.

BANGLADESH

Vie politique.

Neuf jours après la proclamation de l'état d'urgence, le président Ershad dissout le Parlement en réponse aux protestations croissantes contre son régime.

Lundi 7

ITALIE

Musique.

À la Scala de Milan, lors de l'ouverture de la saison, le Don Giovanni de Mozart, dirigé par Ricardo Muti et mis en scène par Giorgio Strehler, est unanimement salué par la critique.

Mardi 8

EST¥OUEST

Désarmement.

Arrivé à Washington le 7, M. Mikhaïl Gorbatchev signe avec le président Ronald Reagan le traité historique sur le démantèlement des missiles de portée intermédiaire stationnés en Europe. Le sommet se poursuit jusqu'au 10. Les deux interlocuteurs abordent la question de la réduction des
downloadModeText.vue.download 162 sur 517

armements stratégiques et celle des conflits régionaux, dont l'occupation soviétique en Afghanistan.

FRANCE

Conflits sociaux.

Les employés de la Banque de France, qui observent depuis dix jours une grève avec occupation des locaux, organisent une journée nationale d'action (17 et 21).

Mercredi 9

FRANCE

Vie sociale.

Lors des élections prud'homales, le taux d'abstention s'élève à 54,05 p. 100 des salariés inscrits.

SUISSE

Gouvernement.

L'Assemblée fédérale élit le conseiller Otto Stich à la présidence de la Confédération pour 1988.

ISRAËL

Troubles.

Les territoires occupés sont le théâtre de violents affrontements entre étudiants et forces de l'ordre. Les incidents les plus graves ont pour cadre la cité de Gaza (21).

Jeudi 10

Prix Nobel.

Au cours d'une cérémonie solennelle dans le grand hall de l'université d'Oslo, le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias Sanchez, reçoit officiellement le prix Nobel de la paix.

MARCHÉS FINANCIERS

Crise.

L'annonce du déficit commercial américain d'octobre (17,63 milliards de dollars) surprend les marchés des valeurs et des changes. Le dollar chute immédiatement et,

sur l'ensemble des places, les cours s'orientent à la baisse.

FRANCE

Vie politique.

M. François Mitterrand reçoit le chef du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, à l'Élysée. Les membres de la majorité qualifient cet entretien de provocation.

Justice.

La chambre criminelle de la Cour de cassation rend deux arrêts dans l'affaire de la CNCL. Par l'un, elle rejette la requête en suspicion légitime déposée par M. Michel Droit contre le juge Claude Grellier, mais retire à ce magistrat instructeur le dossier pour le confier à un juge du tribunal de Rennes. Par l'autre, elle saisit la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes de la plainte pour violation de l'instruction et forfaiture visant M. Claude Grellier. Le 22, M. Michel Droit retire sa plainte.

Scandale.

Le Sénat adopte la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice. L'affaire est désormais du ressort de la commission d'instruction de la Cour de cassation. Dans le cadre de l'instruction de l'affaire des fausses factures du PS lyonnais, trois dirigeants d'entreprises sont inculpés de « recel, de faux en écriture de commerce et d'abus de biens sociaux », après les deux responsables de sociétés qui l'avaient été le 8 pour les mêmes délits, tandis que le créateur et le directeur d'antenne de Radio Nostalgie, MM. Pierre Alberti et Frédéric Coste, sont accusés d'abus de confiance.

Musique.

M. Lorin Maazel, longtemps premier chef invité, est appelé aux fonctions de directeur musical de l'Orchestre national de France.
downloadModeText.vue.download 163 sur 517

Vendredi 11

OTAN

M. Manfred Wörner, ministre de la Défense de la RFA, est officiellement désigné secrétaire général lors du conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation.

FRANCE

Justice.

L'Assemblée nationale adopte en première lecture le projet de loi réformant l'instruction judiciaire.

Rainbow Warrior.

Le commandant Mafart, qui était assigné à résidence sur l'île de Hao, en Polynésie française, depuis le 23 juillet 1986 (éd. 1987), est rapatrié en métropole pour des raisons sanitaires. La Nouvelle-Zélande proteste vivement contre cette décision.

Scandale.

MM. Jacques et Pierre Chaumet sont libérés de la prison de Fleury-Mérogis, où ils étaient incarcérés depuis le 13 juin.

Presse.

M. James Goldsmith annonce son retrait de la présidence du comité éditorial de l'Express.

ESPAGNE

Terrorisme.

À Saragosse, un véhicule piégé, garé devant la caserne de la garde civile, explose, tue onze personnes, dont cinq enfants, et en blesse une trentaine d'autres. Le 13, plus de 200 000 personnes manifestent contre l'ETA dans les rues de la ville.

Samedi 12

FRANCE-AFRIQUE

Relations.

À Antibes, le quatorzième sommet franco-africain réunit quinze chefs d'État autour

de MM. François Mitterrand et Jacques Chirac.

Dimanche 13

EUROPE

Coopération internationale.

Devant l'Institut des hautes études de la Défense nationale, M. Jacques Chirac plaide en faveur d'une défense européenne commune. En cas d'agression, il garantit aux Allemands un soutien « immédiat et sans réserve » de la France.

BELGIQUE

Élections législatives.

La coalition sortante du Premier ministre, M. Wilfried Martens, composée de sociaux-chrétiens et de libéraux, conserve une étroite majorité à la Chambre. Le parti socialiste devient la principale formation politique du pays. Le 14, le roi Baudouin accepte la démission du gouvernement.

Lundi 14

FRANCE

Société.

Les députés adoptent en première lecture une proposition de loi réprimant la provocation au suicide.

Culture.

M. François Léotard inaugure le nouveau

musée d'Art moderne de Saint-Étienne, que Casino a parrainé.

TIERS⊠MONDE

Dette.

La Banque de Boston décide de ne plus réclamer le remboursement des 200 millions de dollars de créances qu'elle détient sur les pays du tiers-monde. C'est le premier
downloadModeText.vue.download 164 sur 517

établissement financier à prendre une telle décision.

Mardi 15

FRANCE

Sécurité.

Devant le Conseil national de la prévention de la délinquance, M. Jacques Chirac annonce que la criminalité a diminué de 8 p. 100 en 1986 et de 4 p. 100 en 1987. Ce bilan est le meilleur depuis 1972.

Éducation nationale.

M. René Monory présente un plan de

modernisation du système éducatif dont le coût est évalué à 28 milliards de francs sur sept ans.

Fonction publique.

Démission de M. Guy-Jean Bernardy de la présidence de la Société nationale des poudres et explosifs, qui avait fourni des explosifs destinés à la fabrication de mines iraniennes.

Régie Renault.

M. Jacques Chirac reporte le débat sur le projet de loi modifiant le statut de Renault, déposé à l'Assemblée nationale le 7 décembre. Ce projet aménage la transformation du constructeur automobile en une société anonyme.

TUNISIE

Vie politique.

Le président Ben Ali crée un Conseil constitutionnel, qui, dans un premier temps, doit se cantonner dans un rôle consultatif.

ÉTATS¥UNIS

Vie politique.

M. Gary Hart, qui, le 8 mai, avait renoncé à briguer l'investiture démocrate pour les élections présidentielles de 1988

(8 mai), décide de présenter de nouveau sa candidature.

Mercredi 16

FRANCE

Politique intérieure.

Par 321 voix contre 250, l'Assemblée nationale adopte le projet de loi sur l'« amélioration de la décentralisation ».

ITALIE

Justice.

À l'issue d'un procès historique, la cour d'assises de Palerme condamne dix-neuf membres de la mafia sicilienne à la réclusion perpétuelle et plusieurs centaines d'inculpés à de longues peines de détention.

CORÉE DU SUD

Élection présidentielle.

Candidat du pouvoir, M. Roh Tae Woo est élu président avec 35,9 p. 100 des suffrages exprimés devant MM. Kim Young Sam 27,5 p. 100) et Kim Dae Jung (26,5 p. 100), ses principaux adversaires. À Séoul, l'annonce des résultats suscite des manifestations.

Jeudi 17

FRANCE

Conflits sociaux.

M. Jean-Pierre Mignot, nommé médiateur entre l'intersyndicale et la direction de la Banque de France, obtient, dans la nuit du 18 au 19, la signature d'un accord qui prévoit l'arrêt de toutes les actions des grévistes en échange de la levée des sanctions prises dans le cadre du conflit en cours (8 et 21).

Scandale.

Inculpation de M. Daniel Dewavrin, P-DG de la société Luchaire (p. 163).
downloadModeText.vue.download 165 sur 517

L'affaire Luchaire

Le 21 décembre, le juge Michel Legrand, chargé du dossier concernant l'affaire des ventes d'armes à l'Iran, inculpé d'« infraction à la législation sur le commerce des armes de guerre, de faux et usage de faux, trafic d'influence et corruption de fonctionnaire » M. Jean-François Dubos, ancien chargé de mission auprès de Charles Hernu, ministre de la Défense. Rebondissements judiciaires d'une de ces « affaires » de l'année où politique et justice doivent apprendre à cohabiter, le 17, M. Daniel Dewavrin, P-DG de la société Luchaire, avait subi le même sort.

La société Luchaire avait livré des armes à l'Iran malgré l'embargo décidé le 21 mai 1980, levé le 21 janvier, puis réitéré le 13 mai 1981. Sur plainte déposée le 13 mars 1986 par M. Paul Quilès, alors ministre de la Défense, une information judiciaire est ouverte.

M. André Giraud, successeur de M. Quilès dans le ministère Chirac, demande un rapport au contrôle général des armées, qui en charge M. Jean-François Barba. Ce dernier dépose ses conclusions le 6 juin 1986. Selon ce document, 40 000 obus de 155, théoriquement destinés à la Grèce et au Pérou, avaient pris dès 1982 la destination du port iranien de Bandar-Abbas. À partir du printemps 1984, Luchaire obtient toutes les autorisations de vente sollicitées. Sous des couvertures diverses, 400 000 obus partent pour l'Iran. Malgré tous les avertissements des services de contrôle de vente d'armes du ministère, le trafic se poursuit jusqu'à l'automne 1985. À quel niveau administratif et politique a été prise la décision de laisser faire ? Le rapport Barba charge lourdement M. Dubos. La bombe à retardement est allumée ; elle explose plus d'un an et demi plus tard. Le 3 novembre 1987, en prenant l'opinion publique à témoin, le Figaro publie le « rapport Barba », malgré son caractère confidentiel défense. La polémique politique s'en nourrit : les élus PS dénoncent les fuites

complaisantes du ministère de la Défense ; le ministère de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, désigne les « plus hautes autorités de l'État », mais le Premier ministre recommande la prudence par son porte-parole et se refuse à mettre en cause le chef de l'État. M. François Mitterrand a l'occasion d'évoquer l'affaire au cours d'un entretien avec Philippe Alexandre, diffusé par RTL le 16 novembre. Le président admet avoir été informé d'une rumeur sur un trafic, le 21 mai 1984, par l'amiral Lacoste, alors directeur général de la DGSE.

Au milieu de l'agitation, des déclarations et « petites phrases » de la classe politique, la procédure judiciaire suit son cours. Le 5 novembre, à la demande du magistrat instructeur, M. Giraud déclassifie le rapport Barba. Comme il met en cause M. Dubos, aujourd'hui maître des requêtes, le procureur de la République de Paris soumet le dossier à la Cour de cassation afin qu'elle désigne une juridiction d'instruction, selon une procédure nécessaire chaque fois que certains fonctionnaires « sont susceptibles d'être inculpés » ; le 12 novembre, la Chambre criminelle désigne le juge d'instruction de Paris, M. Legrand, qui poursuit son investigation et procède un mois après aux premières inculpations.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Vie politique.

M. Gustave Husak est remplacé par M. Milos Jakes à la tête du parti communiste, mais conserve son poste au présidium et ses fonctions de chef de l'État.

Vendredi 18

FRANCE

Lettres.

Décès de Marguerite Yourcenar, de l'Académie française, à l'âge de 84 ans.
downloadModeText.vue.download 166 sur 517

RDA

Justice.

La Chambre du peuple adopte une loi prévoyant l'abolition de la peine de mort réclamée le 17 juillet par le Conseil d'État. La RDA est le premier pays d'Europe de l'Est à abolir officiellement le châtiment suprême.

BRÉSIL

Vie politique.

M. Bresser Pereira, ministre des Finances, présente sa démission pour protester contre la décision du président Sarney de s'opposer à la mise en oeuvre des mesures fiscales qu'il proposait pour réduire le déficit public.

COLOMBIE

Justice.

Retenu à Bogota depuis le 2 novembre sous l'inculpation de « faux en documents privés » qu'il aurait réalisés pour faciliter le transfert du footballeur paraguayen Roberto Cabanas, M. François Yvinec, président du club de football Brest-Armorique, s'enfuit à bord d'un avion privé et arrive en France avec son joueur le 19.

Samedi 19

Échecs.

À Séville, victoire de Garri Kasparov, qui remporte le championnat du monde, à l'issue de la finale qui l'opposait à Anatoli

Karpov.

FRANCE

Élections municipales.

À Amiens, 792 immigrés sur 1 008 qui s'étaient inscrits sur les listes électorales élisent quatre « représentants associés au conseil municipal ».

Outre-mer.

Par 291 voix contre 283, les députés adoptent définitivement le statut de la Nouvelle-Calédonie, qui prévoit pour le

territoire un système d'autonomie interne (4 et 22).

AFGHANISTAN

Guerre.

La télévision soviétique révèle qu'une offensive conjointe de l'Armée rouge et des forces de Kaboul a été déclenchée dans la région de Khost pour desserrer l'étau de la résistance qui assiège la ville.

Dimanche 20

SPORT

Tennis.

À Göteborg, la Suède bat l'équipe de l'Inde (5 à 0) et remporte la coupe Davis.

FRANCE

Armement naval.

Lancement à Saint-Nazaire du plus grand paquebot du monde, le Sovereign of the Seas qui a été construit pour un armateur norvégien.

PHILIPPINES

Naufrage.

Le Doña-Paz, ferry qui assurait la liaison entre l'île de Leyte et Manille, coule après avoir percuté en pleine nuit le pétrolier Victor. Selon la compagnie Sulpicio Lines, il transportait 1 553 passagers, mais, en fait, il était bondé jusqu'à la surcharge et seuls 27 voyageurs ont été sauvés.

KENYA¥OUGANDA

Guerre frontalière.

Le Président de l'OUA, M. Kenneth Kaunda, accepte d'agir en médiateur dans le conflit frontalier qui sévit depuis le début de la semaine entre le Kenya et l'Ouganda.
downloadModeText.vue.download 167 sur 517

NICARAGUA

Guerre civile.

La Contra lance sa plus importante offensive depuis le début du conflit et s'empare de trois villes minières au nord-est du pays.

Lundi 21

FRANCE

Conflits sociaux.

L'intersyndicale annonce la « suspension » de la grève à la Banque de France (8 et 17).

Catastrophe aérienne.

Un bimoteur Embraer 120, affrété par Air France, s'écrase non loin de l'aéroport de

Mérignac, près de Bordeaux. Les seize occupants sont tous tués.

Télévision.

La proposition de loi de MM. Jacques Barrot et Michel Pelchat, qui autorise le télé-achat sur les chaînes privées non soumises à péage, est adoptée par l'Assemblée nationale.

ISRAËL

Troubles.

En signe de solidarité avec les Palestiniens des « territoires occupés », les citoyens arabes observent une journée de grève générale, au cours de laquelle des heurts se produisent avec les forces de l'ordre (9).

Mardi 22

FRANCE

Régions.

Le budget de la région Champagne-Ardenne est adopté par 23 voix contre 19. C'est l'abstention des conseillers socialistes, contraire aux souhaits du bureau de leur parti, qui

a permis à M. Bernard Stasi, président de Région, de l'emporter.

IRLANDE DU NORD

Terrorisme.

John McMichael, vice-président de l'Ulster Defence Association, le premier groupe paramilitaire protestant d'Irlande du Nord, est tué par l'explosion de sa voiture, piégée par l'IRA.

DJIBOUTI

Relations internationales.

M. François Mitterrand est reçu par le président Hassan Gouled Aptidon. Le 23, le président français se rend sur le porte-avions Clemenceau, qui croisait au large.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Justice.

Le vice-président du FLNKS, M. Yeiwené Veiwené, est inculpé de provocation au meurtre et écroué. Il est ensuite libéré sur appel du parquet.

ÉTATS-UNIS

Vie politique.

Le Congrès vote le budget fédéral, la majorité démocrate ayant cédé aux menaces de veto du président Reagan, et adopte le principe de la réduction du déficit budgétaire de 30 milliards de dollars, annoncée le 20 novembre.

Mercredi 23

ONU

Conseil de sécurité.

Vote d'une résolution déplorant l'attitude d'Israël dans les territoires occupés. Les États-Unis s'abstiennent pour donner un

avertissement au gouvernement de l'État hébreu. Le même jour, le Conseil adopte
downloadModeText.vue.download 168 sur 517

CHRONOLOGIE

167

une résolution demandant le retrait des troupes sud-africaines d'Angola.

PAYS INDUSTRIALISÉS

Finances.

Les ministres des Finances et les gouverneurs des Banques centrales du groupe des Sept (États-Unis, Japon, RFA, Canada, Grande-Bretagne, France et Italie) rendent publique une déclaration commune destinée à ramener le calme sur les marchés financiers. Ils insistent sur la nécessité de stabiliser le dollar.

FRANCE

Législation.

En troisième lecture, l'Assemblée nationale, puis le Sénat adoptent le projet de loi relatif à la transmission des entreprises, dont la principale disposition permet aux patrons de transmettre leur entreprise à des successeurs qui ne sont pas leurs descendants.

ITALIE

Piraterie aérienne.

Un Boeing 737 de la compagnie hollandaise KLM, avec 97 personnes à bord, est détourné sur Rome. Le pirate, Adalgisco Scioni, jeune Italien de 15 ans, se rend sans difficulté en libérant tous ses otages.

RFA

Société.

Le décès de Daniela, une jeune femme de 27 ans, qui s'était adressée à l'Association pour une mort humaine, relance la polémique sur l'euthanasie. Daniela était totalement paralysée depuis le jour où elle avait été victime d'un grave accident de la route.

ÉTATS¥UNIS

Conquête spatiale.

L’essai au sol d’une fusée d’appoint de la navette spatiale révèle de nouvelles défaillances qui retarderont la reprise des vols prévue pour juin 1988.

Jeudi 24

FRANCE

Justice.

La chambre d’accusation de la cour d’appel de Nancy ordonne la remise en liberté sous contrôle judiciaire de Jean-Marie Villemin, inculpé du meurtre de son cousin Bernard Laroche (29 mars 1985).

Sociétés.

Le groupe Bouygues annonce la signature d’un contrat avec le gouvernement du Salvador pour la construction du nouvel hôpital de San Salvador (valeur : 150 millions de francs). Alsthom remporte le marché pour la construction d’une centrale thermique de 600 MW pour la société indienne Nationale (1,6 milliard de francs). M. Michel Noir, ministre du Commerce extérieur, signe avec la municipalité d’Istanbul un contrat de 1,7 milliard de francs pour la construction d’un réseau de distribution de gaz naturel.

Agriculture.

Mis au jour par le SRPJ de Caen, un trafic de substances anabolisantes pour les bovins entraîne l’inculpation de onze personnes parmi lesquelles plusieurs employés de la société néerlandaise Denkavit.

Transports.

Deux trains entrent en collision sur la ligne C du RER à Issy-les-Moulineaux. Une passagère est tuée ; on compte 10 blessés graves et 28 autres plus légèrement atteints.

INDE

Troubles.

À Madras, la mort du Premier ministre de l’État du Tamil Nadu, M. Maruthur Gopala Ramachandran, suscite des émeutes et des pillages. Ancienne vedette de cinéma, le défunt jouissait d’une popularité immense.
downloadModeText.vue.download 169 sur 517

Le lendemain, trois millions de personnes assistent à ses obsèques.

Vendredi 25

LIBAN

Otages.

Le Fatah-Conseil révolutionnaire (Groupe d'Abou Nidal) annonce que Mme Jacqueline Valente, une Française détenue en otage, a mis au monde une petite fille (8 novembre).

Samedi 26

ESPAGNE

Terrorisme.

Dans un club de Barcelone réservé aux soldats américains, un marin est tué et neuf de ses compagnons blessés par l'explosion d'une bombe. Le lendemain l'« Armée rouge de libération catalane » revendique l'attentat.

GOLFE PERSIQUE

Sommet.

Les six chefs d'État des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Barheïn, Qatar, Oman et Émirats arabes unis) se réunissent à Ryad, jusqu'au 29. Ils travaillent à renforcer leur solidarité face au risque d'extension du conflit Iran-Iraq. Ils réaffirment leur volonté de ne pas rompre le dialogue avec le gouvernement iranien.

Dimanche 27

FRANCE

Faune.

Pour la première fois depuis les années 1950, un loup est abattu en France. Il vivait dans les Alpes-Maritimes.

Lundi 28

ÉGLISE CATHOLIQUE

Églises orientales.

Le père Michel Sabbah, d'origine palestinienne, est nommé patriarche de Jérusalem par le pape Jean-Paul II.

URSS

Relations internationales.

À l'invitation des autorités soviétiques, le président du gouvernement bavarois Franz-Joseph Strauss entame une visite de trois jours à Moscou.

Mardi 29

POLOGNE

Justice.

Les quatre fonctionnaires de la police politique qui avaient assassiné le père Jerzy Popieluszko en octobre 1984 bénéficient d'une remise de peine.

URSS

Conquête spatiale.

Retour sur Terre de Iouri Romanenko.

Espace

Le tour du ciel

en 326 jours

Lancé le 5 février à bord du vaisseau spatial Soyouz TM2 pour rejoindre la station orbitale Mir, le cosmonaute soviétique Iouri Romanenko a regagné la Terre le 29 décembre, à bord de Soyouz TM3, après une mission de 326 jours 11 heures 37 minutes dans l'espace. Il a ainsi amélioré de 37 p. 100 le précédent record de durée d'un vol humain dans l'espace – 237 jours 22 heures 10 minutes – que détenaient depuis 1984 trois autres soviétiques : Leonid Kizim, Vladimir Soloviev et Oleg Atkov.
downloadModeText.vue.download 170 sur 517

Préalablement à cette mission, Romanenko avait déjà volé à deux reprises, la première

fois en 1977 pour une mission de 96 jours qui avait alors valu à l'URSS de ravir aux États-Unis le record de durée d'un vol spatial humain : celui-ci s'élevait à l'époque à 84 jours ; il avait été établi trois ans plus tôt par le troisième équipage d'astronautes ayant séjourné à bord du Skylab.

Avec un total de 430 jours 18 heures 19 minutes passés dans l'espace, Romanenko, né le 1er août 1944 à Kolioubnovski, dans la région d'Orenbourg, est ainsi devenu à quarante-trois ans l'homme ayant le plus longuement séjourné dans l'espace. Ce titre était précédemment détenu par son compatriote Kizim, avec 375 jours 16 heures 18 minutes.

L'exécution de vols spatiaux de longue durée s'inscrit dans la perspective de l'exploitation future de stations orbitales habitées en permanence et de la réalisation d'un vol piloté vers Mars (près de 3 ans pour un vol aller et retour). Le programme poursuivi par les Soviétiques depuis une dizaine d'années permet d'étudier l'adaptation de l'organisme humain à l'apesanteur puis sa réaccoutumance aux conditions terrestres au terme de vols spatiaux de plus en plus longs. Parmi les modifications physiologiques temporaires observées lors de ces vols figurent une croissance de plusieurs centimètres (du fait de la relaxation de la colonne vertébrale), une accumulation du sang dans la partie supérieure du corps, une diminution de la masse musculaire au niveau des jambes et une fragilisation par décalcification de l'ensemble du squelette. La grande question reste de savoir si l'on ne risque pas d'atteindre un jour une durée limite des vols au-delà de laquelle les transformations subies deviendraient irréversibles.

YOUGOSLAVIE

Institutions.

Le Parlement adopte une série d'amendements à la Constitution de 1974. Les changements proposés visent à moderniser et à rendre plus efficace « le système d'autogestion socialiste » par la mise en place d'une économie de marché.

YÉMEN DU SUD

Exécution

de cinq anciens responsables politiques et militaires, partisans de l'ex-président Ali Nasser, qui avaient été condamnés à mort

le 12 décembre.

BRÉSIL

Dette.

Le gouvernement procède au paiement des intérêts de sa dette extérieure, conformément à l'accord conclu le 6 novembre dernier avec les banques privées créancières, mettant ainsi un terme à un moratoire qui aura duré neuf mois et neuf jours.

Mercredi 30

FRANCE

Société.

Saisi par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel déclare contraire à la Constitution l'article 92 de la loi de finance 1988 sanctionnant « la divulgation du revenu des personnes physiques ».

UNEDIC

Les milliards
de l'UNEDIC

Le 30 décembre, après de difficiles négociations, le gouvernement et les partenaires sociaux parviennent à réaliser le bouclage financier de l'assurance chômage. Philippe
downloadModeText.vue.download 171 sur 517

Séguin, ministre des Affaires sociales obtient que l'UNEDIC soit désormais un acteur essentiel de la politique de l'emploi et de la formation. Aux termes des deux accords conclus le premier entre le patronat et les syndicats – à l'exception de la CGT –, le second entre l'État et les partenaires sociaux, les pouvoirs publics, les entreprises, les salariés et les chômeurs devront contribuer au financement des 14,8 milliards de francs recherchés.

Les cotisations des salariés seront relevées de 0,16 p. 100 le 1er janvier 1988, passant de 1,51 à 1,67 p. 100. Ce réajustement devra rapporter 4,1 milliards à l'UNEDIC. Les entreprises supporteront la même augmentation de leurs cotisations, dont le taux passera de 3,07 à 3,23 p. 100. Toutefois, le

surcroît réel qu'elles subiront ainsi sera limité à 300 millions sur deux ans par la baisse d'autres charges sociales (contribution logement ; fonds de garantie des salaires et des accidents de travail). Les chômeurs verront leurs prestations soumises à un ensemble d'économies. Désormais, leurs allocations ne seront relevées qu'une seule fois par an au lieu de deux (économie de 600 millions) ; la revalorisation du salaire de référence pris en compte pour le calcul de l'indemnisation des demandeurs d'emploi sera supprimée (économie de 340 millions) ; enfin, tous les chômeurs, à l'exception de ceux qui perçoivent l'allocation de base minimale, devront contribuer au financement de leur retraite complémentaire (économie de 570 millions). L'État s'engage à accorder un moratoire de la dette de l'UNEDIC, à concurrence de 1,4 milliard, et à maintenir l'effort budgétaire consenti en faveur des chômeurs de longue durée, mesure qui devrait alléger les comptes de l'UNEDIC de 1,5 milliard de francs sur deux ans. Les partenaires sociaux signataires de l'accord conviennent en outre de travailler à un meilleur recouvrement des cotisations et de rechercher une gestion optimale de la trésorerie.

En liant la contribution de l'État aux résultats obtenus par les partenaires sociaux, Philippe Séguin modifie considérablement le rôle de l'UNEDIC : d'un rôle défensif, destiné à indemniser les chômeurs, elle passe à un comportement actif et devra participer à l'effort accompli en faveur du reclassement et surtout de la formation des demandeurs d'emploi.

ARABIE SAOUDITE

Budget.

Le gouvernement annonce qu'il émettra en 1988 pour 30 milliards de ryals de bons du Trésor afin de financer son déficit budgétaire.

TRANSKEI

Coup d'État.

Le gouvernement de Melle Stella Sigcau, accusé de corruption, est renversé par les forces armées, qui prennent le pouvoir à Umtata. Melle Sigcau avait succédé à M. Georges Matanzima le 5 octobre.

ZIMBABWE

Vie politique.

À l'issue d'une session commune des deux chambres du Parlement qui a duré cinq minutes, le Premier ministre, M. Robert Mugabe, est proclamé premier président exécutif.

Jeudi 31

FRANCE

Sociétés.

Thomson signe avec General Electric l'accord conclu le 22 juillet prévoyant le rachat par le groupe français du secteur électronique grand public de GE et la cession à l'industriel américain de ses activités médicales.

Accident de la route.

Neuf automobilistes sont tués et dix-huit autres sont blessés dans un gigantesque télescopage qui se produit près de Châte-
downloadModeText.vue.download 172 sur 517

nay (Eure-et-Loir), sur l'autoroute A10. Cet accident est le plus meurtrier de l'année.

TUNISIE

Vie politique.

Le président Ben Ali décide 405 remises de peine totales ou partielles dont profitent d'anciens opposants à l'ex-président Bourguiba.

Le mois

d'Alain Senderens

Les événements marquants que je retiendrais sont surtout l'accord Reagan-Gorbatchev, la mésentente européenne, le piège Renault, car ces sujets vont conditionner notre futur.

L'homme de l'année a été sans conteste Mikhaïl Gorbatchev. Le traité de Washington posera tôt ou tard de gros problèmes a l'Europe. L'installation des missiles Pershing en Allemagne fédérale a rétabli un certain équilibre et même fait passer la crainte de

l'autre côte du rideau de fer. Les Soviétiques savaient que les Américains n'hésiteraient pas à les utiliser, sachant que cela ne mènerait qu'à un conflit localise. Les Soviétiques n'ont parlé de réduction d'armes nucléaires qu'après l'installation des Pershing... Lorsque ce traité sera appliqué, nous serons à nouveau terrorisés... Purons-nous être assez forts pour nous défendre ? L'autre avantage que tirent les deux grands est économique. Ces deux pays se ruinent en continuant la surenchère de l'armement. Gorbatchev a besoin d'augmenter le niveau de vie, de donner plus de confort à ses « camarades » et surtout de beaucoup d'argent s'il veut réussir la transformation économique qu'il a promise.

Comme le Japon et l'Allemagne n'ont pas participé à la défense du monde occidental – grâce à leurs statuts particuliers –, ces deux pays se sont enrichis. Le déficit du bud-

get américain découle en grosse partie de ce problème. Maintenant les Américains, d'une façon ou d'une autre, veulent nous faire passer « à la caisse ».

Face à cette question, qui devrait logiquement nous faire prendre conscience que notre futur européen n'a jamais été autant compromis, nous débutons mal. Mon malaise est grand. Nos hommes politiques pensent trop « national » « régional », se querellent pour des quotas laitiers et des montants compensatoires où chacun ne prêche que pour satisfaire son électoral. Quelle honte ! La « raison européenne » n'est pas cultivée car elle n'existe pas et disparait dans l'intérêt de chaque pays, donc le court terme. L'État qui croit augmenter sa puissance par la ruine de celui qui le touche s'affaiblira à la longue. Le Parlement européen devrait prendre comme devise cette phrase de Montesquieu : « Si je savais quelque chose utile à ma patrie, et qui fût préjudiciable au genre humain, je la regarderais comme un crime » et nos politiques réfléchir à une pensée d'Aristoie, qui estimait que les nations de l'Europe sont pleines de courage, mais parfois déficientes en intelligence.

Ah ! si nos hommes politiques pouvaient,
comme Zeus, tomber amoureux d'Europe,
et se métamorphoser (pas en taureau blanc)
et l'enlever ! Que de leur union naisse cette
nouvelle Europe que nous attendons tous,
car si nécessaire... Le piège de Renault a fonctionné dans les deux sens et démontre une fois encore que la vraie politique (pour moi) est plus nécessaire que les affaires. En effet,

le président de la République, Rocard et les socialistes intelligents savent que le nouveau statut de Renault est d'une absolue nécessité, pour toutes sortes de raisons économiques ou européennes. Admettre cela serait suicidaire à cause des communistes qui refuseront leurs voix au candidat socialiste. En refusant et en prenant un petit prétexte, le président de la République renvoie la balle à Jacques Chirac, qui ne peut, à trois mois des élecdownloadModeText.vue.download 173 sur 517

tions, prendre le risque de grèves et répéter décembre 86. Renault attendra Pâques ou la Trinité au détriment d'un intérêt juste.

ALAIN SENDERENS

Météo : l'Automne

Les premiers jours de l'automne sont marqués par des températures voisines des normales ou inférieures à elles, contrastant violemment avec les fortes chaleurs de la mi-septembre, et par des pluies, localement fortes, associées à une perturbation active, ondulant dans un flux de sud-ouest à sud (du 21 au 24), et à une perturbation de type retour d'est (du 25 au 27 septembre). Le mois s'achève sur un court épisode sans pluie. Le 25 septembre, le cyclone Emily dévaste les Bermudes ; le 27, le bidonville de Villa Tina à Medellin, en Colombie, est détruit puis enseveli par une coulée de boue : plus de 400 morts.

Le mois d'octobre est plus doux que la normale et exceptionnellement pluvieux en toute région. Schématiquement, trois périodes de températures supérieures aux normales (du 2 au 10 ; du 14/15 au 20/22 et du 25 au 31) ont alterné avec deux courts épisodes froids (du 11 au 13 et du 23 au 25). C'est à la fin du mois que des températures minimales particulièrement élevées ont été enregistrées : 18 °C à Agen ; 18,6 °C à Blagnac ; 15,1 °C à Niort ; 12,1 °C à Ambérieu ; 17,1 °C à Auch, le 27, ou encore 12,7 °C à Saint-Étienne-Bouthéon le 28. Le territoire a connu six épisodes pluvieux, dont quatre pendant la première quinzaine. Les hauteurs d'eau mensuelles voisines ou supérieures au double de la normale s'expliquent par les passages répétés de perturbations, parfois très actives, canalisées dans un flux de sud à sud-

ouest. Des pluies orageuses, abondantes et intenses, sont ainsi relevées dans les régions méridionales et dans l'Ouest : 426 mm à Banyuls-sur-Mer entre le 2 et le 4 ; 204 mm à Loubaresse ; 110 mm au Vigan en 24 heures le 4 et dans la nuit du 4 au 5 ; 49 mm à Cherbourg et 61 mm à Coulouvray (Manche) le 7 ou encore, dans l'Aude, 144 mm à Castans, 130 mm à Coustouge, 164 mm à Lespinassière le 10, en moins de 6 heures ! Les trombes d'eau qui s'abattent du 3 au 5 octobre sur la Catalogne occasionnent des dégâts considérables et perturbent la circulation routière et ferroviaire. Les pluies provoquent la crue subite des affluents de l'Aude et ravagent à 100 p. 100 le vignoble de Banyuls.

La tempête du siècle : dix milliards de dégâts

Ces intempéries de saison ne sont rien comparées à la tempête de gravité séculaire qui, dans la nuit du 15 au 16 octobre, a ravagé les abords de la mer Celtique et a dévasté six départements de Bretagne et de Normandie. Le phénomène météorologique, du fait de son caractère exceptionnel et de l'ampleur de la catastrophe naturelle qu'il a entraînée, restera dans les mémoires. Ce véritable ouragan, lié au passage de deux dépressions très creusées et très rapprochées se déplaçant sud-sud-ouest à nord-nord-est au voisinage d'Ouessant (la première de l'ordre de 970 hectopascals, passant à 18 heures, la seconde, 953 hpa, à minuit), a atteint son paroxysme entre 0 et 3 heures du matin, le 16. Plus que les pluies, ce sont les vents qui, soufflant en rafales à plus de 170 km/h en mer et sur les côtes et à plus de 140 km/h à l'intérieur des terres, ont eu les conséquences directes ou indirectes les plus lourdes : 2 morts et plus de 60 blessés ; des centaines de bateaux de pêche et de plaisance endommagés ou détruits ; pylônes et lignes électriques abattus et distribution d'électricité interrompue pendant plusieurs jours ; cultures dévastées (le maïs non encore récolté et les cultures sous serres) ; élevages détruits ; toitures arrachées ; parcs à huîtres du Cotentin anéantis ; 20 p. 100 de la forêt sont rasés, hachés... Les dégâts sont évalués à 10 milliards de F.
downloadModeText.vue.download 174 sur 517

Novembre est un mois normal tant au plan des températures qu'à celui des précipitations. Alors que le Sud-Ouest, le Sud-Est et la Corse bénéficient d'une longue période chaude (du 1 au 23) et subissent un bref épisode froid en fin de mois, les régions septentrionales connaissent deux périodes froides (du 4 au 8 et du 26 au 30) et deux périodes chaudes (du 1 au 3 et du 9 au 22). Les pluies, assez bien réparties dans l'espace, sont liées soit à des perturbations d'origine océanique (du 9 au 10 et du 11 au 16) ou d'origine méditerranéenne (du 9 au 10 dans le Midi), soit à un front froid évoluant dans un courant de nord (du 19 au 20), soit encore à une dépression centrée sur la France (du 23 au 27). C'est cette dépression, autour de laquelle

s'enroulent d'imposantes masses nuageuses, qui est à l'origine des chutes de neige observées dans le Calvados, dans le Cantal (30 cm à Pierrefort), en Lozère (60 cm à Massegros), ou encore dans l'Aveyron, où 20 000 foyers sont privés d'électricité par suite de la rupture de câbles. Hors de France, l'actualité météorologique est marquée par deux événements majeurs : en Espagne, entre le 3 et le 5 novembre, des pluies diluviennes s'abattent sur tout le littoral méditerranéen (15 morts et d'importants dégâts dus aux inondations) ; aux Philippines, la partie méridionale de l'île de Luçon est ravagée, les 25 et 26, par le typhon Niña (1 800 morts ; 70 000 personnes sans abri).
downloadModeText.vue.download 175 sur 517

Le mois de décembre se caractérise jusqu'au solstice d'hiver par l'alternance de périodes froides, imputables à des situations anticycloniques (du 1 au 3 et du 7 au 12), et de périodes douces et pluvieuses (du 4 au 6 et du 12 au 21). L'advection d'air tropical survenue le 18 explique les températures anormalement élevées notées sur l'ensemble du pays : 23 °C à Biarritz, 19 °C à Toulouse et 15 °C à Paris. Les brouillards sont très fréquents en plaine et dans les vallées montagnardes. À la

veille des vacances de Noël, l'enneigement est médiocre dans toutes les stations françaises de sports d'hiver ; l'insolation est, par contre, très bonne au-dessus de 600 m d'altitude.

Les États-Unis subissent à partir du 14 décembre une vague de froid hivernal ; tem-

pêtes de neige et blizzard s'étendent à tout le territoire, y compris les États de l'Ouest : Oregon, Nevada, Arizona, Californie et Nouveau-Mexique.

PHILIPPE C. CHAMARD
downloadModeText.vue.download 176 sur 517
downloadModeText.vue.download 177 sur 517

Le problème de la guerre et de la paix reste encore en suspens. La première offre aux marchands d'armes un inépuisable marché de consommation le long de la diagonale aréique qui s'étire du Burkina-Faso aux confins sino-pakistanais. L'un des points chauds de ce domaine de tensions se fixe en Afrique dans la bande d'Aozou, où il n'est qu'assoupi depuis les défaites infligées par Hissène Habré aux forces libyennes du colonel Khadafi. Un autre foyer de guerres endémiques ensanglante toujours le Proche-Orient, poursuit son oeuvre de dislocation au Liban, prend une dimension internationale dans le golfe Persique, où le conflit irano-iraqien menace aujourd'hui les intérêts des grandes puissances occidentales et ceux de leurs alliés arabes. La guerre s'éternise en Afghanistan, où l'Armée rouge s'essouffle à tenter de venir à bout de la résistance d'un peuple qu'arment une foi et un enracinement intransigeants, mais aussi de légers et redoutables engins sol-sol ou sol-air.

Bien qu'elle n'ait pas atteint tous ses objectifs en Asie, en Angola ou en Amérique centrale, l'URSS recherche la paix. Mais la recherche-t-elle pour elle-même ou pour détourner, à la réalisation de ses propres fins, l'aspiration première d'une humanité qui compte sans doute depuis

cette année cinq milliards d'hommes et qui redoute un conflit nucléaire susceptible de mettre en cause sa survie ?

Oscar Arias et Jean-Paul II ont su comprendre cette aspiration. En est-il de même du « séduisant » maître du Kremlin, Mikhaïl Gorbatchev ? En négociant avec Ronald Reagan l'accord sur le retrait

d'Europe des missiles de portée intermédiaire et en prônant l'option « double zéro », songe-t-il seulement à exploiter la convergence exceptionnelle de ses intérêts avec ceux du président des États-Unis ? Tous deux désirent renforcer leur prestige international pour mieux asseoir leur autorité morale et faire accepter leur nouvelle politique économique : austérité budgétaire et relance des exportations à Washington, fût-ce aux dépens des membres alliés du Pacte atlantique qui ont appris à connaître les limites de l'amitié nord-américaine lors du nouveau « krach de Wall Street » du lundi 19 octobre 1987 ; appel à l'initiative privée à Moscou pour mettre un terme à l'inefficacité du système de production soviétique.

Des trois nouveaux mots d'ordre que le Premier secrétaire a assignés à ses concitoyens, les Occidentaux en ont retenu deux : Glasnost, qu'ils ont peut-être traduit à tort par « transparence », et Perestroïka, c'est-à-dire « reconstruction » d'un État,
downloadModeText.vue.download 178 sur 517

d'une société, d'une économie qu'ils imaginent de type libéral. Mais, le troisième mot d'ordre : Uskorenie, a souvent été oublié. Cette « accélération », n'est-ce pas en réalité celle de la marche que Lénine leur avait ordonné jadis d'entreprendre vers le socialisme ? En fait, seul le tracé de la route serait modifié grâce à une politique qui aurait pour l'URSS d'immenses avantages : disjoindre les États-Unis de leurs alliés ; dénucléariser l'Europe moyenne ; neutraliser l'Allemagne et la réunifier au profit de la RDA.

L'équilibre du monde est en jeu. Et pas du seul fait des États-Unis et de l'URSS. Scientifiques, techniciens, industriels et agriculteurs menacent peut-être encore plus durablement l'avenir de l'humanité que les grandes puissances par leurs découvertes et par l'emploi qu'ils en font. En témoignent la dégradation accrue de l'environnement, l'amincissement et même, parfois, la béance, au-dessus de l'Antarctique, de la couche d'ozone qui protège la vie contre le rayonnement des rayons ultraviolets. La banalisation des voyages in-

tercontinentaux, l'évolution des moeurs, la recherche d'un argent facile accroissent le trafic et la consommation des drogues. En fait, rien n'est jamais joué. En France, en particulier, la cohabitation a permis à la nouvelle majorité de réaliser en par-

tie son programme sans, apparemment, déstabiliser l'institution présidentielle. La sécurité a été améliorée, le terrorisme a été mieux maîtrisé, des otages ont été libérés, les privatisations en grande partie menées à bien, avec pour corollaire la création d'un actionnariat populaire que ne semblent pas avoir encore découragé les jeux de la finance, les OPA amicales ou sauvages et le krach boursier du 19 octobre.

En sera-t-il de même à la veille des élections présidentielles si la dépréciation du dollar se poursuit et entraîne une nouvelle baisse du cours des valeurs ? Plus que le chômage ou que l'augmentation des cotisations sociales qui annule en partie les allégements fiscaux décidés par le gouvernement, ce sont peut-être des facteurs échappant à l'action des autorités de l'État qui détermineront pour sept ans l'avenir du pays. Laissons les acteurs se mettre en place. Les urnes gardent leur secret. Comme en 1981, elles risquent de réserver de nombreuses surprises dans un pays où les problèmes de société, comme celui de l'immigration, et le caractère épidermique de l'électorat peuvent tout aussi bien maintenir les conservateurs au pouvoir, comme dans le Royaume-Uni, ou y rappeler les socialistes, comme en Belgique.
downloadModeText.vue.download 179 sur 517

Jamais en si peu de temps (moins de six années), Gauche et Droite n'avaient eu, alternativement, autant de latitude pour appliquer leurs programmes électoraux. On a nationalisé et augmenté les impôts au nom de la « justice sociale », puis on a privatisé et diminué les impôts au nom de l'« efficacité économique ».

En vain. Deux fois, la Grande Illusion ne fut que prologue à lendemains qui déchantent : en 1987, presque autant

de chômeurs, la réduction des effectifs étant limitée à 0,5 p. 100 et des déficits traditionnels (commerce extérieur, sécurité sociale, etc.) toujours inquiétants. La Bourse elle-même qui, par les volontés successives de Pierre Bérégovoy et d'Édouard Balladur, semblait terre promise au consensus, n'est plus ce qu'elle fut malgré les efforts de Catherine Deneuve, reprenant, s'il faut en croire Raymond Barre, « un rôle tenu avant elle par le bossu de la rue Quincampoix ».

Que faire ? Et donc, pour un politique, que dire lorsqu'on a eu – d'indiscutables majorités parlementaires aidant – toutes possibilités de réaliser des programmes tirés au cordeau ?

Le décor du théâtre

En vérité, en cette année préélectorale, évoquant une grande répétition, que conte Michel Schifres, jamais mise en scène ne fut si tardive et si poussive. Si, à une inconnue près (François Mitterrand ou Michel Rocard), la distribution est connue, les dialogues, eux, restaient encore à la fin de l'année bien ténébreux. À cinq mois des élections, nul ne pourrait se hasarder à pronostiquer ce que, une fois réinstallé ou installé à l'Élysée, ferait François Mitterrand ou Michel Rocard, Raymond Barre ou Jacques Chirac. Et les seconds rôles eux-mêmes – Jean-Marie Le Pen, André Lajoinie, Pierre Juquin et (bien sûr) Arlette Laguiller – ne semblent nourrir d'autre grand dessein que d'incarner, vaille que vaille, de séculaires et minoritaires sensibilités. « Le programme des candidats tiendra sur un ticket de métro » avant laissé échapper, en début d'année, François Mitterrand. En cette fin d'année 1987, ce pronostic reste vérifié.

Trente-trois experts économistes (dont deux prix Nobel) ont, le 17 décembre, placé l'année nouvelle sous le signe d'un possible « krach boursier aux effets dévastateurs ». Déjà, au cours de l'hiver noir de
downloadModeText.vue.download 180 sur 517

la Bourse, les privatisations, jusqu'alors grande réussite du gouvernement, ont perdu de leurs charmes. La phrase clef de

l'automne – « tant qu'on n'a pas vendu, on n'a pas perdu » – a cessé de rassurer les petits-enfants des souscripteurs des emprunts russes. Bref, de 1987, année morose s'il en fut, on attend pourtant la suite avec intérêt. Que va, en effet, devenir le discours politique si sept années d'alternance, dont deux de cohabitation, ont dépouillé de leurs oripeaux idéologiques les champions du socialisme et ceux du libéralisme ? L'électeur français ratifiera-t-il ces sommeils ?

Autre chose, à plus long terme, risque aussi de peser sur la vie publique : la fin d'une certaine « France profonde » qui, malgré un siècle d'exode rural, orientait encore largement les choix politiques. « Le désert est désormais aux portes des villes », put-on entendre à l'Assemblée nationale lors du débat sur l'aménagement du territoire. Ce qui hier était, avec le Plan, l'autre « ardente obligation » a cessé d'être priorité gouvernementale, même si, comme l'analyse François Grosrichard, la décentralisation qui pourvoit désormais la politique régionale d'une idée directrice, rend les élus plus sensibles aux réalités des régions.

Tendue pour la politique intérieure, la cohabitation fut plus paisible en ce qui concerne la politique extérieure. Trop gaullien, sans doute, pour contester, en ce domaine, la prééminence du président de la République, Jacques Chirac a toujours su laisser François Mitterrand « préciser la pensée officielle » de la France, même si quelques nuances sont apparues entre les deux hommes, notamment en matière de dissuasion, quand le Premier ministre

a suggéré que le parapluie nucléaire français pourrait, le cas échéant, abriter l'Allemagne fédérale...

Le Rhin et l'Oder

Il est vrai que, à partir du 8 décembre 1987, Américains et Soviétiques auront trois années pour démanteler toutes leurs fusées intermédiaires, c'est-à-dire d'une portée comprise entre 500 et 5 000 kilomètres. En Europe continentale, de Brest à la frontière soviétique, il n'y aura plus, en principe, d'autres armes nucléaires stockées que celles de la force de frappe française, à l'exception de missiles à courte portée. Puisque c'est pour l'Allemagne fédérale la crainte de voir

les États-Unis « découpler » leur défense de celle de l'Europe, c'est aussi nécessairement pour la France, au nom de sa propre défense et de celle de l'Europe, l'heure de s'interroger sur la nature de sa solidarité avec son voisin d'outre-Rhin.

Mais ce voisin, qui est-il ? Longtemps ce fut, pour les Français, presque simple. Au vaincu de la dernière guerre mondiale, devenu l'allié au sein du Pacte atlantique, était reconnu le droit d'être une grande puissance économique et, éventuellement, un partenaire privilégié à l'intérieur du Marché commun. Pour le « reste », la France – alliée, mais alliée réservée – se voulait ignorante. Les problèmes de défense de l'Allemagne ? Ils semblaient ne devoir concerner que les États-Unis. Les éventuels problèmes « existentiels » de l'Allemagne ? La France et les Français avaient fait leur, une fois pour toutes, le célèbre mot de François Mauriac : « J'aime tellement l'Allemagne que je suis bien content qu'il y en ait deux. »
downloadModeText.vue.download 181 sur 517

Mais, désormais, l'Europe étant vouée à un certain désarmement, l'Allemagne va se voir contrainte – pour la première fois depuis 1945 – à devenir actrice à part entière de son propre destin. C'est un autre regard, plus large et plus attentif, que la France va devoir porter sur son voisin. Mais, comme toujours en Europe, rien n'est simple : la République fédérale, elle-même, cherche à renouer des liens de famille avec son jumeau de l'Est, la République démocratique. François Georges Dreyfus est allé, ainsi, à la rencontre des deux Allemagnes telles que les voient et les vivent les Allemands.

Désarmement et reconstruction

Outre l'Allemagne et la France, il n'est guère de pays européens qui ne soient aujourd'hui contraints de repenser politique étrangère et politique de défense. Car, en décidant, le 8 décembre, d'envoyer à la « casse » 1 724 « fusées intermédiaires » stockées de part et d'autre de la frontière Oder-Neisse, les chefs des deux États les plus puissants du monde ont joué la dénucléarisation du vieux

continent. Certes, d'autres négociations devraient, à terme, se conclure par des accords portant sur une diminution des arsenaux nucléaires stratégiques, c'est-à-dire installés en URSS et aux États-Unis, ainsi que des forces conventionnelles ou chimiques. Au lendemain de l'accord paraphé en grande pompe à Washington par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, c'est un peu une Europe orpheline du grand allié américain qui, en ordre dispersé, tente de discerner l'avenir.

Depuis l'échec de la Communauté européenne de défense, l'Europe ne s'était

pensée et construite que sur la coopération économique. Faut-il désormais imaginer, aussi, une coopération militaire ? Et quelles seraient alors les attitudes et les marges de manoeuvre des deux puissances nucléaires de l'Europe, la France et la Grande-Bretagne ? Philippe Faverjon analyse les enjeux, les conséquences, les ambiguïtés et les espoirs nés de cet accord historique, qui accorde crédit à l'option double zéro.

Plus que Ronald Reagan, le héros de cet accord fut Mikhaïl Gorbatchev. Pour l'homme qui gouverne l'URSS, l'Occident a désormais des regards où la crainte d'être dupe le dispute à l'admiration. Lors de son voyage à Washington, 65 p. 100 des « Américains les plus riches » ont manifesté à son égard une opinion favorable, « plus que pour tout candidat actuel à la présidence des États-Unis » a constaté le New York Times.

Mais on sait, depuis Krouchtchev, que rien n'est simple pour qui veut faire bouger l'Empire, et Hélène Carrère d'Encausse cherche à peser les chances d'aboutir de la Glasnost (publicité des débats) et de la Perestroïka (reconstruction). Dès l'automne, le dégel s'approche du glacis. En Tchécoslovaquie, Gustav Husak, l'homme de la normalisation de 1968, est relevé de ses fonctions ; en Hongrie, des débats sur un nécessaire pluralisme politique paraissent dans la presse ; en Roumanie, le sinistre et bouffon régime de Ceausescu ne peut compter sur l'URSS face à la montée de l'opposition dans la rue ; en Pologne même, le général Jaruzelski ne craint pas d'organiser (et de perdre) un référendum.

Espoir d'un nouveau cours ? Peut-être,

si l’on songe qu’est parvenu à Moscou,
downloadModeText.vue.download 182 sur 517

pour le 70e anniversaire de la Révolution, un télégramme « saluant toutes les forces qui déploient leurs efforts en faveur du socialisme démocratique ». Son auteur ? Alexandre Dubcek, l’homme du Printemps de Prague. Espoir mais aussi inquiétude : de la Pologne à la Hongrie, une vague analogue avait traversé l’Europe centrale en 1956. On sait ce qu’il advint.

Pas de paix pour les pauvres

Mais ce ne sont pas seulement des espoirs de détente que l’année 1987 a portés. Si le désarmement est la « poursuite de la paix par d’autres moyens », rien – hélas – de neuf dans les conflits « traditionnels » du Moyen-Orient.

Beyrouth et le Liban. Quatorze années déjà... Et toujours, entre d’innombrables factions libanaises et trois « alliés » envahissants (Israël, Syrie et Iran), le jeu trouble de stratégies où, derrière le machiavélisme des desseins primitifs, nul – ni État, ni clan – ne contrôle sans doute plus rien. Témoins et victimes silencieux de ces impuissances réciproques : les otages. Pour deux d’entre eux, Marcel Carton et Marcel Fontaine, le 17 décembre fut le millième jour de détention...

Afghanistan. Huit années déjà... Pour l’armée soviétique (120 000 hommes environ), l’espoir en est fini d’une victoire militaire. Mais l’annonce, par Moscou, d’un retrait, possible – « à condition que les États-Unis cessent de soutenir les rebelles » – reste très vague. Et celui par qui le compromis peut s’instaurer, l’ex-roi Zahir Chah réfugié à Rome, ne semble guère pressé de donner aux Soviétiques les garanties de « bon voisinage » qu’ils réclament en contrepartie d’un possible retraite...

Iran-Iraq. Sept ans déjà... Le front n’a guère bougé, les offensives et contre-offensives restent toujours aussi meurtrières. Il est vrai que les armes ne manquent pas aux deux protagonistes ; et, s’il faut en croire l’obscure clarté des scandales, l’Iran n’aurait pas trop souf-

fert, jusqu'à ces dernières années, des embargos prononcés à son égard par les gouvernements occidentaux... dont la France et les États-Unis. Désormais, le conflit s'internationalise ; les flottes soviétique, américaine, européenne, dont celle de la France, croisent dans le golfe Persique, protégeant aujourd'hui les pétroliers, veillant demain, peut-être, aux « intérêts vitaux » de leurs pays dans cette région, qui, la guerre finie, redeviendra la première productrice de pétrole du monde.

Enfin, toujours au Moyen-Orient, l'actualité s'est, encore une fois, chargée de rappeler, au mois de décembre, que, quarante ans après que l'ONU a voté le partage de la Palestine, rien, encore, n'était résolu. À Gaza, en Cisjordanie, en Israël même, à la fin de l'année, des émeutes réunissent de jeunes Palestiniens des territoires occupés et de jeunes Israéliens arabes. Malgré son intransigeance, le gouvernement de Jérusalem peut-il oublier que, à l'intérieur de ses frontières de 1967, vivent non seulement 3,5 millions d'Israéliens juifs, mais aussi 650 000 Israéliens arabes et 1,4 million de Palestiniens ? Et que la démographie joue en faveur de ces derniers ?

En cette année 1987, c'est aux frontières des pays riches du Nord que se sont arrêtés les espoirs de paix.

PHILIPPE ORSINI
downloadModeText.vue.download 183 sur 517

La grande répétition

Les trois coups de l'élection présidentielle n'ont pas encore résonné, le rideau n'est pas vraiment levé. Mais, dans les coulisses, les acteurs répètent leur rôle.

Chacun se prépare au grand rendez-vous.

Ah que la France aime à se faire peur... comme il ne lui déplaît pas, parfois, de se croire à l'aube d'une révolution...

Parce que, en cette fin de 1986, des dizaines de milliers d'étudiants et de lycéens manifestent contre une éventuelle réor-

ganisation de leurs études, voilà que certains annoncent une révolte générale et prophétisent la fin du régime. La France ? Pas si sûr. Elle a appris, elle, à tenir ses nerfs, elle sait qu'une crise ne conduit pas nécessairement au changement, elle ne veut pas voir dans la moindre rébellion la preuve d'un refus absolu. Simplement, c'est vrai, elle n'observe plus avec les mêmes yeux qu'auparavant la singulière dualité qui la dirige. Un temps, plusieurs mois, ce curieux système qu'on appelle « cohabitation » l'avait intriguée puis séduite. Mais, en ce début de 1987, l'attirance d'an tan a déjà disparu : les Français, disent les sondages, aspirent à retrouver les équilibres traditionnels et la cohérence entre la majorité présidentielle et la majorité législative.

Il n'en reste pas moins – et c'est énorme – que ce régime-là, cahin-caha, fonctionne comme on dirait d'une machine qui peu à peu se rode. C'est que la Constitution voulue par le général de Gaulle est d'une souplesse étonnante et que la dérive cohabitationniste n'empêche pas d'en sau-

ver l'essentiel. Ainsi le président n'est pas aussi inerte que certains l'espéraient et le gouvernement n'est pas autant sous l'oeil de l'Élysée que d'autres le souhaitaient.

En fait, le véritable juge de paix est l'opinion : la dualité du pouvoir a accentué sa puissance ; jamais elle n'a été autant scrutée par le biais de sondages ; pour peu que les Français rejettent une réforme, pour quelques cris ou quelques froncements de sourcils, et elle est vite abandonnée : la situation universitaire avait ouvert cette voie-là dans laquelle s'engouffrent et sombrent des projets sur le paiement des chèques, la Sécurité sociale ou le non-remboursement de certains médicaments.

À l'inverse, des débats n'aboutissent pas parce qu'ils ne trouvent guère d'échos et aucun relais chez les Français. Valéry Giscard d'Estaing lui-même, qui se flatte pourtant de connaître la sensibilité de l'opinion, en fait l'amère expérience : en janvier, il se déclare favorable à la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, il annonce que la réforme aura lieu, et cette année et par référendum. La classe politique s'enflamme, mais personne ne prend d'initiative et le soufflé retombe. Quelques mois plus tard un nouveau

mot fait florès : le déclin. La France serait en déclin, notre pays courrait vers la
downloadModeText.vue.download 184 sur 517

décadence. Cette fois, les politiques, peu soucieux d'apparaître comme les responsables d'une telle situation, rejettent le mot et le thème. Et l'opinion, elle-même, pourtant mobilisée par les médias, ne réagit pas.

Les vedettes au pouvoir

Si celle-ci conserve ainsi une certaine réserve, c'est qu'elle sait aussi que 1987 est une année particulière et qu'elle sera bien assez tôt courtisée : située entre les législatives et la présidentielle, sans élections nationales, cette année-là est d'abord une répétition silencieuse. La pièce n'est pas encore à l'affiche, le rideau est loin d'être tiré, la salle n'est même pas garnie et, pour les hommes politiques, il ne serait pas séant d'apparaître déjà comme candidats et d'agir ouvertement en fonction de l'échéance. Mieux, un zeste de dédain n'est pas malvenu et le mystère a souvent plus de force que la proclamation. Qui pourtant s'y tromperait ? Qui ignorerait que dans la coulisse les rôles sont activement préparés et que chaque personnage, par un détail, par un clin d'oeil, par une phrase, peaufine ce qu'il sera bientôt, en pleine lumière, et pare le costume qu'il endossera dans quelques mois ? Chaque geste est désormais dosé en fonction de l'élection présidentielle, rien n'est innocent, tout est mûri. Et pour s'en convaincre, pour mieux disséquer ce jeu trouble et subtil, il suffit de se rappeler ce que furent, pendant ces mois-là, ceux qui, d'une manière ou d'une autre, participeront au rendez-vous de 88.

Le plus étonnant et le plus mystérieux reste François Mitterrand. Tapi à l'Élysée, il n'en sort que pour accomplir les obligations de sa charge, plonger avec délices dans des bains de foule en province ou prononcer quelques phrases à la télévision. Ses apparitions, finalement, sont rares, mais elles constituent, chaque fois, un électrochoc pour la

classe politique, contrainte de subodorer, faute de savoir. Qu'il semble détaché et la voilà assurée : il ne se représentera pas. Qu'il emploie un futur au lieu d'un conditionnel et la voici tout aussi certaine : il se représentera. Mais vite, de nouveau, le tableau se brouille. Comme ce soir de mars où il déclare à Anne Sinclair : « Je n'ai pas l'intention de me présenter », avant de lui dire : « On verra, j'aviserai ».

Rien, en tout cas, ne lui échappe, ni la situation au parti socialiste ni l'attitude du gouvernement dont il tient à se démarquer au moindre « dérapage ». Alors il apparaît comme le rassembleur, le garant de l'unité de la France, le sage, le patriarche. En partie maître du jeu, en tout cas maître du temps. Ce costume lui donne une force nouvelle, d'autant plus puissante qu'il ne gouverne pas, qu'il n'a pas en charge la gestion quotidienne et qu'il peut donc, à loisir, envoyer des coups d'épingle à ceux qui sont aux affaires. Il se paiera même le luxe, lui qui critiqua tant les institutions du général de Gaulle, d'en souhaiter la réforme et le rajeunissement.

C'est que François Mitterrand, si longtemps le mal-aimé de la politique, découvre une saveur nouvelle qui a un goût de miel : la popularité. Jamais autant que cette année, il n'a recueilli un si important capital de confiance, de capacité ou de sympathie. Homme d'État, cohabitant
downloadModeText.vue.download 185 sur 517

modèle, président reconnu, les éloges pleuvent et cette nouvelle situation, qu'il gère habilement, lui donne un poids qu'il n'a jusqu'à présent pas connu. Au point qu'une polémique lancée sur son âge – François Mitterrand a 71 ans – fait long

feu.

Législation

Le programme de réforme entrepris en 1986 s'est poursuivi (Éd. 1987). Cependant, il est plus difficile de dégager les lignes directrices du bilan législatif de 1987 : des réformes ont été

abandonnées en cours de route (dont certaines déjà adoptées en Conseil des ministres), d'autres ont été reportées (code de la nationalité) ou profondément modifiées au regard du projet initial. De nombreux textes, dont certains sont développés ailleurs (rubrique Justice), et d'importance inégale (tels que les lois du 26 juin sur l'aménagement du statut des navires pour faciliter leur copropriété ; du 6 juillet sur la protection du conjoint survivant bénéficiaire d'un usufruit lorsque la nue-propriété du bien grevé fait l'objet d'une indivision entre héritiers ; du 22 juillet sur l'exercice de l'autorité parentale ; du 27 novembre sur la surveillance maritime ; du 30 novembre sur la répression du recel ; du 31 décembre sur les marchés à terme...), on détachera uniquement ici ceux qui entrent dans ces deux domaines prioritaires du gouvernement que sont le domaine économique et social et celui de la sécurité.

Domaine économique et social

Loi du 17 juin sur l'épargne, dont l'objectif est de développer une épargne longue en vue de la retraite, l'épargne des ménages et les moyens de financement des entreprises, l'actionnariat et la participation.

Loi du 19 juin relative à la durée et à l'aménagement du temps de travail, qui apporte des modifications importantes au code du travail en ce qui concerne, notamment, la modulation des horaires. Trois lois du 10 juillet concernant respectivement le financement de la Sécurité sociale, l'emploi des handicapés, les chômeurs de longue durée.

Loi du 23 juillet sur le développement du mécénat, qui a pour objectif d'encourager les dons et les initiatives en faveur du mécénat et de soutenir et développer la vie des fondations et des associations. Loi du 23 juillet relative à l'apprentissage, qui élargit l'éventail des diplômes pouvant être préparés par cette voie.

Loi du 30 juillet portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) aussi variées que l'allocation de parent unique, la lutte contre le Sida, la réforme des études médicales, l'interdiction de messages publicitaires en faveur de boissons

alcoolisées ou les restrictions financières pour les grévistes de la fonction publique.

On fera également entrer dans ce cadre de l'effort du gouvernement en matière économique et sociale la loi du 16 juillet portant réforme des tribunaux de commerce, qui assure notamment l'élargissement du recrutement des juges consulaires, en améliorant leur qualité et en favorisant une meilleure représentation des forces économiques actives dans les tribunaux de commerce.

Sécurité

Deux lois du 16 juillet autorisant la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme élaborée à Strasbourg le 27 janvier 1977 et l'Accord entre les États membres de la CEE concernant l'application de la Convention européenne pour la répres-
downloadModeText.vue.download 186 sur 517

sion du terrorisme conclue à Dublin le 4 décembre 1979. Une troisième loi de même date, modifiant le code de procédure pénale, porte sur la poursuite et le jugement de certaines infractions commises à l'étranger relativement à l'application de la Convention et de l'accord précités.

Loi du 22 juillet relative à l'organisation de la Sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, qui prévoit notamment la création d'un code d'alerte national, renforce les capacités opérationnelles du corps des sapeurs-pompiers

et réglemente l'urbanisation autour des

zones dangereuses.

Dans le cadre de l'effort du gouverne-

ment pour lutter contre l'insécurité sous

toutes ses formes, il convient de noter

également la loi du 10 juillet renforçant

la lutte contre l'alcool au volant.

MICHELINE VAN CAMELBEKE

Toute médaille pourtant a son revers
et celle-ci comme une autre. François
Mitterrand lui-même sait bien qu'il est
d'autant plus populaire qu'il n'est pas per-
çu comme un acteur ordinaire. Qu'il se
réinscrive dans le jeu politique habituel
et il risque de perdre des points. Le voici
qui, à l'automne, est à la télévision, invité
par Christine Ockrent : il critique le gou-
vernement comme rarement, il rappelle
qu'il reste socialiste, il est d'une vibrante
pugnacité. Et même si une fois de plus
il laisse planer le mystère (« La moitié
de moi-même me dit de ne pas y aller,
mais je sais que c'est l'autre moitié qui
l'emportera ») dit-il, citant son ami l'an-
cien président de la République italienne,
beaucoup ont le sentiment que, cette fois,
François Mitterrand a attaqué. Est-ce
un hasard ? Un mois après, un sondage

indique qu'une majorité des Français
ne souhaite pas qu'il effectue un second
mandat. Bref, tout se passe comme si le
chef de l'État, éminemment populaire
lorsqu'il rassemble, perd de son aura
quand il redevient un homme politique
comme un autre. Lui-même sait bien, en
cette fin 1987, que tout son problème, et
celui de son éventuelle candidature, est
dans cette contradiction.

Jacques Chirac n'a pas le même pro-
blème. Comme le chef de l'État, il
connaît les rumeurs de la ville : mais
si elles s'extasient sur le mystère Mit-
terrand, elles répètent à l'envi que non,
décidément, le Premier ministre n'est
pas un présidentiable. Il est vrai que
Jacques Chirac, depuis longtemps, a
appris à mépriser les propos des dîneurs
en ville qui n'ont jamais eu pour lui des
regards énamourés. D'autant que ses

atouts ne sont pas négligeables : sans doute les soubresauts boursiers vers la fin de l'année jettent-ils quelque ombre sur l'extraordinaire succès des privatisations ; sans doute la situation économique est-elle moins favorable que ne le pronostiquaient les croisés du libéralisme. Mais le pays est tranquille, la sécurité – un des grands thèmes des élections de 1986 – s'est améliorée et la cohabitation a fait la preuve qu'elle était un système viable. Bref, le pari a été tenu et Jacques Chirac s'apprête à le rappeler à l'opinion, lui qui a joué son avenir politique sur cette hypothèse face à un Raymond Barre réprouvant l'idée même de la dualité. Dans la bataille qui s'annonce, l'hôte de Matignon tient d'autres cartes : en dépit de quelques dissonances et autres minicrises, la majorité lui a été fidèle et il dispose d'un parti, le RPR, downloadModeText.vue.download 187 sur 517

de nouveau parfaitement soudé et apte, comme il l'a fait si souvent, à mener les plus rudes joutes. Volontiers bretteur, à la fois réaliste et instinctif, réel animal politique, Chirac a déjà dessiné ce que sera sa campagne. Lui, plus qu'un autre, se battra sur un bilan et souhaitera qu'on lui donne les moyens de poursuivre sa tâche de « redressement ». D'ailleurs peut-il faire autrement ? Car Jacques Chirac en 1987 est une singularité : il est le seul qui puisse être regardé – et donc jugé – comme gouvernant et comme candidat. Chez lui, les deux costumes ne font qu'un et, avant même que la campagne ne soit ouverte, il est déjà sur la scène. Contraint non pas de répéter son rôle mais de le jouer.

La cohorte des prétendants

Raymond Barre a plus le temps et le rôle de la tortue lui sied – « rien ne sert de courir... laissez-moi être la tortue » dit-il en janvier. Dans la majorité sans en être tout en en étant (« Je n'ai jamais cherché à cultiver ma différence dans la majorité, mais je ne la gommerai pas » dit-il encore), candidat peu à peu déclaré, il se presse à son rythme, c'est-à-dire lentement. C'est, pensent ses amis, que cette attitude accentue son image de présiden-

tiable que lui reconnaissent les Français. Cette discrétion, ce souci de ne pas apparaître comme participant à la vacuité du microscome ne l'empêchent pourtant pas d'ajuster des flèches vigoureuses et de décocher des traits qui ne sont courtois que dans la forme : il ne se cache guère, au fil de ses discours, pour assurer, un jour, qu'il aurait agi « autrement » ou, un autre, qu'il aurait adopté « d'autres modalités d'exécution ». Ainsi, sans grand bruit mais soutenu par un puissant réseau de fidèles, il affermit sa stature ; il taille à sa mesure le costume de candidat qu'il n'aura plus qu'à enfiler, tout naturellement, le moment venu ; il modifie subtilement les défauts de son image. Le dit-on professoral et trop économiste ? Il se dévoile, à « Apostrophes » chez Bernard Pivot familier et amoureux des poètes. Le juge-t-on solitaire ? Il se montre entouré de son équipe, de femmes, de socioprofessionnels. Le pense-t-on éloigné de la vie quotidienne ? Il multiplie les « visites-surprises » dans des quartiers, des usines, chez des gens.

C'est qu'il interprète très vite, dès cette année, la chanson de tout candidat sous la Ve République, à savoir qu'il n'a de comptes à rendre qu'aux Français et qu'un parti n'a pas à le contrôler. Sans doute est-il plus soucieux des problèmes partisans qu'il ne l'avoue, plus attentif aux querelles électorales qu'il ne le reconnaît, plus préoccupé des états d'âme des députés qu'il ne l'admet ; sans doute sait-il que l'appareil RPR ne lui est pas acquis et que sa difficulté est moins de vaincre au second tour que de gagner au premier ; mais il se conduit comme si ces questions-là le concernaient peu ou guère. C'est que la tortue Barre se révèle être aussi une fourmi qui engrange avant le sprint.

Pour s'en tenir à un bestiaire, ces animaux-là ne conviendraient pas à Michel Rocard. Sa tâche assurément n'est pas aisée. Car, contrairement à ses trois grands concurrents, ses trois rivaux, il ne sait pas exactement ce que sera son rôle dans la pièce qui va se jouer. Que François Mitterrand se déclare et il devra abandonner toute ambition. En
downloadModeText.vue.download 188 sur 517

attendant, lui qui a manqué un premier rendez-vous avec l'Histoire en 1980 quand – déjà – ses espoirs s'étaient brisés sur la volonté de François Mitterrand, il fait « comme si ». Comme si demain, tout obstacle renversé, il pourra réussir son pari : « dire et faire des choses pour ce pays ». Alors il se déclare, il occupe la scène, il critique les socialistes, il ne ménage même pas ses flèches contre le président, quitte parfois à reculer. Ne va-t-il pas jusqu'à dire un jour d'été qu'il ne voit pas de raisons à ce que Mitterrand se représente, sauf « guerre mondiale ou énorme tremblement de terre » – une « boutade » rectifiera-t-il le lendemain ? C'est qu'il a intérêt à tout faire pour accréditer l'irréversibilité de sa candidature, ne serait-ce que pour tenter d'éloigner d'autres ambitieux, socialistes, un Laurent Fabius, un Jean-Pierre Chevènement par exemple : une campagne d'affichage, un livre, un passage à « Apostrophes » sont là pour scander l'aventure. Mais, tandis que François Mitterrand grommelle (« on a un successeur comme on a des héritiers ; même si ce n'est pas ceux qu'on aurait voulus... »), le chemin, déjà difficile, paraît vers la fin de l'année encore plus ardu : les sondages de popularité baissent, des dirigeants socialistes montrent les dents, certains fidèles sont en proie au doute. Il en faudra sans doute plus pour que Michel Rocard renonce. C'est que l'ambition est ancienne et que la certitude de pouvoir être utile est ancrée. Simplement, celui qui fut, un temps, l'enfant chéri de la gauche, celui qui par-dessus tout aime la mer s'aperçoit qu'il est délicat de naviguer contre des vents contraires.

La petite phrase d'un ministre

Qu'on nous pardonne de nous être tant attachés aux hommes et à ces quatre-là en particulier. Il ne pouvait en être autrement : faute de grands débats, l'année est surtout celle des ambitions et des calculs personnels. Et chacun sait que le sort de la France se jouera entre François Mitterrand, Jacques Chirac, Raymond Barre et Michel Rocard. Qu'ils attendent pour se livrer vraiment, qu'ils retardent volontairement leur entrée en scène, ayant peur d'user l'attention du public et craignant de manquer de répliques, n'est guère contestable. Il l'est encore moins de

nier leur puissance.

Budget

Paré de tous les atouts de la rigueur, mais fiscalement généreux, le budget 1988 réussit un tour de force, à la veille des élections présidentielles.

– Des allégements fiscaux pour 31,8 milliards de francs répartis entre les entreprises (14,6 milliards de francs) et les ménages (10,3 milliards de francs), auxquels s'ajoute la baisse de la TVA (6,9 milliards de francs), en particulier sur l'automobile. Ces réductions, en dehors de leur intérêt électoral, visent, selon le gouvernement, à favoriser les initiatives, à restaurer la compétitivité et à permettre l'harmonisation fiscale avec l'Europe en vue du marché unique de 1992.

– Maîtrise des dépenses : elles représentent 1 084 milliards de francs, soit une hausse en valeur de 1,9 p. 100 – 2,8 p. 100 si l'on tient compte des rebudgétisations – par rapport à 1987, à comparer à la hausse de 2,5 p. 100 prédownloadModeText.vue.download 189 sur 517

vue pour les prix. Les économies sont généralisées : baisse des effectifs, des concours aux entreprises, des bonifications d'intérêt et rigueur salariale.

Néanmoins, trois domaines restent prioritaires : l'emploi et la formation professionnelle (+ 11,5 p. 100), la coopération (+ 11,5 p. 100) et la recherche, tant civile que militaire (+ 10,3 p. 100).

– Réduction du déficit : il passe de 129,3 à 114,9 milliards de francs. Pour le gouvernement, les économies budgétaires

permettent à la fois la baisse des impôts et la résorption du déficit, puisque le produit des privatisations sera affecté pour 70 p. 100 au désendettement de l'État et pour 15 p. 100 aux dotations en capital des entreprises publiques. Pour l'opposition, les rentrées fiscales particulièrement favorables, les privatisations, partiellement (grâce à elles, certaines dépenses sont débudgétisées) et les recettes tirées des rebudgétisations (la réintégration des recettes dans le budget dépasse celle des dépenses) auront facilité ce bouclage.

DOMINIQUE COLSON

Et pourtant... Un étranger peu au fait de nos coutumes et peu enclin à comprendre le goût latin des Français pour la dramatisation, en conclurait vite, à entendre l'agitation et à lire la presse, qu'un autre homme retient surtout l'attention et monopolise le débat politique. C'est que Jean-Marie Le Pen, fort de son groupe parlementaire et d'un réel pouvoir de parole, pèse sur le jeu politique d'un poids supérieur à sa véritable influence. Le président du Front national est aussi candidat à l'élection présidentielle – il s'est même déclaré le premier, et il entame des mois avant les autres sa campagne. Lui ne s'avance pas masqué ; au contraire il se découvre, il s'expose, il attire l'attention.

Il lui faut en effet faire gros et faire fort pour recruter des électeurs sans que pour autant son idéologie ne les rebute. Le pari est difficile.

Dans un premier temps, il paraît gagné. Que Le Pen poursuive sa campagne contre l'immigration, qu'il tonne contre le Sida ou qu'il dénonce « la Bande des Quatre », chaque fois il agite l'opinion, il divise la classe politique, il embarrasse la majorité. Au point que celle-ci s'effraie :

et si Jean-Marie Le Pen avec son paquet de voix transformait le paysage politique, troublait le jeu, empêchait la victoire de la droite au profit d'un François Mitterrand ? L'hypothèse n'est pas saugrenue et elle inquiète les stratèges. D'autant qu'en mai un ministre, Michel Noir, qui a toujours été hostile au Front national, pose à la « une » du Monde la question : « Serions-nous prêts à sacrifier notre âme pour ne pas perdre les élections ? » La phrase fait d'autant plus mouche qu'elle met au jour une contradiction de la majorité, désireuse de conserver au second tour aussi bien des électeurs tentés par le Front national que ceux plus attirés vers le centre. Il faudra que Jacques Chirac se fâche pour que tout rentre dans l'ordre, mais la solidarité gouvernementale aura été mise à mal et l'affaire laissera des traces. Surtout, Jean-Marie Le Pen pourra témoigner qu'il demeure depuis plus de trois ans un sacré cactus dans la majorité.

Si, pourtant, en cette fin d'année, il paraît déstabilisé, il le doit davantage à ses propres initiatives qu'à celles de ses adversaires. À l'automne, de nouveau, il enflamme la France et la classe politique, prompte à se réconcilier pour le combattre : d'abord, le 13 septembre, au « Grand Jury » de RTL – le Monde, il
downloadModeText.vue.download 190 sur 517

affirme que les chambres à gaz sont « un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale » et pour beaucoup, ce jour-là, il avoue ce qui restait une conviction cachée ; ensuite, le 10 octobre, dans la nuit, des députés du Front national, voulant stigmatiser l'absentéisme parlementaire, se répandent dans les travées de l'Assemblée nationale, insultent d'autres députés, brutalisent l'un d'entre eux, se ruent sur le perchoir et pour beaucoup, cette nuit-là, le vrai visage de Le Pen se montre.

Politique économique

Le gouvernement de M. Chirac poursuit en 1987 la politique de redressement économique qu'il a engagée depuis mars 1986.

– Rigueur et orthodoxie financière maintenues. Au niveau budgétaire, un effort de freinage des dépenses publiques est mené pour permettre de réduire la pression fiscale tout en conservant la maîtrise du déficit ; mais les cotisations sociales sont relevées. Au niveau monétaire, la modernisation financière (développement des mécanismes de marché) a permis aux autorités monétaires de supprimer l'encadrement du crédit et de mettre en oeuvre une politique de régulation par les taux qui restent élevés mais qui sont également employés pour la défense du franc (une dévaluation du franc a été évitée lors du réaménagement du SME, le 12 janvier 1987). Enfin, dans le domaine des salaires, l'austérité se perpétue.

– Accélération du rythme des privatisations. Dix sociétés mères ont été dénationalisées, auxquelles il faut ajouter TF1 et le Crédit agricole, qui est en cours de mutualisation. Mais, après une première vague d'offres publiques de vente réussie, le mouvement s'est tassé en raison notamment des mauvais résultats de la Bourse. Le produit des privatisations est destiné en priorité au désendettement de l'État et aux dotations en capital des entreprises publiques.

– Un soin particulier accordé au problème de l'emploi. Le traitement social du chômage est étendu : plan emploi jeunes prolongé, plan pour les chômeurs de longue durée ou en fin de droits et contrats de conversion. Mais la flexibilité de l'emploi est plus que jamais recherchée, avec notamment l'adoption de la loi sur l'aménagement du temps de travail.

Pourtant personne ne sait finalement si, en ces deux occasions, Jean-Marie Le Pen a perdu de ses électeurs potentiels. Si son « fonds de commerce » qui déborde son électorat est mis à mal. Si son idéologie, lui qui, selon Alain Duhamel, « insinue tout haut ce que les Français n'osent pas s'avouer tout bas », est devenue suspecte. Les sondages sont contradictoires ; il n'empêche, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, Le Pen et ses amis ont réussi leur intégration dans la vie politique et ils pèseront dans la prochaine présidentielle.

Si Le Pen ainsi se confirme, cette année-charnière apporte également ses révélations. Car la politique est comme le vin : elle a ses grands crus mais aussi ses primeurs et if n'est pas si fréquent que des personnalités se découvrent. Elles sont deux en 1987, deux à étonner et à surprendre. Sans doute fréquentent-elles la classe politique depuis longtemps mais, pour la majorité des Français, elles constituent des apparitions.
downloadModeText.vue.download 191 sur 517

La première s'appelle Michèle Barzach. L'ascension de cette jolie femme, née d'un père russe et dont l'enfance s'est déroulée au Maroc, est fulgurante : elle symbolise le libéralisme convivial, la droite moderne, la politique jeune et le refus des étiquettes idéologiques. La seconde est un homme, Harlem Désir, qui, par la grâce d'une « Heure de Vérité » en plein mois d'août, enthousiasme les Français. Est-ce parce que l'un et l'autre parlent vrai et simple, est-ce parce que leurs convictions et leur sincérité transparaissent dans chacun de leurs propos, est-ce parce qu'ils semblent représenter la fin d'idéologies trop corsetées ? Ces deux-là en tout cas incarnent une nouvelle façon d'être en politique, de vivre la politique.

C'est là un pari que Pierre Juquin, candidat aussi bien des verts que des « gauchistes », ancien responsable communiste exclu du PC, voudrait bien gagner. En fait, il gênera surtout André Lajoinie qui représentera le PC dans la compétition

présidentielle mais dont l'apparence sympathique masque mal le dépérissement de son parti. D'ailleurs, les Français ne se passionnent guère pour ces candidatures-là. Tout comme, au long de l'année, ils ne prisent pas davantage les incidents qui émaillent, comme on dit, la vie politique. Attachent-ils par exemple de l'importance à ce qui se passe, début juin, dans la majorité ? Pourtant la crise est sévère : voilà que François Léotard, qui laisse planer alors la possibilité de sa candidature, assure dans une interview qu'il ne soutiendra pas Jacques Chirac au premier tour. C'est l'explosion ou plutôt l'implosion. Le Premier ministre, qui vient tout juste de régler « l'affaire Noir », le somme de choisir entre ses responsabilités ministérielles et son rôle de militant. Furieux, Léotard se refuse à trancher : il se retire à Fréjus, il se terre, il consulte ; il restera ministre mais gardera sa liberté de parole. Fin de la crise... et du psychodrame.

L'hiver de la politique

Il est vrai que le décalage maintes fois signalé entre la société politique et la société civile est cette fois patent et la revue Esprit n'a pas tort de titrer, en mars, « l'hiver de la politique ». Est-ce la cohabitation qui arrête l'audace, l'un gouvernant sous le regard de l'autre ? Est-ce la formidable puissance des médias qui empêche de conduire le jeu politique et annule tout projet contesté, la loi Devaquet hier, le Code de la nationalité aujourd'hui ? Est-ce la perspective de la présidence qui bloque les initiatives et conduit chaque candidat à être le plus neutre possible ? Est-ce la marque de la fin des idéologies, l'échec du libéralisme succédant à la déshérence du socialisme ?

Vie sociale

Le climat social s'est dégradé en 1987. Conscients depuis quelques années de la nécessité des restructurations, les salariés ont l'impression que l'économie a été suffisamment privilégiée et que le social a été sacrifié. C'est ce mécontentement général que les grèves et les manifestations de cette année ont exprimé, même si, au départ, les mouvements étaient liés à des revendications sur les conditions de travail. Si dans le secteur privé le nombre de conflits demeure toujours relativement

faible, en revanche, le secteur public a fortement réagi. Comme l'an passé, il y
downloadModeText.vue.download 192 sur 517

a eu durcissement de la base au-delà des prévisions et des souhaits des organisations syndicales, en particulier dans le conflit des cheminots en janvier. L'accumulation des arrêts de travail en un temps record (SNCF, RATP, EDF, PTT) et leur durée sont allés jusqu'à provoquer des contre-manifestations d'usagers. Les contrôleurs aériens, à partir du 21 avril, ont opté pour une série d'arrêts de travail d'une heure et ce pendant quinze semaines. Le conflit a entraîné le vote de l'amendement Lamassoure, qui rétablit dans la fonction publique la règle du trentième indivisible, en vigueur avant 1982, c'est-à-dire la retenue minimale d'un jour de salaire même pour une grève courte. Cet amendement, présenté par le gouvernement comme un moyen de réprimer les abus, a été perçu pour beaucoup, en particulier par les syndicats, comme une atteinte au droit de grève. Ce sentiment s'est accentué à la suite du jugement du tribunal de Créteil, qui a déclaré illicite la grève d'Air Inter (30 juillet).

Profitant de ces conflits, la pression syndicale, affaiblie depuis la crise, s'est intensifiée et les manifestations se sont multipliées. Toutes les organisations ont participé au mouvement à un moment ou à un autre. Même FO, pour la première fois depuis 40 ans, a lancé une manifestation interprofessionnelle le 3 octobre. Néanmoins, la CGT, qui a cherché à généraliser et à politiser les conflits, a, de loin, été la plus active. Les motifs de mécontentement sont nombreux : dégradation du pouvoir d'achat, baisse des effectifs, extension des emplois précaires, maintien du chômage, menaces relatives aux libertés et à la protection sociale. Pourtant, si une certaine cohésion de fait existe entre FO, la CFDT, la CFTC et la CGC, l'unité syndicale fait toujours défaut, d'autant que les élections prud'homales du 9 décembre ont suscité une certaine concurrence entre les organisations.

De son côté, Jacques Chirac reste ferme et réaffirme que le gouvernement ne changera pas sa politique qui a pour priorité le redressement économique, la rigueur, notamment salariale, et la solidarité envers les plus défavorisés. Cependant, la dégradation du climat social en début d'année l'a amené à recevoir chacune des organisations syndicales et le CNPF, dans le dessein affiché de donner un nouveau souffle au dialogue social. Au même moment, l'échec de la négociation salariale dans la fonction publique montre combien ce dialogue est difficile à mettre en oeuvre. Le ministre des Affaires sociales, Philippe Séguin, a agi essentiellement dans trois directions : élargissement du traitement social du chômage, développement de la participation et de l'intéressement dans la fonction publique et vote de la loi sur l'aménagement du temps de travail. Enfin, à l'initiative du Premier ministre, les États généraux de la Sécurité sociale ont été réunis pour lancer un large débat sur l'avenir de la protection sociale. Le patronat a fait preuve d'un certain attentisme. À la tête du CNPF depuis décembre 1986, François Périgot se montre satisfait des orientations du

gouvernement (allégement des charges fiscales et sociales ; flexibilité de l'emploi et du coût du travail). Toutefois, préoccupé par le grand marché européen prévu pour 1992, il réclame de nouvelles réductions d'impôt et une aide à l'investissement. Vis-à-vis des syndicats, son objectif est de relancer les négociations, en particulier sur l'aménagement du temps de travail, mais il souhaite une décentralisation de ces négociations.

DOMINIQUE COLSON

Sans doute le libéralisme est-il moins triomphant que l'année précédente et ses croisés sont-ils moins assurés. Un chiffre par exemple étonne : voilà que
downloadModeText.vue.download 193 sur 517

le taux des prélèvements obligatoires va atteindre 44,7 p. 100, un record. Même si quelques succès économiques sont enregistrés, si la fiscalité de l'État a été réduite, ce record apparaît comme un symbole, celui de l'insuccès libéral. D'ailleurs, les libéraux les plus farouches vont jusqu'à reconnaître avoir quelque peu péché par excès de confiance. Quant aux socialistes, ils ne paraissent pas davantage soucieux de retrouver leur doctrine passée et si, au moment des événements boursiers, ils insistent de nouveau sur l'importance du rôle de l'État, leurs « 151 propositions » sont loin de rappeler leur projet de 1980. En fait tout se passe comme si une idéologie avait succédé à une autre sans emporter pour autant la conviction, comme si le manteau du réalisme recouvrait désormais les idéologues.

D'où cette impression de bataille sans idées. Les voix ont beau tourner et les manoeuvres être subtiles, ni les uns ni les autres ne dissimulent le vide des projets.

D’ailleurs, on prête ce mot à François Mitterrand : « les programmes tiendront sur un ticket de métro ». Vrai ou pas, il paraît convaincant à beaucoup tant paraît triompher le « look », l’image, ce qu’en d’autres temps on appelait le politique spectacle. Certes, le constat n’est pas vraiment nouveau et les Cassandre ont pris l’habitude de stigmatiser la faiblesse du débat ou de s’étonner de la personnalisation de la lutte. Mais le comble semble être atteint cette année avec un président qui fait du mystère une règle de pouvoir et, dans le camp d’en face, des rivaux qui sont d’abord occupés à s’observer et qui retardent le plus tard possible le moment d’exprimer leurs choix. Les uns et les autres savent en outre qu’ils

ne seront guère différents quant au fond, que l’heure n’est ni aux grands changements ni aux profondes ruptures. Dès lors à quoi bon s’exprimer, si c’est pour sombrer dans la banalité ? Le jeu toutefois a sa logique et il n’est finalement pas étonnant que ceux qui occupent la scène sont pour le moment les acteurs du premier acte, c’est-à-dire du premier tour, les Le Pen ou les Juquin : eux, évidemment, ont tout intérêt à s’exprimer dès maintenant puisqu’ils seront, selon toute vraisemblance, conduits à se taire lorsque les vedettes, les prétendants du second tour, décideront leur entrée en lice.

Rien n’est étonnant et rien finalement n’est innocent : devant ce flottement des idéologies, devant le désarroi, devant ce silence des politiques qui soudain ne veulent ou ne peuvent plus apporter les réponses que traditionnellement on attend d’eux, il n’est guère surprenant que survienne le règne des « affaires ». Au fil des mois des scandales, dont seuls les spécialistes pourraient reconstituer la trame, éclatent : l’affaire Chalier à propos de laquelle les députés envoient un ancien ministre, député lui aussi, Christian Nucci, en Haute Cour – du jamais vu... L’affaire Chaumet qui devient vite l’affaire Chalandon... L’affaire CNCL... L’affaire Prouteau... L’affaire Luchaire...

Chaque fois la politique s’y trouve mêlée et chaque fois l’un des camps pense marquer des points sur l’autre, croit incarner la vertu avant d’être le vice dans le prochain intermède, donne des leçons avant d’en recevoir. Tout se passe comme si ni les uns ni les autres, tout occupés

à leur grand nettoyage, ne se rendaient compte qu'ils nourrissent ainsi un anti-parlementarisme toujours latent en
downloadModeText.vue.download 194 sur 517

POLITIQUE

193

France et favorisent les slogans éternels contre les hommes publics.

Dès lors l'année vide que restera 1987, l'année où rien ne s'est joué parce que tout s'est préparé, peut apparaître aussi comme l'année du trop-plein, le trop-plein de ces affaires qui déchirent la classe politique et rendent sceptique l'opinion. Comme il est symbolique ainsi le début novembre : les hommes publics bruissent de l'affaire Luchaire mais se taisent sur un effondre-

ment autrement plus préoccupant, celui de la Bourse. Quel bel exemple de porte-à-faux. Et quelle belle – et triste – illustration de 1987, théâtre d'ombres.

MICHEL SCHIFRES

Apres avoir été journaliste à Combat, au Monde, et au Quotidien de Paris, Michel Schifres est actuellement directeur-adjoint de la rédaction du Journal du dimanche. Il a notamment publié, en collaboration, l'Élysée de Mitterrand, aux éditions Alain Moreau, et, en 1987, l'Enaklatura, aux éditions Lattès, qui traite de l'ENA et des énarques.
downloadModeText.vue.download 195 sur 517

194

Glasnost et perestroïka

Le 7 novembre 1987, en célébrant le 70e anniversaire de la révolution, l'URSS
marque solennellement son entrée dans une nouvelle période historique placée

sous le signe du changement.

Élu secrétaire général le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev exposa aussitôt au Comité central son objectif prioritaire : engager l'économie soviétique dans un effort décisif de redressement et de développement, lutter impitoyablement contre la corruption, pour le rétablissement d'une discipline du travail et la

participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise. Il mettait ainsi l'accent sur le facteur humain, qu'il s'agisse de ceux qui exercent des responsabilités ou de la masse.

Des hommes nouveaux pour une nouvelle politique ?

La première préoccupation de M. Gorbatchev est le renouvellement du personnel dirigeant, dont il dénonce la sclérose, l'incompétence, voire les malversations. En quelques mois, il change la moitié des ministres (58 sur 116 en juin 1986), assure la promotion de leurs collaborateurs et remanie l'appareil communiste à tous les niveaux. Les plénums du Comité central et le XXVIIe congrès du Parti, en février 1986, ont permis de mener à bien ce changement au sommet de l'appareil. Le Politburo retrouve sa dimension moyenne : quatorze membres au plénum de juin 1987 ; treize en octobre 1987. Des 13 membres titulaires qui y figurent à la veille du 70e anniversaire de la révolution, seuls Gorbatchev, Gromyko, Chtcherbitski, Solomentsev et Vorotnikov étaient là avant la venue du premier au pouvoir, et encore le dernier y est-il entré au temps d'Andropov. La « vieille garde » se réduit à trois personnes. Il en va de même des suppléants, dont les deux tiers (4 sur 6) sont nouveaux. Au secrétariat, la « gorbatchevisation » est impressionnante : deux seulement des onze secrétaires (Gorbatchev étant exclu) y sont entrés avant 1985, dont l'un, Ligatchev, responsable des cadres et de l'idéologie, fut promu par Andropov. Cela signifie-t-il que le nouveau secrétaire général dispose d'alliés en nombre écrasant et qu'il peut à sa guise réformer ? Non, car le Comité central, qui rassemble en priorité les responsables des appareils du Parti et de l'État, reste plus qu'à moitié stable : il compte 125 nouveaux venus contre 82 en 1981. Ces chiffres prennent toute leur signification à la lumière de l'évolution des effectifs globaux de cette instance.
downloadModeText.vue.download 196 sur 517

La nouvelle direction souhaite prendre

le contre-pied de la pratique précédente qui, par l'augmentation constante du nombre des membres du Comité central, pouvait combiner stabilité et renouvellement. Au XXVIIe congrès, le nombre de membres titulaires du Comité central est réduit pour la première fois depuis trente ans (319 contre 307). Mais la rupture n'est qu'apparente, car elle est compensée par l'élargissement des effectifs des candidats au Comité central et de la Commission centrale de contrôle qui passent de 545 membres à 560. La conséquence de ce compromis entre la volonté de changer la pratique politique et le désir de maintenir « la sécurité de l'emploi » est que seuls 60 p. 100 des élus de 1981 se retrouvent en 1986, contre 80 p. 100 entre 1976 et 1981.

Il faut souligner deux faits significatifs : nombre de « brejneviens » qui auraient dû quitter le Comité central y ont été maintenus et la composition de ces organes, telle qu'elle s'est figée dans les années 70, évolue peu. La relève des générations est lente ; la moyenne d'âge est de soixante ans et ceux qui ont plus de cinquante ans représentent 78 p. 100 du total. Les diverses administrations – exception faite de l'armée dont la représentation est très légèrement réduite (de 41 à 30 sièges) – occupent la même place dans l'appareil. Comme toujours, un poids prééminent est accordé aux secrétaires des organisations centrales et régionales du Parti.

C'est à ces survivants de l'époque brejnevienne que Gorbatchev s'adresse lorsqu'il annonce la tenue, le 28 juin 1988, d'une conférence du Parti – rassemblement exceptionnel qui n'avait

pas eu lieu depuis 1941 – pour y faire un bilan des résultats et des mauvaises volontés. Nul n'ignore, en URSS, qu'entre deux congrès, une conférence du Parti est l'unique occasion de modifier la composition du Comité central.

Nouvelle pensée, nouveaux thèmes

La nouvelle pensée politique de Gorbatchev se résume en deux termes : changement et fidélité.

À l'intérieur, il part d'un constat pessimiste : l'URSS est à la veille d'une

crise ; l'économie patine, la société est démoralisée. Pour retrouver le chemin où Lénine avait placé le pays, son programme se résume en quelques termes et en une série de propositions. Glasnost (publicité des débats), perestroïka (reconstruction), uskorenie (accélération), efficacité, justice sociale, démocratisation, telles sont les lignes directrices d'une nouvelle politique. Au nom de la glasnost, il infléchit le discours, insistant sur les échecs... Il invite la société à exprimer ses critiques et ses propositions. Les médias, à des degrés divers il est vrai, ont commencé à tenir un langage nouveau, à traiter de thèmes tabous. La vie intellectuelle a été traversée d'un souffle neuf puisque tout paraît soudain permis au nom de la glasnost. C'est ainsi que l'on autorise la projection du film longtemps interdit, le Repentir, que des auteurs prohibés : Goumilev, Pasternak, etc., sont ou doivent être publiés. En faisant appel à la partie de l'intelligentsia qui avait depuis longtemps tourné le dos au pouvoir, Gorbatchev se dote de soutiens dont le prestige est inentamé.
downloadModeText.vue.download 197 sur 517

Défense

La loi de programmation des équipements militaires pour la période 1987-1991 a été adoptée le 10 avril 1987 par 536 voix contre 35 à l'Assemblée nationale, et par 301 voix contre 15 au Sénat. Portant sur 474 milliards de francs, qui seront destinés aux trois armées et à la gendarmerie, la loi est exprimée en crédit de paiement et concerne uniquement l'équipement, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement. Elle est exprimée en francs constants. Ainsi, le montant de départ sera corrigé en fonction du taux d'inflation effectif. Le législateur a prévu également une programmation « glissante », afin de tenir compte des difficultés de prévision de l'évolution des besoins militaires et de la situation future du pays. En 1988, le texte sera actualisé pour les années 1989, 1990 et 1991. De plus, il est retenu que soient indiquées des prévisions pour les années 1992 et 1993, de manière à disposer en permanence d'un

horizon de cinq ans. L'évolution des crédits d'équipements militaires proposés se traduit de cette façon : 84 127 millions de francs en 1987 ; 89 100 en 1988 ; 94 450 en 1989 ; 100 120 en 1990 et, enfin, 106 200 pour l'année 1991. Le taux de croissance annuel moyen atteint 7 p. 100. Enfin, la loi de programmation 1987-1991, à la différence des lois précédentes, n'individualise pas les engagements spécifiques à chaque matériel. Ainsi, un ajustement constant aux besoins et une répartition plus souple des moyens devraient être possibles.

Pour 1987, déduction faite des pensions, le budget de la Défense s'élève à 169,2 milliards de francs, soit une augmentation de 6,9 p. 100 par rapport à celui de 1986, tandis que le budget total de l'État croît de 1,9 p. 100 pendant la même période. Les dépenses représentent 16,1 p. 100 du budget de l'État

contre 15,4 en 1986 et 3,72 p. 100 du

produit intérieur brut marchand.

PHILIPPE FAVERJON

C'est ce souci qui l'a conduit à rappeler à Moscou l'académicien Sakharov, à libérer des détenus « politiques ou religieux », quels qu'aient été les motifs officiels de leur condamnation (environ 200 libérations ont eu lieu depuis mars 1985, ce qui est loin de couvrir le champ des remises de peine possibles), à accorder à des refuzniks connus les visas longtemps refusés, à se montrer plus généreux sur le nombre de visas d'émigration, enfin, à prendre, dans certains cas, des dispositions plus favorables aux Églises. La lutte contre des cadres corrompus, la générosité à l'égard de ceux que le système condamnait jusqu'alors sont les deux faces inséparables d'une politique qui se veut plus ouverte. Mais le coeur du changement reste la reconstruction, qui recouvre tous les domaines, bien qu'elle concerne prioritairement l'économie.

Arrivé au pouvoir, Gorbatchev appelle à ses côtés ou puise son inspiration chez de brillants économistes, Zaslavskaia, Abel Aganbeguian, I. Bogomolov, etc. Tous ont longuement réfléchi à la nécessité de réformer et concluent que la planification générale et la centralisation de l'économie soviétique sont inadaptées à

l'époque.

Du discours aux actes

Mikhaïl Gorbatchev avait défini ce que signifiait perestroïka : un effort de toute la société impliquant qu'elle en voie immédiatement les bénéfices pour l'inciter à se mettre au service du projet. Ceci explique
downloadModeText.vue.download 198 sur 517

qu'au départ c'est aux besoins sociaux que le programme ait accordé la priorité. Le 9 octobre 1985, « le programme sur les biens de consommation et les services » planifie ce domaine pour la période qui va au terme du XIIe plan quinquennal (1990), puis jusqu'à l'an 2000. Selon ce programme, la production des biens non alimentaires doit progresser de 30 p. 100 entre 1985 et 1990 et de 80 à 90 p. 100 pour l'an 2000, de manière à couvrir tous les besoins. En ce qui concerne les services, l'amélioration devrait être de 30 à 40 p. 100 pour le quinquennat et de 140 p. 100 pour la fin du siècle. Perspectives séduisantes, même si le programme inclut la notion d'un passage d'une quasi-gratuité de tous les services à leur rétribution équitable. Mais la mobilisation en faveur des biens de consommation suppose des efforts budgétaires difficiles à conjuguer avec les investissements prévus par le XIIe plan pour l'agriculture, l'industrie lourde et la technologie. Lors du XXVIIe congrès, le Premier ministre, N. Ryjkov, insistait sur une croissance indispensable des investissements productifs de 25 p. 100. Éternelle question : comment mener de front deux types d'investissements ?

Politique étrangère

« La France est ma patrie, l'Europe est mon avenir. » Prononcée par François Mitterrand le 15 janvier à Londres, cette phrase aurait pu l'être par son frère ennemi en cohabitation, Jacques Chirac. Leur politique ne témoigne-t-elle pas de leur volonté consensuelle ? Au Tchad, où ils maintiennent leur soutien aux FANT (Forces armées nationales tchadiennes), de la reprise de Fada

le 2 janvier à celle d'Aozou le 8 août ; au Liban, où ils réaffirment du 17 au 19 février au président Gemayel leur volonté d'oeuvrer à la restauration de la souveraineté de son pays ; en Iran, où ils poursuivent la normalisation destinée à faciliter la libération des cinq otages français détenus par des organisations liées à Téhéran ; en Europe, enfin, où ils s'accordent pour refuser toute dévaluation du franc, le 12 janvier, pour obtenir le démantèlement des montants compensatoires monétaires, le 1er juillet, pour accepter la proposition du chancelier Kohl, qui avait suggéré, le 19 juin, de créer une brigade franco-allemande, et pour signer le 29 juillet, à Paris, le traité de ratification du tunnel sous la Manche.

La cohabitation subit pourtant des échecs : en témoignent la rupture avec l'Iran le 17 juillet à la suite de l'affaire Gordji et l'intervention de la flotte française dans la guerre du Golfe. De plus, elle n'est pas exempte d'arrière-pensée électorale. Après l'éclat de Madrid des 11 et 12 mars entre les deux chefs de l'exécutif, Jacques Chirac poursuit une politique européenne cohérente à l'horizon de 1992, alors que François

Mitterrand sculpte sa statue de double

apôtre de l'antiracisme (affaire Alberti-

ni du 19 juin au 2 octobre) et de la paix

en se déclarant intéressé par la politique

de désarmement de Gorbatchev (pro-

position du 28 février).

PIERRE THOMAS

De tous les besoins, le plus vivement ressenti par la société concerne les biens alimentaires. Aussi, dans la période des débats préludant aux réformes, la nouvelle direction se penche d'abord sur le progrès de l'agriculture. Dès le début de la décennie, des mesures avaient été prises pour laisser plus d'initiatives à la paysan-

downloadModeText.vue.download 199 sur 517

nerie, déjà encouragées par les dispositions sociales de Brejnev sur les retraites et l'attribution au paysan du passeport intérieur qui en faisait, après un demi-siècle de discrimination, un citoyen à part entière. Mais, à l'heure du XXVIIe congrès, l'équipe Gorbatchev constate que le programme alimentaire n'a guère de succès et qu'il faut aller plus loin dans la voie de la résurrection de l'initiative à la campagne. Deux décrets de juillet 1987 légalisent des pratiques déjà en cours, mais limitées par la loi, afin de tenter d'arracher au monde rural un effort décisif qui donnerait enfin un contenu concret aux promesses consuméristes. Le décret du 9 juillet 1987 autorise les citadins à acquérir les maisons abandonnées à la campagne, dont le nombre s'est accru dans les années 60 et 70, et à cultiver les lopins individuels attenants, alors que le code rural en vigueur jusqu'alors n'y autorisait que les habitants de la campagne. Les candidats cultivateurs sont très nombreux : plus d'un million pour la seule ville de Moscou, écrit Sovetskaia Rossia le 5 août 1987. Le décret du 9 juillet autorise tout citadin à cultiver pour son propre bénéfice (pour consommer ou vendre) une surface allant jusqu'à 600 mètres carrés, et dans l'hypothèse où

elle est plus étendue, lui fait obligation de vendre la production de la surface additionnelle à un sovkhoze, à un kolkhoze ou à une coopérative de consommateurs.

S'il est appliqué sans réserves, le second texte adopté le 23 juillet par le Politburo a un champ d'action plus important puisqu'il implique la suppression des limites à la dimension des lopins privés et au nombre de bêtes autorisées, notamment de chevaux ; ce texte prévoit aussi que les entreprises rurales collectives, so-

vkhozes et kolkhozes, loin de détourner à leur profit les activités privées, prêtent assistance aux producteurs privés. Sans doute n'est-ce encore qu'une direction pour l'action, mais il convient surtout de retenir le constat qu'elle dissimule, l'échec patent du secteur collectif : au cours du XIe plan quinquennal, la production céréalière annuelle chute de 14 p. 100, le plan n'est pas réalisé et la création d'institutions nouvelles – le Gosagroprom – n'a rien résolu. La pénurie alimentaire dans les villes conduit à la réhabilitation du secteur privé à la campagne, et même à cet extraordinaire renversement d'un système de valeurs qui, depuis 1917, privilégia le citadin, érigé en modèle social, et qui soudain pousse celui-ci, dans une certaine mesure, au « retour à la terre ».

Relations internationales

De nombreux faits témoignent que la quête de la paix a été l'objectif essentiel des chancelleries en 1987 : la proclamation d'un « cessez-le-feu unilatéral » en Afghanistan par le régime de Kaboul le 15 janvier ; la reprise à Moscou le 9 février de négociations destinées à mettre un terme aux litiges frontaliers sino-soviétiques ; le discours de Prague du 10 avril par lequel Gorbatchev relance les négociations sur le désarmement nucléaire en Europe avant de les bloquer par une exigence inattendue le 23 octobre : la renonciation de Reagan à la mise en oeuvre de l'IDS (Initiative de défense stratégique) ; l'adoption le 7 juin au Guatemala par les chefs d'État d'Amérique centrale d'un plan de paix pour leur région, plan auquel le président des États-Unis oppose celui

qu'il a présenté le 5 au Congrès au seul bénéfice du Nicaragua. Malgré l'aide spirituelle que leur procure Jean-Paul II au cours de ses voyages pastoraux, les diplomates sont perdants. L'accord de paix de Colombo du 29 juillet entre les Cinghalais et les Tamouls n'est appliqué que grâce à l'armée indienne et seul l'épuisement des adversaires explique le ralentissement de la guerre du Tchad après le 28 août.

Par contre, la guerre a perduré entre l'Iran et l'Iraq, s'est étendue au golfe Persique et a conservé au Proche-Orient et en Europe la forme plus insidieuse du terrorisme avec prise d'otages sous l'influence des intégristes musulmans. Les tensions internationales sont ainsi aggravées à l'heure où les assises du monde contemporain sont menacées par de redoutables fléaux : l'insolvabilité des pays en voie de développement ; le néoprotectionnisme des pays développés ; la guerre économique que les États-Unis mènent contre le Japon et la CEE pour résorber le déficit de leur balance commerciale au prix de la baisse du dollar et d'une crise boursière qui

ébranle le monde entier le 19 octobre.

PIERRE THOMAS

Deuxième niveau du dispositif de changement : les activités individuelles et coopératives. Le 21 novembre 1986, la Pravda publie la loi sur le travail et l'entreprise individuelle ou coopérative, qui entrera en vigueur le 1er mai 1987, texte majeur parce qu'il implique des possibilités de changement, mais aussi texte ambigu. Ses dispositions sont plus restrictives que celles qui, en Hongrie, fondent les activités privées. De plus, ce texte est cerné de barrières institutionnelles et idéologiques ; le maintien d'un secteur public prioritaire semble marginaliser les

activités du second secteur et les confiner dans la fonction limitée d'une contribution ponctuelle aux besoins des consommateurs. Mais les craintes soulevées dans les débats à propos du détournement des moyens du secteur public vers le secteur privé, du développement de l'inégalité des revenus, de la croissance des gains dont le travail ne serait pas la source, ainsi que l'émergence d'une idéologie du profit et d'une course à la richesse suggèrent que la loi n'a pas encore un destin clair. Le contrôle de l'État, par l'impôt notamment, le degré d'enthousiasme de la population pour ce type d'activités restent à préciser. Les potentialités de cette loi sont néanmoins considérables et, comme les textes destinés à réhabiliter les activités privées à la campagne, la loi de novembre 1986 contribue à la remise en cause du « tout-État ». Faut-il s'étonner si, au-delà des petits commerces – restaurants coopératifs, marchands de toutes sortes de biens alimentaires –, des petits services – taxis, couturières – qui se multiplient, c'est vers le délicat secteur des services médicaux que se tourne l'attention publique. Un sondage digne de foi réalisé à Moscou, ville pourtant privilégiée, montre que 23 p. 100 seulement de ses habitants sont satisfaits du fonctionnement de la médecine soviétique, tandis que 55 p. 100 manifestent leur mécontentement. Ceci explique qu'à l'automne 1987 un hôpital payant annonce son ouverture à Moscou, alors que la Constitution garantit la gratuité des soins médicaux. De fait, le règlement des soins s'était instauré sur une faible échelle ; en 1986, 0,4 p. 100 des soins médicaux

n’étaient plus gratuits. Mais le projet de décret, publié le 15 août 1987, sur l’avenir
downloadModeText.vue.download 201 sur 517

de la médecine soviétique, prévoit qu’en l’an 2000 l’exercice privé de la médecine augmentera de cinq fois. Et le ministre de la Santé, E. Chazov, déclarait au même moment que si les Soviétiques voulaient vivre plus sainement, ils devraient payer.

Mais l’essentiel du projet de réforme reste la propriété d’État et donc la réforme de l’entreprise d’État, approuvée par le Soviet suprême, le 30 juin 1987. Cette loi n’est pourtant qu’une partie du dispositif, puisque les textes d’application sont loin d’être publiés ; elle apparaît nettement comme un compromis entre tendances opposées.

Cette loi, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1988, concerne les entreprises industrielles et non les kolkhozes, sovkhozes et organisations d’intérêt social, telles les écoles ou les polycliniques. Deux idées centrales :
– la responsabilité absolue de l’entreprise dans la préparation de ses plans annuels et quinquennaux, sa capacité à négocier des contrats directement avec les consommateurs et les producteurs qui l’approvisionnent en matières premières ;
– la participation active des travailleurs à la décision et à la gestion.

La responsabilité économique de l’entreprise, sommée d’avoir un « revenu comptable » (khozrastchetnyi dokhod) dont l’usage reste ambigu, pose un problème sérieux. Destiné pour partie au paiement des salaires et des primes, pour partie aux fonds de recherche, de développement social, de développement de la production, comment ce revenu est-il réparti ? Si l’entreprise est appelée à fixer les règles du jeu en matière de répartition de ce revenu, si son plan quinquennal, dans ce domaine, échappe aux interven-

tions administratives, la base des règles du jeu, les rapports avec l’administration, les rapports entre entreprises, tout cela est encore indéterminé et interdit de dire si les entreprises trouveront un intérêt déci-

sif à appliquer la réforme. Les besoins de l'État, client des unités de production, sa capacité à peser par ses commandes sur la concurrence sont aussi autant d'inconnues, de nature à influer sur la pratique de la réforme. Un problème complexe est posé aussi par l'avenir des administrations centrales, ministères et Gosplan. Parti en 1985 de l'assurance qu'il fallait fusionner des ministères dans des complexes, Gorbatchev, si l'on se reporte à la loi, paraît se contenter d'un prudent silence sur le processus de fusion ou de suppression des ministères spécialisés. Il en va de même du Gosplan, dont les fonctions sont réduites par l'autonomie relative de planification accordée aux entreprises, et qui, pourtant, paraît doté de tâches nouvelles qui étendent ses compétences. Et que dire de l'organe central de contrôle de la qualité de la production, créé dans la logique de la réforme, et qui fait peser sur l'entreprise un nouveau niveau d'exigence ? Dans l'ouvrage qu'il signe en 1987, Perestroïka, Mikhaïl Gorbatchev se fait tout à la fois l'avocat de cette autonomie de l'entreprise et celui du maintien d'une indispensable centralisation qui, seule, écrit-il, garantit l'égalité des régions et des groupes dans la répartition des moyens et des efforts.

À cela, il faut enfin ajouter que la réforme de l'entreprise n'a de sens qu'accompagnée de la réforme des prix, de la fin ou de la réduction des subventions que l'État accorde à tous les secteurs de la consommation et de la production, de
downloadModeText.vue.download 202 sur 517

la hiérarchisation des salaires, d'une répartition rationnelle de la main-d'oeuvre. Derrière ces termes économiques neutres se dissimulent des réalités contraires aux mentalités soviétiques : hausse des prix, inégalité des salaires, nécessité d'une productivité accrue dont dépendra le salaire, chômage.

Le XXVIIe congrès avait vu s'ouvrir un débat sur les privilèges de la classe dirigeante et leur légitimité. Attaqués par les proches de Gorbatchev, dont Boris Eltsin, les privilèges ont trouvé des défenseurs ardents au nom de l'utilité sociale de ceux

qui les détiennent et qu'il faut libérer pour cette raison des contraintes matérielles. Mikhaïl Gorbatchev, dans son ouvrage sur la perestroïka, distingue les privilèges légitimes, que l'État accorde à ses serviteurs que leurs tâches requièrent totalement, et les privilèges exorbitants que se sont arrogés des individus sans scrupules. Cette définition est moins un compromis entre positions adverses que vision cohérente d'un secrétaire général qui prêche l'efficacité, la compétence et la fin d'un égalitarisme stérile.

Une réforme politique :

participation et démocratisation

Plus difficile est la démarcation dans le débat sur la compatibilité entre les logiques du plan et du marché. Depuis que la réforme économique est en discussion, on a vu se développer l'affrontement de ceux qui prêchent l'intéressement de la société au développement de l'économie, la naissance d'un socialisme populaire (narodnyi) fondé sur une propriété populaire et pas seulement étatique (A. Zlobin, O. Bogomolov, etc., Literaturnaia Gazeta

3 juin 1987), et ceux qui affirment sans nuances l'incompatibilité totale du plan et du marché (L. Popkova Novyi mir, mai 1987, pp. 239 sqq.).

Europe occidentale

Les partis de droite sont restés au pouvoir dans deux des principaux pays et ont remporté des succès ailleurs. En Allemagne fédérale, la coalition soutenant le chancelier Helmut Kohl est sortie victorieuse des élections qui ont eu lieu le 25 janvier ; mais, les chrétiens-démocrates, et surtout leur aile bavaroise, conduite par Franz-Joseph Strauss, ont réalisé leur plus mauvais score depuis 1949. En revanche, le parti libéral d'Hans-Dietrich Genscher a obtenu une belle victoire (12 sièges de plus), due à son attachement à la politique de détente vis-à-vis de l'Europe orientale. Celle-ci a trouvé son aboutissement lorsque Erich Honecker s'est rendu à Bonn, du 7 au 11 septembre, première visite d'un chef de l'État est-allemand en RFA. Enfin, écologistes et hostiles aux armes nucléaires, les Verts ont nettement accru le nombre de leurs représentants au Bundestag.

Lors du scrutin du 11 juin, en obtenant pour la troisième fois de suite la majorité à la Chambre des communes, Margaret Thatcher et le parti conservateur ont accompli un exploit unique depuis 1945. Malgré une excellente campagne électorale, Neil Kinnock, le nouveau chef de file des travaillistes, n'a pu convaincre davantage de Britanniques, car il prônait un désarmement nucléaire unilatéral. Menée par David Steel et David Owen, l'Alliance des libéraux et des sociaux-démocrates a souffert de sa double direction.

Au Portugal, le résultat des élections législatives du 19 juillet a été exception-
downloadModeText.vue.download 203 sur 517

nel. Pour la première fois depuis « la révolution des oeillets » (avril 1974), une formation politique dispose seule de la majorité absolue au Parlement. Il s'agit du parti social-démocrate, qui se situe au centre-droit et auquel appartient le Premier ministre sortant, Anibal Cavaco Silva. Les grands perdants sont le parti rénovateur démocratique (centre-gauche) de l'ancien président Eanes et les chrétiens-démocrates.

En Autriche, à la suite du scrutin du 23 novembre 1986, la constitution d'un gouvernement de coalition entre les populistes et les socialistes a permis aux premiers de revenir au pouvoir, après seize ans passés dans l'opposition.

La progression de la droite aux élections finlandaises des 15 et 16 mars a entraîné le départ du Premier ministre, qui était un social-démocrate depuis 1982, et son remplacement par une personnalité du parti conservateur. En revanche, le Danemark a évolué dans une autre direction. À l'occasion de la consultation anticipée du 8 septembre, l'alliance de centre-droit, qui dirigeait le royaume depuis 1982, a perdu plusieurs sièges. La multiplication des groupuscules, représentés au Folketing, rend difficile la tâche du Premier ministre sortant, Poul Schlueter, qui a cependant formé un nouveau gouvernement minoritaire.

Dans deux États du Sud de l'Europe, les élections n'ont pas non plus clarifié la situation. En Italie, à l'issue du scrutin du 15 juin, le principal vainqueur a été le parti socialiste de Bettino Craxi, mais la démocratie-chrétienne a aussi gagné des voix. Les premiers perdants sont les communistes, qui reculent davantage que les petits mouvements laïcs. Enfin, les Verts sont entrés au Parlement. Après de laborieuses tractations, le jeune démocrate-chrétien Giovanni Goria a constitué un gouvernement de coalition assez semblable au précédent.

En Espagne, lors des consultations européennes et régionales du 10 juin, le parti socialiste au pouvoir et l'alliance populaire de droite, qui est dans l'opposition, ont subi un échec.

Dans l'ensemble, l'évolution de l'économie a été décevante. En dehors du Royaume-Uni, où elle pourrait atteindre 3 p. 100, la croissance a été limitée dans les autres pays ; en Allemagne, où la politique d'austérité écarte toute relance, elle est réduite à 1,5 p. 100. L'inflation a légèrement repris et le chômage a persisté : fin juillet, on comptait 15,63 millions de demandeurs d'emploi dans la CEE. L'ampleur du déficit commercial américain a entraîné de vives tensions entre Washington et les Douze.

LAURENT LEBLOND

Comment trancher ces débats, sinon par un élargissement de la participation politique dans le Parti et dans le monde du travail ? Le plénum des 27-28 janvier 1987 fut à cet égard essentiel, puisque Mikhaïl Gorbatchev proposa alors un programme de démocratisation pour le

Parti et les acteurs économiques. Pour le Parti, possibilité de choix des candidats et élections au scrutin secret ; choix entre deux candidats pour les élections au Soviet. Dans le domaine de la production et des échanges, élections des chefs d'entreprise et des responsables économiques plutôt que nominations. S'agissant du Parti, Gorbatchev fut en janvier 1987, dans son discours, relativement précis, puisqu'il admit que le système pouvait même s'appliquer aux échelons supérieurs de l'administration. Cependant, ici, la résistance de l'appareil s'exprime.

Réticent à s'appliquer à lui-même les propositions de démocratisation, le Comité central de janvier encourage,
downloadModeText.vue.download 204 sur 517

en revanche, l'expérience au niveau des soviets locaux (aux élections de juin 1987, un certain nombre de districts virent s'affronter plus de candidats que de sièges à pourvoir) et surtout se montre favorable à l'introduction du principe électif dans les entreprises. Certaines organisations du Komsomol (jeunesse communiste) ont aussi suivi cet exemple. Au demeurant, il faut noter que les propositions de Gorbatchev ne font que suivre l'exemple de la loi électorale hongroise de 1983, expérimentée aux élections de juin 1985, et du système électoral polonais appliqué en mars 1984 au Parti, et en juin 1984 aux conseils locaux et au parlement. En un sens, la direction politique soviétique s'est montrée plus timorée que le général Jaruzelski, et, plus encore, que le gouvernement hongrois. Comment dépasser les oppositions bureaucratiques ? Gorbatchev a inclus dans son programme la mise en place d'une procédure référendaire pour associer la société aux grands débats. Si l'idée est lancée, sa traduction dans un texte concret et rapidement applicable se fait encore attendre. Pour gagner l'opinion publique, Gorbatchev en appelle aux médias. Le Soviet suprême s'est attaqué en 1986 à l'élaboration d'une loi sur la presse et l'information destinée à résoudre des problèmes brûlants : jusqu'où va le droit à l'information,

celui de se procurer des informations ? Quel est le rôle de la censure ? Quel est le statut des médias et même quelles sont les dispositions applicables aux correspondants et aux organes d'informations étrangers en URSS ? La loi n'a pas encore vu le jour.

La réforme morale

L'un des aspects les plus remarquables du gorbatchevisme est le constat du désarroi moral de la société et l'énumération de ses signes : alcoolisme galopant, progression de la drogue, prostitution, délinquance, malversations, crise idéologique conduisant à la recherche de systèmes de valeurs alternatifs.

Ici Gorbatchev a engagé une campagne de restructuration morale dans toutes les directions. Lutte contre l'alcoolisme d'abord, responsable de la dégradation physique des Soviétiques, de l'absentéisme et des accidents du travail et de la circulation. Commencée sous Andropov, cette action concertée s'est accélérée en application des résolutions et décrets du Comité central et du Conseil des ministres de mai 1985. Interdiction de vendre de l'alcool aux clients de moins de 21 ans, réduction des heures et des points de vente, hausse des prix. Après une phase d'optimisme fondée sur le constat que les ventes d'alcool avaient considérablement diminué, la direction soviétique, dès le début de 1987, a pris conscience de la réalité de manière plus lucide. Les queues devant les établissements où l'on vend de l'alcool se sont allongées ; la ruée sur les eaux de toilette et autres produits analogues, ainsi que sur le sucre, atteste que la distillation domestique – combien dangereuse – se substitue à la production étatique. Plus encore, l'extension de l'usage des stupéfiants, désormais reconnue, est pour partie attribuée en URSS à la restriction de la vente d'alcool. Quant à la prostitution, elle incline les pouvoirs publics à camper sur une position moralisante et répressive ; la peur du Sida est
downloadModeText.vue.download 205 sur 517

aussi à l'origine de mesures discriminatoires. En même temps que l'on prépare

une réforme du code pénal qui adapterait l'appréciation des délits à l'évolution des sociétés urbanisées où se développent le chapardage et un certain vandalisme juvénile, à l'égard duquel le droit soviétique pourrait se faire plus flexible, c'est la volonté de freiner l'expansion des « tares morales majeures » qui dominerait.

Europe orientale

L'immobilisme domine encore. Les changements politiques concernent seulement la Hongrie et la RDA. Les difficultés économiques ont partout persisté ou se sont même aggravées ; la RDA est la seule exception dans ce domaine.

Inquiets de l'évolution en cours en Union soviétique, mais obligés d'en tenir compte, les dirigeants les plus conservateurs du bloc de l'Est ont néanmoins commencé à agir. Le 18 août, l'Assemblée nationale bulgare a décidé une large restructuration du gouvernement. Elle doit être suivie par une réforme de la Constitution, annoncée par le chef du PC, Todor Jivkov. En butte aux pressions de Mikhaïl Gorbatchev et à une contestation grandissante dans la société est-allemande, surtout de la part des jeunes, Erich Honecker, chef du Parti socialiste unifié de RDA, a engagé une politique de concessions. Le 20 juillet, le Conseil d'État a décrété l'abolition de la peine de mort et une amnistie. Les autorisations de voyage à l'Ouest ont été multipliées, et M. Honecker s'est même rendu en RFA en voyage officiel, du 7 au 11 septembre.

Du point de vue économique, trois pays ont particulièrement souffert. La Pologne, qui a réintégré le FMI et la

Banque mondiale, a connu des hausses

de prix considérables. Sa dette exté-

rieure est toujours inquiétante (35 mil-

liards de dollars), et supérieure à celles

de la Yougoslavie et de la Hongrie. Après

la vague de grèves du mois de mars,

le gouvernement de Belgrade n'a pas

réussi à empêcher le développement du

chômage et d'une inflation qui dépasse

100 p. 100 sur les six premiers mois de

l'année. Pour rééquilibrer les comptes

extérieurs de la Hongrie, Janos Kadar,

secrétaire général du PC, et le nouveau

Premier ministre, Karoly Grosz, ont

prévu une baisse du niveau de vie de

la population : l'assurance-chômage a

donc été introduite.

LAURENT LEBLOND

La notion de justice sociale qui paierait chacun selon son travail et son utilité est une autre voie pour restaurer une morale sociale perdue, dont l'évolution pèse si lourdement sur l'économie soviétique. Privilégier le facteur humain, l'améliorer, rendre au message de Lénine sa valeur éducative et intégratrice au lieu que de laisser se poursuivre la dispersion vers la religion et diverses superstitions, c'est à quoi s'emploie l'équipe de Gorbatchev.

Un monde

qualitativement différent ?

Dans une série de textes et de déclarations, Gorbatchev a précisé ses vues internationales. Derrière le discours général sur la paix et le désarmement et le retour à un dialogue privilégié avec les États-Unis, on entrevoit trois grands axes d'action :
– la stabilisation de la famille socialiste européenne, invitée tout à la fois à poursuivre dans la voie de l'intégration, à choisir à l'intérieur les solu-
downloadModeText.vue.download 206 sur 517

tions politico-économiques les plus appropriées à chaque pays (discours de Gorbatchev à Prague) et à contribuer à l'effort de redressement de l'URSS ;
– le couple Europe-désarmement. Après le

plan de désarmement global du 15 janvier 1986, l'appel de Budapest sur les forces conventionnelles, le sommet de Rejkjavik, Gorbatchev a accéléré les initiatives – option double zéro, lien avec l'Initiative de défense stratégique (IDS), puis séparation des négociations, discussions étendues à certains types de missiles (SRINF – Short Range Intermediate Nuclear Force) et à l'Asie. Pour autant, Mikhaïl Gorbatchev ne néglige pas les autres champs d'action, entre autres l'Extrême-Orient, où la normalisation des relations sino-soviétiques donne crédit à son discours de Vladivostok : « Nous sommes une nation d'Asie » ; la relance du plan de paix au Moyen-Orient, et les propositions sur le Golfe, ainsi que le plan de règlement à Chypre (janvier 1986) et l'idée de CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) méditerranéenne (reprise en mars 1986) ; les initiatives de normalisation en Iran et Afghanistan enfin ;
– les relations économiques internationales, où doivent s'inscrire les dispositions du 13 janvier 1987 sur les sociétés mixtes et la nouvelle législation sur le commerce extérieur. Même si les problèmes classiques de la convertibilité du rouble, des bénéfices transférables et des

taux d'imposition sur les bénéfices restent en discussion, plus de deux cents firmes étrangères avaient, au début de 1987, soumis des projets au Comité d'État pour les Relations économiques extérieures. Par ailleurs, l'équipe Gorbatchev a multiplié les ouvertures vers la CEE, le GATT, le FMI et fait des propositions en matière de développement des pays les moins avancés (sur la dette notamment).

La politique étrangère est à la fois un moyen et une fin pour Gorbatchev. Un moyen, car un changement du contexte international, la limitation des efforts d'armements et la coopération avec l'Occident peuvent lui permettre de se consacrer au maximum au relèvement du pays. Une fin, car l'assainissement interne a pour conséquence le maintien de la puissance internationale de l'URSS, menacée par le déclin intérieur. L'avenir dira si Gorbatchev sera le réformateur dont l'URSS a sans aucun doute besoin, ou s'il est condamné à constater les contraintes internes et à se réfugier dans l'action à l'échelle mondiale.

HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE

Docteur ès lettres et sciences humaines, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, historienne et politologue, Hélène Carrère d'Encausse figure parmi les meilleurs experts occidentaux de l'Union soviétique. Souvent consultée à chaud par la télévision et par la presse, elle publie aussi régulièrement des ouvrages de réflexion et d'information sur l'URSS, entre autres, à la Librairie Flammarion : l'Empire éclaté (1979) ; le Pouvoir confisqué (1980) ; le Grand Procès (1983) ; le Grand Défi (1986).
downloadModeText.vue.download 207 sur 517

La rencontre des deux Allemagnes

Prélude à un rapprochement ou promesse de réunion ? La visite d'Erich Honecker

en Allemagne fédérale vient rompre la claustration dans laquelle l'Allemagne de

l'Est se complaisait depuis sa fondation, en 1949.

S'il ne faut pas oublier, comme l'a dit Erich Honecker, que « la guerre n'a pas coupé l'Allemagne en deux, mais a entraîné la naissance des deux États allemands », ce point de vue n'est pas réellement partagé par les Allemands, de l'Est comme de l'Ouest. Ce que pensent les Allemands de l'Est ne peut être qu'estimé ; ce que souhaitent les Allemands de l'Ouest nous est connu par les sondages. Or, ceux-ci sont concordants : même si 75 p. 100 des Allemands estiment que leur pays « est le plus attaché à la construction européenne », l'idée d'Europe est concurrencée dans l'opinion allemande par la montée d'un certain neutralisme. Un récent sondage du Spiegel montre que 83 p. 100 des Allemands souhaitent la neutralisation de l'Europe centrale par le retrait des missiles, ce qui permettrait un rapprochement plus étroit des deux États allemands.

Le mal allemand

La société de la République fédérale d'Allemagne est en effet rongée par une maladie dont on n'envisage guère que la forme politico-militaire, l'écolo-

gisme. On n'en connaît en France que le symptôme pacifiste, mais l'autre est

infiniment plus profond. Cet écologisme alternatif, né de 1968, les Allemands n'ont pas su s'en débarrasser. Ce furent d'abord les initiatives de citoyens (Bürgerinitiativen) qui fleurirent pour un oui ou pour un non, parfois justifiées (pollution des rivières et des forêts), parfois discutables (refus de l'élargissement des aéroports, de nouvelles autoroutes, de centrales nucléaires).

Pour certains, la vie « plus calme et moins déterminée par la concurrence » de la République démocratique allemande apparaît presque comme un modèle. Il en résulte une crise de conscience, aggravée par la crise morale engendrée par certains modèles américains et renforcée par le comportement d'une forte minorité des milieux ecclésiastiques protestants. Ceux-ci se sont engagés ces dernières années dans une théologie « démythologisée », dite « de la mort de Dieu », qui conduit à une vision de plus en plus nihiliste et désacralisée de l'homme et de la société, aboutissant, qu'on l'ait voulu ou non, à une eschatologie de plus en plus matérialiste.
downloadModeText.vue.download 208 sur 517

Il est vrai que cet état d'esprit est favorisé par l'évolution de la RDA. Sa situation économique, la meilleure, et de loin, du bloc socialiste, s'est légèrement rapprochée de celle de la RFA. Le PIB par habitant, même s'il demeure inférieur de 50 p. 100 à celui de la RFA, avoisine aujourd'hui celui de la Grande-Bretagne selon Zahlenspiegel, ein Verggleich. Mais la RDA devient en même temps de plus en plus liée à l'URSS, comme si celle-ci, au fond d'elle-même, se méfiait des Allemands. Il y a 21 divisions soviétiques

d'élite sur le territoire de la RDA contre 13 divisions alliées en RFA. L'emprise soviétique est incontestable : principal partenaire commercial de l'URSS, la RDA est le premier client et fournisseur de celle-ci, les échanges soviéto-est-allemands représentant 35 à 40 p. 100 du commerce extérieur de la RDA, qui entrent pour 25 p. 100 dans la formation du PNB est-allemand. Après une tentative d'émancipation de 1970 à 1980, la part de l'URSS

dans le commerce de la RDA n'a cessé de croître depuis 1981 :
downloadModeText.vue.download 209 sur 517

1970 38,94 p. 100

1975 35,69 p. 100

1980 35,47 p. 100

1985 41,51 p. 100

De surcroît, la RDA achète en URSS l'essentiel des matières premières et des sources d'énergie qu'elle importe : 90 p. 100 du pétrole, du fer, du coton, 80 p. 100 de l'acier, de l'aluminium, tandis que le marché soviétique absorbe entre 40 et 45 p. 100 des exportations est-allemandes de biens d'équipement et 60 p. 100 des exportations de produits de haute technologie, que l'URSS achète en dessous du prix du marché international, ce qui accroît encore la dépendance de la RDA. Le commerce entre les deux États allemands, qui n'avait cessé de croître entre 1972 et 1985, passant de 4,75 à 8,60 milliards de deutsche Mark d'exportations de l'Ouest, est retombé en 1986 à 7,83 milliards de deutsche Mark. Ces divers éléments expliquent combien l'indépendance de la RDA est faible : son attitude à l'égard de la RFA est dictée à Moscou. En 1984 déjà, Erich Honecker devait venir à Bonn ; Moscou l'en empêcha au dernier moment. S'il est venu en 1987, c'est parce que cette initiative entrait directement dans les vues de Mikhaïl Gorbatchev, qui veut apparaître comme l'homme de la détente.

La tentation national-neutraliste

Cette situation n'empêche pas le développement à l'Ouest d'un néonationalisme isolationniste que l'on peut appeler le national-neutralisme. Par national-neutralisme, nous entendons tout mouvement favorable à la réunification par rupture des liens avec l'Ouest et avec l'Est, comme le projet présenté par Egon Bahr devant l'Evangelische Akademie du Tutzing en

1963. Ce national-neutralisme apparaît en fait comme l'héritier du plan Rapacki de 1957 et du Deutschlandsplan élaboré par le SPD... en 1959. Il inspire toute une série de personnalités socialistes : Gaus, Bahr, Brandt, Eppler, Lafontaine. C'est ainsi que le livre national-neutraliste de Gaus, Où est l'Allemagne ?, a un succès qui traduit une certaine estime, bien équivoque, à l'égard de l'autre Allemagne ; comme le dit un député socialiste bavarois : « En RDA, c'est plus authentique, ce sont des Prussiens, des Saxons, comme on les imagine avec toutes les qualités allemandes. »

Simultanément, réapparaît aussi bien à gauche qu'à droite le thème de l'Europe centrale, auquel se vouent gauchistes, sociaux-démocrates, anthroposophes, néonationalistes...

Pendant longtemps et jusque vers 1980, cette agitation a surtout été le fait des intellectuels de gauche et de l'extrême droite. Pour la masse de la population, le problème ne se posait pas ainsi : seuls 32 p. 100 des Allemands pensaient à l'Est quand on leur demandait de définir la nation allemande. Pour une bonne partie des Allemands, la RDA, c'était l'étranger. Peu à peu, ces dernières années, ces comportements se sont modifiés : 53 p. 100 des Allemands de l'Ouest souhaitent aujourd'hui une Allemagne neutre, libre et réunifiée. Ils estiment que l'on peut résoudre la question allemande par un retrait simultané de la RDA et de la RFA des forces militaires des blocs antagonistes, ce qui permettrait à lointaine échéance la création d'une confédération
downloadModeText.vue.download 210 sur 517

panallemande qui aurait pour vocation de mettre en place une troisième voie entre capitalisme occidental et socialisme totalitaire.

C'est dans ce sens que vont certaines déclarations communes du SPD ouest-allemand et du SED est-allemand sur la création en Europe centrale d'une zone sans armes chimiques ou pour une réflexion idéologique commune. Incontestablement, gauchistes, écologistes et une

forte minorité de sociaux-démocrates, derrière Willy Brandt, Egon Bahr, Erhard Eppler et Oskar Lafontaine, jouent la carte du national-neutralisme. C'est ce qu'ont montré en août 1986 les résolutions adoptées par le congrès du SPD, qui rompent clairement avec les principes de Bad Godesberg, préconisent la dénucléarisation de l'Allemagne, le démantèlement des nouveaux missiles américains et refusent l'augmentation de la durée du service militaire prévue pour pallier le déficit démographique dramatique que connaît aujourd'hui la RFA.

Asie méridionale

En Inde, la perte d'influence du parti du Congrès s'est accentuée lors des élections au Mizoram le 16 février, au Kerala et au Bengale-Occidental, le 23 mars, dans l'État d'Haryana le 17 juin. Au Pendjab, l'agitation sikh s'est poursuivie. Malgré l'affaiblissement de l'autorité du gouvernement, l'Inde a joué un rôle majeur dans la tentative de solution du problème tamoul au Sri Lanka. Le 29 juillet, un accord a été conclu entre le Sri Lanka et l'Inde, prévoyant le désarmement des rebelles et l'intervention d'une force indienne s'interposant entre Tamouls et Cinghalais.

Cependant, dès le mois de septembre, les massacres ont repris, et le président du Sri Lanka, M. Junius Jayerwardene, a dû faire appel à la force indienne de maintien de la paix qui s'est emparée des bases séparatistes de Jaffna, après une bataille sanglante contre les Tigres de l'Eelam, le groupement de résistance le plus déterminé (25 octobre). La révolte tamoule se poursuit encore à la fin de l'année dans l'est de l'île.

En Asie du Sud-Est continentale, le problème fondamental reste la situation au

Cambodge. Hun Sen, représentant le gouvernement actuel, soutenu par l'armée vietnamienne, et Norodom Sihanouk, considéré comme le seul médiateur possible avec les mouvements de résistance, se sont rencontrés en France, à Fère-en-Tardenois (2-4 décembre), mais la réunion suivante a été annulée peu après.

Les ministres des Affaires étrangères et de l'Économie des États de l'Asean, dont les intérêts sont très variables en fonction des disparités économiques qui les affectent, se sont aussi réunis à Manille, le 15 décembre, pour la première fois depuis dix ans. Les négociations ont porté sur la coopération économique et sur la réduction des obstacles que la réglementation douanière oppose au commerce régional.

VALÉRIE NIQUET-CABESTAN

Voilà peut-être un programme conçu pour plaire aux Verts comme à la RDA, mais qui conduirait, s'il l'emportait, à une remise en cause de fait des engagements européens de la RFA et ouvrirait un processus de neutralisation qui très vite toucherait l'Europe tout entière. Sans doute Johannes Rau ou Hans Apel ne cessent-ils de dire qu'ils se refuseront à collaborer avec les Verts. Mais quelle portée peut-
downloadModeText.vue.download 211 sur 517

on accorder à ce genre de promesse ? Ce

qui s'est passé en Hesse en 1985-86 est à cet égard très significatif. Pendant des années, le SPD n'avait cessé de dire que jamais il ne collaborerait avec les Verts ; mais, il y a quelques mois, pour consolider sa majorité, on a appelé un Vert au gouvernement de Wiesbaden. Cela, il est vrai, a contribué à sa défaite en mars 1987. Mais surtout, il ne faut pas négliger l'emprise des Brandt, Bahr, Eppler, Glotz, Lafontaine sur un SPD dont nombre de militants aujourd'hui sont d'anciens gauchistes plus ou moins repentis. N'oublions pas les conceptions militaires très national-neutralistes de Bahr, fort proches de celles des Verts, défendues par le rapport Bülow, largement repris par le congrès de Nuremberg d'août 1986, inspiré par le livre d'un ancien officier proche des Verts, Horst Afheldt, Defensive Verteidigung (défense défensive). Si l'on en croit son secrétaire général Peter Glotz, le but du SPD n'est-il pas d'instaurer une nouvelle Partnerschaft (collaboration) entre les Europes de l'Est et de l'Ouest ? De surcroît, quand on lit les textes préparés par les militants du SPD, on constate que la base du SPD n'est pas très éloignée des vues des Verts : elle est obsédée par la nécessité de rapprocher l'Est de l'Ouest. Du reste, les dirigeants du SPD sont convaincus que leurs préoccupations sont partagées à l'Est et qu'il faut prendre au sérieux la volonté de négociation des Soviétiques.

L'Europe et les relations interallemandes

Naturellement, CDU/CSU ou FDP demeurent, eux, profondément européens. Or, l'affaire du désarmement a bien montré combien étaient grandes

les divergences entre les deux partis de la coalition. Si, pendant de longs mois, les Allemands ont refusé de prendre parti sur une approche politico-stratégique face à l'option double zéro, c'est que Bonn est divisé. Incontestablement, les dirigeants de la CDU/CSU (et surtout celle-ci) avancent d'excellentes raisons de se montrer très inquiets devant les propositions américaines, dans la mesure où leurs craintes devant la menace soviétique demeurent très vives. Au contraire, le FDP, que dirige le ministre des Affaires étrangères, Dietrich Genscher, a tout de suite été favorable au démantèlement des armes nucléaires, demandé conjointement par les Soviétiques et les Américains ; comme ses amis, D. Genscher

y voyait une chance pour une certaine « neutralisation » de l'Europe et des possibilités de rapprochement entre les deux États allemands.

Chine

À la suite des manifestations étudiantes qui ont secoué les grandes villes de Chine au mois de décembre 1986 et au début de 1987, une phase de repli idéologique a succédé à la politique d'ouverture. Si la répression a peu touché les étudiants, les quelques ouvriers qui s'étaient joints aux manifestants ont été condamnés à des peines de quatre ou cinq ans de prison. Des intellectuels très favorables aux réformes, tels le professeur Fang Lizhi et le journaliste Liu Bingyan, ont été contraints de démissionner de leur poste et de quitter le parti. Hu Yaobang, premier secrétaire du parti communiste, accusé d'ultra libéralisme, a également dû abandonner son poste, le 16 janvier 1987, et a été remplacé
downloadModeText.vue.download 212 sur 517

par le Premier ministre Zhao Ziyang.

Devant l'accumulation des difficultés économiques et sous la pression des « conservateurs », une reprise en main énergique a eu lieu avec le lancement, au mois de février, de la campagne de lutte contre le « libéralisme bourgeois » et, à partir du mois de juin, la révision à la baisse de certains projets de réforme économique.

L'inquiétude des conservateurs s'est accrue lors des émeutes sanglantes qui ont éclaté au Tibet, le 1er octobre. Dans son discours prononcé à l'ouverture du

XIIIe Congrès du parti communiste, le 25 octobre, Zhao Ziyang a tenté de concilier le respect des « quatre principes fondamentaux » du socialisme à la chinoise, et la poursuite d'une politique réformiste que la Chine ne peut rejeter sous peine de catastrophe économique et sociale, d'autant moins que, pour la première fois depuis quatre ans, un excédent commercial a été obtenu à la fin de l'année.

Le nouveau Comité central issu du Congrès a procédé au rajeunissement des organismes dirigeants. Le secrétariat général du parti communiste reste confié à Zhao Ziyang, qui abandonne les fonctions de Premier ministre à Li Peng. Le comité permanent du Bureau politique (Zhao Ziyang, Li Peng, Qiao Shi, Hu Qili et Yao Yilin), qui dispose de l'autorité suprême, ne comprend plus de héros de la Longue Marche.

VALÉRIE NIQUET-CABESTAN

Mais il est évident que la coalition doit aussi tenir compte de l'aspiration à l'identité nationale qui se généralise en RFA. Helmut Kohl l'a bien montré lorsque, en juillet 1983, le chancelier dit à ses interlocuteurs soviétiques : « Nous prions pour la paix et pour la Pologne, pour laquelle nous avons collecté, depuis la proclamation de la loi martiale, 300 millions de marks... Les Allemands peuvent apprendre des Polonais l'art de la ténacité, s'agissant du rétablissement de leur unité... » ; ce sont là des propos

d'importance. D'abord, ils tranchent avec l'histoire encore récente, dont sut jouer l'URSS, en ce qui concerne les vieilles inimitiés germano-polonaises. Ensuite, ils posent Helmut Kohl en réunificateur de la patrie. Et les Soviétiques, meneurs de jeu, ont « encaissé » avec une colère rentrée cette emportée verbale du chancelier ouest-allemand. Ce sont d'ailleurs la CSU et Franz Josef Strauss qui ont aidé tout au long de ces dernières années, par des crédits considérables, l'économie en crise de la RDA.

Cette attitude ouest-allemande, de plus en plus favorable à l'Allemagne de l'Est, est liée à la renaissance très active d'un courant de pensée favorable à la recherche de l'identité allemande, sinon de la réunification.

La recherche

de l'identité nationale

Les drames des années 1939-1945 s'estompent peu à peu et le souvenir de la grandeur du Reich réapparaît dans la pensée des Allemands, d'autant que la dépendance congénitale de la politique extérieure de la RFA reste constamment présente ; en fait, l'aspiration à l'unité s'est toujours manifestée : elle existe dans le texte même de la Loi fondamentale de 1949, comme le rappelle expressément son préambule :

« Il [le peuple allemand de RFA] a agi également pour le compte des Allemands auxquels était refusée la possi-
downloadModeText.vue.download 213 sur 517

bilité de collaborer à cette oeuvre. » « Le peuple allemand tout entier demeure convié à parfaire, en disposant librement de lui-même, l'unité et la liberté de l'Allemagne. »

Ces dispositions sont et demeurent en vigueur : elles ont d'ailleurs été confirmées par un jugement du tribunal constitutionnel fédéral de 1973 reconnaissant la validité du traité fondamental du 21 décembre 1971 entre la RFA et la RDA tout en spécifiant : « La RDA est une partie de

l'Allemagne et ne peut, dans ses relations avec la RFA, être considérée comme terre étrangère. »

Tout cela explique cette recherche de l'identité allemande dans tous les milieux. En témoignent depuis six ans d'innombrables ouvrages tous centres sur le thème de l'identité nationale allemande et qui semblent se vendre fort bien. Certains vont très loin, tel Die deutsche Einheit kommt bestimmt (« L'unité nationale vient sûrement »), qui conclut en souhaitant la création d'une Confédération allemande, comme le font également les revues Criticon ou Wir selbst, très liées à la nouvelle droite française.

Les protestants entre l'Europe et l'Allemagne

À l'origine de cette recherche de l'identité nationale, il importe de souligner le rôle joué par les Églises protestantes allemandes. Profondément traumatisées par la Seconde Guerre mondiale, celles-ci ont cherché à lutter contre le militarisme et le bellicisme de nombreux milieux allemands, mais n'ont jamais oublié la défense de l'unité allemande. Nombreux sont les pasteurs et les hommes politiques

protestants d'outre-Rhin à avoir entendu les appels de théologiens comme Martin Niemöller ou Gollwitzer, ou d'hommes comme Gustav Heinemann. Les « rassemblements protestants », qui s'organisent tous les deux ans depuis 1949, ont très souvent eu pour thème la paix ou la réunification, comme le Kirchentag de Berlin en 1951 ou celui de Francfort en 1956. Les rassemblements récents de 1981, 1983 ou 1985 n'ont donc en soi rien d'extraordinaire.

Japon

Le tableau de bord de l'économie du Japon témoigne de l'exceptionnelle prospérité que connaît ce pays depuis 1952. L'inflation est pratiquement nulle ; les prix à la consommation sont inchangés et ceux de gros baissent de mai à juin de 4,2 p. 100 ; enfin, la balance commerciale dégage en décembre un excédent de 6 810 millions de dollars. Les réserves de change, en hausse pour le vingtième mois consécutif, atteignant en novembre un montant de 78 080 millions de dollars, supérieur à

celui de la RFA, les avoirs à l'étranger font de l'Empire du Soleil levant le premier créancier mondial.

Certes, les difficultés de la sidérurgie, des charbonnages et des constructions navales s'accentuent. De plus, accusée de dumping, l'industrie japonaise est victime de représailles : imposition par les États-Unis d'une surtaxe de 100 p. 100 sur les importations de matériel électronique nippon (semi-conducteurs) à compter du 17 avril ; résiliation par la Grande-Bretagne des licences accordées aux banques et aux compagnies d'assurances nippones si le Japon n'ouvre pas ses marchés financiers aux
downloadModeText.vue.download 214 sur 517

sociétés britanniques (2 avril). Pour éviter une guerre commerciale, Yasuhiro Nakasone abaisse le taux de l'escompte de 3 p. 100 à 2,5 p. 100, son plus bas niveau historique, le 20 février ; il instaure une réforme fiscale, massivement rejetée par les Japonais lors des élections locales du 12 avril. Abandonné par ses partenaires, Yasuhiro Nakasone cède la direction du Parti libéral-démocratique (PLD) le 20 octobre, et, par là même, celle du gouvernement, le 6 novembre, à l'ancien ministre des Finances, Noboku Takeshita, longtemps homme-lige de la victime de l'affaire Lockheed : Kakuei Tanaka. Mais entre-temps il avait fallu concéder le 19 septembre aux États-Unis une réduction de l'impôt sur le

revenu de 1 500 milliards de yens, mini-

réforme fiscale (rétroactive au 1er avril)

qui stimule aussitôt la consommation

des ménages. C'était la fin de l'austérité.

PIERRE THOMAS

Les Églises protestantes ont facilité la pénétration de l'idée national-neutraliste dans la mesure où les positions des pasteurs de l'Église évangélique en Allemagne sont fortement marquées par les théologiens de la mort de Dieu (Gollwitzer ou Dorothée Sölle) et s'appuient souvent sur les décisions du Conseil oecuménique des Églises (COE), à l'intérieur duquel les milieux favorables à l'Union soviétique jouent souvent un rôle déterminant.

Les théologiens révolutionnaires du COE vont influencer nombre de pasteurs des Églises évangéliques d'Allemagne, où règnent déjà une série d'idées proches de celles que l'on veut développer. On va manipuler les Églises et leurs pasteurs pour qu'ils appellent les fidèles à la dénucléarisation, à la démilitarisation et à la neutralisation de l'Allemagne occidentale.

Certes, tout ceci peut apparaître normal pour une Église de pays industrialisé. Ce qui l'est moins, c'est l'insistance de certains milieux protestants, en RFA, à entonner ces thèmes en utilisant les mêmes raisonnements que ceux que l'on retrouve dans les divers organes de la presse communiste. Il est vrai que le monde protestant est minoritaire en RFA, alors que dans le Reich il représentait les deux tiers de la population et que dans une confédération allemande il retrouverait cette situation dominante. Cela explique peut-être certains comportements plus ou moins inconscients.

Or, la bataille pacifiste et le mouvement national-neutraliste se placent dans une perspective parallèle. L'URSS sait parfaitement qu'elle serait la première bénéficiaire de la neutralisation de l'Europe centrale ; aussi cette propagande, qui est encouragée par la RDA, est-elle aujourd'hui sérieusement renforcée par les nombreuses institutions protestantes. Sans l'appui de ces dernières, jamais le fameux appel de Krefeld de 1979 n'aurait

été signé par 1 200 000 personnes.

La gauche socialiste

et la RDA

Depuis une dizaine d'années, ces thèmes sont devenus les fondements du programme de politique extérieure des Verts et, depuis 1982-83, celui du SPD. Comment s'explique cette mutation, que trop d'observateurs de l'Allemagne contemporaine ont négligée ? Deux raisons nous paraissent essentielles : l'apparition d'un mal allemand et la disparition de la scène politique d'un homme d'État d'envergure, Helmut Schmidt. Traumatisé par l'accueil
downloadModeText.vue.download 215 sur 517

que lui réservèrent ses jeunes coreligionnaires au Kirchentag de Hambourg en 1981, battu de fait lors du congrès de Munich de Pâques 1982 par la gauche marxisante et national-neutraliste, Helmut Schmidt jeta le gant à l'automne et renonça au pouvoir, refusant de se battre contre l'aile gauche de son propre parti.

Pacifique

Bien que les changements politiques n'aient pas manqué, l'ensemble du Pacifique a été plutôt placé sous le signe de la continuité, que ce soit en Australie et en Nouvelle-Zélande, où les travaillistes ont été reconduits, ou aux Philippines, où madame Aquino s'est maintenue contre les oppositions de droite ou de gauche et a même réussi à mettre en place les institutions prévues par la nouvelle Constitution votée triomphalement en début d'année. Il n'y a guère qu'aux Fidji, où, en deux épisodes, en mai et en septembre, le colonel Rabuka, représentant la communauté mélanésienne, légèrement minoritaire, a balayé le régime mis en place démocratiquement, qui s'appuyait sur la communauté d'origine indienne. Devenu de fait président de la République, ayant supprimé les attaches institutionnelles avec la couronne britannique, le colonel Rabuka a provoqué l'éviction des Fidji du Commonwealth lors du sommet de Vancouver (13 octobre 1987).

La France, pour sa part, a renforcé sa position internationale dans l'affaire de Nouvelle-Calédonie grâce au référendum du 13 septembre qui a donné une majorité de partisans du maintien au sein de la République. Ce résultat risque d'accentuer le clivage entre la population mélanésienne et les autres habitants ; la situation a encore été aggravée par le verdict du 29 octobre acquittant les meurtriers d'indépendantistes canaques. Cependant, la communauté internationale semble s'accommoder de la présence française ; c'est ainsi qu'aux Nations unies une motion défavorable à la France a recueilli moins de voix que l'année précédente. Par ailleurs, les expérimentations nucléaires se poursuivent dans une Polynésie où le calme habituel a été ébranlé par des grèves débouchant sur de graves désordres qui se sont déroulés à Papeete le 23 octobre. Les grandes puissances gardent les yeux fixés sur cette région dont le dynamisme économique, entamé par la crise mondiale, semble reprendre vigueur.

JEAN-PIERRE GOMANE

Le SPD a toujours été, sous une forme ou sous une autre, favorable à la réunification. Pendant de longues années, pour ménager une possibilité de regroupement, il se prononça systématiquement contre les premières démarches unitaires en Europe : il vota contre l'entrée de la RFA dans le Conseil de l'Europe, contre la CECA et contre la CED. Dès 1945, Kurt Schumacher se prononçait pour une attitude franchement national-démocrate, et le SPD optait pour la perspective nationale qui, sous le nom d'Ostpolitik, allait

devenir de 1969 à 1974 le leitmotiv de la diplomatie du chancelier Willy Brandt.

Cette politique, en dehors de cérémonies spectaculaires et d'un traité par lequel la RFA et la RDA se reconnaissent mutuellement, n'a guère été suivie de résultats concrets. Mais elle favorise l'infiltration du national-neutralisme dans l'esprit d'une partie du peuple allemand.

Le national-neutralisme était facilité à gauche par la lente marxisation de la pensée et de la culture allemande. L'arri-
downloadModeText.vue.download 216 sur 517

vée dans la vie active d'étudiants souvent formés par l'Est avant 1961 a largement contribué à cette évolution, d'autant qu'ils jouent un rôle non négligeable aujourd'hui à la direction du SPD comme dans la vie culturelle, presse, édition, littérature, cinéma. En témoigneraient, depuis le congrès de Munich de 1982, le poids, à la tête du SPD, des anciens Jusos (militants de l'aile marxiste des années 1966-1970, exclus en leur temps). Naturellement, gauchistes, pacifistes, écologistes trouvent ici l'appui d'une partie de la droite allemande, tout comme celui

de la RDA. C'est ce que démontre simplement l'apparition d'une multitude de revues, tel Wir selbst, organe « gauchiste » de droite, qui réclame « un traité de paix interallemand » et la « paix pour l'Europe ».

Les Verts pour une confédération

interallemande

Depuis 1974, les mouvements écologistes tiennent un langage analogue. Longtemps divisés en fractions profondément désunies, ils essuyèrent une série d'échecs. Alors, bon gré mal gré, les écologistes allemands se regroupèrent en une seule organisation, les Verts (die Grünen), qui regroupe les amis de la nature, réels défenseurs de l'écologie, les écolo-marxistes, les écolo-féministes, les écologistes néonazis (les nostalgiques de l'idéologie Blut und Boden), les écolo-réalistes. Ces derniers souhaitent l'insti-

tutionnalisation du parti et son intégration au système parlementaire, mais ils sont minoritaires et ont été battus lors des derniers congrès. Dans l'ensemble de l'Allemagne, le mouvement écologiste enregistre une croissance lente jusque vers 1977, puis celle-ci devient rapide entre 1977 et 1979 ; elle s'effondre en 1980 en raison de graves dissensions internes, mais triomphe en 1983 et 1984.

Pour les Verts le slogan de la politique étrangère allemande devrait être « Paix et désarmement » : la RFA doit sortir de l'OTAN ; on doit dissoudre l'armée, qui serait remplacée par une défense civile ; la RFA doit promouvoir une zone dénucléarisée en Europe centrale, obliger au départ les troupes étrangères en Allemagne et démembrer son industrie mili-
downloadModeText.vue.download 217 sur 517

taire. Enfin, les Verts sont hostiles à toute idée de défense européenne.

Tant que les Verts n'ont été qu'un groupuscule, on pouvait se désintéresser de leurs propositions. La situation est aujourd'hui différente. En effet, les élections fédérales, puis les élections régionales de 1987 ont montré un renforcement des Verts, qui ont doublé leurs voix à Brême, en Rhénanie-Palatinat et maintenu leurs positions à Hambourg et en Schleswig-Holstein. Or, ces mêmes élections ont marqué une remontée du SPD : 9 p. 100 de Verts et 41 p. 100 de sociaux-démocrates, après les prochaines élections du Bundestag... en 1991, cela conduirait peut-être à des révisions déchirantes de la politique allemande.

Le patronat ouest-allemand et la RDA

Par ailleurs, certains milieux économiques ne sont pas éloignés de cette manière de voir. Au Forum de la paix de Moscou, ils ont précisé qu'ils pourraient aider les Soviétiques dans leur effort de modernisation à condition que leur initiative assure des retombées suffisantes pour l'économie allemande ! Sans doute pensaient-ils, en s'engageant ainsi, à l'es-

soufflement de leurs exportations à destination des pays occidentaux. Seul l'avenir montrera s'ils sont pour autant des « idiots utiles », comme le disait Lénine.

À cet égard, l'entretien accordé par F. Wilhelm Christians au quotidien Die Welt, le 16 février 1987, ne manque pas d'intérêt (d'autant que M. Christians a jadis négocié la livraison de tubes fabriqués par Mannesmann et destinés au gazoduc Sibérie-Europe occidentale). Selon

lui, Moscou s'est vraiment engagé dans une politique de réformes à long terme, « en dépit de certaines difficultés ». Dès lors, l'Occident n'a pas le droit d'ignorer les « changements qui surviennent en URSS ». Et le président du directoire de la Deutsche Bank ajoute : « Nous devrions participer de notre côté à cette politique, sobrement, pour assurer l'avenir de notre économie et la sécurité de notre pays. » M. Christians affirme, également, que l'URSS reste à long terme un marché très intéressant pour l'économie allemande, à tous les niveaux, y compris par le biais des joint-ventures.

Maghreb
Machreq

La relance du processus de paix pour un règlement négocié du conflit israélo-arabe, dans le cadre d'une conférence internationale, fait l'objet d'une intense activité diplomatique. Soutenu par la CEE, par la Ligue arabe et, pour la première fois, par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, le principe est enfin admis par les parties intéressées dès le mois d'avril.

En Israël, où 52 p. 100 de l'opinion se déclarent favorables à une telle démarche, le projet est ardemment défendu par les députés travaillistes conduits par M. Shimon Pérès, ministre des Affaires étrangères, qui multiplie les contacts au Caire avec le président Moubarak, en Europe et aux États-Unis, ainsi qu'avec des représentants palestiniens.

Malgré le revirement de la position américaine, initialement hostile à toute approche multilatérale de paix, et désormais favorable à la ligne Pérès, le Premier ministre, Yitzak Shamir, et le
downloadModeText.vue.download 218 sur 517

Likoud refusent catégoriquement une négociation supposant la restitution des territoires occupés ; en mai, Shimon Pérès échoue dans sa tentative de provoquer des élections anticipées.

Condition nécessaire à tout règlement, la réunification de la résistance palestinienne est réalisée à l'occasion de la session du Conseil national palestinien d'Alger (20-25 avril), qui consacre la victoire de l'aile modérée de l'OLP et de Yasser Arafat.

Le Conseil national accorde son soutien total à l'organisation d'une conférence internationale. La reprise du dialogue est le résultat de la nouvelle stratégie de l'Union soviétique, qui se présente désormais en médiateur du conflit au Proche-Orient ; au moment où l'influence des États-Unis est entamée par le scandale de l'Irangate, l'URSS établit des contacts avec l'Arabie Saoudite, renoue avec Israël et relance la coopération avec l'Égypte.

L'escalade de la guerre

Alors que les efforts de paix marquent le pas, l'attention se concentre au cours de l'été sur la guerre du Golfe, dont les enjeux et les menaces dépassent les limites de la région.

Principal artisan de la tension, l'Iran, face à une situation qui se dégrade, doit, pour conserver sa crédibilité, poursuivre la guerre sainte contre « l'hérésie internationale ». Le 31 juillet, pendant le pèlerinage de La Mecque, 402 pèlerins trouvent la mort au cours d'affrontements entre les manifestants iraniens et les forces de l'ordre saoudiennes. Contre le Koweït, « second ennemi » déclaré de la République islamique, les menaces assorties de provocations se poursuivent : attaques répétées contre ses pétroliers, conduisant l'émirat à des affrètements soviétiques et américains ; série d'attentats avant l'ouverture

du sommet de l'OCI en janvier ; tirs de

missiles sur le territoire et sur une plate-

forme pétrolière. Rejetant la résolution 598 de l'ONU, qui exige un cessez-le-feu immédiat avec l'Iraq (20 juillet), l'Iran se trouve politiquement isolé. La Tunisie, la Mauritanie et la France rompent leurs relations diplomatiques, tandis que la Libye opère un renversement d'alliance en faveur de l'Iraq.

Au Liban, l'entrée des soldats syriens à Beyrouth-Ouest, le 21 février, après six jours de violents combats, suspend, pour un temps, le processus continu de dérèglement du conflit. Le 5 avril, un accord met fin au siège des deux camps palestiniens de Beyrouth, Borj el-Barajneh et Chatila, autour desquels les miliciens d'Amal maintenaient, depuis cinq mois, un blocus alimentaire et sanitaire. La nouvelle « paix syrienne » se heurte à la résistance du hezbollah et à la reprise des attentats. Le 1er juin, le Premier ministre Rachid Karamé est tué dans l'explosion de son hélicoptère. Pour la première fois, des manifestations et des émeutes de la faim éclatent à Beyrouth et dans les autres villes du pays. L'inflation galopante et la chute vertigineuse de la livre entraînent une paupérisation de la population. Comme la consommation repose à 85 p. 100 sur

les importations, l'économie achève de

s'effondrer, tandis que les appels à l'aide

internationale, lancés par le président

Amine Gemayel, ne rencontrent que

peu d'écho.

MARIE-ODILE SCHALLER

Les signes de rapprochement entre la RFA, la RDA et l'URSS se multiplient aujourd'hui. Un général est-allemand a parlé devant ses homologues ouest-allemands au Forum de la paix, à Munich. Des officiers des deux armées observeront, au cours de l'été 1988, les diverses manoeuvres auxquelles on se livrera en
downloadModeText.vue.download 219 sur 517

RDA comme en RFA. Les demandes de jumelage entre villes de l'Est et de l'Ouest s'entassent sur les bureaux des autorités est-allemandes. Quant à la foire de Leipzig, elle est devenue le haut lieu des rencontres entre la RFA et la RDA. Ministres fédéraux et présidents des Länder s'y rendent très régulièrement ! « Jamais les chances d'une amélioration des relations interallemandes n'ont été meilleures que ces dernières années » déclarait, le 14 mars 1987, le bourgmestre de Berlin-Ouest, Eberhard Diepgen. D'ailleurs, plusieurs bourgmestres de grandes villes de l'Ouest ont assisté aux festivités organisées au début de juin 1987 par la municipalité de Berlin-Est.

Cette situation de détente est entretenue par les déclarations de hauts fonctionnaires soviétiques qui ne cessent d'évoquer, à Bonn, l'intérêt que porte le Kremlin au renforcement des relations entre la RDA et la RFA ; et même si l'on rappelle que l'existence des deux États allemands est intangible, le spécialiste soviétique de l'Allemagne, M. Portugalov, n'hésite pas à reconnaître l'existence d'une « nation allemande ».

Ainsi, le poids du national-neutralisme diffusé par certains milieux évan-

géliques, la gauche de la social-démocratie, les écologistes, avec la bénédiction de l'Est, est un élément qui interpelle tout le monde occidental. L'Allemagne s'émancipe et les rapports germano-européens en seront transformés. La réunification n'est certes pas pour demain. Mais les esprits y sont plus ouverts en même temps que renaît en Allemagne le mythe de la Mittel-Europa.

FRANÇOIS GEORGES DREYFUS

Professeur d'histoire contemporaine et directeur de l'Institut des hautes études européennes de l'université Robert-Schuman (Strasbourg III), François Georges Dreyfus est l'auteur d'une Histoire des Allemagne (A. Colin, 1970-1972). Il a dirigé de 1969 à 1985 le Centre d'études germaniques de Strasbourg et a été, à ce titre, le responsable de plusieurs ouvrages collectifs sur l'Allemagne et l'Autriche.

Cofondateur de la Revue d'Allemagne qu'il a dirigée jusqu'en 1985, responsable du séminaire sur les sociétés germaniques contemporaines de la Maison des sciences de l'homme, à Paris, il a publié chez Albatros, les Allemands entre l'Ouest et l'Est. Il est actuellement secrétaire du Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur.

Bibliographie

F.G. Dreyfus, les Allemands entre l'Est et l'Ouest (Albatros, 1987).

R. Fritsch-Bournazel, l'Allemagne, un enjeu pour l'Europe (Complexe, 1987).
downloadModeText.vue.download 220 sur 517

L'option

« double zéro »

Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev ont joué leur image politique sur l'échiquier ouest-européen. Spectateurs engagés, les pays du vieux continent se demandent aujourd'hui si la diminution du nombre des missiles signifie un accroissement de leur sécurité.

En 1977, le chancelier ouest-allemand, Helmut Schmidt, attirait l'attention des Américains et des Européens sur l'installation de nouveaux missiles soviétiques, les SS-20. Avec une portée de 5 000 km, ceux-ci menaçaient de leurs

trois ogives nucléaires n'importe quel point en Europe. Entre 1979 et 1983, les pays membres de l'Alliance atlantique se sont dépensés sans compter pour convaincre leur population de la nécessité de déployer les armes de la réplique. Ce fut la « double décision de l'OTAN », statuant sur le déploiement progressif de Pershing II et de missiles de croisière. Aujourd'hui, ces mêmes gouvernements doivent convaincre leurs électeurs du contraire, le retrait de ces mêmes missiles étant paré des vertus de la Real Politik.

Des euromissiles,
pour quoi faire ?

Pour les Européens, les Pershing II et les missiles de croisière étaient les instruments du couplage de la défense entre les États-Unis et le vieux continent. Étant physiquement présents sur le « terrain », ils apparaissaient comme le symbole

d'une solidarité retrouvée de l'OTAN. La dimension du déploiement n'était pas simplement symbolique, puisque, dès l'installation des premiers engins en RFA, les Soviétiques quittaient la table des négociations sur la réduction des armements stratégiques. Non seulement la riposte de l'OTAN avait pu se mettre en place sans rupture entre les Alliés, mais elle signifiait très clairement à Moscou qu'il n'y aurait pas de guerre limitée en Europe. La portée des missiles américains détruirait avec Kiev l'idée d'un conflit proprement confiné entre des « coupe-feu » d'Europe centrale. L'armement nucléaire à courte et à moyenne portée, en interdisant toute concentration massive de troupes, comble la disparité des moyens conventionnels : 600 000 hommes et 7 800 chars de l'OTAN pour 740 000 hommes et 16 400 blindés du pacte de Varsovie. Les Pershing II permettent également, grâce à leur vitesse et à leur précision, de mettre hors de service une partie des centres de commandement, de contrôle et de communications soviétiques : en quelques minutes, ils peuvent décapiter le « cerveau » occidental de l'Armée rouge. La menace que représentent ces armes a dû très largement aider
downloadModeText.vue.download 221 sur 517

Mikhaïl Gorbatchev à convaincre les cadres de l'Armée rouge du réel avantage lié à leur disparition : c'est le premier volet de « l'option double zéro ».

Pershing II et SS-20

L'idée d'un échange entre missiles américains et soviétiques n'est pas nouvelle. En novembre 1981, le président Reagan, avant même l'implantation des premiers Pershing II et des missiles de croisière, proposait d'en ajourner le déploiement contre le retrait des SS-20 soviétiques. Ce qui, comme nombre d'observateurs l'ont fait remarquer alors, revenait à échanger des engins qui n'étaient pas encore installés contre des armes déployées depuis 1977. Nul doute que les Soviétiques faisaient partie de ces sagaces observateurs, puisqu'ils refusaient la proposition de l'OTAN. Tout ce que proposa alors Leonid Brejnev, qui venait juste de reconnaître l'existence des SS-20, fut un moratoire sur le déploiement de ces armes

– dont 250 exemplaires étaient déjà opérationnels – et une réduction des SS-4 et des SS-5, condamnés de toute façon à disparaître en raison de leur grand âge. De plus, la proposition de l'Alliance atlantique tombait en pleine vague de manifestations pacifistes et antinucléaires. Si celles-ci n'eurent pas toute la portée que le numéro un du Kremlin pouvait en attendre, il aurait été étonnant de croire un instant qu'il n'essayerait pas de les exploiter à son profit. L'option « double zéro » est, cette fois-ci, proposée par Moscou. Entre-temps, Pershing et missiles de croisière, déployés progressivement, conformément à la double décision de l'OTAN, avaient perdu tout caractère virtuel.

En arrivant au pouvoir, Mikhaïl Gorbatchev héritait donc d'un paysage stratégique que les pacifistes européens n'avaient pas su modifier. Contrairement à la position américaine, qui ne visait que les missiles à portée intermédiaire, la proposition de Mikhaïl Gorbatchev inclut
downloadModeText.vue.download 222 sur 517

également les engins à courte portée : tout ce qui peut atteindre des cibles com-

prises entre 500 et 5 000 km est concerné par le protocole d'accord. Ainsi, selon les voeux de Moscou, « il existe une possibilité réelle de libérer rapidement l'Europe d'une partie considérable du fardeau nucléaire. Ce serait un pas important en vue de libérer totalement l'Europe des armes nucléaires ». Ce qui, in fine, s'apparente à ces déclarations d'intention auxquelles les Européens sont habitués dans leur rapport avec Moscou pour tout ce qui touche, de près ou de loin, les affaires de désarmement.

Prompts à repousser un accord qu'ils avaient appelé de leurs voeux, les pays de l'Alliance ont avancé quelques objections qui, de leur point de vue, devaient suffire à ramener à une plus juste vision stratégique la « propagande soviétique ». Il est vrai que les arguments ne manquent pas. Entre l'arsenal chimique, la supériorité conventionnelle et les traditionnelles réserves de Moscou en matière de processus de vérification, la panoplie des objections semblait proprement désarmante. Dans ces conditions, personne ne songerait à être la dupe d'un monde dénucléarisé. Cela allait-il condamner Gorbatchev aux stratégies déclamatoires de ses prédécesseurs ?

Gorbatchev prend les Alliés de vitesse

Au cours d'une visite à Prague, le numéro un soviétique allait balayer les objections
downloadModeText.vue.download 223 sur 517

des pays membres du pacte Atlantique. Alors même que l'URSS niait jusqu'à l'existence d'armes chimiques sur son territoire, Gorbatchev annonçait que le gouvernement avait mis fin à la production d'armements de ce type : Moscou construirait même une usine destinée à détruire les stocks existants ! Coup de théâtre également sur les armes nucléaires à courte portée. La supériorité soviétique en la matière était la principale objection des Européens à un accord séparé entre les deux grands sur les missiles nucléaires de moyenne portée. Mais Gorbatchev devance les Américains : il est prêt à ou-

vrir directement des négociations sur les armes dont la portée est comprise entre 500 et 5 000 km. Et d'ajouter, à l'intention des partisans de l'indépendance atomique, qu'il invite Paris et Londres à
downloadModeText.vue.download 224 sur 517

contribuer à « débarrasser l'Europe des missiles intermédiaires ». Pour mémoire, les missiles français du plateau d'Albion s'inscrivent dans la configuration haute de cette fourchette.

Afrique

Ouvert le 27 juillet à Addis-Abeba, le sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine, dont le nouveau président est le Zambien Kenneth Kaunda, a mis l'accent sur le conflit tchado-libyen, l'apartheid et l'endettement.

Modernisant l'ancienne forme de guerre du désert – le raid – grâce à l'utilisation d'unités légères et mobiles, Hissène Habré a réussi son entreprise de libération du territoire tchadien avec le soutien logistique français : amorcée en janvier, la reconquête des bases occupées par l'armée libyenne a culminé en août. Mais les bombardements libyens et la perte rapide d'Aozou témoignent de l'urgence d'une solution négociée, d'autant plus difficile à élaborer que la bande d'Aozou a un statut juridique incertain.

Le 15 octobre, avec le cinquième coup d'État depuis l'indépendance du Burkina Faso, disparaissait Thomas Sankara, tué lors de l'assaut contre le palais présidentiel. Son successeur, le capitaine Blaise Compaoré, prône la « rectification » d'une révolution qui jusqu'ici n'a guère modifié la condition paysanne.

En Afrique centrale et orientale, outre le coup d'État au Burundi, déclenché le 3 septembre par le major Pierre Buyoya, et la condamnation à mort de l'ex-empereur de Centrafrique, Jean Bedel Bokassa, c'est le Soudan et les pays de la Corne qui focalisent l'attention. La dissolution du gouvernement, l'abrogation des lois islamiques et l'accord survenu entre les partis africains du Sud

et le Mouvement populaire de libération illustrent les difficultés du pouvoir central et l'affermissement de la guérilla sudiste au Soudan. Alors que la reprise du transfert des populations vers le sud de l'Éthiopie est de nouveau envisagée, l'aide internationale est au coeur de polémiques et fournit le prétexte d'actions spectaculaires (enlèvements de médecins). Fait plus fondamental, l'Éthiopie a changé de Constitution : le Conseil militaire, en place depuis 1974, a été dissous et une nouvelle république a été proclamée en novembre.

En Afrique du Sud, les remises en cause de l'ordre racial se sont multipliées : des associations blanches proposent un dialogue à l'ANC (African National Congress) clandestin, des hommes d'affaires demandent une transformation rapide du système dans un contexte d'accélération du retrait des banques étrangères et de désinvestissement des entreprises américaines. À cela s'ajoutent l'« affaire Albertini », coopérant français condamné à quatre ans de prison au Ciskeï et libéré en septembre, la grève des mineurs noirs de l'Anglo American Corporation, la plus longue de leur histoire, et la « rénovation » très contestée de l'apartheid (mise en place de nouvelles structures administratives multiraciales le 1er juillet). Avec les États proches, le gouvernement sud-africain alterne violence et dialogue : interventions en Angola, raids en Zambie et au Mozambique, décision de financer les travaux portuaires à Maputo ! La grande affaire demeure, pour les « pays du front », la remise en état du réseau ferroviaire permettant d'éviter l'Afrique du Sud : la CEE a octroyé 5 millions d'écus pour réactiver le couloir de Beira, et la réhabilitation du chemin de fer de Benguela a été programmée.

La conjoncture financière n'est toutefois guère favorable. Le service de la dette africaine a été estimé à 12-14 milliards
downloadModeText.vue.download 225 sur 517

de dollars lors de la Conférence écono-

mique d'Abuja (Nigeria) et les politiques « d'ajustement » sont mal supportées : la Zambie a abandonné son programme d'austérité, alors que la Côte-d'Ivoire, pays « modèle », n'est plus en mesure de faire face aux échéances. Le rôle de l'État est au centre des débats économiques, mais deux faits demeurent : la baisse des recettes provenant des exportations n'a pas été enrayée et les aléas climatiques ont encore affecté durement la Namibie, le Mozambique ainsi que le Mali, le Niger et l'Éthiopie. Vivement alarmé par la progression du Sida en Afrique centrale et orientale, où 10 p. 100 de la population des grandes villes sont séro-positifs, le premier Congrès des hommes de science africains, réuni sous l'égide de l'Unesco à Brazzaville, est peut-être porteur d'espoir.

ALAIN DUBRESSON

La question des vérifications ultérieures, pierre d'achoppement traditionnelle des discussions est-ouest, a fait également l'objet de percées pour le moins inattendues. Des inspecteurs devraient être admis dans les bases militaires de l'autre partie pour vérifier l'application des accords. Les contrôles concerneraient les missiles, les lanceurs restant en place après les réductions, les centres d'entraînement et les périmètres d'essai. Une délégation américaine était invitée à visiter, en septembre, le site de construction du radar de Krasnoïarsk. Le déplacement était digne d'intérêt : les Américains estimaient que ce radar contrevenait aux termes du traité sur la défense antimissiles de mai 1972 (ABM). Les conclusions

de leurs observateurs, qui restent très interrogatives, marquent la limite des vérifications in situ.

Il n'en demeure pas moins que la « transparence » était à l'ordre du jour comme en témoigne la visite de l'UEO à Moscou. Seule organisation européenne compétente pour les questions de défense, l'Union européenne occidentale a été officiellement invitée en URSS pour rappeler la position du vieux continent en matière de désarmement. Grande première pour une organisation qui, à sa naissance en 1954, s'était vu qualifier par les Soviétiques de « serpent venimeux ». Ses représentants auraient même eu la primeur des propositions de Prague. Au chapitre des armes stratégiques, Gorbatchev déclarait : « Les réductions radicales des armements stratégiques offensifs restent le fond du problème. » Dans l'esprit du dirigeant soviétique, ce problème était lié directement à la course aux armements dans l'espace, c'est-à-dire à la condition expresse « que le traité ABM soit strictement respecté ». Or, le programme d'initiative de défense stratégique (IDS) ne pourra respecter cette condition qu'en laissant les armements de l'avenir au stade de l'étude dans les laboratoires de recherche et en oubliant « la guerre des étoiles » (éd. 1986). Si ces contraintes sont acceptées, Moscou propose même un échéancier : réduction sur cinq ans de 50 p. 100 des engins stratégiques, soit une élimination totale des arsenaux de ce type d'ici à dix ans.

Les avances du numéro un soviétique en matière de forces conventionnelles témoignent de la complexité du problème. Il est vrai que les négociations de Vienne sur la réduction des armements classiques piétinent depuis 13 ans. Ce qui explique en partie le flou des propositions de Mikhaïl Gorbatchev en la matière :
downloadModeText.vue.download 226 sur 517

« Les conversations devraient avoir pour objectif une réduction majeure des forces armées et des armements, couplée avec l'établissement d'une vérification internationale et des inspections localisées. » Ainsi, Gorbatchev a créé l'événement en

répondant point par point aux objections de l'OTAN. Les Occidentaux étaient pris au piège, et il leur fallait considérer d'un oeil moins sceptique cette dénucléarisation progressive qui apparaît de plus en plus clairement comme l'objectif avoué des Soviétiques. L'URSS ayant rempli toutes les conditions annexes à un grand accord sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire, tout semblait concourir à un règlement rapide.

L'épisode

des Pershing IA

Les spectaculaires avances soviétiques avaient placé la RFA dans une situation particulièrement délicate. Déjà, en avril, le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, insistait sur le maintien nécessaire d'un certain rapport de forces avec l'URSS dans le domaine des armes nucléaires. De quelles armes s'agit-il ? Le flou entretenu est significatif du malaise ressenti à Bonn. N'ayant pas les moyens d'engager une partie de bras de fer tout à la fois avec Moscou et Washington, le gouvernement ouest-allemand n'entendait cependant pas glisser vers la plus grande « dénucléarisation » au rythme américano-soviétique. Tout comme son homologue britannique, sir Geoffrey Howe, qui soulignait la nécessité d'éviter une trop grande précipitation, M. Genscher entendait parler un temps la langue de Shakespeare : « Wait and see. »

Amérique du Nord

Canada

Avec la disparition de René Lévesque, le 1er novembre, une page de l'histoire du Canada et du Québec est-elle définitivement tournée ? On peut le croire ; surtout depuis l'été, quand le principe de l'adhésion de la « Belle Province » à la Constitution canadienne a été définitivement acquis. Fort d'une bonne santé économique, le pays semble se tourner encore un peu plus vers sa vocation nord-américaine. Le 6 octobre, après seize mois de négociations acharnées, le Canada et les États-Unis ont décidé de libéraliser définitivement leurs échanges en éliminant avant dix ans tous les droits de douane existant entre eux.

Pourtant, le Premier ministre, Brian Mulroney, ne souhaite pas oublier la vocation mondiale du Canada. N'a-t-il pas décidé unilatéralement, au sommet francophone de septembre, d'effacer les dettes de sept pays africains ? Geste généreux... mais plutôt mal reçu par les Français soucieux de garder l'initiative sur le continent noir.

États-Unis

« En 1945, les États-Unis contrôlaient 40 p. 100 de l'économie mondiale ; aujourd'hui, cette part a diminué de moitié et, parallèlement, les engagements militaires se sont accrus. Ce déséquilibre menace notre sécurité sur le plan à la fois militaire et économique », écrivait cette année l'Atlantic Monthly. Si l'on se réfère aux énormes déficits de la balance commerciale et de la dette internationale américaine (254 milliards de dollars au mois de septembre), ce bilan n'est pas dépourvu d'objectivité. Des pans entiers de l'économie nationale
downloadModeText.vue.download 227 sur 517

sont absorbés par l'étranger : la prestigieuse maison d'édition Doubleday a été rachetée par le géant allemand Bertelsmann, les fameuses armes Smith and Wesson reprises par les Britanniques et les disques CBS vendus à Sony. Cette vague de rachats est accélérée par la baisse du dollar en dessous des 6 francs et surtout à 140 yens, contre 240 deux ans auparavant. La montée irrésistible du yen aboutit à une véritable colonisation de l'Oncle Sam par l'Empire du Levant : 10 milliards de dollars d'investissements nippons en un an. L'opinion a beau se raidir, condamner Toshiba, interdire à Fijitsu le rachat de Fairchild, rien n'y fait, et surtout pas les déclarations des responsables américains décidés à laisser flotter le dollar à la baisse comme moyen de réponse à l'affolement boursier du mois d'octobre.

Les hommes politiques en sont-ils réduits à subir le déclin ? La question se pose à propos de la fin de la présidence de Ronald Reagan : le champion du libéralisme est acculé à accepter une

hausse des impôts et une réduction d'un déficit budgétaire qu'on a laissé filer jusqu'alors, contraint également de voir deux de ses candidats à la direction de la Cour suprême, les juges Bork et Ginsburg, récusés par l'opinion et par l'establishment.

Ces reculs de Ronald Reagan s'accompagnent d'une extraordinaire série d'échecs pour les candidats à sa succession : Gary Hart compromis dans une histoire d'alcôve, Joseph Biden accusé d'imposture, le « télévangéliste » Pat Robertson coupable d'immoralité... La liste est si longue qu'un autre postulant a pu dire avec humour : « nous sommes candidats à la présidence, pas à la sainteté ».

À cheval sur la politique intérieure et extérieure, l'affaire des ventes d'armes à l'Iran a révélé, pour le moins, une indécision américaine. Capitulation devant

les exigences iraniennes, volonté mal

assumée d'appuyer les opposants du

Nicaragua, l'Irangate a mis en lumière

une grande faiblesse de l'administra-

tion américaine. Ronald Reagan achève

cependant son mandat sur un accord

historique avec les Soviétiques. Le

traité prévoyant l'élimination des mis-

siles nucléaires à portée intermédiaire

a été conclu le 8 décembre. L'option

double zéro porte sur 3 p. 100 du total

des charges nucléaires dans le monde :

1 300 têtes soviétiques contre 424 du

côté de l'OTAN. Un triomphe pour les

Américains ? Peut-être, mais pour les

Européens rien de moins sûr.

JULES CHANCEL

Mais la RFA avait-elle la possibilité de

freiner ainsi longtemps ? Non, car l'URSS posait bientôt la bonne question : quel serait le sort des 72 fusées Pershing IA, à la fois propriété allemande et dotées de têtes nucléaires américaines ? En ressortant les Pershing IA que tout le monde semblait avoir oubliés, Moscou soufflait le chaud et le froid. Le but de la manoeuvre était clair : le Kremlin désirait accélérer le processus de désarmement en isolant la RFA ; les Soviétiques allant même jusqu'à brandir le spectre d'une « crise politique grave ». Le point de vue de Moscou est très simple : si ces engins sont américains, ils doivent être démantelés comme les autres armes de portée intermédiaire dans le cadre de l'accord envisagé ; si ces missiles sont ouest-allemands, la RFA se trouve alors en contravention internationale : la République ouest-allemande n'a « ni légalement, ni moralement le droit d'en posséder ». La question soviétique aura eu le mérite d'être particulièrement réfléchie puisque les Pershing IA sont déployés depuis une vingtaine d'années.
downloadModeText.vue.download 228 sur 517

Helmut Kohl, en refusant catégoriquement toute prise en compte de ces fusées, allait-il compromettre la conclusion d'un traité historique ? Le suspense ne dura pas longtemps. Le 26 août, le chancelier ouest-allemand annonçait son intention de renoncer aux Pershing IA dans le cas où un accord sur l'élimination des euromissiles serait conclu entre Washington et Moscou. C'était précisément ce qu'on lui demandait.

La rapidité avec laquelle la RFA est rentrée dans le rang satisfait donc Washington et Moscou. À qui en attribuer la paternité, sinon les pressions ? Probablement ni à la Maison-Blanche, ni au Kremlin. S'apprêtant à recevoir M. Honecker, son homologue est-allemand, Helmut Kohl ne pouvait se permettre de risquer d'hypothéquer un événement aussi symbolique en maintenant une position intransigeante sur la question des Pershing IA. Le chancelier allemand a toutefois essayé de sauver la face en ne donnant pas entière satisfaction à l'Union soviétique, qui exigeait une prise en compte formelle des Pershing IA. Selon le chef de la coalition

au pouvoir à Bonn, c'est par une décision unilatérale que les engins seront détruits après conclusion et ratification du traité américano-soviétique. La rapidité de la réaction de Ronald Reagan, qui n'a pas attendu 24 heures pour remercier le chancelier d'avoir levé « un obstacle artificiel » à un tel accord, est assez significative des contraintes auxquelles le président américain doit faire face.

Reagan veut entrer dans l'histoire

Certains responsables de l'administration américaine regrettent aujourd'hui que le

chancelier Kohl n'ait pas tenu plus longtemps sur le retrait des Pershing IA. Mais la principale préoccupation de la Maison-Blanche, depuis le sommet de Reykjavik, était d'arriver à un accord avec le Kremlin. En pleine crise des Pershing IA, Ronald Reagan déclarait espérer « que le processus engagé à Moscou se poursuivra et que M. Gorbatchev et moi-même pourrons conclure un accord historique sur les relations est-ouest ». Cette déclaration est à rapprocher de la rhétorique antisoviétique du reaganisme de la première heure. Entre les deux : austérité budgétaire, concurrence commerciale japonaise et européenne. Et sur fond d'Irangate, quelques interrogations sur les capacités de l'industrie américaine à faire face aux défis du XXIe siècle.

Dans sa précipitation à vouloir rejoindre les grands de ce monde à la tribune de l'histoire, le président Reagan devait faire face également aux représentants de l'aile droite républicaine. Ceux qui partagent sa philosophie politique et son anticommunisme craignent toujours que le désir du président d'arriver à un accord nucléaire ne l'entraîne sur la mauvaise pente de la détente. Les interrogations en forme de doute auxquelles l'Amérique doit faire face risquent de conduire à un certain isolationnisme dont les Européens ont bien peur de pâtir. Grande est la crainte de voir l'URSS exploiter ces incertitudes pour contraindre les États-Unis à faire admettre à l'Europe ce que ses gouvernements auraient préférer n'avoir pas à accepter. Il en va ainsi pour Paris qui est, à terme, directement concerné par la liquidation des euromissiles. En effet, si le numéro un soviétique avait accepté, lors du sommet de Reykja-

vik, de mettre de côté les forces de frappe britannique et française, la perspective de l'entente américano-soviétique bouleverse nécessairement les données du problème.

Amérique latine

L'événement phare de l'année 1987 pour l'Amérique latine restera sans doute l'attribution du prix Nobel de la Paix au président du Costa Rica, Oscar Arias, éclairant une année marquée, malgré une tendance à l'assainissement, par de graves difficultés économiques et sociales : démissions en chaîne de ministres des Finances usés par les négociations avec le FMI (Brésil, Jamaïque, Pérou, Équateur...), grèves générales, peu suivies au Brésil et à Panama, nationalisation controversée des banques péruviennes par Alan Garcia, perte de 60 p. 100 des exportations équatoriennes, consécutive à la rupture de l'oléoduc transandin par un séisme, entraînant la suspension du service de la dette...

L'inflation sévit : elle atteindra, avec 140 p. 100, un maximum historique au Mexique, tandis que l'hyperinflation brésilienne résiste aux « plans cruzado » successifs. Grâce aux dévaluations, les exportations n'en souffrent pas : le Mexique affiche un niveau record de ses réserves monétaires. La facture écrase les classes moyennes et populaires aux prises avec le chômage ou la contraction de leurs revenus. Seul le secteur énergétique se distingue, la stabilisation des prix pétroliers soulageant les pays exportateurs comme le Mexique et le Venezuela. Surtout, le poids abusif de la dette continue à dominer le panorama économique et politique : le Mexique prend l'initiative de restructurations en chaîne ; les conflits s'exacerbent entre le

FMI et le Pérou ou le Brésil, même si ce dernier parvient à un compromis en fin d'année.

Face à la crise, l'absence d'explosion sociale – dont les émeutes de Rio en

avril ont rappelé la possibilité – s'explique, notamment, grâce aux progrès constants de la transition démocratique. Celle-ci se confirme avec la réduction du nombre des régimes dictatoriaux – de droite ou de gauche –, désormais réduits à quatre États : Chili, Paraguay, Cuba, Nicaragua. Parallèlement, les mouvements de guérilla se stabilisent (Sentier lumineux) ou déclinent (Contras, Salvador, Colombie...).

Il ne s'agit cependant que d'une tendance. Les conflits politiques agitent le Surinam, ou l'Argentine, avec la victoire des péronistes aux élections de septembre. Ils atteignent la violence à Panama, au Chili – notamment lors de la visite de Jean-Paul II – et en Haïti, où les élections prévues pour le 29 novembre ont été annulées à la suite d'une vague de terreur. Les grèves étudiantes agitent le Mexique, jusqu'à l'ajournement des mesures de sélection envisagées.

Et, surtout, la menace militaire persiste, symbolisée, en avril, par la sédition de groupes militaires contre le gouvernement Alfonsin, mise en échec par une exceptionnelle mobilisation populaire : cette rébellion illustre l'inachèvement de la réconciliation entre le peuple argentin et son armée ; de même, le président équatorien Febres Cordero a été séquestré en février par un groupe de militaires mécontents.

Le rapprochement avec l'Église est plus évident : les deux visites pontificales, en Argentine, au Chili, et en Uruguay, puis chez les hispanophones du sud des États-Unis en témoignent. Il accompagne une autre réconciliation, avec l'Espagne, et, plus largement, avec l'Europe : 1987 est l'année France-Brésil. Elle est également celle de l'élec-

downloadModeText.vue.download 230 sur 517

tion de l'Espagnol Mayor à la tête de l'UNESCO, grâce au soutien latino-américain. Signe d'une réconciliation de l'Amérique latine avec elle-même ?

La rencontre de juillet à Viedma, entre Alfonsin et Sarney, qui marque le rapprochement des États d'origine espagnole et portugaise et la création du « gaucho », monnaie commune pour les transactions bilatérales semblent le confirmer, tout comme la renonciation du Nicaragua à ses plaintes à l'encontre du Costa Rica et du Honduras.

Un espoir de paix s'épanouit grâce au plan promu par le président Arias et préparé avec l'appui du groupe de Contadora par les cinq États d'Amérique centrale réunis en août à Esquipulas. La route de l'unité est encore longue, mais, en 1987, elle est devenue moins utopique.

ALAIN VANNEPH

Les embarras de Paris

Au moment où s'ouvrait à Genève une nouvelle session des négociations soviéto-américaines sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), un responsable soviétique soulignait que les propositions de l'URSS en vue d'une élimination complète des euromissiles « ne veulent pas dire que les potentiels britannique et français sont ignorés ». Dont acte. Dans l'hebdomadaire Temps nouveaux, M. Viktor Karpov, chef du département désarmement au ministère des Affaires étrangères, insistait « Nous estimons que la liquidation des missiles de portée intermédiaire soviétiques et américains en Europe doit être le premier pas vers l'élimination de toutes les armes nucléaires sur le vieux continent. Et, naturellement,

la Grande-Bretagne et la France devront se joindre à ce processus. » Le « processus » ainsi amorcé dans le cadre élargi des rapports est-ouest agite bien le spectre d'une dénucléarisation des forces en présence. Il est tout aussi clair qu'à partir du moment où les Américains et les Soviétiques parviendront à s'entendre sur les modalités de la disparition de leurs arsenaux nucléaires, le splendide isolement français risque d'être pour le moins entamé.

On voit mal, à Paris comme à Londres, comment éviter que les forces autonomes franco-britanniques n'apparaissent un jour sur la table des négociations. Au regard de l'opinion publique, la perspective d'une France seule, à l'extrémité de l'Europe occidentale, à défendre le maintien d'un arsenal nucléaire va s'apparenter de plus en plus à un exercice de funambule. D'autant que des soucis électoraux à court terme peuvent très bien s'accommoder d'une « finlandisation », dont les échéances sont de fait peu précises. Et quand bien même Paris avancerait une fois de plus l'argument du consensus national en matière de défense pour justifier son refus d'intégrer tout ou partie du processus de désarmement, ce fameux « consensus » laisse apparaître quelques inquiétantes fêlures. Ainsi, 60 p. 100 des Français désapprouvent la décision de certains États européens d'abriter des missiles nucléaires américains. Dans l'hypothèse d'une disparition orchestrée du nucléaire, seront-ils aussi nombreux pour défendre leur force de frappe ? Si Paris et Londres peuvent continuer à moderniser et à améliorer leur dissuasion nucléaire, ils savent que, désormais, ils le font à découvert.
downloadModeText.vue.download 231 sur 517

« Un créneau historique »

C'est au moment où les débats sur la défense de l'Europe reprenaient de la vigueur que l'offensive de Mikhaïl Gorbatchev s'est faite la plus vive. La perspective prochaine du « grand marché » européen n'est sans doute pas étrangère à l'activisme diplomatique du numéro un soviétique. C'est du moins l'hypothèse émise

par certains milieux diplomatiques. Les Soviétiques estimeraient que les années à venir seront marquées par une relative stabilité politique des gouvernements en Europe occidentale. S'ouvrirait alors une période au cours de laquelle ces différents gouvernements pourraient peser d'un poids propre dans le jeu politico-stratégique international. Les propositions de Mikhaïl Gorbatchev prennent, dans cette hypothèse, le caractère d'une course de vitesse destinée à ralentir la construction européenne. En isolant la République fédérale allemande, soutien obligé de l'idée même de défense européenne, Gorbatchev entend restreindre l'autonomie de Bonn, et, par conséquent, accentuer le jeu de la dépendance politique de la capitale ouest-allemande vis-à-vis de Moscou. Ainsi, le retrait des Pershing et des missiles de croisière serait, en réalité, l'occasion d'un « transfert » de dépendance. Déliée d'une partie de la garantie nucléaire américaine, la RFA devra composer, comme les États qui l'ont précédée, avec la politique du réel.

Invariablement, les manoeuvres concertantes américano-soviétiques dirigent l'attention du monde sur le vieux continent. Et, comme il s'agit ici d'euro-missiles, l'intérêt se fixe plutôt sur la RFA, qui s'inscrit actuellement au centre de la

polémique entre stratèges des différents camps.

En reprenant la comptabilité de l'accord « double zéro », le bilan semble d'un point de vue quantitatif particulièrement attractif. Le numéro un soviétique est prêt à échanger 1 300 têtes nucléaires contre 424 ogives du pacte Atlantique. Ramené au volume des charges atomiques recensées sur la planète, cela représente environ 3 p. 100 des stocks. Il est vrai que, pour la première fois, les deux grandes puissances se seront mises d'accord pour détruire des armes nucléaires. Les négociations précédentes, du type SALT, n'avaient porté que sur des limitations de croissance du potentiel.

Si chacun des leaders y trouve son compte, il reste à savoir dans quelle mesure moins de missiles correspond à plus de sécurité. Les Soviétiques perdent quelques forces nucléaires. Soit. Mais les catégories de missiles destinées à disparaître ne constituaient pas, en raison de

leur portée, une menace directe pour les États-Unis. En revanche, avec l'élimination des Pershing II et des missiles de croisière, c'est le « coeur » de l'URSS qui échappe à la menace de l'OTAN. La modification du champ de bataille ainsi induite n'est pas négligeable. Privées des euromissiles, les forces de l'OTAN devront s'appuyer davantage sur l'aviation d'attaque. Et chacun sait qu'il faudra alors compter avec la couverture radar soviétique – redoutable, malgré l'épisode Mathias Rust – et avec les forces de défense anti-aérienne, dont on serait bien en peine de trouver l'équivalent sous d'autres latitudes. Restent les armes tactiques de théâtre d'une portée inférieure à 120 km. Elles apparaissent à bien des égards ex-
downloadModeText.vue.download 232 sur 517

trêmement délicates à engager : elles sont destinées à frapper non les arrières de l'adversaire, mais le territoire occidental, dans des zones de population dense.

Comme le soulignait Josef Joffe, chef du service étranger de la Suddeutsche Zeitung, qui peut imaginer un général allemand ordonnant un tir sur Francfort occupée par des forces soviétiques qui auraient emprunté la trouée de Fulda ? En supprimant les euromissiles qui compliquaient à l'infini les plans stratégiques des deux grands, l'idée d'une guerre limitée au théâtre européen reprend de l'éclat. Les Allemands sont donc placés sous la menace d'une guerre limitée à leur territoire. Il est difficile d'imaginer que nos alliés ouest-allemands n'en conçoivent pas quelques inquiétudes. Ces préoccupations offrent à l'Union soviétique des perspectives diplomatiques intéressantes. L'idée d'une menace séparée, liée organiquement à la RFA, devra conduire Bonn à réduire les raisons pour lesquelles les Soviétiques pourraient être menaçants.

La République fédérale, dégagée partiellement de la couverture américaine, en terrain tactique découvert, risque de pencher vers un nationalisme neutraliste qui ne favorisera en rien la cohésion de l'Alliance.

En tout état de cause, la bataille des

euromissiles aura trouvé son épilogue le 8 décembre à Washington, lors de la ratification de l'accord double zéro par le président Reagan et M. Mikhaïl Gorbatchev. L'histoire dira donc si les euromissiles furent un luxe superflu ou, au contraire, l'essence même du dispositif de défense de l'Europe occidentale. Prise au piège pour avoir abandonné cette dernière hypothèse, l'OTAN risquerait de tourner longtemps autour d'une posture stratégique introuvable.

PHILIPPE FAVERJON

Ancien conseiller technique au centre de sociologie de la Défense nationale, Philippe Faverjon est actuellement le responsable de la rédaction Armée-défense de la Librairie Larousse et conseiller des Éditions Chronique pour l'histoire militaire.
downloadModeText.vue.download 233 sur 517

La guerre du Golfe

La recrudescence de la guerre entre l'Iraq et l'Iran a posé de nouveau la question de la sécurité des flux de pétrole en provenance du golfe Persique. Point stratégique à l'issue du Golfe, le détroit d'Ormuz avait déjà fait l'objet d'une menace iranienne en 1983, qui avait fait craindre une paralysie du trafic. Présenté comme une menace en direction de l'Occident, et notamment de la France, pour obtenir l'arrêt de tout soutien à l'Iraq, l'éventuel blocage du détroit pose en termes stratégiques et politiques de nombreuses contraintes. En cas de fermeture du détroit d'Ormuz, près d'un tiers des exportations du Golfe pourrait être acheminé par les oléoducs de Kirkouk, en Iraq, et de Dortyol en Turquie. Le minage des eaux se heurte à la force des courants qui obligent à utiliser des mines ancrées entre deux eaux, et non des mines flottantes : la présence d'hélicoptères détecteurs de mines et de bâtiments spécialisés lève partiellement cette menace. L'autre hypothèse qui consisterait à couler de grands navires est également peu réaliste. La profondeur des eaux sur la rive sud et la possibilité pour des bâtiments à faible tirant d'utiliser des chenaux parallèles

rendent cette solution techniquement contournable. Enfin, la dépendance de l'Occident envers les exportations en pro-

venance du Moyen-Orient s'est considérablement amoindrie. Le flux de pétrole à destination de l'Europe a été divisé par sept entre 1980 et 1986, et par cinq en ce qui concerne les États-Unis. La dépendance de la France vis-à-vis du Moyen-Orient ne représente plus actuellement que 25 p. 100 de l'approvisionnement national contre 75 p. 100 en 1979. Seul le Japon reste essentiellement tributaire de cette région.

Le conflit dure depuis huit ans. Et il est de plus en plus douteux qu'il puisse s'achever par la victoire militaire de l'un ou l'autre camp.

L'année 1987 a été marquée par la reprise de la guerre des villes et par l'extension du conflit aux eaux du Golfe. Rapidement, la situation allait devenir préoccupante pour les pétroliers. Le 9 mai au soir, le navire soviétique Maréchal Chouykov était endommagé par une mine près de l'émirat du Koweït. Avec l'épisode de la frégate américaine, attaquée par deux avions iraqiens, la tension dans les eaux du Golfe montait d'un cran. Les intérêts français se retrouvaient directement menacés : le 13 juillet, le porte-conteneurs Ville-d'Anvers était pris à partie par deux vedettes iraniennes. Quatre jours plus tard, sur fond d'affaire Wahid Gordji, le gouvernement français annonçait la rup-
downloadModeText.vue.download 234 sur 517

ture de ses relations diplomatiques avec Téhéran. Les autorités iraniennes enregistraient avec satisfaction l'incident du Bridgeton : ce pétrolier koweïtien, placé sous pavillon américain, et escorté par trois navires de l'US Navy, était à son tour endommagé par une mine à proximité de l'île iranienne de Farsi.

Trois jours après la décision de Paris d'envoyer le Clemenceau en mer d'Oman, le Djihad islamique faisait parvenir une cassette vidéo montrant deux des cinq otages détenus au Liban et accusait Paris de rendre « impossible » leur libération.

À l'issue de manoeuvres navales iraniennes, les États-Unis reprenaient en force l'escorte des pétroliers du Koweït. Conjointement, Paris et Londres annonçaient leur intention de dépêcher des

chasseurs de mines pour protéger leurs navires respectifs. À la fin du mois d'août, l'Iran envoyait des vedettes rapides tirer au lance-roquettes contre des navires marchands dans le Golfe.

La visite du secrétaire général de l'ONU, entre le 11 et le 15 septembre, d'abord à Téhéran, puis à Bagdad, n'aura pas empêché la reprise de la « guerre des pétroliers ». L'internationalisation du conflit se poursuivait durant le mois d'octobre : la RFA décidait de l'envoi de navires en Méditerranée pour marquer « sa solidarité envers ses alliés ». Au Conseil de sécurité de l'ONU, les résolutions se suivaient alors même que les affrontements se durcissaient dans le Golfe.

PHILIPPE FAVERJON
downloadModeText.vue.download 235 sur 517

La politique régionale

Freinée par rapproche des élections et par l'inflation des interventions contradictoires, l'action régionale se concentre désormais sur des objectifs sélectionnés.

Il a fallu attendre le 13 avril 1987 pour que le gouvernement constitué un an plus tôt exprime sa conception en matière de politique d'aménagement du territoire. Encore ne l'a-t-il fait que de manière assez générale, en définissant seulement les grandes lignes de ses orientations, sauf pour le schéma des autoroutes à l'horizon 1993.

Si les grands équipements routiers, autoroutiers et de travaux publics se réalisent au rythme prévu, les autres volets de l'aménagement du territoire ont bien du mal à trouver un contenu concret, au-delà des incantations, des discours ministériels, des études, des professions de foi relayés par d'innombrables colloques, rencontres et rapports.

L'aménagement du territoire :

cinq noyaux durs

La politique d'aménagement du territoire est fondamentale dans la mesure où elle devrait être la traduction géographique de la solidarité nationale et de l'équilibre de la croissance. Or, l'aménagement du territoire est devenu une sorte de machine à produire du papier et à nourrir

des discours d'autant plus abondants qu'on se rapproche de l'échéance électorale de mai 1988.

Pierre Méhaignerie, Breton, ministre en charge de cette politique, a essayé, tout au long de l'année 1987, souvent à contre-courant, de faire admettre qu'en dépit du vent libéral et des rigueurs budgétaires, l'État, relayé par les Régions, ne devait pas abandonner l'aménagement du territoire, mais au contraire, garder les moyens d'une politique volontariste de localisation des activités. Quelques jours après le comité interministériel du 13 avril, il nommait l'un de ses plus fidèles compagnons de route, Jean-François Carrez, à la tête de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR).

La politique de MM. Méhaignerie et Carrez s'articule autour de cinq noyaux durs :

– l'amélioration des grandes infrastructures de transport, dans une perspective européenne.

– le maintien de la politique de conversion industrielle, au cas par cas, dans les Régions affectées par des réductions massives d'emplois.
downloadModeText.vue.download 236 sur 517

– la relance de la décentralisation administrative.

– la lutte contre la désertification d'une partie du monde rural.

– enfin, la préparation d'une nouvelle génération de « contrats de plan ».

Examinons successivement ces cinq

chapitres, en soulignant que le rapport Guichard, remis à Pierre Méhaignerie en novembre 1986, sert de référence, à tel point que, souvent, tel ou tel élu, tel ou tel organisme le considère, à tort, comme l'expression de la politique officielle.

Priorité aux transports

Pour les autoroutes, incontestablement, le gouvernement s'est engagé dans un

effort considérable. D'abord, parce que le désenclavement est un mot magique qui séduit toujours les responsables politiques et économiques. Ensuite, parce que, si l'on regarde une carte des grandes liaisons autoroutières Nord-Sud ou Est-Ouest de l'Europe, on constate sur la France une tache encore bien blanche. La décision de créer un axe Grande-Bretagne-Rouen-Nantes-Bordeaux-Espagne ou une transversale autoroutière traversant le Massif central vers Bordeaux et vers Genève illustre la volonté d'insérer la France dans les grands courants de trafic internationaux sans succomber à la tentation de tout faire converger vers Paris et l'Île-de-France, déjà sursatu-
downloadModeText.vue.download 237 sur 517

rée. Et qu'en sera-t-il lorsqu'ouvrira en 1993 Disneyland à Marne-la-Vallée ? De même, la décision prise au début de l'automne avec les Belges, les Britanniques et les Allemands de lancer les travaux du TGV nord-européen, en faisant de Lille une plaque tournante essentielle entre Bruxelles, Cologne, Londres et Paris, constitue une orientation géopolitique de l'aménagement du territoire d'une portée capitale, même si les effets n'en seront visibles qu'à moyen terme.

Rattachons à ce chapitre l'engagement des pouvoirs publics de continuer, pas à pas, les travaux de jonction par un canal à grand gabarit du Rhin à la Saône et au Rhône, un ouvrage fort coûteux, d'une rentabilité aléatoire, mais très réclamé

de Montpellier à Strasbourg. Enfin, les grands ports maritimes, engagés dans une compétition féroce avec Anvers, Rotterdam, Barcelone ou Gênes, recevront

une dotation globale de 1,4 milliard de francs, prise sur les ressources des privatisations, à la fois pour alléger leur endettement, achever des travaux d'infrastructure indispensables et financer les plans sociaux prévoyant la réduction des effectifs de dockers. Sur ce dernier point, les accords conclus au Havre, à Dunkerque et, enfin, à Marseille le 9 novembre sont exemplaires et de nature à redorer la réputation de ces points d'ancrage du négoce et des activités industrielles.

Affaire de longue haleine, la conversion industrielle se fait au coup par
downloadModeText.vue.download 238 sur 517

coup. Elle ne concerne plus seulement les Régions comme la Lorraine, le Nord et Saint-Étienne qui ont à encaisser les durs coups de la récession sidérurgique et charbonnière, mais un nombre considérable de points chauds qui exigent des traitements particuliers. La politique des pôles de conversion mise en place par Pierre Mauroy, en mars 1984, n'a pas été abandonnée, mais elle a été complétée de façon pragmatique par d'autres mesures. Pas question d'abandonner Valenciennes, Longwy, Caen ou Decazeville, mais pas question non plus de les privilégier. Une usine Philips ferme à Aubusson, dans la Creuse ? Le préfet mettra en place un plan social et économique comparable à celui en vigueur dans les pôles de conversion. Il en ira ainsi pour Saint-Nazaire, Brest, Dieppe, La Rochelle, ou la Dordogne.

Dans le budget de l'aménagement du territoire pour 1988, en diminution de 13 p. 100 par rapport à 1987 pour les crédits de paiement, l'enveloppe qui sera affectée à la remise en état des friches industrielles, à la suite des fermetures d'usines, connaîtra un relèvement sensible. De même, les sociétés de conversion dépendant des charbonnages ou des grands groupes sidérurgiques recevront des dotations en augmentation.

La DATAR continue à jouer les « pompiers », ce qui n'est pas une tâche très gratifiante, mais si elle ne le faisait pas, qui le ferait à sa place ? Parfois, les pouvoirs

politiques locaux, voire les ministres eux-mêmes, s'en mêlent, compliquant les plans de la DATAR et ouvrant les vannes à une surenchère où interviennent aides, primes, subventions, promesses et chantages divers. Car, dès qu'un industriel

français ou étranger fait connaître son intention de créer une usine de cinquante employés, immédiatement il reçoit des propositions plus alléchantes les unes que les autres émanant de trente ou cinquante villes différentes. Parmi les investissements étrangers récents dont la localisation a été fortement influencée par des considérations et des interventions politiques pressantes, on peut citer Norsk Hydro (engrais) à Bordeaux (Jacques Chaban-Delmas), Scott Paper (produits d'hygiène), à Orléans (Jacques Douffiagues) ou Northern Telecom (centraux téléphoniques d'entreprises) à Verdun (Gérard Longuet).

Quant aux zones d'entreprises créées à la fin de 1986 par Alain Madelin et Édouard Balladur pour revivifier le tissu économique à Dunkerque, La Ciotat et La Seyne frappées de plein fouet par la crise de la construction navale, elles ont, pour leur première année d'existence, remporté un succès relatif. Rappelons que les entreprises qui s'installent dans ces périmètres sont exonérées d'impôts sur les bénéfices pendant dix ans.

La relance

de la décentralisation

La décentralisation est comme le rocher de Sisyphe. Certes, quelques grandes villes de province telles Lyon, Strasbourg, Rennes, Toulouse et Montpellier ont acquis maintenant une réputation de technopole européenne. À Montpellier s'attache le slogan « la surdouée », à Rennes « une valeur sûre ». Mais la prééminence de l'Île-de-France demeure. Paris et les départements périphériques,
downloadModeText.vue.download 239 sur 517

notamment les Hauts-de-Seine, avec la Défense où les centaines de milliers de

mètres carrés de bureaux se multiplient à un rythme effréné, continuent à accaparer les grandes écoles, les équipements culturels, les laboratoires, les centres de recherche, les sièges sociaux, les ministères... Mais cette concentration entraîne des conséquences dramatiques : raréfaction de l'offre foncière, engorgement des transports, surcoûts. Sait-on qu'un kilomètre d'autoroute en Île-de-France coûte 500 millions de francs, dix fois plus qu'en rase campagne ?
downloadModeText.vue.download 240 sur 517

POLITIQUE

239

Comme ses prédécesseurs, le gouvernement veut donc relancer la décentralisation. Jacques Chirac a demandé à chaque ministre de présenter un plan de localisation, c'est-à-dire, en clair, un projet de transfert de ses services en province. Mais ce plan est plus facile à édicter qu'à réaliser. Il semble en tout cas que M. Méhaignerie veuille montrer l'exemple, puisque l'École nationale des ponts et chaussées quittera progressivement la rue des Saint-Pères pour Marne-la-Vallée, tandis que les services de la Sécurité routière pourraient se regrouper à Lyon comme la Météorologie nationale le sera à Toulouse. Il reste qu'on se demande pourquoi tant de directions du secrétariat d'État à la Mer, ou de l'Agriculture, ou des Anciens Combattants restent indéfectiblement installés au coeur de Paris. Sans parler de la DATAR, qui, s'occupant du développement régional, remporterait un beau succès d'estime en quittant le Champ-de-Mars pour une métropole de province ou, pour le moins, une ville nouvelle d'Île-de-France.
downloadModeText.vue.download 241 sur 517

JOURNAL DE L'ANNÉE ⌧ ÉDITION 1988

240

Les Français et la décentralisation

Créé en 1986 par Paul Graziani, président du conseil général des Hauts-de-Seine, l'Institut de la décentralisation a commandé à l'automne

1987 un sondage réalisé par la SOFRES sur le thème « les Français et la décentralisation ». Un millier de personnes de toutes catégories sociales ont été interrogées.

Pour les trois quarts des interviewés, c'est la création d'emplois qui représente le problème dont il faut s'occuper en priorité dans la vie locale. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les liaisons routières et les équipements sportifs arrivent en dernier lieu.

À la question : « À quel responsable de la vie politique locale faites-vous le plus confiance ? », les Français répondent en majorité « le maire », avant le député, le préfet ou le sénateur. Les collectivités locales semblent emporter la confiance des personnes interrogées pour gérer les transports collectifs, l'aide sociale

ou les affaires culturelles, mais l'État est reconnu plus compétent pour le développement économique.

Enfin, la décentralisation est jugée comme une réforme positive par 66 p. 100 des Français interrogés, alors que 16 p. 100 d'entre eux la trouvent plutôt négative, 18 p. 100 étant sans opinion. Mais, la majorité des Français (56 p. 100) estiment que les élus locaux ne sont pas bien préparés pour mener leurs nouvelles missions. Pour 64 p. 100 d'entre eux, les collectivités locales manquent de moyens.

Une France à deux vitesses

Près de 90 p. 100 du territoire relève de ce que l'on dénomme le monde rural. Or, près de 200 cantons, selon la DATAR, sont menacés, à court terme, d'anorexie démographique et de désertification. Tout le monde et tous les partis politiques partagent le même constat. À côté des villes « superstars », comme les métropoles, et une bonne centaine de villes moyennes qui tirent encore assez bien leur épingle du jeu, les campagnes ressentent une grande peur : celle d'une France à deux vitesses. La Bretagne intérieure, l'Orne, le Morvan, le Massif central, les Alpes du Sud, les Cévennes, les Pyrénées ariégeoises, la Corse risquent de devenir de vastes friches. L'attrait des villes, la diminution de la population agricole et les progrès de la productivité des méthodes

de culture ou d'élevage, l'institution des quotas provoquent une hémorragie dans ces régions. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il s'accélère. Quand une famille d'agriculteurs n'est pas remplacée, l'école aura moins d'élèves, la commune rurale moins de ressources, les commerces
downloadModeText.vue.download 242 sur 517

fermeront, puis le bureau de poste et la perception. Sachant que certains secteurs sont condamnés, Pierre Méhaignerie ne veut pas céder au misérabilisme, mais parle d'un diagnostic à déterminer lucidement et refuse de donner aux agriculteurs, commerçants et artisans ruraux de

faux espoirs. Seules quelques zones seront sauvées si elles sont traversées, avec une bretelle de sortie, par une voie rapide autoroutière et si plusieurs communes se regroupent pour élaborer un projet commun de développement. Le gouvernement a exprimé son intention d'alléger
downloadModeText.vue.download 243 sur 517

le poids de l'impôt sur le foncier non bâti, d'aider plus que proportionnellement les départements ruraux les plus défavorisés, de réhabiliter le système de l'internat scolaire. Mais il faut être conscient que la désertification du monde rural, liée à la montée en puissance des grandes villes,

est certainement le problème numéro un de l'aménagement du territoire.

Inventés par la gauche en 1983, les contrats de plan, conclus entre l'État et chaque Région, définissant des engagements communs de financement sur des équipements prioritaires, sont généralement
downloadModeText.vue.download 244 sur 517

ment considérés avec faveur. Après mars

1986, le gouvernement n'a pas voulu les remettre en cause ; de part et d'autre, les engagements ont été tenus. 1988 sera la dernière année d'exécution de ces premiers contrats. La prochaine série, qui couvrira la période 1989-1992, devrait avoir pour toile de fond l'ouverture du grand marché européen et, par ailleurs, mieux sélectionner les priorités retenues.

Quant à la politique régionale européenne, elle est de plus en plus influencée par la présence parmi les Douze de pays réputés en retard dans leur développement (Portugal, Grèce, Irlande), comme le montrent les tableaux ci-dessus et pp. 229-230. Il existe aussi une très forte disparité entre les régimes d'aides régionales qu'accorde chaque pays membre pour attirer des activités nouvelles. La France consacre dans ce domaine beaucoup moins de moyens financiers, rapportés au nombre d'habitants, que la République fédérale allemande, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas.

Décentralisation :

continuité et

pragmatisme

La décentralisation est désormais entrée dans les moeurs. Personne ne cherche sérieusement à revenir sur les réformes capitales initiées par Gaston Defferre et concrétisées par la loi du 2 mars 1982 (éd. 1987). Le gouvernement de Jacques Chirac considère même que ce serait une erreur politique de contester les nouveaux pouvoirs qu'ont acquis les maires, les présidents de conseils généraux et les présidents

de Régions. Et ce, au moins pour deux raisons.

D'abord, les maires des grandes villes et « patrons » de départements et de Régions appartenant à l'UDF et au RPR sont plus nombreux en cette fin d'année 1987 que ceux qui se réclament du PS ou du PC. Ensuite, parce que le gouvernement, dans sa philosophie de réduction progressive des dépenses budgétaires de l'État, s'accommode volontiers du fait que les collectivités locales prennent le relais et il ne se gêne pas pour le leur demander de manière pressante, quitte d'ailleurs, dans le même temps, à les

mettre en garde contre un dérapage de leurs dépenses. Yves Galland, ministre délégué, chargé des collectivités locales, s'est forgé pour lui-même un slogan qui est tout un programme : « réussir la décentralisation ». Bref, s'il est nécessaire de modifier, d'infléchir, de compléter telle ou telle disposition, il n'est pas question de tout brûler. Continuité et pragmatisme...

Les finances régionales

Inquiet de constater que plusieurs communes s'étaient lancées dans des opérations risquées d'aides financières à des entreprises en difficulté mais qui représentaient pour l'économie locale et l'emploi un enjeu capital, le gouvernement a soumis au Parlement, à l'automne 1987, un projet de loi qui interdit désormais aux communes d'engager ainsi inconsidérément leurs finances. Il s'agit d'une tâche de banquier ou d'institutions financières spécialisées auxquels la collectivité locale n'a pas à se substituer (En 1985, les communes ont accordé 6,6 milliards de francs d'aide aux entreprises, soit une hausse de 50 p. 100 par rapport à 1984.).
downloadModeText.vue.download 245 sur 517

En outre, des règles ont été fixées pour limiter les garanties d'emprunt qui sont accordées aux entreprises par les collectivités locales.

Une polémique s'est développée pendant l'été et l'automne à propos d'une disposition législative tendant à réduire le rôle des chambres régionales des comptes, composées de magistrats de haut niveau et inamovibles, créées elles aussi par la loi de 1982. Saisissant l'occasion de certaines maladresses, voire de contrôles tatillons imputables à certains magistrats des chambres d'Alsace et d'Île-de-France, un groupe de sénateurs centristes a proposé d'amputer considérablement les compétences de ces juridictions en leur retirant le contrôle qu'elles exercent sur la gestion des collectivités locales. « Ces juges se mêlent d'apprécier en notre lieu et place nos choix budgétaires », ont protesté les sénateurs et maires conduits par

Paul Séramy président du conseil général de Seine-et-Marne. Moins jusqu'auboutiste, le gouvernement a proposé une voie moyenne, retirant aux chambres le contrôle et l'apurement des comptes des communes de moins de 2 000 habitants qui seront faits par les trésoriers-payeurs généraux, comme avant 1982. Les vingt-deux chambres de la métropole et les quatre d'outre-mer se consacreront au contrôle des collectivités les plus fortes qui gèrent un budget plus lourd.

Enfin, dans un souci de solidarité nationale et d'aménagement du territoire, des mesures ont été adoptées en faveur des départements jugés les plus défavorisés. Selon les nouveaux critères, 25 départements, et non plus 80, recevront au titre de la dotation globale d'équipement une majoration de ressources de la part de l'État.
downloadModeText.vue.download 246 sur 517

Parmi les compétences qui sont désormais exercées par les collectivités locales et qui l'étaient auparavant par l'État, l'enseignement est probablement la plus lourde. Aux Régions reviennent l'équipement, la construction, l'entretien des lycées. Chaque Région a engagé en 1987 et poursuivra en 1988 des efforts considérables dans ce domaine. Certaines, par exemple l'Île-de-France, ont dans ce but lancé des emprunts d'un montant très élevé, en sus de la fiscalité et de la dotation d'équipement scolaire versée par l'État (2,2 milliards en 1988). En tout état de cause, ces sommes, qu'elles viennent de l'État ou des Régions, ne sont suffisantes ni pour les lycées ni pour les collèges dont la gestion revient, elle, aux départements. L'État le reconnaît, qui a décidé de verser par une loi de finances rectificative 500 millions de francs supplémentaires.

Parmi les impôts dont le produit est transférée par l'État aux collectivités locales, mentionnons le plus marquant, la vignette automobile. Il va dans les caisses des départements et a rapporté 9,9 mil-

liards en 1986. Ses recettes attendues en 1987 sont de 12,1 milliards et de 12,7 en

1988. On constate, pour 1988, une augmentation variant de 2 à 10 p. 100 et une seule baisse (5 p. 100)... dans le Calvados.

Globalement, en 1986, la fiscalité régionale a augmenté plus sensiblement que les impôts communaux et départementaux. Mais, en chiffres absolus, quand les communes et les syndicats de communes touchent 100 milliards d'impôts directs, les départements reçoivent seulement des contribuables 41 milliards et les Régions 5,1 milliards. Les Régions restent donc encore loin derrière les communes quant aux sommes engagées dans les budgets et aux impôts prélevés.

La nouvelle fonction publique territoriale a été réglementée par la loi du 13 juillet 1987, qui réforme des dispositions trop complexes prises de juillet 1983 à novembre 1985.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Entré au Monde en 1969, François Grosrichard est aujourd'hui grand reporter économique. Il a en charge, notamment, les rubriques de l'aménagement du territoire et la politique économique régionale.
downloadModeText.vue.download 247 sur 517

À travers les Régions

Pour chaque Région ou département d'outre-mer, les budgets cités sont les états de prévision primitifs de 1988, qui

sont susceptibles d'évoluer dans le courant de l'année (source : ministère de l'Intérieur).

Alsace

Attiré par la proximité du marché germanique, par la réputation de la main-d'oeuvre régionale et peut-être par le voisinage du tout nouveau lycée japonais de Kientzheim, Sony a ouvert en avril à Ribeauvillé sa troisième usine française : 10 000 lecteurs de Compact Dises et des éléments électroniques pour 5 000 Caméscopes seront livrés tous les mois ; de même, Canadian Bell Tronics construit une usine de matériel de réception d'émissions de télévision par satellite à Cernay. Technique de pointe également dans l'industrie agro-alimentaire :

l'Alsace s'est dotée d'une usine de transformation du soja unique au monde, à Issenheim (Haut-Rhin). Elle produit 1 500 litres de lait de soja à l'heure, destinés à l'alimentation humaine. Inexistante il y a quelques années, la culture du soja s'étend aujourd'hui sur 3 000 ha.

Le déséquilibre industriel se creuse entre les deux départements alsaciens ; le Haut-Rhin connaît un taux de chômage moins élevé que le Bas-Rhin (7,39 p. 100 contre 8,6 p. 100), l'Alsace demeurant globalement la Région la moins touchée. Répondant à l'invitation de l'Association pour le renforcement du rôle européen de Strasbourg, Jacques Chirac a apporté le soutien du gouvernement à la capitale alsacienne le 14 septembre : « Strasbourg n'est pas négociable ».

Aquitaine

L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne recentre l'Aquitaine dans l'Europe et lui lance un véritable défi économique.

L'agriculture aquitaine ne fait plus vivre que 12 p. 100 de la population active régionale, soit 120 000 personnes environ (contre 170 000 en 1975) ; mais, avec les activités industrielles et tertiaires dérivées, c'est presque le quart de l'emploi régional qui est rattaché à l'agriculture, tandis que 30 p. 100 du commerce extérieur dépend d'elle. En 1987, la récolte de vin ne dépasse pas cinq millions d'hectolitres (AOC et vins de table compris), soit 30 p. 100 de moins qu'en 1986. Le vignoble bordelais a souffert des fortes gelées de janvier. Producteurs et négociants ayant en stock 7 millions d'hectolitres de vin, soit 1 milliard de bouteilles, la récolte moyenne de 1987 permettra d'écouler les productions excédentaires des dernières années et de faire remonter les cours. En juin 1987, le groupe d'assurances Axa a acheté le Château Pichon-Longueville-Baron, deuxième cru classé de Médoc, à Pauillac, sur la base de 3,5 à 4 millions de francs l'hectare. On assure que Château-

Margaux, avec ses 80 hectares de vigne, vaudrait de 600 à 800 millions de francs.

La mécanisation est très poussée : plus de 120 000 tracteurs, 47 000 corn-pickers ; l'Aquitaine est, dans ce domaine, au premier rang des Régions françaises. L'irrigation, objectif prioritaire de la politique d'aménagement régional, concerne 13 p. 100 de la SAU, soit deux fois plus qu'en 1970. Cette meilleure utilisation de l'eau a permis des accroissements spectaculaires de la production : 50 p. 100 en volume depuis 1970, mais seulement 10 p. 100 en valeur réelle, en raison de la baisse de prix en francs constants après 1973, et un progrès des rendements : 75 quintaux à l'hectare pour le maïs-grain, contre 23 vers 1960.
downloadModeText.vue.download 249 sur 517

Au niveau local, l'inauguration d'un réseau d'irrigation couvrant 500 ha dans la région de Sarlat, en septembre 1987, permettra de rentabiliser au maximum la culture de tabac en favorisant la reconversion du tabac brun en tabac blond de Virginie et donnera l'impulsion à la culture du maïs et du soja pour l'alimentation animale.

Suède et Finlande, devenues importatrices nettes de bois pour la pâte à papier, sont clientes de l'Aquitaine. Bordeaux, devenu premier port français exportateur de bois (800 000 tonnes par an), s'est équipé pour ce type de transport : une façon de compenser en partie la fermeture des raffineries.

Le gaz naturel découvert à Buzy-Asson, à 20 km à l'est de Pau, ne freinera pas le déclin du bassin de Lacq. La centrale thermique d'Artix a fermé ses portes trente ans après son inauguration, qui avait eu lieu en 1957.

Alors que l'érosion des industries traditionnelles se poursuit, l'Aquitaine devient un pôle d'attraction pour l'industrie pharmaceutique nationale : 35 entreprises emploient 4 000 salariés et réalisent 30 p. 100 des exportations françaises de médicaments. La Cofaz choisit la presqu'île d'Ambès pour implanter sa

nouvelle usine d'engrais azotés, à proximité de la clientèle agricole du grand Sud-Ouest... et du marché espagnol.

Le trafic du port de Bordeaux est tombé en 1986 à 9,2 millions de tonnes (10,7 en 1985). Les hydrocarbures comptent désormais pour moins de la moitié ; les produits agricoles occupent la première place.

Auvergne

« Placée au centre de gravité de l'Europe » selon les termes de Valéry Giscard d'Estaing, l'Auvergne devrait devenir « le grand carrefour des axes de communication européens ». La liaison autoroutière Clermont-Paris sera terminée en 1989 et l'on parle déjà des axes Paris-Méditerranée et Bordeaux-Lyon, se croisant en Auvergne. La vocation européenne du président du Conseil régional d'Auvergne sera peut-être déterminante pour le désenclavement routier d'une région dont les potentialités pourraient s'épanouir avec l'ouverture du grand marché unique européen.

En attendant, rarement Région aura été autant touchée par la crise. Le secteur industriel n'en finit pas de subir les conséquences de la restructuration d'une France en mutation : Dunlop est passé sous contrôle japonais, Michelin, Ducellier, Cégédur suppriment des emplois.

Dans une région où l'élevage représente les 4/5 de la production agricole,
downloadModeText.vue.download 250 sur 517

les producteurs souffrent des mesures de restriction décidées à Bruxelles.

La Compagnie fermière de Vichy (filiale à 86 p. 100 du groupe Perrier) associée à Intercontinental et à Shiseido, entreprise japonaise figurant au troisième rang mondial des cosmétiques, compte faire de la station thermale le premier complexe de remise en forme d'Europe d'ici trois ans. Coût de l'opération : 300 millions de francs.

Bourgogne

En un an, entre 1985 et 1986, le chômage a augmenté de 10 points. Le Creusot se remet difficilement de la faillite de Creusot-Loire, d'autant plus que Framatome annonce le transfert d'une partie de ses activités à Chalon. Michelin et Potain-Poclain marchent au ralenti à Montceau-les-Mines. Paradoxalement, dans le bassin houiller, les résultats de l'exploitation minière semblent les moins mauvais ; certes, les effectifs des houillères de Blanzy sont passés de 1617 à

1331 salariés, mais la production s'est élevée de 850 000 tonnes à 920 000 tonnes de charbon et le rendement-fond atteint 3 300 kg par mineur et par jour.

La crise atteint le monde paysan : les conditions climatiques défavorables, l'abattage des vaches laitières à la suite de l'instauration des quotas laitiers et la stagnation de la consommation de viande aggravent les difficultés des éleveurs charolais. Seul, le vignoble reste prospère, avec une production de 1 376 000 hl, dont 1 186 000 hl en AOC.

Au milieu d'une région confrontée à ses problèmes économiques, le plus grand temple bouddhiste d'Europe, inauguré le 22 août à La Boulaye (Saône-et-Loire) abrite une trentaine d'hommes et de femmes auxquels le collège monastique de Kagyu Ling offre des possibilités d'étude, de retraite et de méditation, à proximité d'autres hauts lieux de l'esprit, comme Cluny et Cîteaux.

Bretagne

Touchée par un ouragan dévastateur dans la nuit du 15 au 16 octobre 1987, la Bretagne est restée longtemps en état
downloadModeText.vue.download 251 sur 517

de choc. Le bilan est catastrophique : 150 000 foyers privés d'électricité, 300 000 ha de maïs couchés, le quart des forêts dévasté, deux milliards de francs de dégâts. Les départements touchés ont été déclarés « zone sinistrée ». Première région porcine de France, la Bretagne a un cheptel approchant 5 500 000 têtes

(+ 900 000 sur un an), ce qui donne une densité de 214 porcs au kilomètre carré, la densité de population n'atteignant pas, elle, 100 habitants au kilomètre carré. Les trois quarts des porcs sont élevés dans des élevages de plus de 400 têtes.

5 000 céréaliculteurs bretons, sur 15 p. 100 des surfaces cultivées dans la Région, ont semé une nouvelle variété de blé, le « blé moulin », récemment introduite en France, dont les rendements sont remarquablement élevés. Cet essai a pâti des dures conditions climatiques du début de l'été : au lieu de 90 quintaux par ha escomptés, on n'en a récolté que 15 à 20.

Avant l'arrivée du TGV en Bretagne, prévue en 1989, le désenclavement de la Région se poursuit : le secteur SNCF Rennes-Saint-Brieuc est électrifié ; la voie routière express Rennes-Brest est entièrement en service.

La Bretagne connaît un des plus forts taux de chômage en France (10,9 p. 100) ; la situation risque d'empirer : le licenciement des Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest devrait se traduire par plus de 1 000 suppressions d'emplois.

Centre

Le « ministre-maire » d'Orléans, Jacques Douffiagues, a obtenu l'implantation du numéro un américain et mondial du papier à usage domestique, Scott Paper (marques Scottex et le Trèfle). L'investissement porte sur quatre milliards de francs, une des plus importantes opérations étrangères depuis l'implantation de Ford à Bordeaux. Trois cents emplois seront créés en 1988 et 1 500 à 2 000 autres avant trois ans. La municipalité a cédé le terrain, Orléans et le département du Loiret apportent 80 millions de francs, mais dès 1989 Scott Paper paiera 12,9 millions de francs de taxe professionnelle, dont 4,5 millions pour la seule ville d'Orléans.

Profitant de la proximité de Paris, de l'environnement scientifique (universités de Tours et d'Orléans, BRGM. CPA...), les industriels et les élus de la

POLITIQUE

Région rêvent à nouveau de faire du « fleuve royal » une « métropole-jardin ». Le principal atout pour l'avenir est la carte à mémoire, dans la perspective du développement de la monétique. Blois est le centre de gravité de cette activité de pointe ; la SLIGOS installée à Blois (2 usines) et à Orléans est le chef de file de l'opération. Devrait-on évoquer la « vallée de la monétique » comme on parle de la Silicon Valley ?

Champagne-Ardenne

En septembre 1987, le président du Conseil général des Ardennes, Jacques Sourdille, dirigeant une mission en Amérique, offrait des primes à l'emploi de 4 000 dollars par poste créé. Le chômage atteint 17 p. 100 à Sedan, 14 p. 100 en moyenne dans le département et 12 p. 100 dans la Région. Pourtant, le paysage industriel change : Électrolux-Arthur-Martin investit 150 millions de francs à Reims, Sommer-Allibert 250 millions de francs à Rouzon et à Sedan ; la fonderie

d'aluminium Pechiney des Ayvelles est robotisée.

La création du pôle de conversion de la vallée de la Meuse a encore peu d'effets, mais la construction des centrales nucléaires de Chooz B et de Nogent-sur-Seine ont créé des emplois. Les travaux de construction du premier centre de stockage mondial de déchets nucléaires de faible et moyenne activité ont commencé à Soulaines (Aube) à la fin de 1987 : création d'emplois ; perception d'une taxe professionnelle. Seuls les écologistes ne participent pas à la satisfaction ambiante.

Le vignoble, solidement organisé par le Centre interprofessionnel du vin de Champagne, est toujours une valeur sûre. Un hectare de vigne rapporte plus que vingt hectares de blé.

Pierre Méhaignerie a tranché la querelle du tracé de l'autoroute A-26 entre Châlons et Chaumont en faveur du passage par Troyes. L'ouverture à la circulation ne se fera pas avant 1991.

Corse

Les commerçants et industriels sont soumis au racket et à « l'impôt révolu-
downloadModeText.vue.download 253 sur 517

tionnaire », des membres des forces de l'ordre sont abattus, des résidences secondaires sont plastiquées ; le San Bastiano, luxueux complexe hôtelier du golfe de Sagone, renonce à ouvrir ses portes pour la saison 1987. L'ex-FLNC et les mouvements terroristes indépendantistes radicalisent leurs actions, font monter la tension et multiplient les actes d'intimidation pour faire partir les continentaux installés sur l'île.

Le marasme économique résulte largement de cette situation explosive. Les investissements sont arrêtés : la fréquentation dans les hôtels et les restaurants a baissé de 20 p. 100 pendant la saison touristique 1987. Cependant, le solde migratoire est redevenu positif, mais il marque le retour au pays des insulaires, l'âge de la retraite ayant sonné. Ainsi s'expliquent la moyenne d'âge élevée (23 p. 100 de la population atteint 60 ans et plus), le fort taux de mortalité (plus de 11,5 p. 1 000) et la faiblesse du taux d'activité (36,8 p. 100, record de France).

Malgré la violence, le tourisme fait encore recette ; un million de visiteurs par an, une centaine de « produits touristiques ». 2,5 milliards de francs ont été dépensés pour un total de 23 millions de nuitées.

Le Conservatoire du littoral, depuis sa création en 1975, a déjà acquis 10 000 ha de terre dans l'île de Beauté, dont 4 000 dans le désert des Agriates. Le plus long câble sous-marin en fibres optiques exploité dans le monde a été posé en juillet entre Marseille et Ajaccio.

Franche-Comté

Qu'on le veuille ou non, la Franche-Comté vit à l'heure des Automobiles Peugeot. Certes, l'industrie du jouet, l'horlogerie, la lunetterie demeurent, mais le constructeur automobile emploie 24 700 personnes dans la Région (contre 41 000 en 1979) et ses sous-traitants en

emploient à peu près autant. Après Mulhouse et Poissy, Automobiles Peugeot poursuit son plan de restructuration en développant la robotisation à Sochaux, qui deviendra un centre de fabrication automatisée sans équivalent en Europe. La capacité de production sera portée à 1 800 véhicules par jour dès 1988 et à plus de 2 000 après 1990. Pour permettre la construction de 120 000 mètres carrés d'ateliers supplémentaires, l'Allan, petite rivière qui traverse le site, a été détournée. Peugeot, c'est aussi 7 milliards de francs d'investissement jusqu'en 1994, 60 p. 100 des exportations régionales, 214 millions de francs de taxe professionnelle, soit 20 p. 100 du montant total de cette taxe perçue par la Région.

L'ambiance est tout autre à Alsthom-Belfort : 147 suppressions d'emplois ont
downloadModeText.vue.download 254 sur 517

été annoncées le 27 octobre. Les effectifs sont de 6 500 salariés (10 000 il y a 25 ans). Toujours à Belfort, Bull a supprimé 600 emplois en 1987.

L'entreprise Lip, qui fut naguère la plus prestigieuse entreprise horlogère française et qui n'employait plus que 95 salariés à Besançon, a déposé son bilan en août du fait d'un déficit d'exploitation de plus de 10 millions de francs. Lip avait abandonné toute activité horlogère depuis deux ans. Lip, c'est vraiment fini !

Île-de-France

En un an, le chômage a augmenté de près de 8 p. 100, alors que la hausse a été de 4,8 p. 100 en France. Selon les prévisions de l'INSEE et du Bureau d'informations et de prévisions économiques, la Région supportera à elle seule 85 p. 100 des 60 000 pertes d'emplois annuelles probables pour la période 1985-1991. Son taux de chômage traditionnellement inférieur au niveau national s'en rapproche.

Déjà, en 1986, les offres d'emplois ont progressé moins que dans le reste du pays : 6,8 p. 100 seulement contre

15,3 p. 100 en France. Le déclin du sec-

teur industriel est responsable de cette situation : 60 000 postes ont été supprimés depuis deux ans. Les entreprises automobiles ont perdu 50 000 emplois depuis cinq ans, et les entreprises de la mécanique 20 p. 100. Seuls, le bâtiment et les travaux publics s'en sortent honorablement, grâce, il est vrai, au soutien public apporté aux grands travaux (Grand Louvre, TGV-Atlantique, « voie triomphale » à Neuilly, arche de la Défense...).

Après deux ans de dures négociations, le contrat de construction du parc de loisirs Eurodisneyland, à Marne-la-Vallée, a été signé le 24 mars. Une société au capital de 2,6 milliards sera créée, au sein de laquelle Walt Disney Productions détiendra 1/6 des parts. Plus de la moitié des capitaux seront français ou originaires de la CEE.

Pour faciliter l'accès au parc, le RER sera prolongé de 11 km et deux échangeurs seront installés sur l'autoroute A4. Pour la première tranche, l'investissement porte sur 15 milliards de francs. L'enjeu économique est considérable : 3 à 4 000 emplois par an seront créés dans le bâtiment et les travaux publics pendant la construction du parc et 30 000 personnes seront engagées ensuite pour l'exploitation. On compte sur 10 millions de visiteurs par an et un apport de 6 milliards de francs de devises. Marne-la-Vallée s'est aussi enrichie de l'École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique, inaugurée le 25 novembre.

À l'autre bout de l'agglomération, le parc d'attraction Mirapolis, dominé par un Gargantua plus haut que le centre Beaubourg, a ouvert ses portes à Cergy-Pontoise le 1er mai. Au terme de la pre-
downloadModeText.vue.download 255 sur 517

mière saison, à la mi-octobre, on a enregistré moins de 750 000 visiteurs ; on en attendait 2 millions et demi, pour lesquels 500 millions de francs ont été investis. La saison 1988 nécessite une augmentation du capital de 92,5 millions de francs. Les principaux actionnaires sont le financier saoudien Gaith Pharaon, le Club Méditerranée et la Caisse des dépôts.

Le Conseil régional a adopté le 16 juin le plan routier de 12 milliards de francs que lui présentait son président, Michel Giraud. Le programme porte sur l'achèvement de l'autoroute A86 (« le périphérique de l'Île-de-France »), qui évitera aux automobilistes de tomber dans le piège du boulevard périphérique, saturé. Construite en zone urbaine, son coût avoisine le milliard de francs par kilomètre. La rocade des villes nouvelles (la « Francilienne ») doit encercler la capitale à 25 kilomètres de distance. Déjà réalisée dans la banlieue est, elle doit former une boucle continue en 1992. Quant aux futures autoroutes radiales, seule l'A14, la Défense-Orgeval est retenue. À péage, elle traversera « en tranchée couverte » la forêt de Saint-Germain.

L'été 1987 ne fut pas un bon millésime pour le tourisme à Paris. On enregistre un repli d'environ 10 p. 100 par rapport à 1986. Les conditions climatiques, la conjoncture économique, la faiblesse du dollar, l'offensive protectionniste américaine et, dans une moindre mesure, la médiocre qualité de l'accueil et la crainte du terrorisme sont souvent invoquées pour expliquer la baisse sensible de la fréquentation de la capitale, qui attire à elle seule près de 20 p. 100 des visiteurs étrangers en France.

Languedoc-Roussillon

Le plus vaste vignoble du monde a produit près de 30 000 000 hl en 1986, mais la Communauté économique européenne évolue et pose certains problèmes : la concurrence ibérique d'abord, depuis l'adhésion du 1er janvier 1986 ; la nouvelle orientation de la politique agricole commune ensuite, qui entraîne une réduction des subventions du FEOGA (36 p. 100 de la recette viticole de la Région en 1986) ; la mise en place de l'Acte unique, en 1992, enfin, qui supprimera toute mesure protectionniste. La restructuration du vignoble s'impose ; elle est amorcée. Les vignes quittent les basses plaines littorales où les avait conduites le phylloxéra, au début du siècle, pour les garrigues des « Coteaux du Languedoc » qui ont obtenu en 1985 leur classement en AOC.

La crise économique affecte le bassin d'Alès ; néanmoins, les houillères des Cé-

vennes ont encore produit 525 000 tonnes de charbon en 1986. La centrale solaire de Targassonne a cessé de fonctionner et la raffinerie Mobil de Frontignan
downloadModeText.vue.download 256 sur 517

est fermée. La population sans emploi a augmenté de 1,5 p. 100 en 1986 ; des mesures en faveur de l'emploi des jeunes commencent à porter leurs fruits, mais le taux de chômage (14,3 p. 100) reste élevé. La crise de l'emploi dans les activités traditionnelles accroît l'intérêt des mesures susceptibles de promouvoir les activités culturelles, comme l'ouverture de la médiathèque de Montpellier et la mise en chantier du musée de la Préhistoire de Tautavel.

Limousin

La moins peuplée des Régions françaises, après la Corse, n'est plus une terre d'exil. Depuis quelques années, le solde migratoire est devenu positif. Les nouveaux venus, issus pour les deux tiers de la région parisienne, sont des cadres et des employés plutôt que des retraités. Mais cette situation encourageante ne doit pas cacher la réalité d'un solde naturel négatif. En 1986, la Région a enregistré 10 390 décès pour 7 271 naissances.

La part des personnes âgées de plus de 65 ans dépasse 20 p. 100. Le Limousin est, avec Berlin-Ouest, la plus vieille région d'Europe.

Symbolique du désir de renouveau de la Région est la création du pôle technique préparé par l'université de Limoges. Son but est de développer les activités de conseils techniques et de transfert de technologie en faveur des PMI et PME, en liaison avec les compétences scientifiques et universitaires locales. Par ailleurs, le Limousin est la deuxième Région française pour l'aide directe à la création d'entreprises.

Peu industrialisé, le Limousin souffre moins du chômage que les Régions voisines (8,5 p. 100 de la population active totale) ; mais Philips fermera son usine d'Aubusson (Creuse) avant 1989.

À l’écart des grands chemins, le Limousin est la seule Région de France continentale pour laquelle aucune liaison autoroutière n’est programmée.
downloadModeText.vue.download 257 sur 517

Lorraine

La Lorraine ne compte plus que 700 000 emplois en 1987, contre 771 000 dix ans plus tôt. Principale responsable de cette situation : la sidérurgie, qui a perdu 91 000 emplois, soit 40 p. 100 depuis 1977. Et ce n’est pas fini. Le bassin de Longwy est le plus touché : 36 000 sidérurgistes y travaillaient en 1966 ; ils ne sont plus que 800 à la fin de 1987, année qui a vu l’arrêt du dernier haut fourneau (celui de Senelle) et de la dernière aciérie (celle de Réhon). Le groupe Usinor-Sacilor souffle le chaud et le froid. Le froid quand Unimétal, sa filiale pour les produits longs, annonce au début de l’été sa restructuration et la création pour 1988 d’une société commune à toutes les sociétés du groupe Usinor-Sacilor (Sollac, Unimétal, HFRSU, Lormines, Richemont, USE et Aprosid). Cette concentration entraînera la fermeture des installations de Suzange, de la mine de fer de Hayange

(Moselle) et des deux hauts fourneaux de Joeuf (Meurthe-et-Moselle). Bilan : 1 100 emplois seront supprimés sur les 4 900 que cette filière comptera en mars 1988. Le chaud, quand le groupe sidérurgique annonce sa décision d’investir près de 500 millions de francs dans la réalisation d’un laminoir à couronnes et barres (LCB) à Gandrange (Moselle). Plus qu’un simple investissement, le futur LCB, qui devrait être opérationnel au début 1989, constitue une garantie pour l’ensemble de la chaîne régionale d’activités sidérurgiques. La décision « vise à faire, des sites lorrains organisés autour de Gandrange, l’un des pôles essentiels et le pôle technologique majeur de la sidérurgie française des produits longs », affirme M. Francis Mer, P-DG du groupe. Le même groupe a par ailleurs annoncé la construction d’une station d’affinage de poche à l’aciérie de Gandrange (40 millions de francs), un procédé de traitement thermique sur

le train à rails de Hayange (70 millions) et la modification de la coulée continue de l'aciérie électrique de Neuves-Maisons (70 millions).

La situation commerciale des Houillères du bassin de Lorraine (HBL) s'est dégradée sous l'effet de la surproduction mondiale de charbon par rapport à la demande. La réduction de 9 p. 100 du prix de revient de la houille lorraine n'a pas permis de compenser la chute de 20 p. 100, en 1986, du prix international.

Le rendement au fond a de nouveau progressé : il est passé de 4 800 kg en 1986 à 5 650 kg pour les six premiers mois de 1987. Il place les HBL au premier rang européen. Mais les ventes n'ont pas suivi et l'entreprise a connu un résultat négatif de 280 millions de francs en 1986. Dans
downloadModeText.vue.download 258 sur 517

ces conditions, les HBL s'orientent vers une production de 8 millions de tonnes dès que possible (9,8 millions de tonnes extraites en 1987), option qui entraînera une réduction de l'emploi de 10 p. 100 par an environ. De 25 700 personnes en 1983, les effectifs sont passés à 20 200 en 1987.

En visite en Lorraine en avril 1987, le Premier ministre, Jacques Chirac, a promis une enveloppe de 1,5 milliard de francs pour « replacer la Lorraine dans le peloton des Régions qui gagnent ». Et de présenter un plan en trois volets : un volet social avec la prolongation sur les trois années à venir de la Convention générale de protection sociale ; un volet « réindustrialisation » avec une dotation de 300 millions de francs destinée aux sociétés de reconversion des charbonnages, Sacilor et Usinor (à noter aussi que la crise des vieilles industries de base ayant laissé derrière elles plus de 3 000 ha de friches, M. Chirac s'est engagé à ce que ces friches industrielles disparaissent avant 1990) ; un volet « modernisation », avec la création de sections de techniciens supérieurs dans les établissements de la Région.

Midi-Pyrénées

Le 4e Salon international des techniques et énergies du futur (SITEF) a été l'occasion pour Toulouse d'affirmer ses prétentions au titre de « pôle technologique de l'Europe du Sud » avant l'an 2000. La métropole de Midi-Pyrénées ne manque pas d'atouts : capitale de l'industrie aéronautique avec le siège d'Airbus Industrie, la division avions de l'Aérospatiale, Dassault-Bréguet, Matra-Alcatel, le plus important site du CNES..., elle accueille en outre une importante industrie électronique, pharmaceutique et biotechnologique. Toulouse est, par ailleurs, le deuxième centre universitaire de France : 65 000 étudiants sont répartis dans trois universités, treize grandes écoles et de nombreux IUT. Autre atout majeur, la métropole est bien placée sur un nouvel axe européen avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE. Certes, le TGV est absent, mais les grands investissements suivent : la première ligne de métro qui doit circuler en 1992, un grand
downloadModeText.vue.download 259 sur 517

aéroport à vocation internationale, un réseau câblé...

Pour profiter pleinement de l'ouverture de l'économie européenne vers l'Espagne, la Région se doit d'investir dans une politique routière ambitieuse : « Dix milliards de francs, c'est le prix à payer pour mettre à niveau le réseau routier régional », reconnaît Dominique Baudis. Le tunnel de Puymorens devrait être ouvert avant les jeux Olympiques de Barcelone, en 1992.

Nord-Pas-de-Calais

La Région Nord-Pas-de-Calais doit s'efforcer de tirer le meilleur parti du chantier du tunnel sous la Manche et mettre à profit les sept ans que dureront les travaux pour préparer la grande mutation économique du littoral. Dès 1987, 450 personnes travaillent sur le chantier de Sangatte ; 4 000 seront employées en période de pointe vers 1990. Les travaux induits devraient occuper 10 000 personnes pendant cinq ans et les travaux d'aménagement portuaire et d'équipement routier 10 000 autres. Inversement, le tunnel privera les ports de Calais, de

Dunkerque et de Boulogne d'une partie du trafic trans-Manche.

La Région prépare l'après-charbon. Les houillères ne livrent plus que 2 millions de tonnes par an (17 millions de tonnes en 1970). Les derniers puits fermeront en 1990-91. L'effectif du bassin s'élève encore à 13 000 personnes, dont 5 600 mineurs au fond, parmi lesquels 2 260 Marocains. En quarante ans, 200 000 postes ont été supprimés sans licenciements, par le biais de la reconversion, de l'introduction de l'industrie automobile et des départs en retraite. De sorte qu'aujourd'hui les houillères du Nord-Pas-de-Calais comptent dix fois plus de retraités et de veuves (111 800) que d'actifs.

En fait, le vrai défi des années à venir est l'emploi des jeunes dans une Région qui a le plus fort taux de natalité en France (16,6 p. 100), la population la plus jeune (41 p. 100 de la population a moins de 25 ans) et un des plus forts taux de chômage (13,1 p. 100).
downloadModeText.vue.download 260 sur 517

BASSE¥NORMANDIE

La crise économique continue de secouer la Basse-Normandie, le chômage (11 p. 100 des actifs) est supérieur à la moyenne nationale. L'agriculture a perdu 7 500 emplois depuis 1984. Les éleveurs du Bocage normand, touchés par les quotas laitiers, perçoivent des revenus qui figurent parmi les plus bas de France.

La région de Cherbourg, qui semblait un havre de paix, est secouée par la tempête : le chômage a augmenté de 22 p. 100 pendant les dix premiers mois de 1987. CIT-Alcatel, l'Union internationale d'entreprises (plates-formes pétrolières) et les Constructions mécaniques de Normandie (les vedettes israéliennes !) réduisent leurs effectifs. Seule, la COGEMA (le centre de retraitement des déchets nucléaires de la Hague), qui emploie 4 000 personnes, est en pleine expansion et assure les trois quarts des

investissements industriels de la Région.

Même spectacle de désolation à Lisieux, qui a perdu 3 500 emplois au cours des dernières années : Wonder, Bocaviande... À Caen, on parle déjà de la fermeture de la Société métallurgique de Normandie (2 700 salariés) pour 1990. La création des usines Akaï (magnétoscopes) à Honfleur et Digipress (disques compacts) à Caen ne compenseront pas les pertes d'emplois ainsi subies ou à subir par la Région.

HAUTE¥NORMANDIE

Cinquième port maritime français, Rouen demeure le premier port céréalier européen, malgré la concurrence de Gand, et voit passer dans ses silos 7 p. 100 du marché mondial de blé. Une tranche de travaux d'un montant de 40 millions de francs est engagée en 1987 pour approfondir le chenal de la Seine qui mène de Rouen à l'estuaire. Il faut permettre aux navires désirant mouiller à Rouen, de bénéficier d'un tirant d'eau garanti de 10 mètres quelle que soit la marée. Plus que jamais, Rouen se veut « port de mer de la capitale ».

Au Havre, l'université a été inaugurée le 22 septembre, lors d'une visite du Premier ministre, et l'enquête d'utilité publique sur le projet de construction du pont de Normandie a été ouverte (Éd. 1987). Mais, comme le signale la faible activité du terminal pétrolier d'Antifer, « le souffle du grand large », évoqué par la publicité de la chambre de commerce, reste difficile à maîtriser.

Une reconversion originale pour l'ancienne raffinerie de pétrole de Vernon
downloadModeText.vue.download 261 sur 517

(Eure) fermée depuis 1984 – le Centre national de prévention et de protection (CNPP) y regroupe l'ensemble de ses activités : des laboratoires de recherche, un centre d'hébergement et un centre de formation verront le jour en 1988. Près de Dieppe, des procédures de « contrats d'après chantier » sont proposées par EDF aux entreprises désirant s'installer dans le secteur de la centrale nucléaire de

Penly.

La dissolution de l'établissement public de la ville nouvelle du Vaudreuil a été prononcée en mai 1987. Prévue pour 100 000 habitants, dans un méandre de la Seine, entre Rouen et Paris, la ville n'est jamais parvenue à imposer son existence et ne compte que 8 000 habitants. De nombreux logements sont inoccupés et des immeubles de grand standing ont été rétrocédés aux sociétés locales d'HLM. Alors, un échec ? Pas tout à fait : grâce aux aides de l'État, de la Région et du département, la ville nouvelle, devenue officiellement Val-de-Reuil, a pu attirer des entreprises qui emploient 4 000 personnes. Mais tous ces salariés ne logent pas sur place.

Pays de la Loire

Le fantôme de Tchernobyl a hanté la région nantaise, sous la forme d'un nuage toxique de 250 m de haut et de 15 km de long, les 29 et 30 octobre. À la suite de l'incendie d'un dépôt d'engrais et de nitrate d'ammonium, le préfet a déclenché le plan ORSEC et 25 000 personnes ont été déplacées d'urgence. Cet incident a mis en lumière le problème des protections contre les risques chimiques majeurs, dans les Pays de la Loire comme ailleurs.

Quatrième port français par son trafic, après Marseille, Le Havre et Dunkerque, Nantes-Saint-Nazaire a enregistré en 1987 son meilleur résultat de tous les temps : 24,6 millions de tonnes de marchandises ont transité par ses quais et hangars, mais une très faible progression par rapport à 1986. Les échanges maritimes et toute l'activité industrialo-portuaire se déplacent vers l'aval, c'est-à-dire vers la plate-forme industrielle de Montoir, entre Donges et Saint-Nazaire. Le trafic d'hydrocarbures (75 p. 100 au total en 1987) progresse sensiblement en raison des récents travaux d'appro-
downloadModeText.vue.download 262 sur 517

fondissement du chenal qui permettent aux pétroliers de 16 mètres de tirant d'eau d'accéder à Montoir.

Nantes-Saint-Nazaire, devenu Port-Atlantique, cherche à devenir le port du Grand-Ouest, et surtout à élargir son hinterland à tout le centre de la France, en récupérant le trafic qui passe aujourd'hui encore par Le Havre, Rouen, Anvers même, ports mieux équipés et surtout mieux reliés tant en lignes directes vers les États-Unis qu'en transports intérieurs vers l'Europe. L'effort pour développer le secteur conteneur va dans ce sens. Un portique à conteneurs a été mis en service ; les escales des lignes régulières vers l'Espagne et l'Afrique sont plus fréquentes. Cet effort doit accroître le trafic des marchandises diverses, qui est actuellement en stagnation.

Quelle sera la « technopole » des Pays de la Loire ? Angers est sur les rangs, soigne son image de marque (« Angers, le qualitoscope ») et fait état des grands secteurs de pointe représentés dans ses centres de recherche : biotechnologie végétale, productique-informatique, génie biologique et médical. Cependant, « la technopole de Nantes doit être nantaise ; elle sera ainsi plus profitable à la Région des Pays de la Loire », affirme M. Olivier Guichard, président du Conseil régional, créateur de la DATAR, il y a 25 ans, lors de sa prise de fonction à la tête du syndicat de conception et d'animation de la métropole de Nantes. Les premières réalisations de la technopole seront la mise en oeuvre d'une université technique, pépinière d'entreprises de haute technologie. Le syndicat coordonnera également les initiatives locales. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, a annoncé le 27 avril

l'ouverture de l'enquête d'utilité publique de la centrale nucléaire du Carnet : le projet porte sur deux tranches nucléaires à eau pressurisée de 1 400 mégawatts chacune, sur la rive gauche de la Loire, en aval de Nantes.

Les Chantiers de l'Atlantique ont lancé, le 20 décembre, le plus grand paquebot du monde, le Sovereign of the Seas. À cette occasion, l'armateur américain Admiral Cruise Line a commandé pour 1990 un nouveau paquebot. De plus, les Chantiers de l'Atlantique vont construire un car-ferry (2 600 passagers ; 800 voitures) destiné à la Société nationale maritime corse, « le plus gros car-ferry jamais commandé à un chantier naval ».

Malgré la fermeture récente des chantiers Dubigeon à Nantes et de l'usine Thomson de Saint-Pierre-Montlimart, la Région maintient son emploi industriel autour de 890 000 salariés (894 000 en 1982), mais connaît un chômage supérieur à la moyenne nationale : 11,5 p. 100 des actifs, chiffre moyen cachant de profonds contrastes puisque la Loire-Atlantique a un des taux départementaux les plus forts de France (13,5 p. 100), tandis que la Mayenne semble un îlot de prospérité (7,3 p. 100) au sein de l'Ouest français.
downloadModeText.vue.download 263 sur 517

Picardie

987-1987 : la Picardie, berceau de la France, commémore l'élection d'Hugues Capet, à Senlis, et son sacre à Noyon. Pourtant, ce n'est pas pour célébrer le millénaire capétien que le maire communiste d'Amiens, M. René Lamps, demande à l'évêché de faire sonner toutes les cloches de la ville, un beau jour d'octobre 1987, c'est « pour faire entendre la déception de la population amiénoise à propos du tracé du TGV-Nord qui ignore superbement la capitale de la Picardie ». De gauche à droite, tous les élus picards se demandent, et demandent, pourquoi le gouvernement n'a pas retenu leur solution qui raccourcit le trajet vers le tunnel sous la Manche. « On a privilégié l'Europe au détriment des Régions », déclare M. Lamps.

Les trois départements de la Picardie souffrent d'une même faiblesse : l'insuffisance d'un secteur tertiaire très sensible aux communications. Maigre consolation : le schéma directeur autoroutier place Amiens au centre d'un réseau

rayonnant vers Calais, Rouen, Saint-Quentin. Ce sera pour... 1997.

À Compiègne, l'université technologique, la pionnière dans son genre en France, a su opérer une percée remarquable dans le monde de l'enseignement supérieur. Le projet Divergent qu'elle vient de lancer est destiné à aider les

chercheurs à créer leur propre entreprise. Sept banques, séduites par l'idée, ont décidé de s'associer pour assurer le financement. Le Conseil régional promet, quant à lui, une aide conséquente.

Poitou-Charentes

Lorsque le Tour de France fait étape sur le « Futuroscope », la mini-cité des sciences installée sur le territoire de Jaunay-Clan, à l'invitation de M. Monory, ce n'est pas seulement, pour le président du Conseil général de la Vienne, l'occasion, environnement médiatique aidant, de faire connaître une spectaculaire réalisation régionale, c'est aussi, pour le mi-
downloadModeText.vue.download 264 sur 517

nistre, le moyen d'affirmer que sa Région a un objectif prioritaire : l'éducation.

Le roman à épisodes du pont de l'île de Ré a connu un nouveau rebondissement : le 24 juin 1987, le tribunal administratif de Poitiers a annulé la déclaration d'utilité publique de l'ouvrage ; mais les travaux confiés à Bouygues n'ont pas été interrompus et le pont, dont le coût s'élèvera à 560 millions de francs devrait être achevé pour l'été 1988.

Un vent de panique a soufflé sur le vignoble charentais à l'annonce des mesures protectionnistes rendues publiques par l'administration Reagan en janvier 1987 : le cognac allait être taxé de 200 p. 100. Finalement, de tractations en marchandages, les Américains ajournent leur décision pour quatre ans. La Région continuera à exporter outre-Atlantique ses 27 millions de bouteilles, qui représentent un quart des ventes de cognac à l'étranger et 1,25 milliard de chiffres d'affaires.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

La NORMED vit ses dernières heures sur le littoral méditerranéen. Les 980 ouvriers de La Seyne achèvent un pétrolier ravitailleur d'escadre, qui n'a toujours pas d'acquéreur. Les 1 700 ouvriers de La Ciotat terminent trois porte-conteneurs destinés à un armateur mexicain, qui

refuse d'en prendre livraison pour cause de retard. En tout état de cause, tout sera terminé en 1988. Et après ? La procédure des zones d'entreprises permet aux sociétés désirant s'installer d'être exonérées de l'impôt sur les sociétés pendant dix ans. La zone de La Ciotat-Aubagne a été créée en février 1987, celle de La Seyne-Toulon, en juillet. Au total, près de cent projets d'implantations d'entreprises ont été recensés et représentent à terme 3 000 emplois. Fin 1987, le premier bilan de la reconversion industrielle est plutôt positif, mais le taux de chômage est de 26 p. 100 à La Ciotat et de 23 p. 100 à La Seyne. La technopole de Château-Gombert, inaugurée en octobre
downloadModeText.vue.download 265 sur 517

1987 par Jacques Chirac, va aider la cité phocéenne à asseoir une nouvelle image de marque. Alors qu'Aix vient de donner une preuve certaine de son dynamisme avec l'inauguration de l'usine européenne d'ES 2 (European Silicon Structures), Marseille n'a plus de temps à perdre. Après l'accord entre dockers et acconiers (9 novembre), le port devrait déjà retrouver sa compétitivité.

Rhône-Alpes

La crise ouverte par la démission de Jean-Claude Killy de la présidence du Comité d'organisation des jeux Olympiques de 1992 semble close. Les cérémonies d'ouverture et de clôture, le patinage de vitesse auront lieu à Albertville, véritable capitale olympique.

En prévision de l'échéance sportive de 1992, les grandes manoeuvres financières sont engagées. Sept milliards de francs vont être injectés en quatre ans dans les réseaux de transports, les équipements

sportifs et les communications. L'État est en première ligne, surtout depuis la baisse du dollar et la diminution probable des recettes des droits de retransmission par la télévision. À sa charge, la moitié du programme routier et 25 p. 100 des frais d'organisation. Les collectivités locales qui pensent déjà à l'après-1992 songent à s'associer à des opérateurs privés et à des

sociétés d'économie mixte. Malheureusement, la prolongation de la ligne nouvelle du TGV entre Lyon et Valence par l'aéroport de Satolas et l'Isle-d'Abeau, présentée en octobre par le préfet de région, ne sera pas réalisée avant les jeux.

Soucieux de l'environnement, Michel Barnier, président du Conseil général de Savoie, successeur de J.-C. Killy à la tête du Comité d'organisation, et Alain Carignon, ministre de l'Environnement, ont signé un protocole pour la sauvegarde du paysage savoyard.

DOM-TOM

L'aide au développement reste un des fondements de la politique française pour les départements et territoires d'outre-mer ; le budget du ministère des DOM-TOM s'élève à 1,8 milliard de francs pour 1988 et les crédits ont augmenté de 30 p. 100 depuis deux ans.

En Nouvelle-Calédonie, le référendum s'est déroulé dans le calme le 13 septembre. La participation a été plus élevée que prévu, malgré les appels à l'abstention du FLNKS : 58,99 p. 100 des inscrits ont voté, alors que les mouvements indépendantistes espéraient qu'ils ne seraient pas plus de 50 p. 100. La participation a dépassé 50 p. 100 dans les onze communes où les Calédoniens d'origine européenne sont majoritaires (84,96 p. 100 à NoudownloadModeText.vue.download 266 sur 517

méa par exemple). À l'inverse, le taux d'abstention a été nettement supérieur à 50 p. 100 dans les régions occupées par les indépendantistes (75,09 p. 100 aux îles Loyauté). En moyenne, le taux d'abstention s'élève à 72,69 p. 100 dans les communes à prédominance canaque.

Ce référendum n'a en rien atténué les clivages d'une population qui se répartit entre groupes ethniques de la façon suivante : Mélanésiens 42,5 p. 100, Européens 32 p. 100 ; Wallisiens 8,3 p. 100, Polynésiens 3,8 p. 100.

Le nouveau projet de statut de la Nouvelle-Calédonie préparé par M. Bernard

Pons est adopté par le Parlement en novembre 1987. Le territoire, qui bénéficie d'une « autonomie de gestion », reste divisé en quatre Régions, mais seule celle des îles Loyauté ne subit pas de modifications de frontières. Chaque Région est administrée par un conseil élu à la proportionnelle. Comme en Polynésie française, « les Calédoniens assumeraient la gestion et l'administration du territoire, l'État ne conservant que les grandes responsabilités, la monnaie, la politique étrangère, la défense et la justice ». Entre l'État et le territoire, le haut-commissaire de la République disposera d'un pouvoir d'arbitrage, de contrôle de la légalité des décisions ainsi que d'un pouvoir de dissolution des institutions.

La direction politique du territoire, enfin, est exercée par un conseil exécutif de dix membres : un président choisi par un congrès composé de 48 membres élus, cinq membres élus au scrutin de liste, et les quatre présidents de régions.

Le délire religieux de Faaïté, marqué par le massacre de six insulaires, à la fin août, et les émeutes de Papeete, le 29 oc-

tobre, ont attiré l'attention sur le malaise de la Polynésie française. Les rééquilibrages politiques de la fin de l'année ne semblent pas contribuer à l'assainissement de la situation : la nouvelle majorité, dirigée par Alexandre Leontieff, est une coalition hétérogène, et le nouveau président de l'Assemblée territoriale, Jean Juventin, un opposant déclaré du Centre d'essais nucléaires du Pacifique.

Malgré les divisions politiques et la fraude électorale, qui a provoqué trois inculpations, la Réunion a été plutôt affectée par les dégâts causés par le cyclone Clotilda, l'un des plus violents du siècle, qui a ravagé l'île en février.

Après l'arrestation de Luc Reynette et de cinq dirigeants du mouvement indépendantiste, l'inquiétude est plutôt entretenue aux Antilles par l'intégration européenne. Porté par un accueil chaleureux, contrastant avec la tension qui avait marqué son dernier voyage, Jacques Chirac a annoncé en septembre la relance de l'économie locale, entre autres la création d'un port de plaisance géant, à Pointe-à-Pitre, l'augmentation du budget du logement social, des mesures contre les inégalités

de traitement suscitées par la politique européenne et le resserrement des liens avec l'ensemble des Caraïbes.

La visite de Jacques Chirac en Guyane en avril a été dominée par des préoccupations économiques. La forêt guyanaise couvre 95 p. 100 du territoire mais demeure terriblement sous-exploitée : elle se compose en majorité de bois durs, longs à croître et de faibles diamètres ; mal reliés au reste du monde, les chantiers de défrichement doivent être désenclavés par des routes dont la construction absorbe 60 p. 100 de l'investissement.
downloadModeText.vue.download 267 sur 517

Résultat, la forêt n'a fourni en 1986 que 800 000 mètres cubes pour 200 000 hectares exploités.

En fait, l'avenir de la Guyane est ailleurs. La pêche en mer, axée sur la crevette, est devenue le premier poste d'exportation ; elle va être renforcée par l'élevage de la crevette d'eau douce, la chevrette, dont on produit déjà 35 tonnes par an. La vie quotidienne des Guyanais est dominée par la présence massive de réfugiés fuyant la guérilla du Surinam voisin : de 5 à 8 000 personnes auraient trouvé refuge autour de Saint-Laurent-du-Maroni.

Le contentieux franco-canadien sur le partage de la zone de pêche au large de Saint-Pierre-et-Miquelon a atteint son paroxysme au printemps. La décision prise par le gouvernement d'Ottawa d'interdire aux chalutiers français de pêcher dans les eaux territoriales canadiennes inquiète les 6 000 habitants d'un archipel dont la pêche est la principale, sinon l'unique ressource.

CLAUDE MALAASSIGNÉ
downloadModeText.vue.download 268 sur 517

Société

Dur, dur de vivre en 1987 dans le monde tel qu'il est ou, en tout cas,

tel qu'il apparaît aux Français, spectateurs plus qu'acteurs des grands mouvements qui agitent la planète. Après avoir entamé une sorte de convalescence à partir de 1984 et retrouvé la croissance, les pays industriels ont rechuté. Ils sont victimes d'une maladie à virus multiples, contre lesquels les médecins sont impuissants, les vaccins inexistants.

Dans cet environnement cahotique, la France prolonge la crise économique des années 70 par une autre, morale, politique, culturelle, existentielle. Interrogés en novembre par IPSOS pour l'hebdomadaire le Point, nos compatriotes se montrent pessimistes : 74 p. 100 des membres de la « génération 86 » (âgés de 18 à 25 ans) et 61 p. 100 de ceux de la « génération 68 » (aujourd'hui âgés de 37 à 44 ans) pensent que la société française est raciste ; 66 p. 100 (dans les deux tranches d'âge) pensent qu'elle est égoïste ; 57 p. 100 et 55 p. 100 qu'elle est bloquée ; 55 p. 100 et 51 p. 100 qu'elle est injuste ; 54 p. 100 et 48 p. 100 qu'elle est vieille ; 53 p. 100 (dans les deux cas) qu'elle est triste. Ils sont enfin respectivement 52 p. 100 et 50 p. 100 à considérer qu'elle est en déclin. Le grand mot est lâché ; il entre en 1987 dans le vocabulaire des médias, des personnages publics mais aussi des citoyens.

De la France qui gagne

à la France du déclin

L'image de la France, telle qu'elle ressort des médias, reste floue, en tout cas fluctuante. Un an après avoir célébré la « France qui gagne », beaucoup font leurs titres sur la « France du déclin ». Les hommes politiques, sans cesse interrogés sur ce thème, ont une attitude commune : chacun affirme que le déclin n'est pas inéluctable, sauf si ses adversaires conservent le pouvoir (lorsqu'on est de gauche) ou s'ils le reprennent (lorsqu'on est de droite). Contrairement à la langue française (voir Naissance de la francophonie, par J.-P. Péroncel-Hugoz), la langue de bois n'est pas menacée ! Même les intellectuels, qui refont peu à peu leur apparition dans le débat médiatique, ne manquent pas d'apporter leur pierre à l'entreprise collective de « défrance » à laquelle on assiste.

Quant aux Français, dans leur en-

semble, ils sont à la fois tristes et inquiets. Tristes de voir que les difficultés du moment, loin d'être maîtrisées, s'accumulent au contraire à l'horizon. Inquiets de constater que personne, parmi ceux qui sont en charge de la gestion commune, ne semble capable ou désireux de rassembler les forces pour les faire travailler à une même oeuvre de redressement national.
downloadModeText.vue.download 269 sur 517

Les événements n'ont pas manqué, en cette année 1987, pour alimenter les craintes, les déceptions et le pessimisme. Certes, les grandes peurs individuelles et collectives ne sont pas nouvelles ; le chômage, l'insécurité, la crainte du terrorisme ou celle des « maladies maudites » (cancer, Sida) n'apparaissent pas pour la première fois dans cet inventaire social de fin d'année. Mais elles s'installent peu à peu dans les esprits comme des menaces permanentes, auxquelles chacun se sent confronté directement ou indirectement.

Malgré son « traitement social » et celui, « cosmétique », des statistiques qui en rendent compte, le chômage a poursuivi ses ravages. Ce n'est pas tant l'augmentation du nombre des personnes privées d'emploi qui compte aujourd'hui que celle de sa durée moyenne. Car c'est elle qui est responsable de l'accroissement continu de l'exclusion et de la marginalisation. Comment être fier de vivre dans une démocratie, d'habiter la patrie des droits de l'homme, traditionnelle terre d'asile des réfugiés et des opprimés, bref d'être Français, lorsque la France ne fournit plus à tous ses membres de quoi se nourrir ou se loger ?

Ceux qui ne sont pas concernés par cette insupportable pauvreté ne sauraient être vraiment heureux ; leur bonheur est comme entaché par l'injustice engendrée par les ratés de la « machine égalitaire » dont parle Alain Minc (Grasset). C'est ce qui explique que les Français, individualistes par nature et par choix conjoncturel, soient capables de temps à autre de formidables élans de générosité, surtout lorsqu'ils sont largement médiatisés ; le Téléthon de décembre 1987 relayé

par Antenne 2 allait rapporter quelque

200 millions de francs pour la recherche sur la myopathie...

Cette année 1987 aura aussi marqué une nouvelle étape dans la peur de l'intégrisme musulman, avec l'escalade de la guerre dans le golfe Persique. Au hit-parade des nations susceptibles de déclencher un conflit mondial, l'Iran a remplacé l'URSS. À l'intérieur, il est clair que cette crainte nourrit l'agressivité d'un certain nombre de Français vis-à-vis des immigrés de confession islamique. Le fonds de commerce du Front national s'en trouve valorisé.

Il faut aussi mentionner la réapparition dans la population française d'un sentiment écologiste qui s'était beaucoup émoussé après la « vague verte » des années 70. La catastrophe de Tchernobyl, en avril 1986, avait déjà démontré l'insuffisance des systèmes de sécurité et accru la méfiance des citoyens vis-à-vis de déclarations officielles un peu trop lénifiantes. Après la pollution du Rhin, celle de certains fleuves français apparaît de plus en plus préoccupante. La destruction des forêts par la pollution automobile, le déchirement de la couche d'ozone par les aérosols sont des phénomènes qui ne concernent plus seulement la communauté scientifique, mais une fraction croissante de l'opinion publique.

Il s'ajoute à ces craintes celles qui sont liées à l'utilisation des techniques de la génétique et de la biotechnologie. L'insémination artificielle, les transferts d'embryons, la fécondation in-vitro, les « manipulations » génétiques montrent la nécessité (et la difficulté) d'une réflexion sur la bioéthique. On a vu d'ailleurs se multiplier les « commissions de sages » chargées par le gouvernement de réflé-
downloadModeText.vue.download 270 sur 517

chir sur les questions de toutes sortes qui engagent l'avenir du pays : code de la nationalité, avenir de l'université, financement de la Sécurité sociale, etc. Il s'agit en règle générale de combler les « trous » juridiques, moraux, philosophiques, po-

litiques, voire financiers dans le cas de la Sécurité sociale.

1987 aura vu la confirmation et la prise de conscience d'autres fléaux. C'est le cas de la drogue, qui pénètre dans des milieux et dans des lieux nouveaux comme l'écrit André Akoun, dans le dossier consacré à la Drogue, maladie sociale. C'est le cas aussi de l'alcool ou du tabac, dont les Français savent désormais qu'ils ne participent pas à la qualité de la vie mais à son raccourcissement. C'est le cas surtout du Sida, dont on commence à mesurer l'ampleur, en France comme dans d'autres pays.

Curieusement, la peur du Sida semble en faire reculer une autre : celle liée au déséquilibre démographique mondial. Dans un monde qui compte 5 milliards d'hommes évoqué par Michel-Louis Lévy, les ravages actuels et surtout à venir du Sida sont parfois ressentis comme une forme de régulation organisée par quelque puissance, divine ou satanes que selon les opinions. Les historiens nous rappellent que la peste avait décimé au fil des siècles une partie des populations, avant de permettre une nouvelle croissance économique pour les survivants. Des « moralistes » soulignent perfidement que les personnes menacées par le Sida sont principalement les homosexuels, les drogués et les partenaires infidèles...

Il faudrait encore ajouter à cet inventaire des catastrophes et menaces les

effets du krach financier du dernier trimestre 1987. Le premier d'entre eux, et le plus grave, est psychologique : dans la foulée des privatisations qui avaient amené à la Bourse plusieurs millions de Français, le choc a été rude. Il ne faudra plus compter avec ceux qui ont vu s'envoler la moitié de leurs économies pour investir dans l'entreprise. Si quelque chose s'est cassé dans la mécanique financière et monétaire internationale, c'est avant tout la confiance des individus à son égard. Il avait fallu des années aux Français pour trouver le chemin de la Bourse et afficher une certaine décontraction envers l'argent. Il ne leur a fallu que quelques jours pour revenir à leurs craintes séculaires en ce domaine.

L'année

des affaires

L'influence de la politique sur le climat social aura été franchement néfaste en 1987. En cette année préélectorale, les Français ont été plus que jamais agacés et frustrés par l'attitude des partis et des hommes qui sont à leur tête, de quelque bord qu'ils soient. La cohabitation, qui avait rapidement montré ses limites, a aussi montré ses dangers. La trop courte majorité, la volonté de ne pas prendre de décision impopulaire, la crainte des réactions de l'opposition ou de l'opinion publique ont contraint le gouvernement à quelques reculades ou reports : code de la nationalité, réforme scolaire et universitaire, grille de salaires des cheminots, chèques payants, etc.

Le débat politique, lui, aura été marqué par la pauvreté des idées et la multiplication des « affaires » de toutes natures, le Carrefour du développement, le scandale
downloadModeText.vue.download 271 sur 517

des « fausses factures », comme tous ceux liés au financement des partis politiques, les attaques contre Albin Chalandon, Michel Droit, Charles Hernu ou François Mitterrand ont nourri une bonne partie des interventions et des commentaires. La justice n'en est pas sortie grandie (dans le sondage le Point mentionné précédemment, 56 p. 100 des Français déclaraient en avoir une mauvaise opinion), comme, par contrecoup, la plupart des institutions. La très faible participation aux élections prud'homales (plus de 50 p. 100 d'abstentions) est sans doute une illustration de cette perte de confiance dans les institutions nationales.

Le paradoxe de cette année 1987 est que même les nouvelles a priori favorables furent accueillies avec un grand scepticisme, comme si on en redoutait à chaque fois les effets pervers possibles. Comme si, dans un monde étrange et dangereux, les dés étaient en permanence pipés, et la France dupée.

Ainsi, la joie manifestée lors de la libération de deux otages, en novembre, fut

loin d'être totale ou unanime. Le prix payé pour cette libération n'était-il pas trop élevé, ne constituait-il pas une incitation à la poursuite par les États terroristes d'une activité éminemment rentable en termes financiers et diplomatiques ? Ne faisait-il pas peu de cas des principes sans lesquels une démocratie perd son âme et sa dignité ?

C'est la même attitude de doute qui prévalut lors de la signature de l'accord Reagan-Gorbatchev sur le désarmement. Même s'ils furent sensibles à l'offensive de charme du numéro un soviétique, très à l'avantage dans ses rapports avec un Reagan vieillissant, beaucoup se de-

mandèrent ce que cachaient les bonnes intentions d'un pays qui n'a pas changé sa vision du monde. Que deviendra l'Europe, étrangement absente de discussions qui engagent son avenir, une fois privée du bouclier américain ? La montée du neutralisme en Allemagne n'est-elle pas le premier résultat concret de la stratégie d'isolement poursuivie par l'URSS ?

Le référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ne déclencha pas non plus l'enthousiasme collectif. Plus qu'au maintien de la présence française dans cette partie du monde, beaucoup ont pensé aux nouveaux ennuis qui se préparaient avec les indépendantistes. Le temps du colonialisme et de l'expansionnisme est bien révolu. Les mouvements qui agitent la Guadeloupe, Tahiti ou la Corse font apparaître une France frileuse et rétrécie. De plus, l'incapacité de l'Europe à éveiller un quelconque sentiment supranational laisse un vide qui n'est pas prêt d'être comblé.

Au total, 1987 aura été une année triste et grise pour les Français, qui ont cultivé l'angoisse et boudé les rares occasions qu'ils auraient pu avoir de se réjouir. Plus que dans le présent, inconfortable, ou le futur, incertain, c'est dans le passé que beaucoup se réfugient. De l'anniversaire du sacre de Hugues Capet, il y a mille ans, aux concours sur les années 60, en passant par les films retraçant l'Occupation (et le procès Barbie), tous les prétextes sont bons pour se souvenir et commémorer. En attendant le bicentenaire de la Révolution...

GÉRARD MERMET

271

Cinq milliards d'hommes

La Terre porterait cinq milliards d'hommes depuis le 11 juillet 1987. En réalité, cette date est restée imprécise bien que la connaissance statistique de la population mondiale ait largement progressé.

Les nombres ronds fascinent. Ainsi l'an 2000, qui sera pourtant une année bien ordinaire, celle où les enfants nés en 1987 auront treize ans. Ou son corollaire, le « troisième millénaire ». En 1987, ce fut un autre nombre rond qui fascina. En janvier, un communiqué du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population, le FNUAP pour les initiés, apprit au monde émerveillé que le cap des cinq milliards de Terriens serait franchi cette année, et que, pour marquer l'événement, la date du 11 juillet 1987 avait été symboliquement choisie. Le Journal de l'Année 1987 avait envisagé que ce cap ait pu être franchi en 1986. Mais l'année 1987 sera seule retenue par l'histoire.

Est-ce cependant un signe du destin ? L'homme qui avait retenu ce jour, le Philippin Rafaël Salas, fondateur et unique secrétaire général du FNUAP, qui avait organisé à ce titre les conférences mondiales sur la population de Bucarest en 1974 et de Mexico en 1984, mourut brusquement à la fin de l'hiver ; les cinq milliards d'hommes ne comptaient plus parmi eux celui qui avait le plus fait pour populariser la notion de « population mondiale ».

Une population mondiale ?

Quand on y songe cependant, c'est une formidable mutation que de donner une signification politique à ce concept, qui relevait jusque-là de la pensée religieuse. En Occident, la Bible avait certes accrédité l'idée d'une croissance démographique continue, commençant par une famille unique sauvée du Déluge, si bien que la Promesse faite à Abraham d'une descendance « aussi nombreuse que les

étoiles du ciel et les grains de sable du rivage » était comprise comme s'appliquant aux seuls peuples de l'Alliance et du Livre. Les efforts de dénombrement furent le fait d'entités politiques rivales et séparées, empires d'abord, nations ensuite, la préoccupation dominante étant de lever des troupes, d'asseoir l'impôt, de répartir des ressources alimentaires, de mesurer les effets de calamités ou d'épidémies, mais toujours de résoudre une crise en affirmant la puissance du Prince.
downloadModeText.vue.download 273 sur 517

En 1761, cependant, le pasteur prussien Johann-Peter Süssmilch publiait le premier traité de démographie, intitulé précisément l'Ordre divin, dans lequel le chapitre XX était un « Essai (...) pour évaluer le nombre actuel des habitants du globe ». Il concluait que « le total de tous les habitants de la Terre (était) donc de 1 à 1,1 milliard », et que « 13 à 14 milliards pourraient vivre sur le globe. Il faudrait plus de 400 ans pour arriver à ce nombre possible ». Pour retrouver de telles estimations globales, auxquelles les démographes contemporains souscrivent en gros, il fallut cependant patienter plus de deux siècles.

Pendant ce temps, la statistique fut, comme son nom l'indique, l'affaire des États. En France, la montée du courant nataliste s'alimenta longtemps de la comparaison de la population et de la natalité entre la France et l'Allemagne. Le désavantage de la première parut être approfondi par l'hécatombe de la guerre de 1914, puis par le désastre de 1940, si bien qu'un Alfred Sauvy, devenu le chantre de la natalité, refusa pendant toute sa longue carrière de donner le moindre sens à la notion de « population mondiale », en insistant sur l'incohérence qu'il y a à additionner des populations dont les unes souffrent de surnatalité et les autres de dénatalité.

Il n'empêche. Dès lors que le monde se dotait d'organisations universelles, la Société des Nations d'abord, l'Organisation des Nations unies ensuite, il était fatal que ces organisations s'intéressent au

nombre total de ceux qu'elles considèrent un peu comme leurs « administrés ». Un exercice de projection démographique de la Société des Nations, entrepris juste

avant la Seconde Guerre mondiale, est resté célèbre pour n'avoir pas même envisagé l'hypothèse du baby-boom qui se produisit juste après celle-ci, alors qu'elle aurait mérité de l'être en conclusion des vues pénétrantes qui s'y manifestaient à propos de l'activité professionnelle des femmes. Toujours est-il que l'ONU se dota, dès l'origine, d'un Office statistique et d'une Division de la population et, au plan politique, d'une « Commission de population », qui ont, depuis quarante ans, centralisé à New York, et coordonné, la collecte des informations démographiques, faisant profiter les jeunes États de l'expérience des plus anciens. Ce sont ces instances qui, sans bruit et sans drame, avec constance et conscience, ont fait savoir que l'humanité avait mis 33 ans et une guerre mondiale (1927-1960) pour passer de 2 à 3 milliards d'individus, puis 14 ans (1960-1974) pour passer de 3 à 4, enfin 13 ans (1974-1987) pour passer de 4 à 5.

D'où savons-nous

combien nous sommes ?

La précision de tels chiffres est évidemment problématique. Mais toute porte à croire qu'elle s'améliore. Faisons d'abord observer que connaître un effectif de plusieurs milliards à l'unité près, impliquerait une précision de l'ordre de 10– 9 que peu d'observations physiques ou astronomiques atteignent, et qui, en l'occurrence, serait non seulement illusoire, mais parfaitement inutile. Ensuite, l'existence même de la Division de la population de l'ONU, dirigée par un Français depuis 1970, Léon Tabah d'abord, Jean-Claude Chasteland aujourd'hui, conduit
downloadModeText.vue.download 274 sur 517

les pays à coordonner leurs opérations de dénombrement.

Religions

Dans un monde qui se sécularise au rythme de la modernité, les grandes religions semblent perdre rapidement leur audience ; mais, dans le même temps, leurs élites et leurs militants se livrent à un renouvellement intérieur qui n'évite pas toujours les risques du fondamentalisme, de l'intégrisme.

Église catholique

Personnalité hors du commun, défiant tous les classements, le pape Jean-Paul II, dans son enseignement écrit et verbal, continue à juxtaposer les déclarations doctrinales traditionnelles et les gestes les moins convenus. Si, dans son message du 1er janvier, il se montre résolument tiers-mondiste, reprenant l'enseignement de Paul VI dans Populorum progressio (1967) sur le développement des peuples pauvres, l'encyclique Redemptoris Mater, du 25 mars, consacrée à la Vierge Marie, à laquelle le pape a voué l'année 1987, risque de heurter les protestants.

Le 10 mars, la publication par la congrégation romaine pour la Doctrine de la foi d'une Instruction condamnant toutes les méthodes de procréation artifielle, et notamment la fécondation in vitro, provoque un vif débat, notamment au sein des facultés de médecine des universités catholiques de Louvain, Nimègue et Lille où des expériences novatrices sont en cours.

Dans le même temps, Jean-Paul II multiplie les béatifications, dont certaines dérangent : le 29 mars, la béatification de trois carmélites espagnoles assassinées pendant la guerre civile soulève de fortes protestations dans les milieux républicains et libéraux en Espagne ; le 1er mai, la béatification, à Cologne, d'Edith Stein, carmélite d'origine juive, gazée à Auschwitz-Birkenau en 1942, provoque de violents remous dans les communautés juives ; le 28 juin, la béatification, à Rome, de l'évêque lituanien Jurgis Matulaitis, mort en 1927, indispose les autorités soviétiques. Cependant, la béatification, au cours du Synode des évêques pour les laïcs, le 4 octobre, de plusieurs jeunes laïcs morts

en déportation durant la Seconde Guerre mondiale, notamment celle de Marcel Callo, jociste français, frappe heureusement l'opinion, habituée à voir Rome béatifier ou canoniser presque exclusivement des religieux ou des religieuses.

Au cours de l'année, Jean-Paul II se rend en Amérique latine (31 mars-13 avril) où, comme il l'a fait au cours de voyages précédents, il appelle à la fois à la libération des peuples et au respect des autorités ; en Allemagne fédérale (30 avril-3 mai), où il rend un émouvant hommage aux victimes du nazisme et lance un appel angoissé au réveil religieux de l'Europe ; en Pologne (8-15 juin), où l'accueil est, bien sûr, enthousiaste et où le pape n'hésite pas à dénoncer les blocages de la société socialiste ; aux États-Unis (10-19 septembre), où, comme à l'ordinaire, le Souverain Pontife rappelle fermement l'enseignement moral de l'Église et multiplie les rencontres les plus chaleureuses et les plus colorées,
downloadModeText.vue.download 275 sur 517

notamment avec les communautés hispaniques et indiennes.

Au cours de ces voyages, il est souvent question du rôle, jugé trop réduit, des laïcs dans une Église très hiérarchisée et très centralisée. C'est pour essayer de mieux dégager ce rôle, en l'éclairant à la lumière du concile Vatican II, que se réunit, à Rome, du 1er au 30 octobre, la 7e assemblée ordinaire du Synode des évêques, consacrée à la « vocation et mission des laïcs dans l'Église et dans le monde à vingt ans du concile Vatican II ». En théorie, le problème est simple : tout baptisé est responsable dans l'Église. En fait, la distinction et la distance entre clercs et laïcs restent considérables.

Protestantisme

Certaines Églises prennent des positions de pointe. Ainsi, l'Église protestante de la RDA, où « l'Église de base », au cours du congrès de juillet

à Berlin, oblige l'Église officielle à transformer ses assises en un véritable « Forum de la Paix ». Le 26 février, le Synode de l'Église anglicane avait voté pour l'ordination des femmes, ce qui avait provoqué une violente réaction, notamment de la part de l'archevêque de Londres, Graham Leonard, qui considère la pénétration dans l'Église des idées féministes comme un « désastre oecuménique ».

En fait, l'oecuménisme semble quelque peu s'enliser dans la routine ou l'affrontement de spécialistes. Car, dans la pratique, les obstacles restent nombreux : on le constate, par exemple, le 18 mai, à la tempête provoquée en Suisse par l'éventuelle nomination d'un évêque catholique à Genève, patrie du calvinisme.

Islam

La traditionnelle querelle entre sunnites et chiites s'exaspère de l'explosion intégriste dans l'ensemble de l'islam, explosion dont l'origine est liée à l'accession au pouvoir, en Iran, de l'imam Khomeiny. L'interminable guerre du Liban, que prolonge « la guerre du Golfe » entre l'Iran et l'Iraq, les attentats perpétrés en Occident, le procès des intégristes tunisiens en septembre sont des illustrations sanglantes d'un phénomène qui, le vendredi 31 juillet – le « vendredi noir » –, à La Mecque, prend un aspect particulièrement tragique : à l'issue d'un violent affrontement entre pèlerins iraniens et forces saoudiennes, on compte 402 morts et 649 blessés.

Mais islam n'est pas synonyme de violence : la séduction qu'il exerce sur de nombreux intellectuels occidentaux s'explique par le fait que, selon eux, la religion musulmane est la seule capable de redonner corps et sens à une civilisation moribonde (éd. 1987).

Judaïsme

La communauté juive internationale, déjà traumatisée par la béatification d'Edith Stein, le 1er mai, l'est plus encore lorsque le pape Jean-Paul II, le 25 juin, reçoit officiellement le président de la République autrichienne, Kurt Waldheim, accusé par plusieurs

organisations juives – aux États-Unis notamment – d'avoir participé, durant la Seconde Guerre mondiale, à la répression nazie en Yougoslavie, alors qu'il était officier de l'armée allemande. Après plusieurs mois de remous, dans les milieux juifs et judéo-chrétiens, l'affaire s'apaise lors de la visite du pape aux communau-
downloadModeText.vue.download 276 sur 517

tés juives américaines, en septembre :

mais le sentiment demeure que

l'Église romaine reste historiquement

extérieure au drame de la Shoah.

PIERRE PIERRARD

1 – Les recensements

Née en Suède au XVIIIe siècle, la pratique des recensements s'est étendue à la France et aux États-Unis, simultanément, en 1790. Le cas américain est exemplaire, parce que le recensement décennal fut institué par la Constitution elle-même, en son article 2. La chance voulut que ni la guerre de Sécession, ni les interventions américaines dans les guerres mondiales n'eurent lieu une année de recensement, si bien que, depuis 1790, sans aucune omission, vingt recensements eurent lieu les années divisibles par 10 : le vingt-et-unième aura lieu pour le bicentenaire, en 1990... Quand les Nations unies vinrent siéger à New York, cet exemple s'imposa, si bien que les recommandations actuelles des Nations unies à tous les États du monde sont d'organiser un recensement au début de chaque décennie. Par coïncidence, la France compte organiser le sien en 1990, pour la première fois lors d'une année décennale : de 1831 à 1946, elle le faisait tous les cinq ans, les années terminées par 1 ou 6 (sauf 1871, 1916 et 1941), et, depuis, elle le fit à intervalles irréguliers : 1954, 1962, 1968, 1975, 1982. Aujourd'hui, rares sont les pays qui n'ont jamais organisé de recensement : l'Éthiopie est un des derniers. Plus nombreux, il est vrai, sont ceux où cette pratique est interrompue pour ne pas ravi-

ver des rivalités internes : c'est le cas du Nigeria, et du malheureux Liban. À leur décharge, il faut faire observer que des

préoccupations de politique intérieure, de protection des libertés publiques ou de respect des minorités ont également empêché l'organisation de recensements aux Pays-Bas, et surtout en Allemagne fédérale, où celui de 1984 fut interdit par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Mais, inversement, nombreux sont les pays du tiers monde, comme l'Inde, l'Indonésie, l'Égypte, le Soudan, l'Algérie, le Maroc, qui ont organisé des recensements de qualité. Le cas le plus marquant est la Chine, qui, après avoir occulté toute information démographique depuis le « Grand Bond en avant », a fait participer le monde entier en 1982 au plus grand recensement jamais organisé : plus d'un milliard d'habitants... Le voeu des démographes est que l'Union soviétique veuille bien suivre cet exemple – non pas d'organiser un recensement, elle le fait régulièrement – mais d'en publier les résultats complets. Encore aujourd'hui, la pyramide des âges est censurée en URSS, de peur qu'elle fasse apparaître l'étendue des ravages de l'ère stalinienne : catastrophes, famines, purges. Peut-être la transparence souhaitée par Mikhaïl Gorbatchev s'étendra-t-elle à la démographie.

2 – L'état civil

La mise à jour de l'effectif de population n'est obtenue, entre deux recensements, que par la connaissance des événements qui l'affectent : naissance, décès et migrations extérieures. Pour les naissances et les décès, les pays de civilisation chrétienne disposent depuis longtemps des registres paroissiaux, destinés à l'origine à éviter les mariages consanguins, et qui ont ensuite servi à établir l'identité des personnes. En France, l'extension à

downloadModeText.vue.download 277 sur 517

tout le royaume de ces registres, et leur établissement en langue française, date de François Ier (édit de Villers-Cotterêts, 1539), mais leur utilisation statistique n'a été entreprise que sous Louis XV (abbé Terray, 1772). Leur sécularisation, déci-

dée le 20 septembre 1792 par l'Assemblée législative en sa dernière séance, fut, au dire de Jean Jaurès, l'événement le plus révolutionnaire de la Révolution : l'état religieux devenait l'état civil et les fidèles devenaient citoyens. La portée juridique des déclarations d'état civil fait de ces registres une source statistique de première qualité dans tous les pays qui en établissent, mais qui ne sont pas les plus nombreux. Hors de la sphère chrétienne, en effet, l'identité des habitants est surtout établie par le témoignage, et il faut toute l'opiniâtreté et la patience des Nations unies pour faire généraliser des systèmes d'état civil, étrangers à beaucoup de cultures. Même dans les cas favorables, la déclaration des enfants morts en bas âge et la déclaration égale des garçons et des filles sont difficiles à faire admettre.

Pour pallier les lacunes de l'état civil, les démographes ont mis au point toute une technique d'enquêtes par sondage, fondées soit sur la mémoire des femmes, soit sur des passages répétés d'enquêteurs dans les familles. Ces techniques ont débouché sur l'organisation coordonnée d'une « enquête mondiale de fécondité », achevée au début des années 1980, et qui a considérablement amélioré la connaissance des phénomènes de procréation, de mariage et de mortalité infantile dans beaucoup de pays en développement.

En revanche, l'ignorance est encore grande pour les migrations. Les registres ouverts en certains pays pour les repérer

ne peuvent être exacts que dans les cas extrêmes de grande rigueur administrative (Chine), ou de respect scrupuleux des libertés individuelles (Pays-Bas). Dans les cas intermédiaires, la méfiance envers les immigrants, concurrents à l'emploi, conduit à des pratiques de clandestinité, qui rendent difficile la mise au point d'un système exhaustif de mesure. Il faut alors se contenter de la combinaison de diverses sources administratives et d'enquêtes par sondage.

On admet en France que le recensement sous-estime la population totale d'environ 1 à 2 p. 100, ce qui fait quand même 500 000 à 1 million d'habitants... Or il est clair que la population de la France est une des mieux connues au monde. Heureusement, veille le dieu des statisticiens, à savoir la loi des grands

nombres et de compensation des erreurs, qui alterne les causes de sous-estimation et de surestimation. Avancer un ordre de grandeur de 5 p. 100 pour la précision de la population mondiale est alors raisonnable : nous serions cinq milliards, à 250 millions près, soit environ « cinq France » d'incertitude. Plus sérieusement, comme la population varie actuellement de 1,7 p. 100 par an, cela voudrait dire que le passage du cap des 5 milliards ne peut être daté à trois ans près : 11 juillet 1987, plus ou moins 3 ans...

La vitesse pour doubler

Mais cette date n'a au fond que peu d'importance. L'essentiel, c'est la vitesse de croissance : 1,7 p. 100 par an, cela fait un doublement en 40 ans, en vertu de la « règle de 70 » : le produit du temps de
downloadModeText.vue.download 278 sur 517

doublement, en années, par le taux de croissance, en pour 100 par an, est de 70. Le plus expressif est de comparer ce temps de doublement à la durée de la vie humaine. Au rythme actuel, le monde, qui avait 2,5 milliards d'habitants en 1950, en aurait 10 milliards en 2027.

En France, il a fallu plus de deux siècles pour que la population double, passant de 28 à 56 millions d'habitants. En Allemagne ou en Italie, au XIXe siècle, il fallait 60 à 70 ans pour ce doublement. Mais, aujourd'hui, dans beaucoup de pays en développement, en particulier les pays d'Afrique et les pays musulmans, cette croissance est supérieure à 3 p. 100 par an, et le temps de doublement inférieur à 25 ans. Quand un natif de ces pays envoie ses enfants à l'école, il y a deux fois plus d'habitants que lorsqu'il y allait lui-même. Imaginez ce que serait le débat public en France si les électeurs qui ont appris, dans leur jeunesse, que la France avait 40 millions d'habitants, découvraient soudain qu'elle en a 80 !

Alerte à la surpopulation

Le FNUAP a précisément été fondé pour aider les pays confrontés à cette croissance trop rapide. Et c'est pour attiser l'inquiétude de ses bailleurs de fonds qu'il a profité du passage du cap des 5 milliards pour donner un nouveau coup de projecteur sur le phénomène. Mais sa propre philosophie évolue. Dans les années 1960, quand l'Américain Paul Ehrlich dénonçait « la bombe P », cette « explosion démographique » était dénoncée comme la source unique des difficultés extrêmes dans lesquelles se débattaient les pays du

tiers monde. Le salut était alors recherché dans des programmes intensifs de « family planning », qui étaient censés enseigner aux masses rurales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine l'usage de la pilule, du stérilet, de la stérilisation et les vertus de la famille de deux enfants. Outre les États-Unis, les principaux pays finançant ces programmes étaient les pays protestants d'Europe du Nord et le Japon. La France, au nom de son traditionnel natalisme, considérait cette politique avec méfiance.

Des oppositions idéologiques, clairement manifestées à la conférence de Bucarest en 1974 par des pays comme l'Algérie, professant que « la meilleure pilule, c'est le développement », quelques scandales dont le plus connu est celui qui, en Inde, à propos de stérilisations forcées, chassa provisoirement Indira Gandhi du pouvoir, mais surtout la confrontation avec l'inertie des comportements et des cultures conduisirent progressivement le FNUAP à une appréciation plus nuancée des liens entre le développement économique et la baisse de la fécondité. Celle-ci n'apparaît plus comme une condition du développement, mais plutôt comme une conséquence. Ou, plus exactement, développement et moindre fécondité sont perçus comme les conséquences communes de divers progrès dans les domaines de la santé, de la production vivrière et surtout de l'éducation.

Le FNUAP a alors infléchi la destination de ses financements, intégrant le planning familial dans une approche plus générale de la politique sanitaire, de la formation des jeunes femmes à leur rôle de mère, et n'omettant pas le recueil nécessaire de l'information dé-

downloadModeText.vue.download 279 sur 517

mographique préalable. C'est ainsi que le FNUAP a contribué au recensement de la Chine, et à l'enquête mondiale de fécondité déjà citée. Dans ces conditions, les pays jusqu'ici réticents reconsidèrent progressivement leur position. Et les États-Unis, qui avaient de même suspendu leur contribution, pour cause de soupçon d'aide à l'avortement, réprouvée par l'administration Reagan, pourraient la reprendre.

Ainsi, le FNUAP devient progressivement l'une des nombreuses agences contribuant à l'aide multilatérale au développement, et son action doit être replacée dans la problématique d'ensemble des flux financiers allant des pays riches vers les pays pauvres, et, plus généralement, dans celle de la crise du système monétaire international.

La transition démographique

La croissance démographique de l'humanité est un phénomène d'une simplicité... biblique. Si le taux d'accroissement est actuellement de 1,7 p. 100 par an, c'est qu'il est la différence entre un taux de natalité de l'ordre de 2,7 p. 100 et un taux de mortalité de 1,0 p. 100. Les démographes disent plus volontiers 27 et 10 p. 1000, et, au niveau mondial, il n'y a pas, jusqu'à nouvel ordre, de problème de migrations extérieures... En France, la différence est de 0,4 p. 100 et les taux respectivement de 14 et 10 pour 1 000.

Nous sommes entrés depuis une bonne vingtaine d'années dans la phase de réduction de cette croissance. Dans les années 1960, le taux d'accroissement mondial était de 2,0 p. 100 par an. La réduction de la fécondité en Chine, encouragée par la politique drastique dite « un couple, un enfant », a joué un rôle majeur dans ce ralentissement, dont on voit avec quelle lenteur désespérante il se réalise. En ces matières, en effet, l'unité de temps est la génération, environ vingt-cinq ans. Le schéma classique est le suivant :

– Dans la première génération, la mortalité se réduit grâce à des programmes

d'hygiène et de santé publique ; le nombre des enfants survivants s'accroît.

– Dans la seconde génération, la population prend conscience de ces progrès et réduit peu à peu sa fécondité ; mais la natalité ne diminue pas, du fait du nombre croissant de jeunes adultes.

– Dans la troisième génération, la natalité diminue enfin, mais non le taux d'accroissement de la population, du fait de la réduction simultanée du taux de mortalité, liée au rajeunissement de la pyramide des âges.

– C'est seulement dans la quatrième génération que le taux de mortalité se stabilise et remonte même quand la réduction de la fécondité entraîne le vieillissement de la population. Le taux de natalité l'ayant rejoint, le taux d'accroissement s'annule
downloadModeText.vue.download 280 sur 517

et la population se stabilise à un niveau bien supérieur au niveau de départ, de trois à dix fois multiplié.

Justice

Le ministre de la Justice a poursuivi en 1987 le programme qu'il s'était précédemment fixé. Cependant, certains projets ont dû être largement amendés ou différés.

Une loi du 22 juin est relative au service public pénitentiaire. Mais, alors qu'à l'origine le texte avait pour objet de permettre la construction et la gestion de prisons par des organismes privés, il a été décidé de maintenir la gestion et la surveillance sous la responsabilité de l'État. Seule la construction des prisons pourra être confiée à des personnes privées, selon un système d'appel d'offres et de concours. Toutefois, l'idée d'une privatisation n'est abandonnée que dans la mesure où le budget de la justice permettra de pallier ce moyen afin que la prison ne soit plus un pourrissoir.

Le garde des Sceaux s'est également penché sur le problème de l'instruc-

tion. Dans un premier temps, une loi du 30 décembre transfère à une nouvelle instance collégiale (la chambre des demandes de mise en détention provisoire) le droit de mettre un inculpé en détention provisoire, prérogative jusque-là du juge d'instruction. Elle renforce les pouvoirs de la chambre d'accusation, qui disposera d'un pouvoir d'évocation et pourra, en cas de carence d'un juge d'instruction, le dessaisir, se substituer à lui ou désigner un autre magistrat instructeur.

Dans le cadre de la lutte contre la drogue, une loi du 31 décembre renforce l'arsenal répressif contre le trafic de stupéfiants : confiscation des biens des trafiquants, poursuite contre ceux qui « blanchissent » l'argent, exemption ou atténuation des peines pour les repentis.

Parmi les réalisations, on ne saurait oublier l'adaptation et la modernisation des tribunaux de commerce (Législation) et la création par une loi du 31 décembre de cours administratives d'appel pour désengorger le Conseil d'État.

La réforme du Code de la nationalité est reportée à plus tard.

Les pays aujourd'hui développés ont parcouru à peu près tout ce processus, dit de transition démographique, d'autant plus rapidement qu'ils l'ont abordé plus récemment. Les pays moins développés en sont à des stades divers et suivent des trajectoires infiniment variées, selon les cultures dominantes et les circonstances économiques, politiques et migratoires. Beaucoup de pays africains n'ont pas encore abordé la seconde phase et payent toujours de lourds tributs aux maladies tropicales, à la malnutrition, et présentent même des cas de sous-fécondité, liée aux maladies vénériennes, auxquelles il faut désormais ajouter le Sida. À l'autre extrémité du spectre, les villes-États de Hongkong et de Singapour ont rejoint les normes occidentales d'espérance de vie et de mortalité infantile. Mais, quelles que soient les péripéties avec lesquelles chaque peuple affrontera le prochain doublement de la population de l'humanité, de 5 à 10 milliards, que celui-ci prenne soixante ou cent ans, les vraies questions

s'appellent formation des jeunes générations, investissements en faveur de l'agriculture, maîtrise de la croissance urbaine, financement de l'endettement, régulation des prix internationaux, reprise des migrations extérieures. Vaste programme !

Populations
dans la crise

On peut, en effet, considérer la crise monétaire actuelle comme une des manifestations d'une gigantesque redistribution en cours des activités et des marchés. La montée des jeunes générations, nombreuses en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, a accru, là où on a su les former, les ressources en main-d'oeuvre, et offert aux grandes industries internationales des zones de « bas salaires » qui ont bouleversé les conditions de la concurrence mondiale, et contribué largement à la croissance du chômage dans les pays développés.

Chronique judiciaire

Quatre grands procès en 1987. Quatre histoires de terreur. Terreur clandestine des groupuscules révolutionnaires (Action directe, Fraction armée rouge libanaise de Georges Ibrahim Abdallah), terreur institutionnalisée de l'Ubu noir de Bangui, Jean Bedel Bokassa, et de Klaus Barbie.

Terreur au présent avec Régis Schleicher devant les assises de Paris. En 1986, un mois après l'assassinat de Georges Besse par Action directe dont il fut le no 2, ses menaces contre les jurés avaient conduit ceux-ci à déclarer

forfait. Comparaissant une seconde

fois devant une Cour spéciale, il tient

le même discours ; il est condamné à

la réclusion perpétuelle.

Georges Ibrahim Abdallah : son nom

est synonyme d'attentat. En l'attente du verdict, Paris est en émoi. L'avocat général demande sept ans d'emprisonnement au nom de la raison d'État. Le tribunal répond par la fermeté : perpétuité. Bombe judiciaire qui n'attirera pas de réponse sanglante.

Terrorisme d'aujourd'hui, rappel des grands crimes du passé. Le long de l'Oubangui, on juge, avec lenteur, un empereur déchu. Accusé de « méchanceté, anthropophagie », etc., Jean Bedel Bokassa est condamné à mort pour avoir fait tanguer son pays au rythme de son balancement de soudard ivre.

Klaus Barbie : un retraité de l'horreur. Le visage mangé par ce vert de gris qui fut la couleur de son uniforme. À Lyon, il se dérobe à son procès et laisse son avocat, Me Verges, plaider non coupable. Les ombres des 48 enfants juifs d'Izieu et des 600 déportés du dernier convoi de la mort, où Juifs et résistants étaient mêlés, s'opposent en contraste. Accusatrices. Réclusion à perpétuité pour cet ultime survivant du nazisme, avant que la mémoire de ces années de glace ne s'enferme dans l'histoire.

Mais les concurrents sont aussi des débouchés, et, de ce point de vue, la notion de population mondiale est en effet devenue pertinente. Dès lors que les conditions de production, de consommation et d'échange à Tokyo, Hongkong, Bombay, Istanbul, Le Caire, Casablanca, Mexico
downloadModeText.vue.download 282 sur 517

ou Sao Paulo influent significativement sur l'équilibre économique entre grandes puissances et grandes monnaies, alors les effectifs mondiaux de main-d'oeuvre et de consommateurs, et les conditions de leur renouvellement, pèsent autant que l'accumulation et les mouvements des capitaux pour déterminer l'évolution des productions, des consommations et des échanges internationaux. Seules les vitesses de réaction diffèrent : lente pour les populations, instantanée pour les capitaux.

Faits divers

En reculant, l'insécurité qui naguère faisait et défaisait les élections a perdu tout impact : sept mille agressions en moins, cinquante mille cambriolages évités deviennent des non-événements, et le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, n'attire pas les gros titres en annonçant pour 1987 une baisse de 17,45 p. 100 des cambriolages et près du tiers des hold-up en moins. Pourtant, la politique musclée du gouvernement a payé, là, comme dans la lutte antiterroriste : la bande d'Action directe (Rouillan, Menigon, Aubron, Frérot) est sous les verrous. De même que 148 activistes iraniens, libanais, basques et séparatistes corses.

Côté fait divers, l'insolite, le spectaculaire dominent cette année creuse de la criminalité. À La Réole, on croirait du Simenon : Fanny Lazare, 49 ans, énergique P-DG d'une entreprise de transports, est assassinée. Le coupable, c'est le mari, qui perdait son ascendant au fur et à mesure de

la progression sociale de son épouse. Un chauffeur routier résume : « La patronne était devenue pire que le patron. »

Le mystère d'Annecy : une double disparition. C'est de l'Agatha Christie. Une belle Eurasienne est enlevée le même jour qu'un médecin de Sisteron. Ni l'un ni l'autre ne se connaissent, ils vivent à 250 km de distance et, pourtant, leurs pistes sont confondues.

Jacques Hyver réussit l'évasion de l'année en empruntant une benne à ordures. Sa « belle » échauffe les esprits : une révolte éclate et toute la centrale de Saint-Maur, près de Châteauroux, est incendiée.

Enfin, une version inédite de la criminalité spectacle. Simone Weber est toujours accusée d'avoir découpé son amant. Son défenseur propose une reconstitution, hémoglobine garantie : il désossera un animal à la meule à béton pour prouver qu'il était impossible à sa cliente d'avoir ainsi tronçonné sa victime. La Justice interdit cette expérience médiatiquement sauvage, et l'avocat s'indigne de cette entrave à la liberté de démonstration.

PIERRE BOIS

Mais ce ne sont pas seulement les masses laborieuses du tiers monde qui, par l'intermédiaire des marchandises qu'elles produisent, ont fait irruption dans le système économique des pays industriels. Un autre acteur, dont aucune théorie économique n'avait prévu le rôle, est venu également brouiller le système : il s'agit des femmes. La diminution des charges de la procréation et de la prime éducation des enfants, leur accession progressive à l'alphabétisation et à l'enseignement, la possibilité de décider du
downloadModeText.vue.download 283 sur 517

nombre de leurs enfants et du calendrier de leur mise au monde, la diminution des risques encourus pendant les grossesses et à l'accouchement, tout a concouru à accroître leur capacité de participation à la production économique. Cette conversion de la moitié de l'humanité, des charges de la reproduction à celles de la production, concerne aussi bien les pays développés que les pays moins développés, mais elle se fait selon des modalités propres à chaque culture. Un tel bouleversement d'équilibres ancestraux ne relève pas de l'économie, mais des catégories anthropologiques et religieuses. Il semble bien, par exemple, que les pays musulmans ont plus de mal à assimiler cet aspect de la modernité que les pays de tradition chrétienne, les chiites plus que les sunnites, les catholiques plus que les

protestants, les chrétiens plus que les civilisations orientales. La compréhension et l'étude de ces phénomènes méritent le plus grand respect et la plus grande prudence, car on touche là à la nature même de l'être humain et à la pérennité du genre humain.

Nous avions commencé par quelques évocations bibliques, et nous retrouvons, pour terminer, l'importance des religions : les questions démographiques n'en sont jamais très éloignées.

MICHEL LOUIS LÉVY

Ancien élevé de l'École polytechnique,

administrateur de l'INSEE, Michel Louis Lévy est actuellement chef de service de la diffusion de l'Institut national d'études démographiques et rédacteur de Population et Sociétés. Il a publié Comprendre les statistiques (Le Seuil, 3e éd., 1985) et la Population de la France des années 1980 (Hatier, 2e éd., 1985).
downloadModeText.vue.download 284 sur 517

Naissance de la

francophonie

Si l'anglo-américain fait aujourd'hui figure de lingua franca quasi universelle, un autre ensemble planétaire, fondé sur une langue différente, est en train de

s'affirmer : la francophonie.

Sans conteste, l'année 1987 restera celle de la consécration politique et diplomatique de la francophonie sur le plan mondial, grâce à la seconde conférence au sommet des nations « ayant en commun l'usage du français », tenue à Québec, au Canada, du 2 au 4 septembre. Quarante-trois délégations venues de trente-sept États indépendants – la France étant représentée par MM. François Mitterrand et Jacques Chirac – ont à la fois donné aux pays utilisant le français un drapeau (un cercle multicolore sur fond blanc), un sens à leur action commune (oui aux interpénétrations culturelles, non à l'uniformisation générale dans le moule nord-américain) et un début d'audience internationale (près d'un millier de journalistes s'étaient accrédités pour le sommet de Québec).

Les délégations présentes se sont donné rendez-vous à Dakar (Sénégal), en principe en mars 1988, pour une troisième rencontre des chefs d'État ou de gouvernement francophones. D'ici là fonctionnera un « comité international du suivi » présidé par le Canada, qu'assisteront le Sénégal, la France et le Québec. Outre la préparation du prochain sommet, cette instance doit veiller à la réalisation des projets multilatéraux adoptés par la conférence de Québec, notamment : l'extension de la nouvelle chaîne européenne de télévision par câble TV5 (distincte du

cinquième canal français) à la côte est de l'Amérique du Nord, où vivent environ huit millions de francophones ; l'Agence internationale d'images siégeant à Paris, au service de tous les médias d'expression française ; la circulation des informations scientifiques et techniques en français ; l'assistance à l'agriculture des pays du tiers monde, notamment africains, utilisant le français, etc.

En vue de la concrétisation de ce programme, Paris et Ottawa ont, dès la réunion de Québec, respectivement dégagé deux cents millions et cent millions de francs, en chiffres ronds. Le maintien de la volonté politique des deux capitales les
downloadModeText.vue.download 285 sur 517

plus riches de la francophonie et de leur bonne entente mutuelle conditionnera sans nul doute la poursuite fructueuse de l'entreprise mise sur les rails à Québec en septembre 1987, tout autant que l'obtention de nouveaux crédits.

La concurrence franco-canadienne

Il faut dire que les mois précédant le sommet avaient vu se manifester plusieurs « frictions » franco-françaises et franco-canadiennes qui auguraient mal de la suite et dont la répétition à l'avenir ne peut totalement être exclue. À Paris, la « cohabitation » entre un président de la République issu du parti socialiste et un chef de gouvernement venu d'une nouvelle majorité de droite a eu des effets délétères sur la francophonie, dans la mesure où ni le palais de l'Élysée ni l'hôtel Matignon n'agirent beaucoup en faveur de la mise en application des engagements français pris lors du premier sommet francophone (février 1986), chacun donnant l'impression qu'il voulait rendre l'autre responsable de la stagnation. L'unité française s'est reconstituée à Québec dans l'intérêt d'un idéal sur lequel le consensus devrait pouvoir être permanent, au-delà des clivages politiciens. C'est cependant aux nouvelles équipes qui émergeront après l'élection présidentielle du printemps 1988 qu'il appartiendra de modeler l'impact fran-

çais sur l'après-Québec.

Quant à la « rivalité » franco-canadienne – d'autres parlent, ce qui serait d'ailleurs plus sain, de « concurrence » ou, mieux, de « compétition » –, elle a éclaté au grand jour lors de la conférence

ministérielle francophone de Bujumbura (Burundi), en juillet 1987. La décision canadienne fédérale d'annoncer ex abrupto, dans la capitale burundaise, par la voix de Mme Monique Landry, alors ministre des Relations internationales d'Ottawa, le doublement de la contribution canadienne à l'Agence de coopération culturelle et technique, qui regroupe la plupart des pays d'expression française, a été un peu ressentie par Paris comme une « leçon ». Le budget annuel moyen de la seule institution internationale permanente pan-francophone est en moyenne de cent millions de francs, la France en fournissant statutairement un peu moins de la moitié. En faisant passer unilatéralement son apport de trente-cinq millions à soixante-dix millions de francs par an (auxquels s'ajoutent les quatre millions de francs de la contribution annuelle du gouvernement provincial québécois), Ottawa a ravi à Paris sa place de premier commanditaire de l'Agence francophone.

La position de la France à l'égard de cette organisation demeure, de toute façon, méfiante, notamment depuis l'élection de l'ancien ministre gabonais Paul Okumba d'Okouatségué au poste de secrétaire général, en décembre 1985, à la conférence de Dakar, contre le voeu de Paris. Le gouvernement français, qui trouve l'Agence « peu efficace », s'est opposé à ce qu'elle devienne le secrétariat permanent des sommets francophones. Les Canado-Québécois souhaitaient, au contraire, qu'on utilise plus largement l'Agence tout en la réformant.

Sur cette divergence de vues institutionnelle s'est greffée la récente percée économique, culturelle et politique d'Ottawa et de Québec dans les pays africains
downloadModeText.vue.download 286 sur 517

et arabes francophones, perturbatrice

d'intérêts français considérables. Certains dirigeants français de la majorité ou de l'opposition sont allés, mezza voce, jusqu'à accuser les Canadiens d'introduire en Afrique des entreprises américaines canadisées « sous couvert de coopération inter-francophone ».

Enseignement

En France, le ministère de l'Éducation nationale exerce son autorité sur 14 095 142 enseignés. Second employeur du monde après l'Armée rouge, il rétribue 1 125 629 personnes dont le coût s'élève en 1987 à 189,9 milliards de francs, soit 18,1 p. 100 du budget de l'État.

Ces chiffres soulignent la lourdeur de la tâche de René Monory. Les problèmes à résoudre sont nombreux. Un crédit de « 1,2 milliard de francs pour l'éducation » dans le prochain collectif budgétaire doit aider les régions à rénover les lycées. La baisse de la natalité, la campagne de promotion du ministère en faveur du métier d'instituteur pallient, provisoirement, la crise du recrutement dans l'enseignement primaire où l'encadrement des enfants doit être mieux assuré grâce à la création de 8 000 postes de maîtres directeurs auxquels ont postulé 30 000 candidats. Pour relever le niveau des enseignants, le ministère exige que les élèves instituteurs soient titulaires d'un DEUG ; il arrête le recrutement des PEGC et leur ouvre l'accès à l'échelle de traitement des professeurs certifiés par la création en 1987 d'un CAPES interne ; il élabore même une loi programme pour ajuster les flux scolaires et le recrutement des personnels aux besoins en formation sur cinq à dix ans. Mais comment éviter que cette amélioration du corps enseignant n'aggrave la crise des vocations alors qu'à niveau égal le secteur privé offre des salaires doubles de ceux que propose l'État à un instituteur, à un professeur certi-

fié ou à un professeur agrégé débutants (respectivement 5 800, 6 400 et 7 000 francs nets par mois) ? Et ce ne sont pas les liens que les écoles normales supérieures nouent avec les entreprises de pointe qui arrêteront l'hémorragie des professeurs de physique ou de mathématiques... Dans ces conditions, il serait surprenant que 80 p. 100 des Français atteignent le niveau du baccalauréat et que l'Université compte 2 millions d'étudiants en l'an 2000.

PIERRE THOMAS

Le rôle de Brian Mulroney

La spectaculaire décision d'Ottawa, annoncée en lever de rideau du sommet de Québec, d'« effacer », en ce qui le concerne, la dette de 324 millions de dollars canadiens cumulée par sept États noirs francophones (Cameroun, Côte-d'Ivoire, Congo, Gabon, Madagascar, Sénégal, Zaïre) a été également considérée comme une pierre dans le jardin des Français. Ceux-ci ont finalement décidé, au cours même de la conférence de Québec, de considérer l'« activisme » canadien, inspiré par le Premier ministre fédéral en exercice lui-même, Brian Mulroney (un Canadien-Anglais natif du Québec et francophone), comme bénéfique ; « à condition que la France et le

downloadModeText.vue.download 287 sur 517

Canada se concertent au préalable avant chaque grande décision » a indiqué au Monde le ministre français de la Coopé-

ration, Michel Aurillac, qui a ajouté : « Il faut prendre en compte le côté positif, incitateur de la compétition franco-canadienne. Nos industriels doivent cesser de réagir comme si l'Afrique était une chasse gardée. »

L'instauration de cette sorte de « condominium » canado-français reflète à la fois la réalité économique et le dépassement d'une situation hégémonique héritée en grande partie de l'histoire coloniale française. De même que la langue de Voltaire et de Sartre n'appartient plus seulement à la France, mais aussi aux nations qui ont produit, par exemple, le poète Georges Schéhadé (Libanais, grand prix de la Francophonie, financé par le Canada et décerné par l'Académie française) ou les romanciers Antonine Maillet (Acadienne du Canada) et Tahar Ben Jelloun (Marocain), tous deux prix Goncourt, le mouvement politique francophone international n'est plus désormais du seul ressort de Paris.

Senghor, Bourguiba

et Sihanouk...

C'est là au fond l'accomplissement d'un des rêves du général de Gaulle, qui ne souhaitait pas que la francophonie apparaisse comme une solution de rechange à l'empire colonial disparu, comme une initiative seulement française. Et ce sont des hommes de tous les horizons qui, spontanément, se sont attelés, avec parfois un zèle que les dirigeants français de l'après-de Gaulle ont trouvé trop pressant, à l'édification de la francophonie.

Au premier rang d'entre eux, Léopold Sédar Senghor, alors président de la République sénégalaise mais aussi grammairien, poète et, aujourd'hui, membre de l'Académie française. Exaltant dès 1962 « le merveilleux outil trouvé dans les décombres du régime colonial : la langue française », il s'employa à en faire un idiome de dialogue culturel entre peuples des cinq continents, de langues maternelles les plus diverses, de conceptions sociopolitiques les plus éloignées. Dépouillé de son aspect impérialiste et « raboteur des identités culturelles » – alors que, dans le même temps, ce trait se renforçait pour l'anglais ou, plutôt, l'américain –, le français retrouvait toute sa dimension humaniste, faisait figure de

moyen d'accès non dangereux à la modernité pour une partie du tiers monde.

C'est ce que le ministre d'État égyptien aux Affaires extérieures, Boutros Boutros-Ghali, devait appeler, en 1981, « le caractère non aligné de la langue française ». Du coup, l'Égypte, qui ne fut pas colonisée par la France mais dont toute l'élite est imprégnée de francité culturelle depuis le début du XIXe siècle, a adhéré au courant francophone, participant aussi bien aux activités de l'Agence de coopération culturelle et technique qu'aux conférences franco-africaines ou aux sommets francophones. Des hommes aussi différents que l'ex-roi du Cambodge, Norodom Sihanouk, le président Hamani Diori du Niger, le Combattant suprême de Tunisie, Habib Bourguiba, le président Charles Hélou du Liban, le Premier ministre québécois, René Lévesque, et d'autres encore, ont, lors de leurs mandats politiques ou à titre personnel, joué, et parfois jouent encore un rôle déterminidownloadModeText.vue.download 288 sur 517

nant dans la germination et la marche de l'entreprise francophone.

Du côté français, même si leur action fut souvent plus discrète compte tenu du « profil bas » longtemps adopté par Paris, il faut citer, entre autres, des hommes comme l'écrivain Philippe de Saint-Robert, le député Xavier Deniau, le haut fonctionnaire Philippe Rossillon, qui, tous, sur le plan interne ou international, ont contribué par leurs écrits ou leurs activités à populariser l'idée francophone et à l'imposer au sérail politique parisien. Avec le recul, un numéro de novembre 1962 de la revue Esprit, sur le thème « le français, langue vivante », fait un peu figure de manifeste avant la lettre de l'intelligentsia d'expression française, hexagonale ou étrangère. À côté de noms comme ceux de Pierre-Henri Simon, Jean Lacouture et Vincent Monteil, on y rencontre ceux de Léopold Sédar Senghor, Norodom Sihanouk, Sélim Abou, universitaire jésuite libanais spécialiste du bilinguisme arabe-français, ou Kateb Yacine, écrivain algérien, grand prix national français des lettres.

À ce moment-là, le terme même de « francophonie » n'avait pas encore cours bien qu'il fût déjà presque centenaire, car forgé à la fin du XIXe siècle par le géographe français Onésime Reclus (1837-1916) à partir d'une double racine latino-grecque pour désigner à la fois « les populations parlant français » et « l'ensemble des territoires où l'on parle français ». À notre époque, on entend plus précisément par « francophonie » l'ensemble des pays ou communautés territoriales où le français est langue maternelle (France, Wallonie, Romandie, Québec, etc.) ou langue familière (Liban,

Maghreb, Afrique noire, etc.), soit en tout plus de deux cents millions de personnes, dont cent vingt-cinq millions de locuteurs réels en 1985. On n'inclut donc pas dans le concept actuel les personnes parlant français en tant qu'idiome purement étranger et qui, dans certains États comme l'Union soviétique, les États-Unis ou la Grande-Bretagne, peuvent être plusieurs millions.

La mosaïque francophone à cheval sur les cinq continents

États et entités participant au mouvement francophone :

– Trente-huit États : Belgique, Bénin (ex-Dahomey), Burkina (ex-Haute-Volta), Burundi, Canada, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, la Dominique, Égypte, France, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Laos, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Monaco, Niger, Ruanda, Sainte-Lucie, Sénégal, Seychelles, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Vanuatu, Viêt-nam, Zaïre.

– Entités : départements et territoires d'outre-mer français, Louisiane, Nouvelle-Angleterre (les « Francos » sont répartis dans les six États de cette région des États-Unis), Nouveau-Brunswick (province canadienne partiellement francophone), Québec, Val-d'Aoste (Italie), Wallonie-Bruxelles.

États et entités utilisant à des degrés divers le français mais ne participant

pas aux conférences au sommet de la francophonie :
downloadModeText.vue.download 289 sur 517

– États : Algérie, Cameroun (Le Cameroun participe toutefois aux activités de l'Agence (francophone) de coopération culturelle et technique.), Cambodge, Syrie.

– Entités : Pondichéry (Inde), Ontario (province partiellement francophone du Canada).

Malraux en Afrique

L'un des derniers déplacements d'André Malraux en tant que ministre des Affaires culturelles du général de Gaulle fut, en 1969, pour l'Afrique noire anciennement française ; il y parraina l'idée de la première institution permanente multi-francophone, qui devait être concrétisée l'année suivante, à Niamey, sous la forme de l'Agence de coopération culturelle et technique, sorte de forum des francophones, installé depuis lors sur les bords de Seine.

Mais, un lustre auparavant, en 1965, la Tunisie bourguibienne et le Sénégal senghorien avaient déjà appelé à la création d'un « Commonwealth à la française, respectant les souverainetés de chacun ». La gestation fut longue, compte tenu, on l'a vu, de l'extrême prudence française, du moins dans les débuts de l'affaire, mais aussi, et de plus en plus, au fur et à mesure que le temps passait, de la lancinante question canado-québécoise. Quels seraient dans les rencontres politiques, et principalement aux sommets, les rôles et préséances respectifs du Canada fédéral et du gouvernement provincial autonome du Québec ? La province à large majorité francophone (85 p. 100 de ses habitants) était alors en pleine fermentation indépendantiste et elle n'entendait

pas avoir moins de prérogatives, dans les organes ou réunions francophones, que les « Anglais d'Ottawa ».

Le « Vive le Québec libre ! » lancé par le président de Gaulle à Montréal en 1967

ne fit que renforcer la résistance québécoise à la suprématie fédérale. Finalement, il aura fallu attendre les années 80 pour que la décrue nationaliste au Québec, conjuguée à plus de tolérance politique et culturelle à Ottawa, permette partout la présence internationale « presque à égalité » des deux entités et que puisse ainsi se tenir, dans la capitale française, en 1986, le premier sommet des « pays ayant en commun l'usage du français ».

Presse

Même si les remous qui l'affectent n'ont pas l'ampleur de ceux que subit la presse outre-Manche, où un Robert Maxwell va perdre 135 millions de francs sur un seul projet, la presse française a connu une année 1987 riche en événements.

Le CESP fait état d'une relative stabilité du lectorat : 23 millions d'acheteurs réguliers de quotidiens. En réalité, la presse quotidienne, nationale comme régionale, demeure sur la défensive tandis que la presse spécialisée bénéficie, au moins dans certains secteurs, de développements notables.

L'année a débuté sur la crise de l'AFP : son déficit de 150 millions de francs traduit la faiblesse générale des médias d'expression française.

Le feuilleton du Matin a cristallisé sur plusieurs mois la difficulté qu'il y a à définir une presse nationale hésitant
downloadModeText.vue.download 290 sur 517

entre sa mission d'information et un engagement idéologique. Le « groupe des dix » sauvera-t-il une nouvelle fois ce journal ? En province, le conflit du Midi libre opposant la CGT et une direction désireuse d'informatiser le plus possible a mis en lumière à la fois

le rôle éminent des quotidiens régionaux et leur difficulté à se moderniser. Ces péripéties n'ont pas empêché les opérations de concentration avec, notamment, le rachat du Provençal par Hachette et du titre belge le Soir par le groupe Hersant.

Du côté de la presse spécialisée, deux faits sont à noter : la croissance du groupe Expansion qui, allié avec le géant américain Dow Jones, a repris la Vie française et la Tribune de l'économie, se plaçant ainsi au premier rang de la presse financière française (un secteur qui « pèse » 1 milliard de francs) ; le lancement à l'automne du nouveau quotidien le Sport a démontré l'importance croissante des loisirs dans le domaine de la communication. Modernisation mais aussi tradition : l'ensemble de la profession a salué avec émotion les cent ans de l'International Herald Tribune, ce quotidien très chic et très américain installé à Paris. Une référence !

JULES CHANCEL

Entre-temps, la France avait peu à peu organisé chez elle la francophonie et la promotion de la langue française : dès 1966, Georges Pompidou, Premier ministre de Charles de Gaulle, avait fondé un Haut Comité de la langue française, que le président François Mitterrand,

dix-huit ans plus tard, transformera en Commissariat général de la langue française en le confiant à Philippe de Saint-

Robert, personnalité gaulliste indépendante. Devenu Premier ministre en 1986, Jacques Chirac nommera à ce poste un de ses proches, l'énarque Bernard Billaud.

La loi 101 du Québec

Créé notamment pour promouvoir la langue française en France même et servir de « pilote » à l'extérieur, le Haut Comité puis Commissariat général de la langue française n'a jamais pu vraiment « décoller » car, en dépit de manifestations d'intention, les gouvernements français successifs ne lui ont à aucun moment attribué un budget suffisant (en moyenne quatorze millions de francs ces dernières années). Dans le prolongement de l'action qu'aurait pu mener cette instance ont été toutefois créées en 1972 les commissions ministérielles autonomes de terminologie, qui, en général, n'interviennent sur le « marché néologique » que lorsque les emprunts à l'anglo-américain sont déjà passés dans l'usage... D'où leur relative inutilité et celle de la loi Bas-Lauriol de 1972 sur l'utilisation du français en France (médias, publicité, etc.) ; cette loi a été d'autant moins respectée que Raymond Barre, alors Premier ministre, limita de lui-même son champ d'action...

En revanche, la loi linguistique no 101 sur l'emploi du français au Québec, édictée en août 1977 pour « faire du français la seule langue officielle de la Belle Province et rendre à celle-ci son visage français », a eu des résultats incontestables : en moins de dix ans, Montréal est devenu la deuxième grande cité francophone du monde. Les premières entorses sérieuses à la loi 101, principalement dans l'affi-

downloadModeText.vue.download 291 sur 517

chage, ont commencé à être enregistrées après 1985 mais, pour l'essentiel, le texte continue d'être appliqué, garantissant la pérennité linguistique et culturelle de l'identité canadienne-française.

Radio

Concentrations, rachats, autorisations, contrôles, magouilles... tous les ingrédients d'un feuilleton « impitoyable » auront été réunis cette année en matière de radio. L'explosion de la FM continue de bouleverser les habitudes, même en Grande-Bretagne, où des conflits très durs ont été suscités par la volonté du gouvernement de briser la position dominante de la BBC.

En France, le public demeure stable puisque les sondages confirment un taux d'écoute d'une fois par jour au moins pour environ 75 p. 100 de la population. Ce qui bouge, c'est la redistribution des stations elles-mêmes. RTL continue de dominer largement (21,1 p. 100) devant France-Inter (15,4) et Europe 1 (14,1). Mais NRJ approche les 10 p. 100 à l'échelle nationale et assoit définitivement son concept de radio musicale pour les 15-34 ans.

La FM est désormais un marché : son chiffre d'affaires publicitaire, en progression constante, se monte à près de 500 millions de francs. Les grands groupes de communication ne s'y trompent pas puisqu'on a vu M. Hersant prendre le contrôle du réseau FUN, Europe 1 investir 15 millions dans son réseau Europe 2 et Canal + prendre des parts dans CFM.

Mais la politique n'est pas absente.

France-Inter n'échappe toujours pas

complètement au vieux dilemme ra-

dio « voix de la France » ou radio pro-

fessionnelle. À Europe 1, la volonté

affirmée de faire de la station un lieu

de commentaires « haut de gamme »

à usage des cadres n'exclut pas des

positions politiques, dont Ivan Levaï,

considéré comme trop à gauche, a fait

les frais. La FM, naturellement, n'a

pas échappé au malaise. Tout a commencé au printemps quand la CNCL a ouvert le dossier des attributions de fréquence pour les radios locales de la région parisienne : 303 candidates pour 122 fréquences. Les choix opérés par la commission le 26 août provoquent une controverse à tonalité politique qui s'est prolongée jusqu'à la fin de l'année.

JULES CHANCEL

Le septennat de François Mitterrand a vu se multiplier les déclarations et initiatives en faveur de la francophonie, le président de la République s'avouant publiquement « passionné » par cette idée. Il a donc créé en 1984 un Haut Conseil de la francophonie, dont le secrétaire général est un ancien enseignant socialiste, Stélio Farandjis. Cet organisme de droit interne français est présidé par le chef de l'État, assisté actuellement par Léopold Sédar Senghor, et se veut « la vitrine internationale du monde parlant français ». En font partie une trentaine de personnalités nommées intuitu personae et allant du chanteur camerounais Francis Bebey au romancier marocain Tahar Ben Jelloun en passant par les cinéastes Euzhan Palcy (Antilles françaises) et Youssef Chahine (Égypte), le prix Nobel de chimie belge
downloadModeText.vue.download 292 sur 517

d'origine russe Ilya Prigogine, Philippe Decraene, ancien rédacteur au Monde, Cu Huy Can, député vietnamien, l'historien et académicien Alain Decaux, le journaliste québécois Jean-Louis Roy, actuellement délégué général du Québec à Paris, etc.

Un secrétariat d'État démuni

Cependant, le rôle du Haut Conseil de la francophonie est essentiellement consultatif et représentatif ; il ne dispose pas, lui non plus, de fonds suffisants pour développer une action d'envergure. Son rapport annuel constitue néanmoins un bon baromètre de l'« état de la francophonie dans le monde ».

De retour au gouvernement en 1986, Jacques Chirac a voulu marquer politiquement son intérêt pour le rang et le rôle du français en France et à l'étranger en instituant un secrétariat d'État chargé de la francophonie auprès du Premier ministre. Il en a confié la responsabilité à Lucette Michaux-Chevry, élue antillaise, mais sans lui donner, là non plus, de véritables moyens d'action. Le bilan de la nouvelle instance est donc pour le moment assez mince ; en outre, les conflits de compétence n'ont pas manqué de surgir entre le secrétariat d'État et le Commissariat général, mis à la disposition du premier « en tant que de besoin ». L'une des décisions de Mme Michaux-Chevry a été de supprimer le centre terminologique Jacques-Amyot, qui allait entamer ses activités et qui n'a pas encore été remplacé par une structure néologique digne de ce nom et capable de susciter une large coopération inter-francophone en matière de terminologie.

Si l'on ajoute qu'il existe tant à l'Élysée qu'à Matignon, au Quai d'Orsay et à la Coopération des « cellules » ou des « services » traitant de la francophonie, sans parler ici et là des « comités consultatifs » ou des « associations sans but lucratif », on comprendra que l'action purement française concernant la francophonie donne parfois une nette impression de chevauchement, voire de confusion, aux partenaires de Paris.

Cette dispersion n'a pas empêché que se tienne avec un certain succès, à Versailles et à Paris, en février 1986, le premier sommet francophone, à l'invitation du président Mitterrand. Chefs d'État ou de gouvernement, ministres ou diplomates d'une quarantaine de nations participèrent à ce premier plénum des « parlant français », qui fut en quelque sorte un galop d'essais. Dans l'enthousiasme de cette première furent adoptés sans examen approfondi une centaine de projets à réaliser en commun, dont vingt-huit prioritaires (banques de données, diffu-

sion télévisuelle, enseignement médical par vidéodisques, traitement automatique des textes, programme photovoltaïque africain, baccalauréat international francophone, etc.). Beaucoup n'ont été qu'ébauchés, d'autres sont restés dans les cartons, certains enfin ont été relancés au deuxième sommet francophone, en 1987.

La création audiovisuelle

S'il est vrai que, du prix Nobel de la paix Élie Wiesel, citoyen américain de New York, d'origine judéo-européenne, écrivant en français, à la constante floraison de plumes de haute qualité maghrébines, downloadModeText.vue.download 293 sur 517

négro-africaines, haïtiennes, libanaises ou canadiennes, la francophonie littéraire se porte bien ; s'il est vrai que les chancelleries des États non francophones prennent désormais au sérieux les conférences internationales entre dirigeants francisants ; s'il est vrai enfin que la démographie afro-arabe et la progression scolaire en Méditerranée et en Afrique propagent le français dans plus de trente nations du Sud à une vitesse que l'on n'aurait pu imaginer il y a un quart de siècle, il n'en demeure pas moins que, sauf exceptions (mathématiques, recherche historique, travaux sur le Sida, fusée Ariane, etc.), la francophonie est de moins en moins présente dans la compétition technique et scientifique mondiale de pointe.

Un autre domaine où la francophonie n'est pas encore parvenue à s'organiser efficacement est la création audiovisuelle, bien qu'il soit clair que « la francophonie sera télévisuelle ou ne sera pas ». Une conférence ministérielle sur la communication en français, tenue au Caire en

février 1985, est parvenue à cette conclusion, mais cette constatation n'a pas été suivie jusqu'à présent de réalisations en dehors de la chaîne internationale par câble TV5, d'une audience au reste encore limitée.

Fragile empire de l'esprit dans un univers ayant de plus en plus tendance à

n’attacher d’importance qu’à ce qui est immédiatement rentable, la francophonie a franchi l’étape délicate de sa naissance, mais elle n’est pas encore parvenue à ériger un môle solide de résistance face à l’uniformisation culturelle et spirituelle de la Terre ; là, pourtant, se trouve sans doute sa principale raison d’être. Les années qui viennent devraient, à cet égard, être révélatrices.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Journaliste au Monde, où il est notamment chargé des affaires francophones, J.-P. Péroncel-Hugoz est aussi l’auteur de plusieurs ouvrages sur les pays arabo-islamiqucs : le Radeau de Mahomet (Lieu commun, 1983) ; Une croix sur le Liban (Lieu commun, 1984).Mode
downloadModeText.vue.download 294 sur 517

SOCIÉTÉ

293

L’effet
Lacroix

Il a rendu un grand service à la France. Par lui, grâce à lui, Paris est redevenu la capitale de la mode. À travers ce qu’il ose, tout le monde ose. Le monde entier nous envie Christian Lacroix. Le créateur a fait souffler un vent d’insolence et de jeunesse sur la couture. Il lui a donné une image différente.

Tournant le dos à la tradition, bousculant conventions et idées reçues, lignes et volumes, mélanges de couleurs et correspondances de tissus, Christian Lacroix choque et dérange. Mais il renoue avec la coutume novatrice du grand couturier et inspire toute la mode. Haute couture et prêt-à-porter, créateurs et stylistes revendiquent la référence. Son influence est telle que 1987 n’est pas seulement l’année de l’ouverture de sa maison de haute couture, financée par Bernard Arnault, P-DG de la Financière Agache, qui a investi cinquante millions de francs ; c’est aussi une époque charnière dans l’histoire du costume.

L’effet Lacroix, on ne parle que de ça. Il faut remonter au temps du new-look de Christian Dior (1949), de la minijupe de Courrèges (1964), du tailleur-pantalon d’Yves Saint Laurent (1970) pour retrou-

ver pareils enthousiasmes.

L'homme, né à Arles un jour de mai (le 16), va fêter ses 37 ans en 1988. Taureau ascendant Lion – les emblèmes de

sa vie –, il se dit conservateur et paraît amusé d'avoir créé un tel événement. Il est même étonné lorsqu'on lui dit qu'il a révolutionné la silhouette et la mode. Licencié en histoire de l'art, puis formé à l'école du Louvre, il aurait pu être conservateur de musée. Il a attendu dix ans avant de savoir qu'il serait couturier. Christian Lacroix avoue simplement avoir le goût du costume, l'amour du spectacle et être fasciné par l'art baroque. Il se dit aussi mû par le désir d'aller de l'avant. « Répéter ne m'intéresse pas. Je travaille égoïstement. Plutôt défricher l'avenir que cultiver le passé. La mode avait peut-être besoin de plus d'extravagance... d'être spirituelle. »

Exercices de styles et de collections, il a fait des gammes cinq ans chez Jean Patou après avoir été styliste dans l'équipe de Guy Paulin et d'Hermès : « Comme tout le monde, j'adore la petite robe noire. Seulement, par moments, c'est très ennuyeux de voir toutes les femmes en noir. » Il les a donc imaginées en Technicolor. Les couleurs de son enfance camarguaise, les tons de la corrida, les teintes des habits des Gitans des Saintes-Maries-de-la-Mer, ont resurgi de sa mémoire. Il s'est aussi souvenu de la palette de Picasso, dont il visita, à l'âge de huit ans, une exposition. « Je suis un homme de rituel, un fidèle, un sentimental. »
downloadModeText.vue.download 295 sur 517

Il a voulu ses couleurs très éclatantes et a pris le parti audacieux de les mélanger. Panoplie et uniformité l'ennuient. « J'ai toujours adoré les allures bigarrées. La mode doit sortir des conventions sociales et rejeter le vêtement faux-semblant ». Ses notes chromatiques sont le jade et le mauve, l'absinthe et le chocolat, l'orange et le fuchsia, le corail et le saumon, l'olive et le tournesol, le vermillon et le soufre. Elles heurtent autant que ses alliances de matières.

Christian Lacroix assume ses choix. « J'aime la contradiction et les associations de styles différents. » Une femme tout en Lacroix ne l'intéresse pas. En revanche, le combiné Saint Laurent-Chanel-Lacroix l'enchante. C'est ce hétéroclisme que tout le monde copie.

On a encore en mémoire ses amalgames de bouclette mohair rose crevette sur un satin duchesse anisé. La robe était du soir. Aujourd'hui, Lacroix a remplacé le lainage par du jersey et l'oppose à de la faille. Tout le monde en fait autant. Ce qui choquait hier paraît normal aujourd'hui. C'est la mode à la manière de Lacroix. Comme les grands chapeaux croulant sous les fleurs et les oiseaux, les bijoux

lourds d'inspiration liturgique, tribale ou provençale, les talons bobines, les épaules « dehors » sous des fichus d'Arlésienne, les ourlets courts, les fourreaux meringués, les jupes à paniers tournure et pouf, les robes bulles. En une saison, Christian Lacroix a réussi l'exploit de mettre les femmes en boule. Ses adeptes disent : « Votre couture, c'est de la mode lifting. »

Il a fait sans le savoir, de Paris à New York, en passant par Tokyo, la fortune des confectionneurs ayant pignon sur rue, au Sentier, ou gratte-ciel, sur Fashion Avenue. Personne après lui ne veut être en reste, mais son influence, il n'arrive pas à l'imaginer, à la concevoir. « Pourquoi me copierait-on ? s'interroge Christian Lacroix. Il y a de la place pour tout le monde et j'aime les femmes qui ne se ressemblent pas. Il y en a autant que de styles. »

Son bonheur : faire plaisir ! Il est heureux lorsqu'il entend : « Dans vos vêtements, il y a de la joie et du spectacle. » Aux yeux de Christian Lacroix, la vie est un théâtre et la mode y joue le premier rôle.

LAURENCE BEURDELEY
downloadModeText.vue.download 296 sur 517

La drogue,

maladie sociale

À Vienne, au mois de juin, l'ONU a réuni les représentants de 138 États

pour
organiser la lutte contre la drogue.

Partout, des champions sportifs et des vedettes du spectacle se mobilisent.

Désormais largement répandu, le fléau pourra-t-il régresser?

En 1968, l'explosion ludique de la
société française avait fait de la
« fête » une norme et de toutes les
jouissances un droit de chacun. Vingt ans
après, voici que vient le temps du souci,
de la prudence et de la retenue. Hier – il
y a une petite quinzaine d'années – dans
les colonnes du quotidien Libération,
paraissait un « Appel du dix-huit joint »,
en faveur de la légalisation des drogues
douces, signé par les plus prestigieux
intellectuels de l'avant-garde du moment.
Aujourd'hui, en direct du journal télé-
visé de 20 heures, l'écrivain iconoclaste
Cavanna exprime sa douleur devant la
mort par overdose de sa petite-fille et sa
rancoeur contre tous ceux qui ont mené
une vie au naufrage.

La toxicomanie n'est plus l'affaire
d'esthètes mais l'affaire de la société tout
entière et 1987 peut être choisie comme
la date de ce moment où la collectivité,
en France, achève de découvrir le prix de
l'inconscience et de l'ignorance et que ce
prix est d'abord payé par ses enfants.

C'est cette année qu'on vit, à l'Assem-
blée nationale, un 8 octobre, le député

Michel Hannoun brandir un sachet de
2 grammes de haschich qu'il s'était pro-
curé dans un magasin d'Amsterdam pour
75 francs, en vente libre, et qu'il avait
rapporté sans incident. Déjà le 2 octobre,
un autre député, Jean-Louis Debré, avait
exhibé, devant ses collègues de la com-
mission des lois, au Palais-Bourbon, une
mallette contenant une sélection des
divers stupéfiants (cocaïne, haschich,
morphine, LSD, héroïne, cannabis, etc.),
prouvant ainsi que tout un chacun, sans
trop de difficultés, pouvait se fournir sur
des marchés à peine clandestins.

Tout cela s'inscrivait dans le débat qui
opposa Albin Chalandon, ministre de la
Justice, partisan d'une criminalisation
plus forte de l'usage des stupéfiants, à Mi-
chèle Barzach, ministre de la Santé, qui
optait pour une approche plus médicale.
Ce débat mérite d'être rappelé, car il est
le signe que la toxicomanie était devenue

problème de gouvernement, mais aussi que la classe politique, toutes tendances confondues, aura su résister à ses premiers réflexes de régler par des moyens institutionnels abstraits un problème de
downloadModeText.vue.download 297 sur 517

société et aura évité de tomber dans la panique et dans la démagogie.

Mais, ainsi, la politique ne faisait que relayer une prise de conscience collective dont les vedettes des médias s'étaient fait les interprètes. Citons à titre d'exemple Michel Platini, qui crée une fondation en vue de proposer aux toxicomanes guéris des stages de formation pour assurer leur réinsertion professionnelle, avec l'aide de divers groupes industriels ; ou encore la chanteuse Régine, qui, avec SOS Drogue International, ouvre une quinzaine de « Points-Parents », dont l'objectif est de permettre à l'entourage des toxicomanes de trouver un lieu d'accueil.

Tout commence avec le mythe romantique du rôle initiatique des stupéfiants. Ce fut Thomas De Quincey qui introduisit l'usage « poétique » de l'opium, ce Thomas De Quincey auquel feront écho Baudelaire et ses Paradis artificiels, puis Cocteau, et qu'Apollinaire évoquera dans Alcools :

« Et Thomas De Quincey buvant

L'opium poison doux et chaste

À sa pauvre Anne allait rêvant

Passons passons puisque tout passe... »

Vie pratique

Si l'on en croit les statistiques de l'INSEE, l'équipement ménager des Français, tel qu'il était conçu de manière idéale depuis un quart de siècle, est achevé : 88,9 p. 100 des ménages ont le téléphone, 92,3 p. 100 la télévision, 69,6 p. 100 la télévision en couleurs, 97 p. 100 un réfrigérateur, 84 p. 100 une machine à laver le linge. Dans ces conditions, le marché de l'équipement ménager s'oriente vers

la systématisation et la centralisation des installations électroniques du logement. La Maison familiale a commencé à réaliser à Pontault-Combault une série de maisons pré-câblées. Les offices d'HLM font aussi construire des immeubles comportant un poste de commande et de contrôle centralisé, qui assure à la fois rapidité d'intervention en cas de difficultés, sûreté dans la répartition des charges et économie de personnel. Les applications de l'électronique aux immeubles individuels permettent d'envisager des progrès concernant la sécurité, les économies d'énergie et l'assistance aux personnes handicapées du troisième âge.

Des améliorations de l'appareillage de la maison méritent aussi d'être signalées. Un humidificateur à ultrasons a été commercialisé sous le nom de Biotech 201. Au réfrigérateur-congélateur s'est ajouté un troisième élément, le conserveur, qui maintient en bon état de consommation les produits pré-conditionnés, qui doivent être conservés à moins de 3 °C, mais auxquels le froid du congélateur fait perdre leurs qualités de fraîcheur.

Brandt, qui produit cette armoire

réfrigérante, compte en vendre 30 000

en 1988. Enfin, un compteur-enregis-

treur de téléphone individuel, Témoin

5, a été élaboré par Inventel. Dans le

domaine de la sécurité, la firme Access

propose une serrure à carte perforée.

Ces innovations techniques ne sont

pas incompatibles avec le bricolage

traditionnel : 94 p. 100 des Français

le pratiquent et le Salon qui leur est

destiné a reçu 300 000 visiteurs entre

le 30 octobre et le 11 novembre.

JANINE PHLIPPOTEAU
downloadModeText.vue.download 298 sur 517

Ce fut aussi Théophile Gautier, grand prêtre du « club des hachichines » ; ce fut Mallarmé, « une rose piquée de morphine », comme disait de lui Cocteau ; ce furent Pierre Loti, Claude Farrère, Colette, qui disait, à la fin de sa vie : « Je m'en voudrais d'être morte sans avoir connu l'ineffable bonheur de me dissoudre dans une pipe ; tout entière physique et pensée... » Ce fut, enfin, le surréalisme et son appel au « dérèglement des sens ».

Ce qui caractérise alors les consommateurs, qu'ils soient écrivains, musiciens, artistes, poètes, c'est que ceux-ci constituent un milieu spécifique d'esthètes. C'est, aussi, qu'ils attribuent à la drogue un effet incitateur qui s'inscrit dans leur activité de créateurs. Ils veulent y voir le moyen de transgresser les limites pour atteindre le sublime dans leur oeuvre. On peut trouver là quelque chose qui correspond à l'usage des drogues dans les sociétés primitives, lorsque le chaman y voit le véhicule qui permet à son esprit de parler

aux dieux et de connaître l'autre côté des choses. Il n'en va pas du tout de même aujourd'hui.

De la toxicomanie d'esthète à la consommation de masse

Est-ce le fait de la diffusion des modèles par les médias, de la massification des comportements qui en résulte, de l'affaiblissement des mécanismes intégrateurs des individus dans leurs groupes naturels ? Toujours est-il que l'usage des drogues a quitté ses espaces réservés et a changé de sens. Aujourd'hui, la drogue est affaire de tous et d'abord de jeunes ; et, si l'imitation des grands de la pop-music ou du jazz entre dans l'acte d'user des stupéfiants, ce n'est plus parce qu'on se veut créateurs comme eux. La génialité chimique n'est plus, comme chez Michaux, Burroughs, Charlie Parker ou Billie Halliday, un appoint pour mieux peindre, écrire, chanter, jouer. Elle n'est plus, comme dans les années soixante-huit, inscrite dans un processus de contestation, de rupture avec la société. Il ne s'agit plus de croire qu'en « s'éclatant » on se fait poète de son existence et que la seule création qui vaille, c'est celle de la jouissance dans le moment où elle a lieu : lorsqu'on quitte son corps, sa prose et, accessoirement, sa vie. Non. La drogue n'est plus l'aventure de l'homme moderne (avant qu'il ne découvre que son aventure était le chemin de sa destruction), mais une consommation prosaïque comme le tabac ; un fait de société qui s'accompagne du respect de la société. Sortie de la marginalité, sans le charme sulfureux que celle-ci lui donnait, la drogue ne s'est pas évanouie, elle s'est installée. Elle devient le petit geste quotidien qui n'auréole plus, et que n'arrête plus le sentiment d'une transgression. Il ne reste plus aux États et aux familles qu'à faire prendre conscience que la drogue est « nuisible » et que son rapport « plaisir-prix » est très défavorable. L'hygiène, la comptabilité sociale, le souci qu'a chacun de soi pallieront-ils le recul des valeurs ?

On a dit de la drogue qu'elle était la réponse de l'homme d'aujourd'hui à son mal-être. Il faut se méfier des explications aux belles résonances métaphysiques. Le mal-être est une dimension de la nature de l'homme et l'histoire de l'humanité

peut être comprise comme l'invention des ripostes à ce mal-être originel – qu'on l'appelle angoisse, liberté ou comme on downloadModeText.vue.download 299 sur 517

voudra. La question qui se pose est de comprendre ce qui fait que, dans nos sociétés, les séductions mortifères de la drogue opèrent avec tant de force. Marx disait de la religion qu'elle était « l'opium du peuple ». Dira-t-on de l'opium que c'est la « religion » de l'homme moderne ?

Un mal qui se répand

Il faut partir de ce constat que nous donnent les premiers résultats de l'enquête récente de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), une consultation qui a porté sur 17 régions, 77 centres spécialisés, 4 800 toxicomanes et dont les premiers résultats n'ont paru qu'en octobre 1987.

Bridge

Le Pakistanais Zia Mammood a été élu « meilleur joueur de l'année 1987 », mais le grand événement de l'année a été l'entrée de l'URSS dans la compétition internationale.

Les championnats du monde par équipes de quatre se sont achevés sur les résultats suivants : Compétition masculine : 1. États-Unis ; 2. Grande-Bretagne. Compétition féminine : 1. États-Unis ; 2. France. Juniors : 1. Pays-Bas ; 2. France (les juniors français ont perdu le titre en se faisant battre d'un point en finale).

Les championnats d'Europe se sont déroulés à Brighton du 2 au 15 août. Classement masculin par équipes de quatre : 1. Suède ; 2. Grande-Bretagne. Classement féminin : 1. France ; 2. Italie. Le championnat d'Europe féminin par paires s'est déroulé pour la première fois. Pour sa première

compétition internationale, la Bulga-

rie a remporté le titre, suivie par les

Pays-Bas.

Par ailleurs, le simultané Epson a donné un bel exemple de la vitalité du bridge à l'échelle internationale. L'initiative de cette épreuve revient à José Damiani, président de la Fédération européenne et vice-président de la Fédération mondiale. 73 000 personnes ont disputé le même tournoi, jouant les mêmes donnes dans 80 pays.

Pour assurer la promotion du bridge, la Fédération française a organisé, du 5 au 10 octobre, une semaine nationale « portes ouvertes », avec le concours des clubs, qui sont actuellement au nombre d'un millier environ.

Il faut noter une élévation très nette du niveau des équipes nationales, avec des compétitions très ouvertes et des renversements de situation parfois spectaculaires. L'époque où un titre européen se disputait entre deux ou trois équipes, avec un grand favori, est donc révolue. Les systèmes d'enchères poursuivent leur évolution. Certaines innovations se sont avérées redoutables et nécessitent l'adaptation des systèmes « naturels », qui avaient contribué à la gloire des joueurs français.

Ce qui apparaît d'abord, c'est l'accroissement du nombre des drogués par rapport aux enquêtes précédentes. On évalue cette population entre 300 000 (chiffre de la police, à partir des interpellations auxquelles elle a procédé) et 800 000 (chiffre estimé par le ministère de la Justice). Le phénomène est en expansion régulière, et aucun groupe n'y échappe. Après les grands centres urbains et les petites villes,
downloadModeText.vue.download 300 sur 517

les communes rurales sont à leur tour touchées. La drogue semble bien s'insérer dans le tissu social et dans son quotidien.

Le lien entre marginalité et toxicomanie s'affaiblit. Les drogués sont plus nombreux à habiter chez leurs parents (40 p. 100, à quoi s'ajoutent 5 p. 100 qui ont un logement dépendant de l'habitation paternelle ou payé par la famille). De même, le nombre de couples est en augmentation (22 p. 100). L'enquête montre, dans le même sens, la diminution des toxicomanes « SDF » (sans domicile fixe), qui ne sont plus que 9 p. 100. Enfin, il y a plus de diplômés (15 p. 100 ont, au moins, leur baccalauréat).

L'âge moyen des usagers a tendance à s'élever légèrement, mais la jeunesse reste la catégorie la plus touchée (78 p. 100 ont moins de trente ans, dont une forte majorité entre vingt et vingt-quatre ans) ; et il faut noter qu'on trouve des « accros » de douze ans. Peut-on, à partir de tous ces résultats, faire un portrait du toxicomane ? Avec réticence, on relèvera quelques traits, tout en soulignant qu'ils ne définissent pas un « genre ».

Le « drogué moyen » est un homme jeune, qui habite souvent chez ses parents, qui est célibataire, qui utilise de préférence l'héroïne (encore que la poly-toxicomanie s'affirme résolument et que la cocaïne, encore rare, tende à se répandre).

S'il est difficile de relier l'usage des drogues à une donnée socio-économique précise, on peut cependant constater que,

dans 50 p. 100 des cas, les parents du drogué sont séparés. Il serait abusif d'en tirer une conclusion péremptoire, même s'il n'est pas sans intérêt de noter que la rupture parentale ou l'existence d'un conflit

familial (par exemple les problèmes de la transplantation culturelle dans les familles métissées ou d'émigrés) créent des conditions que la sociologie a souvent étudiées – celles de l'anomie – pour rendre compte de problèmes comme la délinquance, le taux de suicide, etc.

S'il semble, ainsi, que le drogué peut être n'importe qui, doit-on chercher la cause de son mal dans les effets d'un produit rencontré par hasard et qui emprisonne sa victime, dans les hasards d'une histoire personnelle ou dans la nature des environnements sociaux qu'engendre la modernité ?

Le docteur Ollivenstein aime à dire que la drogue est comme une équation : la rencontre d'un produit, d'une personnalité et d'un moment socioculturel. La formule est un joli raccourci. De la dimension psychologique personnelle on ne peut dire que quelques vérités générales, tant il est vrai qu'une vie c'est d'abord un vécu imaginaire qu'on ne peut déduire mais seulement « psychanalyser » après coup. La drogue puise sa fascination, de façon paradoxale, à la fois dans le désir de la transgression et dans le désir de l'insertion.

La transgression est liée au sentiment que « la loi est vide », que « vie et mort se valent ». Et l'acte de transgression est un effort, en niant la loi, en la violant, de la faire vivre, comme le flirt mortifère est la recherche du sens de la vie.

L'insertion est évidente dans la mesure où se droguer c'est, au début, participer à un rite qui fait entrer dans un groupe (le « voyage » est souvent collectif, quand il commence) ou répondre à l'appel d'un modèle. On comprend que cet alliage fait de la drogue ce qu'on rencontre sou-
downloadModeText.vue.download 301 sur 517

vent dans ces moments où l'identité est

incertaine et où l'être vacille de n'avoir point de réfèrent. D'autant que la drogue se consomme d'abord avec l'idée de la

liberté puisqu'on commence par ces petites drogues qui « n'accrochent pas ». Mais qui incitent à goûter à celles qui accrochent.

Le chemin des écoliers de la drogue

En cette année 1987, les pouvoirs publics ont pris une conscience plus nette de ce que la lutte contre la toxicomanie était un problème qui impliquait information du citoyen et éducation civique, certes, mais aussi action médicale en faveur des drogués et action répressive modulée contre tout ce qui induit la consommation de stupéfiants. Le noeud de toutes ces actions se situe chez les jeunes, et d'abord dans le milieu scolaire. Il faut cependant se méfier des simplifications à sensation. L'essentiel de la population toxicomane ne se recrute pas dans les couloirs des
downloadModeText.vue.download 302 sur 517

collèges : la statistique établit que moins de 1 p. 100 des toxicomanes ont moins de 16 ans. Mais, quand on sait que, sur une population de 12 millions de moins de 25 ans, 2 millions et demi ont, comme on dit, « touché » à la drogue au moins une fois, on voit combien tout cela est complexe.

Échecs

Quelle année ! 1987 fut un grand millésime échiquéen. Un championnat du monde, une dizaine de tournois de catégorie 13 ou plus, trois interzonaux... le tout en douze mois. Les joueurs n'ont pas chômé, qu'on en juge : en janvier, le grand maître hongrois Zoltan Ribli remporte Reggio Emilia, où il devance Hort, Tchernine, Smyslov et Spassky. Quelques semaines plus tard à Wijk aan Zee, Short et Kortchnoi se partagent la première place du tournoi des Hauts-Fourneaux. En février, Short renoue avec le succès, en remportant à Reykjavik un tournoi de catégorie 14 avec un point d'avance sur Tal et Timman.

Pendant ce temps, à Linarès, Karpov, en finale du tournoi des candidats, exécute Sokolov 7,5 à 3,5. Grâce à cette belle victoire, il devient le challenger de Kasparov. La société SWIFT crée l'événement en avril en réunissant dans le même tournoi les trois K : Kasparov, Karpov et Kortchnoi. Le champion du monde, Garri Kasparov, partage la première place de l'épreuve avec le Yougoslave Ljubomir Ljubojevic. Karpov termine troisième.

Le mois suivant, à Amsterdam, Karpov et Timman gagnent le plus fort tournoi de l'année (catégorie 16) ;

Kortchnoi est troisième. En mai-juin, Vaganian, en remportant de fort belle manière le tournoi de Leningrad, rappelle qu'il faudra compter avec lui lors du prochain cycle des candidats. En juin, commencent les interzonaux. Les trois premiers joueurs de chaque interzonal sont qualifiés pour le tournoi des candidats. À Subotica, les trois S, Sax, Short et Speelman, partagent la première place. À Szirak, Hjatarson, révélation des interzonaux, gagne avec Salov. Portisch et Nunn se partagent la troisième place ; Portisch se qualifiera en battant Nunn sur le score de 4 points à 2. Le troisième interzonal, celui de Zagreb, verra la victoire de Kortchnoi.

En août, Rouen a accueilli le championnat de France. Christophe Bernard et Gilles Andruet le gagnèrent, mais aucune date n'a pu être trouvée pour organiser un match de départage. En prenant la troisième place, le jeune Joël Lautier, 14 ans, prouve qu'il est plus qu'un espoir ; il pourrait fort bien devenir le premier grand maître français. En septembre, Timman remporte Tilburg (catégorie 15).

À la mi-octobre, Kasparov et Karpov entrent en lice à Séville pour un championnat du monde qui dure deux mois et demi. Après de multiples rebondissements, Kasparov parviendra à conserver in extremis sa couronne mondiale en réussissant le match nul, 12 points partout. Le champion du monde gagnera la dernière partie avec un peu de chance en rejoignant Karpov à 12 points. Le prochain championnat aura lieu

en 1990. Pendant le championnat du monde, Ljubojevic gagnait chez lui, à Belgrade, un tournoi de catégorie 14, devant Timman et Beliavsky.
downloadModeText.vue.download 303 sur 517

JOURNAL DE L'ANNÉE ⚿ ÉDITION 1988

302

L'année 1988 débutera par les matches des candidats qui opposeront pour le nouveau cycle du championnat du monde Sokolov-Spragett, Youssoupov-Elvest, Kortchnoi-Hjartarson, Short-Sax, Timman-Salov, Portisch-Vaganian et Seirawan-Speelman. Karpov se joindra aux sept vainqueurs.

Le challenger de Kasparov sera connu après cette série de rencontres ; il affrontera le champion en 1990.

ALAIN FAYARD

Il est indéniable que la drogue est entrée dans la vie scolaire, tant primaire que secondaire. C'est pourquoi ont été interdites à la vente des colles contenant des solvants toxiques. C'est pourquoi, dans la capitale, le maire a fait présenter dans diverses classes de CM2 (8-10 ans) un film d'information et d'éducation. Comme le dit le secrétaire d'État chargé de l'Enseignement : « Les enfants rencontrent rarement la drogue sur le lieu scolaire lui-même, mais à la sortie ! Par ailleurs, l'école étant un lieu par définition communautaire, les enfants s'entraînent mutuellement. »

C'est que, jeune, on est plus facilement incité à la consommation d'un produit dont on ne mesure pas les effets et qu'on est persuadé, avec l'illusion qu'on a de sa toute-puissance sur soi, qu'on saura toujours « arrêter ça » quand on le voudra. Et puis, il s'agit de faire comme les autres et ne pas être de ceux qui n'osent pas braver les tabous des adultes...

Le mécanisme est très bien décrit par le commissaire Gravet, de l'OCRTIS (Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants) : « En aucun cas, sauf exception, la première « rencontre » ne se fait dans les murs de l'établissement

scolaire, pour des raisons évidentes, mais gare à l'environnement (cafés, etc.) et à la surenchère des enfants entre eux ! Il suffit d'une brebis galeuse pour qu'un établissement bascule. Ensuite le scénario est simple. Il faut de l'argent pour se procurer de la drogue. Et le meilleur moyen reste le trafic avec les copains. Mais, pour que le trafic existe, il faut que les copains se droguent, eux aussi. De là à les pousser à la consommation, il n'y a qu'un pas vite franchi. » (Interview de l'Express, 11 septembre 1987.)

Cette intrusion des stupéfiants dans le milieu scolaire, quelle qu'en soit l'ampleur, est indicatrice des transformations profondes de la société. Pourquoi un lycéen, voire un écolier se laissent-ils tenter par les paradis artificiels au point, par exemple, de les chercher dans les solvants, ces toxiques contenus dans l'essence, dans certaines colles, dans les détachants et qui sont en tête du hit-parade des drogues chez les moins de quinze ans ?

Doit-on imputer la cause de cette situation au déséquilibre du milieu affectif naturel des jeunes, la famille, et faire du désir de stupéfiants une réponse à l'abandon ? Doit-on voir un effet de la médicalisation à outrance au plus jeune âge puisqu'il semble que, selon certains spécialistes, les enfants auxquels on a eu l'habitude de donner des calmants ou des analgésiques auraient un système nerveux fragilisé et qu'on trouverait chez les jeunes drogués énormément d'enfants surmédicalisés ? Faut-il chercher du côté de la négligence des parents ou de la transformation de l'école dont les emplois du temps, souvent troués, laissent les élèves libres et sans qu'ils soient insérés dans une institution devenue lieu plus
downloadModeText.vue.download 304 sur 517

ouvert et moins sacralisé ? Tous ces fac-

teurs jouent certainement un rôle mais ne constituent pas, même rassemblés, un système d'explication convaincant.

Philatélie

En 1987, la série artistique fêtait ses 25 ans. Depuis l'initiative du ministre Maurice Bokanowski, 116 timbres ont été édités. Cette année, la série s'est enrichie d'oeuvres de Boudin, Bryen, Peisner et Van Velde. Pour la première fois en France, les presses de Périgueux ont imprimé entièrement en offset. Conjonction des temps, la commémoration du millénaire capétien a eu l'honneur de cette innovation technique.

En novembre, la grande revue l'Écho de la timbrologie célébrait son centenaire avec un superbe numéro spécial. À l'hôtel Drouot, au cours de quatre sessions, l'extraordinaire collection de Léon Dubus, président de l'Académie de philatélie, a commencé à être dispersée.

La poste a été soucieuse de fêter nos grands anniversaires : avènement d'Hugues Capet en 987, mort de Guillaume le Conquérant en 1087 (ce timbre a remporté le grand prix de l'art philatélique), intervention des forces américaines conduites par le général Pershing dans le premier conflit mondial, en 1917. Les centenaires de l'Institut Pasteur, de Marc Chagall, de Le Corbusier et de Louis Jouvet ont été également honorés par un timbre. Le Post Office a célébré le 150e anniversaire de l'accession au trône de la reine Victoria par une magnifique série de quatre timbres

qui évoquent la souveraine aux divers

âges de son existence.

Les nouveaux tarifs postaux sont en-

trés en vigueur le 1er août. Le pli non

urgent doit être désormais affranchi à

2 F. En émettant la Marianne « valeur

B » qui a été retirée au fur et à mesure

de la livraison des 2 F « chiffrés »,

l'Administration a usé d'une méthode qui avait déjà fait ses preuves en 1986 (« valeur A ») et évité le coûteux affranchissement avec des valeurs complémentaires. Une curiosité : la « poste aérienne » s'est enrichie d'un beau « Dewoitine 338 » frappé d'une des plus fortes valeurs faciales de ces dernières années. Ce timbre est vendu 50 F.

Les cours sont restés stables toute l'année. À l'abri de la tempête boursière, la philatélie offre encore d'agréables surprises : un collectionneur américain a ainsi acheté 800 000 dollars à leur heureux propriétaire quatre timbres, émis en 1985, représentant les Amoureux de Peynet. Il est vrai qu'ils appartiennent à une planche qui a été imprimée par erreur sans valeur faciale.

HERVÉ ROBERT

Une hypothèse peut nous mettre sur la voie d'une interprétation. Pour développer l'éducation civique et morale de chacun et pour faire obstacle à l'anomie, terrain privilégié des fléaux sociaux, la société française, tout au long du XIXe siècle et durant la première moitié du XXe siècle, se reposait essentiellement sur ces « directeurs de conscience » qu'étaient les prêtres, d'une part, les maîtres d'école, d'autre part, et sur la famille. Aujourd'hui, le grand médiateur c'est, parfois, la puissance publique et, toujours, les grands

downloadModeText.vue.download 305 sur 517

médias comme la télévision. C'est là le signe d'une profonde mutation dans la nature et le rôle des groupes intermédiaires et dans leur fonction de contrôle social. Tout se passe comme si l'individualisme croissant et son complément, le surinvestissement de la recherche du bonheur, engendraient une société plus dispersée, aux liens de solidarité plus ténus et plus incertains. Et l'État prend alors la figure du pouvoir dont la puissance tutélaire doit tout résoudre. Un État dont on attend essentiellement une action préventive, protectrice, médicale, et, à l'occasion, répressive. Comment ne pas évoquer ce qu'écrivait Tocqueville, précisément à propos du lien entre ce type d'individualisme refermé sur soi et la puissance publique : « Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres...

Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort... ; il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance... » (De la démocratie en Amérique.)

Il ne faut cependant pas tomber dans le défaut des prophètes de l'apocalypse. La société moderne ne devient pas un agrégat d'isolés que seuls relient les médias. La société ne devient pas « foule solitaire ». Simplement, les groupes qui la structurent sont désormais des groupes

d'affinités provisoires, des groupes de mode ou des groupes d'intérêts contractuels. Ils ne sont pas producteurs de normes solides de conduite.

Il reste que, même si on en voit les limites, on ne saurait dispenser la puissance publique de ses tâches d'information et de protection sociale. C'est dans ce sens que le gouvernement, en l'occur-

rence sans rencontrer de véritable opposition politique, a décidé de consacrer, en 1987, 230 millions de francs à la lutte contre la toxicomanie et que le budget de 1988 reconduira cette disposition.

Contre l'internationale des marchands de drogues

À côté de l'information, se développe, à l'échelle de la coopération internationale, une lutte contre « l'économie de la drogue ». Car il est des pays producteurs de drogues dont c'est la seule richesse. On évalue leur chiffre d'affaires à 1 800 milliards de francs.

C'est ainsi qu'à Vienne, du 17 au 26 juin, dans le cadre institutionnel de l'ONU, eut lieu une assemblée extraordinaire réunissant des chefs d'État ou des ministres de 138 pays. L'URSS reconnaissait que « la calamité était en train de la gagner et qu'on dénombrait de plus en plus de toxicomanes parmi les jeunes et les militaires ». Déjà les États-Unis avaient proposé aux pays d'Amérique du Sud (Colombie, Bolivie, Pérou) de racheter leur production annuelle. L'effet pervers d'une telle mesure ne s'est pas fait attendre : la production a dépassé tous les records.

En plus des États producteurs d'Amérique du Sud, il faut prendre en compte le Triangle d'or (Birmanie, Laos, Thaïlande)
downloadModeText.vue.download 306 sur 517

et le Croissant d'or (Pakistan, Iran, Afghanistan) ; or, l'interdiction des cultures de plantes psychotropes mettrait en péril l'équilibre économique et politique de ces pays : on voit que l'entente entre pays consommateurs et producteurs n'est pas proche. Et les 32 milliards de dollars dont a disposé en 1987 le FNULAD (Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues) n'ont pas enrayé le fléau.

On peut mettre à l'actif des polices européennes et américaines, cette année, de très remarquables succès contre les filières de la drogue. Mais on peut aussi se dire que ces résultats favorables sont aussi le signe même de l'ampleur du trafic. Un exemple est là pour démontrer la

difficulté de la tâche. Le marché américain est gros consommateur de cocaïne, le marché européen très peu. Mais voici que les cours de la cocaïne aux États-Unis tombent vertigineusement. Il y a trois ans, le gramme de cocaïne se vendait entre 100 et 125 dollars. Il est bradé cette année à 50 dollars, alors que le produit atteint un degré de pureté plus élevé. Que se passe-t-il alors ? L'industrie de la cocaïne cherche de nouveaux débouchés du côté de l'Europe. Et celle-ci, avec six ans de retard sur l'Amérique, voit la consommation de cocaïne augmenter lentement, mais sûrement.

Et les autres drogues ?

Peut-on ranger dans les mêmes catégories que la toxicomanie l'usage de l'alcool, du tabac, voire des diverses drogues pharmaceutiques (tranquillisants, amphétamines, etc.) ? Certes, on a toujours affaire à des psychostimulants dont le but est la levée des inhibitions, de l'anxiété,

des phénomènes dépressifs et l'obtention d'une ivresse qui abolit la malédiction de la pesanteur des corps et des âmes. On crée l'euphorie, on transforme ses performances, du moins le croit-on, et on fait du monde un milieu accordé miraculeusement à soi, soumis à notre volonté, un monde de légèreté et d'exaltation.

Autre point commun, c'est le coût social de ces consommations, ce qui explique que les pouvoirs s'en mêlent. Mais il ne faut pas pousser l'analogie trop loin. L'année 1987 a été celle de tous les dangers et de toutes les préventions. On connaît les mesures contre le tabagisme et la campagne du ministère de la Santé ; on sait l'accentuation de la répression contre l'alcoolisme au volant (sans que cela aille jusqu'à interdire la publicité sur l'alcool) et, dans le cadre d'Euromédecine 1987, on a vu le CNRS organiser un colloque sur ces drogues « douces » que sont les benzodiazépines et autres psychotropes « médicaux ». Sait-on que, chaque année, les Français avalent, en moyenne, 75 comprimés de ces pilules faites pour dormir, pour maigrir ou pour atténuer l'angoisse, au point qu'on a pu parler d'une toxicomanie parallèle ?

S'il est vrai que l'alcoolisme est la « toxicomanie » dominante en France, que la cigarette touche des couches de

plus en plus jeunes et que, de plus en plus, on dort par pilule et on veille par pilule, nous croyons cependant qu'il n'est pas sérieux de tout confondre, dans la nuit de l'esprit, et, par là même, de banaliser la vraie toxicomanie.

Que conclure ? Peut-être simplement qu'il faille se défier de l'excès de culpabilisation et d'angoisse que suscite le vertueux désir de lutter contre les maux
downloadModeText.vue.download 307 sur 517

divers. L'intervention de l'État dans tous les domaines qui doivent rester privés infantilise et irresponsabilise les individus. Elle suppose que l'on croit à la possibilité d'une société angélique et vertueuse, mais sans autre idéal que celui de la consommation, de la jouissance et du bonheur. Comme il n'est pas question que la politique se fasse professeur de morale, ingénieur des âmes et censeur vigilant des moeurs dans une démocratie, la toxicomanie pose un problème particulier.

Il est évident que la puissance publique est dans son rôle quand elle informe, quand elle réprime et quand elle se soucie des méfaits économiques de l'usage des drogues. Mais, c'est à la société, avec ses

moyens, de répondre à la question qui la traverse. À la société, c'est-à-dire aux divers groupes privés et aux divers groupes producteurs de valeurs, d'affection, de convivialité et de chaleur. Avec ce qu'on appelait du beau nom de charité et de fraternité, avant que l'une ne soit comprise comme aumône (et non plus comme loi du coeur) et que l'autre ne soit inscrite abstraitement sur les frontons des mairies et dans les paragraphes à langue de bois des programmes électoraux.

ANDRÉ AKOUN

Professeur à l'université de Paris-V, producteur à TFI (1974-1980), André Akoun a dirigé et publié de nombreux ouvrages sociologiques, comme Histoire des dieux, des sociétés et des hommes, avec J. Cazeneuve (Hachette, 1985).
downloadModeText.vue.download 308 sur 517

Le nouveau paysage audiovisuel français

Il résulte de l'application de la loi du 30 septembre 1986, complétée par celle du 27 novembre 1986 (éd. 1986 et éd. 1987). Ces textes confirment les principaux axes de la réforme de 1982, en accentuant même certains aspects : réduction du secteur public de l'audiovisuel, ouverture de nouveaux secteurs (programmation, diffusion) à des opérateurs privés, rôle très important dévolu à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

Le tableau ci-dessous recense les principales chaînes de radio et de télévision à la fin de 1987 et la part prise par les opérateurs privés. Rappelons que les sociétés relevant du secteur public sont financées par la redevance TV et par la publicité, alors que les sociétés du secteur privé n'ont pour seules ressources que la publicité et le parrainage.

À côté de ces sociétés de programmes subsistent des sociétés ayant en charge des activités techniques liées à la production (Société française de production), à la diffusion (Télédiffusion de France) et à la conservation des programmes (Institut national de l'audiovisuel). La SFP et TDF ont vu leurs statuts modifiés : la majorité de leur capital reste entre les mains de personnes publiques, mais elles sont sou-

mises au régime de la concurrence avec des sociétés privées, dans leurs secteurs respectifs, sauf dans leurs rapports avec les sociétés du service public.

La CNCL a vocation à favoriser la mise en place de ces nouvelles structures et à contrôler l'activité des divers opérateurs publics et privés, afin de faire respecter le libre jeu de la concurrence sans qu'il soit porté atteinte au pluralisme.

Ces modifications du paysage audiovisuel n'ont pas profondément bouleversé le comportement télévisuel de la majorité des Français. Le classement des chaînes, en terme d'audience cumulée (Médiamétrie, octobre 1987), fait apparaître l'ordre

préférentiel suivant : TF1 (57,2 p. 100), A2 (47,6 p. 100), FR3 (22,6 p. 100), la Cinq (12,5 p. 100), M6 (6,5 p. 100). Cette situation de relative stabilité s'explique par plusieurs facteurs. Le réseau de diffusion de la Cinq et de M6 ne couvre pas encore la totalité du territoire (40 p. 100 fin 1987) ; les télévisions locales hertziennes sont encore inexistantes, ce qui préserve provisoirement le monopole régional de FR3. Les réseaux câblés ouverts (18 en service au 31 décembre 1987) sont très locaux et leur public encore bien mince : moins de 10 p. 100 de pénétration sauf pour quelques sites (Metz ou
downloadModeText.vue.download 309 sur 517

Biarritz). L'essentiel des programmes distribués sur ces réseaux sont, d'une part, la retransmission de programmes de sociétés étrangères diffusés sur l'Europe par satellite et d'autre part les programmes des chaînes de télévision françaises à audience nationale : la part des programmes locaux spécifiques reste très faible.

Au niveau radiophonique, la modification des comportements est plus sensible

et l'apparition depuis 1981 des Radios locales privées (RLP) a profondément modifié les habitudes d'écoute (éd. 1981 et éd. 1982), puisque 400 nouvelles radios sont désormais disponibles. Le plan de fréquences des RLP est actuellement en cours de modification par la CNCL. Les choix faits pour Paris ramènent le nombre de stations émettrices à 37.

CHRISTINE LETEINTURIER
downloadModeText.vue.download 310 sur 517

Économie

Avec le déferlement de la vague néolibérale, les politiques d'ajustement se sont généralisées depuis 1979 et devraient permettre à terme la reprise sur des bases saines. Les conditions nécessaires à de meilleures performances sont réunies : maîtrise de l'inflation, redressement de la situation

financière des entreprises, réduction des déficits budgétaires dans un certain nombre de pays, flexibilité accrue des marchés du travail.

Et pourtant, pour la troisième année consécutive, en 1987, en dépit d'une nette amélioration au troisième trimestre, la croissance s'est encore ralentie. Les résultats sont variables selon les pays : très satisfaisants en Italie et en Grande-Bretagne, meilleurs que prévus aux États-Unis et au Japon et moins bons en France et en Allemagne fédérale.

En fait, selon les experts, la langueur de l'économie mondiale provient essentiellement de la permanence des déséquilibres et de l'insuffisante concertation internationale pour tenter de les résoudre.

Cette situation crée une instabilité croissante sur les marchés des changes et boursiers, le secteur privé devenant de moins en moins confiant. L'année 1987 est particulièrement dominée par ces problèmes monétaires et financiers, qui ont provoqué le krach du 19 octobre.

De l'offensive américaine

à la concertation internationale

Dès le début de l'année, les États-Unis cherchent à réduire leur déficit commercial. Le président Reagan, qui redoute la menace protectionniste brandie par le Congrès, adopte une politique plus agressive. Elle consiste à ne pas intervenir pour empêcher la baisse du dollar et à multiplier les pressions commerciales auprès de ses partenaires.

Commencée à l'automne 1986, la chute du dollar s'accélère. L'accord de stabilisation nippo-américain du 31 octobre 1986 limite la spéculation sur le yen, mais propulse vers le haut la devise allemande au détriment des autres monnaies du Système monétaire européen. Aussi, un réaménagement au sein de celui-ci devient nécessaire dès le 12 janvier et les monnaies allemande, néerlandaise et belgo-luxembourgeoise sont réévaluées. Pour sa part, le dollar continue de glisser, mais la spéculation se porte cette fois davantage sur le yen.

Dans le même temps, pour protéger leur marché et accroître leurs parts à l'ex-

portation, les États-Unis n'hésitent pas à déclencher une guerre commerciale. Ils menacent leurs partenaires de représailles s'ils n'obtiennent pas de concessions en compensation des préjudices subis (pro-
downloadModeText.vue.download 311 sur 517

duits agricoles européens) ou s'ils estiment que certaines règles sont transgressées (Airbus européen ; semi-conducteurs japonais). Ce regain de tension, suscitant des solutions plus ou moins tardives, s'accompagne de graves perturbations sur les marchés des changes.

Le recul excessif du dollar finit par perturber toutes les économies. Aussi, les six pays les plus industrialisés se réunissent à Paris le 22 février pour enrayer le mouvement. L'accord du Louvre, symétrique à l'accord du Plaza du 22 septembre 1985, repose sur deux principes d'ailleurs indissociables. Il s'agit d'abord de stabiliser le dollar en maintenant les parités dans des bandes de fluctuation volontairement non précisées, pour éviter toute spéculation, grâce à l'intervention des banques centrales : ces bandes sont évaluées implicitement par les experts entre 1,80 et 1,90 deutsche Mark, entre 1,40 et 1,55 yens et entre 6 et 6,30 francs. Des politiques économiques cohérentes et complémentaires doivent ensuite être entreprises pour rééquilibrer l'économie mondiale : aux États-Unis de réduire leur déficit budgétaire, au Japon et à l'Allemagne fédérale de stimuler leur demande intérieure.

Le dollar se stabilise en partie, du moins jusqu'à l'automne, mais provoque la hausse des taux d'intérêts. En revanche, les politiques économiques restent insuffisamment coordonnées (seulement un plan de relance japonais au printemps) et les déséquilibres subsistent.

La persistance des déséquilibres

Trois grands déséquilibres menacent essentiellement l'économie mondiale : l'endettement du tiers-monde, la diver-

gence entre les soldes commerciaux des pays industrialisés et les déficits interne et externe des États-Unis. L'année 1987

est particulièrement concernée par les deux derniers.

À peine réduit en dépit de la baisse du dollar, le déficit extérieur américain contraste avec les excédents toujours élevés au Japon et en Allemagne. Cet écart dans les performances, notamment au niveau des échanges industriels, reflète avant tout la capacité d'un pays à affronter ou non la concurrence étrangère, c'est-à-dire sa compétitivité. L'enjeu n'est rien de moins que la survie de chaque nation en tant que puissance industrielle, qui pousse chaque pays à avancer sous peine de reculer. Ainsi, en 1987, le solde industriel français, devenu pour la première fois négatif, suscite aussitôt un débat sur le déclin ou le retard de la France, comme cela s'était déjà produit au Royaume-Uni, en Europe et aux États-Unis.

Mais la cause centrale des déséquilibres actuels reste probablement l'accumulation des déficits au sein de la première puissance économique mondiale depuis 1979. En sept ans de gouvernement Reagan (1979-1986), le déficit commercial s'est accru de 800 p. 100 et le déficit budgétaire de 300 p. 100 ; or 1987 n'aura pas amorcé une nette amélioration. Les Américains vivent au-dessus de leurs moyens. Leur dette publique et privée atteint 8 000 milliards de dollars. Jamais l'épargne nationale n'a été aussi faible ; aussi, les déficits sont financés par un appel croissant à l'épargne étrangère, notamment japonaise. L'endettement extérieur du pays, devenu débiteur net pour la première fois en 1985, est pratique-
downloadModeText.vue.download 312 sur 517

ment sans limite. En effet, à la différence des pays sous-développés, qui, dans une situation analogue, sont contraints de suivre une cure d'austérité, la place des États-Unis sur l'échiquier mondial les dispense d'agir : le dollar est la principale devise des échanges internationaux et les partenaires ne le peuvent refuser car ils sont trop dépendants du marché américain.

La durée des déséquilibres et la faible

volonté manifestée par le président Reagan pour les réduire, particulièrement en période électorale, suscitent l'inquiétude croissante des marchés. En dépit de la hausse des taux d'intérêt – et leurs conséquences déflationnistes sur l'économie mondiale –, pour attirer les capitaux étrangers (et défendre le dollar), la suspicion des créanciers privés oblige les banques centrales à prendre le relais. Ainsi, face à la baisse du dollar, les autorités monétaires étrangères rachètent les dollars, créant ainsi de nouvelles liquidités, qui sont aussitôt replacées par elles en bons du trésor américains. Le cercle vicieux se perpétue avec le risque de voir l'inflation repartir.

Plus profondément, les déséquilibres de l'économie mondiale reflètent la déconnexion croissante entre les transactions financières et la vie économique. À la suite de la libéralisation des marchés financiers et du succès des privatisations, qui drainent un nombre croissant de petits épargnants, les Bourses connaissent partout, entre 1982 et 1987, une période d'euphorie caractérisée par l'envolée des cours et une formidable capitalisation boursière. Ainsi, à Wall Street, l'indice Dow Jones passe de 788 en août 1982 à 2 722, son niveau record,

le 25 août 1987. Avec une croissance de plus de 450 p. 100 en cinq ans, la France remporte la première place. Cette flambée s'accompagne d'une frénésie spéculative allant jusqu'à des escroqueries d'une ampleur sans précédent, la recherche du profit facile devenant souvent le seul objectif. Ce sont les particuliers qui essaient de faire fructifier leur épargne, les entreprises qui privilégient les placements financiers plus rémunérateurs aux dépens des investissements et les banques qui multiplient les opérations hors bilan. Mais, surtout, ce sont les nouveaux spécialistes de la finance comme par exemple les raiders participant à la guerre des entreprises dans le cadre des OPA, ou encore les Golden boys, ces jeunes opérateurs qui achètent et vendent à tout instant des titres pour en tirer le maximum de gains. La Bourse est ainsi devenue une économie-casino, où certains joueurs avertis peuvent remporter plusieurs fois leur mise. Ces jeux de la finance sont évoqués dans le Point de l'actualité.

Cette effervescence financière, en par-

tie artificielle, contraste avec l'anémie de l'économie concrète : la croissance trop lente, l'insuffisance des investissements, la permanence du chômage, le tassement des revenus et la stagnation du commerce international. En fait, l'expansion des activités financières a été nourrie par la crise économique. Celle-ci accroît sans cesse les déséquilibres réels qui donnent lieu à un endettement compensateur nécessaire pour éviter de graves ruptures. Les dettes sont, partiellement, les contreparties d'une création monétaire qui nourrit la planète de liquidités à la recherche de placements. La souplesse des financements permet d'absorber des
downloadModeText.vue.download 313 sur 517

déficits cumulatifs sans que l'on puisse apprécier à l'avance où sont les seuils critiques, mais ceux-ci existent.

Les chocs boursier et monétaire

L'échec répété des tentatives des grands pays industrialisés en vue d'atténuer ces déséquilibres ne fait qu'accroître les tensions. Après une première phase de turbulences monétaires et de certains accès de faiblesse à la Bourse, il a suffi d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt à l'automne (notamment en Allemagne) et de l'annonce d'un déficit commercial américain plus élevé que prévu en août pour provoquer le krach du 19 octobre. Ce lundi noir, l'indice Dow Jones, à la Bourse de New York, chute de 22,6 p. 100 ; il est ramené à 1 738, si bien qu'en une seule séance 1 000 milliards de dollars s'évaporent. L'effondrement des valeurs s'étend à toutes les grandes places financières asiatiques et européennes et provoque un mouvement de panique. Par la suite, à la manière d'un yoyo montant et descendant, se succèdent des périodes d'accalmie suivies de rechutes, mais les cours ne remontent jamais autant qu'ils descendent, sauf à Wall Street. L'ampleur des pertes enregistrées dans tous les pays est impressionnante. Ainsi, en France, la tourmente ramène les cours à leur niveau du début de 1986.

L'explosion financière gagne vite les marchés des changes. Le dollar ne cesse de chuter, en deçà même des planchers fixés implicitement par les accords du Louvre : les records historiques sont battus successivement au Japon (jusqu'à

121 yens le 31 décembre) et en Allemagne (jusqu'à 1,57 DM à la même date). Par contrecoup, la force du mark recommence à affaiblir le franc. Dès lors, crise boursière et crise monétaire s'entretiennent mutuellement.

Dans un premier temps, l'injection de liquidités par les banques centrales, la baisse des taux d'intérêt et le soutien des investisseurs institutionnels permettent d'enrayer une baisse excessive des cours. De même, la plupart des programmes de privatisation en cours, notamment en France, sont reportés.

Dans un second temps, bien sûr, réapparaît plus que jamais la nécessité d'une forte concertation entre les grandes puissances pour réduire les déséquilibres mondiaux. Aux Américains d'adopter une politique de rigueur pour réduire leur déficit budgétaire : après de laborieuses négociations, un accord intervient quand même entre la Maison-Blanche et le Congrès le 22 décembre. À la suite de cet accord, et par une déclaration commune faite hors réunion le 23 décembre, les sept pays les plus industrialisés tentent de ramener le calme en se prononçant contre une nouvelle baisse du dollar. Aux Allemands et aux Japonais de faire des efforts de relance monétaire, et, plus encore, budgétaire : le gouvernement ouest-allemand commence par adopter le 2 décembre un « petit » plan de relance. À défaut d'une volonté commune dans ce sens, le risque est grand de voir dégénérer la crise financière en une récession ; elle pourrait même annoncer une nouvelle crise économique mondiale.

DOMINIQUE COLSON
downloadModeText.vue.download 314 sur 517

France : le retard

ou le déclin ?

Discrètement amorcée par les travaux des statisticiens et des

économistes, puis
relayée par la presse, la controverse sur le déclin ou le retard de la
France s'est muée
cette année en un large débat politique.

Les Français prennent conscience du déclin et refusent sa fatalité
(Georges Valance, le Point, 22 juin)
Industrie : la France a-t-elle un avenir ?

(Christine Delavennat, l'Express, 26 juin-2 juillet)
Déclin... ou retard

(Alain Vernholes, le Monde, 28 juin)
Le déclin n'est plus d'actualité...

(Jacques Chirac, Grand Jury RTL – le Monde, 28 juin)
Il n'y a pas de déclin français
(Jean-Marcel Jeanneney, le Matin, 1er juillet)

Le déclin économique d'un pays
s'apprécie par double référence au
passé et à l'étranger. Convient-il
d'employer un mot aussi fort et empreint
d'une résignation fataliste pour quali-
fier les retards accumulés par l'économie
française au cours des dernières années ?
Il appartiendra au lecteur d'en juger au
vu des éléments statistiques disponibles
et après que lui auront été exposées cer-
taines particularités nationales qui sont
de nature à peser sur nos performances
relatives.

On mesure un retard, on juge un déclin

Le thème du déclin de la France n'est pas
neuf, et les craintes exprimées à ce sujet
ont parfois été démenties dans le passé.

Parfaitement justifié pour caractériser
l'évolution de notre pays de 1930 à 1945,
il a été suggéré d'une manière récur-
rente dans les années 50 par des auteurs
qui évoquaient, par exemple, Paris et
le désert français (J.F. Gravier, Paris et
le désert français, (Paris, 1947).) ou les
Forces et faiblesses de l'économie française
(J.-M. Jeanneney, Forces et Faiblesses de
l'économie française (Armand Colin,
1959, 2e éd.).), alors même que la France
vivait ses « trente glorieuses », c'est-à-
dire trois décennies de croissance excep-
tionnelle et d'intense modernisation. De
1945 à 1975 en effet, notre agriculture et
nos villes, notre industrie et nos trans-
ports, notre réseau de distribution com-
merciale ont rattrapé des décennies de
retard et parfois profondément innové.
downloadModeText.vue.download 315 sur 517

Seul le Japon dépassait régulièrement la France dans le domaine de la croissance économique.

Depuis lors, le pays donne l'impression de s'essouffler. On peut discuter du point d'origine de nos retards. Certains indices montrent que le quadruplement du prix du pétrole en octobre 1973 a agi sinon comme une cause, du moins comme un révélateur de difficultés nouvelles : ainsi, la production industrielle dont les experts annonçaient en 1970 qu'elle doublerait en dix ans, a commencé à plafonner, dès 1974 et jusqu'à maintenant, à 30-40 p. 100 au-dessus de celle de 1970. En revanche, d'après d'autres indices, les années 1980-81 montrent que nos retards se sont aggravés sans que l'on puisse départager de manière incontestable les influences dues respectivement au second choc pétrolier, à l'enchérissement du dollar, qui cotait 4,10 F en 1980 et 9,30 F en février 1985 avant de chuter aux environs de 6 F depuis, ainsi qu'aux deux revirements de la politique économique française de juin 1981 et de fin 1982.

Si la plupart des données économiques justifient le sentiment que la France paraît piétiner, dans l'ensemble, depuis 1975-1981, l'interprétation qu'il convient d'en donner n'est pas simple. Toute pause qui fait suite à une longue période de croissance perturbe les anticipations des acteurs de la vie économique et ébranle les convictions comme les jugements de valeur portés sur les bienfaits de l'expansion.

En effet, le renouvellement des générations a révélé, à la fin des années 60, que beaucoup de Français entendaient porter un regard plus critique sur leur éco-

nomie. Il est de fait que toute croissance de la production nationale poussée par des progrès techniques rapides détruit des richesses à mesure qu'elle en crée d'autres. De même, son ralentissement modifie la balance des créations et des destructions et déçoit bien des attentes, en particulier celle des chômeurs. Cette décélération peut aussi annoncer un

rééquilibrage dans les forces de changement (H. Mendras, Le social entraîne-t-il l'économique ? (Futuribles, juillet 1986).). Les groupes sociaux, les générations, les individus dressent en fonction de leurs propres échelles de référence, le bilan de ces évolutions et le prix que mérite leur enrichissement personnel en terme de biens collectifs ou de loisirs sacrifiés. Enfin, les retards signalés par la plupart des indicateurs statistiques disponibles peuvent annoncer sinon un inéluctable déclin, du moins les difficultés transitoires qu'une part de la population éprouve à s'adapter au nouveau régime de croissance qui s'impose dans le monde depuis quinze ans. L'ouverture de notre pays, tout comme celle de nos partenaires européens et nord-américains, aux échanges mondiaux accentue, en effet, la rigueur des disciplines imposées par la concurrence et la coopération internationales. De plus, le rattrapage de la plupart des retards technologiques hérités de la période 1930-1945 soumet la France à la nécessité d'innover. Elle ne peut se contenter d'imiter les autres pour croître. Enfin, la montée en puissance de nations industrielles jeunes en Asie et en Amérique latine rendrait déjà fort méritoire le simple maintien de la part de la France dans le produit mondial. Qu'en est-il en fait ?
downloadModeText.vue.download 316 sur 517

Les symptômes du retard

Les indices de retard ne datent pas tous de 1981, mais beaucoup se sont accentués depuis cette date.

I. Les résultats les plus généraux de l'économie concernent la production et l'emploi. C'est sur ce plan que nous commencerons par nous situer.

a) La comparaison entre l'évolution du produit intérieur brut de la France et l'évolution de celui des autres pays donne, à première vue, une mesure convenable de l'évolution de nos positions dans le monde. On se méfiera toutefois de leur apparente précision. D'une part, les comparaisons portent sur des données statistiques nationales de qualité inégale et, en

dépit des efforts d'harmonisation entrepris par les organismes internationaux (ONU, OCDE, CEE, etc.), il subsiste une tendance à surestimer la croissance des pays en voie de développement, où les secteurs traditionnels sont les plus mal connus, alors que la statistique de production des pays industrialisés de l'OCDE sous-estiment le progrès des activités nouvelles qui sont en général les plus dynamiques [activités de service, renouvellement de la qualité des produits, croissance des petites et moyennes

entreprises (A. Kamarck, Economies and the Real World (University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 1983).)]. D'autre part, la comparaison des PIB évalués originellement en valeurs nominales dans leurs monnaies nationales respectives nécessite une conversion en une monnaie commune de référence qui est, en pratique, le dollar. Les résultats diffèrent alors quelque peu selon les méthodes utilisées. Ou bien on calcule la part de PIB français dans une somme de PIB des nations du monde en les évaluant tous en dollars aux prix courants et aux taux de change courants. En ce cas, la part de la France évolue en fonction des volumes de production et des inflations respectives comme des taux de change des monnaies par rapport au dollar. Il en résulte que, si l'inflation française est plus forte que celle du monde et que le taux de change du franc par rapport au dollar reste stable, la part de la production française augmente, même si les volumes produits n'augmentent pas plus vite que la moyenne des volumes de production mondiale. Ou bien, selon une autre méthode, on calcule chaque PIB aux prix intérieurs de 1980 pour éliminer l'effet des inflations nationales et on convertit les prix nationaux en dollars à partir d'un calcul des pari-
downloadModeText.vue.download 317 sur 517

tés des pouvoirs d'achat (PPA) ; le taux de PPA du franc par rapport au dollar est calculé, par exemple, de manière que le pouvoir d'achat global du franc reste équivalent en France et aux États-Unis. Il s'ensuit que la part occupée par une nation donnée dans la production totale du monde décline d'autant plus, quand on

la mesure à la parité de pouvoir d'achat et aux prix internationaux d'une année de base (1980 en l'occurrence), que :

1 – les volumes produits dans le reste du monde ont progressé plus vite ;
2 – la croissance du pays a concerné relativement plus les produits les moins valorisés de l'année de base ;
3 – l'inflation du pays a été plus rapide que dans le reste du monde.

Investissement

Dès mars 1986, la nouvelle majorité, en libérant l'économie et en abaissant les charges sociales et fiscales des entreprises, escompte une reprise spontanée de leur investissement. Mais les performances dans ce domaine sont bien moins favorables que celles attendues par le gouvernement puisque les dépenses d'équipement des entreprises n'augmenteront que de 3 p. 100 en 1987, au heu de 5 p. 100 prévus initialement. La dégradation a été particulièrement forte au premier semestre (+ 0,5 p. 100 contre + 4,4 p. 100 au second).
downloadModeText.vue.download 318 sur 517

La relance dans le secteur des services et des commerces (+ 7 p. 100) et dans une moindre mesure dans le bâtiment et les travaux publics est effective. En revanche, dans l'industrie – représentant 40 p. 100 de l'investissement productif –, la décélération est sensible, la hausse de l'investissement de 12 p. 100 en 1985 étant ramenée à 2,5 p. 100 en 1986 et probablement à 3 p. 100 en 1987.

Les petites et moyennes entreprises,

championnes en 1986, se sont montrées plus réservées. Les sociétés privilégient toujours les investissements de productivité au détriment des investissements de capacité. Elles font également un effort pour accroître la part des investissements immatériels (formation, recherche, services aux entreprises), nécessaires à l'efficacité des équipements matériels, et qui sont considérés encore insuffisants en France.

La limitation des débouchés (moindre croissance, concurrence étrangère), les taux d'intérêt encore trop élevés et la préférence des entreprises pour le désendettement et les placements financiers beaucoup plus rémunérateurs sont autant d'obstacles à l'investissement.

Le gouvernement de Jacques Chirac reste confiant dans l'accroissement spontané des dépenses d'équipement, alors que le patronat réclame une aide à l'investissement. Pour l'heure, le retard de la France s'accentue.

DOMINIQUE COLSON

Sous ces réserves, le tableau I, aimablement communiqué par G. Lafay, du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), montre que, en dollars et aux prix courants,

la France, qui produisait 4,2 p. 100 du produit mondial en 1960, a amélioré sa position régulièrement jusqu'en 1975 (5,4 p. 100), pour reperdre, et au-delà, un peu de son poids en n'atteignant plus que 3,91 p. 100 en 1985. Après correction des inflations nationales et en recourant à la parité des pouvoirs d'achat, les évolutions laissent place à une relative stabilité au palier de 3,8 p. 100 – 3,9 p. 100 de 1962 à 1980, suivie d'un déclin d'un dixième de point chaque année jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, la tendance à une certaine érosion du poids économique de la France dans le monde peut être constatée. Elle correspond, certes, en partie à la montée en puissance de certains pays d'Extrême-
downloadModeText.vue.download 319 sur 517

Orient (Japon, Corée, les quatre Dragons : Corée du Sud, Hongkong, Taïwan, Singapour) et au regain de pays comme le Canada, les États-Unis, la Suède...

Mais elle procède aussi, d'une part, d'un net ralentissement de notre propre rythme de croissance, et d'autre part, de notre propension à une inflation plus rapide que chez la plupart de nos partenaires industriels.

b) Le retard de la production industrielle, déjà évident à une époque où l'on se servait des prix de 1970 pour en apprécier l'évolution en volume, se confirme avec le changement de l'année de base. Aux prix de 1980 (substantiellement relevés pour l'énergie et diminués pour l'électronique), la production industrielle française continue de stagner, tandis qu'elle est aujourd'hui supérieure de 21 p. 100 au Japon et de 15 p. 100 aux États-Unis.

Ce retard n'est pas imputable à la modération de la demande française : comme le montre le graphique I, nos importations ont continué de progresser quoique à un rythme plus modéré depuis 1980. En réalité, l'industrie française répond mal aux sollicitations de nos propres marchés domestiques ; elle produit trop d'acier, pas assez de magnétoscopes.

c) Elle s'est, pour des raisons analogues, assez mal adaptée à l'évolution de la demande internationale, comme le montre le graphique II. De 1976 à 1986, nos parts de marché à l'exportation ont décliné globalement, pour ce qui concerne les produits manufacturés, dans une proportion de l'ordre de 15 p. 100 (pour une base 100 en 1980, 108 au début de 1977, 92,4 en fin 1986). Et ce déclin affecte moins nos ventes vers la CEE que nos exportations vers les autres pays de l'OCDE (– 20 p. 100).

Certes, les positions internationales de la France sont meilleures et plus dynamiques dans le domaine des activités de services. Toutefois, les performances d'un grand pays industriel sur le plan de la production et de l'emploi ne peuvent persister très longtemps s'il laisse s'éroder l'appareil industriel qui constitue la base indispensable à la prospérité de l'ensemble des services.

d) Enfin, la population active occupée donne une indication sur l'évolution du potentiel productif, puisque, avec la durée annuelle de travail, d'une part, et la productivité horaire moyenne de ce travail, d'autre part, elle en constitue un élément majeur.

Le graphique III établi sur la période 1950-1987 manifeste le retard que la France accumule par rapport à ses principaux partenaires du monde industrialisé, sauf l'Italie et la Belgique et, depuis 1980, la RFA et le Royaume-Uni. Ces évolutions recouvrent deux tendances ; l'une d'ordre démographique : la population française se renouvelle mal, mais moins mal que celle des pays voisins ; l'autre d'ordre économique : la France, comme l'ensemble des pays européens, à quelques degrés de différence près, ne parvient pas à créer, loin de là, autant d'emplois que le continent nord-américain et le Japon.

Lorsque l'on met en relation le taux d'utilisation des capacités de production disponible, qui augmente à mesure que la demande s'élève, et le taux de chômage, qui indique l'existence d'une offre potentielle, on constate avec D. Cohen et P. Michel (Théorie et Pratique du chômage (Cepremap, 1987).), comme avec F. Dalle

(Pour développer l'emploi, rapport destiné au ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Emploi, mai 1987.), que la relation s'est dégradée modérément à partir de 1975 et brutalement depuis 1981. En effet, le taux de chômage augmente, de nos jours, quel que soit le degré d'utilisation des capacités de production ; ce qui signifie que l'offre française de produits ne répond plus aux sollicitations de la demande. Nos retards recouvrent un véritable gaspillage de ressources humaines.

Consommation

La consommation des ménages devient moins dynamique en 1987 : elle a augmenté seulement de 1,6 p. 100 contre 3,1 p. 100 l'année précédente. Le ralentissement est particulièrement sensible au premier semestre (+ 0,4 p. 100). Si les services continuent de progresser (notamment la santé et les loisirs), les produits manufacturés, en revanche, stagnent plus ou moins (les biens de consommation davantage que les biens d'équipement). Seul le secteur de l'automobile, en particulier grâce à l'allégement de TVA accordé en septembre, enregistre une bonne année. Les Français dépensent moins, car la rigueur salariale se poursuit : leur pouvoir d'achat baisse (seulement + 1,1 p. 100 en 1987, contre + 3,5 p. 100 en 1986). Jusqu'à présent, ils avaient maintenu leur niveau de vie, d'abord en puisant dans leur épargne, puis en profitant, pour certains, de revenus financiers substantiels, compte tenu de la bonne santé de la Bourse, et enfin en s'endettant : les crédits à

la consommation de toutes catégories

ont progressé depuis 1983 successive-

ment de 10,15,9 et 17,7 p. 100 pour

atteindre + 43,4 p. 100 en 1986 et pro-

bablement autant en 1987. Mais, tôt

ou tard, l'ajustement est inévitable : la

consommation est avant tout fonction du revenu.

L'année 1987 voit également se développer le pouvoir consumériste, grâce à l'action du secrétaire d'État à la consommation et à la concurrence, J. Arthuis. Face à la libération des prix, il s'agit à la fois d'accroître l'information des consommateurs, de mieux les protéger contre les abus et de développer la conciliation. L'abandon de la tarification des chèques par les banques, en début d'année, l'opération vacances en été, puis l'opération rentrée en septembre sont autant d'indices d'une meilleure prise en compte de l'intérêt des consommateurs. De même, une loi élargira leur protection, prévoyant un dédommagement collectif de tous les acheteurs qui subiront un préjudice à la suite d'une faute d'un fournisseur, qu'elle soit civile ou pénale.

DOMINIQUE COLSON

Ainsi, la France a-t-elle commencé à se laisser distancer dès le milieu des années 70.

II. Ces retards se sont aggravés par la suite depuis 1981. Que révèlent les comparaisons systématiques faites en année moyenne sur les périodes 1974-1980 et 1981-1987, d'après les statistiques dont nous disposons ?

Si la France continue de croître un peu plus vite que le reste de la Communauté européenne, l'écart se réduit d'année en année et va disparaître en
downloadModeText.vue.download 321 sur 517

raison de l'entrée de l'Espagne, dont le dynamisme économique est plus marqué. Le recul des positions de la France dans les échanges extérieurs s'accélère, et il est encore plus marqué que sur le plan de la production. De 1981 à 1987, les investissements productifs ont décliné en moyenne annuelle, contrairement à ceux de nos principaux concurrents et clients. Une telle atonie accélère le vieillissement de notre parc d'équipements et contribue à freiner l'adaptation de nos produits à la demande. L'évolution des prix et de l'emploi s'est détériorée par comparaison avec nos partenaires de la Communauté européenne. Des dégradations substantielles portant sur un aussi grand nombre d'indicateurs méritent donc un diagnostic plus approfondi.

Une compétitivité

fragile

Il ne suffit pas de comparer les taux de croissance respectifs de la France et du reste du monde pour identifier les causes directes de nos retards. Depuis l'instauration du Marché commun et les efforts accomplis par le GATT dans le domaine de la liberté des échanges, la croissance du produit intérieur d'un pays doit lui permettre de soutenir le choc de la concurrence internationale. Si le niveau de vie des consommateurs en recueille d'inappréciables bienfaits, les producteurs nationaux doivent, en revanche, savoir résister à leurs rivaux étrangers et conquérir à l'extérieur de nouvelles parts de marché.

I. Or, comme l'ont montré les expériences de relance par l'investissement (1975-76) et par la consommation

(1981-82), la France, à la différence de l'Allemagne fédérale ou du Japon, n'a pas actuellement le moyen d'accélérer sa propre croissance sans creuser son déficit

commercial et son déficit des paiements courants. Il lui faudrait se résigner soit à dévaluer le franc, soit à emprunter massivement sur le marché international. Or, ces deux solutions de facilité réduisent, pour ce qui concerne la première, la croissance du pays estimée en pouvoir d'achat international, et, pour ce qui concerne la seconde, la dépense intérieure des années futures pendant lesquelles le pays devra rembourser le service de la dette. La France n'a pas pu éviter de laisser se déprécier le franc par rapport au deutsche Mark et aux autres monnaies fortes de l'Europe. Le DM, qui valait 1,6 F en 1973, en vaut 3,3 depuis février 1987, et notre monnaie a ainsi perdu 42 p. 100 de sa valeur avec les six réajustements de parité intervenus à l'égard du DM depuis octobre 1981. Notre dette extérieure a été contenue dans des limites qui n'ont pas compromis la qualité de notre signature internationale en dépit des recours parfois intenses à l'emprunt extérieur au milieu des années 70 et en 1982-83. Ainsi, à la différence des États-Unis, la France ne peut, dans les conditions actuelles de sa production, accélérer sa croissance jusqu'au minimum de 4,5 p. 100 qui serait nécessaire chaque année pour amorcer une décrue économique du chômage.

II. Si l'on remonte d'un maillon dans la chaîne des causes, la faible compétitivité de la France s'observe dans les faits concordants suivants :

a) La France connaît des échanges déficitaires avec les pays développés de l'OCDE et ne dégage d'excédents qu'à

downloadModeText.vue.download 322 sur 517

l'égard de pays moins développés ou de certains pays à commerce d'État. Elle occupe ainsi, dans la hiérarchie des nations établie en fonction du contenu technologique de leurs avantages comparés et de leurs spécialités, une place intermédiaire entre les pays très développés et les pays en voie de développement.

b) Elle exporte une proportion relativement élevée de produits peu transformés ou de produits traditionnels pour lesquels elle ne peut espérer défendre

ses parts de marché que par des baisses de prix draconiennes, ce qui déprime la valeur de nos ventes. Elle n'est guère spécialisée, sauf exception (vins et spiri-

tueux, parfums, haute couture, etc.), dans ces produits de qualité et de nouveauté qui correspondent à une forte élasticité-revenu et une faible élasticité-prix de la demande, où excellent Allemands. Japonais et Suédois. En un mot, dans la mesure où les clientèles des pays les plus solvables privilégient les biens de qualité plutôt que les produits à prix modiques, la France reste cantonnée dans des créneaux de spécialité peu porteurs.

c) Comme le rappellent de manière plus spectaculaire que substantielle les grands contrats (armements, métros, locomotives...), la France concentre ses ressources en ingénieurs qualifiés sur de grands projets complexes, coûteux, hautement symboliques des compétences techniques cultivées dans certaines de nos grandes écoles. Mais ces projets dépendent beaucoup trop de commandes gouvernementales précaires et irrégulières et ne s'adressent pas directement à la demande marchande du grand public. Il nous faut donc en payer à grands frais les modalités de financement. Cette politique industrielle de « grands coups » ne dégage pas les bénéfices nécessaires aux investissements futurs. Or, dans le même temps, la production française de biens d'équipements professionnels (mécanique et électronique) devient déficiente. Après avoir augmenté de 26 p. 100 de 1977 à 1980, elle a décru de 15 p. 100 depuis lors. Une telle carence nous rend dépendants de l'étranger dans le domaine stratégique des nouvelles normes de fabrication.

d) Pour ce qui concerne les biens de consommation, la France disperse trop ses efforts. Ainsi le CEPII a-t-il calculé en mars 1985 le pourcentage occupé dans
downloadModeText.vue.download 323 sur 517

la demi-somme des échanges extérieurs d'un pays (exportations + importations, divisées par 2) par l'excédent commercial dégagé sur les cinq produits les plus

exportés dans les années récentes. Les résultats sont respectivement de 50 p. 100 pour le Japon, environ 20 p. 100 pour la RFA, les États-Unis et le Royaume Uni, à peine plus de 10 p. 100 pour la France. Au total, nous produisons ici de tout un peu. Nous vendons et des produits de luxe raffinés (boissons) et des produits peu élaborés (céréales) et des produits industriels très concurrencés (automobiles et éléments de véhicules). L'image commerciale et industrielle de la France est de ce fait plus brouillée que celle de nos principaux compétiteurs.

Nos médiocres résultats en regard des excédents industriels japonais et allemands traduisent probablement, en partie, l'insouciance d'un pays qui sait pouvoir compter sur ses ressources agricoles et, en partie, la relation passionnelle de notre société à l'égard du mythe des technologies de pointe. Le simple succès économique qui signale les entreprises pros-

pères, à l'écoute de leurs clients, séduit peu nos compatriotes.

Les points névralgiques du système

économique français

Quittant le terrain du strict constat, nous abordons ici en effet celui plus controversé des appréciations à porter sur les causes et la gravité de nos retards.

La croissance économique d'un pays découle d'un ensemble de facteurs plus ou moins aisés à chiffrer. Ils se rapportent au travail et aux ressources humaines, au progrès technique et à la capacité d'innover, au capital et à l'investissement, enfin à la qualité de la formation aux méthodes de décision et d'organisation. Partant de ces bases, le diagnostic du retard peut être approfondi et l'aventure du déclin conjurée.

I. Du point de vue de la quantité de travail disponible, la démographie française, sans être très dynamique (avec un taux de reproduction de 1,8 enfant par femme en âge de procréer au lieu de la moyenne de 2,1), ne semble guère être une cause agissante. En revanche, ainsi que le constatent

tous les observateurs, les Français travaillent désormais de moins en moins longtemps. Tout se passe comme si les travailleurs pourvus d'un emploi avaient confisqué à leur profit une part importante des gains annuels de productivité horaire sous la forme de loisirs accrus. Le salarié type, dont l'emploi ne comporte pas de responsabilités d'encadrement, bénéficie d'une semaine de 39 heures, de la 5e semaine de congés payés, de la multiplication de « ponts » et de jours fériés, si bien que. au total, le nombre de journées de travail annuelles a décru de 12 p. 100 depuis 1974. Certes, les techniques ont trop progressé pour qu'il soit possible mathématiquement d'assurer dans le monde industriel le plein emploi à 40 heures, voire à 39 heures de travail pour tous. De plus, l'évolution résulte pour une part de la multiplication des emplois à temps partiel correspondant à des besoins nouveaux. Mais, l'évolution a pris trop d'ampleur par rapport à l'étranger pour ne pas susciter quelque inquiétude. L'hypothèse d'une désaffection à l'égard du travail ne saurait être écartée et devient d'autant plus préoccupante que l'inégalité entre les temps de travail exigés, par exemple, du jeune étudiant de classe préparatoire aux grandes écoles et dans les IUT ou de certaines catégories de cadres et les autres travail-

leurs se creuse. Enfin, l'argument selon lequel la diminution du temps de travail permettrait de partager l'emploi a été démenti par les faits comme par la théorie économique. La réduction du temps de travail en 1982 n'a pas réduit le chômage. L'analyse économique rappelle cette vérité : le travail offert suscite plus qu'il ne supprime les occasions d'emploi. Qui ne déplore, par exemple, que les règlements en vigueur n'aient trop souvent contraint les entreprises françaises à refuser des commandes de l'étranger parce qu'elles transgresseraient telle ou telle disposition du droit du travail ou des conventions collectives ? Mais, si les attitudes à l'égard du travail paraissent devoir être remises en cause, cette révision ne pourra ignorer les aspirations des principaux intéressés ni épargner nos méthodes d'organisation habituelles (A. Kamarck, Economies and the Real World (University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 1983).), (Théorie et Pratique du chômage (Cepremap, 1987).).

II. Dans la compétition internationale, le progrès technique joue aujourd'hui un rôle décisif. Or, la France paraît se laisser distancer depuis une époque maintenant reculée.

L'indicateur (Données aimablement communiquées par l'Association pour la recherche économique en propriété in-
downloadModeText.vue.download 325 sur 517

dustrielle et transferts techniques (ARE-PIT).) retenu est le nombre de brevets déposés par les seuls résidents nationaux dans chaque pays. Certes, cet indicateur surestime quelque peu l'inventivité des Japonais, mais les tendances relevées depuis 1950 montrent sans conteste le retard pris par la France (voir les tableaux II et III). Celui-ci remonte probablement à 1930, année d'avant-guerre où nationaux et étrangers ont déposé en France un maximum de 24 280 brevets. En outre, les non-résidents déposent en France environ 3 brevets pour 1 brevet de résident, alors que les chiffres correspondants sont respectivement de 0,75 aux États-Unis, 1,3 en RFA, 2,1 au Royaume-Uni et 0,12 au Japon. Ces écarts, relevés pour 1983, tendent à montrer que la France se présente plus comme un marché digne d'intérêt que comme un foyer d'innovations. Ces faiblesses s'expliquent par de moindres efforts de recherche et de développement et par un moindre rendement de ces efforts (cf. graphique IV) (l'Offre créatrice, comment inventer ses clients (IDEP).).

III. Le retard de nos investissements est en partie dû à l'endettement de nos entreprises et à des taux d'intérêt qui dépassent de 4 à 5 points les taux allemands (graphique V). La France souffre ainsi d'être placée dans un cercle vicieux : pour restaurer sa compétitivité industrielle, il lui faudrait investir ; pour investir, il lui faudrait payer moins d'intérêts ; pour aligner ses taux d'intérêt sur les taux allemands, il lui faudrait, par une compétitivité restaurée, faire du franc une monnaie aussi forte que le deutsche Mark (Lettre d'information du ministère de l'Industrie, n° 213, 1987.).

IV. Mais il faut revenir aux ressources humaines et porter le diagnostic au-delà du simple constat sur les quantités de travail et de capital investies par les Français. La formation de la majorité des futurs citoyens et producteurs laisse à désirer, comme d'innombrables bilans et critiques le rappellent. Plus de 150 000 jeunes sur environ 800 000 sortent du système éducatif chaque année sans aucun diplôme ; 15 p. 100 des jeunes Français bénéficient, contre 75 p. 100 d'Allemands, d'un apprentissage. Mais la nature même des succès industriels de la France signalés plus haut amène à mettre en cause, à l'autre extrémité de l'échelle des qualifications, la procédure de sélection et de « formation » des élites techniciennes et des dirigeants, ainsi que le mode d'élaboration et de partage du pouvoir de décision dans nos entreprises. Citons le propos de J.M. Plume : « Les écoles d'ingénieurs forment un profil bien précis de chefs, des généralistes dotés d'une grande puissance et d'une remarquable vitesse
downloadModeText.vue.download 326 sur 517

de travail, qui ont appris à manier l'abstraction avec aisance mais qui n'ont pas acquis l'habitude des contacts humains, qui sont mieux préparés à trancher qu'à communiquer, et qui n'ont pas été familiarisés avec les mécanismes intellectuels de la recherche et de l'invention. » (J.-M. Plume, Des mandarins merveilleux. Gérer et comprendre, (Annales des Mines, septembre 1987).). La comparaison de la formation des dirigeants actuels de Rhône-Poulenc et de son concurrent Siemens, faite par le Monde récemment (en septembre 1987), illustre par un exemple la fin du propos précédent. Par comparaison avec l'étranger, la France a laissé se creuser, sans assez y prendre garde, un fossé entre une aristocratie industrielle et étato-financière, prisonnière de compétence réelle mais en partie dépassée, et des grognards partagés entre l'aventure industrielle ou commerciale et la revendication politique.

Finances internationales

Jamais l'évolution des marchés fi-

nanciers mondiaux n'est apparue aussi fortement contrastée et dramatique qu'en 1987 entre ce que l'on a appelé le « gonflement spéculatif de la bulle financière » et l'effondrement boursier du « lundi noir », le 19 octobre 1987.

Le marché de l'argent a été unifié à l'échelle mondiale par l'informatique et les télécommunications. Les marchés financiers sont interconnectés de telle façon qu'aucune barrière ne s'oppose aux déplacements de capitaux d'un pays à l'autre. Les décisions d'achat ou de ventes de titres

peuvent être prises en temps réel ; le marché financier mondial fonctionne en continu vingt-quatre heures sur vingt-quatre : la rotation des fuseaux horaires met tour à tour les grandes places financières au centre des flux. Le marché enregistre des transactions quotidiennes en toutes devises, à tous les taux d'intérêt, pour tous les termes et pour des montants avoisinant 10 000 milliards de francs. La hausse des taux d'intérêt réels, suscitée par les énormes besoins de financement des déficits budgétaires, ont incité les particuliers et les entreprises à rechercher pour leur épargne des placements financiers rémunérateurs. Il en est résulté une abondance de liquidités telle que, sur toutes les places, les transactions se sont accrues de façon vertigineuse. On a alors assisté dans le monde entier à une envolée des cours de la Bourse. Ils ont atteint des sommets inégalés : l'indice CAC (base 100 fin 1981) de la Bourse de Paris passait de 400 environ en décembre 1986 à 460 en avril 1987 ; l'indice Dow Jones de New York rejoignait le point culminant de 2 722 points le 25 août 1987 contre 1 900 points en décembre 1986.

L'annonce, mercredi 14 octobre 1987, d'un déficit commercial plus élevé que prévu, propre à affaiblir le dollar, a mis fin à cette hausse des cours boursiers et a déclenché une tempête sur toutes les places financières. À New York, le Dow Jones chutait le lundi 19 octobre 1987 à 1 738 points. Il perdait ainsi quelque 500 points en une seule séance, ce qui représentait une baisse historique de 22 p. 100. La

spirale infernale dans laquelle s'était engagé le marché américain devait éclipser, par son ampleur et sa soudaineté, toutes les autres baisses déjà
downloadModeText.vue.download 327 sur 517

spectaculaires enregistrées sur les autres Bourses occidentales : Paris (– 9,7 p. 100), Londres (– 11 p. 100), Amsterdam (– 22,7 p. 100), Bruxelles (– 13,6 p. 100), Zurich (– 15 p. 100) Francfort (– 7,6 p. 100), Hongkong (– 11 p. 100), Tokyo (– 2,2 p. 100). Par la suite, le Dow Jones devait remonter et se maintenir aux environs de 2 000 points. Quant aux cours de la Bourse de Paris, ils devaient connaître encore d'autres chutes, puisque l'indice CAC de la Compagnie des agents de change de Paris tombait le mardi 29 octobre à 293,6 (contre 352,4 le 16 octobre 1987) et le 10 novembre à 273,6, le plus bas niveau de l'année, avant de remonter en novembre légèrement au-dessous de 300.

À l'origine, la crise a été déclenchée par les déclarations du secrétaire d'État au Trésor des États-Unis. Pour réduire le déficit du commerce extérieur, il laissait entendre qu'il ne s'opposerait pas à un effondrement du dollar si l'Allemagne occidentale ne baissait pas ses taux d'intérêt. La crainte d'une baisse du dollar et d'une hausse du taux d'intérêt, alimentée par les déclarations des autorités américaines, a conduit les opérateurs à prévoir la baisse du cours des actions. Ils se sont alors lancés tous ensemble dans des ventes massives, provoquant ainsi l'effondrement des cours.

Au cours d'une seconde étape, les banques centrales du Japon et des pays européens sont intervenues en injectant de nouvelles liquidités pour atténuer la tension sur les taux d'intérêt et ainsi enrayer la chute des marchés financiers. De telles interventions n'ont apporté qu'un soulagement temporaire, car les causes fondamentales de la crise boursière et financière ont subsisté : spéculation

entretenue par les innovations finan-

cières, endettement des pays en voie

de développement et surendettement

des États-Unis, premier État débi-

teur dans le monde (230 milliards de

dollars).

GILBERT RULLIÈRE

Ni réellement solidaire ni acquis aux vertus de la libre compétition, tel se présente aujourd'hui le pays. Trois remèdes sont souvent suggérés pour enrayer l'évolution. Sont-ils adaptés ? La dévaluation du franc ? Ses effets seraient de courte durée. Un protectionnisme européen plus marqué ? Il se heurterait aux intérêts allemands, italiens, néerlandais et anglais en particulier, et ne correspond pas aux intérêts à long terme de l'industrie française. Une fuite en avant dans le domaine des activités de service ? Ceux-ci ne peuvent prospérer sans une solide industrie.

Les ressorts d'un pays sont sensibles à d'autres impulsions que ces remèdes. Il nous faut apprendre à produire à meilleure qualité pour des coûts donnés ; pour redresser le franc, relâcher la pression sur le taux d'intérêt, inciter les industriels à investir, innover. et cela avec ténacité et constance.

ALAIN BIENAYMÉ

Professeur à l'université de Paris IX-Dauphine, Alain Bienaymé a été membre du Conseil économique et social (1974-1984), dont il a présidé la section des problèmes économiques généraux et de la conjoncture (1980-1984). Il est également membre de l'International Council for Educational Development et vice-président de la Société d'économie politique. Il a publié, entre autres, Stratégie de l'entreprise compétitive (Masson, 1980), Entreprise, marchés, État (PUF, 1982), et l'Enseignement supérieur et l'idée d'université (Economica, 1986).
downloadModeText.vue.download 328 sur 517

Les privatisations

Symboles de l'expansion actuelle du libéralisme, les entreprises

dénationalisées ont été bien accueillies par les investisseurs. Malgré la crise de la Bourse, leurs performances justifieront-elles la privatisation ?

Le vent de libéralisme qui souffle depuis plusieurs années déjà sur le monde occidental est peut-être l'annonce, sinon du déclin de l'interventionnisme étatique, du moins du recul de l'emprise de l'État sur l'économie française. Le gouvernement socialiste avait déjà, en matière financière, cédé à la contagion des déréglementations. La victoire de la droite aux élections de mars 1986 ne pouvait qu'amplifier cette évolution. À la mi-1986, la France s'est dotée d'un programme de privatisation de firmes nationalisées. Dans le même temps, on assiste au transfert de la production de services publics à des opérateurs privés.

Au début de 1986, la France possédait, en termes relatifs, le secteur public le plus important des grands pays industrialisés. Il représentait environ 21 p. 100 du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises, 23 p. 100 de leurs effectifs, 30 p. 100 des exportations et 53 p. 100 des actifs immobilisés. Le poids du secteur public était très variable selon les secteurs. Il était plus particulièrement lourd dans l'énergie (94 p. 100), les télécommunications (83 p. 100), les transports (46 p. 100) et les services financiers (44 p. 100). C'est dans ce contexte qu'a pris place le processus de dénationalisation.

Les lois de dénationalisation

Deux lois, l'une du 2 juillet et l'autre du 6 août 1986, constituent les fondements juridiques des dénationalisations. La première contient une liste de 65 entreprises devant être privatisées avant le 1er mars 1991 (fin de la législature). Annexée à la loi, cette liste a été publiée dans le Journal officiel du 3 juillet 1986 ; elle comprend l'ensemble des firmes nationalisées en 1981-82, ainsi que trois grandes banques (les trois vieilles) et les principales compagnies d'assurances nationalisées à la Libération. Il est aussi stipulé que peuvent être dénationalisées : les entreprises dont l'État détient directement plus de la moitié du capital social ; les entreprises qui sont entrées dans le secteur public en application d'une disposition législative. Le champ des privatisations est donc vaste.

La seconde loi précise les modalités du processus. Il est créé une commission de la privatisation, composée de sept membres, chargée de procéder à l'évaluation des entreprises. Cette évaluation est rendue publique. Les prix effectivement retenus pour la dénationalisation sont arrêtés par le ministre chargé des privatisations. Ils ne peuvent être inférieurs à l'évaluation de la commission. En principe, les cessions sont réalisées
downloadModeText.vue.download 329 sur 517

suivant les procédures du marché financier. Néanmoins, le ministre dispose du pouvoir de choisir des acquéreurs hors marché (vente de gré à gré). Pour chaque opération, il est interdit de céder plus de 20 p. 100 du capital de l'entreprise à des personnes physiques ou morales étrangères. 10 p. 100 des actions doivent être offertes aux salariés (ou anciens salariés) de l'entreprise, avec un rabais ne pouvant pas excéder 20 p. 100 du prix offert aux autres souscripteurs. Il ne s'agit pas de 10 p. 100 du capital, mais de 10 p. 100 du montant de la cession que l'État effectue.

L'État peut décider qu'aucun souscripteur ne pourra obtenir plus de 5 p. 100 des titres cédés. Il peut aussi transformer pour une durée de 5 ans une action ordinaire en action spécifique. Cette action spécifique (en anglais, Golden Share) existe fréquemment dans les privatisations britanniques. Elle permet au ministre des Finances d'agréer toute participation supérieure à 10 p. 100 détenue par une personne ou un groupe de personnes. Enfin, dans la mesure du possible, les demandes inférieures à dix titres émanant de personnes physiques sont
downloadModeText.vue.download 330 sur 517

servies intégralement. L'État dispose ainsi d'une liberté considérable : choix des entreprises et de la date des opérations, choix du prix (sous réserve de l'évaluation de la commission), enfin choix des modalités.

Le déroulement des opérations

À la fin de 1987, les opérations de privatisation réalisées ont porté sur 23 sociétés (dont douze sociétés mères). À l'exception de la première cession (11 p. 100 de capital d'Elf Aquitaine en septembre 1986), l'État s'est défait de la quasi-totalité de ses participations dans les entreprises concernées. À deux cas près – la Société générale et TF1 –. les firmes retenues pour ces premières dénationalisations avaient été nationalisées en 1981-82. Les modalités mises en oeuvre pour ces cessions ont varié. Les plus fréquemment employées sont l'offre publique de vente et la vente de gré à gré, parfois de manière conjointe. Dans ce dernier cas, les investisseurs retenus pour constituer le « noyau stable » ont accepté de payer une prime variable sur le prix de l'offre publique de vente (OPV) [voir tableau].

Le programme annoncé a été ainsi réalisé à plus de 35 % en un peu plus d'un an. Sur le plan financier, dix opérations ont été achevées le 31 juillet 1987 : Saint-Gobain, Paribas, Sogénal, BTP, BIMP, CCF, CGE, Havas, Société générale et TF1. Elles permettent d'établir le bilan suivant, d'après les Notes bleues (ministère de l'Economie, des Finances et de la Privatisation, n° 353, 12-19 octobre 1987) :

En tenant compte des dernières privatisations (CGCT, IDI, Suez), les reve-

nus nets de l'État s'élèvent ainsi à plus de 60 milliards. Pourtant, la crise boursière de l'automne a porté un sérieux coup d'arrêt au programme. Plusieurs des dénationalisations prévues ont dû être reportées. Cette interruption permet de s'interroger sur les polémiques soulevées par la mise en oeuvre des dénationalisations.

Les querelles s
ur les procédures

De manière très significative, l'exécution du programme de dénationalisations a déplacé une large part du débat politique du terrain de l'idéologie pure à celui, plus pragmatique, des modalités concrètes de réalisation. Une première question est celle du choix des entreprises. Comme le souligne B. Jacquillat, les candidats privilégiés pour les premières dénatio-

nalisations, dont l'importance comme test politique et économique est évidente, sont les firmes publiques concurrencées ayant de bonnes perspectives de rentabilité. À l'exception de la CGCT, les firmes retenues satisfont à ces critères. Le corollaire de ces choix est un certain écrémage du secteur public.
downloadModeText.vue.download 331 sur 517

Agriculture

Depuis la fin de l'année 1986, la politique agricole commune est entrée dans une phase de crise provoquée par l'accumulation d'excédents agricoles, notamment céréaliers, et des difficultés rencontrées pour les résorber. Cette accumulation est imputable, pour une large part, aux possibilités de libre importation des protéines destinées à l'alimentation animale, comme le soja et les produits de substitution des céréales (corn gluten feed, manioc, pulpes d'agrumes), c'est-à-dire sans aucun droit de douane ni prélèvement à l'importation. Depuis le début des années 1970, des élevages industriels de volailles et de porcs se sont développés en utilisant ces matières premières achetées à bas prix, notamment aux États-Unis, au détriment des céréales, surtout françaises, dont la consommation dans la Communauté économique européenne tend à diminuer. En outre, l'instauration des montants compensatoires monétaires, consécutivement aux réajustements successifs des taux de change à l'intérieur de la CEE, a encouragé l'agriculture de l'Allemagne fédérale et pénalisé la production avicole et porcine française. Enfin, le niveau des prix communautaires reste beaucoup trop élevé par rapport aux prix mondiaux, de telle façon que les charges de financement de l'écoulement à bas prix des excédents sur les marchés internationaux s'alourdissent d'année en année.

Devant ces difficultés, des pressions s'exercent pour que la politique agricole commune soit réformée, par exemple dans le sens d'une baisse des

prix de certains produits agricoles. Par ailleurs, les Américains réclament des compensations aux pertes de débouchés dues à des prix communautaires trop élevés. Un accord a été conclu entre les États-Unis et la CEE autorisant cette dernière à protéger ses marchés de céréales, de sucre, de produits laitiers et de viande ; en contrepartie, elle doit laisser entrer sans entrave 54 millions de tonnes d'aliments pour animaux.

GILBERT RULLIÈRE

Un second débat a porté sur la fixation des prix. Le ministre des Finances a, en règle générale, choisi pour les OPV un prix proche des minima fixés par la commission des privatisations. Un tel choix est parfaitement logique si l'on cherche le succès populaire : il faut proposer au public un prix attractif. D'ailleurs, après un certain emballement lors des premières cotations, les cours s'étaient à peu près stabilisés à un niveau légèrement supérieur au prix de l'offre avant le déclenchement de la crise boursière. Les deux exceptions étaient Saint-Gobain et la BIMP.

Plus fondamental est le problème de la détermination de la prime lors des ventes de gré à gré. Il a été souvent reproché au gouvernement de consentir des conditions trop favorables aux investisseurs retenus. Pour certains, une méthode d'enchères eût été préférable. Pourtant, l'exemple britannique n'est guère probant à cet égard. L'argument avancé par le ministre de l'Économie et des Finances n'est pas non plus à l'abri de toutes critiques : il est préférable de ne pas laisser soumissionner des spéculateurs à la recherche de profits à court terme.

On crée ainsi un noyau stable qui est destiné à protéger, provisoirement,

downloadModeText.vue.download 332 sur 517

la société dont l'actionnariat est dilué contre le risque d'une offre publique d'achat (OPA) hostile. Cette méthode a été préférée en France à celle de l'action spécifique (Golden Share) employée en Grande-Bretagne. Le débat a porté moins sur l'existence des noyaux stables que sur leur composition. Le nombre de firmes participant aux noyaux stables varie entre 16 (TF1) et 55 (Société générale) [B. Jacquillat, Nationalization and Privatization in contemporary France, Working paper, Hoover Institution, Summer 1987. B. Jacquillat classe les entreprises publiques en quatre grandes catégories, selon la situation du marché (concurrence ou monopole) et les perspectives de rentabilité (mauvaises ou bonnes).]. Si l'on excepte les trois cas où les investisseurs détiennent 50 p. 100 du capital (BTP, BIMP, TF1), aucun membre d'un noyau dur ne possède plus de 5 p. 100 des actions. Parmi les 84 entreprises présentes dans les noyaux stables, il en est 16 qui y figurent plus d'une fois.

La question est de savoir si cette situation permet d'assurer un autocontrôle du système ou simplement, en raison de la faiblesse des participations, de garantir la stabilité de l'ensemble. L'absence de transparence réelle dans les modalités de désignation des membres des noyaux stables – qui relèvent du seul ministre des Finances – conduit en effet à poser le problème.

Un autre aspect très concret porte sur l'affectation, par l'État, des sommes perçues lors des opérations de privatisation. Pour compenser les prélèvements sur l'épargne nationale, les pouvoirs publics envisageaient de réinjecter dans l'économie les 2/3 des sommes recueillies en
downloadModeText.vue.download 333 sur 517

remboursant une partie de la dette publique ; le tiers restant devait être consacré à doter en capital des entreprises nationalisées. Il semble qu'un pourcentage supérieur ait été affecté aux dotations en

capital.

Industrie

Les restructurations et les concentrations dans les secteurs de la production ont dessiné à travers le monde de nouveaux paysages industriels.

En Europe, l'accélération des processus de concentration a fait naître des structures originales caractérisées par une grande entreprise dominante entourée de quelques entreprises satellites, de plus petite taille (cas dans le secteur des télécommunications de la Compagnie générale d'électricité en France, de Siemens en République fédérale allemande, d'Ericsson en Suède, d'Italtel-Telettra en Italie). Par la suite, afin de résister à la concurrence et d'améliorer leur potentiel technologique, ces mêmes entreprises de nationalités différentes ont été amenées à fusionner sur une base de stricte égalité : chacune conserve 50 p. 100 des actions de la nouvelle entité née de la fusion. C'est de la sorte que se sont alliés, dans le domaine de l'électronique médicale, le Néerlandais Philips et Pickers, filiale de la Britannique General Electric Company, dans celui des composants électroniques civils, le Français Thomson et l'Italien SGS. La formule pourrait être appliquée à d'autres secteurs où la restructuration s'impose à l'échelle européenne, comme la sidérurgie ou la chimie.

Aux États-Unis, c'est une autre évolution qui peut être observée. Ayant à lutter contre la concurrence des pays européens, du Japon et de leurs proches voisins du Pacifique, les industries américaines ont réagi en investissant massivement grâce à des marges de financement plus élevées. Cet effort d'investissement a été précédé ou accompagné de fusions

ou d'acquisitions qui ont suscité en même temps une véritable restructuration de l'industrie (corporate restructuring) avec dégraissage des bureaucraties, regroupement d'activités, fermetures d'usines. Ces opérations ont été à l'origine d'une accélération du rythme de croissance de l'industrie manufacturière (1,4 p. 100 l'an entre 1973 et 1980 et 3,3 p. 100 depuis 1980).

GILBERT RULLIÈRE

Une dernière interrogation concerne un objectif social des privatisations, le développement du capitalisme populaire. Le nombre des souscriptions émanant de particuliers témoigne du succès, en la matière, des privatisations. Il subsiste une inconnue : savoir si l'on assiste à un changement durable du comportement des Français face à la Bourse, ou si, comme en Grande-Bretagne, le nombre des nouveaux actionnaires va fondre comme neige au soleil.

Sur le plan pratique, les privatisations soulèvent donc bon nombre de problèmes qui sont loin d'être tous résolus. Malgré leur importance et leur côté spectaculaire, les dénationalisations ne représentent pas, à elles seules, la totalité du processus de privatisation que connaît actuellement la France.
downloadModeText.vue.download 334 sur 517

Privatisations et services publics

Un second volet des privatisations se situe dans les services publics, et notamment les services locaux. Il ne s'agit pas de cession de propriété, mais du trans-

fert au secteur privé de la responsabilité de la production de services collectifs. Les raisons de cette opération sont multiples : élévation du niveau de vie et donc exigences accrues de la part de la population, technicité des nouveaux services (câblage), loi de décentralisation, climat de libéralisme enfin.

Les responsables sont conduits à rechercher les modalités de gestion les plus efficaces. Le choix se porte entre la gestion directe (régies) et la gestion déléguée (affermages, concessions). Malgré la rareté des données chiffrées fiables, l'observation du comportement des élus, en admettant leur souci de bonne gestion, montre qu'il n'y a pas de déterminisme simple dans ce domaine. On constate notamment qu'il n'est pas de relation nécessaire entre le fait qu'un service soit vendu (marchand) ou financé par la fiscalité (non marchand) et sa production publique ou privée : l'entretien des jardins publics est souvent confié à des entreprises privées alors que la gestion des cantines scolaires est en général directement assurée par la commune. Il arrive aussi que dans deux communes distinctes un service soit produit selon deux modalités différentes dans des conditions de coût comparables. Dans une commune, un service peut être à la fois produit en gestion directe et en gestion indirecte : par exemple, l'entretien des bâtiments publics.

Énergie

En décembre 1986, l'OPEP avait décidé de mettre fin à la « guerre des prix du pétrole » et de rétablir le prix de 18 dollars le baril. Cette stabilisation du prix a été maintenue pendant toute l'année, malgré l'accumulation des stocks et la chute des ventes, aggravée par la baisse du cours du dollar. De même, lorsque l'Iran a bloqué ou freiné le passage des pétroliers (juillet-août 1987), les incidents survenus dans le golfe Persique n'ont pas réussi à entamer cette stabilité. On a même pu constater sur le marché libre des ventes au-dessous du prix officiel. Cette régularisation des prix du pétrole et l'abondance sur les marchés internationaux ne sont pas parvenus à faire oublier le problème de la sécurité des approvisionnements à moyen terme et des risques de ten-

sion résultant de l'inadéquation éventuelle de la demande et de l'offre, ce qui, d'ici quelques années, pourrait susciter un nouveau renversement de tendance. Ces risques existent d'autant plus qu'ils sont masqués par le tassement de la demande énergétique dans le monde.

Dans un autre domaine, l'effort entrepris pour développer des sources d'énergie alternative dans le monde a été ralenti, notamment par la révision en baisse des programmes nucléaires dans plusieurs pays, en fonction de la baisse des prévisions de besoins, mais aussi à la suite des réactions provoquées par l'accident de Tchernobyl. La baisse des prix du pétrole a également entraîné un freinage des efforts d'exploration pétrolière. En outre, la conviction d'une hausse continue des prix de l'énergie a éloigné la crainte d'un nouveau choc pétrolier.
downloadModeText.vue.download 335 sur 517

Sans inciter à un retour aux attitudes antérieures, cette idée a rendu moins vigoureuse l'action en faveur des économies d'énergie. Aussi, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), regroupant les pays consommateurs, insiste sur la nécessité de poursuivre les efforts d'économie d'énergie et d'investir dans les sources de production interne, comme le charbon et les hydrocarbures.

GILBERT RULLIÈRE

La privatisation de certains services publics apparaît ainsi être surtout la preuve de l'adaptation de la gestion locale aux nouvelles conditions d'environnement et d'activités. Il convient de

souligner que le carcan du droit et de la comptabilité publics n'est guère incitatif à l'efficacité. Il a freiné pendant longtemps l'évolution nécessaire.

L'État et l'entreprise

Il existe donc actuellement en France un processus de reprivatisation de l'activité économique. Il convient de s'interroger plus à fond sur les problèmes que soulève ou que résout ce phénomène. Un premier aspect de la question est politique. Il est de savoir quel doit être le rôle de l'État dans une économie moderne et selon quelles modalités il doit intervenir. Deux remarques s'imposent à ce sujet. D'abord, il semble exister dans le monde politique français un large consensus sur les deux points suivants : les dénationalisations récentes sont irréversibles, et il n'est pas question de privatiser des entreprises ou organisations en situation de monopole, comme par exemple EDF-GDF, la SNCF ou la DGT. Ensuite, il est indispensable de replacer le problème dans son contexte historique. La responsabilité de l'État n'est pas la même lorsqu'il s'agit de reconstruire un pays détruit par la guerre ou de gérer une économie en relative bonne santé. Ce qui était une nécessité absolue en 1945 ne s'impose peut-être plus en 1987. L'évolution de la planification française est exemplaire à cet égard.

Industrie automobile

Sous la pression d'une concurrence internationale de plus en plus exacerbée, l'industrie automobile mondiale, en pleine crise, a réagi en 1987 par une réorganisation des firmes. Devant la stagnation de la demande de véhicules, qui s'exprime par une croissance annuelle de 2 p. 100 seulement, et la politique commerciale agressive de nouveaux pays producteurs (Mexique, Brésil, Inde, Corée du Sud), les grandes entreprises européennes, américaines et japonaises ont été contraintes à l'innovation.

Les firmes ont agi sur le produit par l'utilisation de nouveaux matériaux et sur le processus de production par la généralisation de la robotique. Les innovations ont principalement affecté les services commerciaux à travers les changements apportés à la

prise en compte de la demande. Au lieu de charger les concessionnaires d'écouler des lots de véhicules préalablement fabriqués par les constructeurs sans se soucier des préférences des consommateurs, les vendeurs cherchent, en prenant la commande, à satisfaire les exigences de la clientèle en matière d'équipement de véhicules. L'information remonte la filière
downloadModeText.vue.download 336 sur 517

jusqu'aux sous-traitants équipementiers qui l'intègrent au processus de fabrication, à l'aide de l'informatique. Cette modernisation, dictée par la concurrence internationale, a incité les firmes automobiles à acquérir ou à prendre le contrôle d'entreprises de service : cas aux États-Unis de General Motors avec EDS, première firme mondiale dans les services informatiques, notamment dans les systèmes de production intégrés par ordinateur. Ainsi, une course aux investissements a été engagée au moment où les capacités de production sont excédentaires. Par ces initiatives, les firmes établies cherchent à contenir l'offensive commerciale des nouveaux pays producteurs : la Corée n'hésite plus à menacer le Japon sur le marché américain.

GILBERT RULLIÈRE

Sur un plan plus étroitement économique, la question est la suivante : existe-t-il une supériorité manifeste de l'entreprise publique sur l'entreprise privée (ou réciproquement) ? Il importe d'abord de bien cerner les données du problème. Une entreprise est une organisation qui produit et vend sa production sur un marché. Là est sa fonction fondamentale, qui doit être distinguée d'autres missions qui ont pu lui être confiées. Si une entreprise assume des obligations de service public, les coûts qui en résultent doivent être clairement isolés et pris en charge par la collectivité (Ne pas procéder ainsi pose un problème d'équité – celui de savoir comment est financé le rôle social de l'entreprise. De telles pratiques conduisent aussi à dissimuler les coûte réels.). Dans le cas contraire, il n'existe plus de transparence, les mécanismes économiques sont faussés et l'arbitraire de l'État peut s'affirmer.

La comparaison doit s'effectuer sur la base de l'efficacité économique. La démarche adoptée par le gouvernement français a été préconisée par Adam Smith dès 1778 : vendre des entreprises publiques et employer les sommes obtenues à rembourser la dette. Une telle opération est financièrement rentable ; la diminution des recettes (dividendes versés par les entreprises dénationalisées) est plus faible que celle des dépenses (intérêts de la dette). Le problème central est donc l'évaluation de l'entreprise (Si la privatisation entraîne une augmentation de l'espérance de bénéfices, il en résulte que la valeur de la firme privée est supérieure à celle de la firme publique.). Il faut que le marché anticipe que le simple transfert de propriété au secteur privé améliore la rentabilité de la firme. Dans cette éventualité, le prix de l'entreprise est fixé, non pas sur la base de ses bénéfices actuels, mais sur celle des résultats qu'elle obtiendra après la privatisation.

L'hypothèse implicite est donc qu'une firme publique est nécessairement inefficace au plan économique. Plusieurs arguments sont avancés pour soutenir cette thèse. Certains portent sur le jeu de la concurrence. Le principal concerne le rôle de la Bourse. La valeur des actions reflète les performances de l'entreprise. Si de mauvais résultats sont dus à une

gestion défectueuse, la firme s'expose à un risque d'offre publique d'achat, dont le succès entraînera le remplacement de l'équipe dirigeante (L'acheteur espère, en modifiant la gestion de l'entreprise, améliorer les résultats et réaliser une
downloadModeText.vue.download 337 sur 517

plus-value. Mais il lui faut d'abord changer les dirigeants en place.). Les marchés financiers, dont c'est un des rôles, sont mieux armés que l'État pour assurer un suivi permanent des performances des entreprises. Encore faut-il que la sanction – c'est-à-dire l'OPA – puisse réellement avoir lieu : il faut donc que le marché fonctionne bien. Il reste à la Bourse de Paris de prouver qu'elle peut être aussi efficace que celles de New York ou de Londres.

Transports

En 1987, de nombreuses initiatives ont été prises afin d'adapter les différents moyens de transport à une situation nouvelle créée tant par l'aggravation de la concurrence internationale liée à la déréglementation que par l'accroissement spectaculaire du trafic.

Pour les compagnies ferroviaires, il s'agit de reconquérir une partie de la clientèle des transports aériens et de détourner les automobilistes de l'usage de leur véhicule sur de moyennes distances. Les principales nations ferroviaires (France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Italie, Japon) se sont lancées dans des programmes de modernisation de leurs réseaux, s'étalant d'ailleurs sur plusieurs années. Ces programmes se proposent notamment de construire à l'échelle européenne des trains à grande vitesse. Ainsi, en France, après avoir engagé la construction du TGV-Atlantique, la SNCF a poussé à la réalisation du TGV nord-européen, reliant Paris, Londres et Bruxelles, cherchant non seulement à desservir

la France du Nord mais aussi la partie la plus densément urbanisée de

la Communauté dans la mesure où l'interconnexion serait assurée entre Bruxelles, Anvers, Amsterdam et Rotterdam. Cette extension serait facilitée par l'ouverture d'un tunnel sous la Manche. La R.F.A. développe son propre projet de réseau ferroviaire à grande vitesse ; la Bundesbahn a entamé des travaux d'infrastructure entre Würzburg et Hanovre avec l'idée de l'équiper d'une technologie comparable aux TGV français de la deuxième génération (du type TGV-Atlantique) ; en 1987, 38 km ont été inaugurés sur la section Mannheim-Stuttgart. Après la France et l'Allemagne, l'Italie s'équipe en trains rapides (le Pendolino ou ETR 450) reliant Rome à Milan, Venise, Reggio di Calabria et Bari : ce train présente la particularité de négocier les courbes en pouvant s'incliner jusqu'à 10 degrés. Enfin, les Japonais expérimentent un train à sustentation magnétique qui pourra entrer en service en 1988 à une vitesse supérieure à 400 km à l'heure.

Dans le domaine des transports aériens, l'accroissement du trafic passager et l'engorgement des aéroports obligent les compagnies aériennes à s'équiper d'avions gros porteurs de grande capacité afin de réduire le nombre d'atterrissage et de décollages. Les compagnies aériennes doivent donc envisager le remplacement des appareils en service ; cette rénovation représente pour les six années à venir un marché gigantesque de 200 milliards de dollars environ. Les constructeurs, les firmes américaines Boeing et McDonnel-Douglas et le consortium européen Airbus se sont donc lan-
downloadModeText.vue.download 338 sur 517

cés dans des fabrications adaptées à l'évolution du trafic et aux besoins de la clientèle. Désormais, la rivalité américano-européenne s'exprime

ouvertement. Boeing n'accepte pas qu'Airbus soit parvenu à vendre, ferme ou en option, 400 exemplaires du A 320 (150 places) et à placer des appareils sur le marché américain (30 appareils chez Pan Am et 19 à Indian Airlines). Pour lutter contre la concurrence potentielle des modèles d'Airbus, Boeing accuse le consortium européen de recevoir une aide budgétaire sous forme d'avances remboursables qui ne seraient pas toujours honorées, alors que les États-Unis soutiennent massivement sur des crédits budgétaires les recherches de l'aviation civile. Les succès commerciaux enregistrés par Airbus ont incité le consortium européen à lancer de nouveaux Airbus A 330 et A 340 pour diversifier la production et prendre durablement une part du marché. Ainsi, Airbus n'hésite pas à porter la concurrence dans un domaine où Boeing dispose d'un quasi-monopole, celui des avions à très long rayon d'action. Il s'agit là d'un véritable défi qui comporte des risques pour Boeing comme pour Airbus : ces deux constructeurs se sont entendus sur un code de

bonne conduite concernant le prix

des appareils.

Enfin, pour survivre à l'intensification de la concurrence mondiale, British Airways a racheté British Caledonian. La nouvelle compagnie a pour ambition de rivaliser avec les gros transporteurs américains devenus bien moins chers depuis la déréglementation des transports.

GILBERT RULLIÈRE

Sur le marché du travail, il existe dans le secteur public des rigidités plus grandes que dans le secteur privé. Les salariés des entreprises publiques disposent souvent d'avantages particuliers. En règle générale, ni l'existence de leur emploi ni leur niveau de rémunération ne dépendent des résultats de la firme. La privatisation permet donc d'accroître la motivation du personnel, d'autant plus qu'il lui est réservé, à des conditions favorables, 10 p. 100 du capital mis en vente.

Il n'est par contre pas pertinent, dans ce contexte, d'évoquer la concurrence sur le marche des produits. Elle n'a pas de liens directs avec le processus de privatisation. Tout au plus peut-on remarquer qu'il est dangereux de privatiser un monopole, mais aussi que le passage du monopole à la concurrence peut constituer une incitation à dénationaliser.

Un dernier argument est lié aux relations de pouvoir. Les dirigeants des firmes publiques sont nommés par l'État, qui peut en conséquence exercer des pressions sur leurs décisions. Or les intérêts de l'État dépassent souvent ceux des entreprises. Il en résulte un risque de confusion entre objectifs économiques et objectifs sociaux.

Ainsi, lorsque les marchés fonctionnent bien, mais à cette condition seulement, l'entreprise privée apparaît plus performante sur le plan économique que la firme publique. Il convient, de ce

fait, de prendre toutes les précautions nécessaires lors d'une décision de dénationalisation. Une bureaucratie privée est moins souhaitable qu'une bureaucratie publique. De même, l'intervention publique est parfaitement justifiée lorsque le marché est défaillant.
downloadModeText.vue.download 339 sur 517

Ces quelques remarques montrent la difficulté de la comparaison des firmes publiques et privées. Il en ressort que souvent, mais pas en toutes circonstances, l'entreprise privée réalise les meilleures performances économiques. Cette constatation ne signifie pas qu'il ne soit pas utile de tenter d'améliorer les procédures de la gestion publique.

La crise boursière a marqué la fin d'une première période de privatisations à la française. S'il est encore trop tôt pour en tirer toutes les conséquences, il est clair que l'accueil réservé aux dénationalisations par le grand public et par les salariés des firmes a été favorable. Il est évident aussi que le choix des entreprises concernées n'a pas été neutre à cet égard : le gouvernement a prélevé sur le stock des firmes les plus naturellement privatisables, tant au plan économique qu'au plan politique. Cette pause forcée se prolongera sans doute au-delà des élections présidentielles de mai 1988. Elle permettra d'apporter un début de réponse à quelques-unes des questions soulevées. On saura notamment si les nouveaux actionnaires sont en général fidèles. On pourra aussi, concrètement, déceler si la privatisation améliore les performances des entreprises. On découvrira enfin si les noyaux durs ne sont qu'une manière commode d'assurer un autocontrôle et si une bureaucratie privée a simplement remplacé une bureaucratie publique.

DANIEL SOULIÉ

Professeur de gestion à l'université de Paris-Dauphine, agrégé de sciences économiques et diplômé de l'École des hautes études commerciales, Daniel Soulié est un spécialiste de l'analyse économique des politiques d'entreprises. Il collabore régulièrement à Défense nationale, ainsi qu'à de nombreux pério-

diques économiques (Revue française de gestion,
Chronique SEDEIS, Analyses SEDEIS,
Revue économique, etc.).
downloadModeText.vue.download 340 sur 517

339

OPA : la guerre des entreprises

Raids, cibles, agressions : la vie des sociétés utilise désormais le vocabulaire militaire. Déjà, les Clausewitz reconvertis élaborent de nouvelles stratégies.

L'offre publique d'acquisition recouvre deux sortes d'opérations distinctes selon les modalités de transfert des actions d'une entreprise à un autre propriétaire : on parle alors soit d'offre publique d'achat (OPA), soit d'offre publique d'échange (OPE).

Dans les deux cas, publiquement et pour une durée limitée, une personne physique ou morale propose aux actionnaires d'une société cotée en Bourse d'acquérir (OPA) ou d'échanger (OPE) leurs titres dans le but de prendre le contrôle de la société visée ou de la renforcer. Cette offre peut être inconditionnelle ou subordonnée à la présentation d'un nombre suffisant d'actions selon l'objectif poursuivi par l'initiateur de l'offre publique, entre autres obtenir la majorité de contrôle de l'entreprise. Dans certains cas, l'offre publique précise le nombre maximum d'actions à acheter ou à échanger : si le nombre de titres présentés dépasse ce maximum, une réduction est alors opérée. Aussi bien en France que dans les pays étrangers, notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le grand public perçoit l'OPA comme une féroce bataille financière entre deux grandes entreprises.

La première grande OPA connue en France fut lancée en novembre 1968 par BSN contre Saint-Gobain ; elle se termina sur un échec de BSN après un affrontement à couteaux tirés entre les deux firmes. Cette OPA a laissé le souvenir qu'aucune entreprise, même géante et bénéficiant d'une réputation exceptionnelle, ne pouvait être à l'abri d'une OPA venant d'une entreprise moins puissante et plus petite qu'elle. Par la suite, si le nombre des OPA s'est multiplié, c'est parce qu'elles

ont permis tout aussi bien de prendre le contrôle d'une entreprise au moindre coût (OPA amicales ou hostiles) que de réaliser rapidement des gains substantiels à caractère spéculatif (OPA agressives ou sauvages).

OPA amicales
et OPA hostiles

Jusqu'au début des années 1980, ce sont surtout les OPA dites amicales et celles appelées inamicales ou hostiles qui ont dominé. Elles ont participé dans leur ensemble à la restructuration des activités industrielles ou de services à travers des opérations très classiques de fusion-concentration avec remise en cause de la
downloadModeText.vue.download 341 sur 517

gestion et l'élimination de secteurs d'activité peu rentables.

Les OPA dites amicales sont lancées à la suite d'un accord qui intervient entre les dirigeants de deux sociétés, dans un but soit de transmission, soit de vente de l'entreprise à une autre dans des conditions favorables pour l'un comme pour l'autre. Dans ce cas, il s'agit d'une opération de concentration ou de fusion. Les dirigeants de la première entreprise souhaitent céder leurs actifs dans de bonnes conditions ; les responsables de la seconde veulent bien prendre le contrôle sous réserve que l'opération ne leur coûte pas trop cher. La solution consiste alors à transférer un paquet d'actions tel que la majorité de contrôle sera atteinte, sans trop débourser d'argent. Cet accord ne peut pas être conclu à l'amiable pour la simple raison que les intérêts des actionnaires ne doivent pas être lésés. Aussi, la réglementation fait obligation de lancer une offre publique d'achat, du moins s'il s'agit de titres admis à la cote officielle ou négociés sur le marché hors-cote d'une Bourse des valeurs. L'offre publique doit être lancée de façon à faire savoir à d'éventuels acquéreurs intéressés qu'ils peuvent toujours offrir un prix plus élevé pour les actions à vendre. Les intérêts des dirigeants propriétaires comme ceux des actionnaires ordinaires peuvent être considérés comme protégés.

Les OPA dites inamicales ou hostiles répondent davantage à l'image retenue par le public ; l'initiative d'une OPA à l'encontre d'une entreprise est justifiée dans la mesure où celle-ci apparaît mal gérée, ne semble pas valoriser suffisamment son potentiel de production et ne dégage pas de gains élevés. Dans ce cas, il est prévisible que l'équipe dirigeante n'accepterait pas facilement de céder le pouvoir à ceux qui, sous le couvert d'une réorganisation de l'entreprise ou du groupe d'activités, les évinceraient. L'OPA s'impose alors comme le moyen de mettre fin à une telle situation. Par la diffusion d'informations dans la presse ou à l'aide de circulaires adressées directement aux actionnaires dont le domicile est connu, il s'agit alors de faire connaître à ces derniers l'intérêt qu'ils éprouveraient à céder leurs titres. L'OPA représente le procédé le moins coûteux parce qu'elle entraîne seulement l'acquisition d'un paquet d'actions et ne nécessite pas l'achat d'actifs difficiles à évaluer. La réussite de l'opération dépend évidemment de l'attitude des actionnaires qui doivent par ailleurs passer outre à l'hostilité du conseil d'administration, qui leur recommande de ne pas céder leurs titres.

OPA agressives ou sauvages

À partir de 1982-1983, à côté des offres publiques amicales ou hostiles, d'autres OPA, d'un type tout à fait nouveau, sont lancées dans presque tous les secteurs d'activité, entraînant de spectaculaires restructurations d'entreprises ou de groupes et la formation de conglomérats. Cette nouvelle OPA est appelée sauvage ou agressive, car elle ressemble à une agression contre une entreprise ou, selon l'expression anglo-saxonne, à un raid. Évidemment, ceux qui s'attaquent à une entreprise qu'ils veulent acquérir, ou simplement contrôler, ont été qualifiés de raiders ou, plus récemment, de prédateurs, l'entreprise étant considérée
downloadModeText.vue.download 342 sur 517

comme une proie. Quel que soit le nom donné, il s'agit bien souvent de financiers tentés par une opération à caractère spéculatif, comparable à un jeu qui doit leur rapporter des gains faciles, immédiats et substantiels par rapport à la mise engagée.

Télécommunications

Dans le cadre de Télécom 87, forum quadriennal organisé par l'Union internationale des télécommunications, à Genève, en octobre 1987, les représentants de 11 pays industrialisés ont étudié l'impact de la révolution technologique qui affecte les télécommunications et va bouleverser les possibilités offertes aux usagers.

Dans les pays en voie de développement, le lancement de satellites est en train de supprimer l'implantation de réseaux téléphoniques. Dans les pays industrialisés, des innovations technologiques commencent à être appliquées. Ainsi, le premier maillon du Réseau numérique à intégration de services (RNIS) est en cours d'installation dans le nord-ouest de la France. Les liaisons par fibre optique sont mises en service commercial. Le câble sous-marin Marseille-Ajaccio a été posé en juillet 1987. Un mélange interactif de messages de nature différente pourra être acheminé par un même réseau de haut débit, capable de transmettre en même temps l'image couleur et le commentaire de vive voix (visiophone) ou des données informatiques. La combinaison des télécommunications et de l'informatique a donné naissance à un secteur très actif, celui des « services à valeur ajoutée » : les agences de voyages et

les compagnies de transport reliées

à un même réseau obtiennent des

informations sur terminal et opèrent

des réservations ; de même, les

banques se servent d'un réseau com-

mun pour traiter leurs opérations de

compensation.

Avec une telle révolution technologique, les télécommunications sont en train de devenir le principal secteur d'activité de grands pays industrialisés, comme les États-Unis et le Japon. En Europe, les gains de cette révolution n'ont pu être exploités qu'au prix d'une réorganisation des services commerciaux ou même d'une remise en cause partielle du monopole public existant, comme c'est le cas en France.

GILBERT RULLIÈRE

Ce sont les sociétés pétrolières américaines qui ont été les premières visées par ces OPA sauvages. Par suite de la baisse du prix du pétrole brut, à partir de 1982-1983, les bénéfices des sociétés pétrolières et, par voie de conséquence, les cours en Bourse de leurs actions, qui reflètent en grande partie des bénéfices réalisés, ont eu tendance à s'amenuiser. Très sûrs de leur fait, comme Boone T. Pickens, devenu célèbre avec ses raids sur Gulf Oil, Phillips Petroleum et Unocal, certains raiders ont vite compris qu'en cherchant à prendre le contrôle de telle ou telle société pétrolière ils pouvaient gagner des sommes considérables, quelle que soit l'issue de l'opération. S'ils parviennent à acquérir la quantité d'actions leur garantissant le contrôle de l'affaire, ils mettent la main sur les réserves d'hydrocarbures de cette société à un prix inférieur aux investissements qu'il faudrait consentir pour découvrir de nouvelles
downloadModeText.vue.download 343 sur 517

réserves exploitables. Lorsque le capital est très dispersé, l'achat en Bourse de 20 à 30 p. 100 du capital suffit. Au contraire, si les raiders échouent dans leur tentative de contrôle, ils disposent néanmoins d'un paquet d'actions qu'ils peuvent revendre

au prix fort à la société attaquée, s'assurant ainsi de très larges prises de bénéfices. En revanche, la négociation entre le raider et les dirigeants de l'entreprise victime va coûter à cette dernière beaucoup d'argent. Bien souvent, elle ne survit qu'au prix d'un endettement élevé. Quant aux petits actionnaires, ils peuvent marquer toute leur satisfaction : les quelques actions qu'ils possèdent ont été rachetées à des cours qu'ils n'auraient jamais espéré aussi élevés. Lors de la prochaine OPA lancée par un raider. ils n'hésiteront pas à céder leurs actions pour encaisser les plus-values qui, dans leur esprit, auraient dû leur revenir normalement en l'absence de toute OPA. Une OPA, qu'elle soit réussie ou ratée, facilite la préparation de la suivante, grâce à l'influence qu'exerce la publicité sur les attitudes et les préférences des actionnaires.

Au cours de ses raids sur les compagnies pétrolières, Boone T. Pickens a été le premier des raiders à avoir pensé à utiliser l'OPA à d'autres fins que pour réaliser des fusions ou des opérations de concentration. Parce que le raider est plus tenté par l'échec que par la réussite de l'OPA comme source de profits appréciables, le principe et l'esprit de l'OPA sont quelque peu dévoyés. Concrètement, le raider ne va pas hésiter à annoncer l'OPA sur la société ciblée à grand renfort de publicité, après avoir procédé en Bourse au ramassage discret et à bas prix d'un paquet d'actions. Il crée ainsi une situation telle que les dirigeants de la société visée vont « s'affoler » et réagir, faisant ainsi monter les enchères en faveur du raider. Le bénéfice que le raider entend retirer de l'opération dépend essentiellement des réactions soit des propriétaires de la société, c'est-à-dire des actionnaires, soit d'autres groupes financiers présents sur le marché boursier et qui n'ont pas intérêt à voir le contrôle de cette société « changer de main ». Si la société visée riposte à l'attaque, par exemple sous la forme d'une contre-OPA, le raider n'aura plus qu'à attendre pour négocier le rachat à un prix plus élevé des actions qu'il s'était procurées auparavant. Paradoxalement, la réussite de l'opération tient au fait que le raider cherche à faire échouer son OPA. Jusqu'à la fin de l'opération, le raider laisse croire qu'il convoite effectivement la proie.

Les autres raiders ne vont pas tarder longtemps à pratiquer ce jeu « à qui perd gagne ». Ainsi, en 1983, une OPA manquée de Jimmy Goldsmith sur le numéro un mondial du papier, St Régis Paper, lui rapporte 50 millions de dollars. En novembre 1985, il réédite l'opération en s'attaquant à Goodyear, le numéro un mondial du pneumatique, dont il possède 11,5 p. 100 du capital. À l'issue d'une bataille véritablement épique, les dirigeants de la firme lui ont racheté les actions qu'il détenait 17,8 p. 100 plus cher qu'il ne les avait lui-même acquises, en échange du retrait de son OPA et de sa promesse qu'il renoncerait à en tenter une autre ultérieurement (green mail). Alors que le gain net s'élevait à 93 millions de dollars pour Jimmy Goldsmith, Goodyear a été contrainte d'abandonner un programme d'investissement relatif à
downloadModeText.vue.download 344 sur 517

downloadModeText.vue.download 345 sur 517

de nouvelles fabrications et ainsi de suspendre la création d'emplois nouveaux qu'elle envisageait.

Le déferlement

des OPA

Dès lors, assurés de pouvoir gagner indépendamment de l'issue, les raiders ne vont pas se priver de lancer des OPA sans que l'on sache souvent au départ si elles sont hostiles ou sauvages, car les intentions des prédateurs ne se dévoilent souvent qu'à la clôture de l'OPA. Tout le travail du raider consistera à dénicher et à cibler l'entreprise ou le groupe qui pourra lui rapporter beaucoup, soit en vendant le patrimoine par petits morceaux ou « par appartements », soit en restructurant le groupe pour se débarrasser des activités peu rentables, soit enfin en faisant racheter les actions acquises dans des conditions avantageuses à un prix encore supérieur. À l'avance, on ne peut jamais dire quelle solution sera adoptée, mais il

est certain que le raider perd rarement. Ainsi, les OPA ne pouvaient que se multiplier à un rythme effréné.

Distribution

La concurrence sauvage à laquelle se livrent les grandes surfaces, ainsi que la saturation du marché atteinte à travers une multiplication presque excessive des points de vente ont amené les grands groupes de distribution à revoir leurs stratégies de développement. Cette révision s'est opérée dans deux directions différentes d'inégale importance : la diversification, comme pour l'industrie, et les implantations à l'étranger.

La diversification des ventes a commencé lorsque les hypermarchés, conscients de la baisse des recettes provenant des ventes de produits alimentaires, se sont lancés dans les secteurs non-alimentaires comme les vêtements ou l'audiovisuel. Au cours d'une deuxième phase, ils ont créé de nouveaux secteurs comme le bricolage, le jardinage, l'automobile et parfois même la restauration rapide sous la forme de chaînes de cafétérias. Dans une troisième phase, les grandes surfaces tentent de transformer les centres commerciaux en lieux de rencontre avec des centres de prière oecuménique, des laboratoires de micro-informatique, une bibliothèque de lecture, des expositions artisanales et une foire permanente sur le parking.

Enfin, pour fidéliser le client, certains hypermarchés cherchent à ouvrir des boutiques spécialisées haut de gamme. Pour l'avenir, les groupes de distribution se préoccupent d'introduire sur des chaînes de réseaux câblés la vente à l'écran des marchandises les plus diverses sur simple appel téléphonique (télé-vente ou télé-achat).

Devant la limitation des débouchés intérieurs, beaucoup de grandes entreprises de distribution se sont tournées vers l'étranger où elles ont construit de nouveaux établissements, racheté des magasins ou des chaînes et accordé la franchise pour certaines marques. Des groupes français sont parvenus à réaliser hors des frontières, aux États-Unis, au Japon et en Europe, un pourcentage important du chiffre d'affaires, dans la proportion de 20 à 35 p. 100.

GILBERT RULLIÈRE

downloadModeText.vue.download 346 sur 517

En France, en 1986, la vague d'OPA-OPE s'est grossie des opérations suivantes : Cerus/Valeo, Accor/CNIT, BSN-Générale Biscuit, Saint-Louis Bouchon ou Générale Sucrière/Lesieur, Vuitton/Veuve Clicquot, Cerus, puis Générale Occidentale/Presses de la Cité. Dans ce

dernier cas, Jimmy Goldsmith (la Générale Occidentale et l'Express) s'était proposé de prendre le contrôle des Presses de la Cité (Julliard, Plon, Bordas, Dunod, 10/18, Garnier, Fleuve Noir, Christian Bourgois, Presses Pocket et, en association avec Bertelsmann, le premier groupe mondial de la communication, France-Loisirs). À tous les porteurs d'actions des Presses de la Cité, la Générale Occidentale offre d'échanger une de leurs actions contre trois de la Générale Occidentale. Le taux d'échange paraît à première vue avantageux (3 × 1 000 F contre 1 × 2 685 F). L'OPE ayant réussi, les actionnaires des Presses ont cédé leurs actions contre des actions de la Générale Occidentale, ce qui ne coûte rien à cette dernière. Au total, on comptait 12 OPA ou OPE en 1986, dont certaines hostiles ou sauvages, contre 11 en 1985 et 3 seulement en 1984. La valeur totale des fusions et acquisitions avait atteint 61 milliards de francs en 1986, soit presque le double du chiffre de l'année précédente.

Aux États-Unis, avant 1987, la liste des grandes OPA récentes était encore plus impressionnante : OPA de Reynolds (cigarettes Camel et Winston) sur Nabisco Brands (biscuits Belin), celle de Pantry Pride (supermarchés) sur Revlon (produits de beauté), celle de Procter & Gamble (détergents) sur Richardson Vicks (Pantène, Vicks and Clearasil), celle de Kolberg, Kranis and Robert (compagnie financière) sur Béatrice (industrie alimentaire) ; GAF (chimie) a échoué dans sa tentative de rachat d'Union Carbide, mais cette dernière firme a dû vendre une partie de son patrimoine à Rhône-Poulenc.

Matières premières

Après une chute profonde, les cours mondiaux de matières premières se sont stabilisés en 1987. Ce retour à l'équilibre ne dissimule pas l'affaiblissement du pouvoir d'achat des pays en voie de développement qui tirent de l'exportation des produits bruts l'essentiel de leurs ressources en devises. Calculés en monnaie, les indices de prix (Moody's ou Reuter) confirment cet affaiblissement de l'ordre de 20 p. 100 entre 1980 et 1983, à un point tel que les prix des produits de base ont pratiquement

tous rejoint le niveau historique le plus bas du siècle, celui de la grande crise des années 1930. Par ailleurs, les matières premières non énergétiques ne représentent plus que 35 p. 100 du commerce des pays en voie de développement contre 67 p. 100 en 1970. En outre, leur part dans les échanges mondiaux ne cesse de se réduire (autour de 20 p. 100 en 1987).

Ce mouvement de baisse ne s'explique plus seulement par l'action de facteurs depuis longtemps décrits comme la surproduction latente, le ralentissement conjoncturel de la demande, la volatilité des monnaies, les innovations technologiques, le niveau élevé des taux d'intérêt (rendant très coûteuse la constitution de stocks régulateurs) et les échecs en cascade des accords sur le sucre (non renouvelés
downloadModeText.vue.download 347 sur 517

en 1985), le café (mésentente entre producteurs pour rétablir les quotas), le caoutchouc (désaccord sur la fourchette des prix garantis) et l'étain (faillite du stock régulateur).

Pour compenser les pertes de devises ou pour survivre, certains États producteurs fortement endettés n'ont pas hésité à mettre sur le marché des quantités plus importantes à bas prix ou à vendre à perte pour écouler plus.

Pour aider ces pays, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a mis en place un Fonds commun des produits de base.

GILBERT RULLIÈRE

En Grande-Bretagne, toujours avant 1987, les échecs de l'OPA de GEC (électricité) sur Plessey (télécommunications) et celle de Lloyds (banque) sur Standard Chartered (organisme financier) sont largement compensés par le succès de Guinness (boissons) sur Distillers (Johnny Walker, Black and White, Haig, etc.) et celui de Hanson Trust (finance) sur Impérial (distribution).

Toutes ces OPA, tant anglaises qu'américaines, dépassaient le milliard de dollars. La plupart d'entre elles ne cherchaient pas exclusivement à retirer de l'opération des gains faciles. Certaines se proposaient de dégager des synergies, c'est-à-dire une association d'activités plus complémentaires que concurrentes, permettant ainsi d'obtenir une rationalisation des appareils de production.

En 1987, le mouvement ne s'est guère ralenti, même après la crise boursière du 19 octobre 1987. comme le souligne le tableau récapitulatif des principales OPA et OPE significatives de l'année.

La réussite d'une OPA

ou d'une OPE

Telles qu'elles se présentent à l'heure actuelle, les OPA et les OPE peuvent être assimilées à un pari où le joueur gagne même s'il perd. Néanmoins, devant un tel paradoxe, on peut se demander si le raider se lance dans l'aventure au hasard, sans avoir pris de précautions particulières ou si, au contraire, il ne cherche pas à mettre toutes les chances de son côté. Si l'on examine le déroulement concret de quelques OPA, on s'aperçoit que le raider se livre à des observations et à des calculs concernant le choix de la firme-cible, l'adoption d'une stratégie et les moyens de financement.

Commerce
international

Selon les évaluations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), la progression des échanges mondiaux, avec un taux de 2,5 p. 100 seulement en 1987, a continué à se ralentir par

rapport à un passé immédiat. En effet, de 8,1 p. 100 d'augmentation annuelle en moyenne de 1950 à 1970, ce taux étant tombé à 4,2 p. 100 depuis lors, même si le chiffre brut avait passé la barre de 2 000 milliards en 1986. Pour l'année 1987, la stabilisation des prix énergétiques et la dépréciation du dollar tout au long de l'année expliquent ce ralentissement.

Dans le cadre de cette évolution, les nations développées ont vu leur part dans le commerce mondial s'élever encore pour atteindre 70 p. 100 contre
downloadModeText.vue.download 348 sur 517

68 p. 100 en 1980, au détriment des régions en développement, dont la part est tombée de 21 p. 100 en 1980 à 20 p. 100. Ce recul provient de la baisse des revenus pétroliers (Moyen-Orient), de la faiblesse des prix des matières premières et de la mise en place par les pays industriels de « restrictions quantitatives » destinées à protéger les marchés intérieurs. Pour les pays les plus pauvres ou les plus endettés, la baisse des exportations a accru les difficultés de remboursement et de paiement des intérêts d'une dette désormais considérable. Par ailleurs, l'asymétrie persistante entre le lourd déficit commercial des États-Unis (près de 200 milliards de dollars) et les impressionnants excé-

dents de la République fédérale allemande (quelque 50 milliards) et du Japon (70 à 80 milliards environ) a suscité des tensions commerciales très fortes entre les États-Unis, l'Europe et le Japon. Ainsi, le Congrès américain, dont la majorité est protectionniste, n'a pas hésité à lancer une offensive tarifaire visant les réalisations des industries européennes (comme l'Airbus) ou japonaises (comme les semiconducteurs).

GILBERT RULLIÈRE

Le choix de la firme-cible

En règle générale, les raiders portent leurs choix sur des sociétés qui présentent des caractéristiques structurelles définissant un degré élevé de vulnérabilité. Pour les sociétés cotées en Bourse, une valeur marchande, pour autant qu'elle puisse être évaluée, est très nettement supérieure à la capitalisation boursière. Sans engager des sommes énormes dans l'opération, le raider peut prendre à un coût réduit le contrôle de l'entreprise. L'avantage augmente encore si l'on tient compte des possibilités de ramassage préalable en Bourse. Finalement, quelle que soit l'issue de l'OPA, le prédateur perdra très rarement.

En second lieu, le raider va chercher à s'attacher aux firmes dont le capital-actions est dispersé entre un nombre élevé d'actionnaires et dont les dirigeants ne détiennent qu'une fraction minoritaire. Dans ce cas, mis à part la contre-offensive des dirigeants, rien ne lui interdit d'obtenir le paquet d'actions qui lui assure le contrôle de l'affaire. Il suffit d'y mettre le prix et de convaincre les actionnaires de céder leurs actions.

CEE

L’acte unique a été ratifié par tous les gouvernements de la Communauté : le 26 mai, les Irlandais l’ont approuvé par référendum. Auparavant, les Douze avaient adopté le projet Erasmus, qui facilitera la mobilité des étudiants dans la CEE. En juillet, le programme de recherche sur les technologies nouvelles, pour les années 1987 à 1992, est entré en application. Puis les ministres de l’Environnement se sont mis d’accord sur la réduction de la pollution due aux gaz d’échappement des voitures. Enfin, le 12 septembre, les ministres des Finances ont décidé de renforcer la solidarité au sein du Système monétaire européen pour éviter les réajustements imposés par la spéculation sur les devises fortes. C’est ce qui s’était produit le 12 janvier, lorsque le mark avait été réévalué de 3 p. 100. Les prix agricoles ont donc été fixés
downloadModeText.vue.download 349 sur 517

le 30 juin seulement, avec trois mois de retard. Au Conseil européen de Bruxelles, Paris et Bonn ont enfin conclu un compromis sur le démantèlement progressif des Montants compensatoires monétaires frappant certaines productions. Mais, en raison de la perpétuelle opposition du Royaume-Uni, les Douze n’ont pu arrêter le financement de la Communauté pour les années à venir. Afin d’assurer son fonctionnement, il est cependant indispensable d’accroître nettement ses ressources, comme le propose la Commission. Pour le

budget de 1988, le gouvernement de Mme Thatcher subordonne son acceptation du plan Delors à la diminution des dépenses agricoles. Heureusement, dans un cadre plus large que celui de la CEE, l'Europe a enregistré deux succès. Le 15 septembre, à la conférence de Madrid, les vingt pays participant au programme Eurêka de coopération technologique ont adopté 58 projets nouveaux. Financé par l'Agence spatiale européenne, qui regroupe treize États, le 19e tir d'Ariane, réussi à Kourou le 16 septembre, aura des retombées commerciales considérables.

LAURENT LEBLOND

Enfin, en l'absence de toute concurrence, il peut arriver que certaines entreprises, tout en distribuant des dividendes, ne tentent pas de valoriser leur potentiel de production. Au contraire, d'autres sociétés n'essaient pas de dégager des profits élevés et de distribuer des dividendes élevés parce qu'elles estiment l'actionnariat très fidélisé. Dans un cas comme dans l'autre, le raider attend de l'OPA des gains substantiels en restructurant l'ensemble et en se séparant éventuellement des secteurs déficitaires.

Le choix d'une stratégie

En règle générale, le raider agit rarement seul quand il lance une OPA. Pour repérer une cible et l'évaluer, il doit collecter des informations sur les entreprises. Dans cette tâche, il peut être aidé par les banques d'affaires (investment banks) à la recherche d'opportunités de gains pour les fonds qu'elles ont à gérer. De même, les arbitragistes et même les

courtiers du troisième marché peuvent lui apporter leur concours, car les uns et les autres chercheront à profiter de la hausse des cours boursiers quand l'OPA sera annoncée. En effet, arbitragistes et courtiers surveillent l'évolution des cours boursiers et souvent acquièrent de gros paquets d'actions, pressentant qu'une OPA sera lancée ultérieurement. Finalement, les raiders, les banques d'affaires, les arbitragistes, les courtiers sont amenés à travailler de concert ; chacun doit pouvoir compter sur les autres pour atteindre son objectif.

La méthode de financement

Dans ce domaine, les raiders ont bénéficié aux États-Unis d'une innovation financière mise au point par la banque d'affaires américaine Drexel Burnham Lambert. Il s'agit d'un emprunt public par obligations appelées Junk Bonds (ou obligations de pacotille ou pourries) : si l'OPA réussit, les obligations seront remboursées à l'aide du produit de la vente de certains des avoirs ou de certaines filiales de la société contrôlée ; si l'OPA avorte, la rémunération reste due, mais les obligations n'auront jamais été techniquement émises.
downloadModeText.vue.download 350 sur 517

Tiers monde

Même si la situation des différents États est très hétérogène, le tiers monde reste confronté à trois problèmes dominants :

– Le lent effet des politiques d'ajustement : contraints d'adopter des politiques d'assainissement économique, les gouvernements hésitent de plus en plus à poursuivre leurs efforts, face au coût social et politique de l'opération, d'autant que la reprise tarde à se manifester.

– La contraction des recettes d'exportation : la lenteur de la croissance mondiale, la montée du protectionnisme

et la chute des cours du pétrole et des produits de base provoquent le recul des exportations du tiers monde, à

l'exception des nouveaux pays industriels d'Asie. Aussi, comme en 1986, les pays en développement sont victimes du déficit commercial qu'ils avaient évité de 1982 à 1985.

– Le fardeau de la dette : contrairement aux objectifs du plan Baker (éd. 1987), les banques créancières prêtent de moins en moins. Les pays débiteurs asphyxiés ne paient plus les intérêts de leur dette (le Brésil, de février à novembre 1987), limitent les remboursements à un certain pourcentage de leurs exportations (Côte-
downloadModeText.vue.download 351 sur 517

d'Ivoire et Zaïre) ou se tournent vers les organisations multilatérales et les gouvernements des pays riches qui traitent cas par cas. Ainsi, tandis que se multiplient les rééchelonnements de la dette, le FMI, conjointement avec la Banque mondiale, accorde à un nombre croissant d'États de nouveaux crédits et, en particulier, la Facilité d'ajustement structurel (la FAS, créée en mars 1986), qui fournit un financement supplémentaire à des conditions de faveur aux pays les plus pauvres.

Pour la septième fois, en juillet 1987, la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), qui, tous les quatre ans, relance le dialogue Nord-Sud,

a précisément débattu de tous ces

problèmes.

DOMINIQUE COLSON

Les parades anti-OPA

Devant la vague d'OPA aux États-Unis et leur multiplication en Europe occidentale, de nombreux dirigeants d'entreprise éprouvent de l'inquiétude quand la valeur en bourse de leur société est largement inférieure au patrimoine et lorsque le capital est mal contrôlé. Si le capital n'est pas détenu majoritairement par les dirigeants effectifs ou par une même famille (cas de nombreuses entreprises en France), des parades ont été imaginées. Ces parades peuvent être classées en deux catégories : les mesures préventives et les moyens de défense.

Parmi les mesures préventives, on peut citer dans l'ordre donné par le schéma ci-contre :

1-Le coup des actions privilégiées : on accorde un droit de vote double aux actions détenues depuis plusieurs années ; l'opération devient plus coûteuse pour le raider.

2-Les pilules empoisonnées : la cible attaquée augmente son capital par l'émission de nouvelles actions à bas prix réservées aux actionnaires ; l'entreprise s'endette et peut décourager ainsi une offre d'achat hostile.

3-Le parachute doré, consiste à faire voter par le conseil d'administration des indemnités de départ exorbitantes aux dirigeants évincés par le raider.

4-Le poisson porc-épic, technique utilisée récemment par BSN, qui offre à un groupe de banquiers alliés ou amis le droit de souscrire à un prix préférentiel de nouveaux titres qui seraient émis rapidement en cas d'attaque surprise afin de renforcer le bloc de contrôle de l'affaire. C'est une méthode très contestable, car elle entraîne une inégalité de traitement entre les actionnaires et peut ainsi provoquer une chute des cours en Bourse.

5-L'autoprotection : l'entreprise cherche

à acheter ses propres actions dans une limite de 10 p. 100. La fusée à étages se rapproche de l'autoprotection, car c'est un holding qui rachète les actions de l'entreprise. Parmi les moyens de défense, on peut énumérer :

6-Le chevalier blanc, qui se présente comme le sauveur de l'entreprise agressée en se portant, à sa demande, acquéreur des titres convoités à un prix plus élevé que celui offert par le prédateur.

7-Les bijoux de la couronne ou tactique de la terre brûlée : l'entreprise-cible se débarrasse des actifs visés par le raider.

8-Avec la rançon ou le chantage au bil-
downloadModeText.vue.download 352 sur 517

let vert, la cible cherche à écarter le prédateur en lui rachetant au prix fort les actions acquises avec l'OPA.

9-Le Pac-Man (nom d'un jeu vidéo américain) ou l'arroseur arrosé : tactique défensive consistant pour la cible à se retourner contre l'agresseur en lançant à son tour une offre publique sur la société qui a engagé les hostilités.

L'efficacité de toutes ces parades dépend en dernier ressort des circonstances dans lesquelles se déroule l'OPA.

GILBERT RULLIÈRE

Directeur de recherche au CNRS, spécialisé dans l'économie agricole, Gilbert Rullière enseigne la gestion et l'économie du financement des entreprises à l'université de Lyon I.

Bibliographie

Husson (Bernard), la Prise de contrôle d'entreprises (P.U.F., 1987).

Nora (Dominique), les Possédés de Wall Street (Denoël, 1987).
downloadModeText.vue.download 353 sur 517

Les jeux de la finance

Le 12 mars, la cote de Volkswagen sur les marchés financiers chute brusquement : le premier constructeur d'automobiles européen vient d'annoncer qu'il constituait une provision de 480 millions de deutsche Mark pour couvrir ses pertes au change en 1986, soit 1,6 milliard de francs, l'équivalent de son bénéfice annuel. Une gestion imprudente, des escroqueries commises en utilisant les fonds de l'entreprise et l'absence de contrôle financier interne expliqueraient cette énorme perte.

À un échelon plus modeste, mais au coeur même de Wall Street, le 17 avril, 19 agents de change ou employés de sociétés financières ont été arrêtés pour trafic de drogue. Le FBI a prouvé que de nombreux courtiers échangeaient des informations ou des titres contre de la cocaïne. « Contre le stress des salles de change, la drogue est irremplaçable ; coke is business », déclare l'un des inculpés.

Cette double chronique judiciaire et financière, qui assure une crédibilité nouvelle aux romans de Paul-Louis Sulitzer et d'Herbert Lieberman, rappelle l'inquiétude suscitée aux États-Unis, à la fin de 1986, par la chute d'Ivan le Terrible, le tsar des temps modernes. Ivan Boesky, l'un des financiers les plus redoutés de Wall Street, metteur en scène d'OPA et marieur d'entreprises, avait été inculpé pour avoir obtenu et exploité des informations confidentielles lors de la préparation des fusions qu'il négociait.

En quelques années, les marchés financiers internationaux ont vécu une révolution sans précédent historique. Pour conquérir la clientèle, de nouveaux instruments financiers ont été créés afin de faciliter le choix des opérateurs. Les grandes places financières internationales sont connectées entre elles. Dès lors, on obtient une cotation en continu et une transaction peut être conclue en n'importe quel lieu et à n'importe quel moment. L'information financière circule très rapidement ; tout opérateur entre dans le marché financier pour saisir une occasion profitable et de même en sort,

comme au casino.

Cette explosion des techniques financières a fait naître de nouveaux intermédiaires, connus sous le nom de golden boys, de yuppies (young urban professionnal people) ou, encore, de dinks (double income no kids : double revenu sans enfants). En fait, ces différentes expressions désignent souvent le métier de trader (acheteur-vendeur de titres). De tels emplois sont confiés soit à des jeunes diplômés des universités ou des grandes écoles (on parle alors de racket specia-
downloadModeText.vue.download 354 sur 517

lists), soit à des techniciens formés sur le tas. Seuls les jeunes peuvent mobiliser les connaissances mathématiques indispensables à l'étude des charts (graphiques) et à l'analyse du marché ; seuls ils peuvent disposer de la résistance physique, et surtout nerveuse, nécessaire pour manier des masses considérables d'argent avec une certaine pointe de détachement. Aux États-Unis, ils travaillent par centaines dans d'immenses salles encombrées de consoles informatiques et d'appareils téléphoniques. L'activité qu'ils exercent est harassante ; ils s'offrent en compensation des fantaisies que leur rémunération, pourtant très élevée, ne suffit pas toujours à couvrir. Aussi sont-ils menacés par la tentation de transgresser la réglementation des marchés financiers.

La première tentation entraîne les opérateurs à franchir la muraille de Chine : d'un côté du mur se préparent en grand secret des montages financiers relatifs à des opérations de fusions, etc. ; de l'autre côté, les golden boys ont connaissance d'informations confidentielles qu'ils divulguent à des tiers bien placés pour réaliser des profits spéculatifs (affaire Boesky). Le second péril, illustré par Volkswagen, consiste pour les professionnels à travailler pour leur propre compte en jouant sur les masses d'argent des entreprises qu'ils gèrent.

GILBERT RULLIÈRE
downloadModeText.vue.download 355 sur 517

S'il est souvent difficile d'apprécier sur-le-champ la portée exacte d'une découverte scientifique ou d'une innovation technique, il devient beaucoup plus aisé, quelques décennies plus tard, de mettre en relief les progrès, parfois considérables, qu'elle a autorisés.

Vingt ans après la première transplantation cardiaque, le 3 décembre 1967, au Groote Schuur Hospital du Cap, en Afrique du Sud, par le professeur Christian Barnard, près de 4 500 greffes du coeur ont été réalisées dans le monde et l'opération est presque devenue une routine dans les grands services qui la pratiquent. Mais il a fallu aux pionniers de la patience, de l'obstination même, pour en arriver là. Au début, presque tous les patients mouraient au bout de quelques jours ou de quelques semaines, victimes de crises de rejet ou d'infections liées aux traitements immunosuppresseurs destinés à combattre ces crises. À l'enthousiasme initial – 115 greffes effectuées en 1968 – succéda peu à peu un certain découragement des chirurgiens face aux échecs répétés qu'ils enregistraient. Ce n'est que depuis l'avènement du traitement à la ciclosporine, un médicament antirejet très efficace, que la transplantation cardiaque a trouvé sa vraie place dans l'arsenal d'assistance aux grands

cardiaques. De 85 greffes réalisées en 1980, on est passé à 111 en 1981, 181 en 1982, 293 en 1983, 652 en 1984, 1 008 en 1985 et 1 415 en 1986. En 1980, un mois après l'intervention, 17 p. 100 des greffés décédaient, victimes de complications. Aujourd'hui, un an après l'opération, 80 p. 100 des patients survivent et le recul que l'on commence à prendre laisse à penser qu'au bout de cinq ans ce taux se maintiendra. La survie la plus longue enregistrée jusqu'à présent est celle d'Emmanuel Vitria, opéré le 27 novembre 1968 à Marseille. Il a vécu, débordant de vitalité, pendant dix-huit ans et demi avec le coeur d'un autre, en se dévouant à la cause du don d'organes et du sang, avant de décéder d'une insuffisance respiratoire le 11 mai 1987.

La conquête de l’espace

Trente ans après le lancement, par l’URSS, du premier satellite artificiel, Spoutnik 1, le 4 octobre 1957, la conquête de l’espace est devenue une aventure majeure de l’humanité. Une aventure qui reste toutefois largement dominée par les États-Unis et l’URSS puisque, selon une étude de la Federation of American Scientists, sur les 337 satellites artificiels en fonctionnement autour de la Terre lors du
downloadModeText.vue.download 356 sur 517

trentième anniversaire de Spoutnik 1, 146 étaient soviétiques et 129 américains, les 62 restants étant partagés entre 13 nations ou organisations internationales. Si l’indisponibilité de la navette a lourdement pénalisé, en 1987, le programme spatial américain, les Soviétiques ont, en revanche, fourni une nouvelle démonstration de leur avance en matière de station orbitale, avec l’amarrage, le 9 avril, du module d’astrophysique Kvant à la station Mir. Ils ont aussi confirmé leur maîtrise des vols spatiaux de longue durée, avec le nouveau record de séjour dans l’espace (326 jours et demi) établi par le cosmonaute Iouri Romanenko. Ils ont enfin révélé l’impressionnante capacité de lancement que leur confère désormais la fusée Energia : celle-ci, expérimentée en vol pour la première fois le 15 mai, peut placer plus de 100 tonnes de charge utile en orbite basse autour de la Terre.

L’Europe, grâce à la fusée Ariane, est parvenue à se hisser à la troisième place dans le club très fermé des puissances spatiales. La reprise, avec succès, des vols d’Ariane, en septembre, après seize mois d’interruption, laisse bien augurer de la mise en service, en 1988, de la version plus puissante Ariane 4. À La Haye, les 9 et 10 novembre, le Conseil des ministres de l’Agence spatiale européenne a donné son accord de principe à un ambitieux programme de plus de 110 milliards de francs en trois volets – le lanceur lourd Ariane 5, l’infrastructure orbitale Columbus et l’avion spatial Hermès – qui devrait assurer à l’Europe d’ici la fin du siècle l’autonomie pour toutes les opérations orbitales. La France, l’Allemagne et

l'Italie financeront ensemble 77 p. 100 de Columbus, 82 p. 100 d'Ariane 5 et près

de 90 p. 100 d'Hermès. Les deux autres principaux actionnaires seront la Belgique et l'Espagne, qui contribueront au total à 10 p. 100 environ des dépenses. Ces cinq pays assureront donc quasiment à eux seuls le financement de la nouvelle triade spatiale européenne, à laquelle le Royaume-Uni a refusé de s'associer.

Microbiologie

et virologie

Cent ans après sa création, en juin 1887, l'Institut Pasteur garde sa vocation initiale : l'étude des maladies infectieuses, bactériennes, virales et parasitaires, ainsi que des moyens propres à les prévenir et à les combattre. Son champ d'investigation s'est élargi avec l'essor considérable des connaissances concernant ces maladies, comme l'indique son président, François Jacob, prix Nobel 1965, qui nous présente Un jeune centenaire : l'Institut Pasteur. C'est ainsi qu'on y conduit aujourd'hui des recherches fondamentales en biologie moléculaire. Celle-ci est devenue la biologie de base, dont les découvertes intéressent la physiologie, la virologie, l'embryologie et la pathologie. L'un de ses dérivés, le génie génétique, constitue désormais une arme essentielle de la médecine.

C'est toutefois dans le domaine de la lutte contre le Sida que l'Institut Pasteur mène aujourd'hui son action la plus spectaculaire. Alors qu'un contentieux franco-américain s'était développé sur l'antériorité de la découverte du virus du Sida, et surtout sur les brevets portant sur les tests de dépistage qui en découlaient, en raison de l'enjeu économique et financier en résultant, ce litige a été réglé défi-
downloadModeText.vue.download 357 sur 517

nitivement au terme d'un accord intervenu en 1987 entre l'Institut Pasteur et le département de la Santé des États-Unis. Les représentants des deux parties ont même annoncé la création d'une Fondation franco-américaine pour favoriser la

coopération internationale et la collaboration en ce domaine entre chercheurs du monde entier.

Physique : de la gravitation à la cinquième force

En physique, 1987 marquait le tricentenaire de la publication des Philosophiae naturalis principia mathematica, l'ouvrage magistral dans lequel Isaac Newton imputait à l'attraction universelle l'organisation de l'Univers. Trois siècles après Newton, les physiciens ne sont pas encore certains de connaître toutes les forces physiques fondamentales agissant dans la nature. Ils en ont identifié quatre : la gravitation, l'électromagnétisme, l'interaction nucléaire faible et l'interaction nucléaire forte. Mais, depuis janvier 1986, un groupe de physiciens américains affirme qu'il en existe une cinquième : il s'agirait d'une force répulsive, de deux à trois ordres de grandeur plus faible que la gravité, et d'une portée d'environ 200 mètres.

Contrairement à la gravité, la cinquième force ne se couplerait pas à la masse des objets, mais à leur nombre baryonique (pour un noyau atomique, ce nombre est égal au nombre total de nucléons). Son existence pourrait ainsi être mise en évidence par des expériences visant à vérifier, comme celles effectuées par le Hongrois Eötvös au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'égalité,

aujourd'hui admise, de la masse gravitationnelle (ou masse pesante) et de la masse inertielle d'un corps donné. Alors que la première vague d'expériences, tentée en 1986, avait fourni des résultats contradictoires, une nouvelle série d'expérimentations, effectuée en 1987, semble accréditer l'hypothèse de la cinquième force, mais sans que les indices de son existence puissent être considérés comme indubitables.

Ce débat montre que l'Univers recèle encore bien des secrets. Cela aura été le mérite de Louis de Broglie, décédé le 19 mars, de contribuer, avec sa mécanique ondulatoire, au progrès des recherches concernant la structure intime de la matière. Mais, à grande échelle, les énigmes ne sont pas moindres, comme en témoigne le faisceau d'interrogations

né de l'observation par les astronomes d'une brillante supernova, le 24 février, dans le Grand Nuage de Magellan.

La course aux supraconducteurs

Pour les physiciens, 1987 restera aussi l'année de tous les records dans le domaine de la supraconductivité « tiède ». Découverte par Kamerlingh Onnes en 1911, la supraconductivité est la propriété de certains corps de devenir, à très basse température, des conducteurs électriques idéaux, dépourvus de toute résistance. Les recherches visent aujourd'hui à mettre au point des supraconducteurs utilisables à des températures compatibles avec des applications industrielles.

Cela permettrait, par exemple, de résoudre le problème de réchauffement des conducteurs électriques, principale limi-

downloadModeText.vue.download 358 sur 517

tation actuelle des performances des ordinateurs. De même, on peut penser que, grâce à la supraconductivité, il deviendra enfin possible de banaliser le principe de la sustentation magnétique, de stocker de grandes quantités d'électricité dans des bobines géantes, ou encore d'assurer son transport à l'aide de conducteurs enterrés extrêmement fins, qui sonneront le glas des actuelles lignes à haute tension.

Les revers du progrès

Les enjeux considérables de la supraconductivité s'apparentent à ceux des nouveaux matériaux, déjà utilisés dans les secteurs de pointe et dont la mise au point annonce de profondes mutations technologiques, comme le démontre Claude Gelé.

Mais le progrès technique a ses revers. L'homme, au cours des dernières années, a pris conscience des menaces que certaines de ses activités laissent planer sur l'environnement. Employant massivement les produits chimiques, l'agriculture intensive provoque pollu-

tions et déséquilibres écologiques (voir Agriculture, écologie et environnement, par Bernard Roux). Les rejets croissants dans l'atmosphère de chlorofluorocarbones contribuent à détruire la couche protectrice d'ozone. La prolifération des centrales nucléaires s'accompagne parfois d'incidents dont les conséquences peuvent être dramatiques et pose désormais l'épineux problème du stockage des déchets radioactifs, notamment de ceux à haute activité ou à très longue période. On prévoit de les enterrer à grande profondeur, placés dans des conteneurs spéciaux ou enrobés de structures vitrifiées très stables. Quatre sites semblant offrir des conditions géologiques appropriées ont ainsi été présélectionnés en 1987, respectivement dans l'Ain, l'Aisne, le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres, ce qui n'a pas manqué de susciter l'hostilité des populations concernées.

Ces quelques exemples d'inconvénients sérieux de la technique, après l'évocation de grandes avancées de la science, montrent toute l'importance des choix qui incombent aux décideurs. Comme la langue d'Ésope, la science et la technique peuvent engendrer le meilleur ou le pire, selon l'usage que l'on en fait. À l'homme d'exercer judicieusement sa responsabilité, de savoir tirer parti de ses découvertes pour mettre sa planète en valeur et assurer le développement heureux de la civilisation.

PHILIPPE DE LA COTARDIÈRE
downloadModeText.vue.download 359 sur 517

Un jeune centenaire : l'Institut Pasteur

L'Institut Pasteur mène toujours la lutte contre les germes pathogènes et tient une place majeure en immunologie et en biologie du développement. Au mois d'octobre 1987, il a fêté son centième anniversaire.

Le 1er mars 1886, l'académie des Sciences lançait un appel à une souscription publique en vue d'édi-

fier « un établissement pour le traitement de la rage après morsure ». À cet appel devait aussitôt répondre, non seulement toute la France, mais le monde entier. Chacun voulait participer dans tous les pays ; les pauvres comme les riches ; le facteur d'un bourg normand comme le tsar de toutes les Russies ; un gendarme du Jura comme l'empereur du Brésil ; un « braconnier » anonyme comme le directeur de New York Herald Tribune ou le régiment des lanciers du Bengale. Et, le 14 novembre 1888, en présence du président de la République et des membres du gouvernement, était inauguré ce qui apparut bien comme le premier établissement entièrement consacré aux recherches sur les sciences de la vie pour la santé des hommes : l'Institut Pasteur.

L'incroyable chemin qui, de l'asymétrie des cristaux de tartrate et de la cristallographie, avait conduit Pasteur, par petits bonds successifs, à travers la bière, le vin, les vers à soie, les poules, les moutons, jusqu'à la vaccination contre la rage, avait créé un domaine de la biologie et de la

médecine entièrement nouveau. À la fin des années 1870, Pasteur et le groupe de chercheurs qui l'entouraient avaient acquis la conviction que chaque maladie infectieuse était causée par un être vivant microscopique, un microbe. Aussi, pour chaque maladie, aussi bien celles des hommes que celles des animaux, le premier objectif était-il d'isoler le microbe responsable, de le cultiver, de l'étudier, de le caractériser.

Les pastoriens

Aussi prestigieux qu'ait pu être le baptême, les débuts n'en furent pas moins fort modestes. Cinq services dits « de microbie ». Cinq savants de formation et de personnalité très diverses réunis autour du Maître : Duclaux, chimiste prestigieux ; Chamberland, agrégé de physique ; Grancher, médecin ; Metchnikoff, cet homme de 43 ans accouru du fond de l'Ukraine, « le visage enflammé, l'oeil brillant, les cheveux embrouillés, tout à fait l'air du démon de la science », et enfin le docteur Roux, l'élève dévoué au Maître. Après Pasteur, ce fut Émile Duclaux qui dirigea l'Institut. Après Duclaux, Émile Roux.

Médecine

Prix Nobel

Le prix Nobel a été attribué au chercheur japonais Susumu Tonegawa. Âgé de 48 ans, installé aux États-Unis depuis 1963, M. Tonegawa, après avoir travaillé 10 ans en Suisse à l'Institut d'immunologie de Bâle, a été nommé en 1981 professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et poursuit ses recherches à Cambridge. Il est titulaire de nombreuses récompenses de haut niveau : prix Avery Landsteiner en 1981, prix de la Fondation internationale Gardiner en 1982, prix Lasker en 1987. Le prix Nobel lui a été décerné pour « sa découverte du fondement génétique de la formation d'une riche variété d'anticorps ».

La défense immunitaire de l'organisme repose d'une part sur un mécanisme d'immunité cellulaire assurée par les lymphocytes T (leur maturation se fait dans le thymus), dont il a été beaucoup question ces dernières années à propos du Sida, puisque c'est leur effondrement qui caractérise le syndrome immunodéficitaire acquis ou Sida ; d'autre part, cette défense s'appuie sur un mécanisme d'immunité humorale assurée par des substances protéiques solubles, les anticorps, sécrétées par une autre catégorie de lymphocytes, les lymphocytes B (leur maturation se fait dans la moelle osseuse).

Ce sont les anticorps qui permettent à l'organisme de lutter contre la multitude d'agressions dont il est l'objet. À chaque type d'agression (bactérienne, virale, parasitaire, toxique) correspond un anticorps unique et

spécifique. Les lymphocytes B sont ainsi capables de sécréter des millions d'anticorps différents et spécifiques. Cependant, un noyau de lymphocyte ne contient que quelques centaines de gènes et il était admis jusqu'à présent que chaque gène code pour la fabri-

cation d'une seule et unique protéine, strictement et immuablement définie. La question se posait donc de savoir comment une quantité limitée de gènes pouvait produire un nombre illimité d'anticorps. C'est à cette question que les travaux de S. Tonegawa ont apporté une réponse.

M. Tonegawa a démontré qu'au cours du développement embryonnaire il se produit, pendant la maturation des précurseurs des lymphocytes B, un déplacement et un regroupement des fragments d'ADN (acide désoxyribonucléique) qui constituent leur patrimoine génétique. Les lymphocytes B arrivés à maturation peuvent ainsi coder pour un nombre infini d'anticorps spécifiques, non parce qu'ils contiennent une plus grande quantité de gènes, mais parce qu'ils ont une capacité infinie de combiner entre eux ces quelques gènes, de la même façon qu'avec sept notes un musicien possède une infinie capacité de création. Les expériences de Tonegawa ont mis en évidence que, contrairement aux autres cellules de l'organisme dont les gènes sont stables, les cellules du système immunitaire subissent un remaniement incessant de leurs gènes aboutissant à la création de nouvelles séquences géniques. C'est ce réarrangement génique qui permet de coder pour tel ou tel anticorps spécifique. S. Tonegawa a pu dresser une cartographie des mécanismes de transfert et de recombinaison géniques
downloadModeText.vue.download 361 sur 517

expliquant ainsi l'infinie diversité des anticorps.

L'onchocercose

Le prix Nobel 1987 a récompensé une fois encore un travail de recherche fondamentale dont les rapports avec la médecine de tous les jours sont, pour l'instant, assez distants.

« Dieu vous garde d'être soigné par un prix Nobel » disait un prix Nobel. Il ne sera sans doute pas contredit par

les quelques dizaines de millions de personnes qui, grâce à un nouveau médicament, ont maintenant l'espoir d'échapper a la cécité.

L'onchocercose est une parasitose due à un ver rond (Onchocerca volvulus), inoculé à l'homme par un moucheron (Simulium damnosum) que l'on trouve le long des cours d'eau.

On estime à 40 millions le nombre de sujets atteints en Amérique centrale, au Yémen, en Arabie Saoudite, et surtout en Afrique sud-saharienne. C'est la deuxième cause de cécité dans le monde. Cette « cécité des rivières » survient parfois après 10 ou 15 ans d'évolution de la maladie, les microfilaires (embryons) envahissant les milieux de l'oeil et créant des lésions irréversibles. Dans certaines régions, 15 p. 100 de la population sont frappés de cécité totale.

Deux médicaments étaient utilisés jusqu'à présent pour lutter contre cette maladie, la suramine et la diéthylcarbamazine, mais ils provoquent des réactions secondaires graves, parfois mortelles, qui en limitent l'usage. Depuis plusieurs années, une nouvelle molécule était expérimentée sur les animaux puis faisait l'objet d'études en pathologie humaine. Dérivé synthétique d'une lactone macrocyclique produite par un actinomycète (Streptomyces avermitilis) l'ivermectine s'est révélée d'une efficacité largement supérieure aux médicaments précédents et n'a aucune toxicité. Administrée par voie orale à dose unique annuelle ou semestrielle, elle permet d'espérer la fin de la transmission de cette redoutable maladie.

Le 21 octobre 1987, il a été annoncé que l'ivermectine était sortie du stade expérimental et que des millions de personnes pourront être désormais soignées efficacement et sans danger au moyen de ce médicament.

La grippe

La grippe n'a pas en Occident l'importance ni la gravité de l'onchocer-

cose en milieu tropical. Néanmoins, chaque année se pose la question de la vaccination antigrippale. Il n'existe pas, en effet, de traitement curatif spécifique de la grippe, et le seul traitement opposable actuellement est préventif.

Un nouveau médicament, la rimantadine (molécule dérivée d'une substance antivirale efficace, l'amantadine, mais inutilisable dans le traitement préventif de la grippe en raison de ses effets secondaires), agirait à un stade précoce de l'incubation. Pris par voie buccale sous forme de comprimés, il s'opposerait à la multiplication du virus grippal de type A dans l'organisme et aurait ainsi un effet protecteur. Lorsque la vaccination est contre-indiquée, cette chimioprophylaxie pourrait ainsi la remplacer ou, mieux encore, dans la majorité des cas, la compléter.

DR GEORGES DE CORGANOFF

downloadModeText.vue.download 362 sur 517

Depuis sa création, l'histoire de l'Institut Pasteur est jalonnée de noms et de découvertes qui marquent l'évolution de la biologie et la lutte contre certains des grands fléaux de l'humanité. De la découverte de la sérothérapie par Roux, Mar-

tin et Chailloux, en 1894, jusqu'à celle du virus du Sida par Montagnier et ses collaborateurs en 1984, les pastoriens apporteront une étonnante moisson de résultats : l'isolement du bacille de la peste par Yersin ; la vaccination contre la diphtérie par Ramon ; la découverte de l'immunité humorale par Bordet ; celle des voies de transmission du typhus par Charles Nicolle ; celle de la phagocytose et des maladies inflammatoires par Metchnikoff ; la mise au point du BCG par Calmette et frères ; la découverte du bactériophage par Hérelle ; la mise en évidence du rôle des facteurs de croissance par Lwoff ; la découverte des sulfamides par les Tréfouël, Nitti et Bovet ; celle des antihistaminiques par Bovet ; les débuts de la biologie moléculaire et la découverte des particularités structurales des anticorps par Oudin ; un vaccin antipoliomyélitique par Lépine ; l'isolement du récepteur de l'acétylcholine par Changeux ; tous ces travaux vaudront aux pastoriens huit prix Nobel entre 1907 et 1965.

Priorité

à la recherche appliquée

Lors de l'inauguration de l'Institut, Pasteur le définit ainsi : « un dispensaire..., un centre de recherches et un centre d'enseignement ». Mais, depuis sa création, l'Institut Pasteur s'est distingué des autres organismes de recherche et d'enseignement par un certain nombre de

particularités. De formation scientifique ou médicale, le pastorien est longtemps resté en marge des structures et des carrières officielles. Médecin sans clientèle, pharmacien sans officine, chimiste sans industrie, universitaire sans chaire, son statut se distinguait par un style et surtout un lieu de travail : il s'adonnait à ses recherches à l'Institut Pasteur. Cette diversité de formations et de talents réunis en un même lieu pour y étudier un même matériel sous ses aspects les plus divers, c'était, avant la lettre, ce qu'on appelle maintenant la « recherche interdisciplinaire ». Si, aujourd'hui, les pastoriens ont fini par acquérir un statut, leur communauté n'en a pas moins conservé sa diversité, puisqu'elle comprend des chercheurs d'origines variées, CNRS, INSERM, INRA, ainsi que de très nombreux stagiaires étrangers.

Autre particularité de l'Institut Pasteur : l'étroitesse des liens maintenus entre recherche et applications. Nul peut-être mieux que Pasteur n'a su unir ces deux aspects du travail scientifique. Cette union, Pasteur l'a reportée sur la structure de son institut, la recherche apportant des idées à une industrie qui, en retour, fournissait des fonds à la recherche. Si l'Institut Pasteur n'est pas devenu le premier centre de l'industrie biologique en Europe, c'est d'abord que les pastoriens n'ont guère montré de dons ni aussi d'intérêt pour le commerce et l'industrie, mais c'est aussi que l'industrie privée ne les a guère aidés. D'où, après la Seconde Guerre mondiale, les difficultés financières de l'Institut Pasteur, qui avait, jusque-là, vécu de ses ressources propres. Les pouvoirs publics, en la personne d'un ministre de la Santé, madame Simone
downloadModeText.vue.download 363 sur 517

Veil, eurent la sagesse d'attribuer à l'Institut une subvention annuelle correspondant à la moitié de son budget, tout en maintenant son statut de fondation privée. En même temps, sous l'impulsion de Jacques Monod, alors directeur, la production était séparée de la recherche. Elle est aujourd'hui étroitement associée à deux puissantes industries pharmaceutiques. En gardant ainsi son statut de fondation privée et grâce, en particulier, à de nombreux dons et legs, l'Institut Pasteur a conservé une souplesse, une capacité de réactions aux imprévus de la recherche dont sont trop souvent dépourvus les organismes publics. Ce n'est certainement pas par hasard si, en France, la biologie moléculaire est née à l'Institut Pasteur ou si les premiers travaux sur le Sida ont eu lieu à l'Institut Pasteur.

Les instituts d'outre-mer

Dernière particularité de l'Institut Pasteur : sa capacité d'essaimer à travers le monde. Il existe ainsi une vingtaine d'Instituts Pasteur, ou d'Instituts associés, dont les relations avec la maison mère sont de nature très diverse.

L’origine de cette constellation de la recherche date presque de la fondation de l’Institut Pasteur de Paris. Dès 1890, en effet, Louis Pasteur et Émile Roux pro-
downloadModeText.vue.download 364 sur 517

posèrent à l’un de leurs premiers élèves, Albert Calmette, jeune médecin militaire, d’aller à Saigon établir un laboratoire pour préparer les vaccins contre la rage et la variole, très répandues en Indochine. Bientôt, les « mordus » affluèrent du Siam, de Java, de Singapour, du Tonkin et même du Japon. De cette mission de Calmette, qui aboutit à la création de l’Institut Pasteur de Saigon, datent les premiers travaux sur les venins de serpents, qui conduisirent à la sérothérapie antivenimeuse. Albert Calmette fut donc le fondateur du premier Institut Pasteur d’outre-mer. Après celui de Saigon, de nombreux autres Instituts Pasteur furent créés ; leur action s’exerce dans le monde entier.

Tous ces Instituts sont des centres d’expertise, de surveillance épidémiologique, des centres de production de sérums et de vaccins et des centres de formation. Certains entretiennent des collaborations scientifiques suivies avec des groupes de Paris. L’Institut Pasteur de Guyane, par exemple, est impliqué dans un travail mené en liaison avec l’Institut Pasteur de Paris pour la mise au point d’un vaccin contre le paludisme et dans un programme d’études sur la lèpre.

La création d’Instituts hors métropole n’est pas uniquement un phénomène du passé. L’Institut Pasteur de Rome a été fondé en 1976. Actuellement, une négociation est en cours pour l’ouverture d’un Institut Pasteur à Kyoto, au Japon. En outre, l’Institut Pasteur de Paris a établi une série de relations privilégiées avec certains grands instituts de recherche étrangers avec qui sont conduits en commun des programmes de recherche. C’est le cas notamment de l’Institut Weizmann

des Sciences en Israël, de l’Institut Sloan Kettering à New York, et de l’Institut Riken au Japon.

L’orientation actuelle

L’essaimage des Instituts Pasteur à travers le monde témoigne du rayonnement de la maison mère. Fondation privée reconnue d’utilité publique, l’Institut Pasteur de Paris se déploie sur un campus d’un hectare et demi situé de part et d’autre de la rue du Docteur-Roux. Plus de 2 000 personnes y travaillent, dont 500 chercheurs permanents parmi lesquels des chercheurs du Centre national de la recherche scientifique, de l’Institut national de la santé et de la recherche médicale, ainsi que de nombreux chercheurs étrangers. Chaque année, l’Institut Pasteur accueille environ 300 élèves et 600 stagiaires, français ou étrangers. Il possède la bibliothèque spécialisée en microbiologie et disciplines annexes la plus complète de France et abrite un centre de documentation, avec un service de publications scientifiques : Annales de microbiologie, de virologie, d’immunologie, Bulletin de l’Institut Pasteur. Un musée, installé dans les appartements même de Pasteur, abrite de nombreux souvenirs scientifiques et retrace l’histoire de l’oeuvre de Pasteur. Récemment, un Musée des applications de la recherche pasteurienne a été inauguré à Marnes-la-Coquette. Il est situé dans une annexe de l’Institut Pasteur, autour de la chambre où s’éteignit Louis Pasteur.

Les activités de l’Institut Pasteur se poursuivent dans les trois axes définis par Pasteur lors de l’inauguration : prévention et traitement des maladies infectieuses ; enseignement ; recherche.
downloadModeText.vue.download 365 sur 517

– L’Hôpital Pasteur est spécialisé dans le traitement des maladies infectieuses, des maladies parasitaires, des mycoses, des maladies résultant de dérèglements immunitaires, telles qu’allergies, immunodépressions ou maladies auto-immunes. C’est dans cet hôpital que furent utilisés pour la première fois les sulfamides. Il est au premier rang de l’étude des antibiotiques. Son activité d’hospitalisation concernant le Sida le place au troisième rang en France, après deux grands services de l’Assistance publique.

Les Centres de référence sont à la fois des sentinelles, des conseillers, des experts, notamment en matière d'épidémiologie et de diagnostic. L'Institut Pasteur abrite 14 des 32 centres nationaux de référence existant en France et 9 centres collaborant avec l'Organisation mondiale de la santé. Leurs compétences s'exercent sur la rage, la grippe, les hépatites virales, le Sida, les mycoses et les antifongiques, la peste, le choléra, les salmonelles, les shigelles, les arbovirus, les yersinia, les staphylocoques, les streptocoques, ou encore la résistance aux antibiotiques. Ces centres assurent en outre des missions quotidiennes au service de la santé publique.

– Le Centre d'enseignement de l'Institut Pasteur dispense des enseignements postuniversitaires pour la formation à la recherche et au diagnostic dans une large série de disciplines : microbiologie, virologie, immunologie, mycologie, parasitologie, etc. Il remplit là une vocation de service public, encore que le financement de ces activités soit entièrement privé. Chaque année, l'Institut Pasteur accueille près de 300 élèves français et étrangers. Dans ces enseignements généraux, spécialisés ou méthodologiques, priorité est donnée à l'expérimentation ; les cours théoriques ne font qu'apporter les bases nécessaires ou expliciter certains travaux de laboratoire.

– La Recherche, à l'Institut Pasteur, est menée au sein d'environ 70 unités distribuées en 8 départements. L'analyse du réseau complexe que couvre cette recherche occuperait un volume entier. Mais, il est possible d'esquisser les grandes voies dans lesquelles elle est engagée et que l'on peut résumer sous trois rubriques : microbiologie : immunologie ; biologie du développement.

La microbiologie

On continue à chasser les germes pathogènes à l'Institut Pasteur, à les isoler, les cultiver, en faire le diagnostic, à préparer contre eux des vaccins ou des moyens de lutte thérapeutique. L'exemple le plus connu est celui du Sida, pour lequel les équipes pastoriennes ont été les premières à reconnaître la cause de cette maladie et à engager des forces importantes pour l'étudier et la combattre. Moins connue,

mais tout aussi efficace, la lutte contre les virus de l'hépatite ; ceux des fièvres hémorragiques ; le virus de la poliomyélite ; le « virus des verrues » qui déclenche parfois des processus cancéreux ; contre les champignons responsables des mycoses ; ou contre certains parasites comme celui du paludisme, pour lequel la recherche d'un vaccin est devenue une oeuvre de coopération mondiale dans laquelle l'Institut Pasteur joue un rôle considérable. Et puis il y a toute la faune de germes pathogènes courants, salmonelles, shigelles, staphylocoques, streptocoques, les épi-
downloadModeText.vue.download 366 sur 517

démies, les résistances à certains antibiotiques, qui font l'objet d'une surveillance constante. Dans cette lutte incessante, l'Institut Pasteur joue en quelque sorte le rôle de laboratoire national.

Biologie

La première plantule de cocotier-éprouvette est née à l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer). Obtenue par multiplication végétative à partir de fragments de feuilles, cette réussite laisse présager la reproduction par clonage de millions de jeunes cocotiers sélectionnés pour leurs performances et leur résistance aux maladies, qui transmettront indéfiniment à leur descendance leurs caractéristiques génétiques.

Pour la première fois au monde, le gouvernement américain autorise officiellement le dépôt de brevets concernant l'obtention d'animaux génétiquement recombinés. Quelques mois plus tard, à l'Institut de physiologie animale d'Édimbourg (Écosse), des biologistes donnent naissance, par manipulations génétiques, à une lignée de souris dont le lait contient en majorité... une protéine de brebis. Avec, au-delà de la prouesse de laboratoire, la perspective de faire produire aux vaches des laits sur mesure de haute valeur biologique, pour les nouveau-nés ou l'industrie.

Les plantes posséderaient aussi leur propre système immunitaire. On savait déjà que les végétaux, en cas d'agression par des virus ou des bactéries, produisaient un certain nombre de protéines spécifiques, dites « de stress ». Purifiées par des chercheurs du CNRS, ces protéines se sont révélées capables de dégrader les parois des agents infectieux les plus répandus dans le règne végétal, témoignant ainsi de l'existence d'un véritable système de défense.

En septembre 1987, s'est tenu à Paris, sous l'égide de l'INSERM, le IXe séminaire international pour la cartographie des gènes de l'homme. Sur les quelque trente mille gènes que contiennent nos chromosomes, près de 3 000 sont déjà recensés. L'enjeu : comprendre – et un jour prévenir – les milliers de maladies héréditaires dont souffre l'espèce humaine, en localisant et en étudiant les gènes qui en sont responsables.

CATHERINE VINCENT

Mais les bactéries sont étudiées aussi comme les plus simples des cellules, une sorte de minimum vital, sur lequel on peut apprendre les mécanismes de base du vivant. C'est ainsi que s'est développée la biologie moléculaire. L'école pasteurienne s'est particulièrement distinguée dans l'élucidation des mécanismes de transfert et de recombinaison génétique, ainsi que dans l'étude des circuits qui règlent l'activité des gènes en fonction des besoins de la cellule.

D'autres problèmes sont également

examinés en détail à l'Institut Pasteur, comme la structure et la fonction des membranes, les mécanismes de sécrétion de protéines. Les résultats de ces travaux éclairent bien souvent le fonctionnement des organismes supérieurs et celui des mécanismes de différenciation ou de cancérisation.

Mais, la biologie moléculaire des microbes, c'est aussi tout un arsenal de tech-
downloadModeText.vue.download 367 sur 517

niques nouvelles, en particulier le génie génétique, qui permet d'isoler un gène de n'importe quel organisme, de l'insérer dans une bactérie comme le colibacille. Il est alors possible d'obtenir de grandes quantités de ce gène, d'en analyser la structure presque dans le détail, de le faire s'exprimer dans les bactéries. Ces biotechnologies nouvelles sont maintenant très développées à l'Institut Pasteur. On en attend des effets spectaculaires aussi bien en médecine qu'en agriculture et même dans de nombreuses industries. Elles vont en effet permettre de fabriquer de nouveaux types de vaccins, d'utiliser de nouvelles méthodes de diagnostic. Elles transformeront la lutte contre les insectes nuisibles, amélioreront les récoltes. Il faudrait un livre entier pour décrire les travaux qui sont menés en ce domaine à l'Institut Pasteur.

L'Institut Pasteur et le Sida

« Pour la lutte contre le Sida, le plus difficile, c'est qu'aucun animal ne développe la même maladie que l'homme. En cas d'infection, seul le chimpanzé peut présenter des symptômes similaires à ceux du Sida », explique le professeur Luc Montagnier, qui, avec les docteurs Jean-Claude Chermann et Françoise Barré-Sinoussi, a isolé le virus responsable de la maladie en janvier 1983.

Au moment où l'Institut Pasteur fêté son centième anniversaire. Luc Montagnier n'est pas pessimiste pour autant : « Il n'y a pas de raison pour que nous ne découvrions pas un jour un vaccin ! Si tout se passe bien, nous y

parviendrons d'ici quatre à cinq ans. »

Le professeur Montagnier reconnaît que « nous vivons une période très difficile... pour l'instant, le dépistage du virus ne permet qu'un suivi médical, sans traitement véritable. » C'est pourquoi il est hostile au dépistage et au contrôle systématique aux frontières. « En revanche, le jour où nous aurons mis au point un traitement pour les séropositifs, il faudra tester tout le monde, et pas seulement les étrangers. Les nationaux revenant de voyage devront aussi se soumettre à un examen », précise-t-il avec sérénité.

À l'Institut Pasteur même, 700 malades du Sida sont suivis par les médecins. Parmi eux, 100 sont hospitalisés. Mais les locaux sont trop étroits, et, d'ici 1990, un bâtiment spécial sera construit et consacré aux recherches sur le rétrovirus et le Sida. La vente des bijoux légués par la duchesse de Windsor a permis d'affecter 264 millions de francs à la construction de ce nouvel édifice.

Pour l'instant, les cinquante personnes travaillant sur le Sida ne disposent pas des moyens financiers adéquats. Le budget global de l'Institut Pasteur, qui s'élève à 500 millions de francs en 1987, ne suffit pas à assurer une place convenable aux nouvelles recherches. Récemment, le gouvernement français a bien débloqué 100 millions de francs, soit 16 millions de dollars, mais c'est là bien peu de chose en comparaison des 400 millions de dollars attribués aux spécialistes américains.

L'immunologie

L'immunologie vise à comprendre et à manipuler les défenses immunitaires afin de mieux lutter contre nombre de mala-
downloadModeText.vue.download 368 sur 517

dies. Plus on avance dans la connaissance et plus complexe apparaît ce système de défense, qu'il s'agisse de la reconnaissance de ce qui est étranger, c'est-à-dire la

discrimination entre le « soi » et le « non-soi », de la « spécialisation », des types cellulaires en jeu et de leurs interactions. Le modèle choisi à l'Institut Pasteur est la souris, à cause des similitudes avec l'homme et de la possibilité de produire des lignées génétiquement homogènes.

Physique

Supraconducteurs : la révolution

Une découverte comme il y en a deux ou trois par siècle... Le matériau mis au point en mars 1987 près de Zurich, aux laboratoires IBM, est tout simplement révolutionnaire. Cette céramique noirâtre, un oxyde de cuivre dopé au baryum et à l'yttrium (YBaCuO pour les chimistes), devrait, selon les experts, bouleverser notre vie quotidienne. Ils entrevoient la possibilité de stocker l'énergie électrique, d'alimenter une ville entière avec quelques câbles souterrains, de faire aboutir les recherches sur l'énergie de demain, la fusion thermonucléaire, de propulser à 400 km/h des trains à lévitation magnétique... et la liste est loin d'être close.

Le secret de l'YBaCuO ? Au lieu d'être simplement conducteur comme le cuivre des fils électriques, il est « supraconducteur ». N'ayant aucune résistance électrique, il laisse passer les courants les plus intenses sans aucune perte. Plusieurs milliers d'ampères peuvent ainsi traverser un fil très mince sans produire le

moindre échauffement. En matière de transport d'énergie électrique, cela se traduirait par des économies de 20 p. 100, soit plusieurs milliards de francs par an. Autre propriété surprenante : un aimant approché d'un supraconducteur se met à léviter, aussi bien que les moines bouddhistes dans Tintin au Tibet.

Connue depuis 1910, la supraconductivité était jusque-là une curiosité de laboratoire. Elle ne se manifestait qu'avec le plomb, le mercure ou le niobium refroidis dans l'hélium liquide à – 269 °C, tout près du zéro absolu. La céramique mise au point par Georg Bednorz et Alex Müller présente les mêmes propriétés, mais à – 180 °C,

température facile à atteindre avec de l'azote liquide, un produit qui n'est guère plus cher que le Coca-cola.

À l'annonce de la découverte, des équipes de recherche sont constituées en quelques jours et les symposiums sur la supraconductivité se tiennent dans une indescriptible pagaille. Des records de température sont battus chaque semaine. Un laboratoire indien annonce même avoir trouvé un matériau supraconducteur à la température ordinaire ! La nouvelle n'est pas confirmée, mais cette effervescence générale, et le prix Nobel qui vient couronner Bednorz et Mülier laissent probablement un goût d'amertume à deux chercheurs de l'université de Caen : Claude Michel et Bernard Raveau, qui avaient, dès 1981, fabriqué des céramiques analogues, sans tester leurs propriétés supraconductrices... À terme, personne ne doute de l'impact de ces matériaux sur tout ce qui utilise l'électricité ou le magnétisme. Des pans entiers de l'industrie vont se reconvertir au « supra ». Mais il est pour l'instant impossible d'avancer
downloadModeText.vue.download 369 sur 517

une date précise. Le céramique miracle est extrêmement friable, ce qui interdit d'en faire des fils souples, et elle est difficile à déposer en couches minces, forme sous laquelle pourrait l'utiliser la microélectronique. Les mécanismes physiques qui interviennent sont, par ailleurs, loin d'être compris : on sait qu'ils n'ont aucun rapport avec ceux mis en cause à très basse température, et que l'oxygène de la substance joue un rôle déterminant.

Les théories nouvelles se succèdent, sans avoir jusqu'à présent apporté la bonne réponse, celle qui permettra de fabriquer le matériau fiable et reproductible qu'attendent les industriels. « Dans cinq ans, nous aurons un câble supraconducteur fonctionnant dans l'azote liquide », annonce le Department of Energy américain, en allouant 40 millions de dollars de crédit à la recherche. « Les applications à l'électronique viendront bien avant, dit-on au MITI (le ministère japonais de l'Industrie), et permettront de réaliser des ordinateurs ultra-rapides. Le premier microprocesseur refroidi à l'azote liquide devrait voir le jour en 1989. » À voir Toshiba et Hitachi investir massivement sur cette technologie, on est tout disposé à les croire. Même si les plus pessimistes ne prévoient pas le grand chambardement avant une dizaine d'années, il est facile de prédire que la supraconductivité à « haute » température va battre un autre record : celui du délai le plus court entre une découverte scientifique et son application industrielle.

NICOLAS WITKOWSKI

Le département d'immunologie est installé dans l'un des bâtiments les plus

grands et les plus modernes du campus.

Il comprend plus de cent chercheurs permanents qui se consacrent à l'étude du système immunitaire sous ses aspects les plus variés, tant structuraux que fonctionnels et pathologiques. L'immunologie a maintenant intégré les méthodes issues de la biologie moléculaire. D'où une série d'outils et de techniques nouveaux, aussi bien pour l'étude des mécanismes fondamentaux que pour des applications médicales, comme les vaccins préparés avec des antigènes de synthèse ou les interventions directes pour moduler les réponses immunitaires.

La biologie

du développement

Pour de nombreux problèmes de physiologie ou de pathologie, il importe de comprendre comment se construit un organisme aussi compliqué qu'un mammifère ; comment une cellule unique, l'oeuf fécondé par un spermatozoïde, forme un organisme complet avec ses formes, ses organes, ses fonctions ; comment, à partir de cellules identiques, se différencient des lignées spécialisées : osseuses, musculaires, nerveuses, etc. Là encore, c'est la souris qui permet les études les plus poussées à cause de sa reproduction rapide et de la possibilité d'obtenir un grand nombre de mutations qui atteignent les fonctions les plus variées.

Certains groupes de l'Institut Pasteur étudient les stades les plus précoces de l'embryon de souris, avant l'implantation dans l'utérus. D'autres, au contraire, analysent les étapes les plus tardives de la différenciation cellulaire. On peut mettre en culture certains types de cellules et étudier in vitro les mécanismes moléculaires
downloadModeText.vue.download 370 sur 517

de la différenciation. C'est ainsi que certaines équipes étudient en détail la formation des fibres musculaires. D'autres s'attachent au développement du système nerveux et à la formation des communications cellulaires qui permettent la mise en place des circuits nerveux.

Toutes ces études du développement embryonnaire présentent un intérêt considérable pour l'analyse des mécanismes cancéreux. Les méthodes de la biologie moléculaire ont permis pour la première fois d'entrevoir la manière dont une cellule échappe aux systèmes régulateurs de l'organisme pour se multiplier à son compte, entraînant ainsi la formation d'une tumeur. On commence à connaître une série de gènes dont la modification, par mutation, par infection virale, par remaniement chromosomique entraîne une multiplication cellulaire incontrôlée. Et ces processus de cancérisation maintiennent les cellules sous une forme embryonnaire. La connaissance des mécanismes de différenciation permettra prochainement d'aborder la thérapeutique des cancers sous un jour entièrement nouveau.

Pour un nouveau siècle

Pour célébrer son centenaire, l'Institut Pasteur a choisi comme thème : Pour un nouveau siècle. Pendant cent ans, l'Institut a su se maintenir à la pointe de la recherche et jalonner son histoire d'innombrables découvertes. S'il a souhaité célébrer ce centenaire avec éclat, ce n'est pas pour contempler sa gloire passée. C'est pour se donner les moyens de poursuivre son action et de conserver sa place dans la recherche et dans les applications de cette recherche.

FRANÇOIS JACOB

Prix Nobel de médecine en 1965, membre de l'Institut, professeur de génétique cellulaire au Collège de France, François Jacob est le président de l'Institut Pasteur depuis 1982. Outre de nombreux articles scientifiques consacrés à la génétique de la cellule bactérienne et ses mécanismes régulateurs et au développement embryonnaire chez les mammifères, il a publié la Logique du vivant (Gallimard, 1970) et le Jeu des possibles, essai sur la diversité du vivant (Fayard, 1981).
downloadModeText.vue.download 371 sur 517

et environnement

Employant massivement les produits chimiques, l'agriculture intensive provoque
pollutions et déséquilibres écologiques. Toutefois, les méthodes biologiques sont

en train de gagner du terrain, et l'abandon des zones défavorisées, qui menace

l'environnement, suscite des réactions de plus en plus vives.

Le 21 mars 1987 a été inaugurée l'Année européenne de l'environnement. Ainsi en ont décidé les chefs des États membres de la Communauté économique européenne, soucieux de voir mener des actions « concrètes et exemplaires » visant à sensibiliser les citoyens à la protection et à l'amélioration du cadre de vie ainsi qu'à la bonne gestion des ressources naturelles. Dans chaque pays, des comités ont été créés pour assurer la préparation et le déroulement de cette « année ». En choisissant le slogan « pour changer de décor, changeons d'abord », le Comité français, qui est présidé par Mme Simone Veil, a montré qu'il connaît le chemin restant à parcourir pour que la prise en compte de l'environnement devienne l'affaire de tous. Cette initiative vient après une série d'événements catastrophiques dont les conséquences n'ont pu qu'accroître les inquiétudes et renforcer la détermination à améliorer la gestion des ressources naturelles et la protection du milieu. Les noms de Seveso, Bhopal, Tchernobyl, Bâle sont dans toutes les mémoires. Ils rappellent que les efforts déployés pour dominer la nature et

développer l'économie peuvent se trouver contrecarrés par des accidents aux effets incontrôlables sur le cadre de vie et sur la vie elle-même. Ainsi, il apparaît que des industries, des entreprises polluent, dégradent, détruisent et, dans quelques cas, peuvent même tuer. C'est pourquoi l'industrie et ses corollaires : la production et l'utilisation d'énergie, les transports, sont au centre des débats écologiques. L'agriculture tient une place plus effacée dans ces controverses. Pourtant, cette activité, qui a modelé la plus grande partie de l'espace habité de la planète, est encore étroitement dépendante de la nature. Si elle ne concerne plus que quelques pour cent de la population active dans les pays industrialisés, elle occupe des centaines de millions de paysans dans les pays en

voie de développement.

L’agriculture

et ses rapports avec la nature

Par une action de plusieurs millénaires, les sociétés humaines ont modifié leurs milieux naturels selon des modalités diverses, à l’aide de savoirs accumulés et en
downloadModeText.vue.download 372 sur 517

fonction de formes variées d’organisation sociale. C’est dans les pays industrialisés, grâce à une interaction complexe entre le développement agricole et le développement industriel, que l’artificialisation du milieu a été poussée le plus loin. Les sociétés paysannes y ont élaboré des mécanismes productifs souvent très complexes, par lesquels la combinaison du travail de l’homme avec les forces de la nature a permis de produire de plus en plus de biens avec de moins en moins de personnes. Dans la mesure où l’agriculture devait d’abord compter sur ses propres forces pour assurer son développement, la protection et le renouvellement des ressources naturelles constituaient une préoccupation fondamentale. L’accroissement de la fertilité des sols par l’autofourniture de la matière organique, le maintien de la richesse génétique au moyen de l’adaptation des variétés cultivées et des races aux spécificités du milieu et des systèmes de production, l’équilibre entre les espèces domestiques et les espèces sauvages : voilà autant d’objectifs que se sont assignés pendant des siècles nos agriculteurs et nos éleveurs.

Cela ne veut pas dire que l’agriculteur n’ait pas été un destructeur. Il à déforesté, il a lutté contre les parasites, contre les ennemis de ses récoltes et de son bétail, il n’a pas hésité à abandonner telle variété de plante lorsqu’une autre, plus productive, était disponible. Pour lui, la nature était tout à la fois un adversaire qu’il fallait dominer et un allié à ménager, la source de toute vie. Au cours des siècles, dans cette relation complexe, les progrès ont été lents. Mais, par ce long itinéraire, en améliorant ce rapport fait autant d’inquiétudes que d’espérances renouvelées, les sociétés

paysannes ont diminué la précarité de leur existence, créé et entretenu un paysage rural devenu au fil du temps un patrimoine culturel collectif. Elles se sont non seulement alimentées elles-mêmes mais elles ont permis à une fraction croissante de la population de manger et de se vêtir. Leur action a été si profonde, si constante qu'on en est venu à considérer que la « nature » était ce milieu transformé, le résultat de cette interpénétration sans commencement et sans fin.

Or, cet « ordre éternel des champs », créateur d'équilibres perçus comme quasiment invariables – même s'ils étaient en constante mais très lente transformation –, a été bousculé sans ménagement par l'irruption des mécanismes économiques qui ont induit le développement de nouvelles formes d'agriculture. Celles-ci, caractérisées par la recherche permanente de l'accroissement de la productivité du travail à travers l'usage des machines et des produits fabriqués par l'industrie (engrais, pesticides, aliments du bétail, semences sélectionnées), sont qualifiées d'intensives ou de productivistes. Les nouveaux rapports instaurés entre ces agricultures, d'une part, les ressources naturelles et l'environnement, d'autre part, ne se sont pas établis sans ruptures des anciens équilibres, ruptures qui font maintenant de l'activité agricole l'origine de nombreux problèmes écologiques et environnementaux.

La pollution par la fertilisation et

les dangers des pesticides

L'un des plus commentés parmi ces problèmes concerne les conséquences de la fertilisation par les engrais chimiques, downloadModeText.vue.download 373 sur 517

en particulier les engrais azotés, responsables d'excès de nitrates dans les eaux (L'auteur remercie Patrick Legrand, animateur de la cellule « environnement » de l'Institut national de la recherche agronomique, pour son appui documentaire.). On sait que ces excès peuvent provoquer des maladies spécifiques chez

l'homme, en particulier la méthémoglobinémie, qui se manifeste par un manque d'oxygénation des tissus, surtout chez les nourrissons, et peut être mortelle. Chez les animaux, l'absorption prolongée d'eau excessivement nitratée entraîne des retards de croissance, des avortements, la stérilité. On considère qu'une eau contenant plus de 100 mg/l de nitrates ne doit pas être consommée, la directive communautaire du 15 juillet 1980 indiquant la limite de 50 mg/l pour la consommation humaine. Or, avec l'usage massif des engrais chimiques, l'azote, qui produit les nitrates, est employé maintenant à des doses dix fois supérieures à celles d'il y a trente ans. Pour des raisons liées aux conditions de l'apport des fertilisants, aux caractéristiques des plantes cultivées, à la nature du sol, une partie de cet azote passe dans les eaux souterraines, provoquant une pollution diffuse dont la mesure et le traitement sont particulièrement ardus. Mais cette pollution est une réalité : une enquête réalisée en 1981 par le ministère de la Santé a montré que 2 p. 100 de la population, en France, soit 1,2 million de personnes, consommaient une eau dont la teneur en nitrates dépassait la norme de 50 mg/l.

Devant cette situation, un Comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates (et les phosphates) provenant des activités agricoles

(COPREN), associant le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Environnement, a été créé en 1984. Son action sera de longue haleine pour aboutir à une meilleure maîtrise des pratiques agricoles.

Chimie

Le prix Nobel de chimie à un chercheur français... On n'avait pas vu cela depuis plus de cinquante ans. Signe des temps ? Alors que Frédéric et Irène Joliot-Curie avaient été récompensés pour leurs travaux sur la radioactivité artificielle, leur successeur Jean-Marie Lehn l'est pour l'invention des « cryptates », des molécules dont la principale utilisation est actuellement... la décontamination.

L'idée initiale de Jean-Marie Lehn, en 1967, consistait à imiter les antibiotiques naturels, qui véhiculent à

travers la membrane cellulaire des ions incapables, seuls, de la franchir. Pour dissimuler ces ions aux barrières naturelles de l'organisme, il fallait les « envelopper » avec les atomes adéquats. Les molécules-cages obtenues, baptisées « cryptates », sont d'une grande complexité, qui limite pour l'instant leur emploi dans l'industrie pharmaceutique.

Après les molécules-cages, les molécules-sandwichs. Depuis une trentaine d'années, on sait qu'avec deux cycles carbonés en guise de pain et un atome de fer en guise de jambon il est possible de fabriquer une molécule baptisée « ferrocène », qui est un excellent catalyseur. Un groupe de chercheurs de l'Université de Sussex, en Grande-Bretagne, vient d'en synthétiser une variante, tout aussi
downloadModeText.vue.download 374 sur 517

indigeste, où le phosphore remplace le carbone. Contre toute attente, les deux molécules présentent les mêmes propriétés, alors que tous les manuels de chimie insistent sur les différences fondamentales entre carbone et phosphore.

Ce mystérieux sandwich n'est pas le seul à prendre en défaut la théorie de la liaison chimique. Le chimiste australien L. Radon a donné à l'ordinateur de l'Université de Canberra les caractéristiques de quelques éléments chimiques, puis lui a demandé les formules de tous les composés possibles. Tous étaient connus... sauf un ! Une

association de carbone et d'hélium,

un gaz inerte que l'on croyait jusque-

là incapable de participer à une

liaison chimique.

NICOLAS WITKOWSKI

Parmi les produits que l'industrie fournit à l'agriculture, les pesticides sont sans cesse mis en accusation, tant il est vrai que les risques écologiques que comportent leur fabrication et leur usage sont divers et considérables.

On sait les dangers auxquels sont exposés les sites de production. Après Seveso (Éd. 1977) et Bhopal (Éd. 1985), la preuve la plus récente de la réalité de ces risques a été donnée en novembre 1986 lorsque 200 tonnes d'herbicide ont été rejetées dans le Rhin après l'incendie des entrepôts de la firme Sandoz à Bâle. Le fleuve a été « stérilisé » sur plusieurs dizaines de kilomètres, d'après le rapport français rédigé après l'accident. Les risques encourus par les personnes sur les lieux d'utilisation sont également bien connus, principalement dans le tiers monde, où l'usage des pesticides est moins sévère-

ment réglementé que dans les pays développés et où l'insuffisante formation des hommes aboutit à des emplois mal raisonnes. Les intoxications et les morts se comptent par milliers. Dans certains pays, le lait de femme contient des doses de DDT bien plus fortes que celles admises par l'Organisation mondiale de la santé. D'autres pesticides, comme l'Aldicarbe, conduisent à des pollutions localisées de la nappe phréatique.

Outre ces effets sur le cadre de vie, l'emploi systématique des pesticides provoque de graves déséquilibres écologiques. De nombreux prédateurs et parasites qui limitent le développement des insectes nuisibles sont détruits par les insecticides, ce qui, à terme, conduit à la pullulation de certains ennemis des cultures. De plus, apparaissent des souches résistantes de parasites et d'insectes qu'aucun pesticide n'est capable d'éliminer. On cite ainsi 450 espèces d'insectes nuisibles contre lesquelles aucun insecticide n'est efficace.

La pollution des écosystèmes continentaux ou marins menace par ailleurs gravement certaines espèces animales, tel le faucon pèlerin, en très forte régression sous l'action des pesticides organochlorés, actuellement interdits en Europe mais exportés dans le tiers monde. Des études ont montré que la majorité des matières actives contenues dans les pesticides ont une action nocive pour au moins une des composantes de la faune.

Devant cette avalanche de critiques le plus souvent fondées, émises par ceux qui se soucient de protection de la nature, les industriels rappellent que des progrès appréciables ont été réalisés depuis la mise au point du DDT, il y a quarante
downloadModeText.vue.download 375 sur 517

ans, et que les pesticides sont maintenant beaucoup plus sélectifs dans leur action. Certains écologistes rétorquent que, si les techniques de contrôle par les pesticides étaient vraiment efficaces, ce serait une catastrophe pour l'industrie chimique. Même si on ne peut nier que l'emploi de ces produits participe aux progrès de l'agriculture, on reste perplexe devant certaines affirmations comme celle de l'Environnemental Protection Agency (EPA) selon laquelle les pertes de récoltes des agriculteurs américains ont doublé en trente ans alors que l'utilisation de pesticides a été multipliée par douze (The New Ecologist, mai-juin 19787, cité par Mohammed Larbi Bouguerra, le Monde diplomatique, mai 1987.).

Astronomie

Certaines étoiles sortent brutalement de l'anonymat en subissant une explosion cataclysmique qui les rend temporairement beaucoup plus lumineuses. L'étude de ces supernovae est extrêmement précieuse pour tester la validité des modèles d'évolution stellaire établis par les théoriciens. Malheureusement, si l'on estime qu'il doit apparaître deux à trois supernovae par siècle dans notre Galaxie, la plupart passent inaperçues, masquées par des nébuleuses de gaz et de pous-

sières. On en observe plus fréquemment dans les galaxies extérieures à la nôtre : plus de 400 supernovae extragalactiques ont été recensées depuis 1885. Mais, du fait de leur distance, elles apparaissent généralement peu brillantes. Aussi la découverte, par l'astronome canadien Ian Shelton, dans la nuit du 23 au 24 février, à l'observatoire de Las Campanas (Chili), d'une supernova dans le Grand Nuage de Magellan, la galaxie la plus voisine de la nôtre, a-t-elle constitué un événement marquant : par suite de sa relative proximité – 170 000 années de lumière –, cette supernova, dénommée 1987 A, est devenue visible à l'oeil nu. Depuis 1604, on n'en avait pas observé d'aussi brillantes. Les astronomes ont braqué sur elle non seulement des télescopes optiques, mais également des radiotélescopes et des satellites. Outre la dispersion très rapide (jusqu'à 18 000 km/s) de la matière éjectée dans l'espace, les données recueillies ont mis en évidence plusieurs particularités qui distinguent l'étoile des deux types de supernovae que l'on connaissait. Sa luminosité a lentement augmenté pendant trois mois, mais son maximum (50 mil-
downloadModeText.vue.download 376 sur 517

lions de fois la luminosité du Soleil), atteint entre le 20 et le 25 mai, est resté inférieur aux prévisions. La principale surprise vient de ce que l'étoile ayant explosé paraît être une supergéante bleue très chaude (cataloguée Sk -69°202), alors qu'on ne pensait pas jusqu'ici que ce type d'étoile puisse engendrer une supernova.

PHILIPPE DE LA COTARDIÈRE

Les méthodes biologiques

Dans un tel contexte, le développement de la lutte biologique n'a donc rien d'étonnant. Consistant à opposer à un être vivant nuisible un autre être vivant qui l'attaque et le détruit, cette méthode permet d'éviter les risques secondaires des pesticides chimiques et, dans certains cas, d'être plus efficace. Les agents utilisés peuvent être classés en deux catégories : les micro-organismes (bactéries, virus, champignons) et les invertébrés entomophages, c'est-à-dire qui se nourrissent d'insectes à différents stades de leur développement (amibes, nématodes, insectes). Aboutissement de longues recherches, des applications commerciales de lutte biologique sont maintenant mises en oeuvre. C'est le cas notamment dans les cultures sous serres, dont l'atmosphère est particulièrement favorable à la pullulation des ravageurs et parasites. L'un d'entre eux, l'aleurode des serres (Trialeurodes vaporarium), insecte homoptère voisin des pucerons, dit aussi mouche blanche, est soumis aux attaques d'un parasite hyménoptère spécifique (Encarsia formosa). Les résultats sont satisfaisants, meilleurs même que ceux obtenus par les pesticides, dont l'action

est limitée à certaines phases du cycle de vie de l'insecte. Des travaux sont menés par ailleurs pour le traitement de maladies des arbres difficiles à traiter chimiquement : c'est le cas du chancre du châtaignier, dont l'agent est un champignon (Endothia parasitica), de la graphiose de l'orme, du dépérissement du platane. Dans les champs de maïs, attaqués par un lépidoptère redoutable, la pyrale du maïs, on procède au lâchage d'un hyménoptère minuscule, le trichogramme, de moins de 1 mm de taille, qui pond dans les oeufs de la pyrale et provoque ainsi leur destruction. Cette forme de lutte semble pouvoir prendre de l'importance.

Ces méthodes de défense biologiques, encore loin de concurrencer sérieusement les produits chimiques, témoignent des nouvelles orientations que prend la lutte phytosanitaire, de plus en plus fréquemment mise en oeuvre sous forme de « lutte intégrée », consistant en une utilisation harmonieuse des produits chimiques, ayant recours à la sélection des plantes, pratiquant les méthodes de culture et de lutte biologiques. D'une manière générale, la lutte biologique témoigne d'une nouvelle conception de

l'agriculture, qui se veut tout aussi efficace que celle reposant sur l'emploi massif et insuffisamment raisonné de produits industriels mais qui a le souci d'harmoniser ses rapports avec l'environnement et avec les ressources naturelles.

Cet objectif est aussi celui de l'agriculture dite « biologique », définie comme n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse. Fondée sur l'idée que les aliments obtenus à partir de ces produits ne sont pas les meilleurs possibles pour la santé, elle connaît une progression régu-
downloadModeText.vue.download 377 sur 517

lière tout en restant très marginale devant les méthodes de production dominantes.

Enfin, il faut rappeler que le champ de la biologie est en train de fournir à l'agriculture certains instruments qui préoccupent les milieux écologistes. Il s'agit, par exemple, de bactéries génétiquement manipulées, utilisées pour lutter contre le gel. Inaugurée aux États-Unis en 1987 sur les fraisiers, cette technique préoccupe ceux qui pensent que les bactéries répandues sur les cultures peuvent s'en échapper et coloniser le milieu environnant, notamment les plantes adventices, qui, protégées contre le gel, pourraient envahir les parcelles cultivées. Les biologistes affirment que les risques sont minimes.

L'agriculture intensive et le patrimoine

Notre « capital nature » (air, eau, sol, flore, faune) est en permanence mis à contribution par les activités agricoles. On l'a vu en ce qui concerne la pollution des eaux et les destructions faunistiques. Mais il reste d'autres domaines de notre patrimoine sur lesquels les transformations de l'agriculture depuis une trentaine d'années ont eu des effets considérables. Il s'agit notamment du stock génétique, végétal et animal, des sols cultivables et de l'environnement paysager.

Espace

Les Soviétiques poursuivent depuis

longtemps l'exécution d'un programme préparatoire à l'exploitation d'une station spatiale habitée en permanence. Une étape capitale avait été

franchie lors du lancement, en 1986, de la station Mir, à laquelle peuvent s'accoupler quatre modules scientifiques ou technologiques. Un premier module est placé sur orbite en 1987 : le module d'astrophysique Kvant, qui, après une première tentative infructueuse le 5 avril, vient s'amarrer à la station le 9 avril.

En 1984, un équipage de trois cosmonautes avait séjourné huit mois en orbite. Youri Romanenko et Alexandre Laveikine sont lancés le 5 février dans le but de battre ce record et d'effectuer un vol de dix mois. Objectif atteint par Romanenko, mais non par Laveikine, rapatrié prématurément au sol le 30 juillet à cause d'un électrocardiogramme anormal.

L'opération spatiale soviétique qui retient le plus l'attention est toutefois le tir inaugural, le 15 mai, du lanceur lourd Energia. Haut de 50 m, il pèse plus de 2 000 t au départ, délivre au décollage une poussée de 3 000 t, grâce à l'emploi de la propulsion cryotechnique et peut placer sur orbite basse une charge utile de 100 t environ.

En Europe, l'optimisme est de rigueur après le succès du dix-neuvième tir d'Ariane, le 15 septembre, qui marque la remise en service du lanceur après quinze mois d'inactivité. Succès confirmé le 21 novembre, lors du vingtième vol, qui permet la mise en orbite géostationnaire du satellite allemand de télédiffusion directe TV-SAT 1. À La Haye, les 9 et 10 novembre, le Conseil des ministres de l'Agence spatiale européenne, suivant les recommandations de la France, adopte pour les années 1990 un ambitieux programme en trois volets, comportant le développement du lanceur lourd Ariane 5, de la station
downloadModeText.vue.download 378 sur 517

Columbus et de l'avion spatial Hermès.

Seul le Royaume-Uni refuse de s'asso-

cier à ce programme.

PHILIPPE DE LA COTARDIÈRE

L'un des faits nouveaux apparus avec les simplifications qu'entraîne l'agriculture intensive moderne est le risque d'un sérieux appauvrissement des ressources

génétiques. L'époque est révolue qui faisait des paysans les architectes et les gardiens d'un édifice génétique sans cesse remodelé et diversifié. La spécialisation régionale de l'agriculture et la domination de quelques firmes sur la création et le commerce des variétés cultivées ont éliminé le rôle ancestral des communautés villageoises dans l'adaptation des variédownloadModeText.vue.download 379 sur 517

tés et des races aux conditions locales de climat et de sol. Ainsi qu'on a pu le faire remarquer, « l'agriculture cesse d'être un réservoir bouillonnant de diversité » (Cauderon (A.), Pour une politique de la diversité écologique, Ministère de la Recherche et de la Technologie, Bureau des ressources génétiques.). D'innombrables variétés de plantes et de races d'animaux domestiques laissent la place à quelques variétés et races homogènes, à haute productivité, dont la diffusion est internationale. La diversité et la richesse génétique étant menacées par les pressions exercées par l'homme sur le milieu qu'il a modelé, c'est aux sociétés humaines elles-mêmes qu'incombe la tâche de leur sauvegarde. D'où les actions engagées pour constituer des « banques de gènes » pour les principales espèces domestiques et pour assurer la protection des formes végétales spontanées dans certains parcs naturels. D'une manière plus générale se dessinent des politiques pour la surveillance écologique des écosystèmes et de l'ensemble des territoires.

Si les ressources génétiques du milieu artificialisé par nos très vieilles agricultures sont menacées, celles d'un éco-

système naturel par excellence, la forêt vierge, ne le sont pas moins. La forêt tropicale, qui ne couvre que 7 p. 100 du globe, abrite la moitié des espèces végétales et animales recensées à ce jour. Or, l'étude des images satellites montre que neuf millions d'hectares de forêt sont détruits chaque année : à ce rythme, ce biotope foisonnant disparaîtrait en 2135. L'extension des terres cultivées, principale cause de cette hécatombe forestière, justifie-t-elle cette agression contre la plus grande réserve génétique

de la planète ? Pour beaucoup, il s'agit d'une perte irréparable, contrairement à ce que pourrait faire croire l'avènement de l'ingénierie génétique, car celle-ci se borne à manipuler des gènes ou à modifier des génomes d'êtres vivants. L'appauvrissement du patrimoine génétique de la planète limite donc le champ d'action du génie génétique.

Géologie

Les années 70 ont été celles de l'océan. Les années 80 marquent un net retour à la Terre. Ce regain d'intérêt pour les continents s'est manifesté par de grandes campagnes géophysiques et la mise en oeuvre de forages, soit dépassant la dizaine de kilomètres, soit moins profonds. La première politique a été suivie par l'URSS, qui a effectué un forage de plus de 15 km dans la péninsule de Kola. La RFA (programme KTB) commence juste (octobre 1987) un tel forage dans le Haut-Palatinat, le programme devant durer une dizaine d'années.

Le programme Géologie profonde de la France, mis en place en 1982, a abouti de 1985 à 1987 (Éd. 1987) à l'exécution de trois forages (Échassières, 900 m ; Chassolle, 1 400 m ; Sancerre-Couy, 3 400 m). Un important colloque s'est tenu à Paris début décembre 1987 afin de présenter les résultats scientifiques et techniques et de prévoir les opérations futures. D'ores et déjà, les retombées de ce programme sont importantes : études fines rendues possibles grâce à un carottage continu récupéré à plus de 98 p. 100, mises au point et améliorations de nouvelles

sondes physiques en raison des fortes températures enregistrées en fond des trous ; affinements des modèles géophysiques, souvent mis en défaut, par calibrages avec les données réelles des forages.

Parmi les résultats scientifiques, citons la mise en évidence de l'origine entièrement magmatique des caractères du granité de Beauvoir (Échassières), la démonstration de la présence en profondeur de fractures ouvertes permettant les circulations hydrothermales et un apport de matière du manteau (Chassolle), l'établissement d'une échelle magnéto-stratigraphique complète du trias et la mise en évidence d'écaillés tectoniques de socle profond (Sancerre-Couy). Il ne s'agit pourtant là que des tout premiers résultats. Les carottes, mises à la disposition de la communauté scientifique, fourniront la matière à de nombreux travaux.

BERNARD BONIN

La destruction de la forêt tropicale est souvent suivie d'une autre forme de dégradation des ressources naturelles : la destruction des terres cultivables. Les cas sont en effet nombreux d'exploitation

intensive et épuisante de sols tropicaux déforestés, caractérisés par leur fragilité. Une telle situation n'est pas rare au Brésil, par exemple. Dans nos régions tempérées, l'érosion est un phénomène extrêmement répandu, dû principalement à l'eau de ruissellement et, dans certaines régions, à l'action du vent. En France, une ancienne enquête réalisée en 1949 et non renouvelée depuis chiffrait à 4 millions d'hectares les surfaces exposées à l'érosion. Aux États-Unis, un tiers des terres cultivables est affecté. Si l'érosion ne risque de détruire les terres qu'à long terme, les rendements des cultures peuvent baisser assez vite puisqu'ils dépendent de la profondeur de la terre arable. Certaines cultures sont d'ailleurs elles-mêmes responsables de phénomènes érosifs, notamment lorsqu'elles couvrent peu le sol et occupent peu de temps les terres en raison de cycles de végétation de courte durée. Le maïs, qui a connu une remarquable extension géographique en France, en est un bon exemple.

Souvent, le phénomène érosif se combine avec la diminution des taux d'humus pour mettre en péril la fertilité des terres à long terme. On assiste ainsi à une profonde modification du comportement de l'agriculteur : alors que la tradition voulait qu'il maintienne, voire améliore, la qualité de ses terres, assurant une gestion de ce patrimoine « en bon père de famille », il est moins préoccupé maintenant de conserver les acquis que d'assurer la rentabilité immédiate de son exploitation. Cette attitude relève d'un changement de mentalité provenant des contraintes économiques qui pèsent sur l'agriculture intensive et que l'on retrouve dans les rapports au paysage. C'est ce que chacun a pu constater en parcourant le bocage, les plaines d'openfield ou les vallées de montagne : les communautés rurales ont produit des paysages ruraux forts différents, dont la diversité est une richesse à laquelle les habitants des campagnes comme les urbains attachent des valeurs symboliques fortement enracinées dans les pratiques sociales. Ce n'est pas un hasard si les concepteurs des affiches glorifiant la « force tranquille » d'un candidat à la présidence de la République, en 1981,

downloadModeText.vue.download 381 sur 517

avaient placé, derrière lui, un village niché au creux de son terroir.

Or, il est apparu que certaines de ces structures agraires et paysagères étaient devenues incompatibles avec la mise en oeuvre des moyens de production qu'utilise l'agriculture intensive. Le cas le plus parlant est celui du bocage. Pour agrandir et recomposer les parcelles, les adapter aux moyens mécaniques modernes, le remembrement rural a abattu les haies et arasé les talus dans un certain nombre de régions sans prendre toujours en compte les conséquences d'un tel aménagement sur les composantes esthétiques et symboliques du paysage. Il a fallu attendre la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature pour que les études d'impact de remembrement soient rendues obligatoires. Même après ces décisions, le paysage est resté le parent pauvre des opérations d'aménagement foncier. Ce n'est que dans le passé très récent que l'administration a entrepris des efforts visant à donner à cet élément majeur du patrimoine qu'est le paysage rural l'attention qu'il mérite.

Agriculture et espace

Dans un pays comme la France, l'agriculture demeure, de très loin, l'activité occupant le plus d'espace. La surface agricole utilisée (SAU) s'étend sur 57 p. 100 du territoire métropolitain contre 5 p. 100 à l'espace agricole non cultivé, 26 p. 100 aux superficies boisées et 12 p. 100 au territoire non agricole.

La tendance est cependant à la régression de l'espace agricole. L'avancée la plus spectaculaire est due à la forêt, qui occupait seulement 8 millions d'hectares il y a un siècle (14 p. 100 du territoire) et atteint maintenant 14,3 millions d'hectares. Dans la période récente, le territoire non agricole et non forestier s'est beaucoup accru sous les effets de l'urbanisation. Chaque année, la SAU diminue d'environ 50 000 à 60 000 hectares.

Or, cette emprise millénaire de l'agri-

culture sur l'espace, qui a culminé au XIXe siècle, est actuellement remise en question. Dans un avenir plus ou moins proche, des régions entières risquent en effet de voir cesser l'activité agricole, et d'autres sont exposées localement à l'extension de la friche. Il ne s'agit pas d'un fait nouveau, car c'est depuis longtemps que certains hameaux et villages, notamment en montagne, ont été vidés de leurs habitants et que l'enfrichement des terres gagne du terrain. Cependant, on se trouve maintenant dans une phase d'accélération du phénomène, dont l'explication réside en premier lieu dans des causes économiques.

Au premier rang de celles-ci se trouve la très forte progression de la production obtenue par l'agriculture intensive, dont la conséquence est l'apparition d'excédents par rapport à la demande mondiale solvable. Dans les pays de la CEE, régis par la politique agricole commune (PAC), des mesures ont été prises pour inciter à la diminution des volumes produits, principalement à partir d'une baisse des prix et de la limitation de la production (politique des quotas).

Ces mesures placent de nombreuses exploitations et certaines régions dans des situations économiques très difficiles. La conjugaison de prix bas, de potentialités agronomiques faibles et de moyens
downloadModeText.vue.download 382 sur 517

de production, notamment la terre, en quantité insuffisante transfère ces exploitations en marge de l'agriculture intensive.

Cet état de fait a d'ailleurs été pris en compte depuis une dizaine d'années à travers les mesures adoptées en faveur des agriculteurs et éleveurs des régions dites « de montagne » et « défavorisées ». Les subventions auxquelles elles ont donné lieu ont largement contribué à maintenir jusqu'ici une activité agricole dans ces espaces.

La nouveauté réside dans le niveau de développement atteint par l'agriculture intensive, la situation excédentaire des

marchés mondiaux et les difficultés budgétaires auxquelles doit faire face la PAC, qui donnent une ampleur sans précédent au phénomène de marginalisation des terres agricoles.

La SAU classée actuellement en régions de montagne et défavorisées, selon les normes communautaires, représente 52 p. 100 de la SAU totale de la CEE des

Douze. C'est-à-dire que les terres agricoles de l'Europe communautaire sont situées, pour plus de la moitié d'entre elles, dans des exploitations en situation économique de plus en plus précaire. En conséquence, on s'interroge depuis quelque temps sur le devenir de ces terres sur lesquelles l'activité agricole paraît devoir être abandonnée. En France, ce phénomène, désigné par l'expression « déprise agricole », concernerait à terme, d'après diverses extrapolations, entre 3 et 10 millions d'hectares, c'est-à-dire jusqu'au tiers de la SAU.

Océanographie

La recherche se concentre autour de thèmes transdisciplinaires : les remontées d'eau profonde (fonctionnement et arrêt par réchauffement d'El Niño) ; processus abyssaux : entraînement gravitaire, altération, sources (découvertes aux Ryu-Kyu et dans le golfe du Mexique) ; flux inter-faciaux
downloadModeText.vue.download 383 sur 517

de la surface au fond. L'océanographie

nouvelle, particulièrement dans le

domaine des fluides, tend à être glo-

bale (planétaire et intégrée) par ses

moyens et prévisionniste (simulation

réaliste comme la météorologie) en ce

qui concerne ses objectifs.

Les campagnes illustrent ces boule-

versements d'échelle et de portée.

– En surface, l'année a été décisive pour le programme TOGA (Tropical Ocean Global Atmosphere) [1985-1995], géré par l'OMM (Genève) dans le cadre de l'intervention programmée de 35 nations. 150 bouées dérivantes assurent un système d'observations en temps réel (bouées, sondes thermiques, marégraphes) couplé au réseau de satellites.

– Les forages ODP (Ocean Drilling Program, géré par Texas A & M University) ont suivi les changements de structures, de dépôts, de courants, de climats dans l'Atlantique austral (janvier-avril 1987) et l'océan Indien (Mascareignes, mai-juin ; Chaîne 90° E, juillet-août ; mer d'Oman, septembre-octobre ; dorsale Ouest-indienne, octobre-novembre ; Kerguelen, décembre 1987).

– En plongée, l'exploration de l'épave du Titanic (3 800 m) a permis au submersible français Nautile d'utiliser un robot télécommandé et de faire des observations inédites sur l'atténuation de la corrosion en milieu hyperbare.

Réunions internationales : Cherbourg (juin), 1er symposium sur la radioactivité et l'océanographie (thème :

les radionucléides comme outils de

l'océanographie). – Hambourg (sep-

tembre) : 4e congrès sur l'histoire de

l'océanographie.

JEAN-RENÉ VANNEY

Une telle perspective est considérée comme inadmissible, notamment par les organisations professionnelles agricoles, qui défendent à juste titre l'idée qu'un espace totalement privé de ses paysans n'a plus guère de chance de voir se maintenir une quelconque activité économique. En ce qui concerne l'écologie, les conséquences ne seraient pas moins dramatiques. En effet, le retour à la friche, qui guette ces millions d'hectares, ne constitue une situation favorable ni pour la faune ni pour la flore, qui s'appauvrissent, ni, bien entendu, pour le paysage et sa fréquentation.

Environnement

L'année européenne de l'environnement a été lancée officiellement le 21 mars 1987. Cette initiative des douze États membres de la CEE prouve s'il en est besoin que les gouvernements, après Seveso, Bhopal, Tchernobyl et Bâle, ont pris conscience des graves conséquences qu'ont, en cette fin de siècle, les activités industrielles et agricoles ainsi que l'urbanisation sur des milieux profondément transformés, appauvris et désormais fragilisés. Il reste que la restauration de notre environnement global implique l'élaboration préalable d'inventaires des ressources naturelles et de bilans périodiques relatifs à la pollution de l'air et des eaux continentales et marines. Cette démarche est indispensable à la mise en oeuvre de programmes d'actions nationaux et internationaux. De ce point de vue, la France, qui ne consacre cette année que 0,06 p. 100 de son budget général à l'environnement, paraît en avance
downloadModeText.vue.download 384 sur 517

sur tous ses partenaires. Les comptes du patrimoine naturel (publiés en février), les états annuels de l'environnement, la banque de données informatisées du Muséum national d'histoire naturelle Fauna-Flora, les structures telles que l'Agence pour la qualité de l'air, l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets industriels, les Agences de bassins, le futur Institut de l'eau, le Conservatoire du littoral... et une législation toujours mieux adaptée sont les principaux atouts dont nous disposons pour protéger et restaurer la nature.

À l'échelle mondiale, la civilisation moderne, la croissance démographique et les crises climatiques sont à l'origine de la dégradation et de l'appauvrissement progressifs des milieux. Au cas où cette évolution ne serait pas enrayée, elle risquerait, à moyen terme, d'entraîner de graves déséquilibres socio-écologiques et économiques. Il faut donc espérer que l'homme saura assurer son mieux-être en protégeant et en restaurant son cadre naturel de vie.

PHILIPPE C. CHAMARD

Les levées de bouclier venant de toute part, et pas seulement des écologistes et des agriculteurs, rendent difficile la solution extrême de l'abandon de ces terres et de ces régions. C'est pourquoi semble se dessiner une situation où coexisteraient deux types d'agricultures. Sur les terres placées dans les meilleures conditions de fertilité, de climat et de marché, l'agriculture intensive continuerait son développement tandis que, sur les terres devenues « marginales », serait maintenue

grâce à des subventions une agriculture dont la fonction essentielle ne serait pas la production agricole mais l'entretien de l'environnement.

Cette orientation traduit le bouleversement des rapports ancestraux établis entre les agriculteurs et la nature. Les nouvelles relations comporteront l'emploi croissant de moyens fournis par l'industrie, des machines aux bactéries manipulées par le génie génétique. L'homme est ainsi de plus en plus séparé de la nature. Les dangers pour l'environnement s'en trouvent multipliés car, aux risques provoqués par l'intensification de la production sur certaines zones, s'ajoutent ceux qui résultent de l'abandon de l'agriculture sur les autres.

BERNARD ROUX

Ancien élève de l'Institut national agronomique

(INA-PG), économiste diplômé de l'Université,

Bernard Roux est chargé de recherche à l'Institut

national de la recherche agronomique (INRA).

C'est un spécialiste des problèmes

de développement agricole.

Bibliographie

Bonneux F., Rainelli P. et al. –

Environnement et ressources naturelles,

Cahiers d'économie et sociologie rurales,
no 4, avril 1987 (INRA, Paris).

Fédération française des sociétés de

protection de la nature. Agriculture et

environnement (Syros, Paris, 1986).

Ministère de l’Agriculture, ministère

de l’Équipement, du Logement,

de l’Aménagement du territoire

et des Transports, ministère de

l’Environnement. Paysage et remembrement
(Paris, 1986).

Missonnier J. et al. Bocage et aménagement
rural : quel avenir ?, Bulletin technique

d’information, no 353-355, octobre-

décembre 1980, Paris, 899 p.
downloadModeText.vue.download 385 sur 517

Les nouveaux matériaux

Fabriqués sur mesure pour une fonction donnée, les nouveaux matériaux annoncent de profondes mutations technologiques. Produits composites élaborés à partir de métaux, de céramiques et de plastiques, la plupart de ceux qui seront d’usage courant en l’an 2000 n’existent pourtant pas encore.

L’actualité sportive nous offre chaque année l’occasion de mesurer le rôle décisif des matériaux composites qui permettent de construire des engins de navigation alliant résistance et légèreté. Philippe Poupon remporte la Route du Rhum 1986 sur le voilier trimaran Fleury Michon VIII, dessiné par l’Anglais Nigel Irens et construit par le chantier naval vendéen Jeanneau. La coque centrale de ce bateau est construite en sandwich Kevlar-epoxy et les entretoises en carbone Nomex, des matières également utilisées pour un monocoque comme le New Zealand. De même, l’étonnant exploit de l’avion Voyager, qui réussit à boucler le tour du monde sans escale, après avoir couvert plus de 42 000 km, est aussi un succès de l’industrie des composites à haute performance (Ces deux exemples sont signalés par Composites et matériaux nouveaux, lettre mensuelle spécialisée, éditée par À Jour.).

Rappelons que les composites sont fabriqués « sur mesure ». Ils associent des matériaux de base différents, complémentaires et compatibles. Ils se distinguent des alliages traditionnels qui procèdent par fusion interne de différents éléments et additifs à un métal de base pour en améliorer ou modifier les qualités.

Comme pour les alliages, les propriétés des composites sont supérieures à celles de chacun des matériaux constitutifs pris séparément. On profite des qualités intrinsèques de chacun des composants pour en atténuer les défauts : le meilleur exemple est le verre, qui ne casse plus lorsqu'il se présente sous la forme de nappes de fibres noyées dans la résine thermodurcissable. Cette mise en oeuvre par association et combinaison conduit en fait à l'apparition d'un très grand nombre de nouveaux matériaux, spécifiquement adaptés à chaque problème particulier ou aptes à remplir une fonction bien précise. Cette notion d'« hyperchoix de matériaux », cette « ère de matériaux sur mesure » (On se reportera à l'étude de synthèse d'André-Yves Portnoff, l'Hyperchoix des matériaux, chapitre IV du Rapport sur l'état de la technique (no spécial de la revue Sciences & Techniques, édition 1986-1987). Voir également le dossier industriel et prospectif l'Ère des matériaux sur mesure, publié par Industries et Techniques, no 620, à l'occasion du Congrès
downloadModeText.vue.download 386 sur 517

Expermat, organisé à Bordeaux par le Cesta en novembre 1987.) apparaît bien, désormais, comme une nouvelle grande étape de la technologie.

Une étude publiée par Innovation 128 et le Centre de prospective et d'évaluation indique ainsi : « La plus grande révolution industrielle de tous les temps se passe sous nos yeux ; pourtant, dans son apport à l'humanité, elle laissera loin derrière elle la machine à vapeur et le moteur à explosion. C'est à une véritable mutation de matériaux que l'on assiste, issue de l'apport de la physique des solides

qui nous a permis de connaître leur intimité et de comprendre leur architecture » (Matériaux, étude et bilan technologique Technotes (Innovation), 128, mars 1987.).

Et d'expliquer que cette révolution correspond à un changement de système technique. Autrefois, on réalisait des produits par déformation de la matière en les travaillant de l'extérieur selon différents procédés : fonderie, forge, travail du verre... Aujourd'hui, on tend à organiser la matière à partir de sa structure interne, ce qui marque l'émergence de branches nouvelles de la technique, comme le nucléaire, l'électronique, la biotechnologie et naturellement le traitement des plastiques et l'élaboration des composites.

On classe traditionnellement les matériaux en trois grands groupes : les métaux et alliages, les produits inorganiques non métalliques, dont les deux grandes familles sont les verres et les céramiques, enfin les matériaux organiques dominés par les plastiques. Mais cette classification traditionnelle est en train d'éclater : des « mariages » entre groupes vont donner naissance à des familles de nouveaux matériaux, comme

l'indique la figure 1. Enfin, chacun de ces trois grands pôles permet, par ailleurs, de réaliser des composites et de développer de nouveaux matériaux aux étonnantes propriétés : c'est le cas, pour les métaux, des alliages à mémoire de forme ou des biomatériaux, compatibles avec les tissus du corps humain, pour réaliser des prothèses médicales...

Ce foisonnement et cette interpénétration des nouveaux matériaux nous réservent encore bien des surprises qui vont profondément bouleverser le monde industriel – c'est le cas dans l'aéronautique et l'automobile – et influer sur la conception et l'utilisation des objets de notre vie quotidienne (Voir le chapitre le Monde des matériaux dans Vivre la révolution de l'intelligence, par André-Yves
downloadModeText.vue.download 387 sur 517

Portnoff (Sciences & Techniques, no 31, novembre 1986).).

De nouveaux avions

en composites

Au Salon du Bourget, qui s'est tenu en juin, on a pu mesurer l'impact des composites dans les programmes aéronautiques et spatiaux en cours. Dans les années soixante-dix, les composites remplaçaient sur les avions des pièces secondaires, habillages internes ou trappes. Sur les appareils actuels, comme l'Airbus A 310, ils constituent des pièces actives comme les aérofreins et les ailerons. L'empennage vertical de cet avion, en carbone pré-imprégné, conçu par Messerschmitt-Bolkow-Blohm, pèse 24 p. 100 de moins que l'équivalent métallique, soit un gain de 157 kg. Sur l'Airbus A 310, qui utilise actuellement 4,5 tonnes de composites, le

gain de masse atteint 20 p. 100 du poids total de l'appareil.

Cette course à la légèreté s'explique : chaque fois qu'on remplace une pièce métallique par des fibres de verre, d'aramide ou de carbone, enrobées de résine, la masse de l'avion diminue ; la puissance nécessaire des moteurs est également réduite, d'où un gain « en cascade ».

Sur l'avion de transport régional ATR 42, l'Aérospatiale accroît l'autonomie de vol de près de 100 km pour chaque centaine de kilos ainsi gagnée. Sur cet appareil, la part des composites est de 20 p. 100, tandis que son successeur, l'ATR 72, atteindra 30 p. 100, avec notamment des voilures entièrement en composite carbone, qui constitueront une première pour un avion de ligne.

Des solutions « tout composite » existent déjà sur certains appareils en cours de développement dans l'aviation
downloadModeText.vue.download 388 sur 517

légère comme le Starship ou le Seastar, tandis qu'aux États-Unis Lockheed expérimente des structures de fuselage par enroulement filamentaire. En France, les études les plus avancées, conduites par la Société européenne de propulsion,

portent sur l'avion-navette européen Hermès. Pour protéger l'appareil lors de son retour dans l'atmosphère terrestre et lui permettre de résister à des températures de l'ordre de 1 500 °C, on utilise une triple structure de fibres de carbone, de carbure de silicium et de silice. Notons qu'Hermès sera conçu en matériaux thermo-structuraux pour assurer en même temps la protection thermique et la structure porteuse de l'engin, alors que sur la navette américaine on a recours à la simple adjonction d'un bouclier thermique (Alain Perez, Industries & Techniques, Spécial Technologie, 1987.).

Automobile

L'année des 4 roues directrices

L'actualité automobile de l'année 1987 échappe au schéma habituel et ne se résume pas à une liste de nouveaux modèles. Certes, Peugeot a sorti une voiture moyenne réussie, la 405, Alfa Romeo la très attendue 164, sur la même base que les Thema Lancia et Croma Fiat, et Ferrari a fêté son 40e anniversaire avec un bolide de rêve, la F40, mais ce sont là les rares créations originales apparues sur le marché. Toutes les autres nouveautés ne sont que des évolutions de modèles existants : l'Opel Senator, cousine de l'Omega, la Citroën BX GTI 16S, dotée du même moteur 16 soupapes que

la 405 ou la Renault 21 Turbo, que ses 175 chevaux emmènent à 225 km/h. Une mention spéciale pour la BMW 750i, puisqu'elle marque le retour au plus haut niveau de la marque bavaroise avec un moteur V12 ultra-léger, de 240 kg seulement, offrant 300 CV et si astucieusement dessiné qu'il a pu donner naissance à un 4 cylindres 1,8 litre.

En rentrant dans le club très fermé des 12 cylindres, jusqu'ici fréquenté seulement par Ferrari, Lamborghini et Jaguar, BMW montre que le haut de gamme ne s'est jamais aussi bien porté. Les Japonais s'en sont aussi aperçus, qui, avec les nouvelles Mazda 929 et Honda Legend, poursuivent l'offensive menée par les Civic Honda, 626 Mazda et Corolla Toyota.

Une fois n'est pas coutume : les pro-

blèmes économiques ont largement dominé l'actualité automobile. Après l'assassinat de Georges Besse, le nouveau P-DG de Renault, Raymond Lévy, s'est rapidement débarrassé de sa filiale américaine Jeep-AMC en la vendant à Chrysler. Mauvaise affaire, car les modèles Medallion et Premier sur lesquels comptait Renault pour récupérer une partie de ses investissements ont été stoppés, mais suffisamment bonne pour que la Régie, incertaine sur son statut, réalise tout de même 3 milliards de francs de bénéfice. Volkswagen, qui a absorbé l'Espagnol Seat, et Fiat son compatriote Alfa Roméo, caracolent désormais en tête des marchés européens, loin devant Peugeot SA et les « Américains d'Allemagne », Ford et GM-Opel. Pendant ce temps-là, la baisse du dollar et la réévaluation du yen commencent à faire peur aux Japonais...
downloadModeText.vue.download 389 sur 517

Reste que les techniciens ont dominé le débat en réalisant d'étonnantes premières. La Lotus F1 d'Ayrton Senna a triomphé sur les circuits « en ville », grâce à sa suspension active animée par un gros ordinateur et un circuit hydraulique haut pression. Le vieux rêve de la suspension intelligente est devenu réalité. C'est aussi le cas des 4 roues directrices, passées en série sur la Honda Prélude (système mécanique) et la Mazda 626 (plus complexe et électronique), qui augmentent la maniabilité en ville mais offrent de surcroît une meilleure sécurité en virage. Pris au dépourvu, les constructeurs européens, qui arguent du fait que leurs suspensions arrière, même sans roues directrices, demeurent plus efficaces, seront tout de même bien obligés de suivre...

Quant à Fiat et Automotive Products, ils vont révolutionner l'antiblocage des freins avec un système « Antilock » presque aussi performant qu'un ABS conventionnel, mais deux fois moins cher. Parfaitement adapté aux petites voitures, cet antiblocage ne comporte

que deux capteurs sur les roues avant et deux petits servofreins remplaçant d'excellente façon les coûteuses électrovalves des appareils connus. À peu de chose près, l'efficacité est la même, ce qui ouvre d'énormes possibilités pour l'avenir. Bien au-dessus du SCS de Girling, un antiblocage rustique, parce que 100 p. 100 mécanique, ouvre réellement l'ère de la sécurité pour tous, alors que les coûteuses transmissions intégrales, de plus en plus électronisées, ne se généralisent que sur les voitures de haut de gamme. Enfin, alors que les 4 roues motrices se multiplient en série, que l'électronique envahit l'automobile, Ford et Fiat ont réussi à sortir en série

leur boîte automatique à variation

continue, la CVT, avec quatre années

de retard, il est vrai !

JEAN-PIERRE GOSSELIN

Enfin, dans les hélicoptères, la proportion des composites frôlera bientôt 40 p. 100 de la masse de l'appareil. Ce sera le cas du prochain modèle du Dauphin d'Aérospatiale ou de l'hélicoptère Acap (Advanced Composits Airfram Program) de la société américaine Bell et Sikorsky. Les composites permettent en outre de créer des formes complexes pour combiner plusieurs fonctions. L'exemple le plus souvent cité est le rotor Starflex du Dauphin : 50 kg de gain de masse, 92 pièces seulement au lieu de 293 et aucun point de lubrification à assurer !

Les grandes manoeuvres industrielles

Tous les grands groupes industriels de la chimie et de la métallurgie créent des divisions de matériaux avancés (Voir l'étude de Claude Vincent dans le cahier Spécial Technologie de la Vie française du 12 mai 1986, ainsi que l'article d'Alain Perez, « Industrialisation : à petits pas, à grands frais », Industries & Techniques, 21 novembre 1987.). Au Japon, Nippon Steel, Kawasaki et Nippon Koka se lancent dans la fibre de carbone et Kobe Steel a créé, cette année, une division composite pour la mise au point de disques de frein d'automobiles et de motos.

La firme allemande BASF a repris l'ac-

tivité composite de Celanese aux États-Unis, et installe à Ludwigshafen un centre spécialisé. Du Pont de Nemours a acquis de la Société européenne de propulsion la licence d'un procédé de fabrication
downloadModeText.vue.download 390 sur 517

de composites céramiques et construira une usine de Kevlar en Irlande. General Electric Plastics se lance dans les thermoplastiques renforcés estampables. Rhône-Poulenc a racheté Céraver pour acquérir des compétences en céramiques techniques...

Compte tenu de ses besoins en aéronautique, la France reste en Europe le premier pays consommateur de fibres de carbone, dont le Japon est le premier fabricant avec 60 p. 100 de la production mondiale, qui est évaluée à 5 500 tonnes par an. Aussi, en 1985, une usine a été installée à Abidos, dans les Pyrénées-Atlantiques, par Soficar, filiale commune constituée par Elf-Aquitaine, associée à Pechiney et à Toray, le principal producteur nippon. Ce dernier apporte sa technologie, son savoir-faire et la matière première : une fibre acrylique à longue chaîne de carbone, le poly-acrylonitrile, qui, après oxydation et carbonisation à haute température, se transforme en fibres de carbone. La capacité de production d'Abidos, actuellement limitée, s'élèvera à 450 tonnes par an en 1989.

Mais la France n'est pas la seule à investir dans la fibre de carbone : la firme néerlandaise Enka a mis en service un établissement industriel susceptible de livrer plusieurs centaines de tonnes de fibres par an ; les principaux producteurs japonais ont annoncé des extensions de leurs unités ; enfin, les Coréens, qui importaient du Japon des fibres pour cannes à pêche et raquettes de tennis, se sont mis sur les rangs : Kosko a acquis la technologie européenne de la RK Carbone Fibres installée en Écosse.

En France, à Villeurbanne, Carbone Industrie, filiale à parité entre la Société

européenne de propulsion et Alsthom, est une unité industrielle ne produisant

pas, mais exploitant les fibres de carbone. Elle réalise des disques de freins en Sepcarb, constitués de fibres de renfort en carbone dans une matrice elle-même en carbone. Ce composite offre, par rapport à un matériau classique, l'avantage d'un gain de masse – de l'ordre de 500 kg sur un Airbus et de 8 tonnes sur un TGV équipés de ces freins – associé à l'amélioration des qualités de freinage, puisqu'il résiste aux très hautes températures. La production de tels disques devrait atteindre 50 tonnes à la fin de la décennie.

Des pièces en céramique

pour l'automobile

Si le moteur en céramique a fait couler beaucoup d'encre, aucune solution ne paraît actuellement industrialisable en série, sauf pour quelques éléments comme les sièges de soupapes ou les tubulures d'échappement. Il faudra suivre, cependant, le développement de l'important programme lancé sur dix ans, à partir de cette année, par le Miti, avec les constructeurs japonais. Par ailleurs, MAN, associé à la Société européenne de propulsion, a entrepris un programme similaire dans le cadre du programme Eurêka. Dans les deux cas, on cherche à mettre au point un moteur thermique sans refroidissement, et avec températures de fonctionnement de l'ordre de 1 200 °C : le rendement serait alors de 0,5, contre environ 0,3 actuellement.

Le constructeur automobile japonais Nissan a, par ailleurs, annoncé son intention d'équiper en série un modèle haut de gamme – un coupé sport 2 litres
downloadModeText.vue.download 391 sur 517

– d'un turbo avec rotor en céramique à base de nitrure de silicium, deux fois et demi plus léger que son homologue métallique. Il s'agit ici de céramiques « massives » qui présentent des risques de rupture. Pour éviter les risques que comporte cette fragilité, industriels et chercheurs se penchent actuellement sur les fibres en céramique qui servent alors de renforts à des matières elles-mêmes en céramique : on obtient des compo-

sites céramique-céramique, comme il existe des composites carbone-carbone. Les performances de tels matériaux, notamment leur résistance aux hautes températures en atmosphère oxydante, en font un élément de choix pour des applications aérospatiales. C'est pourquoi les parties les plus chaudes de la future navette spatiale européenne Hermès feront appel à eux. Ces fibres céramiques ont des caractéristiques semblables à celles des carbones à haute résistance, mais conservent ces propriétés à plus de 1 100 °C. La Société européenne de propulsion, chargée de ce secteur du programme Hermès, a créé avec Rhône-Poulenc une filiale de fabrication en France. Le choix s'est porté sur une fibre en carbonitrure de silicium dont la production a démarré cette année à Saint-Fons dans une filiale de Rhône-Poulenc, Céramiques et Composites. Cette fibre, qui sera produite en petite quantité – une vingtaine de kilos par mois seulement –, résiste à 1 200 °C et tient à la rupture sous des charges de 250 kilos/mm 2. Elle coûtera environ 5 000 F le kilogramme et sera incorporée dans les matrices céramiques de la Société européenne de propulsion.

Du Kevlar

aux alliages plastiques

Mis au point par Du Pont de Nemours voici quinze ans, le Kevlar est une fibre aramide de couleur jaune qui a servi aux fabricants de pneumatiques pour remplacer l'acier dans les ceintures de pneus. Matériau léger, le Kevlar offre une très grande résistance à la traction, même soumis à des températures de 200 à 300 °C. Cette résistance, doublée d'une faible densité, lui ouvre des applications innombrables. Il sert notamment à construire des bateaux de plaisance où il remplace les nappes de fibres de verre. C'est la firme française Chomarat qui a conçu, avec le chantier naval Jeanneau et Du Pont de Nemours, ce tissu mixte fibres de verre-Kevlar, l'Amarat K. Environ 800 embarcations en Kevlar sont ainsi produites chaque année, ce qui représente 40 tonnes de fibres, soit l'équivalent de la consommation actuelle de l'industrie aéronautique européenne. Principal intérêt en construction navale : la résistance au choc des coques en Kevlar est doublée avec un gain de poids de 5 p. 100.

La société néerlandaise Akzo-Enka produit aussi une fibre aramide sous le nom d'Arenka ou de Twaron et dispute à Du Pont de Nemours la propriété industrielle de ce type de matériau. Les deux firmes se sont lancées, cette année, dans un duel pour accroître leur production respective dans leurs unités de Richmond, en Virginie, et de Londonderry, en Irlande, pour Du Pont et la nouvelle unité d'Akzo installée à Emmen, en Allemagne fédérale.

De leur côté, les Japonais Asahi, Mitsui et Toray commencent à produire
downloadModeText.vue.download 392 sur 517

cette fibre aramide qui devrait envahir de nombreux secteurs industriels : pour la prochaine décennie, le marché mondial est estimé à 50 000 tonnes par an, soit un milliard de dollars de chiffre d'affaires, alors que la consommation européenne est actuellement de l'ordre de 3 000 tonnes. On peut donc s'attendre à de grandes manoeuvres autour de cette « fibre jaune » promise à un bel avenir.

Aéronautique

Le XXXVIIe Salon international de l'aéronautique et de l'espace, qui s'est tenu sur l'aéroport du Bourget du 11 au 21 juin 1987, a annoncé l'irruption de l'aéronautique dans le tout proche XXIe siècle : en l'an 2000, les appareils qui ont été présentés en vol ou en maquettes seront encore en service ou sur le point d'y entrer.

L'Airbus A 320, le nouvel avion européen construit par la France, la RFA, la Grande-Bretagne et l'Espagne, a été montré au public et en vol pour la première fois. Cet appareil, qui entrera en ligne courant 1988, a battu tous les records de ventes fermes et d'options avant même d'avoir effectué son premier vol : en novembre, il était déjà commandé à 483 exemplaires par 20 compagnies différentes. C'est aussi au Salon du Bourget qu'était annoncée officiellement la décision d'Airbus Industries de lancer la construction

des deux derniers membres de la « famille » Airbus : le long-courrier biréacteur A 330 (41 commandes par 5 compagnies) et le très-long-courrier A 340 (89 commandes par 6 compagnies). Boeing donnait par ailleurs des informations sur le B 747-400, qui doit entrer en service en 1988, sur le lancement du B 737-500 et sur la réalisation du futur B 7J7 (1992) à propulsion par turbines UDF (UnDucted Fan) à hélices multipales non carénées et rapides. McDonnell-Douglas exposait le nouvel MD-80 et le futur triréacteur long-courrier MD-11.

Dans le domaine des appareils de combat, la confrontation, en ce qui concerne les avions de chasse, s'est surtout passée entre le Dassault-Bréguet Rafale, qui équipera l'armée de l'air et la « Royale » au cours de la prochaine décennie, et l'EAF (European Advanced Fighter) de British Aerospace, dont le programme d'essais est moins avancé. Le mystérieux Rockwell B-1B, le bombardier supersonique à long rayon d'action de conception « discrète », c'est-à-dire presque indétectable par les radars, a obtenu un grand succès de curiosité.

PHILIPPE DELAUNES

Les matières plastiques, qui ont connu, ces trente dernières années, les développements les plus décisifs, représentent aujourd'hui la plus grande famille de

matériaux de synthèse : leur croissance moyenne restera de l'ordre de 5 p. 100 jusqu'à la fin du siècle.

Les experts d'Innovation 128 estiment qu'on ne devrait pas voir apparaître de nouveaux polymères de très grande consommation au cours de la prochaine décennie. L'évolution marquante sera surtout due à l'amélioration des polymères connus par le jeu de formulations, associations, alliages et renforcements. On peut prévoir les évolutions suivantes : une diffusion plus large de l'usage des thermoplastiques techniques ou technopolymères spéciaux ; le développement
downloadModeText.vue.download 393 sur 517

des polymères stables à hautes températures ; l'utilisation de pseudo-alliages obtenus par mélange de deux polymères compatibles ; une croissance de l'emploi des films complexes se prêtant à réaliser des fonctions de barrière ou permettant de doser la perméabilité, notamment pour des applications dans l'emballage ; l'accroissement de l'emploi des composites pour des structures rigides ; l'introduction des thermoplastiques élastomères pour combler le vide existant entre caoutchouc et plastiques.

Notons le cas particulier des polymères à cristaux liquides dont les molécules sont susceptibles de s'auto-orienter les unes par rapport aux autres. On peut ainsi les comparer aux composites, la partie orientée jouant le rôle du renfort. Leurs principales propriétés sont : une bonne tenue en température 300 à 350 °C, associée à une excellente stabilité dimensionnelle et une grande résistance au choc. Parmi les premiers matériaux de ce type, figurent le Vectra de Celanese et l'Ultrax de BASF.

Il existe enfin toute une gamme de matériaux plastiques aux propriétés particulières : solubles dans l'eau (alcool polyvinyle) ou absorbeurs, certains poly-acrylamides stockent jusqu'à 400 fois leur volume d'eau : les applications sont intéressantes en agriculture. Les polymères piézoélectriques servent à réaliser des membranes de haut-parleurs ou de

capteurs tactiles pour la robotique (peau artificielle du Laas-Toulouse) et les plastiques conducteurs sont réalisés à partir de films enrichis selon des techniques analogues à celles que l'on emploie pour le dopage du silicium en microélectronique. Ils sont appelés à de fructueux

développements en affichage optoélectronique, stockage d'énergie électrique ou protection électromagnétique des systèmes électroniques...

Des alliages ultralégers

Les alliages de polymères sont enfin à l'origine d'une nouvelle famille de plastiques techniques à hautes performances ; cette technique d'association de matériaux existants est plus facile à mettre en oeuvre que la création de molécules nouvelles. Voici quelques années, on ne connaissait que le Noryl, alliage de polyphénylène oxyde (PPO) et de polystyrène (PS), élaboré par General Electric Plastics. La palette s'est considérablement enrichie avec des mélanges ABS + PA (acrylonitryle-butadiène-styrène + polyamide), comme le Triax de Monsanto et le Prevex de Borg Warner. Notons aussi le Luranyl et l'Ultranyl (PPO + PS) de BASF... On améliore ainsi la tenue en température de l'ABS, qui peut résister à plus de 200 °C, et l'on obtient un meilleur comportement vis-à-vis du vieillissement ou des agressions chimiques. De tels matériaux intéressent les constructeurs d'automobiles pour mouler des pare-chocs (Daimler-Benz, Ford, Opel), des jupes ou des grilles de calandres (Peugeot 205 et 309), des enjoliveurs de roues ou d'ailes (Nissan), sans oublier les fabricants de matériels informatiques qui ont besoin de structures résistantes au choc et à l'élévation thermique.

En France, un groupement d'intérêt scientifique a été constitué à l'initiative du ministère de la Recherche et de la Technologie pour développer ces nouveaux

downloadModeText.vue.download 394 sur 517

alliages de polymères. ATO, CdF-Chimie et Rhône-Poulenc sont ainsi associés aux

principaux utilisateurs, parmi lesquels figurent les deux constructeurs automobiles nationaux ainsi que des laboratoires comme le Centre des matériaux de l'École des mines à Sophia-Antipolis et l'université de technologie de Compiègne (Voir « Les bonnes combinaisons des alliages de polymères », par Pierre Laperrousaz (l'Usine nouvelle, mensuel, juin 1987).).

Au moment où les composites jouent un rôle toujours plus affirmé en construction aéronautique, les métallurgistes s'attaquent à l'élaboration de nouveaux alliages ultralégers en associant notamment l'aluminium au lithium. Ce dernier – le plus léger des métaux avec sa densité de 0,54 – bénéficie de propriétés étonnantes : avec 1 p. 100 de lithium, on gagne 3 p. 100 en poids et on améliore la rigidité de 6 p. 100 ; avec 6 p. 100, les gains atteignent 10 p. 100 chacun.

Alcoa aux États-Unis, British Alcan Aluminium, filiale du groupe canadien Alcan, et Cégédur-Pechiney ont récemment réussi à produire des lingots d'aluminium-lithium de plusieurs tonnes. La firme française a installé à Issoire une fonderie qui pourrait produire jusqu'à 10 000 tonnes de plaques et de lingots, laminés et matrices sur place, puis transformés en barres et tubes à Nantes et à Montreuil-Juigné.

Chacun des trois protagonistes normalise et affine sa gamme d'alliages : Alithalites pour Alcoa, Lithal pour Alcan et CP pour Cégedur-Pechiney, qui, avec la nuance CP 271, pense atteindre des gains de poids de 10 p. 100. Ces métallurgistes entendent ainsi séduire les clients de l'aéronautique. N'oublions pas que, malgré

l'intrusion des matériaux composites, le marché de l'aluminium aéronautique est d'environ 140 000 tonnes par an. L'aluminium-lithium peut espérer conquérir le quart de ce marché dans les dix prochaines années.

Des métaux

doués de mémoire

Une attache trombone dépliée qui, chauffée à la flamme d'un briquet, se redresse et retrouve automatiquement sa forme initiale à triple enroulement : c'est l'étonnante démonstration des propriétés mé-

cano-thermiques des alliages à mémoire de forme. Elles sont déjà exploitées au Japon pour actionner le volet de réglage d'un climatiseur Matsushita : lorsque la température de l'air atteint 40 °C, le volet se contracte automatiquement et se ferme. Cette simple pièce de métal joue ici le double rôle de capteur et d'actionneur, remplaçant à lui seul une thermistance et un moteur électrique !

L'effet de contraction mécanique est dû à une transformation microcristalline interne lors d'une variation de température à un seuil donné sur certains alliages nickel-titane et cuivre-zinc-aluminium. Dans l'effet de mémoire simple, non réversible, le métal déformé plastiquement au-dessous d'une température critique reprend simplement sa forme initiale lorsqu'on dépasse cette température. Mais, par des traitements spéciaux « d'apprentissage », on mémorise deux formes ou deux positions.

Observée pour la première fois aux États-Unis en 1932, sur des alliages d'or et de calcium, cette propriété a donné lieu à quelques applications spatiales par
downloadModeText.vue.download 395 sur 517

la NASA après 1960, notamment pour le déploiement d'antennes de satellites : on « enseigne » à l'antenne, sur terre, sa forme déployée, puis on la compacte à très basse température dans l'azote liquide. Dans l'espace, sous l'action de la chaleur solaire, elle retrouve sa forme ; toute seule, telle une chrysalyde de métal argenté...

Robotique

L'âge de la domotique

Cette année, un nouveau terme est venu enrichir le vocabulaire technique du Petit Larousse : domotique n.f. (latin domus, maison), concept d'habitat intégrant tous les automatismes en matière de sécurité, de gestion de l'énergie, de communication, etc. Comme pour les autres noms en ique, la domotique marque ainsi l'entrée, dans notre habitat, de ces

concepts d'automatisation intégrée ou de robotique déjà mis en oeuvre dans les usines et la production (productique) ou les services administratifs et comptables (bureautique).

Avec les appareils électroménagers programmables, les télécommandes de téléviseurs et de matériels hi-fi, les téléphones sans fil et les répondeurs interrogeables à distance, les nombreux systèmes d'alarme anti-intrusion..., l'électronique s'est progressivement imposée dans notre environnement familial. Toutefois, ces équipements d'automatisation restent généralement isolés ou autonomes. Il s'agit de les intégrer dans un réseau commun et de les faire piloter par un ordinateur de supervision qui

prendra en charge les fonctions essentielles de la maison.

Cette évolution vers la demeure « intelligente » passe par la domotique, que les Anglo-Saxons désignent par home automation. Des maisons expérimentales ont été installées au Japon et aux États-Unis, comme l'Intellihome de Dallas, qui mobilise pour un demi-million de dollars d'équipements de haute technologie ! De grands industriels, General Electric aux États-Unis et Mitsubishi au Japon, ont étudié et commencent à livrer des équipements standards comme le Home Minder ou le Home Automation System.

Le marché américain est évalué à quelque 500 000 logements d'ici à 1993 et 2,6 millions en 1997, selon une enquête de la National Association of Home Builders. Cet organisme, qui regroupe aux États-Unis 150 000 constructeurs immobiliers, a lancé sous le nom de Smart House un projet de recherche de 10 millions de dollars associant également des firmes d'informatique, d'automatismes et de télécommunications : Apple, ATT, Honeywell, Northern Telecom...

Dans le cadre des projets Esprit et Eurêka, plusieurs programmes européens de recherche rassemblent des industriels de la Communauté qui vont définir des normes communes pour la connexion des appareils. Le programme IHS, prévoyant un sys-

tème intégré d'habitat, rassemble huit industriels pour l'étude d'un réseau domestique normalisé. Trois types d'application sont prévus : la distribution de l'image et du son, le contrôle-commande des équipements électroménagers et les services télématiques. En France, la fédération des Industries électriques et celle du Bâtiment viennent de créer le club SDI-
downloadModeText.vue.download 396 sur 517

Domotique pour les systèmes domestiques intégrés et vont construire à Saint-Rémy-lès-Chevreuse une maison expérimentale pour tester les matériels disponibles. C'est le cas du Sécuriscan, présenté par Thomson-CSF en janvier 1987 et déjà vendu à 4 000 exemplaires au prix de 20 000 F.

Le groupe Maison familiale va lancer à Pontault-Combault, en Seine-et-Marne, un programme de maisons pré-câblées, équipées du système français Domoconcept. De son côté, le groupe Bouygues et sa filiale Quille, ainsi que la Compagnie générale de chauffe, s'intéressent à l'équipement des immeubles collectifs et proposent des matériels qui seraient commercialisés entre 3 000 et 8 000 F par logement.

Avec le plan Construction et l'association Urba 2000, les pouvoirs publics

ont entrepris, en 1987, l'opération Pour habiter interactif sur trois sites expérimentaux, dont un foyer de personnes âgées à Saint-Fons, dans le Rhône. Gaz de France a également annoncé, à Lorient, le lancement du projet HD 2000 pour la construction d'une maison de l'An 2000 sur le site de l'université de Rennes-Beaulieu. Enfin, deux manifestations vont concrétiser l'intérêt des professionnels et du public pour ces techniques : le salon Constructique 88 et Domotique 88, une exposition spécialisée organisée par la FIEE et l'Association pour les maisons du futur, qui se tiendra en janvier 1988 à La Villette.

CLAUDE GELÉ

Mais le véritable démarrage industriel des alliages à mémoire de forme intervient au début des années 1970, lorsque la société américaine Raychem lance ses Cryofit, des manchons en nickel-titane permettant de relier, sans soudure, brasure ou sertissage, des tubes en titane sur les avions militaires F14 et F16, et dans certains sous-marins. Dans cette application, le manchon est usiné à température ambiante pour que son diamètre intérieur soit légèrement inférieur à celui des tubes à relier. Pour l'assemblage, on plonge le tout dans l'azote liquide ; lors du retour à température ambiante, il se rétreint et, comprimant les tubes, réalise la jonction.

Des applications à la médecine ont également été expérimentées, entre autres pour le remplacement de disques intervertébraux, ou pour la mise en place

d’agrafes et de plaques de réduction de fractures. Ces biomatériaux à simple effet mémoire, se déclenchent sous l’effet de la température corporelle une fois implantés dans les tissus. On utilise également cette propriété pour réaliser des fils spéciaux qui servent à redresser les dents.

Mais c’est la connectique qui apparaît comme l’un des domaines privilégiés pour les alliages à double effet mémoire. Les connecteurs électroniques pour l’aéronautique nécessitent des forces d’insertion considérables lorsqu’on doit les enficher ou les déconnecter. On peut résoudre ce problème avec des cryodouilles rétractables mises au point par la société française Souriau et par Raychem.

Catastrophes

Typhons, tempêtes et orages ont suscité en 1987 des destructions de grande ampleur (ouest de la France ; voir Dossier météo, l’Été et
downloadModeText.vue.download 397 sur 517

l’Automne), ainsi que de graves inondations (Chine, Iran). Plus de 500 personnes ont été tuées par un torrent de boue au Venezuela. Nombreux ont été les glissements de terrain meurtriers (Colombie, 500 morts, en septembre). Mais en Italie, pays souvent atteint par ces calamités, diverses parades ont été trouvées. Dans la Valteline, formé par un barrage naturel brusquement constitué, le lac de Pola, « lac maudit », menaçait de lâcher ses 15 millions de m3 d’eau (juillet). L’aménagement rapide d’un émissaire a permis d’éviter l’ennoyage d’une vallée peuplée. Des capteurs ont été implantés dans des secteurs suspects de la péninsule, pour la détection des risques naturels.

Traditionnelles, parfois effarantes, les catastrophes dues aux transports réapparaissent régulièrement. Le chavirage du car-ferry Herald of Free Enterprise devant Zeebrugge (6 mars) a éclipsé dans la presse les bateaux qui ont sombré en noyant jusqu’à 400 passagers ; la collision de deux

pétroliers sur la Seine (23 juin) a rappelé une « vision de guerre » ; la mer en feu, la nuit, lors de la collision du ferry Doña Paz et d'un pétrolier, aux Philippines, le 22 décembre, a laissé un souvenir d'horreur aux survivants (une cinquantaine sur 1 553 passagers enregistrés). Des avions se sont écrasés, ou perdus, sans qu'on sache toujours l'origine de l'accident : un DC9 s'est démantelé sur une autoroute dans la banlieue de Détroit (16 août) ; deux Boeing ont disparu les 28 et 29 novembre, l'un, sud-africain, dans l'océan Indien, l'autre, sud-coréen, aux confins de la Birmanie et de la Thaïlande.

D'autres accidents ne sont pas la rançon du progrès : l'incendie de King's

Cross, la station du métro de Londres

(32 morts, le 18 novembre) provient

de la simple insuffisance de la sur-

veillance des lieux publics.

RENÉ HAROT

Souriau est par ailleurs chef de file d'un programme national de recherche sur les alliages à mémoire de forme : rassemblant six industriels et laboratoires, dont Cezus-Pechiney et Tréfimétaux, ce programme bénéficie du soutien du ministère de la Recherche et de la Technologie. Il s'agit de développer une véritable filière industrielle française de la recherche à l'objet industriel, en passant par la fabrication des métaux et la constitution d'une panoplie d'équipements spécifiques à leur mise en oeuvre et leur exploitation. Les réalisations aéronautiques et spatiales, pour lesquelles la fiabilité l'emporte sur le coût, pourraient ainsi induire des applications de plus grande diffusion. Car ces matériaux connaissent déjà, particulièrement au Japon, quelques applications grand public : gadgets et petits robots, coupe-courant, systèmes de sécurité pour vannes de gaz, fermetures de serres et de clapets.

La métallurgie

de l'espace

Avec les alliages ultralégers et ceux à

mémoire de forme, la métallurgie n'a pas dit son dernier mot dans cette compétition des nouveaux matériaux. Certains alliages métalliques figureront parmi les matériaux du siècle à venir. Parmi les voies dans lesquelles ils sont assurés d'un avenir prometteur figurent notamment les supraconducteurs qui, à très basse
downloadModeText.vue.download 398 sur 517

température, permettent de faire circuler l'électricité sans perte énergétique.

En pleine effervescence, les recherches dans ce domaine s'orientent vers des matériaux organiques et des céramiques avec lesquels on espère faire remonter le seuil de supraconductibilité vers la température de l'azote liquide, où la manipulation et la mise en oeuvre de ces matériaux sera plus aisée, en attendant la température ambiante, puisque des chercheurs de la Wayne State University de Détroit auraient atteint – 33 °C !

La métallurgie spatiale constitue, enfin, l'un des grands espoirs pour les matériaux de demain. En apesanteur ou en micropesanteur, il devient possible de réaliser des alliages entre des métaux de densités très différentes, ce qui est

inconcevable sur Terre. C'est le cas, par exemple, de l'aluminium-titane, dont les densités respectives sont de 2,6 et de 19. Produit dans l'espace, il procurerait un matériau réfractaire très léger. Il en va de même pour des alliages néodyme-cobalt ou cérium-manganèse, qui pourraient constituer d'excellents matériaux magnétiques. C'est une voie nouvelle qu'on commence seulement à explorer dans le cadre d'études prospectives sur les « usines de l'espace ».

CLAUDE GELÉ

Ingénieur mécanicien, Claude Gelé est journaliste scientifique et technique, spécialisé dans les technologies de la productique et des automatismes.

Il appartient à l'équipe de rédaction de Sciences & Techniques et collabore à plusieurs ouvrages encyclopédiques
downloadModeText.vue.download 399 sur 517

Menaces sur l'ozone

En filtrant les rayons ultraviolets solaires les plus nocifs pour les êtres vivants, la couche d'ozone qui enveloppe la Terre entre 15 et 40 km d'altitude (et particulièrement vers 25 km) joue un rôle essentiel pour le maintien de la vie sur la planète. Or, d'après certaines mesures récentes, effectuées par satellite, cette couche semble se raréfier progressivement : la concentration de l'atmosphère en ozone aurait globalement diminué de 4 à 5 p. 100 depuis 1979 ; dans l'hémisphère Sud, à des latitudes moyennes, la chute atteint même 18 p. 100. Qui plus est, on enregistre également depuis 1979 un véritable « trou » dans la couche d'ozone, au-dessus de l'Antarctique. Ce trou apparaît chaque année au début du printemps austral (septembre-octobre) et disparaît en été, mais se reforme l'année suivante en s'agrandissant : en octobre 1985, la concentration moyenne en ozone à l'aplomb de l'Antarctique était près de 40 p. 100 plus faible qu'en octobre 1979. Des études complémentaires, effectuées sous l'égide de la NASA entre le 17 août et le 29 septembre 1987 à l'aide de deux avions, volant l'un à 12 000 m, l'autre à 18 000 m, ont confirmé la réalité du phénomène et permis d'établir que la concentration en ozone à 70 et 80° de latitude sud avait encore diminué de 15 p. 100 par rapport à sa valeur de 1985.

Les bombes aérosols incriminées

Quelles sont les causes de la déchirure annuelle du bouclier d'ozone au-dessus de l'Antarctique ? Existe-t-il une relation entre ce trou localisé et la diminution globale de la concentration de l'atmosphère en ozone ? Sur ces deux points, les avis des spécialistes divergent. Le trou d'ozone observé aux hautes latitudes australes pourrait être, au moins partiellement, la conséquence de la météorologie très particulière qui règne à l'aplomb du pôle. La plupart des experts sont cependant convaincus que le phénomène ne s'explique pas par des mécanismes purement naturels, mais qu'il résulte sur-

tout, comme la diminution globale de la concentration en ozone, des émissions dans l'atmosphère de chlorofluorocarbones (CFC) dues aux activités humaines. Très appréciés pour leur inertie chimique (ils ne risquent pas d'engendrer d'explosions au contact de l'air), ces gaz ont, en effet, de nombreuses applications industrielles : on les utilise notamment comme agents propulsifs dans les bombes aérosols, mais aussi comme réfrigérants et comme émulsifiants. On en consomme chaque année 1 kg par habitant aux États-Unis, 0,8 kg en Europe et 0,6 kg au Japon. Plus d'un million de tonnes sont produits annuellement dans le monde. Les CFC libérés dans l'atmosphère mon-
downloadModeText.vue.download 400 sur 517

tent lentement dans la stratosphère où le rayonnement ultraviolet les décompose. Ils libèrent alors du chlore qui catalyse la réaction de dissociation de l'ozone en oxygène.

Premières mesures de sauvegarde

En 1985, vingt-huit nations avaient adopté à Vienne une convention de l'ONU sur la protection de l'ozone, mais sans parvenir à élaborer un accord limitant l'emploi des chlorofluorocarbones. Un progrès significatif a été accompli cette année. Le protocole adopté le 16 septembre, à l'issue d'une conférence internationale qui réunissait à Montréal les délégués de quarante-six nations, prévoit que les

pays industrialisés stabiliseront d'ici à 1989 leur consommation de CFC, puis la réduiront de 20 p. 100 avant 1994 et de 50 p. 100 avant 1999. Malgré l'opposition des États-Unis, les pays membres de la CEE (57 p. 100 de la production mondiale de CFC) ont obtenu que leurs obligations fassent l'objet d'un quota global au lieu d'être décomptées séparément. Les pays de l'Est ont fait admettre que l'obligation de stabiliser leur consommation de CFC ne leur soit applicable qu'au terme de leurs plans quinquennaux, fin 1990. Malgré cet accommodement, l'URSS a différé sa signature. Quant aux pays en voie de développement, ils n'auront à appliquer le programme de réduc-

tion de leur consommation de CFC que dans un délai de dix ans, sous réserve que cette consommation n'excède pas 0,3 kg par an et par habitant.

Si cet accord ne met pas encore fin à la production de CFC, il n'en constitue pas moins déjà un premier pas appréciable pour la sauvegarde de la couche d'ozone.

Cependant, on doit aussi se préoccuper de l'évolution de leur teneur en ozone à basse altitude : si 90 p. 100 de l'ozone atmosphérique se concentrent dans la stratosphère, les 10 p. 100 restants, situés dans la troposphère, entre 0 et 12 km d'altitude, jouent un rôle essentiel dans l'écologie de notre planète. Or, la teneur en ozone de la troposphère s'accroît régulièrement depuis la fin du siècle dernier sous l'effet de la pollution liée à l'industrialisation.

PHILIPPE DE LA COTARDIÈRE
downloadModeText.vue.download 401 sur 517

400

Culture

Un ami allemand s'étonnait qu'en français le même mot, « culture », désignât l'entretien des topinambours et la connaissance des théories platoniciennes. Eux, les Germains, ont, comme tant d'autres, deux substantifs différents : Kultur, qui faisait sortir son revolver à qui l'on sait, et Bau, pour le travail du potager.

À la décharge de notre sémantique, on parle, il est vrai, de champ culturel à propos de cet espace incertain où s'ébroue l'intellect et où le percheron brille par son absence. Ce champ est immense et il n'a pas rétréci en 1987.

Hélas, il est impossible de le mesurer. Seuls apparaissent en effet dans ce paysage flou les événements – enfin, ce que les médias ont décidé être des événements. Nous échappe donc tout ce que nous ignorons faute d'avoir été célébré. Nous savons en revanche beaucoup d'anecdotes, et même des hauts faits. Mais voilà : comment les classer ? Le monde de la culture a ceci de particulier qu'aucune hiérarchie n'y est envisageable puisqu'il englobe des disciplines mul-

tiples, malaisément comparables, et que le jugement de chacun n'est soumis à aucun critère impératif. La mort du peintre américain Andy Warhol est-elle plus ou moins importante que l'entrée de Marcel Proust dans le domaine public ? On restera muet.

Comment s'étonner dès lors que l'évocation d'une année culturelle ait toujours des allures d'inventaire ? Faute de pouvoir célébrer les naissances, on dénombrera ainsi les disparitions. Se retourner sur douze mois, c'est d'abord fleurir des tombes. Et 1987 fut une année cruelle, qui frappa, outre les beaux-arts avec Warhol, le spectacle et la littérature.

Parfois les deux à la fois, avec l'Argentin Copi, tué par le Sida, qui commença dans le dessin d'humour avec la Dame assise, s'amusa dans la publicité à jouer le rôle d'un fou-folle pour l'eau Perrier, et s'imposa dans le théâtre de l'absurde dont son compatriote Jorge Lavelli assurera la pérennité. Un peu comme Michel Galabru, qui, apprenant juste avant d'entrer en scène la mort de Jean Anouilh, joua ce soir-là l'Hurluberlu comme à l'accoutumée, pour que l'oeuvre du dramaturge, elle, demeure et ne connaisse pas d'éclipsé.

La culture ne ferme jamais pour cause de décès. Aussi bien Marguerite Yourcenar, académicienne mais surtout écrivain marmoréen, est-elle en quelque sorte continuée par le grand cinéaste André Delvaux, qui présentera à Cannes son adaptation de l'OEuvre au noir. Ainsi encore le dernier film de John Huston, Gens de Dublin, d'après James Joyce, est-il sorti sur les écrans français plusieurs mois après les adieux du réalisateur. Et l'on lira
downloadModeText.vue.download 402 sur 517

toujours les violents romans de James Baldwin, chantre blessé de la négritude américaine, qui s'éteignit dans le midi de la France, où il avait trouvé une inspiration calmée.

Sur d'autres pierres tombales s'inscrivent, au féminin, au masculin, des noms d'ombres. D'elles et d'eux, on ne connais-

sait guère que les deux dimensions qui occupent un écran. Ces dimensions demeurent, donc ils et elles demeurent. Le cinéma et la télévision sont les nouveaux paradoxes du comédien : pour une éternité, dont le magnétoscope n'est pas le moindre garant, Fred Astaire continuera à danser des claquettes, Rita Hayworth ôtera lentement, très lentement, ses longs gants de chevreau, Lino Ventura, grande gueule et grand coeur, maugréera des sentences dont les meilleures étaient signées Michel Audiard.

Au deeurant, interrompront les puristes, Lino Ventura appartient-il à la culture, à la sous-culture, à la paraculture, à la crypto-culture ou à la pas-culture-du-tout ? Question identique pour Fred Astaire et Rita Hayworth : si mythiques qu'elles soient devenues, ces figures peuvent-elles être évoquées dans les mêmes pages, avec la même encre, que l'auteur des Mémoires d'Hadrien ou que celui d'Antigone ? Cette interrogation revêt un caractère tragique, un peu gênant aussi, avec le suicide de Dalida, chanteuse de niaises rengaines, mais sobre interprète du réalisateur égyptien Youssef Chahine.

L'incontournable problème est vieux comme les rues : la culture doit-elle camper sur un champ clos ou bien s'ouvrir à des formes d'expression (variétés, music-hall, vidéo-clips, fanzines...) dont l'aspect

culturel ne saute pas toujours aux yeux ? Quels loisirs obtiennent leur visa, quels loisirs restent à la porte ? Célébrerait-on Molière s'il n'était que l'auteur de Monsieur de Pourceaugnac ?

De ce serpent de mer qui nage à travers siècles et civilisations, 1987 a vu surgir un gros anneau ; trois livres furent en effet publiés au début du printemps : la Défaite de la pensée d'Alain Finkielkraut, Éloge des intellectuels de Bernard-Henri Lévy et l'Âme désarmée de l'universitaire américain Allan Bloom (voir la Culture en question par Jean-François Sirinelli).

De ton et de style différents, ces essais ont en commun de tenter de redessiner une carte de géographie culturelle et d'y replacer l'intellectuel en redéfinissant son rôle. Le débat, qui domina l'année écoulée, reste naturellement ouvert puisque

Finkielkraut, Lévy et Bloom confirment la division des citoyens pensants en deux catégories : les conservateurs et les aventuriers ; les premiers criant à la décadence, les seconds se réjouissant d'une moisson de nouveautés qu'il sera toujours temps de trier.

Au fait, la bande dessinée appartient, comme le rock et la publicité, à ce terrain en friche que d'aucuns rejettent extra-muros. Ils sont bien les seuls à ne pas voir en Edgar P. Jacobs, le père de Blake et Mortimer, disparu cette année, un virtuose du huitième art. Et faudra-t-il leur rappeler continuellement que le philosophe Michel Serres ne dédaigna point de consacrer une éblouissante étude aux Bijoux de la Castafiore, d'Hergé, pour les convaincre que l'exposition Tintin au Centre Georges-Pompidou fut de haute volée ?
downloadModeText.vue.download 403 sur 517

Preuve que la BD est de mieux en mieux portée, qu'elle peut être le « plus » du bagage culturel : l'invité surprise que choisit Bernard Pivot recevant Michel Rocard était André Franquin, l'un des maîtres de l'école belge, dessinateur de Spirou, créateur de Gaston Lagaffe et du Marsupilami, cet animal fabuleux dont le candidat socialiste se révéla fin connaisseur.

Toujours est-il que culture et pouvoir font bon ménage en 1987. Le « mieux-disant culturel », cette vilaine expression, vise d'abord les princes qui tentent de nous gouverner. Les politiques ne sont d'ailleurs pas les seuls en cause : chefs d'entreprise, banquiers, hommes de toutes affaires courent à la recherche d'une bonne conscience artistique. Ainsi le mécénat connaît-il un tournant sans doute décisif. De Caius Cilnius Maecenas, conseiller d'Auguste, à Édouard Balladur, ministre de Chirac, l'évergétisme antique s'est métamorphosé en sponsoring grâce à un ensemble complexe de mesures fiscales que 1987 sut rendre aimables aux « bienfaiteurs » (voir le Renouveau du mécénat, par Félix Torres).

Et c'est encore l'État, auquel pour une

fois nul n'a songé à reprocher l'omniprésence, qui décida et organisa, tout au long des douze mois de 1987, la commémoration du millénaire de l'avènement d'Hugues Capet. Ainsi, la république fêta la monarchie parce que les Français, républicains pour la plupart, sont issus de cette monarchie. Une littérature capétienne a donc surgi, offrant, faute de documents suffisants, plus d'hypothèses que de thèses. Colloques, conférences, débats, cérémonies civiles et religieuses... pour peu qu'il possédât quelque vestige de l'an mil, le plus humble village contribua à ressusciter notre passé à travers l'image, pourtant floue, d'un roi qui monta sur le trône en 987 et ne s'y tint que neuf ans (voir le Millénaire capétien, par Renée Mussot-Goulard).

Les Capétiens furent ainsi, à leur corps défendant, le sujet majeur sur lequel les Français eurent à exercer leur mémoire. Ils furent conviés à se rappeler le roi Hugues, dont ils ne se souvenaient guère... S'ils y parvinrent, c'est bien sûr grâce aux historiens qui disséquèrent, analysèrent, expliquèrent, éclairèrent un dixième siècle encore enténébré.

Mais ces historiens eux-mêmes, où puisèrent-ils l'eau de la source si ce n'est dans les bibliothèques, et singulièrement à la Bibliothèque nationale, surnommée entre eux « la bonne dame de la rue Richelieu ». Alain Resnais lui consacra naguère un court métrage, explicitement intitulé Toute la mémoire du monde.

Hélas, la bonne dame doit aujourd'hui renoncer à cette ambition. On s'en doutait depuis une décennie. Malgré la nomination au poste d'administrateur général d'historiens de renom, très informés du problème, André Miquel, en 1984, Emmanuel Le Roy Ladurie, en 1987, on en est sûr désormais. Des conflits, des grèves ont attiré l'attention sur une situation de plus en plus désastreuse. La BN était malade ; venait le temps du diagnostic.

Il tomba comme un verdict. Les « nouvelles mémoires » technologiques, sophistiquées et coûteuses parce que fiables, ne pouvaient pas cohabiter avec un amas poussiéreux de papiers, d'autant plus exponentiel qu'il prétendait à l'exhaustivité. La bonne dame sera donc amputée d'un ou plusieurs membres (estampes, pho-

downloadModeText.vue.download 404 sur 517

tographies, département audiovisuel...) et probablement équipée d'un matériel digne de l'information moderne, à l'instar du Centre Pompidou et de la Vidéothèque de Paris (voir les Banques du savoir, par Félix Torres).

Ainsi présentée, en ne développant que les sujets qui concernent ou intéressent la majorité des citoyens, l'année 1987 peut sembler abstraite. C'est le jardin public, le grand espace ouvert à tous, la carte routière où courent, rectilignes, les nationales. Reste le plus précieux : le lieu intime des prédilections, et 1987 aura alors la couleur de nos coups de coeur et de nos nostalgies, loin des statistiques et du consensus.

Pour les lecteurs de poésie, il n'aura pas été indifférent que le prix Nobel de littérature soit allé à Joseph Brodsky, ce Russe devenu américain, mais resté citoyen de l'art, seule patrie qu'il revendique. D'autres, ou les mêmes, privilégieront des images de Sous le soleil de Satan, prométhéenne adaptation de Bernanos par Maurice Pialat, qui scinda en deux la France des cinéphiles, mais éblouit ceux qui désespéraient du mysticisme. D'autres, ou toujours les mêmes, se souviendront longtemps que 1987 fut l'année où parut, chez Gallimard, Laterna magica, autobiographie déchirante, désespérée, du plus génial sans doute des cinéastes vivants : Ingmar Bergman, qui écrivit ce livre parce qu'il a définitivement renoncé au septième art.

Il y a décidément une place folle dans une mémoire qu'on sollicite — et notamment pour l'oubli. 1987 est comme ces jeux de patience où les cartes présentent d'abord leur face muette. On connaît les cinquante-deux figures, on sait qu'elles sont là, à portée de main. Mais il est rare qu'on parvienne à toutes les retourner.

PIERRE AJAME

downloadModeText.vue.download 405 sur 517

La culture en question

Printemps 1987 : penchés au chevet de la culture, trois auteurs formulent de sombres diagnostics au travers desquels se profile la question de l'identité française et du patrimoine national, ainsi que celle du rôle de l'intellectuel dans la cité.

Au début du printemps 1987 ont été publiés, coup sur coup, la Défaite de la pensée d'Alain Finkielkraut (Gallimard), Éloge des intellectuels de Bernard-Henri Lévy (Grasset) et l'Âme désarmée de l'universitaire américain Allan Bloom (Julliard). Le principe de simultanéité – trois livres sur la culture et ses acteurs – questionne l'historien. Mais c'est surtout l'écho rencontré qui est frappant et qui appelle analyse. La Défaite de la pensée occupa une place de choix parmi les plus fortes ventes d'« essais » jusqu'à l'automne. L'Éloge des intellectuels, sans rencontrer un tel succès, toucha tout de même un large public. Quant à l'Âme désarmée, l'ouvrage, sans connaître l'engouement suscité outre-Atlantique – vingt-cinq semaines en tête de la liste des best-sellers du New York Times –, bénéficia d'une couverture médiatique flatteuse et, loin de demeurer à l'ombre du succès d'Alain Finkielkraut, devint partie prenante dans le débat amorcé sur la culture. Car il y eut non seulement simultanéité et succès, mais aussi débat. La teneur de celui-ci, de surcroît, fut loin d'être mince puisque trois problèmes au moins affleuraient : la nature de la culture, l'identité des acteurs culturels et donc, en toile de fond, la définition et le rôle des hommes de création et de circulation des idées, les intellectuels.

Les trois pièces du dossier, on le verra, sont étroitement liées. Et s'y lit, plus largement, la question de l'identité française, tiraillée entre les forces centrifuges de la standardisation supranationale et les forces centripètes « régionales ». Ces forces opposées ont toujours enrichi et écartelé à la fois cet agrégat d'expressions diverses qu'est une culture nationale. La torsion s'est-elle faite plus forte en cette fin de décennie, de siècle et de

millénaire ?

Le « tout-se-vaut » culturel

Mais il faut auparavant donner la parole aux trois auteurs, car les traits communs ne doivent pas faire oublier les approches différentes, et aussi le statut inégal des ouvrages : si Allan Bloom et Alain Finkielkraut ont, apparemment, longuement médité leurs livres, qui sont donc touffus mais ordonnés, celui de Bernard-Henri Lévy, parfois écrit à la diable, est davantage ébouriffé, de facture et de contenu.
downloadModeText.vue.download 406 sur 517

Alain Finkielkraut constate un « malaise dans la culture ». Malaise lié à un élargissement et, de ce fait, à une banalisation : élargissement du champ « prétendument culturel » et dilution de la notion même de culture, dont le spectre des composants irait désormais du clip vidéo aux arts dits majeurs, en passant par la bande dessinée, la publicité et le rock. D'où cette question : quels mécanismes ont conduit à une telle situation ? Sondant le soubassement intellectuel et philosophique de cette fin de siècle, l'auteur procède à une archéologie des causes de ce phénomène de dilution et dégage deux strates qui semblent avoir joué le rôle majeur : la notion de modernité et le thème de la différence.

La démarche d'Allan Bloom est proche par certains aspects. Syndic de faillite intellectuelle, il dresse le constat de ce qui lui apparaît comme une décadence. Principal accusé : le relativisme culturel. Le tout-se-vaut a entraîné un étouffement de la culture, qui a perdu de ce fait sa fonction patrimoniale. D'où des implications éthiques : cette fonction disparue, la culture a cessé d'être un point de repère et un ciment pour une communauté civique donnée. Il se serait donc produit, de façon concomitante, un nivellement des valeurs. Le professeur Bloom en recense les effets dans l'institution universitaire, très affaiblie. Et le diagnostic tombe : la jeunesse, privée de points de repère culturels et éthiques, est déboussolée et, de ce fait, durablement déstabilisée.

C’est sur un autre registre que Bernard-Henri Lévy mène son analyse, à partir du même constat : le « tout culturel ». La montée d’une culture médiatique a mis progressivement en selle de

nouveaux leaders d’opinion. À la Bourse des valeurs, Coluche et Renaud auraient peu à peu supplanté les intellectuels classiques. Et ceux-ci auraient également souffert de l’installation dans le débat idéologique d’une sorte de consensus mou : à « Sartréaron », reflet des affrontements des décennies précédentes, a succédé « Sartron », qui a gommé les aspérités et mis en avant les convergences. Dans un tel contexte, les intellectuels ont subi un triple choc : ils ont perdu leur élément d’identité, la culture, victime d’une définition diluant ; supplantés par plus médiatiques qu’eux, ils n’ont plus leur rôle de hérauts ; dépouillés de leur coloration idéologique, ils ne peuvent plus, par leurs débats, dégager les enjeux des grandes controverses nationales. Ce diagnostic porte moins, en définitive, sur la culture que sur les intellectuels : ceux-ci sont gravement malades, et la maladie peut devenir mortelle. Si l’on n’y prend garde, les dictionnaires de l’an 2000 écriront : « Intellectuel, nom masculin, catégorie sociale et culturelle morte à Paris à la fin du XXe siècle ; n’a apparemment pas survécu au déclin de l’universel. » Le docteur Lévy rédige donc une ordonnance : « l’intellectuel, c’est la vérité, la raison, la justice », en d’autres termes « les valeurs de l’universel ». Portés par ces valeurs, apparaissent les « clercs du 3e type », qui sauveront l’espèce et retrouveront un rôle civique.

Les trois livres, on le voit, menaient leurs analyses respectives au pas de charge. D’où un débat vite engagé dans le milieu intellectuel, avec toute une palette de réactions, articulées autour de deux pôles : pour les uns, il y avait là le signal d’un sursaut, devant la démagogie
downloadModeText.vue.download 407 sur 517

du « tout culturel » ; pour les autres, ces ouvrages reflétaient un combat d’arrière-garde, sous-tendu par une vision europé-

ocentriste et par une conception frileuse et passéiste de la culture.

Idées

Quel rôle jouent les intellectuels aujourd'hui ? La réponse d'Alain Finkielkraut figure dans son livre la Défaite de la pensée, qui déplore l'arasement général des valeurs. Bernard-Henri Levy, faisant l'Éloge des intellectuels, propose une solution à ce désarroi : être médiatique et opportuniste.

Pourtant, la pensée s'élabore bien au contact du réel, assumant la modernité même si elle dérange (Jean-Luc Nancy : l'Oubli de la philosophie) et prenant même en compte l'économie : Serge-Christophe Kolm, dans l'Homme pluridimensionnel, insiste sur la nouvelle synergie de l'économique et du spirituel. Il n'est plus possible, en tout cas, en 1987, de penser d'un côté et d'agir de l'autre : c'est la conclusion qu'on tire à la lecture du livre de Victor Farias qui convainct de nazisme l'un des plus grands penseurs du siècle : Heidegger.

On a rarement consacré autant de place à la philosophie sociale et politique. Les ouvrages parus sur le libéralisme ont en communie refuser l'interventionnisme de l'État dans la vie sociale : ainsi, État modeste, État moderne de Michel Crozier. Les idéologies dogmatiques ne font plus recette ; Christian Michel, dans la Liberté, deux ou trois choses que je sais d'elle, propose le référendum comme moyen de rendre la parole au peuple :

le libéralisme se veut là repensé, lu-

cide et novateur. Ceux qui y voient

la liberté livrée au bon vouloir des

puissants déplorent le triomphe de

son corollaire, l'individualisme : Luc

Ferry et Alain Renaut analysent les

Itinéraires de l'individu.

Alors que, comme beaucoup, Gianni

Vattimo annonce la Fin de la moder-

nité, ce siècle s'achève dans l'angoisse :

Michel Henry dit la destruction de

l'humain par la science, la technique

et les médias dans la Barbarie. Faut-il

croire avec Glucksmann que le doute

cartésien permet de maîtriser les er-

reurs (Descartes, c'est la France), ou

avec Jurgen Habermas, à la nécessité

d'un rationalisme actualisé (Profils

philosophiques et politiques) ?

FRANÇOISE DEVILLERS

Un phénomène

de mode ?

La réponse à un tel débat est, en fait, affaire d'appréciation personnelle. L'historien, toutefois, peut contribuer à éclairer le débat, en le replaçant en perspective. Et en répondant d'abord à cette question : sommes-nous, pour ce qui concerne ces trois ouvrages et leur écho, devant un simple phénomène de mode, sans racines et sans lendemains ? En fait, un succès de librairie, dans la catégorie « Études, essais, documents », est souvent, directement ou indirectement, le reflet d'interrogations formulées par une communauté à une date donnée. Ce qui ne leur confère pas forcément le prestige de la longue durée, mais leur enlève le caractère fugace de la mode.

Les exemples abondent pour illustrer ce phénomène de résonance. Ainsi, en
downloadModeText.vue.download 408 sur 517

avril 1955, les Nouvelles littéraires puis l'Express publient une enquête sur les plus grands succès de l'édition française depuis dix ans. Cent cinquante titres, dont cent romans, ont connu des ventes

supérieures à 60 000 exemplaires. Or, si Roger Frison-Roche, avec les 350 000 volumes vendus de la Grande Crevasse, se retrouve 8e au palmarès des ventes, juste devant Pierre Daninos (les Carnets du Major Thompson, 340 000), si André Soubiran vend 300 000 exemplaires de chacun des tomes de ses Hommes en blanc, et si, inversement, Jean-Paul Sartre n'apparaît qu'à la 51e place, avec les Mains sales (140 000), les cinq premiers titres vendus entre 1945 et 1955 sont des productions dérivées de la guerre. Elles évoquent le conflit qui s'est achevé après Hiroshima (Pierre Clostermann, le Grand Cirque, 2e, 527 000, et Vercors, le Silence de la mer, 5e, 420 000) ou la guerre froide dans laquelle baignent ces années, reflétée sur un registre comique – Giovanni Guareschi, vainqueur absolu, avec les 798 000 volumes vendus du Petit Monde de Don Camillo – ou dramatique : Victor Kravchenko et Arthur Koestler, respectivement 3e et 4e avec J'ai choisi la liberté, 503 000, et le Zéro et l'Infini, 450 000.

Cette osmose entre la production littéraire et son temps est-elle propre à un après-guerre à forte densité historique et à forte teneur idéologique ? Assurément non : pour des périodes apparemment plus calmes, cette production littéraire reste un miroir tendu, nous renvoyant le reflet de nos interrogations et de nos polémiques. Prenons, par exemple, la période à la charnière des années 1970 et 1980, tournante aussi bien dans le domaine du débat intellectuel intérieur que dans celui

des relations internationales. À travers les « essais » qui rencontrèrent alors quelque écho, trois tendances au moins apparaissaient : la remise en cause, à gauche, des grands modèles (Bernard-Henri Lévy, la Barbarie à visage humain, 1977 ; Claudie et Jacques Broyelle, Apocalypse Mao, 1980) ; de là, d'une part un ébranlement du milieu intellectuel et l'actualité – et donc le succès – de sa radiographie (Hervé Hamon et Patrick Rotman, les Intellocrates, 1981), d'autre part la consécration vespérale de Raymond Aron (le Spectateur engagé, 1981 ; Mémoires, 1983) ; enfin, et surtout, une interrogation sur l'organisation de l'Union soviétique, sociale (Nina et Jean Kéhayan, Rue du prolétaire rouge, 1978 ; Mikhaïl Voslensky, la Nomenklatura, 1980) et politique (Hélène Carrère d'Encausse, l'Empire éclaté, 1978), interrogation avivée par les tensions interna-

tionales après l'intervention soviétique en Afghanistan (Richard Nixon, la Vraie Guerre, 1980 ; Jean-François Revel, Comment les démocraties finissent, 1983).

À la confluence de l'identité

et du patrimoine

Ainsi éclairés, les succès de l'année 1987 prennent donc une lumière accrue, et l'approche historique de leur contenu redevient légitime. Ces analyses, on l'a vu, s'articulaient autour de trois problèmes : la nature de la culture, l'identité des acteurs culturels et le problème du statut et du rôle des intellectuels.

Il faut dissiper, d'emblée, deux possibles malentendus. D'une part, aucun des trois auteurs n'a définitivement clos le débat sur cette question apparemment simple : qu'est-ce que la culture ? Il y a
downloadModeText.vue.download 409 sur 517

douze ans, dans Histoire de mots, le politologue Philippe Béneton avait recensé 161 définitions du mot. Il y a fort à parier que le stock, depuis, s'est encore enrichi. D'autre part, les réflexions sur le danger de banalisation de la notion de création culturelle ne datent pas d'hier. Pour s'en tenir aux sociétés occidentales nées des révolutions industrielles successives, observons, par exemple, qu'Aldous Huxley prédisait déjà en 1932, dans le Meilleur des mondes, entre autres périls, une civilisation où l'inflation médiatique engendrerait une sorte de sous-culture et atrophierait la pensée.

Littérature mondiale

Les « Belles Étrangères », l'opération menée par le ministère de la Culture pour familiariser le public avec les littératures venues d'ailleurs, a confirmé la vitalité du roman d'Amérique latine : le réalisme magique du Llano en flammes, de Juan Rufflo, ou de l'Ancêtre, de Juan José Saer, n'a d'égal que la poésie de la Plantation, de Reinaldo Arenas. La péninsule Ibérique a révélé une exubérance sensuelle longtemps réprimée : ainsi,

de Leopoldo Alas, la Régente, au parfum de scandale, ou le Dieu manchot, baroque et persifleur, de José Saramago. L'Italie parlant d'elle-même exorcisait aussi ses démons à travers les Nouveaux Libertins, de Vittorio Tondelli, et Atlas occidental de Daniele Del Giudice. La charge sociale est venue d'Angleterre, avec la traduction de Mrs Craddock, de Somerset Maugham : le roman de cette Bovary victorienne est aussi permissif que la Fleur foulée aux pieds de Ronald Firbank. Phyllis Daphne James (Un certain goût de la mort) disputa à Ruth Rendell (Vera va mourir) le titre de Queen of crime.

Venant d'Allemagne, on a découvert le nouveau Süskind (le Pigeon), mais surtout Trame d'enfance, de Christa Wolf, cette courageuse mémoire du nazisme au quotidien. L'URSS a voulu faire oublier le pogrom de 1958 en réhabilitant Boris Pasternak, l'auteur du Docteur Jivago. On a reconnu en France, parmi les talents des États-Unis, Thomas Pynchon (Vente à la criée du lot 49) ; quant au dernier des grands romanciers d'avant-guerre, Erskine Caldwell, il est allé rejoindre le Petit Arpent du Bon Dieu.

Du Japon nous sont parvenues les voix d'Akutagawa (la Vie d'un idiot, et autres nouvelles) et de Kazuo Ishiguro (Un artiste du monde flottant), qui disent les déchirements indivi-

duels dans une société en colossale

mutation. Enfin, on dit de John Mary

Coetzee, d'Afrique du Sud, qu'il est

l'écrivain prophétique de notre temps.

FRANÇOISE DEVILLERS

Mais il est vrai que la question a pris, au fil des ans, une acuité plus grande, liée notamment à l'essor de la télévision. D'autant que cet essor toucha aussi l'imprimé, forme jugée noble et supposée davantage à l'abri des formes de banalisation culturelle. Lancé en 1960, Télé 7 jours dépasse déjà les 2 millions d'exemplaires en 1965 et s'affirme bientôt, par sa diffusion, comme le premier titre de la presse française. Les arguments contre la télévision sont alors d'autant plus aigus que la France, jusqu'en 1964, n'a qu'une chaîne et qu'il faudra attendre 1972 pour qu'elle en ait trois. Les défenseurs peuvent, inversement, ar-
downloadModeText.vue.download 410 sur 517

guer qu'une telle situation de monopole peut faire du petit écran un formidable instrument culturel. Et de citer le retentissement d'émissions comme les Perses d'Eschyle, adaptés par Jean Prat et diffusés le 31 octobre 1961. À quoi les adversaires de la télévision répondent qu'il ne s'agit là que d'alibis destinés à masquer un crime d'abaissement culturel généralisé.

Théâtre

Le théâtre se voit contraint, pour survivre, de se donner des moyens, des héros et un langage nouveaux : malgré Vitez et le Soulier de Satin, le quarantième festival d'Avignon a paru s'essouffler ; à la Comédie-Française, la longue grève des techniciens a refroidi les fidèles, et les Dialogues des carmélites ont été joués hors les murs... Mais les créateurs, tel Patrice Chéreau, sont-ils assez à l'écoute des désirs du public quand ils montent d'austères spectacles dont l'action se réduit à une joute oratoire, comme Dans la solitude des champs coton ? Les spectateurs pourtant sont là

quand Hossein leur offre son théâtre généreux, fait d'eux les jurés émus de l'Affaire du courrier de Lyon, ou leur livre le brio fou de Belmondo dans Kean, et quand Jérôme Savary leur donne l'éblouissante fête musicale de son Cabaret.

Mnouchkine a recours au mécénat privé pour soutenir l'Indiade, sa nouvelle épopée historique. Des metteurs en scène annoncent le théâtre du XXIe siècle en mêlant cinéma et vidéo : c'est l'ingénieux Manoë, de Marc Hollogne. D'autres créent une imagerie pleine d'inventions : ainsi, ce Marivaux masqué et canaille d'Alfredo Arias, ou ce Georges Dandin géorgique de Planchon. Quand Michel Bouquet est un Malade imaginaire aussi sublime, les classiques se portent bien ; de même, quelle jubilation dans la fantaisie que le Mariage de Figaro à Chaillot, ou Genousie, de Obaldia, avec Danièle Lebrun, à l'Odéon. Et quel chant d'amour devient Polyeucte, à la lumière de Jorge Lavelli...

Des auteurs s'affirment : Claude Rich (Une chambre sur la Dordogne), mais surtout Robert Pinget et son humour désarmant les certitudes humaines.

La Comédie-Française se dote d'un nouveau rideau de scène, flamboyant, oeuvre du peintre abstrait Debré. Patrimoine et modernité, c'est, en 1987, la double aspiration du théâtre : celui des Champs-Élysées, par sa somptueuse rénovation, en témoigne.

FRANÇOISE DEVILLERS

Si des réalisateurs de télévision entendaient faire ainsi oeuvre de création culturelle, le débat, longtemps, est resté formulé en termes de concurrence : la télévision faisait de l'ombre à la culture, mais, aux yeux du plus grand nombre, elle n'en faisait pas partie. Puis, dans les années 1970 et surtout 1980, le modèle concurrent devint conquérant. La massification des pratiques télévisuelles fit acquérir au médium un statut culturel de plein droit. On parla moins de culture que de pratiques culturelles, et le petit écran y occupait une place centrale, avec sur ses flancs, également intronisées au rang de supports culturels, la bande dessinée et la musique autre que « classique ». D'où le débat, qui porte sur une définition jugée diluant de la culture.
downloadModeText.vue.download 411 sur 517

Ce débat, on le voit, n'est pas neuf et l'année 1987 n'est pas, à cet égard, spécifique. La question de la culture de masse et de son statut par rapport aux arts dits majeurs est une donnée devenue structurelle, même si, semble-t-il, les quinze dernières années ont encore amplifié le poids de ces pratiques de masse. Ce constat de non-spécificité ne fait pourtant que déplacer la question : pourquoi une gerbe de livres sur le sujet en cette année 1987 et, surtout, pourquoi un tel écho ?

Deux données conjoncturelles ont pu jouer. D'une part, le bouleversement en quelques mois du « paysage audiovisuel français » a amplifié l'écho des interrogations sur le rôle de la télévision. Et, à travers ce bouleversement, c'est plus largement encore l'explosion des techniques de communication audiovisuelles depuis quelques années qui apparaît en toile de fond, de la télématique aux satellites de télécommunication et aux réseaux « câblés ». D'autre part, et sur un autre registre, la publication de ces trois ouvrages intervenait quelques mois à peine après la contestation lycéenne et étudiante de décembre 1986. Par-delà les interprétations qu'a suscitées ce mois de mai en décembre, les observateurs, une fois passés les événe-

ments eux-mêmes, se sont interrogés sur le profil culturel d'une génération qui plaçait Renaud, Daniel Balavoine et Coluche sur le devant de la scène. Vingt-neuf ans plus tôt, en décembre 1957, l'Express, radiographiant la « nouvelle vague », isolait une autre triade : Sartre – Gide – Mauriac. Et les observateurs des cadets de 1986 de conclure à une génération du regard et de l'image. Le débat du printemps suivant, on le voit, surgissait tout à propos. D'autant qu'Allan Bloom axait une large partie de

son argumentation sur le milieu étudiant, à ses yeux culturellement fléchissant.

Cette donnée liée à la proche actualité ne suffit bien sûr pas à expliquer le succès du livre d'Alain Finkielkraut et l'écho rencontré par celui d'Allan Bloom. Entre la montée structurelle de la culture de masse et le conjoncturel d'un mois de décembre agité, il faut sans doute aussi chercher du côté du moyen terme d'une société française s'interrogeant, en cette décennie, sur son identité. Le succès, en cette fin d'année 1987, de l'Histoire de France de Georges Duby et d'Emmanuel Le Roy Ladurie, et celui, les années précédentes, des fortes méditations de Fernand Braudel sur l'Identité française viendraient, du reste, le confirmer s'il en était besoin.

À y regarder de plus près, là est probablement l'essentiel. Dans une communauté française parcourue de forces antagonistes (la flambée régionaliste, forte dans les années 1970, et un environnement médiatique faisant du monde un vaste parvis) et s'interrogeant sur ses fondements (polémique sur l'immigration, controverse sur le Code de la nationalité), les notions d'identité et de patrimoine se retrouvent au coeur de la mêlée. Et la culture, qui est précisément à la confluence de ces deux notions, devient fort logiquement le point focal du débat : à la fois point de repère – boussole – et de référence – chronographe –, elle aide une société à se définir dans l'espace et dans le temps.

L'histoire culturelle : une définition large

On comprend mieux, dès lors, que la question de la définition de la culture, qui n'est pas neuve, se soit retrouvée en pre-

mière ligne du débat intellectuel. Certes, son millésime 1987 découle en partie de l'actualité (événements de décembre 1986, concomitance de la publication des trois livres en mars 1987) et procède, de ce fait, en partie du conjoncturel. Mais c'est aussi le point de cristallisation – qui aurait pu se produire un peu plus tôt ou un peu plus tard – de tensions et d'interrogations qui parcourent la société française. Du coup, on le voit, le succès rencontré par les trois livres est objet d'histoire.

Littérature française

La baisse de la vente des livres en 1987 est-elle due à une production pléthorique ? à une promotion médiatique qui parle moins du livre que de l'auteur même ? aux phénomènes économiques de l'heure ? Tout à la fois. Et puis, dit-on, les Français lisent peu. Pourtant, certains auteurs gardent leurs fidèles, comme Max Gallo (la Route Napoléon) ou Sulitzer (la Femme pressée). Les romanciers se sont plu à la chronique de ce siècle : En avant, calme et droit, de François Nourissier, le Démon de

l'oubli, de Michel del Castillo, et les Passions partagées, de Félicien Marceau, se déroulent pendant la dernière guerre. L'histoire de l'Amérique a aussi suscité quelques sagas : l'Adieu au Sud (Maurice Denuzière), les Pays lointains (Julien Green), et surtout le bel opéra guerrier d'Yves Berger, les Matins du nouveau monde. Comme Lucien Bodard, qui nous a fait encore partager sa passion de la Chine (les Grandes Murailles), les auteurs ont souvent puisé sur d'autres rivages la matière de leurs fictions : ce que l'Italie est à Jean-Olivier Tedesco, dans sa passionnante Symphonie byzantine, Tanger l'est à Daniel Rondeau, qui inaugure ainsi la nouvelle maison d'édition Quai Voltaire.

Tant d'exotisme peut-être, parce que, plus près de nous, il n'est que paradis perdu. En témoigne la nostalgie de nos histoires familiales : le Regard de Vincent, d'Anne Philipe, et Maison de famille, de Denis Tillinac. Quand la lit-

térature a parlé d'amour, elle a donné deux livres désespérés : Ève, de Guy Hocquenghem, et le Visiteur de hasard, de Patrick Drevet. Les auteurs ont aussi célébré des figures féminines : Maryse Condé, avec Moi, Tituba, sorcière noire de Salem, et Angelo Rinaldi dans son
downloadModeText.vue.download 413 sur 517

roman proustien, les Roses de Pline. Proust, justement, est entré désormais dans le domaine public et les éditeurs se sont mis à la recherche du temps perdu... Les premiers romans ont eu l'humeur drolatique sous la plume féroce ou surréaliste de Geneviève Brisac (les Filles), et de Richard Jorif (le Navire Argo).

Une biographie de Romain Gary a révélé un auteur, Dominique Bona, et on a beaucoup lu celle de Jacques Chirac, de Franz-Olivier Giesbert. Alors que le ministre de la Culture empêchait la vente aux enchères, à l'étranger, du manuscrit d'Émile Zola, J'Accuse, en classant le document, la production, en matière d'essais politiques, précédait l'actualité : elle nous valait, avec bonne humeur, le Nouveau Président d'Olivier Duhamel, et une Histoire de la Révolution française, d'André Castelot. Enfin, un essai scientifique, la Statue inté-

rieure, de François Jacob, a confirmé la

jeune maison d'Odile Jacob.

FRANÇOISE DEVILLERS

Mais l'historien, quel que soit la définition, large ou étroite, de la culture qu'il admet à titre privé en tant que citoyen confronté à un débat concernant la communauté nationale à laquelle il appartient, se gardera bien, dans l'exercice de son métier, de s'en tenir à l'acception étroite du mot culture. Car, en se cantonnant dans sa recherche aux arts dits « majeurs » et aux formes d'expression « nobles », il limiterait singulièrement sa perspective. Par la force des choses, l'histoire des pratiques culturelles se situe, en effet, à la croisée de l'étude de la création et de l'observation de sa diffusion dans un groupe humain donné.

Certes, elle placera au coeur de son étude l'activité créatrice, dans l'ordre de la pensée et de l'expression. Mais elle ne peut s'en tenir à une simple nomenclature des oeuvres artistiques ou scientifiques passées à la postérité et aspire légitimement à déboucher sur l'histoire des représentations collectives à une date et dans une situation données. Pour l'historien, la culture est à la fois un miroir et un reflet, et toute activité créatrice, dans sa réception par un groupe donné, relève de l'émotion et du goût, qui sont eux aussi des objets d'histoire.

Ce qui colore une civilisation dans la mémoire collective, ce sont, avant tout, le « beau » ou ses vestiges, mais aussi les formes de « divertissement » – au sens pascalien du mot –, et donc l'imaginaire et le rêve. En d'autres termes, les activités de loisir ne sont pas forcément culturelles, mais l'histoire socioculturelle se doit d'étudier ces heures entre travail et sommeil, car c'est en leur sein que s'épanouit la culture, entendue non seulement comme phénomène de création, mais aussi de réception.

Une crise

des intellectuels ?

Mais cet historien du socioculturel, s'il peut admettre, dans sa pratique professionnelle, un tel élargissement de la notion de culture, doit en même temps

prendre la mesure des implications qu'une définition trop diluant entraîne dans la société qui l'entoure. Car les acteurs du culturel, dans un tel contexte, connaissent une transmutation considérable. C'était, du reste, on l'a vu, un second thème courant tout au long des
downloadModeText.vue.download 414 sur 517

trois livres. « En l'an 2000, déclara un jour Andy Warhol, tout le monde sera célèbre un quart d'heure. » Derrière la boutade apparaît une incontestable réalité : sera célèbre qui accédera aux médias. Or, dans une définition large des pratiques culturelles, prendre les médias comme on a pris la Bastille introduit d'emblée dans le monde des hommes de culture, en d'autres termes les intellectuels. Le prestige médiatique est-il en train de remplacer, de ce fait, le prestige intellectuel ? Incontestablement, un glissement s'est peu à peu amorcé, dont témoignait notamment le statut, évoqué plus haut, de « maîtres à penser » de la jeunesse de chanteurs ou de fantaisistes. L'émotion après la mort de Coluche et l'attitude quasi sacrale qu'eurent alors les médias sont, à cet égard, significatives.

Les journalistes et les artistes, par fonction en prise directe sur ces médias, sont-ils en train de devenir de « nouveaux intellectuels », diffuseurs de ce qu'un ouvrage paru à la fin de 1987 a appelé la « soft-idéologie », qui gomme les joutes idéologiques dont les intellectuels classiques étaient les hérauts ?

Architecture

Le nouveau musée d'Orsay aménagé par Gae Aulenti et l'équipe d'ACT-Architecture dans la nef de verre et d'acier de Victor Laloux avait été inauguré fin 1986 par François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac sur un mode très cohabitationniste à peine troublé en 1987 par le refus d'Édouard Balladur de quitter la rue de Rivoli, perturbant ainsi la réalisation du Grand Louvre.

L'année du centenaire de la naissance

de Le Corbusier offre l'occasion de mesurer le contraste existant entre l'éclectisme de la production architecturale actuelle et le militantisme théorisateur de ce père de l'architecture moderne. En architecture comme ailleurs, l'heure n'est plus aux grandes idéologies et l'exposition Nouvelles Tendances du centre Georges-Pompidou, où la projection semble ne plus pouvoir s'exprimer qu'en termes de métaphores et d'ellipses discursives ou de clins d'oeil, aura permis de s'en rendre compte.

Premier pas vers la libre circulation des idées, des capitaux et des hommes promise à l'horizon de 1992, la directive européenne Architectes, entrée en vigueur le 20 août, précise les obligations et les droits des architectes européens désirant exercer dans les différents pays de la CEE.

1987 aura ajouté une page au catalogue d'architecture contemporaine que devient, année après année, le parc de la Villette. Avec son pôle de restaurants postmoderne, le Catalan Oscar Tusquets prend place à côté d'A. Fainsilber, de B. Tschumi et de Ch. de Portzamparc. Cette année

nous offre l'occasion de nous arrêter sur deux personnalités marquantes de l'architecture française : J. Nouvel et H. Gaudin. Tous deux ont opéré avec talent un dialogue entre le modernisme et la tradition, islamique pour J. Nouvel et son Institut du monde arabe, gothique dans le cas de l'extension de l'hôtel de ville de Saint-Denis, où H. Gaudin a su résoudre sa confrontation avec la célèbre basilique de l'abbé Suger.

JACQUES FLORENT
downloadModeText.vue.download 415 sur 517

Bernard-Henri Lévy, on l'a vu, posait la même question avec l'image du « Sartron ». Mais le constat était moins pessimiste puisque les « intellectuels du 3e type » empêcheraient, par leur existence, une telle dilution des enjeux et des acteurs. Ce qui renvoie au troisième thème des ouvrages de Finkielkraut, de Bloom et surtout de Lévy : la définition et le rôle des intellectuels. Là encore, le problème ne surgit pas ex nihilo en 1987. Toute une littérature endogène existe, faite d'autodéfinitions, d'auto-proclamations, d'autojustifications ou d'autocritiques, voire d'auto-flagellations. À tel point que ce salon de « l'auto » est une mine pour l'historien des intellectuels. Mais, ce qui confère à la question son actualité, c'est la crise qu'a connue, depuis une douzaine d'années, le milieu intellectuel français, notamment à gauche. Cette douzaine d'années a sonné le glas de bien des illusions. Il faut, pour prendre la mesure de l'évolution, se reporter vers le milieu de la décennie précédente. À cette date, la culture politique de gauche imprègne encore largement le milieu intellectuel. Certes, dans ce milieu, le

modèle soviétique a subi depuis 1956 une lente mais irréversible érosion et l'intelligentsia communiste, écaille après écaille, a constitué la grande masse des « ex », ces anciens du parti qui, devenus sexagénaires, sont aujourd'hui souvent aux postes de commande de la presse, de l'édition et de l'université. Mais d'autres modèles de référence – Cuba, la Chine et, plus largement, le tiers monde – avaient pris le relais, assurant le maintien sur le devant de la scène idéologique d'une gauche en position dominante. La suite est connue. L'« effet Soljenitsyne », à partir de 1974, puis les événements survenus dans la péninsule indochinoise – boat people au Viêt-nam, tragédie cambodgienne – ont fait basculer cette gauche intellectuelle dans une phase que Jean-Claude Guillebaud, dans un livre publié en 1978 (Éd. du Seuil), a appelée celle des « années orphelines ». Orphelines de ses modèles et aussi de ses maîtres penseurs, disparus physiquement ou intellectuellement à la charnière des deux décennies (Sartre, Lacan, Barthes, Althusser) ou plus avant dans les années 1980 (Foucault). De là, deux phénomènes connexes qui marquent le paysage idéologique des années 1980. D'une part, par un phénomène d'appel d'air, la droite libérale, dont les intellectuels avaient surtout jusque-là vécu sur les marges de ce paysage, s'y introduisit en force, cela expliquant notamment la gloire vespérale puis posthume d'un Raymond Aron, dont les Mémoires, publies un mois avant sa mort, seront, on l'a vu, le grand succès d'édition de l'automne 1983. D'autre part, en cette même année 1983, le porte-parole du gouvernement de Pierre Mauroy, Max Gallo, s'interrogea publiquement dans le Monde sur le peu d'enthousiasme d'une partie de la cléricature à soutenir ce gouvernement, lançant le débat passé à la postérité sur le « silence » présumé des intellectuels de gauche. Évoquant les très riches heures de la mémoire de gauche, et notamment le rôle des intellectuels au moment du Front populaire, il déclara, en effet : « Où sont les Gide, les Malraux, les Alain, les Langevin d'aujourd'hui ? » Le mot silence était sans doute excessif, mais il est bien vrai que les années 1975-1985 ont constitué pour ces intellectuels une période de trouble et d'interrogation.
downloadModeText.vue.download 416 sur 517

Même si depuis se sont amorcées en leur sein une restructuration et donc une évolution, c'est dans ce contexte de lendemain de crise intellectuelle que doit être replacé l'ouvrage de Bernard-Henri Lévy, qui, bouclant la boucle d'un siècle agité d'histoire des intellectuels, en revient, consciemment ou inconsciemment, aux intellectuels du premier type, ceux de l'affaire Dreyfus, porteurs des valeurs universelles.

Et on saisit mieux, dans ces conditions, l'inquiétude de nombre de clercs de 1987. Car à cette phase d'ébranlement spirituel est venue s'ajouter – et nous constatons ainsi que tous les thèmes portés par les trois livres sont, en fait, étroitement liés – une interrogation sur leur rôle et leur statut. L'amalgame qui les menace avec les vedettes médiatiques, hommes

du verbe sans être forcément hommes de la pensée, les touche dans leur essence ; il est souvent vécu, de ce fait, comme une usurpation. En ces dernières années du second millénaire, plus encore que leur fonction, logiquement soumise aux fluctuations du conjoncturel, c'est leur identité même qui leur semble être en jeu à travers une définition de la culture à géométrie variable.

JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lille III, Jean-François Sirinelli consacre ses recherches à l'histoire politique et socioculturelle de la France au XXe siècle. Il a publié, en collaboration avec Pascal Ory, une Histoire des intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours (Armand Colin, 1986). Sa thèse sur l'histoire de la génération khâgneuse et normalienne de Jean-Paul Sartre et Raymond Aron paraîtra à l'automne aux Éditions Fayard.
downloadModeText.vue.download 417 sur 517

Le renouveau du mécénat

Hier excentrique et démodé, le mécénat apparaît aujourd'hui comme l'un des thèmes privilégiés des années 80, réconciliant culture et initiative

privée,
création et entreprise.

Le Crédit Lyonnais restaure la salle Pleyel, Cartier crée une Fondation, IBM se fait l'argentier d'expositions prestigieuses telles que Bonnard, Renoir et les impressionnistes, la peinture espagnole, du Greco à Picasso, la BNP parraine Turandot de Puccini à Bercy, le CIC, avec spectacle de rayons laser à la clé, participe à la restauration des huit statues monumentales de la place de la Concorde, le sauvetage de l'Arc de triomphe va faire appel à la générosité de grandes entreprises et de particuliers... En deux ou trois années, ce type d'information nous est devenu familier, a cessé de nous étonner. Il dissimule pourtant ce qui, toutes proportions gardées, apparaît, à bien des égards, comme une véritable « révolution culturelle » : la rencontre de deux réalités hier étrangères, sinon ennemies, la culture et les affaires. Une invention des années 80, dont notre pays, féru de culture d'État, s'est, toutes colorations politiques confondues, entiché, à coups d'initiatives, de colloques, de prix et, désormais, d'une loi sur le mécénat. Intitulée à l'origine Initiative et liberté, elle a été promulguée le 23 juillet 1987, afin de « concilier l'intérêt général et

l'initiative privée ». Qui aurait pu croire, il y a cinq ans à peine, qu'une des issues de la crise serait le mariage de la création et de l'argent privé ?

Une vieille idée

toute neuve

Un regard en arrière sur la notion de mécénat, courante au cours des siècles, montre plutôt que, loin de se réduire à un amour éthéré des formes esthétiques, l'action du mécène, jamais gratuite, repose toujours sur une forte dimension sociale. Le mot provient de Caius Cilnius Maecenas, conseiller d'Auguste et « sponsor », si on ose l'écrire, de Virgile et d'Horace, à qui il ouvrit les portes de son palais romain. Mais le mécénat existait avant Mécène et disposait, dans le monde antique, d'un rayonnement bien plus large que le simple encouragement des arts et des lettres. Mécénat d'État – en Égypte pharaonique ou dans la Rome impériale – ou privé – chez les notables des villes grecques et hellénistiques –, il était une véritable obligation morale, à la-

quelle il était quasiment impossible de se
downloadModeText.vue.download 418 sur 517

CULTURE

417

soustraire. En finançant temples, édifices publics ou religieux, en offrant de nombreuses libéralités, y compris les fameux jeux du cirque, les « évergètes », comme il convient de les qualifier, contribuaient tout autant au bien-être de la collectivité qu'à leur propre renommée...

Décrite par Aristote, l'évergésie signifie la « bienfaisance », c'est-à-dire la noble action de faire le bien, donnant ainsi à apprécier l'excellence d'une position sociale. « Le pauvre qui essaie d'être magnifique est un sot », raillait d'ailleurs le philosophe dans son Éthique à Nicomaque. Jouant le rôle de façades prestigieuses, l'évergétisme ou le mécénat soulignent les responsabilités comme la distance du pouvoir. C'est avec cette double connotation que le second terme traversera les siècles, des grandes familles italiennes de la Renaissance, tels les Médicis, aux favoris des monarchies absolutistes, un Mazarin ou un Fouquet, et aux fortunés « amoureux des arts » des XIXe et XXe siècles, les Rothschild ou les Noailles. Sans surprise, avec la naissance d'un art contestataire – « Je hais les mécènes », dira Courbet – et l'essor de l'État moderne, garant de l'intérêt général, notamment en matière de patrimoine artistique ou architectural, le « grand mécénat » va décliner jusqu'à apparaître comme un caprice excentrique, celui de milliardaires américains tels Paul Getty.

Pour que la vieille pratique du don ostentatoire renaisse, il fallait une remise en cause des rapports public/privé. De l'éclipsé de l'État-providence à la vogue de l'entreprise et de l'initiative privée, les années 80 vont être propices à la vigoureuse renaissance d'un geste d'antan devenu presque anachronique. Comme l'analyse

l'historien Paul Veyne dans le Pain et le Cirque : « L'évergétisme implique donc que les décisions relatives à certains biens collectifs, dont des mécènes font la dépense, échappent à la souveraineté de l'État et sont prises par les mécènes eux-mêmes. »

Danse

État de choc. Quelle année ! Les professionnels ont du mal à le croire : 1987 sera l'année de la reconnaissance. Les pouvoirs publics ont enfin pris des décisions, les plus grandes troupes étrangères ont manifesté leur respect aux artistes français, les maîtres ont été honorés, les jeunes créateurs encouragés. François Léotard a annoncé que 1988 serait l'année de la danse. Pour la préparer, il a instauré une Délégation de la danse au sein de la Direction de la musique. C'est à Brigitte Lefèvre, ancienne créatrice et responsable du théâtre du Silence, qu'a été confiée la mission de donner à l'art chorégraphique autonomie et lettres de noblesse. Le budget 1988 de la danse sera augmenté de 27 millions de francs (+ 40 p. 100), non compris la dotation de l'Opéra. Le ministre a décidé la création d'un Conseil supérieur de la danse présidé par Maurice Eisner.

Les petits rats de l'Opéra disposent désormais d'une nouvelle école située à Nanterre. Stimulée, après avoir été très découragée en 1986, la profession coordonne ses actions en créant Perspective 88.

Loin des bureaux, la Nuit blanche de la danse a laissé un souvenir durable : elle a été marquée par la rencontre, à

downloadModeText.vue.download 419 sur 517

Léningrad, du Ballet du XXe siècle de Béjart et du Kirov, qui est également venu à Paris clore l'année et lancer 1988 sur le thème des échanges franco-russes. Une autre ligne de relations privilégiées s'est ouverte entre Paris et New York. Les attaches aux racines européennes sont cependant

vivaces ; Janine Charrat et Serge Lifar ont été honorés par leurs disciples, même si Martha Graham fit l'objet d'un véritable culte au festival d'Avignon, témoignant que la France reste une éternelle terre d'accueil. Le nouveau festival de Paris créé par Jacques Chirac offrira une occasion supplémentaire de le prouver.

Même si nous n'avons pas obtenu Béjart, qui a abandonné Bruxelles pour Lausanne, la danse tous azimuts, c'est pour 1988.

CATHERINE MICHAUD

La longue marche du mécénat privé

Retrait de l'État d'abord. En France, celui-ci sera long à se dessiner. En 1965, André Malraux, ministre d'État et ministre de la Culture, écrivait : « Je me préoccupe de provoquer en France un véritable mécénat culturel à l'exemple de ce qui existe à l'étranger, notamment aux États-Unis. » Cela déboucha sur le « rapport Pomey », du nom d'un conseiller d'État qui sut défricher le maquis juridique existant, avec pourtant une conséquence paradoxale. La puissance publique, bien que désireuse de favoriser l'essor du mécénat privé, restait méfiante à l'égard de l'initiative des particuliers et allait enfermer celle-ci dans une tutelle contraignante, via d'obligatoires fondations d'« utilité publique », agréées après de longs contrôles administratifs. Créée en 1969, la Fondation de France symbolisait cette démarche contradictoire. Les choses mirent du temps à évoluer au cours des années 1970. Il fallut attendre Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication de 1978 à 1981, pour voir l'État prendre à nouveau ouvertement position en faveur du mécénat, en

éditant notamment la brochure le Mécénat en France (1980). L'accueil fut d'abord négatif. Mais le climat allait totalement changer avec les années 80.

Prenant en 1979 la tête de l'association Admical sur la suggestion de trois jeunes professionnels de la communication, Patrick d'Humières, Pierre-Antoine Huré et Axel Leblois, Jacques Rigaud, président de Radio-Télé-Luxembourg et de l'établissement public du musée d'Orsay, allait d'abord se faire l'inlassable propagandiste de l'idée de mécénat, suscitant dès juin 1980 les premières Assises annuelles du mécénat, publiant une lettre d'information trimestrielle, décernant régulièrement des Oscars, donnant ainsi ses lettres de noblesse à une activité encore très floue. L'État embrayait le pas, mais à deux vitesses. Devant un parterre d'intellectuels, le colloque international de la Sorbonne, en février 1983, célébrait les retrouvailles symboliques de la culture et de l'économie, une réconciliation encouragée très médiatiquement, courant 1985, par la brochure Mécénat, mode d'emploi, tirée à 300 000 exemplaires et un premier aménagement du cadre juridique et fiscal du mécénat.

Libéralisme oblige, la loi du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat, élaborée par le ministre de l'Économie
downloadModeText.vue.download 420 sur 517

et des Finances en personne, Édouard Balladur, représente en fait une remarquable victoire de l'État français sur... lui-même. Les incitations fiscales – lire les abattements d'impôts consentis par le trésor public –, sensiblement élargies, couvrent en outre un champ d'activité beaucoup plus large que la seule culture, puisqu'elles englobent « les dons effectués au profit d'oeuvres ou d'organismes d'intérêt général, de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la défense du patrimoine artistique ou de l'environnement naturel ». Dans ce cadre, les dons des entreprises deviennent globablement déductibles à hauteur de 2 p. 1 000 du chiffre d'affaires et à 3 pour les associations reconnues d'utilité publique

et les établissements d'enseignement artistique agréés. Avec une innovation : l'amortissement sur dix ans des oeuvres d'art acquises par une société, à condition qu'elles soient exposées au public, puis cédées à l'État, une façon originale d'« enrichir le patrimoine artistique national » (François Léotard). Les particuliers ne sont pas oubliés, et se voient accorder des « crédits d'impôts », d'un montant annuel progressif.

Mais l'essentiel de la loi est ailleurs. Dans le rapprochement et la simplification des statuts des fondations et associations afin de stimuler l'initiative privée au sens large. Ainsi, de simples associations pourront désormais recevoir, sans agrément particulier, des dons, voire bénéficier du régime fiscal d'une fondation en ouvrant un compte chez l'une d'elles. Enfin, la reconnaissance d'utilité publique interviendra non plus a priori mais a posteriori. Au total, le désengagement de

l'État est sensible : aux côtés de la culture et de la création, il s'agit d'amorcer un redressement du financement privé en faveur d'autres domaines, recherche ou santé. Quoique la tradition colbertiste ne perde pas tout à fait ses droits : la mise en place, le 25 mars 1987, d'un Conseil supérieur du mécénat, présidé par Michel-David Weill, installe un garde-fou en matière d'accords de partenariat État-entreprises-organismes culturels. S'inspirant du modèle incitatif américain, le Conseil, assisté de quatre commissions, n'accordera de subventions que si ces derniers ont déjà pu trouver ailleurs une part de mécénat. Une clause qui ne satisfait ni les partisans d'un désengagement total de la puissance publique, ni ceux qu'effraie la perspective de voir systématiquement l'entreprise privée à l'origine d'un projet culturel.

Musique

Que l'on soit compositeur, interprète ou ministre, mort ou vif, français ou étranger, seul ou accompagné, le one man show est de rigueur. De la simple journée à Radio-France, pour Franco Donatoni, au festival complet, les manifestations ont misé sur le thème de l'homme seul. Berlioz a gagné la partie à Lyon avec la version authentique des Troyens, tandis que l'orchestre de Paris s'en remettait à Wa-

gner pour faire de provisoires adieux à son public. Vint plus modestement le tour de Ravel : la France a célébré le cinquantième anniversaire de sa mort, avec l'intégrale de son oeuvre donnée au Châtelet. Autres anniversaires discrets : celui de Villa-Lobos (né en
downloadModeText.vue.download 421 sur 517

1887) et celui d'Albert Roussel. Mais l'homme de l'année reste Lully, réhabilité d'abord par l'Association départementale d'information et d'action musicale des Yvelines, organisatrice des manifestations versaillaises (exposition, colloque, concerts) puis par l'Opéra de Paris (salle Favart) qui donna Atys, l'oeuvre préférée de Louis XIV. Le dixième anniversaire de la mort de Maria Callas a été aussi commémoré avec faste. Face au passé, le présent fêtait les dix ans de l'IRCAM, les vingt ans de l'Orchestre de Paris et les soixante ans de Rostropovitch. Célébrations moins prenantes toutefois que les évocations, ou les hommages rendus aux grands contemporains : Luigi Nono au Festival d'automne avec Prometeo ; Stockhausen non stop à Montpellier ; Landowski, dont on a découvert Montségur ; Olivier Messiaen, au centre Acanthes pendant le festival

d’Avignon ; Ligeti, compositeur de l’été

au Festival estival. Résistant à cette

vague de vedettariat, quelques jeunes

voix françaises se sont fait entendre.

Il sera d’autant plus démodé de parler

de la pénurie de chanteurs en France

que force mesures ont été prises grâce

à François Léotard, qui réforme l’ensei-

gnement artistique, prend en compte

les malheurs du palais Garnier et

poursuit les grands travaux.

CATHERINE MICHAUD

Cette longue prégnance étatiste explique le contraste entre la vogue du mot mécénat, porté par la mode libérale et l’air du temps, abondamment traité par les médias et sa réalité économique, encore fort modeste. Les chiffres en témoignent : près de 400 entreprises aident d’une façon ou d’une autre la création, soit moins de 1 p. 100 de l’effectif total des

entreprises françaises. Peu répandu, le mécénat culturel est aussi très concentré : à peine trente entreprises y consacrent plus de un million de francs par an, une demi-douzaine seulement dépassant les cinq millions, vite énumérées : Cartier (avec la Fondation Cartier pour l’art contemporain), le groupe FNAC-GMF, IBM, Total (Fondation Total pour la musique), le Crédit agricole (Fondation des pays de France)... Les sommes consacrées au mécénat sont certes en essor constant : environ 120 millions de francs en 1983-84, 300 en 1986, plus de 400 aujourd’hui, ce qui est presque négligeable au regard de celles injectées annuellement par l’État dans la culture : plus de 16 milliards de francs en 1986 ! Rien de comparable avec ce qui se passe par exemple outre-Atlantique, où 85 p. 100 de la production artistique et culturelle provient de sources de financement privées. Aux États-Unis, le mécénat est une responsabilité quasi civique, une habitude ancrée dans des esprits imprégnés du devoir de philanthropie. Celle-ci se tourne d’ailleurs priori-

tairement vers les oeuvres religieuses, la recherche scientifique ou l'éducation, la culture ne touchant que 6 p. 100 du total. On se gardera donc de surestimer la renaissance et l'avenir durable du mécénat dans notre pays, au tissu industriel composé de sociétés de taille et d'assise financière moyennes et à qui fait défaut une solide tradition de générosité privée.

L'entreprise citoyenne

Parler de mécénat aujourd'hui, c'est, on vient de le voir, parler essentiellement de mécénat d'entreprise. Si révolution il y a, elle réside surtout dans un renver-
downloadModeText.vue.download 422 sur 517

sement des valeurs au centre duquel se trouve l'entreprise privée. Le libéralisme originel, formulé par Adam Smith, ne connaissait pour celles-ci que la « main invisible » du marché économique. Graduellement, pourtant, l'essor des grandes firmes allait poser la question d'un pouvoir qui ne pouvait plus se contenter de camper économiquement au coeur de la société. À ce problème de légitimité, les grandes entreprises, américaines en premier lieu, vont répondre, au tournant du XXe siècle, par une politique active de philanthropie, complétée d'une nouvelle forme de publicité, dite publicité institutionnelle. Pourtant, si sophistiquée soit-elle, cette dernière échoue quand même à convaincre le public de la légitimité de la grande société.

Le mécénat permet précisément de contourner la difficulté parce qu'en lui-même, il est une preuve de citoyenneté. Comme l'écrit pertinemment Sylvère Piquet, l'auteur de Sponsoring et Mécénat, la communication par l'événement, « la participation à l'événement culturel est en soi la preuve de l'insertion sociale de la firme dans son environnement ». Point n'est besoin d'en rajouter. C'est au fond de l'autonomie même de cette « valeur » (qu'elle soit culturelle, sportive, médicale, etc.), à laquelle l'entreprise décide d'associer son nom, que l'action de mécénat tire son efficacité, son « bénéfice ». C'est pourquoi, avant de modifier le rapport de l'économie avec la culture et la société,

l’action de mécénat bouleverse la place de l’entreprise moderne au sein de celle-ci, à qui elle offre enfin un brevet d’insertion, un authentique « droit de cité ».

Alain-Dominique Perrin, président de Cartier et de la Fondation du même nom,

le disait très clairement dans le volumineux rapport qu’il avait remis en 1986 au ministre de la Culture : « l’entreprise veut s’intégrer à son environnement pour assurer la légitimité indispensable à son essor. (...) Nous sommes socialement responsables en favorisant la diffusion des chefs-d’oeuvre artistiques dans le public. Nous sommes des animateurs culturels et pas seulement des agents économiques. »

Variétés

Le retour des dinosaures

Heureusement qu’il y a eu les sixties : les idoles yéyé, les maîtres de l’amour en chansons et même les belles voix de l’avant-transistor ont fait les beaux jours de l’année. Depuis les sublimes retrouvailles avec Barbara, au Châtelet, revivant son éternelle histoire d’amour avec le public, jusqu’à l’émouvant retour d’Aznavour, miraculeusement épargné par la vague des musiques hurlées, tout a oscillé autour de la renaissance des variétés françaises. Merci à Michel Berger et à Jean-Jacques Goldmann d’avoir permis à Johnny Hallyday de rester fascinant. France Gall à son tour a bien défendu les couleurs de l’Hexagone, au Zénith, avec de nouveaux tubes, plutôt axés sur la danse. Serge Lama, au Casino de Paris, Yves Duteil, Jane Birkin, plus classiques, ont préféré se produire en des lieux plus intimes pour continuer à prôner la chanson poétique. Les albums les plus attendus de la rentrée, ceux de Gainsbourg (You’re under arrest), d’Eddy Mitchell (Mitchell) et de Jacques Dutronc (CQF Dutronc) ont pris des allures de
downloadModeText.vue.download 423 sur 517

rétrospectives nostalgico-ironiques

n'hésitant pas à reprendre de vieux succès. C'est une façon comme une autre d'essayer de reconquérir une part du marché intérieur, car il a bien fallu faire face à l'été des décibels dû à Michael Jackson, Prince et Madonna, accueillie en grande pompe, pour un unique concert, au Parc de Sceaux. La bande son de son dernier film Who's that Girl fut cependant devancée par le succès de l'album de Jackson, intitulé Bad, au score écrasant. Célébrations rétros, la France a reçu la fine fleur du jazz international ou plus exactement américain. Les « boss » sont revenus (Chuck Berry, Dizzy Gillespie, Sarah Vaughan, Fats Domino et même Art Blakey). Du « New Morning » au Palais des Sports, en passant par « le Petit Journal » ou « le duché d'Uzès », les temps sont si durs que, décidément, on ne s'en remet qu'aux valeurs sûres.

CATHERINE MICHAUD

Dans cette perspective, il est significatif de remarquer que ce sont les entreprises ayant quelque chose « à se faire pardonner » qui aient les premières joué la carte du mécénat : les fabricants de cigarettes et d'alcool, à qui la publicité sur les médias de grande diffusion est souvent refusée, les multinationales américaines, soupçonnées d'impérialisme rampant, puis les compagnies pétrolières, à la fortune trop insolente, les banques et les compagnies d'assurances, dans une position analogue.

Les enquêtes sur les motivations du mécénat placent en tête des réponses l'amélioration de l'image générale de l'entreprise, la mise en oeuvre d'une « responsabilité naturelle » de celle-ci et le désir de rassembler ses membres autour de valeurs

communes. L'objectif semble globalement atteint, notamment sur ce dernier point, si l'on se réfère à un surprenant sondage, selon lequel 71 p. 100 des ouvriers seraient favorables à une action de leur entreprise en faveur de la création. Mais faut-il s'étonner du fait que ceux qui composent cette collectivité qu'est l'entreprise soient très sensibles à la place retrouvée de celle-ci au coeur de la cité ?

Mécénat

ou sponsoring ?

De cette citoyenneté neuve découlent les principaux traits du mécénat moderne. Plutôt que dépense somptuaire, dont on voit mal désormais la finalité dans une société où règne l'idéal démocratique, le mécénat moderne est participation, action de communication sous la forme d'une rencontre mutuelle entre des partenaires égaux et autonomes. Dans cette optique, il conviendrait sans doute, à la suite de Jean-Jacques Rosé dans l'Or pour l'art, de relativiser une séparation trop absolue entre un mécénat « cultivé » et désintéressé et un sponsoring publicitaire, utilitaire et monétaire. La très belle étymologie du mot sponsor, bien peu anglo-saxon, malgré les apparences, nous y invite. Resurgi dans les années 70 aux États-Unis, sous la forme sponsorship, avec le sens de « bailleur de fonds », le terme est en fait issu d'une vieille souche grecque et latine. Serment grec scellé en levant le coude, spondé signifiait « libation ». Passé en Italie, il a pris les formes sponsio, « engagement verbal pour une caution », sponsor, « garant », tandis que, parallèlement, dans les amours romaines, les sponsi (de spondere, « promettre »)
downloadModeText.vue.download 424 sur 517

étaient les fiancés, lesquels devinrent en français nos espoux et espouse...

En ce sens, toute la nouvelle pratique du mécénat, mariage sous contrat de deux partenaires, l'un bailleur de fonds, l'autre opérateur culturel, afin de communiquer, c'est-à-dire offrir à d'autres une manifestation « remarquable », pourrait se placer dans son ensemble sous la bannière du mot sponsor. Mais l'usage courant a préféré réserver le franglais sponsoring (certain suggèrent sponsorat) aux événements sportifs d'une large audience, l'action du mécénat penchant plutôt vers la culture, les arts, la recherche scientifique ou les aides humanitaires, et visant surtout des publics concernés et restreints. Dans cette perspective, certaines entreprises, telles le groupe GMF-FNAC, ou la Caisse des dépôts et consignations, n'attendent « aucune retombée immédiate du mécénat, qui n'est pas un substitut de la publicité », comme l'explique Pierre Le Baillif, chargé du mécénat et de l'action culturelle au sein de celle-ci et dans le même temps directeur de la Société du Théâtre des Champs-Élysées, entièrement rénové après un an et demi de travaux qui ont coûté à la Caisse des dépôts, en partie propriétaire, plus de 100 millions de francs. Il peut ainsi dire : « en ce sens, nous sommes de véritables mécènes ».

À l'autre extrémité de la palette, on trouve au contraire le groupe immobilier Sari-Seeri, qui, en 1985, a consacré 3,8 millions de francs à l'opération Orsay avant Orsay, en considérant pour sa part le mécénat comme un « acte d'entreprise économique sensé », destiné, dans ce cas particulier, à positionner rapidement l'entreprise en province et diffuser largement

son image de marque. Bernard Viard, directeur de la communication et du mécénat de la Sari-Seeri, évoque au sujet du financement « la règle des trois tiers » : 1/3 pour l'organisation et le déplacement des expositions, 1/3 pour les opérations de relations publiques, 1/3 pour la publicité. Il estimait qu'avec 170 000 visiteurs, 145 articles dans 78 publications, représentant 73 millions de lecteurs potentiels, chaque message paru dans la presse avait coûté 6 centimes ! Ce « ciblage » du mécénat tend à se répandre. Certains évoquent même un « triangle sacré » du mécénat : le mécène, qu'on va jusqu'à appeler annonceur, profite d'un événement qu'il décide de financer, afin de toucher un public particulier, soit une cible.

Cinéma

Pour le cinéma français, l'année 1987 a été marquée du sceau d'une douloureuse récession. À la fin du premier semestre, on enregistrait une chute de 20 p. 100 du nombre de spectateurs par rapport à la même période de l'année passée (66,5 millions contre 83,5 millions), ce qui devrait porter à moins de 140 millions les entrées-salles. De tous les membres de la profession, les exploitants sont les plus atteints : 140 cinémas ont été fermés durant le premier semestre, non seulement ceux programmant des oeuvres difficiles, mais aussi des lieux commerciaux. Les plus pessimistes parmi les professionnels pensent que notre parc de salles, qui s'élevait à 5 100 unités en septembre 1987, pourrait se réduire à 3 500 à la fin de l'année 1988. À tel point, cet automne, que les syndicats d'exploitants ont
downloadModeText.vue.download 425 sur 517

poussé leurs adhérents à manifester dans la rue, demandant la démission de François Léotard, ministre de la Culture. Leurs revendications sont claires : limiter les abus de la concurrence du petit écran, qui, avec ses six chaînes, passe un nombre phénoménal d'oeuvres du 7e Art, payer moins de taxes (TVA, taxe professionnelle, TSA, taxe propre au cinéma dont ils sont en partie bénéficiaires) et louer les films à des prix plus avantageux. Le 30 novembre, Jean-François Court, directeur adjoint du ministère de la Culture, a annoncé la mise en place progressive d'un plan de sauvetage des salles assorti d'un crédit de 100 millions de francs et d'un certain nombre de mesures financières, fiscales ou budgétaires, qui ne semblent satisfaire que partiellement la profession.

Cette crise s'inscrit dans un contexte de paradoxes. Inaugurée en 1986, la FEMIS (Fondation européenne des métiers de l'image et du son), une des plus prestigieuses écoles supérieures

consacrées aux métiers de l'audiovisuel, fonctionne maintenant à plein rendement, tandis que des options cinéma, mises en place expérimentalement dans quelques lycées en 1984, ont été institutionnalisées en septembre 1986 et doivent déboucher sur des épreuves au baccalauréat en 1989. La France se trouve donc en pointe dans ce domaine aussi. C'est ce que cerne, pour la première fois de manière aussi exhaustive, la revue trimestrielle et thématique CinémAction, dans son numéro 45 (hiver 87/88), intitulé l'Enseignement du cinéma et de l'audiovisuel. Cette publication dresse un historique de la pédagogie en la matière depuis le XIXe siècle, tandis que 500 thèses

en cinéma et audiovisuel, soutenues depuis 1968 dans les universités françaises, et 1 800 enseignants sont recensés en annexe. Malgré les difficultés, de nombreuses maisons d'édition développent des collections spécialisées dans le 7e Art : Filmo, Cinégraphiques, Stars, chez Edilig ; collections Écrits, Auteurs, aux Éditions de l'Étoile/Cahiers du Cinéma ; 7e Art, CinémAction, aux Éditions du Cerf ; Rivages/Cinéma et Éditions Dis voir, nouveaux venus...

Richesse des publications, rationalisation de l'enseignement et légitimation universitaire des métiers de l'audiovisuel ont trouvé des échos dans les Palmes d'or accordées en 1987 à des cinéastes français dans les deux plus prestigieux festivals du monde : Sous le soleil de Satan, de Maurice Pialat, à Cannes, et Au revoir les enfants, de Louis Malle, à Venise. D'où les paradoxes de cette crise touchant un pays qui possède tous les atouts pour y échapper. Une aide importante de l'État, destinée à pallier les effets d'une concurrence sauvage, et une incitation des spectateurs à revenir dans les salles par l'intermédiaire d'une « carte orange du cinéma » devraient, en partie, stopper cette hémorragie.

Les États-Unis ont connu une crise semblable il y a dix ans et l'ont dénouée essentiellement par le recours aux films à grand spectacle. On note, pour 1987, une consolidation

du film de genre maintenant pris en mains par des cinéastes talentueux ou prestigieux. Le fantastique se trouve entièrement renouvelé par la Mouche, de David Cronenberg (métaphore pertinente sur les manipulations génétiques) ; Angel Heart, d'Alan Parker, et Envoûtés, de John
downloadModeText.vue.download 426 sur 517

Schlesinger, revisitent, quant à eux, les racines occultistes d'origine afro-américaine. La comédie trouve un ton volontiers agressif et s'ouvre au nonsense avec True Stories, de David Byrne ; Pee-Wee Big Adventure, de Tim Burton et Arizona Junior, de Joel Coen. Tandis que le « Vietnam Film » devient, grâce à Platoon, d'Oliver Stone, et à Full Metal Jacket, de Stanley Kubrick, un genre à lui tout seul. Enfin, l'acteur noir Eddie Murphy atteint les sommets du box-office, avec le Flic de Beverly Hill 2, de Tony Scott. Les exploitants français sont ainsi encouragés à présenter des films indépendants réalisés par de jeunes cinéastes de couleur : Nola Darling n'en fait qu'à sa tête, de Spike Lee ; Bluesy Dream, de Billy Woodberry et Hollywood Shuffle de Robert Townsend.

Enfin, dernier événement saillant de cette année 1987 : la libération, à une vaste échelle, des films soviétiques gelés au cours de l'ère brejnévienne. Lors des festivals de Quimper, Pesaro, Locarno et Moscou, le critique attentif a pu voir quelque 40 échantillons, sur 130 environ, récemment remis en circulation. La plupart de ces films – et, notamment, ceux d'une cinéaste de cinquante ans, Kira Muratova, qui vit sa carrière brisée par le blocage systématique de ses oeuvres depuis vingt ans – n'ont pas de contenu explicitement politique, mais prolongent plutôt l'héritage des formalistes des années vingt : ce qui n'était pas directement « lisible » semblait suspect aux bureaucrates. Les Soviétiques frappent aussi au niveau international : le Repentir, de Tenguiz Abouladzé, allégorie sur le pouvoir de type stalinien, a été pré-

senté en sélection officielle à Cannes, et connut une sortie commerciale en France. Mais, comme l'a montré une récente Semaine du cinéma soviétique à Paris, la production courante demeure assez timorée.

De petites lueurs d'espoir ont semblé se dessiner en cette fin d'année : la légendaire salle du Max Linder, fermée depuis quelque temps, ouvre avec un écran géant et bénéficie d'un grand perfectionnisme technique. Les Halles de la Villette organisent une colossale exposition, Cités-Cinés, sur les rapports de la ville et du cinéma, mais qui magnifie, en même temps, la mémoire du 7e Art. Espérons que les pouvoirs publics sauront prendre leurs responsabilités et ne pas laisser stériles d'aussi bonnes graines.

RAPHAËL BASSAN

Ainsi l'action de mécénat s'institutionnalise-t-elle au sein des entreprises, dépendant de moins en moins d'un « coup de coeur » du seul dirigeant, si celui-ci existe encore, bien sûr. Par voie de conséquence, la sélection des opérations de création « mécénées » répond de moins en moins au hasard mais plutôt à l'image que chaque entreprise souhaite donner d'elle-même auprès de tel ou tel public. « Les entreprises ne s'engagent plus à la légère », souligne Wandrille Riblier, responsable de Sofres-Sponsoring, l'une des nombreuses structures intermédiaires qui ont surgi pour harmoniser à bon escient l'offre et la demande de mécénat. C'est dans ce but que s'est tenu à Cannes, du 12 au 15 novembre 1986, le « Sponcom », 1er Salon international du mécénat et du

sponsoring, afin de rassembler en un même lieu entreprises, agences conseils, créateurs ou organisations culturelles, et multiplier contacts et projets.
downloadModeText.vue.download 427 sur 517

Ce flirt désormais poussé entre l'entreprise et la création pose, bien évidemment, la question de l'influence mutuelle entre les deux partenaires. Ici encore, deux écoles s'affrontent. Face aux partisans d'un soutien se résumant au financement et à une simple signature, sans interférence réciproque, d'autres refusent le « on demande entreprise mécène », et souhaitent au contraire, dans la perspective de l'« entreprise créatrice », l'intervention plus directe de cette dernière dans le contenu de l'opération de mécénat. Ainsi, pour Dominique-Alain Perrin, « le mécénat doit faire entrer la démarche de l'entreprise dans la culture ». Pourquoi pas, si celle-ci suppose dynamisme et supplément de créativité ? Toute l'histoire de l'art démontre la fécondité de cette démarche. Méfions-nous cependant d'un enthousiasme trop unilatéral, comme le montrent certains traits trop appuyés du mécénat américain.

Depuis le fameux banquet du Bureau de commerce de New York de 1965, qui posa la question « la culture est-elle l'affaire des affaires ? », les entreprises d'outre-Atlantique ont, en effet, aux côtés de la philanthropie, massivement investi dans le soutien aux arts, en y introduisant leurs techniques de management et de marketing. Ainsi la politique mécénale de Philip Morris s'accompagne-t-elle, sur vingt-cinq ans, d'études régulières et détaillées de l'institut Harris sur l'évolution des « publics » américains à l'égard des arts... Au travers de cet exemple, on pressent bien évidemment le risque d'une trop grande rationalisation, c'est-à-dire d'une adaptation aux goûts éprouvés du grand public. Un soutien exclusivement privé à la création montre peut-être ici ses limites.

Le mécénat en action

Dans les faits, quel type de mécénat

trouve-t-on dans notre pays ? On dispose en la matière de statistiques détaillées, établies régulièrement par l'association Admical. En 1986, les arts plastiques (44 p. 100 du nombre des opérations de mécénat) et la musique (24 p. 100) se taillaient la part du lion avec les 2/3 du total, distançant largement le patrimoine (8,5 p. 100), le théâtre et l'édition (4 p. 100) respectivement –, puis la danse, la photographie et l'audiovisuel – 3 p. 100 chacune. Prédominance des arts classiques qui évolue pourtant. De 1983 à 1985, la part des deux premiers secteurs était respectivement de 53 et 35 p. 100, le patrimoine et le théâtre atteignant à peine 4 et 2,5 p. 100. Admical a également évalué, au sein des arts plastiques, le poids financier respectif consacré à l'art « classique » et à l'art contemporain. De fait, malgré des déclarations d'intention en majorité favorables au mécénat de création, les entreprises investissent des sommes deux fois et demie supérieures dans une opération « classique » que dans une intervention en faveur de l'art contemporain. Ce constat serait d'ailleurs à nuancer, en fonction de la personnalité de chaque entreprise. Ainsi, pour l'informatique, IBM mise prioritairement sur des valeurs confirmées et classiques, confortant ainsi son image établie, alors que Apple, franc-tireur par excellence, soutient plutôt déjeunes créateurs. Il est à noter que certaines très grandes entreprises pratiquent le mécénat simultanément dans des disciplines différentes. Elf-Aquitaine subventionne de cette manière
downloadModeText.vue.download 428 sur 517

à la fois les arts plastiques, la danse, la musique, la conservation du patrimoine et aide des instituts français à l'étranger, tel le Centre culturel franco-norvégien de Stavanger (pour plus de 50 p. 100 du budget annuel), une façon originale d'identifier l'image globale du groupe à celle de la culture française à l'étranger.

Un annuaire ne suffirait pas à détailler toutes les opérations de mécénat nées à partir des années 80. On pouvait dénombrer, dans le cadre du Festival du mécénat qui s'est déroulé au mois de juin 1987 dans 19 villes françaises, une

quarantaine d'événements culturels soutenus par une vingtaine d'entreprises. Soit, par exemple, le concert de l'ensemble Mosaïque, salle Gaveau, financé par Total, le premier festival du Mont-Saint-Michel, par le Crédit Lyonnais, l'exposition Sculptures, au siège de Cergy-Pontoise de la Johnson française, ou le Concours national de Sculpture, à l'île de Bendor, subventionné par un pionnier en la matière, Paul Ricard. Hors festival, la saison mécénale comprenait également l'ouverture d'une rétrospective Buren au musée des Arts décoratifs, financée par l'Aérospatiale, l'envoi par Air France du Chat botté de Roland Petit à Tokyo et du Cendrillon de Maguy Marin à New York, le cofinancement par le CIC de la campagne du ministère de la Culture « la Ruée vers l'art », etc. De cette énumération à la Prévert se dégage, au fond, une idée force. L'explosion du mécénat rencontre très exactement celui de la « culture loisir », qui, de festivals en expositions et concerts phares, voit l'engouement de foules de plus en plus nombreuses, avec l'essor concomitant des budgets, des entreprises et des

métiers culturels, un emploi sur quatre parmi tous ceux créés en l'an 2000, prévoit-on.

Certains domaines restent pourtant à la traîne. C'est le cas, par exemple, du patrimoine et de l'architecture. Dans ces deux domaines, la France pourrait s'inspirer de l'Italie, où le développement du mécénat privé apparaît le plus fructueux. Fiat a ainsi investi douze milliards de lires dans la restauration du Palazzo Grassi à Venise ; le groupe de Carlo de Benedetti s'est forgé une identité au travers d'une politique de soutien spectaculaire aux arts ; l'Institut bancaire de San Paolo, qui a créé en son sein une Fondation pour la culture, les arts et la science, va rénover en outre le vieux musée égyptien de Turin, et restaurer de nombreux monuments provinciaux... Citons aussi le phénomène de l'édition d'entreprise, qui a bientôt quinze ans d'existence et a donné naissance à quelque 1 500 volumes de grande qualité, tout à la fois ouvrages scientifiques et chefs-d'oeuvre d'édition, un dynamisme dont s'est fait l'écho une exposition du Centre Georges-Pompidou en novembre 1986.

De la nouvelle citoyenneté de l'entre-

prise à l'explosion des industries culturelles, le champ du mécénat semble disposer d'un bel avenir dans notre pays, voire, de façon prometteuse, à l'échelle européenne, comme en témoigne la Ve Conférence de ministres européens responsables des Affaires culturelles, qui lui a été consacrée à l'automne 1987, avec l'aide de l'enquête le Mécénat en Europe. Sans doute cet essor ne supplantera-t-il pas le rôle indispensable de l'État, ni la naissance perpétuelle des formes de création autonomes. La signification du
downloadModeText.vue.download 429 sur 517

mécénat actuel est ailleurs : dans la réhabilitation de l'entreprise privée au sein de la cité, dans le foisonnement des initiatives individuelles qui lui correspondent, le tout permettant de modernes retrouvailles entre l'argent et la création. Il ne reste plus qu'à souhaiter, au fond, que cent formes de mécénat s'épanouissent.

FÉLIX TORRES

Historien-conseil et essayiste, Félix Torres a publié Déjà vu, post- et néomodernisme : le retour du passé (Ramsay, 1986) et, récemment, avec Maurice Hamon, Mémoire d'avenir, l'Histoire dans l'entreprise (Economica, 1987).

Bibliographie

▪ Veyne (Paul), le Pain et le Cirque, Sociologie

historique d'un pluralisme politique (Éd. du Seuil, 1976).

▪ Piquet (Sylvère), Sponsoring et Mécénat, la communication par l'événement (Vuibert, 1985).

▪ Perrin (Alain-Dominique), Mécénat français

(Fondation Cartier, 1986).

▪ Rosé (Jean-Jacques), l'Or pour l'art, de Mécène aux sponsors (Flammarion, 1986).

▪ Admical (association), Répertoire des actions de mécénat culturel d'entreprise (annuel) ; le Mécénat culturel d'entreprise en France et en Europe (1987).

▪ Chalandar (Jacques de) et Brébisson (Guy

de), le Mécénat en Europe (la Documentation

française, 1987).
downloadModeText.vue.download 430 sur 517

429

Le millénaire

capétien

De janvier à décembre 1987, en chacune de ses régions, la France commémore avec éclat le millénaire de l'avènement d'Hugues Capet. La quête du passé n'est pourtant qu'un aspect de ces festivités qui traduisent une nouvelle attitude face à l'institution monarchique.

En France, la rupture fut longtemps complète entre le pouvoir républicain et la tradition monarchique. À la fin du XIXe siècle, nulle autorité du régime en place n'aurait accepté de célébrer le souvenir d'une dynastie dont les représentants étaient bannis en vertu de la loi d'exil. En 1987, c'est par décret du président de la République et sous son haut patronage qu'est constitué le « comité pour la célébration du millénaire de l'avènement d'Hugues Capet ». Et sa présidence est assurée par le directeur général des Archives de France, Jean Favier. Le changement d'attitude est considérable.

Mieux : les lointains descendants du fondateur de la dynastie ont acquis droit de cité en France. Nul ne s'étonne de la présence d'Alphonse de Bourbon, duc d'Anjou et de Cadix, chef de la maison de Bourbon, au colloque d'ouverture de l'année du millénaire, qui se tient dès le 20 janvier au palais du Luxembourg sous la présidence d'Alain Poher, président du Sénat, sur le thème significatif « d'Hugues Capet à Louis Capet ». Nul non plus

ne s'offusque de la participation aux cérémonies du millénaire d'Henri d'Orléans, comte de Paris, qui confère le 26 septembre au château d'Amboise le titre de duc de Vendôme à son deuxième petit-fils, Jean, avec tous « les droits et devoirs historiques et politiques de la famille capétienne ».

En fait, cette participation active des héritiers des deux branches de la maison

de Bourbon à la commémoration du millénaire souligne l'intégration de l'héritage capétien au patrimoine national. C'est poser là le problème de l'« identité de la France », auquel Fernand Braudel a donné en 1986 une première réponse dans l'ouvrage qu'il a publié chez Arthaud-Flammarion. Nombreux sont aujourd'hui les historiens qui s'activent à en préciser les traits. Dans la lignée de l'Histoire de la France de Georges Duby éditée par la librairie Larousse, Pierre Chaunu chez Laffont, dès 1982, Jean Favier chez Fayard, en 1984, Georges Duby, de nouveau, Emmanuel Le Roy Ladurie, François Furet et Maurice Agulhon, chez Hachette, Jean Carpentier et François Lebrun, au Seuil,
downloadModeText.vue.download 431 sur 517

enfin Jean Tulard, chez Laffont, en 1987, lancent tour à tour leur Histoire de France en un ou plusieurs volumes, preuve, s'il en était besoin, que les Français sont bien en quête de leur passé.

La commémoration du millénaire

À l'aube d'une longue dynastie, fertile en règnes sur lesquels l'imagerie populaire a brossé de puissants clichés, le roi Hugues, entouré des incertitudes et des légendes propres au siècle où il vécut, n'avait guère jusqu'à présent retenu l'attention qu'en tant que fondateur. Ce Xe siècle reste sans doute le plus énigmatique de l'histoire de France. Aussi est-on surpris par l'abondance des manifestations du souvenir : quatre-vingts dans la seule Picardie, où elles débutent dès le 3 avril par une messe solennelle dans la cathédrale d'Amiens en présence du président de la République, qui marque ainsi d'un sceau national le souvenir millénariste. Dans les départements, préfets ou sous-préfets président les cérémonies, comme à Condom ou à Senlis le 14 et le 21 juin. Quant aux élus, les maires notamment, en bien des villes, grandes ou petites, ils mettent leur autorité et leurs moyens au service de fêtes souvent somptueuses, comme à Narbonne, Toulouse, Bayonne, Amiens, Noyon, Compiègne. Des expositions importantes sont organisées sur

le thème du sacre royal par les Archives nationales du 13 mars au 15 octobre (le Sacre : à propos d'un millénaire, 987-1987) et par le Musée du Louvre du 16 octobre 1987 au 3 janvier 1988 (Regalia, les instruments du sacre des rois de France). Elles soulignent que le sacre

demeure l'élément caractéristique indissociable de toute évocation capétienne. La cérémonie, en ce qu'elle a de visible, de beau, de concret, et plus encore en ce qu'elle a de mystérieux, de religieux, ne cesse d'intriguer. Le rêve du sacré, l'assise reconnue au pouvoir d'un homme situé « entre ciel et terre » et ses rites sont la raison de ces expositions.

Et c'est encore le sacre qu'évoque le timbre de 1,90 F émis le 20 juin par les Postes et Télécommunications à Noyon, lieu où fut couronné Hugues. Il représente la cathédrale où se déroula la cérémonie et le monogramme à la croix, dont le modèle a été fourni par un diplôme concédé par le roi à l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés le 20 juin 989.

De son côté, au milieu du mois d'août, France-Culture consacre plusieurs émissions de cinq heures consécutives à toutes les questions soulevées à l'occasion du millénaire. Tous les aspects de l'histoire sont repris, événements, vie quotidienne, art, symboles, institutions, archéologie, par un large éventail d'historiens. Une audiocassette a été réalisée.

Photographie

Deux déclics entre les nouvelles techniques et les talents les plus confirmés : Lucien Clergue s'avoue fanatique du Polaroïd et annonce une exposition de trente photos à l'Institut américain de Barcelone ; de Jacques Henry Lartigue, décédé en 1986, le Grand-Palais présente le Troisième OEil, photographies en relief. Autre innovation : le 7 juin, se tient à Bièvres le premier Salon de la photo de collection et des photothèques.
downloadModeText.vue.download 432 sur 517

Les désormais traditionnelles Ren-

contres d'Arles de juillet et août exposent les oeuvres de B. Plossu, N. Slavin, N. Goldin, B. Griffin, F. Huguier, C. Spengler (Vierges et toreros), J. Vink, S. Ueda et de deux photojournalistes est-allemands : Evelyne Richter et Arno Fischer.

Paris-Match sort son 2 000e numéro le 17 septembre et publie à cette occasion une rétrospective de 250 documents exceptionnels dus souvent aux plus grands reporters (Doisneau, Capa, etc.). Émouvants témoignages de l'âge d'or du choc des photos, instants figés ouvrant grand les fenêtres de l'imaginaire, avant la généralisation de la télévision et la banalisation de l'image.

Le photojournalisme est également à l'honneur, du 7 au 17 novembre, avec une grande exposition au Palais de Tokyo, organisée à l'occasion du vingtième anniversaire de Gamma. Avec deux mille photographes réalisant plus de quatre mille reportages par an, cette agence française figure parmi les trois premières du monde.

Un autre cocorico encore avec Henri Cartier-Bresson : les années surréalistes (1930-1934) au Museum of

Modem Art de New York.

Sous le nom, lui, très prosaïque, de

J'en prends plein les yeux, le 37e Sa-

lon international des techniques de

l'image présente à la Défense en oc-

tobre 60 ans d'agence Keystone, 10 ans

de Vandystadt, les Photographes fran-

çais : la photographie actuelle (avec

Depardon, de Fenoyl, décédé en 1987,

Gladys, etc.), ou encore les Maîtres

du tirage (Nadar, Michaud, Sieff,

Issermann).

PATRICK BROQUET

La fête populaire

Localement, les associations aident les pouvoirs publics. Parfois, elles prennent l'initiative et invitent alors les représentants de l'État ou les élus à venir les rejoindre.

Souvent, c'est autour d'un fait historique local précis et connu de tous ou autour d'un monument porteur de mémoire que se concrétise la volonté de commémoration. Ainsi, à Dourdan : les habitants de la ville savent bien que le château était royal ou, mieux, robertien, puisque c'est dans ses murs que mourut Hugues le Grand, père d'Hugues Capet, en 956. Mais qu'importe si l'édifice a changé depuis ; qu'importe aussi si l'église actuelle de Brissarthe (Maine-et-Loire) n'est plus celle de l'époque : sur place, chacun se souvient que Robert le Fort, bisaïeul d'Hugues Capet, trouva ici la mort en combattant les envahisseurs normands.

Toute l'histoire des IXe et Xe siècles devient un support de commémorations, d'inaugurations, prenant subitement une surprenante actualité : le village de Quierzy-sur-Oise, dans l'Aisne, se rappelle ainsi du plaid royal de 877 et dresse une

plaque commémorative de l'événement. Au-delà d'Hugues Capet, on pense à l'aube de la France, territorialement esquissée au temps de Charles le Chauve, peu de temps avant le plaid de Quierzy, précisément.

À Fontfroide, à Reims, à Auxerre, messes grégoriennes et royales, concerts de musique sacrée, expositions font renaître le faste ou l'austérité des liturgies anciennes. Les châteaux, ranimés, downloadModeText.vue.download 433 sur 517

embellis, illuminés, s'ouvrent aux foules qui regardent, découvrent, questionnent, comme à Vincennes du 2 mai au 14 juin, ou à Chambord, bien que ces édifices royaux aient été construits plusieurs siècles après l'avènement d'Hugues Capet.

L'aspect officiel et associatif de la commémoration du millénaire bénéficie du support des monuments, des richesses artistiques, des tapisseries, des peintures, de la musique, des textes mêmes qui sont parfois portés à la connaissance du public et présentés de manière accessible. Pour l'amusement, et pendant tout l'été, les fêtes populaires installées sur les carrefours, les places, dans les rues, sur des scènes théâtrales provisoires, quelquefois à l'ombre de tours ou de beffrois austères, engendrent un art nouveau. Chants, danses, décors divers, vitraux, sculptures sur pierre naissent ou sont restitués à l'occasion d'une cavalcade, d'un tableau historique, d'un cortège, d'une « entrée royale », d'un tournoi d'archers ou de cavaliers, voire d'un marché médiéval... L'inspiration est puisée dans les mille années et plus qui nous séparent des premiers Capétiens et de leurs ancêtres. La fête populaire est accueillante et fait place à Saint Louis, à Jeanne d'Arc, plus encore qu'à Hugues Capet lui-même.

Le millénaire des historiens

Le millénaire « scientifique » est plus précis et très enrichissant. Les historiens spécialistes du Xe siècle, peu nombreux en France, ne ménagent pas leurs efforts. Livres, articles, cours publics en

Sorbonne, conférences, expositions les conduisent sans relâche aux quatre coins

du pays. Edmond Pognon, Yves Sassier, Laurent Theis, Renée Mussot-Goulard, tous auteurs d'un Hugues Capet, paru ou à paraître, ont éclairé le Xe siècle d'un regard nouveau. Mais ils ne sont tout de même pas seuls. Là encore, une partie des conférences-expositions, des conférences-débats, des conférences-dîners s'interrogent sur l'ensemble des « temps capétiens ». De larges fresques éclairent la mémoire des Français sans toutefois susciter de nouvelles recherches sur l'ensemble de la dynastie : l'année 1987 est celle d'une synthèse plus interprétative qu'analytique. C'est l'image qu'en donnent J. Le Goff et Ph. Contamine, en particulier, dans les articles qu'ils consacrent à la naissance de la nation France et au surgissement de la notion de patrie dans les Lieux de mémoire (Gallimard, 1986) et dans le numéro spécial de la revue l'Histoire (janvier 1987). En revanche, les « dixiémistes », qui se sont orientés il y a quelques années vers une nouvelle approche de l'histoire, notamment par l'enquête archéologique et une relecture des textes contemporains, apportent sur diverses questions le fruit de leurs travaux. Le sacre, les principautés, les premières mottes castrales, les rassemblements villageois, la vie quotidienne et les rites de la mort sont de mieux en mieux connus grâce aux textes et à l'archéologie de fouille.

Le fruit de ces recherches est exposé et discuté dans le cadre d'un vaste colloque organisé du 22 juin au 12 septembre par le CNRS sur le thème général Hugues Capet (987-1987) – la France de l'An mil. Son originalité est double. D'une part, les organisateurs mettent à la disposition des participants des instruments de travail
downloadModeText.vue.download 434 sur 517

collectifs publiés respectivement sous la direction de Michel Parisse (Atlas de la France de l'An mil, CNRS) et de Xavier Barral i Altet (Paysage monumental de la France, Picard, 1987), qui précisent

le cadre géographique et artistique de la

Francia occidentalis à l'avènement de la nouvelle dynastie. D'autre part, l'itinérance des débats permet de traiter chacun des thèmes particuliers dans le cadre
downloadModeText.vue.download 435 sur 517

le mieux adapté pour l'aborder : grandes villes de la France royale ou de ses marges, lotharingienne ou hispanique. Ouverte dans la capitale de l'ancien royaume, à Paris, au siège même du CNRS du 22 au 24 juin par une étude de la famille capétienne et du pouvoir royal, la discussion se poursuit le 25 juin à Senlis sur le thème du « paysage monumental », se prolonge le 26 et le 27 à Auxerre sur celui des idéaux et du souvenir capétiens. Elle rebondit du 3 au 5 juillet à Barcelone sur les questions posées par l'unité ou la diversité linguistiques et culturelles des Midis. Enfin, elle s'achève les 11 et 12 septembre à Metz, où est discutée la situation de la Lotharingie, écartelée entre les Capétiens et les Ottoniens.

Archéologie

Heureux archéologues chinois, qui peuvent déterrer des terres cuites et des bronzes par centaines ou milliers ! Sur le site de la sépulture princière des Qin, dans le district de Fengxiang (Shaanxi), déjà célèbre, viennent d'être encore découvertes des fosses funéraires de nobles des époques Shang et Zhou (IIe-1er millénaire). Elles recelaient des milliers de voitures et de chevaux sacrifiés, à côté des restes de familiers et de domestiques immolés à la mort de leur maître.

Une autre découverte peu banale a attiré l'attention sur un site des XVIe-VIIIe siècles av. J.-C, localisé près de Guanghan (Sichuan) : un millier de bronzes funéraires, dont une quarantaine de têtes, d'un style extrêmement original, paraissent avoir surmonté

des corps d'une autre matière, disparue, peut-être du bois. Des masques d'or les recouvraient.

L'officielle Association des boudd-

histes de Chine a révélé en 1987 les résultats des fouilles du temple de Famen, à Fufeng (Shaanxi). Ouvert en 1981, un souterrain, muré depuis longtemps, abritait des trésors de l'époque T'ang (618-807) et des ossements de Bouddha conservés dans des coffrets de matières précieuses. À côté étaient déposées des pièces d'orfèvrerie et des soieries, témoins d'un haut niveau artistique.

L'accession tardive de la Chine à l'archéologie lui vaut ces multiples et spectaculaires découvertes. En même temps, les paysans se sont activement convertis aux fouilles clandestines... C'est une activité mondiale, dont on dénonce sans cesse les méfaits, de l'Amérique au Liban, où une nécropole phénicienne de Tyr a été pillée. En Amérique centrale, la découverte de cités précolombiennes disparues demeure un fait presque banal et occupe à la fois pillards et chercheurs autorisés. Loin de là, protégé à Majorque, dans la vénérable bibliothèque d'un palais de Palma, un manuscrit du conquistador Juan de Betanzos, qui, à la fin du XVIe siècle, avait décrit l'histoire et les institutions des Incas, a été découvert par une érudite.

Sur un terrain depuis longtemps défriché, les découvertes se poursuivent en Europe. Une exposition, les Trésors des princes celtes, présente les oeuvres, souvent célèbres, des grandes tombes européennes de Hallstatt et de la Tène. Une nouvelle tombe, découverte trop tard pour participer à la manifestation, a été fouillée à Hières-sur-Amby, dans l'Isère, à proximité de l'ancien oppidum fortifié de La-
downloadModeText.vue.download 436 sur 517

rina. Le corps du défunt était transpercé d'une flèche d'os. L'ensemble est daté du VIIIe siècle av. J.-C., ce qui le situe bien avant les autres tombes princières.

En Macédoine grecque, le site d'Aiani, connu seulement par les textes, a été identifié et a livré des vases mycé-

niens attestant les échanges entre Péloponnèse et Macédoine, révélé des tombes, parfois monumentales, du XIe au IIIe siècle av. J.-C.

Dans le domaine de la reconstitution, le plus bel exemple est celui de la trière (ou trirème) baptisée Olympias, construite et utilisée par une équipe britannique pour vérifier les performances affirmées par les historiens anciens. L'opération a réussi.

Inépuisable, l'Orient ancien révèle toujours de nouvelles richesses. Harvey Weiss, de l'université Yale, a rendu compte de la découverte de 1 100 tablettes cunéiformes à Tell Leilan (Syrie), qui constituent les archives diplomatiques de souverains de haute Mésopotamie inconnus auparavant.
En Égypte, les sondages qui avaient permis de repérer des cavités dans la pyramide de Kheops (éd. 1987) ont été poursuivis. À l'aide d'une caméra-sonde, une équipe américaine a découvert, en octobre 1987, une grande barque funéraire, semblable à celle qui avait été exhumée en 1954.

Finissons par un épisode qui a diverti beaucoup de monde : l'affaire du Colosse de Rhodes. La gigantesque statue d'Apollon, en bronze, érigée au fond du port de Rhodes, fut renversée par un tremblement de terre dès l'Antiquité et le métal en fut récupéré. En juillet 1987, certains crurent avoir trouvé dans les eaux du port une main du Colosse. Ce n'était qu'une grosse

pierre banale, dont les rainures fai-

saient penser à des doigts.

RENÉ HAROT

Des tables rondes ont suivi les conférences, où les différents aspects du pouvoir royal, ses rapports avec les régions et les hommes firent l'objet de discussions dont les actes seront bientôt publiés.

Des colloques régionaux prolongent les initiatives du CNRS sur des thèmes aussi divers et particuliers que Pouvoirs et Libertés (université de Picardie), les Robertiens-Capétiens et la Picardie de l'an mil au XXe siècle (Compiègne, 30 et 31 mai), la Royauté capétienne et la Nor-

mandie (Rouen, 16 et 17 octobre), le Mécénat capétien (Nice, 4 et 5 décembre).

À ceux qui n'ont pu assister à ces réunions scientifiques, historiens spécialistes ou non, offrent leur vision du roi et de son temps, à moins qu'ils ne nous livrent leur méditation sur le rôle de la dynastie et les sources de son pouvoir. Au grand public, Georges Bordonove a présenté un Hugues Capet, le fondateur (Pygmalion, 1986), qui embrasse deux siècles d'histoire à l'échelle eurasiatique, ce qui souligne la difficulté qu'a éprouvée l'auteur à surmonter l'obstacle majeur auquel est confronté tout historien de ce monarque : l'insuffisance du matériel documentaire. Pour contourner cette difficulté, Edmond Pognon tente de saisir de l'intérieur l'évolution psychologique du souverain, auquel il consacre un Hugues Capet, qui t'a fait roi ? (Stock, 1987), fort subtil à défaut de pouvoir être concret. En effet, l'auteur attribue l'avènement de ce monarque à son désintérêt pour la Lorraine et à son amitié pour Otton II, qui auraient eu pour corollaire l'appui que lui prêtèrent
downloadModeText.vue.download 437 sur 517

Adalbéron et Gerbert de Reims. Accordant moins d'importance à l'intuition qu'au document, Yves Sassier publie un Hugues Capet, naissance d'une dynastie (Fayard, 1987), qui précise les titres et les biens personnels du souverain ainsi que la conception de la royauté que se font Abbon de Fleury et Adalbéron de Laon. Malheureusement, il en résulte une meilleure connaissance des intrigues de l'entourage royal que de la personne même du monarque. Enfin, disposant de l'abondante correspondance de Gerbert d'Aurillac, le pape de l'an mil (Fayard, 1987), Pierre Riché approfondit la connaissance du monde culturel au Xe siècle finissant, dominé par la personne de l'ancien écolâtre, puis archevêque de Reims.

Histoire

Outre le millénaire capétien, les historiens célèbrent le neuvième centenaire de la mort de Guillaume le Conquérant, les bicentenaires du décès de Vergennes et de la publication

par Louis XVI de l'édit de Tolérance, le cinquantenaire de l'Exposition universelle de 1937 ; ils préparent déjà la commémoration du bicentenaire de la Révolution de 1789. Jean Tulard, Jean-François Fayard et André Fierro publient Histoire et dictionnaire de la Révolution française, 1789-1799 (Laffont), que prolonge le Dictionnaire Napoléon présenté également par J. Tulard (Fayard).

L'intérêt porté aux biographies ne se dément pas. Grâce aux lettres de Gerbert d'Aurillac, le pape de l'an mil (Fayard), P. Riche renouvelle celle du conseiller de l'empereur Otton III.

J. Jacquart fait percevoir en Bayard (Fayard) « le signe d'un monde qui se meurt ». Entrecroisant les destins de quatre hommes d'Église, B. Guenée se situe... Entre l'Église et l'État (Gallimard), tandis que J. Bergin montre comment le pouvoir alimente la fortune et comment celle-ci fonctionne à son service (Pouvoir et Fortune de Richelieu, Laffont). L'histoire des mentalités élargit son champ de recherches avec G. Minois (Histoire de la vieillesse en Occident de l'Antiquité à la Renaissance, Fayard), avec J. Delumeau, Y. Lequin, etc. (les Malheurs des temps, Larousse), avec B. Geremek (la Potence ou la Pitié, l'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours, Gallimard), avec A. Daumard (Histoire des bourgeois et de la bourgeoisie en France depuis 1815, Aubier), avec

M. Perrot, G. Vincent, etc., auteurs des deux derniers tomes de l'Histoire de la vie privée (XIXe et XXe siècle) [Le Seuil]. Enfin, avec le Pain et l'Huile dans la Grèce antique (Les Belles Lettres) et le Pain au Moyen Âge (Orban), M.-Cl. Amouretti et F. Desportes ouvrent de nouveaux chantiers d'études aux confins de l'histoire des techniques et des comportements alimentaires.

PIERRE THIBAULT

Si les fêtes sont inspirées par l'ensemble de la dynastie, un seul ouvrage fait le point sur le Miracle capétien : celui dont Stéphane Rials a dirigé la publication à la Librairie académique Perrin en 1987, mais qui est également collectif. C'est dire qu'aucun auteur n'a repris, seul, la vaste réflexion, déjà ancienne, de Robert Fawtier sur les Capétiens et la France (PUF, 1942). C'est là pourtant le premier point d'interrogation du millénaire capétien,
downloadModeText.vue.download 438 sur 517

auquel le recueil des études de Robert Fawtier et de Jeanne Fawtier-Stone, Autour de la France capétienne : personnages et institutions, paraît devoir donner une première réponse (Londres, Variorum Reprints, 1987).

Les origines des Capétiens

Mille ans se sont donc écoulés depuis le jour où Hugues, duc des Francs, est devenu roi de France. Son règne devait durer neuf ans. Ce prince n'était pas le premier de sa famille à recevoir la couronne : son grand-oncle Eudes (888-898), son grand-père Robert (922-923) et un oncle par alliance, Raoul (923-936), avaient déjà été investis de ce ministère, tandis que la dy-

nastie carolingienne conservait jusqu'en 987 sa qualité et ses fonctions royales.

Archéologie, archéométrie et histoire du Xe siècle

Le paysage français se transforme au Xe siècle. Le monde seigneurial élabore alors la motte, que les textes ne définissent totalement ni dans ses variétés, ni dans ses origines, ni dans sa fréquence. L archéologie de terrain est donc nécessaire. Enquête longue, coûteuse, difficile, qui exige de l'historien une formation particulière, une équipe, une attention constante aux nouvelles méthodes de datation. Celles-ci se nomment, en bloc, archéométrie. Elles sont le lien entre l'archéologie et l'histoire.

L'archéométrie s'est largement développée ces dernières années, adaptant volontairement à l'archéologie des techniques ayant de vastes applications. Dendrochronologie et usage du carbone 14 font de grands progrès, de même que l'ostéologie. Le laboratoire offre d'autres méthodes encore. L'archéomagnétisme, ou magnétisme thermorémanent, s'appuie sur l'existence de variations du champ magnétique terrestre au cours des siècles et sur l'aimantation thermorémanente des oxydes de fer. Une grille affinée des variations de l'archéomagnétisme au cours du Xe siècle est en voie de réalisation au laboratoire de géophysique de Saint-Maur. La thermoluminescence et la gamma-thermoluminescence constituent un autre procédé qui permet de reconnaître et d'enregistrer les variations des rayonnements visibles et mesurables de certains cristaux irradiés comme le quartz des céramiques de fouille et du milieu environnant. Un laboratoire fonctionne à Bordeaux. La datation peut aussi se faire par accélérateur, c'est-à-dire par l'utilisation d'isotopes cosmo-géniques comme chronomètres, carbone 14 et bien d'autres, mieux adaptés aux datations médiévales. L'appareil de mesure, le Tandetron, fonctionne à Gif-sur-Yvette. Élaborée par des géophysiciens et des physiciens nucléaires, l'archéométrie doit être maîtrisée par des

historiens qui sont de formation littéraire. Ainsi s'explique la lenteur de sa diffusion, mais plus encore ses coûts et la nécessité d'établir un large programme, inaccessible à un chercheur isolé. Mais c'est de l'archéométrie que l'archéologue attend des repères bien datés, qui font souvent défaut pour le Xe siècle : techniques de construction, céramiques, voire monnaies de cette période sont encore trop mal connues pour représenter en fouille
downloadModeText.vue.download 439 sur 517

des éléments de datation, comme elles le font pour d'autres périodes de l'histoire.

L'archéologie des mottes attend beaucoup de l'archéométrie. Lancée par Michel de Boüard et par Jean-Marie Pesez, cette dernière est en plein développement. Constituées entièrement de terre rapportée ou utilisant soit des éperons rocheux retaillés soit des tertres naturels aménagés, les mottes impriment la marque de la puissance seigneuriale sur le pays environnant. Promontoire, fossé, constructions sommitales sont des constantes. L'église et le village sont souvent associés au château selon les formules les plus diverses. La construction fossoyée et emmottée se développe largement au Xe siècle. Elle ordonne un nouveau paysage. L'enquête sur les mottes castrales (programme H 40 du CNRS) constitue actuellement le principal thème de recherche de l'archéologie pour cette période.

La royauté d'Hugues manifeste les aspirations de la France de son temps. L'installation définitive de la famille robertienne (issue de Robert le Fort) était une réalité nouvelle, bien comprise comme telle par les contemporains, créée par l'élection de Senlis du 1er juin 987, par le sacre de Noyon du 3 juillet suivant et par celui de Robert, fils d'Hugues, à la fin de la même année. Pour que cela puisse s'accomplir, le ralliement spectaculaire, appuyé par des discours publics, du titulaire du siège archiépiscopal de Reims, Adalbéron, avait beaucoup fait ; l'église de Reims était en effet, depuis le milieu

du IXe siècle, et en 979 encore, le lieu du sacre des Carolingiens. En 987, Adalbéron consacre le robertien Hugues, ce

qui est bien significatif de la désaffection générale subie par les Carolingiens. Bien plus, à cette occasion est prononcée de manière décisive, ferme et argumentée l'inaptitude à la royauté du dernier Carolingien, mis à l'écart par un vote aristocratique et dont la descendance masculine s'éteint rapidement.

Expositions

Une très passionnante présentation de la naissance de Chicago a marqué le premier anniversaire du musée d'Orsay, qui, en un an, a accueilli quatre millions de visiteurs.

Auparavant, Fragonard nous avait enchantés lors de la belle rétrospective du Grand Palais. Le poète de l'art d'aimer n'était pas qu'un joyeux drille. Le charme de son pinceau, de sa palette sensuelle a séduit tout Paris. La rapidité avec laquelle il a capté des instantanés font de lui un lointain annonciateur de « l'action painting ». L'art espagnol au Petit Palais, au musée d'Art moderne de la Ville de Paris et à l'ARC a offert un raccourci de quatre siècles de peinture en 150 chefs-d'oeuvre avec, comme point commun, le refus de l'académisme.

Au musée du Luxembourg, Pierre Rosenberg, conservateur du département des peintures du Louvre, a sorti de l'ombre un excellent peintre du début du XVIIIe siècle, Pierre Subleyras, qui par ses peintures religieuses étonnantes, ses harmonies de gris, de roses et de blancs trouve une place parfaitement convenable aux côtés des génies de ce siècle.

L'or et les pharaons ont toujours subjugué les imaginations. L'or de Tanis
downloadModeText.vue.download 440 sur 517

ne pouvait que fasciner. La capitale

des XXIe et XXe dynasties, fouillée

dans les années vingt par Pierre Montet, a révélé des trésors d'un raffinement extrême.

Lucio Fontana, le pourfendeur de toiles à coup de cutter, était retenu comme maître de l'élégance au Centre Pompidou, qui a reçu 74 millions de visiteurs pour son dixième anniversaire. Rembrandt, graveur de l'ombre et de la lumière, était mis au jour à la Bibliothèque nationale comme génie malicieux cachant dans des fourrés des amoureux enlacés visibles seulement à la loupe. Enfin, des galeries ont rendu un juste hommage aux deux géants de la peinture disparus cette année : l'abstrait repenti, réinventeur de la nature morte, Jean Hélion, et le surréaliste magique André Masson.

NICOLE DUAULT

Mais ce n'est pas à ces seuls faits, trop particuliers ou trop institutionnels, que s'attache le souvenir des premiers temps du lignage. En 987, la royauté d'Hugues, sacrée, est conforme à la tradition franque, définie par le sacre de 751. Comme ses prédécesseurs, il est le guide du peuple des Francs, c'est-à-dire qu'il a le devoir d'assurer le respect des droits de chacun, la justice et la paix sur la terre des ancêtres, comme Hugues l'affirme dans le serment qu'il prononce avant son sacre.

Selon le roi même, cette royauté est l'héritière de celle de Charles le Chauve, sa plus fréquente référence. C'est dire qu'il conçoit son gouvernement comme appuyé à la fois sur l'Église et sur les

grands, à qui il demande aide et conseil et sans lesquels toute décision est vaine.

Ce gouvernement par conseil et consentement des grands, qui sont, en principe, les représentants de l'ensemble de la France, est une manière de « concertation ». Une idée bien actuelle. Un roi qui fait corps avec son royaume, tel apparaît Hugues ; mais c'est aussi un roi qui assure la paix et la prospérité, selon un discours d'Adalbéron. L'église de Reims, l'ordre de Cluny, les princes de tout le territoire voient dans le nouveau roi le garant de la paix, génératrice de bienfaits. Il est le roi de tous les ralliements ; il a prouvé la valeur de ses armes (en 978 notamment) et, plus encore, celle de sa diplomatie (à Rome, en 981). En cette fin du Xe siècle, on le sait fidèle à ses promesses, entouré de nombreux vassaux et riche de terres réputées pour leur dynamisme économique : pays de Loire et Parisis surtout. Selon Adalbéron, il est « le père de l'aristocratie », ce qui veut dire qu'il reçoit les suffrages de l'ensemble des princes et de leurs dépendants, ce qui n'est pas loin de représenter l'ensemble du royaume. Dans une lettre écrite au lendemain de son couronnement, il peut parler de la « tranquillité » dont jouit alors le pays. Protéger les églises, prendre l'avis des grands, assurer la justice et la paix à tous, respecter les traditions : voilà la royauté de ce temps.

Dans le royaume, Hugues a toujours occupé une place exceptionnelle, avant comme après 987. Avant 987, et depuis 960, il porte un titre unique, celui de duc des Francs. Celui-ci n'est en rien comparable aux autres titres ducaux. Les ducs détiennent normalement le gouvernement de territoires appelés principautés et portent le nom de peuples qui ne sont pas les Francs : duc des Aquitains, des Bourguignons, des Gascons, etc. En
downloadModeText.vue.download 441 sur 517

revanche, le pouvoir du duc des Francs s'étend sur l'ensemble des régions et son titulaire assume, selon les textes émanant du roi, la conduite des armées, la tenue du conseil royal et la représentation de toute l'aristocratie. Il est le chef des grands et non un grand parmi les autres. Pour Hu-

gues, cette prérogative est soutenue par le fait que presque tous les princes-ducs, non seulement ceux du Nord, mais aussi les princes méridionaux, ont conclu des alliances familiales avec lui. Après 987, il gouverne donc avec ses proches, ce qui rend sa royauté réelle et efficace.

Ventes

Les Japonais sont omniprésents dans les salles de ventes de New York, Londres, Paris, et Tokyo bien sûr. Ils s'intéressent aux tableaux impressionnistes, aux verreries Art déco et Art nouveau, aux pierres précieuses... et même aux livres et aux autographes. Les événements les plus retentissants ont été trois super-records successifs sur Van Gogh, à Londres et à New York, et la vente délirante, à Genève, des bijoux de la duchesse de Windsor, qui ont totalisé plus de 300 millions de francs, au profit de l'Institut Pasteur. Parmi les grands moments, notons, en novembre, à Londres, l'adjudication d'une Bugatti royale à 50 millions de francs, et la vente Daum, à Tokyo, sous la direction d'un commissaire-priseur opérant habituellement à l'hôtel Drouot, en duplex avec le public parisien de la tour Eiffel, qui a battu tous les précédents records. Pour le marché français, le moment le plus fort aura été, le 20 novembre, l'ouverture à Paris

d'une salle de prestige au théâtre des

Champs-Élysées et la collection de

tableaux qui l'inaugura, soirée mémo-

rable ponctuée par une dizaine de

records. Voici une sélection des meil-

leures enchères :

Tableaux modernes : le secteur le plus

spéculatif. 315 000 000 F pour les Iris

et 247 000 000 F pour les Tournesols

de Van Gogh (New York, Sotheby's, et

Londres, Christie's).

Tableaux anciens : un marché plus

difficile et très sélectif. 26 400 000 F pour Télémaque et Eucharis de David (New York, Sotheby's).

Dessins anciens : des records étonnants pour les XVIe et XVIIe siècles. 17 600 000 F pour la Madonna del Popolo de F. Barocci (Londres, Christie's).

Meubles : le beau siège XVIIIe en vedette. 14 820 000 F pour un cabinet à plaques de porcelaine par Carlin (Londres, Sotheby's).

Art nouveau – Art déco : frénésie des Japonais et boom des verreries de Daum. 4 153 000 F pour une coupe Libellules (Béthune).

FRANÇOISE DEFLASSIEUX

Enfin, la société évolue, traversée en tous sens par des liens d'homme à homme, qui garantissent la protection des uns, le service des autres et créent des solidarités. Les paysages ruraux reflètent cette organisation avec la mise en place de villages et de bourgs autour des mottes castrales, ou des abbayes, par exemple. Les villes, où divers peuplements paroissiaux forment de nouveaux quartiers, s'ouvrent aux campagnes environnantes, mais se dotent de points forts, châteaux, portes, ponts. Le paysage caractéristique
downloadModeText.vue.download 442 sur 517

de la France médiévale voit le jour. La France d'Hugues Capet n'est plus uniquement centrée sur les pays du Nord de la Loire, comme elle l'était aux derniers temps carolingiens. Le nouveau roi est

particulièrement attentif à la France méridionale, qui commence à jouer un rôle très actif dans le royaume.

Les habitants de la France de 1987 ont fait la découverte de ceux qui les ont précédés il y a plus de mille ans. Ils savent qu'ils en sont les héritiers, mesurent la distance, cherchent les constantes. La généalogie privée est devenue une mode : l'enquête des Français sur leur passé commun prend de plus en plus de force. Les grandes mutations vécues en France pendant les dernières décennies donnent vigueur à cette interrogation historique, parfois anxieuse, parfois confiante. Les réponses données en 1987 le furent le plus souvent dans la joie de la découverte : « Nous sommes donc aussi tout cela... »

Actualité de la recherche sur le Xe siècle : les principautés

Le Xe siècle a été longtemps perçu par les historiens comme celui de la mise en place d'une féodalité, par ailleurs mal définie. L'identité de ce siècle est peu à peu restituée par les travaux récents. L'épanouissement des principautés constitue l'une de ses composantes majeures.

Ces principautés apparaissent dans la bibliographie des dernières décennies. L'ouvrage de Ian Dhondt Études sur la naissance des principautés territoriales

en France (Bruges, 1948) est dépassé, mais il fut le pionnier. Le point commun des dernières recherches est de concerner essentiellement les pays situés au sud de la Loire. Les principautés septentrionales ont, dans l'ensemble, fait l'objet d'études plus précoces, mais parfois sporadiques. De même, la Bourgogne, où Jean Richard a poursuivi l'analyse ancienne au-delà du XIe siècle : les Ducs de Bourgogne (Dijon, 1954).

Deux vagues de publications ont surgi dans les années 70, puis 80 ; à côté d'un très grand nombre d'articles ponctuels, on relève quelques synthèses portant soit sur l'ensemble d'une principauté, soit sur l'une de ses parties, selon le modèle représenté par G. Duby (la Société aux XIe et

XIIe s. dans la région mâconnaise, Paris, 1953 et 1971), G. Devailly, le Berry du Xe au milieu du XIIIe siècle (Paris, 1973), E. Magnou-Nortier, la Société laïque et l'Église dans la province ecclésiastique de Narbonne (VIIIe-XIe s.) [Toulouse, 1974], P. Bonnassie, la Catalogne du milieu du Xe s. à la fin du XIe siècle (Toulouse, 1975), J.P. Poly, la Provence et la société féodale (879-1166) [Paris, 1976]. Les auteurs sont tantôt des historiens, tantôt des juristes. La même remarque peut être faite pour les auteurs de la dernière vague, en ajoutant que les historiens sont aussi des archéologues : M. Bur, la Formation du comté de Champagne (950-1150) [Paris, 1977], R. Mussot-Goulard, les Princes de Gascogne (VIIIe-XIe siècle) [Lectoure, 1982], A. Debord, la Société laïque dans les pays de la Charente (Xe-XIIe s.) [Paris, 1984], Ch. Lauranson-Rosaz, l'Auvergne et ses marges (VIIIe-XIe siècle) [Le Puy, 1987].
downloadModeText.vue.download 443 sur 517

Ces publications ne viennent pas toujours confirmer les thèses de l'Allemand W. Kienast : Studien über die französischen Volksstämme des Frühmittelalters (Stuttgart, 1968).

Les principautés sont gouvernées par un comte, un marquis ou un duc, que ses responsabilités religieuses qualifient comme princeps. Le prince appartient à un lignage de commandement, héréditaire depuis la seconde moitié du IXe siècle au moins. Il porte le nom d'un peuple mineur dont il apparaît comme le chef. Le peuple de référence occupe un territoire précis (regnum) dans les limites du royaume de France (Aquitaine, Gascogne, Bourgogne, Normandie, Flandre, Bretagne, Catalogne et, un temps, Lorraine). Toutes les principautés françaises reconnaissent l'autorité supérieure et générale du duc des Francs et, à travers lui, du roi des Francs.

RENÉE MUSSOT-GOULARD

Docteur ès lettres, agrégée de l'Université, Renée Mussot-Goulard est maître-assistant en histoire à l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV). Spécialisée en histoire du haut Moyen Âge, elle a publie

notamment : les Princes de Gascogne (Lectoure,

1982) et Charlemagne (PUF, 1985).
downloadModeText.vue.download 444 sur 517

Les banques du savoir

De quelle mémoire allons-nous demain disposer ? Trois phénomènes se télescopent : d'abord, l'accroissement spectaculaire des documents à archiver, en augmentation exponentielle, avec notamment l'entrée en force du monde des images et un souci inédit de tout conserver, fût-ce l'éphémère et l'insignifiant. L'explosion de la demande : de la généalogie et du patrimoine à l'essor de l'actualité contemporaine et des médias, un public de plus en plus nombreux et exigeant s'empare de tout document, de toute archive, fût-elle la plus récente. Enfin le changement de nature de cette dernière : aux classiques problèmes de conservation du papier s'ajoutent ceux de supports encore mal maîtrisés, à la durée de vie limitée : bandes magnétiques, nouvelles images...

La Bibliothèque nationale à l'heure des choix

Il était fatal que la vieille BN, gardienne de la mémoire nationale, subisse tôt ou tard le contrecoup de ces nouvelles tendances. Une série de grèves et de conflits, surtout catégoriels, mais témoignant d'une lente dégradation interne, l'ont placée sous les feux de l'actualité. À la demande du ministre de la Culture, François Léotard, le rapport de Francis Beck vient de proposer un diagnostic sans complaisance. La Bibliothèque nationale doit abandonner l'exhaustivité, cet « idéal inaccessible », dans lequel elle s'épuise, pour se « spécialiser ». Avant tout dans le support papier ; son enregistrement,

aujourd'hui trop lent ; son stockage, à rationaliser et décentraliser ; son exploitation, qu'il faudrait plus « raisonnée et volontaire », avec une stratégie commerciale et de partenariat privé ; sa communication aux lecteurs, destinataires privilégiés. Quant aux autres départements, l'estampe et la photographie pourraient gagner les musées nationaux et, surtout, ceux de la phonothèque et de l'audiovisuel devraient, à terme, former le noyau d'une « grande médiathèque nationale ».

Cette série de propositions a reçu un accueil favorable dans la presse et l'opinion, ainsi qu'auprès du nouvel administrateur général, l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, nommé à l'automne 1987 et désireux de faire de l'extension de son établissement une « grande cause nationale ». Un éventuel dessaisissement d'une partie des fonds ou collections est écarté, par principe, mais une « BN bis » devrait plutôt surgir à proximité de Paris, pour soulager la Rue de Richelieu des tâches
downloadModeText.vue.download 445 sur 517

matérielles nuisant à son rayonnement national et international.

« Mémoires du futur » et

Vidéothèque de Paris

La tâche d'actualité est révélée par la stimulante « bibliothèque électronique » mise sur pied, à la fin de l'année 1987, au Centre Georges-Pompidou. En marge d'une exposition retraçant l'histoire de la première « technologie de la mémoire », l'écriture, trois ateliers s'essayent à mettre en oeuvre, au profit de ceux qui seront les lecteurs de demain, les potentialités des techniques modernes d'information et de mémoire. Terminaux d'ordinateurs, bases de données, vidéodisques remplacent index, livres ou fichiers, et permettent aux visiteurs de confectionner rapidement, qui un reportage télévisé, qui une fiction romanesque assistée par ordinateur !

La démonstration méritait d'être tentée. Mais sa virtuosité technologique ne

saurait masquer le véritable enjeu de la

mémoire de demain. À l'heure de l'image au quotidien via la télévision par câble et la vidéo, il s'agit de permettre le plus large accès, la plus large maîtrise de ce flux d'informations qui constitue notre pain quotidien. Et non le réserver aux seuls professionnels, à l'instar des images télévisuelles, confinées par l'INA dans une logique de conservation commerciale.
Un pari tenté et réussi par la Vidéothèque de Paris, inaugurée en cette fin d'année, et qui sera la mémoire cinématographique et audiovisuelle de la capitale, consultable par tous. Il convient, au fond, d'associer les moyens nécessaires à la préservation et à la mutation prévisible des différentes formes de mémoire, nouvelles comme traditionnelles, d'un autre impératif, tout aussi indispensable, celui de leur partage et de leur démocratisation.

FÉLIX TORRES
downloadModeText.vue.download 446 sur 517

l'année des sans-grade

LE TEMPS DE 9″ 83 À LUI TOUT SEUL suffit à faire de 1987 une année exceptionnelle. Le 30 août, à Rome, lors des championnats du monde d'athlétisme, il n'aura fallu que 100 m au sprinter canadien Ben Johnson pour entrer dans l'histoire et reléguer au second plan tous les autres sportifs qui se sont particulièrement mis en évidence au cours d'une saison riche en exploits, tant dans les sports individuels que dans les sports collectifs. C'est pourquoi le vainqueur de la Coupe de l'America, Dennis Conner, le pilote de Formule I, Nelson Piquet, les coureurs cyclistes, Jeannie Longo et Stephen Roche, le boxeur Thomas Hearns, les joueurs de tennis, Ivan Lendl et Martina Navratilova, et la nageuse Kristin Otto méritent eux aussi de figurer au tableau d'honneur. Ils y rejoignent les triomphateurs de la première coupe du monde de rugby à XV, les All Blacks, l'équipe Suisse de ski, invincible aux derniers championnats du monde de Crans Montana, et l'ensemble des athlètes est-allemands qui ont dominé, comme d'habitude, presque toutes les compétitions auxquelles ils ont participé.

Une page est tournée

▪ Bernard Hinault et Michel Platini à la retraite, Yannick Noah à la recherche du temps perdu, depuis sa victoire aux Inter-

nationaux de France de tennis en 1983, Éric Tabarly à califourchon sur l'une des coques de son trimaran Côte-d'Or, à la dérive au beau milieu de l'océan Atlantique, Alain Prost victime cette saison d'un moteur à bout de souffle : en moins d'un an, nos stars mondiales sont rentrées dans les rangs. Pour combler ce vide, espérons-le provisoire, il y a eu heureusement Jeannie Longo, auteur d'un triplé historique, Tour de France, championnat du monde, record de l'heure, qui la situe désormais au sommet de la hiérarchie du sport français. Un rang auquel aurait pu prétendre également le pentathlonien moderne Joël Bouzou, le sabreur Jean-François Lamour, le lutteur Patrice Mourier, les judokas Cathy Arnaud et Fabien Canu, le skieur nautique Patrice Martin, tous champions du monde dans des disciplines qui jusqu'à présent n'avaient guère été placées sous les projecteurs de l'actualité. À l'heure où les footballeurs de l'équipe de France ont du mal à retrouver leur lustre d'antan, imités en cela par les tennismen beaucoup trop enfants gâtés, il est réconfortant de pouvoir compter sur de tels athlètes, soucieux avant tout de se construire un palmarès plutôt que de monnayer leur talent à n'importe quel prix. Aujourd'hui, la France est peut-être en manque de vedettes, mais pas de champions de valeur, comme ont su le
downloadModeText.vue.download 447 sur 517

devenir dans le passé les regrettés Henri Cochet, Jacques Anquetil et Julien Darui qui seront les grands absents en 1988.

En route pour Séoul

▪ Si l'enveloppe budgétaire de M. Christian Bergelin ne s'étoffera guère en 1988 (+ 0,7 p. 100), en revanche, le sport de haut niveau verra ses crédits augmenter de 7 p. 100. Cette rentrée d'argent frais servira notamment au bon fonctionnement de la cellule de préparation olympique, que dirigent avec un certain suc-

cès, depuis 1986, Pierre Guichard et ses deux adjoints, Jean Poczobut et Bernard Bourandy. Elle ne sera pas de trop, également, pour financer les bourses offertes aux quelque 500 athlètes français de premier plan qui s'entraînent actuellement en vue des Jeux de Séoul, où ils espèrent bien remporter 15 médailles comme le souhaite leur ministre de tutelle. Mais, si ces missions commandos répondent dans un premier temps au besoin du moment, elles ont l'inconvénient d'être provisoires et de favoriser l'élite au détriment de la masse, à moins que, dans les prochaines années, l'opération « contrats bleus » ne portent ses fruits. Il s'agit, rappelons-le, de permettre aux enfants de pratiquer davantage d'activités physiques ou d'éveil au sein des associations et des clubs placés sous l'égide des 4 000 communes concernées. Dans ce but, la somme de 72 millions de francs a été prélevée sur

le Fonds national de développement du sport pour contribuer au financement de ces « contrats », qui compléteront l'éducation sportive du jeune Français, la plus rétrograde de toutes celles dispensées dans les pays civilisés. Ainsi, nous ne verrons peut-être plus le vice-champion du monde de 200 m plat, Gilles Quénéhervé, déclarer à l'issue de sa course qu'il avait découvert l'athlétisme seulement au moment de passer les épreuves de gymnastique du baccalauréat. Encore heureux qu'il ait choisi ce jour-là de courir le 100 m de préférence au 1 500 m, tout simplement parce que c'était moins fatigant. Voilà à quoi tient parfois la carrière d'un futur grand champion, lorsqu'un pays n'a jamais eu de politique sportive véritable, laissant le soin aux fédérations de s'occuper de leurs propres adhérents. Le sport français est, de toute évidence, définitivement placé sur la voie d'un désengagement de l'État, compensé par une constante augmentation des crédits extrabudgétaires. Un grand risque au moment où les enjeux du Loto diminuent régulièrement, tandis qu'on s'interroge encore sur les conséquences qu'aura sur le sponsoring sportif l'interdiction de la publicité pour les boissons alcooliques malgré la circulaire autorisant le « parrainage ». Nul doute que, dans un proche avenir, des formes nouvelles de financement devront être trouvées. Dans ce domaine, les Régions et surtout les municipalités auront un rôle accru à jouer.
downloadModeText.vue.download 448 sur 517

ATHLÉTISME

Le retour de l'Afrique

▪ Pendant les neuf journées du Mondial qui se sont déroulées à Rome, 132 médailles ont été distribuées : 43 d'or, 44 d'argent et 42 de bronze, les Soviétiques Pakline et Adeienko terminant deuxièmes ex aequo au saut en hauteur.

En dehors du relatif déclin américain, l'autre événement majeur de ces championnats a été le retour au premier plan de l'Afrique, qui s'est permis de remporter toutes les courses plates de plus de 400 m : le 800 m, le 10 000 m, le marathon par, respectivement, les Kenyans Billy Konchellah, Parel Kipkoech et Douglas Wakiihuru ; le 1 500 m par le Somalien Abdi Bile ; le 5 000 m par le Marocain « Caïd » Aouita. Depuis les Jeux de Mexico (à plus de 2 000 m d'altitude) ou ceux de Munich, jamais les coureurs africains n'avaient à ce point surclassé leurs adversaires. Et même si plusieurs d'entre eux s'entraînent actuellement aux États-Unis ou au Japon, il n'en reste pas moins vrai que ce renouveau, un an avant Séoul, a impressionné tous les observateurs.

Au bilan général, la RDA, avec ses 31 médailles dont 10 d'or et ses 23 places sur les podiums féminins, a largement dominé l'URSS (25 médailles dont 7 titres), et les États-Unis (19 médailles dont 9 victoires) en perte de vitesse par rapport à Helsinki 1983. Viennent ensuite la Grande-Bretagne (7 médailles) malgré l'absence de Sébastian Coe et la méforme de certaines de ses stars, Daley Thompson et Steve Cram notamment, et l'Italie qui, chez elle, a doublé son capital (2 d'or, 2 d'argent, 2 de bronze). Ferment la marche, la RFA (pas une seule médaille d'or) et deux autres grands de l'athlétisme mondial, la Tchécoslovaquie et la Pologne, presque rayées de la carte. Quelle tristesse pour ces pays, qui étaient si riches en champions, il y a de cela dix ans à peine !

Pour mémoire, signalons également

que deux records du monde ont été améliorés ; celui du 100 m par le fantastique Canadien Ben Johnson en 9″ 83/100 et celui du saut en hauteur féminin (2,09 m) par la Bulgare Stefka Kostadinova. Par ailleurs, citons au tableau d'honneur, la marathonienne portugaise Rosa Mota, victorieuse avec plus de 7 minutes d'avance sur sa suivante Zoja Ivanova, et les quatre auteurs de doublés : l'Allemande de l'Est Silke Gladish (100 et 200 m), la Soviétique Tatania Samolenko (1 500 et 3 000 m), la Noire américaine Jackie Jonyer (longueur et heptathlon) et son compatriote Cari Lewis (longueur et 4 × 100 m).

De son côté, avec 11 finalistes et 3 médailles (d'argent pour Gilles Quénéhervé au 200 m et pour Thierry Vigneron au saut à la perche et de bronze pour Jocelyne Villeton au marathon), l'athlétisme français a relevé la tête alors que le nombre de nations participantes est, à l'image du niveau des performances, en augmentation constante depuis les précédents Mondiaux de 1983. N'oublions pas, en effet, qu'il y a seulement quatre ans la France était revenue d'Helsinki avec, en tout et pour tout, six finalistes et personne sur le podium. Nous savons donc maintenant que nous possédons des athlètes capables d'atteindre le plus haut niveau, puisque, aux 4 médaillés des
downloadModeText.vue.download 449 sur 517

championnats d'Europe de Stuttgart (Stéphane Caristan, Marie-Christine Cazier, Philippe Collet, Bruno Marie-Rose) qui n'ont pu défendre leur chance à Rome en raison de diverses blessures, il faut ajouter ceux des championnats du monde et aussi les 15 médaillés de l'hiver (championnats d'Europe et du monde en salle, mondial de cross et coupe du monde de marathon). À Séoul, la bonne tenue de nos représentants dépendra, en fait, de certaines dispositions – programmes de compétitions, de stages, d'entraînement, suivi médical et social – que nos responsables sauront non seulement proposer, mais également imposer.

CHAMPIONNATS DE FRANCE

(Annecy, 8-9 août)

MESSIEURS

100 m : Morinière, 10″ 18.

200 m : Marie-Rose, 20″ 50.

400 m : Quentrec, 45″ 90.

800 m : Collard, 1′ 46″ 27.

1 500 m : Geoffroy, 3′ 38″ 69.

5 000 m : Arpin, 13′ 48″ 06.

10 000 m : Legrand, 28′ 45″ 39.

110 m haies : Aubert, 13″ 78.

400 m haies : Vimbert, 49″ 99.

3 000 m steeple : Pannier, 8′ 22″ 44.

Hauteur : Gicquel, 2,26 m.

Longueur : Brige, 8,07 m.

Perche : Salbert, 5,70 m.

Triple saut : Hélan, 16,84 m.

Poids : Viudès, 19,03 m.

Disque : Avedissian, 58,34 m.

Javelot : Lefèvre, 80,08 m.

Marteau : Ciofani, 76,52 m.

20 km marche : Fesselier, 1 h 23′ 54″.

50 km marche : Terraz, 3 h 54′ 12″.

DAMES

100 m : Bily, 11″ 23.

200 m : Cazier, 22″ 79.

400 m : Ficher, 51″ 97.

800 m : Gourdet, 2′ 3″ 22.

1 500 m : Demilly, 4′ 9″ 91.

3 000 m : Duros, 8′ 56″ 18.

10 000 m : Villeton, 33′ 6″ 11.

100 m haies : Colle, 12″ 95.

400 m haies : Huart, 55″ 55.

Hauteur : Beaugendre, 1,93 m.

Longueur : Fourcade, 6,32 m.

Poids : Créantor, 15,84 m.

Disque : Devaluez, 53,46 m.

Javelot : Auzeil, 55,90 m.

5 km marche : Griesbach, 22′ 49″ 06.

CHAMPIONNATS DU MONDE
(Rome, 29 août-6 septembre)

MESSIEURS

100 m : 1. Johnson (Can.), 9″ 83 ;
2. Lewis (USA), 9″ 93 ; 3. Stewart (Jam.),
10″ 08.

200 m : 1. Smith (USA), 20″ 16 ; 2. Qué-
néhervé (F), 20″ 16 ; 3. Régis (GB),
20″ 18.

400 m : 1. Schoenlebe (RDA), 44″ 33 ;
2. Egbunike (Nig.), 44″ 56 ; 3. Reynolds
(USA), 44″ 80.

800 m : 1. Konchellah (K), 1′ 43″ 06 ;
2. Elliot (GB), 1′ 43″ 41 ; 3. Barbosa (Br),
1′ 43″ 76.

1 500 m : 1. Bile (Som.), 3′ 36″ 80 ;
2. Gonzales (E), 3′ 38″ 03 ; 3. Spivey
(USA), 3′ 38″ 82.

5 000 m : 1. Aouita (M), 13′ 26″ 44 ;
2. Castro (P), 13′ 27″ 59 ; 3. Buckner
(GB), 13′ 27″ 74.

10 000 m : 1. Kipkoech (K), 27′ 38″ 63 ;
2. Panetta (It.), 27′ 48″ 98 ; 3. Kunze
(RDA), 27′ 50″ 37.

110 m haies : 1. Foster (USA), 13″ 21 ;
2. Ridgeon (GB), 13″ 29 ; 3. Jackson
(GB), 13″ 38.

400 m haies : 1. Moses (USA), 47″ 46 ;
downloadModeText.vue.download 450 sur 517

2. Harris (USA), 47″ 48 ; 3. Schmid (RFA), 47″ 48.

3 000 m steeple : 1. Panetta (It.), 8′ 8″ 57 ; 2. Melzer (RDA), 8′ 10″ 32 ; 3. Van Dijck (PB), 8′ 12″ 18.

Hauteur : 1. Sjoeberg (S), 2,38 m ; 2. Pakline (URSS), 2,38 m et Adeienko (URSS), 2,38 m.

Longueur : 1. Lewis (USA), 8,67 m ; 2. Emmian (URSS), 8,53 m ; 3. Evangelisti (It.), 8,38 m.

Perche : 1. Bubka (URSS), 5,85 m ; 2. Vigneron (F), 5,80 m ; 3. Gataulin (URSS), 5,80 m.

Triple saut : 1. Markov (Bg), 17,92 m ; 2. Conley (USA), 17,67 m ; 3. Sakirkin (URSS), 17,43 m.

Poids : 1. Guenthoer (CH), 22,23 m ; 2. Andrei (It.), 21,88 m ; 3. Brenner (USA), 21,75 m.

Disque : 1. Schult (RDA), 68,74 m ; 2. Powell (USA), 66,22 ; 3. Delis (Cuba), 66,02 m.

Javelot : 1. Raty (Fin.), 83,54 m ; 2. Evsuko (URSS), 82,52 m ; 3. Zelezny (Tch.), 82,20 m.

Marteau : 1. Litvinov (URSS), 83,06 m ; 2. Tamm (URSS), 80,84 m ; 3. Haber (RDA), 80,76 m.

Décathlon : 1. Voss (RDA), 8 680 pts ; 2. Wentz (RFA), 8 461 pts ; 3. Tarnovetsky (URSS), 8 375 pts.

4 × 100 m : 1. États-Unis, 37″ 90 ; 2. URSS, 38″ 19 ; 3. Jamaïque, 38″ 41.

4 × 400 m : 1. États-Unis, 2′ 57″ 29 ; 2. Grande-Bretagne, 2′ 58″ 86 ; 3. Cuba, 2′ 59″ 16.

20 km marche : 1. Damilano (It.), 1 h 20′ 45″ ; 2. Pribilinec (Tch.), 1 h 21′ 7″ ; 3. Marin (E), 1 h 21′ 24″.

50 km marche : 1. Gauder (RDA), 3 h 40′ 53″ ; 2. Weiger (RDA), 3 h 41′ 30″ ; 3. Ivanenko (URSS), 3 h 44′ 2″.

Marathon : 1. Wakiihuru (K),
2 h 11′ 48″ ; 2. Saleh (Dji), 2 h 12′ 30″ ;
3. Bordin (It), 2 h 12′ 40″.

DAMES

100 m : 1. Gladisch (RDA), 10″ 90 ;
2. Drechsler (RDA), 11″ ; 3. Ottey (Jam.),
11″ 04.

200 m : 1. Gladisch (RDA), 21″ 74 ;
2. Griffith (USA), 21″ 96 ; 3. Ottey (Jam.),
22″ 06.

400 m : 1. Bryzgina (URSS), 49″ 38 ;
2. Mueller (RDA), 49″ 94 ; 3. Emmel-
mann (RDA), 50″ 20.

800 m : 1. Wodars (RDA), 1′ 55″ 26 ;
2. Wachtel (RDA), 1′ 55″ 32 ; 3. Gurina
(URSS), 1′ 55″ 56.

1 500 m : 1. Samolenko (URSS),
3′ 58″ 56 ; 2. Koerner (RDA), 3′ 58″ 67 ;
3. Melinte (R), 3′ 59″ 27.

3 000 m : 1. Samolenko (URSS),
8′ 38″ 73 ; 2. Puica (R), 8′ 38″ 73 ;
3. Bruns (RDA), 8′ 40″ 30.

10 000 m : 1. Kristiansen (N), 31′ 5″ 85 ;
2. Zhupieva (URSS). 31′ 9″ 40 ; 3. Ullrich
(RDA), 31′ 11″ 34.

100 m haies : 1. Zagorcheva (Bg), 12″ 34 ;
2. Uibel (RDA), 12″ 44 ; 3. Oschkenat
(RDA), 12″ 46.

400 m haies : 1. Busch (RDA), 53″ 62 ;
2. Flintoffking (Aus.) 54″ 19 ; 3. Ulrike
(RDA), 54″ 31.

Hauteur : 1. Kostadinova (Bg), 2,09 m ;
2. Bykova (URSS), 2,04 m ; 3. Beyer
(RDA), 1,99 m.

Longueur : 1. Joyner (USA), 7,36 m ;
2. Belevskaya (URSS), 7,14 m ; 3. Drechs-
ler (RDA), 7,13 m.

Poids : 1. Lisovskaia (URSS), 21,24 m ;
2. Neimke (RDA), 21,21 m ; 3. Mueller
(RDA), 20,76 m.

Disque : 1. Hellmann (RDA), 71,62 m ;
2. Gansky (RDA), 70,12 m ; 3. Khristova
(Bg), 68,82 m.
downloadModeText.vue.download 451 sur 517

Javelot : 1. Witbread (GB), 76,64 m ;
2. Felke (RDA), 71,76 m ; 3. Peters (RFA),
68,82 m.

Heptathlon : 1. Joyner (USA), 7 128 pts ;
2. Nikitina (URSS), 6 564 pts ; 3. Frederick (USA), 6 502 pts.

4 × 100 m : 1. États-Unis, 41″ 58 ;
2. RDA, 41″ 95 ; 3. URSS, 42″ 33.

4 × 400 m : 1. RDA, 3′ 18″ 63 ; 2. URSS,
3′ 19″ 50 ; 3. États-Unis, 3′ 21″ 04.

10 km marche : 1. Strakhova (URSS),
44′ 12″ ; 2. Saxby (Aus.), 44′ 23″ ; 3. Yan
(Chine), 44′ 42″.

Marathon : 1. Mota (P), 2 h 25′ 17″ ;
2. Ivanova (URSS), 2 h 32′ 38″ ;
3. Villeton (F), 2 h 32′ 53″.

CHAMPIONNATS DU MONDE

DE CROSS¥COUNTRY

(Varsovie, 1er mars)

MESSIEURS

1. Ngugi (K), les 11,9 km en 36′ 7″ ;

2. Kipkoech (K), m.tps ; 3. Arpin (F),
à 44″.

PAR ÉQUIPES : 1. Kenya ; 2. Angleterre ;
3. Éthiopie.

DAMES

1. Sergent (F), les 5,5 km en 16′ 46″ ;
2. Lynch (Éco.), à 2″ ; 3. Kristiansen (N),
à 5″.

PAR ÉQUIPES : 1. États-Unis ; 2. France ;
3. URSS.

Big Ben

Le 30 août, au stade olympique de Rome, il
n'aura fallu que 9″ 83/100 à Ben Johnson
pour entrer dans l'histoire et devenir l'homme

le plus rapide de la planète, un instant d'éternité

à jamais grave dans les mémoires des millions

de témoins. Avec le recul, la performance du Canadien parait hors du temps, inimaginable au niveau de la mer. L'Américain Calvin Smith, monté en altitude, le 3 juillet 1983, à Colorado Springs, pour inscrire son nom sur les tablettes mondiales du 100 m, est aujourd'hui surpassé de 10/100 de seconde, équivalant à un écart incroyable de près d'un mètre, par le nouveau roi du sprint. En comparaison, cela représente 1″ 6/10 sur 400 m et 3″ 2/10 sur 800 m. Ben Johnson, comme Bob Beamon, auteur d'un saut à 8,90 m aux jeux Olympiques de Mexico en 1968, est en avance de 20 ans sur son époque. C'est l'homme du XXIe siècle.

– Né le 30 décembre 1961 à Falmouth en Jamaïque.

– Nationalité : canadienne. En 1976, il émigré au Canada en compagnie de sa mère et de ses sept frères et soeurs. Depuis il vit à Toronto.

– Entraîneur : Charlie Francis.

– Gabarit : 1,80 m pour 75 kg.

– Qualités : doté d'une musculature impressionnante, Ben Johnson est un athlète complet. Physiquement, il est au sommet de sa forme, en pleine force de l'âge. Son départ, qui n'est pas très orthodoxe (bras écartés, les 2 pieds quittent les starting-blocks presque ensemble), est aussi l'un de ses principaux atouts. Son temps de réaction au coup de pistolet du starter, est en moyenne de 127/100 de
downloadModeText.vue.download 452 sur 517

downloadModeText.vue.download 453 sur 517

seconde, contre 140 à 150 à ses adversaires. Un gain appréciable qui lui permet, au bout de dix mètres de course, d'avoir déjà définitivement distancé ses rivaux. Invaincu depuis plusieurs années, il a, par ailleurs, un mental à toute épreuve. Il ne doute pas de sa victoire. Il court en confiance, et il sait que personne, sinon Carl Lewis, ne peut le battre.

– Défauts : aucun sur 100 m. Mais, à l'avenir, s'il veut parvenir à vaincre Carl Lewis sur 200 m, il devra s'entraîner en conséquence. Pour l'instant sa meilleure performance sur la distance est de 20″ 41/100, loin, très loin du record du monde, détenu par l'Italien Pietro Mennea en 19″ 72/100.

– Progression – 1980 : 10″ 62 ; 1981 : 10″ 25 ; 1982 : 10″ 30 ; 1983 : 10″ 19 ; 19″ 84 ; 10″ 12 ; 1985 : 10″ ; 1986 : 9″ 95 ; 1987 : 9″ 95, 9″ 83.

– Palmarès – 1982 : 2e des Jeux du Commonwealth à Brisbane ; 1984 : 3e des Jeux de Los Angeles sur 100 m et 4 × 100 m ; 1985 : médaille d'or aux Jeux mondiaux indoor à Bercy (60 m) ; vainqueur de la Coupe du monde à Canberra (100 m) ; 1986 : vainqueur des Jeux du Commonwealth à Edmonton et des Goodwill Games à Moscou (100 m) ; 1987 : champion du monde indoor à Indianapolis (60 m) ; champion et recordman du monde en 9″ 83 à Rome (100 m).

AUTOMOBILE

Triple couronne

pour Piquet

▪ ENDURANCE. Alors que Porsche enlevait une nouvelle fois les 24-Heures du Mans, le Britannique Derek Bell remportait à cette occasion sa 5e victoire sur le circuit de la Sarthe. De son côté, la firme anglaise Jaguar s'adjugeait le championnat du monde des marques, mettant fin à cinq ans de domination allemande.

FORMULE 1. À la suite du forfait de Nigel Mansell, blessé lors d'une sortie de route aux essais du Grand Prix du Japon, Nelson Piquet est devenu, pour la 3e fois de sa carrière, champion du monde des

conducteurs de formule 1. Un titre acquis grâce à la fiabilité et à la puissance de son moteur turbo Honda, qui lui a permis de se classer à 7 reprises en deuxième position, sur les 16 épreuves disputées. Dans l'ordre, il a devancé son coéquipier de chez Williams, Nigel Mansell, pourtant vainqueur de 6 courses, son compatriote

Ayrton Senna, toujours aussi vaillant et spectaculaire au volant de sa Lotus, et Alain Prost, malchanceux sur l'ensemble de la saison bien qu'il ait battu le record du monde des victoires en Grand Prix.

RALLYE. L'absence des Peugeot Turbo 16 au championnat du monde du groupe A, réservé depuis cette année aux voitures dont la puissance ne dépasse pas les 300 ch, n'a guère passionné le grand public. Dans l'indifférence générale, l'écurie Lancia l'a emporté et le titre individuel est revenu pour la deuxième année consécutive, au Finlandais Juha Kankkunen.

CLASSEMENT DES PILOTES F1
1. Nelson Piquet (Br.) 73 pts

2. Nigel Mansell (GB) 61 pts

3. Ayrton Senna (Br.) 57 pts

4. Alain Prost (F) 46 pts

5. Gerhard Berger (Aut.) 36 pts

6. Johansson (S) 30 pts

CLASSEMENT DES CONSTRUCTEURS F1
1. Williams-Honda 137 pts

2. McLaren-TAG-Porsche 76 pts

3. Lotus-Honda 64 pts

CHAMPIONNAT DU MONDE DES RALLYES
Monte-Carlo (17-24 janvier)

Biasion-Siviero (Lancia Delta 4 WD)
Suède (13-15 février)

Salonen-Harjanne (Mazda 323 4 WD)
Portugal (10-15 mars)
downloadModeText.vue.download 454 sur 517

Alen-Kivimaki (Lancia Delta 4 WD)

Kenya (16-20 avril)

Mikkola-Hertz (Audi 200 Quattro)

Tour de Corse (7-10 mai)

Béguin-Lenne (BMW M3)

Acropole (30 mai-3 juin)

Alen-Kivimaki (Lancia Delta 4 WD)

Olympus (États-Unis, 26-30 juin)

Kankkunen-Piironen (Lancia Delta
4 WD)

Nouvelle-Zélande (8-13 juillet)

Wittmann-Pattermann (Lancia Delta
4 WD)

Argentine (2-9 août)

Biasion-Siviero (Lancia Delta 4 WD)

1 000 Lacs (Finlande, 26-30 août)

Alen-Kivimaki (Lancia Delta 4 WD)

Côte-d'Ivoire (22-26 septembre)

Ericksson-Diekmann (VW Golf GTI)

San Remo (11-17 octobre)

Biasion-Siviero (Lancia Delta 4 WD)

RAC (Grande-Bretagne, 22-26 novembre)

Kankkunen-Piironen (Lancia Delta
4 WD)

CLASSEMENT DES PILOTES
1. Juha Kankkunen (Fin.) 100 pts
2. Massimo Biasion (It.) 94 pts
3. Markku Alen (Fin.) 88 pts

24 HEURES DU MANS

(14-15 juin)

1. Hans Stuck – Derek Bell – Al Holbert
(RFA-GB-USA), Porsche 962-Rothmans,
354 tours, soit 4 791,777 km, à la moy. de
199,657 km/h ; 2. à 20 tours, Yver-Las-

sig-De Dryver (Porsche 962-Primagaz) ;
3. à 23 tours, Raphanel-Courage-Regout
(Cougar-Porsche-Primagaz).

500 MILES D'INDIANAPOLIS
(24 mai)

1. Al Unser senior (USA), sur March-
Cosworth, à 262,604 km/h ; 2. Guerrero

(March-Cosworth), à 4″ ; 3. Barbazza (March-Cosworth), à 2 tours.

PARIS¥DAKAR

(Versailles 1er janvier - Dakar 22 janvier)

AUTOS¥CAMIONS

1. Vatanen-Giroux (Peugeot 205 T 16), 55 h 25′ 54″ de pénalité ; 2. Zaniroli-Lopes (Range-Rover), à 1 h 15′ 36″ ; 3. Shinozuka-Fenouil (Mitsubishi), à 4 h 23′ 16″ ; 11. De Rooy-Geusens (Daf 360), à 13 h 5′ 6″, premier des camions.

MOTOS

1. Neveu (Honda), 90 h 47′ 23″ ; 2. Orioli (Honda), à 1 h 43′ 58″ ; 3. Rahier (BMW), à 3 h 22′ 33″.

Prost puissance 28

En s'imposant le 20 septembre dernier au Portugal sur le circuit d'Estoril, Alain Prost, double champion du monde des conducteurs de Formule 1 en 1985 et 1986, a battu le record des victoires en Grand Prix qu'il détenait conjointement avec l'Écossais Jacky Stewart.

– 9 au volant d'une Renault Elf turbo.

1981 : France, Hollande, Italie.

1982 : Afrique du Sud, Brésil.

1983 : Autriche, Belgique, France,

Grande-Bretagne.

– 19 au volant d'une McLaren-TAG-Porche

turbo.

1984 : Allemagne, Brésil, Europe, Hollande, Mo-

naco, Portugal, Saint-Marin.

1985 : Brésil, Monaco, Autriche, Italie,

Grande-Bretagne.

1986 : Saint-Marin, Monaco, Autriche, Australie.

1987 : Brésil, Belgique, Portugal.
downloadModeText.vue.download 455 sur 517

SPORTS

455

AVIRON

La RDA présente

à l'appel

▪ Lors des championnats du monde qui se sont disputés à Copenhague, sur le lac Bagsvaerd, les rameurs de l'Allemagne de l'Est ont repris leur leadership abandonné la saison dernière à l'Union soviétique. Sur 8 titres décernés, 3 l'ont été à la RDA, tandis que l'URSS, la Bulgarie, les États-Unis, l'Italie et la Grande-Bretagne en gagnaient chacun un.

Individuellement, les frères Abbagnale, toujours présents au plus haut niveau, les Britanniques Holmes-Redgrave, vainqueurs en deux sans barreur et deuxièmes en double seuil, se sont mis en évidence. Dans l'épreuve du skiff, Pascal Body, quatrième à seulement 62/100 de seconde du triple champion olympique, le Finlandais Karppinen, a été notre meilleur représentant. À ses côtés, Lecointe-Pons, en deux sans barreur, et le double seuil Dubosquelle-Gaté ont bien répondu aux espoirs placés en eux. Après le désastre de 1986 – la France avait terminé au 26e rang –, Bernard Leroy, le directeur technique national, se retrouve aujourd'hui à la tête d'une équipe opérationnelle en vue des prochains jeux Olympiques de Séoul.

Au Mondial féminin, la Roumanie (deux sans barreuse, quatre barré, huit), la Bulgarie (skiff, double scull) et la RDA (quatre de couple) se sont partagé les six titres mis en jeu. Parmi les pays de l'Ouest, seuls les États-Unis avec 2 médailles, une d'argent et une de bronze,

ont quelque peu entamé la suprématie du bloc de l'Est.

CHAMPIONNATS DU MONDE
(Copenhague, 24-30 août)

MESSIEURS

Skiff : 1. Lange (RDA) ; 2. Kolbe (RFA) ; 3. Karppinen (Fin.).

Double scull : 1. G. et C. Abbagnale (It.) ; 2. Redgrave-Holmes (GB) ; 3. Tomoisga-Popescu (R).

Deux sans barreur : 1. Redgrave-Holmes (GB) ; 2. Dobre-Neanu (R) ; 3. N. et Y. Pimenov (URSS).

Deux barré : 1. Radev-Yordanov (Bulg.) ; 2. Thienel-Schmelz (RFA) ; 3. Heppenr-Saegling (RDA).

Quatre de couple : 1. URSS ; 2. Norvège ; 3. Canada.

Quatre sans barreur : 1. RDA ; 2. URSS ; 3. États-Unis.

Quatre barré : 1. RDA ; 2. URSS ; 3. Italie.

Huit : 1. États-Unis ; 2. RDA ; 3. Italie.

DAMES

Skiff : 1. Georgieva (Bulg.) ; 2. Schroeter (RDA) ; 3. Popescu (R).

Double scull : 1. Ninova-Madina (Bulg.) ; 2. Lipa-Genes (R) ; 3. Kirch-Marden (USA).

Deux sans barreuse : 1. Homeghi-Arba (R) ; 2. Wild-Hacker (RDA) ; 3. Sougako-Pegova (URSS).

Quatre de couple : 1. RDA ; 2. Bulgarie ; 3. URSS.

Quatre barré : 1. Roumanie ; 2. RDA ; 3. Bulgarie.

Huit : 1. Roumanie ; 2. États-Unis ; 3. URSS.
downloadModeText.vue.download 457 sur 517

BASKET

La Grèce
au pinacle

▪ FRANCE. C’est par deux coups francs réussis à quatre secondes de la fin de la rencontre que le capitaine de l’Élan Béarnais, Freddy Hufnagel, a permis à Orthez de conserver, par un écart minimal (82-81), sa couronne de champion de France acquise la saison dernière. Il fallait un vainqueur, ce fut Orthez et c’était mérité. Cela l’aurait également été pour Limoges, de nouveau bien malchanceux au moment de toucher au but suprême. Mais deux grands clubs en France, ce n’est pas un luxe, et nous aurions tort de nous en plaindre. Villeurbanne, Antibes, Monaco, le Racing Club de France, classés aux places d’honneur, disputeront quant à eux la coupe Korac. Faute d’une opposition sérieuse, les joueuses du Stade Français Versailles ont, comme de
downloadModeText.vue.download 458 sur 517

coutume, fait cavalier seul dans le championnat de France féminin.

CHAMPIONNAT DE FRANCE FÉMININ

(Nationale I)

▪ Poule finale : 1. Stade Français Versailles, 16 pts ; 2. Racing CF, 12 pts ; 3. Mirande et Villeurbanne, 10 pts.

▪ EUROPE. Le miracle a eu lieu. Après prolongation et pour un tout petit panier de plus (103-101), la Grèce, soutenue par une assistance en délire, est devenue championne d’Europe, en dominant la favorite de l’épreuve, l’Union soviétique, sur son parquet d’Athènes. Elle doit son triomphe au public, véritable sixième homme de l’équipe, et surtout au meneur de jeu, Nick Gallis, auteur de 40 points en moyenne par rencontre. En évoluant à domicile, les Grecs avaient une chance unique de gagner et ils ne l’ont pas laissé échapper. Tombée dans le groupe le plus difficile et privée de son atout majeur, Philippe Szanyel, blessé, la France n’a pu se qualifier pour les quarts de finale. Un échec d’autant plus regrettable qu’elle avait le potentiel suffisant pour se classer parmi les huit meilleures nations du vieux continent.

Au championnat d'Europe féminin, victoire attendue de l'URSS, facile vainqueur en finale de la Yougoslavie. Huitièmes, comme il y a deux ans à Trévise, nos représentants ont cette fois déçue. Leurs succès contre la Pologne et la Roumanie n'ont pas compensé leurs lourdes défaites devant la Hongrie, l'URSS et la Suède à deux reprises. En revanche, dans les coupes européennes, belles prestations des formations françaises. Orthez, troisième de la poule finale des

clubs champions, a échoué aux portes du paradis, cédant seulement dans le match décisif face à Tel-Aviv. De son côté, le FC Limoges, finaliste malheureux de la coupe Korac contre le FC Barcelone, s'est aussi distingué.

CHAMPIONNAT D'EUROPE

(Athènes 3-14 juin)

QUARTS DE FINALE : URSS-Tchécoslo-

vaquie, 110-91 ; Espagne-RFA, 107-77 ;

Yougoslavie-Pologne, 128-81 ; Grèce-Italie, 90-78.

DEMI-FINALES : URSS-Espagne, 113-96 ; Grèce-Yougoslavie, 81-77.

Finale : Grèce-URSS, 103-101.

CLASSEMENT FINAL

1. Grèce ; 2. URSS ; 3. Yougoslavie ; 4. Espagne ; 5. Italie ; 6. RFA ; 7. Pologne ;

8. Tchécoslovaquie ; 9. France ; 10. Pays-Bas ; 11. Israël ; 12. Roumanie.

CHAMPIONNAT D'EUROPE FÉMININ

(Espagne, 4-13 septembre)

FINALE : URSS-Yougoslavie, 83-73.

CLASSEMENT FINAL

1. URSS ; 2. Yougoslavie ; 3. Hongrie ;

4. Tchécoslovaquie ; 5. Italie ; 6. Espagne ; 7. Suède ; 8. France ; 9. Bulgarie ; 10. Pologne ; 11. Roumanie ; 12. Finlande.

COUPES EUROPÉENNES

COUPES DES CLUBS CHAMPIONS

Finale messieurs (Lausanne, 2 avril) : Milan-Tel-Aviv, 71-69.

Finale dames (Salonique, 12 mars) : Primigi Vicence (It.) – Dynamo Novosibirsk (URSS), 86-73.

COUPE DES COUPES

Finale (Novi Sad, 17 mars) : Cibona Zagreb-Pesaro, 89-74.
downloadModeText.vue.download 459 sur 517

COUPE KORAC

Finale (Barcelone, 18 mars-Limoges, 25 mars) : FC Barcelone-Limoges 106-85 et 97-86.

BOXE

Boxing business

▪ Jusqu'à présent, il y avait 3 fédérations mondiales (WBA, WBC, IBF), 16 catégories de poids et près de 50 titres mondiaux décernés. Dorénavant, grâce à ces messieurs de la WBC, en plus des « championnats du monde juniors » destinés aux boxeurs classés entre la onzième et la trentième place, il y aura une nouvelle catégorie de poids, celle des « paille » (– 47,6 kg). Si l'on continue sur cette voie saugrenue, pourquoi n'assisterions-nous pas bientôt à des réunions réservées uniquement aux aveugles ou même à des manchots ? Le ridicule ne tue plus aujourd'hui, et José Sulaiman et ses amis sont encore en excellente santé. Devant l'inflation des titres, s'il a la chance d'avoir à ses côtés un homme d'affaires avisé, capable de supporter financièrement les frais d'organisation de son combat, n'importe quel boxeur peut maintenant disputer un championnat du monde. Ainsi, le Rémois Daniel Londas, victime d'un humiliant KO, lors de son dernier championnat d'Europe, a-t-il pu s'attaquer à la couronne mondiale des super-plume face au Sud-Africain Brian Mitchell, sans que personne parmi les hauts responsables de la Fédération internationale ne s'y soit opposé. Résultat,

les spectateurs ont assisté, ce jour-là, à un match atteignant tout juste le niveau

national français. Désormais, les intérêts financiers l'emportent le plus souvent sur la moralité sportive. Un retour en arrière de trente ans, qui rappelle le Chicago de l'après-guerre où la boxe était florissante, mais peu recommandable.

▪ FRANCE. Cette saison, Ruffino Angulo, Thierry Jacob, Daniel Londas, Antoine Montera et Saïd Skouma ont chacun disputé un championnat du monde et tous ont échoué dans leur tentative. Le plus souvent nettement, et parfois de justesse comme Thierry Jacob qui n'était jamais passé aussi près de la consécration mondiale. En attendant, depuis 1959, Alphonse Halimi n'a toujours pas trouvé de successeur.

▪ MONDE. Douze millions de dollars donnés à chacun des deux combattants, 42 millions de droits de télévision versés aux organisateurs par les 75 pays retransmettant le match ; à défaut d'être celui du siècle sur le plan sportif, la rencontre Hagler-Leonard a été, en revanche, celle des sommets financiers. Le choc que toute l'Amérique attendait entre deux des meilleurs boxeurs de la dernière décennie allait enfin pouvoir se produire. Finalement, personne n'a été déçu et, contrairement à la plupart des pronostics, le « félin » Léonard dominait aux points le « monstre » Hagler, confirmant ainsi que l'habileté technique et l'intelligence tactique primaient le plus souvent sur la puissance destructrice. Par ailleurs, Thomas Hearns a réussi son pari. À 29 ans, il est le premier boxeur de l'histoire à avoir conquis la couronne suprême dans quatre catégories différentes. L'Américain a réalisé son exploit face à l'Argentin Juan
downloadModeText.vue.download 460 sur 517

Domingo Roldan qu'il a mis KO à la cinquième reprise, lors du championnat du monde des moyens versions WBC. Auparavant, il avait détenu successivement les titres des poids welters, super-welters et mi-lourds. Mais ce n'est pas pour autant qu'on doit le considérer comme le meilleur boxeur de tous les temps, car il a déjà

été nettement battu par Marvin Hagler et Ray Leonard. En réalité, il a su profiter de la multiplication des catégories et des organismes mondiaux pour mener à bien sa tâche. Avant de se mesurer au « vieux » Larry Holmes (38 ans), et peut-être ensuite à son seul rival actuellement valable, l'ancien champion du monde IBF des poids lourds, Michael Spinks, le jeune prodige américain Mike Tyson a continué à pulvériser tous les adversaires qu'on lui a opposés. De son côté, Mike McCallum, en infligeant un retentissant KO à Don Curry, l'une des stars de la boxe il y a encore deux ans, a confirmé toute sa valeur. Pétri de classe également, le lourd-léger Evander Holyfield, sans aucun doute le crack de demain. Saluons, enfin, l'arrivée au premier plan du frappeur mexicain Ramirez, roi des légers, et des Italiens Rosi et Kalambay, les deux seuls Européens ayant réussi à s'emparer d'une ceinture mondiale.

LES COMBATS DES FRANÇAIS

AU CHAMPIONNAT DU MONDE

Super-mouche WBC : Gilberto Roman (Mex.) b. Antoine Montero (F), par arrêt de l'arbitre au 9e round.

Coq IBF : Kelvin Seabrooks (USA) b.

Thierry Jacob (F), par décision.

Super-plume WBA : Brian Mitchell (Afr. du S.) b. Daniel Londas (F), aux points.
Super-welters IBF : Buster Drayton

(USA) b. Saïd Skouma (F), par arrêt de

l'arbitre au 10e round.

Mi-lourds WBA : Virgil Hill (USA) b.

Ruffino Angulo (F), aux points.

« Sugar » Ray Leonard

Né le 17 mai 1956 à Palmer Park (Maryland).

– Palmarès amateur : 40 combats, 40 victoires.

Champion olympique des super-légers en 1976 à Montréal.

– Débuts professionnels : le 4 février 1977.

Champion d'Amérique du Nord des welters 1979. Champion du monde des welters WBC 1979-1980-1981. Champion du monde des super-welters WBA 1981. Champion du monde des welters (titre unifié) 1981-1982.

– 9 championnats du monde – 8 victoires : Wilfredo Benitez (arrêt 15e, 30-11-79, Las Vegas, welters WBC) ; Dave Green (KO 4e, 31-3-80, Landover, welters WBC) ; Roberto Duran (abandon 8e, 25-11-80, La Nouvelle-Orléans, welters WBC) ; Larry Bonds (arrêt 10e, 28-3-81, Syracuse, welters WBC) ; Ayub Kalule (arrêt 9e, 25-6-81, Houston, superwelters WBA) ; Thomas Hearns (arrêt 14e, 16-9-81, Las Vegas, titre des welters unifié) ; Bruce Finch (arrêt 3e, 15-2-82, Reno, titre des welters unifié) ; Marvin Hagler (points 6-4-87, Las Vegas, titre des moyens WBC) ; 1 défaite : Roberto Duran (points, 20-6-80, Montréal, welters WBC).

– Palmarès : 35 combats, 34 victoires (24 avant la limite), 1 défaite.

Dernier combat : bat Marvin Hagler (aux points) le 6 avril 1987 à Las Vegas, titre des moyens WBC en jeu.

Thomas Hearns

Né le 18 octobre 1958 à Memphis (Tennessee).

– Débuts professionnels : victoire contre l'Américian Jerome Hill (K-O 2e), le 25 novembre 1977 à Détroit.

Champion du monde des poids welters (WBA), le 2 août 1980 à Détroit, grâce à son succès face au Mexicain José Cuevas (KO 2e). Il défend victorieusement son titre 3 fois avant de le perdre, le 16 septembre 1981, par arrêt de l'arbitre à la 14e reprise devant l'Américain Ray Leonard.
downloadModeText.vue.download 461 sur 517

Champion du monde des superwelters (WBC), le 3 décembre 1982, à La Nouvelle-Orléans, à l'issue de sa victoire aux points contre le Portoricain Wilfred Benitez. Il renonce à sa couronne après l'avoir conservée à quatre reprises.

Champion du monde des mi-lourds (WBC), le 7 mars 1987 à Las Vegas, face au Britannique Dennis Andries (KO 10e).

Champion du monde des moyens (WBC), le 29 octobre 1987 à Las Vegas devant l'Argentin Juan

Domingo Roldan (KO 4e).

– Palmarès : 47 combats, 45 victoires, dont 38 avant la limite ; 2 défaites :

par arrêt de l'arbitre au 14e round contre Léonard pour le titre unifié des welters, le 16 septembre 1981, à Las Vegas ;

par arrêt de l'arbitre au 3e round contre Marvin Hagler, titre mondial des moyens de ce dernier en jeu, le 15 avril 1985, à Las Vegas.

Marvelous Marvin Hagler

Né le 23 mai 1954 à Newark (New Jersey).

– Palmarès amateur : 56 combats, 55 victoires, 1 défaite.

– Débuts professionnels : le 18 mai 1973.

Champion d'Amérique du Nord des moyens de 1975 à 1978.

Champion du monde des moyens depuis sa victoire (arrêt 3e) sur le Britannique Alan Minter à Londres, le 27 septembre 1980.

– 15 championnats du monde des moyens.
Un nul : Vito Antuofermo (30-11-79, Las Vegas).
Treize victoires : Alan Minter (arrêt 3e, 27-9-80, Londres) ; Fulgencio Obelmeijas (arrêt 8e, 17-1-81, Boston) ; Vito Antuofermo (abandon 4e, 13-6-81, Boston) ; Mustafa Hamsho (arrêt 11e, 3-10-81, Rosemont) ; William Lee (KO 1er, 7-3-82, Atlantic City) ; Fulgencio Obelmeijas (KO 5e, 30-10-82, San Remo) ; Tony Sibson (arrêt 6e, 11-2-83, Worcester) ; Wilford Scypion (KO 4e, 27-5-83, Providence) ; Roberto Duran (points, 10-11-83, Las Vegas) ; Juan Domingo Roldan (arrêt 10e, 30-3-84, Las Vegas) ; Mustapha Hamsho (KO 3e, 19-10-84, New York) ; Thomas Hearns (arrêt 3e, 15-4-85, Las Vegas) ; John Mugabi (KO 11e, 10-3-86, Las Vegas) ; 1 défaite : Ray Leonard (points, 6 avril 1987, Las Vegas).

– Palmarès : 67 combats, 62 victoires (52 avant la limite), 2 nuls, 3 défaites.

Dernier combat : battu (aux points) par Ray Leonard, le 6 avril 1987 à Las Vegas, titre des moyens WBC en jeu.

CANOË KAYAK

La France thésaurise

▪ Huit victoires sur seize possibles, dont six en descente, les Français peuvent se

montrer satisfaits, à l'issue des championnats du monde de canoë-kayak en eaux vives, qui ont eu lieu en haute Tarentaise devant les caméras de la télévision et un public record. À la veille de sa retraite internationale, Gilles Zok, déjà triple détenteur du titre, en a profité pour renouveler son bail et partir ainsi avec le sentiment du devoir accompli tout au long d'une brillante carrière. Dans l'épreuve du slalom, où la concurrence est plus sévère, le gain de six médailles a représenté un progrès par rapport aux précédents Mondiaux d'Augsbourg (5) de 1985. Les deux succès étant à mettre à l'actif des canoës biplaces, spécialité des frères jumeaux Jacques et Pierre Calori. Classée neuvième dans la hiérarchie mondiale, lors des championnats du monde de canoë-kayak de course en ligne, la France a gagné deux rangs au terme de ceux qui se sont disputés à Duisbourg. Et cela grâce au couple Philippe Boccara-Pascal Boucherit (une médaille d'or et une d'argent), mais également à Didier Hoyer, Pascal Sylvoz, Philippe Renaud, Joël Battin, Daniel Aubert et Olivier Boivin, tous arrivés cinquièmes. Un résultat d'ensemble encourageant pour nos couleurs à un an des Jeux de Séoul, où l'on pourra aussi compdownloadModeText.vue.download 462 sur 517

ter sur Bernard Bregeon, qui, handicapé par une infection grippale, n'a pas pu défendre ses chances. En attendant, la compétition a été marquée par le net recul de la Roumanie et le retour au premier rang de la RDA, alors que la Nouvelle-Zélande (avec son remarquable duo composé de Ian Ferguson et de Paul McDonald) et les États-Unis (2 médailles d'or) ont pointé le bout de leur nez.

CHAMPIONNAT DU MONDE

DE DESCENTE

(Macot-La Plagne, 12-19 Juillet)

K1 messieurs : 1. Goetschy (F) ; 2. Kilian (RFA) ; 3. Mulazzi (It.).

K1 dames : 1. Gardette (F) ; 2. Van Vahl (RFA) ; 3. Beaurain (F).

C1 messieurs : 1. Zok (F) ; 2. Winfriet

(RFA) ; 3. Libuda (RFA).

C2 messieurs : 1. Durand-Ponchon (F) ; 2. Masle-Grobisa (You.) ; 3. Alaphilippe-Puyfoulhoux (F).

Kayak par équipes messieurs : 1. France (Benezit, Goetschy, Masson) ; 2. Italie ;

3. RFA.

Kayak par équipes dames : 1. France

(Gardette, Beaurain, Brigard) ; 2. RFA ; 3. Tchécoslovaquie.

Canoë biplace par équipes messieurs : 1. RFA (Wiedenmann-Stelzer, Proquitte-Gonschior, Dajek-Knittel ; 2. France ;

3. Grande-Bretagne.

Canoë monoplace par équipes mes-

sieurs : 1. RFA (Wilfried, Lipuda, Klatt) ; 2. France ; 3. Yougoslavie.

CHAMPIONNATS DU MONDE
DE SLALOM

(Bourg-Saint-Maurice, 12-19 juillet)

Kayak monoplace messieurs : 1. Prijon (RFA) ; 2. Abramic (You.) ; 3. Strukelj (You.).

Kayak monoplace dames : 1. Sharman

(GB) ; 2. Jerusalmi (F) ; 3. Micheler (RFA).

Kayak monoplace par équipes mes-sieurs : 1. Grande-Bretagne ; 2. Yougosla-vie ; 3. France.

Kayak monoplace par équipes dames : 1. RFA ; 2. France ; 3. États-Unis.

Canoë monoplace messieurs : 1. Lug-bill (USA) ; 2. Hearn (USA) ; 3. Lessels (USA).

Canoë monoplace par équipes : 1. États-Unis ; 2. France ; 3. Tchécoslovaquie.

Canoë biplace messieurs : 1. Pierre et Jacques Calori (F) ; 2. McEwan-Haler (USA) ; 3. Hajudsk-Kucera (Tch.).

Canoë biplace par équipes messieurs :
1. France (P. et J. Calori, Saïdi-Daval,
Daille-Lelièvre) ; 2. Tchécoslovaquie ;
3. RFA.

CHAMPIONNATS DU MONDE

DE COURSE EN LIGNE

(Duisbourg, 19-23 août)

Canoë monoplace messieurs (1 000 m) :
1. Heukrodt (RDA) ; 2. Marinov (Bg) ;

3. Klemetiev (URSS).

Kayak monoplace messieurs (1 000 m) :
1. Barton (USA) ; 2. Csipas (H) ; 3. Ivar-
sen (N).

Kayak biplace messieurs (1 000 m) :

1. Ferguson-McDonald (NZ) ; 2. Boc-

cara-Boucherit (F) ; 3. Gaehme-Vaske

(RDA).

Canoë biplace messieurs (1 000 m) :

1. Gurin-Weshko (URSS) ; 2. Lbik-Do-

pierala (Pol.) ; 3. Papke-Spelly (RDA).

Kayak quatre messieurs (1 000 m) :

1. Hongrie ; 2. Suède ; 3. URSS.

Kayak quatre dames (500 m) : 1. RDA ;
2. Hongrie ; 3. URSS.

K1 messieurs (500 m) : 1. McDonald

(NZ) ; 2. Staehle (RDA) ; 3. Szabo (Tch.).
C1 messieurs (500 m) : 1. Heukrodt

(RDA) ; 2. Porchazka (Tch.) ; 3. Szabo (H).
downloadModeText.vue.download 463 sur 517

K2 messieurs (500 m) : 1. Csipes-Fidel
(H) ; 2. McDonald-Ferguson (NZ) ;
3. Bengtsson-Sundquist (S).

C2 messieurs (500 m) : 1. Libik-Smith

(Can.) ; 2. Gunn-Weshko (URSS) ;
3. Prochazka-Mohnisky (T).

K4 messieurs (500 m) : 1. URSS ;
2. Pologne : 3. RFA.

K1 dames (500 m) : 1. Schmidt (RDA) ;
2. Dylevska (Pol.) ; 3. Andersson (S).

K2 dames (500 m) : 1. Schmidt-Nothnagel ; 2. Dercks-Cox (PB) ; 3. Petkova-Muerova (Bg).

K1 messieurs (10 000 m) : 1. Barton (USA) ; 2. Szabo (T) ; 3. Rasmussen (N).

K2 messieurs (10 000 m) : 1. France

(Boccara-Boucherit) ; 2. Danemark ;
3. Hongrie.

CYCLISME

La balade irlandaise

▪ TOUR DE FRANCE. Comme en 1986 avec l'Américain Greg Lemond, la « Grande Boucle » a encore consacré un vainqueur inédit mais digne de figurer parmi les plus grands champions de l'histoire du cyclisme : l'Irlandais Stephen Roche, cinquième auteur du doublé Tour de France-Tour d'Italie après Fausto Coppi (1949 et 1952), Jacques Anquetil (1964), Eddy Merckx (1970, 1972 et 1974) et Bernard Hinault (1982, 1985). Au bout du compte, la victoire du coureur le plus régulier sur le meilleur grimpeur, l'Espagnol Pedro Delgado, et sur le meilleur rouleur, Jean-François Bernard. Le Tour 1987 a été également celui du changement, puisque, outre l'absence de Bernard Hinault, goûtant aux joies de la

retraite, il a été privé de son ancien patron Félix Lévitan. Celui-ci avait été remplacé à la barre par Jean-François Radiguet et Xavier Louy qui, au début de la saison, avaient été chargés de rajeunir « la vieille dame » tout en essayant de lui garder son caractère spécifique.

▪ AUTRES ÉPREUVES. Indéniablement, Sean Kelly a été le grand battu des courses d'un jour. À son actif ne figure aucune classique, seules ses victoires dans Paris-Nice et au Critérium international de la route le consolant de ses nombreux déboires (blessure, chute et abandons dans le Tour d'Espagne et dans le Tour

de France). L'Irlandais, toujours en tête du classement « vélo » des professionnels, nous doit une revanche. À l'inverse, en remportant Liège-Bastogne-Liège et le Tour de Lombardie, Moreno Argentin a confirmé qu'il est bien devenu le no 1 italien, loin devant l'inexistant Saronni et le « vieux » Francesco Moser, dont c'était cette année les adieux à la compétition. Tout comme le Franco-Hollandais de Germigny-L'Évêque, Joop Zoetemelk qui, à plus de 40 ans, s'est adjugé devant son fervent public l'Amstel Gold Race.

Au tableau d'honneur du cyclisme français, citons également : Charly Mottet, longtemps maillot jaune du Tour et sorti victorieux du Dauphiné libéré et du Grand Prix des Nations, Jean-François Bernard, le crack de demain, le champion de France Marc Madiot, toujours présent en première ligne, et le futur directeur sportif de l'équipe RMO, Bernard Vallet, enfin lauréat de Bordeaux-Paris après plusieurs tentatives infructueuses. Quant à Laurent Fignon, il a alterné le meilleur, avec sa victoire d'étape de montagne
downloadModeText.vue.download 464 sur 517

dans le Tour de France, et le pire, lors des épreuves contre la montre au cours desquelles il a parfois concédé près de 10 minutes à ses principaux adversaires.

COURSES À ÉTAPES

PARIS-NICE (8-15 mars)

1. Kelly (Irl.), 31 h 18′ 46″ ; 2. Bernard

(F), à 1′ 7″ ; 3. Fignon (F), à 1′ 10″.

TIRRENO-ADRIATICO (12-18 mars)

1. Sorensen (Dan.), 25 h 22′ 21″ ; 2. Calcaterra (It.), à 5″ ; 3. Rominger (CH), à

6″.

SEMAINE CATALANE (22-27 mars)

1. Belda (E), 22 h 0′ 56″ ; 2. Hilse (RFA), à 17″ ; 3. Indurain (E), à 4′ 13″.

CRITÉRIUM INTERNATIONAL (28-29 mars)

1. Kelly (Irl.), 7 h 9′ 21″ ; 2. Roche (Irl.), à 11″ ; 3. P. Simon (F), à 1′ 5″.

TOUR D'ESPAGNE (23 avril-1er mai)

1. Herrera (Col.), 105 h 34′ 25″ ; 2. Dietzen (RFA), à 1′ 4″ ; 3. Fignon (F), à

3′ 13″.

TOUR DE ROMANDIE (4-10 mai)

1. Roche (Irl.), 21 h 56′ 58″ ; 2. Leclercq (F), à 1′ 15″ ; 3. Pensée (F), à 1′ 23″.

QUATRE JOURS DE DUNKERQUE (5-

10 mai)

1. Frison (B), 23 h 12′ 37″ ; 2. Esnault

(F), à 3″ ; 3. Mottet (F), à 5′ 14″.

TOUR D'ITALIE (21 mai-13 juin)

1. Roche (Irl.), 105 h 39′ 42″ ; 2. Millar

(Écoss.), à 3′ 40″ ; 3. Breukink (PB), à

4′ 17″.

DAUPHINÉ LIBÉRÉ (25 mai-1er juin)

1. Mottet (F), 34 h 30′ 25″ ; 2. Cardenas (Col.), à 2′ 44″ ; 3. Pensec (F), à 3′ 22″.

TOUR DE SUISSE (16-25 juin)

1. Hampsten (USA) ; 2. Winnen (PB), à 1″ ; 3. Parra (Col.), à 7″.

GRAND PRIX DU MIDI LIBRE (18-24 juin)
1. Esnault (F), 25 h 30′ 1″ ; 2. Gorospe

(E), à 3″ ; 3. M. Madiot (F), à 10″.

TOUR DE FRANCE (1er-26 juillet)

1. Stephen Roche (Irl.), 115 h 27′ 42″ ; 2. Delgado (E), à 40″ ; 3. Bernard (F), à 2′ 13″ ; 4. Mottet (F), à 6′ 40″ ; 5. Herrera (Col.) à 9′ 32″ ; 6. Parra (Col.), à 16′ 53″ ; 7. Fignon (F), à 18′ 24″ ; 8. Fuerte (E), à 18′ 33″ ; 9. Alcala (Mex.), à 21′ 49″ ; 10. Lajarreta (E), à 26′ 13″ ; 135. Hermans (PB), à 4 h 23′ 30″.

Maillot vert : Van Poppel (PB).

Meilleur grimpeur : Herrera (Col.).

Meilleur jeune : Alcala (Mex.).

Meilleure équipe au temps : Système U.

Meilleure équipe aux points : Système U.

Maillot de la performance : Bernard (F).

Classement des points catch : Duclos-Lassalle (F).

TOUR DE FRANCE FÉMININ (9-26 juillet)

1. Jeannie Longo (F), 27 h 33′ 36″ ; 2. Canins (It.), à 2′ 52″ ; 3. Enzenauer (RFA), à 12′ 14″.

Maillot bleu : Longo (F).

Meilleure grimpeuse : Canins (It.).

Meilleure équipe au temps : France A.

COURS CLASSIC (5-23 août)

1. Alcala (Mex.), 57 h 7′ 14″ ; 2. Pierce (USA), à 2′ 49″ ; 3. Hampsten (USA), à 11′ 51″.

TOUR DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

(8-21 septembre)

1. M. Madiot (F), 42 h 26′ 36″ ; 2. Bezault (F), à 1′ 35″ ; 3. Ugrumov (URSS), à 2′ 25″.

CHAMPIONNATS DU MONDE SUR ROUTE

(Villach, Autriche, 5-6 septembre)

PROFESSIONNELS : 1. Roche (Irl.), les 276 km en 6 h 50′ 2″ ; 2. Argentin (It.), à 1″ ; 3. Fernandez (E), à 1″.

AMATEURS : 1. Richard Vivien (F), les 180 km en 4 h 12′ 47″ ; 2. Bolts (RFA), m.t. ; 3. Pedersen (Dan.), m.t.

Dames : 1. Jeannie Longo (F), les 72 km en 1 h 46′ 40″ ; 2. Hage (PB), à 12″ ; 3. Meijer (PB), m.t.
downloadModeText.vue.download 465 sur 517

downloadModeText.vue.download 466 sur 517

CHAMPIONNATS DE FRANCE SUR ROUTE

(Lugny, 27-28 juin)

PROFESSIONNELS : 1. M. Madiot, les 268 km, en 6 h 42′ 28″ ; 2. Leblanc, à 6″ ; 3. Gayant, à 34″.

AMATEURS : Guazzini, les 180 km en 4 h 16′ 26″ ; 2. Vallet, à 6″ ; 3. Laurent, à 15″.

DAMES : 1. Jeannie Longo, les 82,800 km en 2 h 8′ 11″ ; 2. Simonnet, à 1′ 19″ ; 3. L'Haridon, m.t.

27,900 km en 1 h 3′ 50″ ; 2. Frantisek (Tch.), à 3″ ; 3. Kreutziger (Tch.), à 5″.

NATIONAUX DE CYCLO-CROSS

(Camors, 11 janvier)

PROFESSIONNELS : 1. Y. Madiot, les 24 km en 55′ 15″ ; 2. Lavainne, à 9″ ; 3. Gaillant, à 1′ 8″.

AMATEURS : Cailleau, les 24 km en

59′ 1″ ; 2. Daniel, à 29″ ; 3. Dubuis, à 33″.

MONDIAUX DE CYCLO-CROSS

(Mlada Boleslav, 25 janvier)

PROFESSIONNELS : 1. Thaler (RFA), les 30,900 km en 1 h 8′ 3″ ; 2. De Bie (B), à 18″ ; 3. Lavainne (F), à 1′ 20″.

AMATEURS : 1. Kluge (RFA), les

La revanche de Roche

Blessé au genou l'année passée, Stephen Roche avait broyé du noir tout au long de la saison, parlant même d'abandonner la compétition cycliste. Changement de décor en 1987. Rétabli.

l'Irlandais voit désormais la vie en rose et s'ad-
downloadModeText.vue.download 467 sur 517

juge trois des plus belles épreuves du calendrier international, le Tour d'Italie, le Tour de France et le championnat du monde. Une juste récompense pour ce coureur exemplaire, qui, par son amabilité, sa courtoisie et son humour bien britannique, a su gagner la sympathie du public et également celle des journalistes, peu habitués jusqu'à présent à tant d'égards de la part de sportifs de haut niveau.

Palmarès

– Né le 28 novembre 159 à Dublin.

– AMATEURS

Paris-Roubaix, Paris-Reims, GP de France, Tour d'Ile-de-France 1980.

– PROFESSIONNEL

1981 : Paris-Nice, Étoile des Espoirs, Tour d'Indre-et-Loire, Tour de Corse.

1983 : Tour de Romandie, Étoile des Espoirs, Paris-Bourges, GP de Wallonie.

1984 : Tour de Romandie.

1985 : Critérium international de la route. Tour Midi-Pyrénées, étape de l'Aubisque du Tour de France.

1987 : Tour de Valence, Tour de Romandie, Tour d'Italie, Tour de France, championnat du monde.

Super Jeannie

Alors qu'elle venait d'améliorer de 163 m son propre record du monde de l'heure sur la piste miracle de Colorado Springs, Jeannie Longo ne cachait pas sa déception à sa descente de vélo. Oui, fort mécontente la championne française, car son objectif initial était d'atteindre les 45 km dans l'heure et si possible d'effacer les légendaires 45,848 km/h de Fausto Coppi qui représentaient l'un des derniers défis de sa car-
downloadModeText.vue.download 468 sur 517

rière. En effet, depuis sa victoire dans le Tour de France 1987, Jeannie Longo a tout gagné, en dehors du titre olympique qu'elle avait perdu à Los Angeles pour une histoire de cale-pied mal serré

au moment du sprint final. À presque 29 ans, la Grenobloise d'adoption est bel et bien devenue la meilleure dans tous les secteurs du cyclisme féminin. À l'image de Suzanne Lenglen, pionnière du tennis dans les années 20, Jeannie Longo laissera un nom inoubliable dans l'histoire du sport français, tous sexes confondus.

Ses grandes victoires

– Née le 31 octobre 1958 à Annecy, Haute-Savoie,

– championne de France sur route : depuis 1979,

– championne de France de poursuite : depuis 1980,

– championne du monde sur route : 1985, 1986 et 1987,

– championne du monde de poursuite : 1986,

– Tour de France, 1987,

– Cours Classic : 1986 et 1987,

– Tour du Texas : 1984 et 1985,

– Tour de Norvège : 1987,

– Tour de Colombie : 1987.

Ses records sur piste

– Heure plein air en altitude : 44,933 km, le 23 septembre 1987, à Colorado Springs,

– Heure plein air à – 600 m d'altitude : 43,587 km, à Milan, en 1986,

– Heure indoor : 44,718 km, à Grenoble, en 1986,

– 20 km plein air : 26′ 41″ 19, le 23 septembre 1987, à Colorado Springs.

– 20 km indoor : 26′ 58″ 15, à Grenoble, en 1986,

– 10 km plein air : 13′ 19″ 80, le 23 septembre 1987, à Colorado Springs,

– 10 km indoor : 13′ 29″ 39, à Grenoble, en 1986,

– 5 km plein air : 6′ 14″ 81, à Colorado Springs, en 1987,

– 5 km indoor : 6′ 28″ 71, à Grenoble, en 1986,

– 3 km indoor : 3′ 43″ 49, à Paris-Bercy, en 1986.

ÉQUITATION

Durand-Jappeloup :

un couple en or

▪ SAUTS D'OBSTACLES. Avec son cheval, Jappeloup de Luze, Pierre Durand a été sacré champion d'Europe à l'issue d'une compétition qu'il a menée du début à la fin (quatre parcours sans faute sur cinq). Une victoire historique, puisque, à l'exception du succès de Janou Lefebvre en 1974 à La Baule dans l'épreuve réservée aux cavalières, il est nécessaire de remonter jusqu'au Mondial de 1966, à Buenos Aires, pour retrouver trace d'une médaille française. Le vainqueur s'appelait Pierre Jonquères d'Oriola qui montait alors Pomone. Disputée à Paris-Bercy, la Coupe du monde a une fois de plus été enlevée par les États-Unis, le vainqueur individuel, l'Américaine Katherine Burdsall, ayant été menacé jusqu'à l'ultime parcours par le Français Philippe Rozier.

▪ CONCOURS COMPLET. Détentrice du titre européen, acquis en 1985 à Burghley, la Britannique Virginia Holgate-Leng a renouvelé son bail pour deux années supplémentaires. Par équipes, derrière l'intouchable Grande-Bretagne et la RFA, la France, malgré de nombreuses absences, a pris une belle troisième place.

▪ DRESSAGE. La France deuxième de la Coupe des Nations, Margitt Otto-Crepin gagnante à Aix-la-Chapelle du plus important concours de l'année, puis championne d'Europe à Goodwood, le dressage français, après 40 ans de désuétude, est sorti de son néant. Et, même si notre chef de file est d'origine allemande et ses
downloadModeText.vue.download 469 sur 517

chevaux entraînés à l'étranger, il faut se réjouir de cette renaissance et féliciter la Fédération française des sports équestres de la favoriser par un travail de formation entrepris auprès des jeunes espoirs.

CHAMPIONNATS D'EUROPE

SAUTS D'OBSTACLES ¥SAINT¥GALL 26¥30 AOÛT¥

1. Pierre Durand (F), sur Jappeloup, 4,

75 pts ; 2. J. Whitaker (GB), sur Milton-
Next, 6, 31 pts ; 3. Skelton (GB), sur

Appolo-Raffles, 12, 92 pts.

PAR ÉQUIPES : 1. Grande-Bretagne ;

2. France ; 3. Suisse.

CONCOURS COMPLET (LUHMÜHLEN,
3□6 SEPTEMBRE□

1. Virginia Holgate-Leng (GB), sur

Night Cap ; 2. Stark (GB), sur Sir Wattie ;
3. Erhorn (RFA), sur Custing Thyme.

PAR ÉQUIPES : 1. Grande-Bretagne ;

2. RFA ; 3. France.

DRESSAGE □GOODWOOD, 7□12 JUILLET□

1. Margitt Otto-Crepin (F), sur Cor-

landus ; 2. Anne-Catherine Linsenhoff

(RFA), sur Courage ; 3. Christine Stuckel-
berger (CH), sur Gauguin de Lully.

PAR ÉQUIPES : 1. RFA ; 2. Suisse ;

3. Pays-Bas.

COUPE DU MONDE

SAUTS D'OBSTACLES □POPB DE BERCY, 8□12 AVRIL□

1. Katherine Burdsall (USA), sur The Na-
tural ; 2. P. Rozier (F), sur Malesan Jiva ;
3. Jacquin (USA), sur For the Moment.

ESCRIME

L'hymne
à Lamour

▪ Avec 3 titres et autant de médailles d'argent, l'Allemagne de l'Ouest, pour la première fois de son histoire, s'est adjugé la Coupe des Nations (créée en 1947, elle récompense le meilleur pays sur l'ensemble du championnat), devant l'URSS dont les fleurétistes sont repartis de Lausanne bredouilles, un événement qui ne s'était pas produit depuis plus de vingt ans. La France, troisième grâce au succès de son sabreur Jean-François Lamour et aux belles prestations de ses représentants dans les épreuves par

équipes, a réintégré le peloton de tête à la grande satisfaction de son entraîneur, Daniel Revenu. Déception, en revanche, pour son homologue italien, Atilio Fini, marri de la récolte de ses compatriotes : 2 médailles de bronze seulement contre 6 (dont 2 d'or) à Sofia en 1986. Finalement, des résultats sans aucune surprise, qui n'ont pas modifié la hiérarchie mondiale.

▪ SABRE. À cause du boycott des jeux Olympiques de Los Angeles par les pays de l'Est, sa médaille d'or avait été accueillie avec septicisme. Dès lors, il ne rêvait que de revanche. Démontrer à ceux qui doutaient de ses capacités qu'ils s'étaient trompés. Trois ans après, Jean-François Lamour est devenu, à 32 ans, champion du monde de sabre devant tous les « gros bras » de la spécialité. Par équipes, victoire logique de l'URSS face à la Bulgarie, la France arrachant le bronze à l'Allemagne de l'Ouest. Maître Laszlo
downloadModeText.vue.download 470 sur 517

Szepesi, nommé entraîneur national en 1982, peut être content de ses élèves et du travail accompli depuis son arrivée.

▪ FLEURET. Malgré une médaille d'argent gagnée par équipes, le fleuret français, autrefois le meilleur du monde, a continué à piétiner. Jolyot sorti au 1er tour, Groc au 3e, Hocine, Omnès et Lhotellier en 8e de finale, jamais nos athlètes n'avaient fait aussi piètre figure dans un championnat du monde. Pourtant, selon leur mentor, Pierre Talvard, sur le plan physique, tactique et technique, ils n'ont rien à envier à leurs adversaires. Il s'agit surtout d'un manque de confiance en leurs possibilités, si bien que, au cours de la saison, on a même envisagé d'engager un psychologue. Mais est-ce la bonne solution ? Cela vaudra peut-être la peine d'essayer. En finale individuelle, au terme d'un combat acharné, l'Allemand de l'Ouest Mathias Grey est venu à bout de la vedette italienne Mauro Numa. Un titre mérité, qui a récompensé un vieux routier des pistes, jusqu'alors toujours placé mais rarement sur la plus haute marche du podium.

▪ ÉPÉE. L'élimination du champion olym-

pique Philippe Boisse dès le 2e tour de la compétition et celle du détenteur de la couronne mondiale, Philippe Riboud, aux portes de la poule finale par son coéquipier Éric Srecki n'ont pas permis à la France de rééditer ses excellents résultats des saisons précédentes. Une médaille de bronze, enlevée dans le tournoi par équipes, viendra, cependant, les consoler de leurs déboires connus lors de l'épreuve individuelle. Mais nous pouvons leur faire confiance pour Séoul, car nos deux

stars de l'escrime sauront tirer les enseignements de leur échec et être présents au rendez-vous olympique.

CHAMPIONNATS DU MONDE

(Lausanne, 16-22 juillet)

Fleuret masculin

Finale ind. : Gey (RFA) b. Behr (RFA),

10-5.

Par équipes : RFA b. France, 9 v. à 4.

Fleuret féminin

Finale ind. : Tufan (R) b. Funkenhauser (RFA), 8-4.

Par équipes : Hongrie b. Roumanie, 9 v. à 6.

Épée

Finale ind. : Fischer (RFA) b. Chouvalov (URSS), 10-5.

Par équipes : URSS b. RFA, 8 v. à 7 et une double défaite.

Sabre

Finale ind. : Lamour (F) b. Nebald (H),

10-5.

Par équipes : URSS b. Bulgarie, 9 v. à 5.

Coupe des Nations : 1. RFA. 93 pts ;

2. URSS, 83 ; 3. Italie, 76 ; 4. Hongrie, 68 ; 5. France, 62 ; 6. Pologne, 34.

CHALLENGE MARTINI
(Paris, 25 janvier)

Fleuret : Romankov (URSS) b. Omnès (F), 11-9.

Challenge Rommel
(Paris, 15 mars)

Fleuret : Borella (It.) b. Jolyot (F), 10-7.

CHALLENGE MONAL

(Paris, 22 février)

Épée : Pusch (RFA) b. Choulnard (Can.), 10-7.

CHALLENGE MARTEL
(Poitiers, 10 mai)

Épée : Boorman (RFA) b. Bellman (RFA), 12-11.
downloadModeText.vue.download 471 sur 517

MASTERS AU SABRE

(Budapest, 12 mai)

Troisième place : Etropolski (Bulg.) b.

Nebald (H), 5-3, 5-1.

Finale : Alchan (URSS) b. Lamour (F),

5-4, 3-5, 5-3.

FOOTBALL

Bordeaux : un grand cru

▪ FRANCE. Déjà champion de France, Bordeaux a réussi le premier doublé coupe-championnat de son histoire en gagnant, pour la deuxième année consécutive, la Coupe de France aux dépens de l'Olympique de Marseille. Une performance que huit clubs seulement ont accomplie aujourd'hui : Sète (1934), le Racing Club de France (1936), Lille (1946), Nice (1952), Reims (1958), Monaco (1963), Saint-Étienne (1968, 1970, 1974, 1975) et Marseille (1972). Solidement installés au sommet du football français avec trois titres en quatre ans, les Girondins n'ont pourtant pas rallié tous les suffrages auprès du grand public, qui leur a

reproché leur manque de panache et leur système de jeu trop défensif. N'a-t-on pas vu le talentueux attaquant José Touré transformé en demi défensif ou même Jean-Marc Ferreri et Philippe Vercruysse, les deux nouvelles recrues acquises à prix d'or, s'asseoir plus souvent qu'à leur tour sur le banc de touche ? Mais reconnaissons que les résultats obtenus ont plaidé en faveur de cette option tactique, dont l'entraîneur Aimé Jacquet est un fervent adepte. Rigueur, solidité, condition physique, plutôt qu'inspiration et création, tel est son credo, et personne ne peut lui

en tenir grief. Les mal-aimés du football français sont incontestablement sur la voie qui mène à une victoire en Coupe d'Europe, ce qu'aucun club de l'Hexagone n'a pu faire jusqu'à présent, même pas les « Verts » de l'AS Saint-Etienne, à l'époque où ils enflammaient la France entière par leurs exploits.

▪ COUPES EUROPÉENNES. 25 ans après le doublé historique du grand Benfica de Lisbonne, le FC Porto a rapporté la Coupe des clubs champions au Portugal, en dominant le Bayern de Munich, déjà trois fois vainqueur de la compétition. Une victoire tactique qui a récompensé une équipe pratiquant un jeu offensif, à la demande de son entraîneur Arthur Jorge, aujourd'hui à la tête du Matra Racing. Tenu en échec 2 à 2 sur sa pelouse du Parc des Princes, puis battu 1 à 0 au match retour par les Tchécoslovaques de Vitkovice, le Paris-Saint-Germain a été sorti, sans gloire, dès son apparition. Bon comportement, en revanche, des Girondins de Bordeaux en Coupe des coupes, éliminés seulement au stade des demi-finales par le Lokomotive Leipzig, après prolongation et à l'issue des tirs au but (1-0 ; 0-1 ; 6 pén. à 5). En finale, grâce à un magnifique coup de tête de Van Basten, l'Ajax d'Amsterdam a disposé des Allemands de l'Est, un adversaire accrocheur mais assez limité. Bravo tout de même aux poulains de Johann Cruyff, revenu à cette occasion sur le devant de la scène. Quant aux Suédois de Göteborg, comme en 1982, ils se sont adjugé la Coupe de l'UEFA, résistant héroïquement aux assauts déchaînés des Écossais de Dundee (1-0 ; 1-1), tombeurs des Lensois au premier tour. Autres clubs en lice, le FC Nantes s'est incliné en 32e

de finale face aux Italiens du Torino (0-4 ; 1-1), tandis que les Toulousains, bien emmenés par la révélation de l'année, Gérald Passi, ont réalisé l'exploit de vaincre le FC Naples de Diego Maradona (0-1 ; 1-0 ; 4 pén. à 3), avant de succomber contre le Spartak de Moscou (3-1 ; 1-5), faute de bénéficier d'une expérience européenne plus affirmée.

▪ CHAMPIONNAT D'EUROPE. Tenante du titre, la France n'a pas réussi à se qualifier pour la phase finale qui se déroulera l'année prochaine en Allemagne de l'Ouest. Tombés dans un groupe difficile en compagnie notamment de la RDA et de l'URSS, les Français ne se sont jamais remis de leur défaite concédée au Parc des Princes face aux Soviétiques. Impres-

sion confirmée quelques mois plus tard à Oslo, où nos représentants, au terme d'une partie pitoyable, ont subi la loi des modestes « amateurs » norvégiens. Une déroute que l'absence de certaines de nos vedettes en retraite internationale (Michel Platini, Alain Giresse, Maxime Bossis, Dominique Rocheteau) n'explique pas complètement, tant on a décelé dans le jeu de l'équipe tricolore d'insuffisances collectives et individuelles. Il s'agit maintenant pour Henri Michel de former un nouveau groupe en faisant appel à de jeunes espoirs (Passi, Fargeon, Cantona, Micciche, Blanc, Boli), qui, avec l'aide d'un noyau d'anciens (Bats, Fernandez, Amoros, Stopyra, Touré), prépareront les éliminatoires de la Coupe du monde 1990
downloadModeText.vue.download 473 sur 517

où ils rencontreront Chypre, l'Écosse, la Norvège et la Yougoslavie.

CHAMPIONNATS DE FRANCE 1986¥1987
Palmarès

Champion de France de division I :

Bordeaux.

Vainqueur de la Coupe de France :

Bordeaux.

Qualifiés pour la Coupe de l'UEFA :
Toulouse et Auxerre.

Descendent en division II : Rennes,

Nancy et Sochaux.

Montent en division I : Montpellier,
Niort et Cannes.

COUPE DE FRANCE
Finale (Parc des Princes, 10 juin)
Bordeaux b. Marseille 2-0.

COUPE D'EUROPE

DES CLUBS CHAMPIONS

Finale (Vienne, 27 mai)

FC Porto b. Bayern Munich 2-1.

COUPE D'EUROPE
DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE
Finale (Athènes, 13 mai)

Ajax-Amsterdam b. Lokomotive Leipzig
1-0.

COUPE DE L'UEFA

Finale aller (Göteborg, 6 mai)

Göteborg b. Dundee 1-0.

Finale retour (Dundee, 20 mai)

Dundee et Göteborg 1-1.

CLASSEMENT FINAL

1. U.R.S.S. 13 pts

2. R.D.A. 11 pts

3. France 6 pts

4. Islande 6 pts

5. Norvège 4 pts

LES HUIT QUALIFIÉS

Allemagne de l'Ouest, Angleterre, Dane-

mark, Eire, Espagne, Italie, Pays-Bas,
U.R.S.S.

Ciao Platini

C’est terminé. L’arbitre de la rencontre Juventus-Brescia a sifflé la fin du match sur la victoire des Turinois par 3 buts à 2. Allait-il effectuer un tour d’honneur, jeter des bouquets de fleurs au milieu de la foule ou mieux encore s’emparer d’un micro pour remercier ses supporters de leurs encouragements incessants ? Non, rien de tout cela. Il a seulement levé les bras vers le ciel gris et pluvieux du Stadio Comunale tout en se dirigeant à pas lents en direction des vestiaires, savourant une fois de plus les bravos des spectateurs, acquis à sa cause depuis cinq saisons déjà. Des adieux bien ternes et sans grande émotion pour le meilleur joueur du monde de ces dix dernières années. Un certain Michel Platini. Le 17 mai, au soir, Turin et l’Italie avait pris le deuil d’un mythe, de celui qui avait été, en même
downloadModeText.vue.download 474 sur 517

temps, le réalisateur et le chef d’orchestre des

équipes au sein desquelles il avait évolué.

– Le réalisateur – 41 buts inscrits en équipe de France (record), à 3 reprises meilleur canonnier du championnat d’Italie, exploit que seul avant lui le Milanais Nordhal avait accompli dans les années 50 : Michel Platini a été le no 1 dans cet exercice. Bon de la tête grâce à une belle détente, doté d’une frappe puissante des deux pieds, il a dû cependant sa renommée à ses célèbres coups francs qui ont souvent décidé du sort d’une partie. Notamment, contre les Pays-Bas (1981) et la Yougoslavie (1985) dans des matches qualificatifs pour la Coupe du monde ou encore face à l’Espagne en finale des championnats d’Europe (1984). Un paradoxe pour celui dont le principal objectif a toujours été de faire jouer ses coéquipiers tout en étant à l’origine de la passe décisive. À l’inverse de Diego Maradona, roi du dribble et de l’action individuelle, Michel Platini n’a jamais cherché à se mettre en valeur au détriment de ses partenaires. Un signe de grande classe, digne d’être mentionné.

– Le chef d’orchestre – Milieu de terrain offensif, Michel Platini « voyait vite et juste ». Il a su utiliser au mieux sa technique irréprochable pour adresser les passes qu’il fallait, au moment où il fallait. Il a été aussi bien capable de calmer la partie par un coup de patte latéral de dégagement que d’alerter en profondeur (ouverture de plus de 40 m) un partenaire idéalement placé ;

n’est-ce pas Boniek ? Son jeu a été le triomphe de la raison sur la force brutale, de l’intelligence sur l’instinct, de l’élégance sur la hargne. Un véritable gentleman des pelouses. Le football français, qui lui doit beaucoup, peut lui dire un grand merci.
Né le 21 juin 1955 à Joeuf (Meurthe-et-Moselle).
Prend sa première licence le 10 septembre 1966, à l’Association sportive jovicienne.
Contacté en 1972 par le FC Metz, il n’est pas retenu pour « faible capacité respiratoire et insuffisance cardiaque ». Finalement, il signera chez le voisin l’AS Nancy Lorraine.

– Sous le maillot de l’AS Nancy Lorraine (1972-1979) :

première licence professionnelle, le 15 mai 1972.

Premier match professionnel, le 3 mai 1973, contre Nîmes.

Premiers buts : un doublé contre Lvon, le 12 mai 1973.

En 7 saisons, il a disputé, championnat et coupe compris, 298 rencontres, au cours desquelles il a inscrit 122 buts.

Titres : la Coupe de France 1978, gagnée face à l’OGC Nice (1-0), but signé Platini.

– Sous le maillot vert de l’AS Saint-Étienne (1979-1982) :

129 matches de championnat et de Coupe de France et 73 buts.

16 matches de Coupes d’Europe et 9 buts.

Titres : champion de France 1981.

– Sous le maillot de la Juventus de Turin (1982-1987) :

147 matches de championnat (68 buts et 37 matches de Coupe (16 buts).

36 matches de Coupe d’Europe (19 buts).

Titres : champion d’Italie (1984 et 1986), Coupe d’Italie (1983), Coupe des vainqueurs de coupe (1984), Coupe des clubs champions (1985), Coupe intercontinentale des clubs (1985), Super-Coupe (1984).

Meilleur buteur du championnat d’Italie en 1983 (16 buts), 1984 (19 buts) et 1985 (18 buts).
â€¢– Trois fois « ballon d’or » européen (1983, 1984, 1985), récompense décernée par l’hebdomadaire français France-Football.

– Sous le maillot de l'équipe de France (1976-1987) :

Première sélection, le 27 mars 1976, contre la Tchécoslovaquie (2-2, dont un but de Platini sur coup franc). Dernière sélection, le 29 avril 1987 face à l'Islande (2-0), au Parc des Princes.

72 sélections et 41 buts (record), dont 10 sur coup franc.

Titres : champion d'Europe (1984) et meilleur réalisateur de la compétition avec 9 buts ; champion intercontinental (1985).

Demi-finaliste de la Coupe du monde en 1982 en Espagne, puis en 1986 au Mexique.

GOLF

La petite balle qui monte, qui

monte...

▪ Longtemps considéré comme une activité marginale réservée à une catégorie sociale privilégiée, le golf a maintenant pris place dans le paysage sportif fran-
downloadModeText.vue.download 475 sur 517

çais. Le nombre de ses licenciés est passé de 40 000 en 1981 à 120 000 au début du mois d'octobre 1987, soit presque autant qu'en athlétisme et en natation, qui sont, pourtant, les deux sports olympiques de base. Le président de la Fédération française, Claude-Roger Cartier, espère même franchir le cap des 200 000 dès 1990. Devant la demande explosive et l'offre insuffisante se posera alors la question du manque de parcours, problème délicat auquel les hauts responsables cherchent déjà une solution. Aux 200 golfs existants, dont 30 publics, vont bientôt s'en ajouter 54 autres en cours de construction, tandis que 67 projets devraient aboutir d'ici 1988 ; une misère, néanmoins, en comparaison des 12 000 terrains américains mis à la disposition des 20 millions de pratiquants. Paradoxalement, cet intérêt populaire pour le golf freine l'ascension des spécialistes français de haut niveau, qui ne parviennent guère à progresser dans la hiérarchie mondiale. Aucun parmi

les 50 premiers. Mais faisons confiance à Marc Pendaries, Marc-Antoine Farry et Frédéric Regard, susceptibles, dans un proche avenir, de combler cette lacune, s'ils confirment les promesses qu'ils ont laissé entrevoir récemment. Sur le plan international, l'événement de la saison a été la première défaite à domicile des États-Unis contre l'Europe, lors de la 27e Ryder Cup, véritable Coupe du monde par équipes. Auteur du point décisif de la rencontre, l'Espagnol Severiano Ballesteros a, néanmoins, cédé son leadership européen à son coéquipier du jour, Ian Woosman. Vainqueur du trophée Lancôme et du championnat du monde des match-play face à Sandy Lyle, devenant ainsi le premier Britannique à inscrire

son nom au palmarès de cette prestigieuse épreuve, le Gallois s'est montré, en effet, le plus régulier de tous sur l'ensemble de la saison. 18 tournois du Grand Chelem, 18 lauréats différents. Il aura fallu attendre plus de 4 ans pour que l'Américain Larry Nelson, grâce à sa victoire au championnat de l'USPGA, mette un terme à cette invraisemblable série. C'est son troisième titre majeur après celui acquis dans ce même tournoi en 1981 et à l'US Open de 1983. Moins réputé, son compatriote Scott Simpson (30e mondial) s'est adjugé l'Open des États-Unis, devançant à cette occasion Tom Watson, fort dépité d'avoir été battu par ce modeste professionnel. Quant à l'Australien Grey Norman, il ne s'est toujours pas remis de sa défaite concédée au 51e Masters, contre Larry Mize, « coupable » d'une approche victorieuse de plus de 40 mètres. Les coups miraculeux existent parfois au golf. Enfin, sauvant l'honneur des Européens, l'Anglais Nick Faldo s'est imposé sur ses terres, dominant in extremis l'Américain Paul Azinger, victime de deux bogeys assassins aux 17e et 18e trous du dernier parcours.

MASTERS

(Augusta, Georgie, 9-12 avril)
1. Mize (USA), 285, vainqueur du play-off au 74e trou ; 2. Norman (AUS), 285 ; 3. Ballesteros (E), 285.

OPEN DE FRANCE
(Saint-Cloud, 11-15 juin)
1. Rivero (E), 269 ; 2. Clark (GB), 270 ; 3. Baiocchi (Afr. S). 271.

US OPEN

(San Francisco, 18-21 juin)

1. Simpson (USA), 277 ; 2. Watson (USA), 278 ; 3. Ballesteros (E), 282.
downloadModeText.vue.download 476 sur 517

BRITISH OPEN
(Muirfield, 16-19 juillet)
1. Faldo (GB), 279 ; 2. Azinger (USA) et Davis (AUS), 280.

CHAMPIONNAT DE L'US PGA
(Palm Beach Gardens, 6-9 août)
1. Nelson (USA), 287, vainqueur en play-off ; 2. Wadkins (USA), 288 ; 3. Hoch

(USA), 288.

TROPHÉE LANCÔME

(Saint-Nom-la-Bretèche, 17-20 septembre)
1. Woosnam (GB), 264 ; 2. McNulty (Afr.

S), 265 ; 3. Johnstone (Zimb.) et Lyle

(Ecos.), 266.

RYDER CUP

(Muirfield Village, Ohio, 24-27 septembre)

Europe b. États-Unis, 15 v. à 13.

GYMNASTIQUE

Bilozertchev à la barre

▪ Douzième aux derniers championnats du monde de Rotterdam, l'équipe de France masculine a obtenu sa qualification pour les jeux Olympiques de Séoul. Treizième, la plus mauvaise place, son homologue féminin a, en revanche, laissé échapper son billet d'extrême justesse à la suite d'une série invraisemblable de chutes. Des résultats conformes à la logique, puisque nos représentants sont le plus souvent réduits à des procédés empiriques, alors que les entraîneurs soviétiques se livrent à un véritable travail de recherche scientifique dans leur centre ultraperfectionné et secret de Sébastopol. Au concours général individuel, saluons

l'avènement inattendu d'Aurélia Dobre, talentueuse élève de l'école roumaine, et le retour au premier plan de Dimitri Bilozertchev, quatre ans après son premier titre mondial. Écarté des tapis pendant deux saisons complètes à cause d'un grave accident de la route qui lui avait fracturé la jambe à 43 endroits différents, le Soviétique avait été, à l'âge de 16 ans, le plus jeune champion du monde de l'histoire de la gymnastique.

CHAMPIONNATS DU MONDE
(Rotterdam, 12-25 octobre)

CONCOURS GÉNÉRAL INDIVIDUEL MESSIEURS

1. Bilozertchev (URSS) ; 2. Korolev (URSS) ; 3. Artemov (URSS).

PAR ÉQUIPES

1. URSS ; 2. Chine ; 3. RDA ; 12. France.

FINALES PAR APPAREILS
Anneaux : Korolev (URSS)

Arçons : Bilozertchev (URSS)

Barre fixe : Bilozertchev (URSS)

Barres parallèles : Artemov (URSS)
Saut de cheval : Yun (Chine)

Sol : Yun (Chine)

CONCOURS GÉNÉRAL INDIVIDUEL DAMES
1. Dobre (R) ; 2. Shoushounova (URSS) ; 3. Silivas (R).

PAR ÉQUIPES
1. Roumanie ; 2. URSS ; 3. RDA ; 13. France.

FINALES PAR APPAREILS

Barres asymétriques : Silivas (R)

Poutre : Dobre (R)

Saut de cheval : Shoushounova (URSS)
Sol : Shoushounova (URSS)
downloadModeText.vue.download 477 sur 517

HALTÉROPHILIE

Bulgarie bat URSS 5 à 4

▪ Youri Vlassov, ancien champion olympique des super-lourds en 1960 et 5 fois champion du monde consécutivement de 1959 à 1963, a été écarté de la présidence de la Fédération soviétique d'haltérophilie. Son mandat n'aura duré que dix-huit mois, période au cours de laquelle il avait dirigé une campagne contre le dopage. Il n'avait pas hésité alors à suspendre plusieurs de ses compatriotes, coupables à ses yeux d'avoir absorbé des produits interdits. À l'occasion, il avait même accusé les autorités de ne pas faire les contrôles sérieusement, incitant ainsi les concurrents à tricher. Par ailleurs, avec l'aide de son homologue français, Pierre Coret, il avait lancé de Paris un appel solennel contre l'utilisation des drogues dans le sport. Finalement, toute cette dépense d'énergie pour sauver l'haltérophilie de son marasme n'aura servi à rien, puisque les hautes instances de son pays, à la demande de certains membres influents de l'IWF, l'ont limogé. Une décision déplorable qui ternit encore un peu plus l'image de ce sport et le rend peu crédible auprès du grand public. Au mondial d'Ostrava, sur les 10 titres du total olympique décernés, 5 l'ont été à la Bulgarie et 4 à l'URSS, les premiers gagnant les petites catégories et les seconds les poids les plus lourds. Seul le Hongrois Lazlo Barsi est parvenu à contester la suprématie des deux géants de l'Est en s'imposant chez les 82,5 kg. On constate également que, sur les 90 médailles mises en jeu, 88 ont

été attribuées à des représentants des démocraties populaires. Le Coréen du Sud Jeon Byung Kwan (52 kg) et l'Allemand de l'Ouest Nerlinger (+ 110 kg), récompensés par le bronze, ont sauvé l'honneur des autres participants. Devant l'écart qui ne cesse de s'accroître entre les pays de l'Est et le reste du monde, certaines nations occidentales avaient déjà renoncé à se rendre à Ostrava, n'ayant rien à y gagner. Ainsi l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie avaient préféré se consacrer aux Jeux méditerranéens, d'autres au Tournoi du Marché commun. Bientôt, si l'on poursuit sur cette voie, les grandes compétitions internationales se réduiront à un match Bulgarie-URSS. À moins que, d'ici là, l'ancien champion bulgare Naim Suleimanoglou, aujourd'hui citoyen turc,

ne fasse sa réapparition au plus haut niveau.

CHAMPIONNATS DU MONDE

(Ostrava, 6-12 septembre)

52 kg : Marinov (Bg), 262,5 kg (115 +

147,5)

56 kg : Terziiski (Bg), 287,5 kg (125 +

162,5)

60 kg : Topurov (Bg), 315 kg (140 + 175)
67,5 kg : Petrov (Bg), 350 kg (155 + 195)
75 kg : Gidikov (Bg), 375 kg (167,5 +

207,5)

82,5 kg : Barsi (H), 390 kg (180 + 210)

90 kg : Khrapati (URSS), 417,5 kg (185 +
232,5)

100 kg : Kuznetsov (URSS), 422,5 kg

(192,5 + 230)

110 kg : Zakharevitch (URSS), 445 kg

(202,5 + 242,5)

Super-lourds : Kurlovitch (URSS),

472,5 kg (212,5 + 260)
downloadModeText.vue.download 478 sur 517

HANDBALL

La routine

▪ Tout au long de l'année, la morosité a régné au sein du handball français. Cela a commencé lors des coupes européennes, par le comportement désastreux de nos clubs, aucun d'entre eux n'atteignant le stade des quarts de finale. Cela s'est poursuivi au Mondial B, en Italie, où l'équipe de France a terminé au milieu du tableau, à une médiocre huitième place. Et cela s'est aggravé avec la querelle opposant l'entraîneur national, Daniel Constantini, à son directeur technique, Jean Féri-

gnac. Le premier reprochant au second ses étroites relations avec le basket et le volley, disciplines concurrentes du hand tant en audience médiatique qu'en subventions. À deux ans de la prochaine échéance mondiale, la nouvelle équipe de France doit absolument être formée d'hommes très décidés et le conflit Constantini-Férignac prendre fin. L'USM Gagny a conservé son titre de champion et, contrairement à ce qui s'est produit la saison précédente, s'est adjugé la Coupe de France en prenant le dessus sur l'US Créteil.

COUPE DE FRANCE

(Montluçon, 20 juin)

Finale : USM Gagny – US Créteil, 27-20.

CHAMPIONNATS DU MONDE

(Bolzano, 17 février-1 mars)

Classement final : 1. URSS ; 2. Tchécoslovaquie ; 3. Pologne ; 4. RFA ; 5. Roumanie ; 6. Suisse ; 7. Danemark ; 8. France ; 9. Norvège ; 10. Bulgarie ; 11. États-Unis ; 12. Italie ; 13. Finlande ; 14. Japon ; 15. Tunisie ; 16. Brésil.

HOCKEY SUR GLACE

Calgary nous voilà

▪ Grenoble 1968, Calgary 1988... Les hockoyeurs français ont dû patienter vingt ans pour effectuer leur grand retour dans le tournoi olympique qui se déroulera l'hiver prochain au Canada. Qualification obtenue dans la douleur face au Japon, le règlement obligeant le quatrième du Mondial B, place de la France, à disputer deux matches de barrage contre le vainqueur du groupe C. Arrivé à la tête de la formation tricolore seulement au début de la saison l'entraîneur suédois, Kjell Larsson peut se montrer satisfait du bon comportement de ses troupes. D'autre part, la Suède, grâce à son meilleur goal-average, et à la surprise générale, s'est adjugé le titre de champion du monde de première division devant l'URSS, pourtant invaincue, et la Tchécoslovaquie. Sur le plan national, comme prévu, la compé-

tition a été dominée par les Savoyards de
downloadModeText.vue.download 479 sur 517

Saint-Gervais, pas une seule fois menacés par les joueurs des Français Volants. Il ne suffit pas d'avoir l'équipe la plus forte sur le papier, encore faut-il le prouver sur la patinoire. Le public de la capitale mérite assurément mieux.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

CLASSEMENT FINAL : 1. Saint-Gervais-Megève, 66 pts ; 2. Français Volants, 50 ; 3. Gap, 48 ; 4. Amiens. 42 ; 5. Villard-de-Lans, 39 ; 6. Grenoble, 26 ; 7. Chamonix, 24 ; 8. Briançon, 23 ; 9. Rouen, 22 ; 10. Viry-Essonne, 20.

MONDIAL A

(Vienne 15 avril - 3 mai)
POULE FINALE : 1. Suède, 4 pts ; 2. URSS, 4 ; 3. Tchécoslovaquie, 3 ; 4. Canada, 1.

MONDIAL B

(Canazei, 26 mars - 5 avril)

POULE FINALE : 1. Pologne, 13 pts ; 2. Norvège, 11 ; 3. Autriche, 10 ; 4. France, 9 ; 5. RDA, 6 ; 6. Italie, 5 ; 7. Pays-Bas, 3 ; 8. Chine, 0.

JUDO

Canu tisse sa toile

▪ Grâce à sa victoire sur le Coréen du Nord Jongchol Pak, Fabien Canu (– 86 kg) est devenu à Essen le quatrième champion du monde de l'histoire du judo français, après Jean-Luc Rougé (1975), Thierry Rey (1979) et Bernard Tchoullouyan (1981). Déjà détenteur du titre européen, gagné cette saison sur les tatamis de Coubertin, l'Orléanais a réalisé un doublé qui le désigne désormais comme le grand favori pour les jeux Olympiques de Séoul, auquel il se ren-

dra en compagnie de Marc Alexandre, deuxième en moins de 72 kg, et du poids léger Patrick Roux, récompensé de sa bonne prestation par le bronze. Le lendemain, imitant son camarade de l'équipe de France masculine, Cathy Arnaud (– 56 kg) s'est emparée elle aussi de la couronne suprême, en dominant l'Australienne Williams. Un succès qui a été complété par la médaille d'argent de la triple championne du monde, Brigitte Deydier (– 66 kg) et par les troisièmes places de ses coéquipières, Dominique Brun (– 52 kg) et Isabelle Paque (toutes catégories). Ces résultats d'ensemble (7 médailles au total) ont finalement confirmé les excellentes performances obtenues par nos combattants aux derniers championnats d'Europe à Paris (13 médailles dont six d'or). Ils situent la France au deuxième rang mondial juste derrière le Japon, de nouveau au-dessus du lot après une éclipse de quelques années provoquée, en partie, par le départ de sa vedette Yamashita. Patron du judo français, discipline actuellement en pleine essor avec ses 400 000 licenciés et ses 5 200 clubs, Jean-Luc Rougé peut se montrer satisfait de ses troupes, et du travail accompli par sa Fédération, l'une des plus dynamiques de l'Hexagone.

CHAMPIONNATS D'EUROPE
(Paris, Coubertin, 7-10 mai)

MESSIEURS

– 60 kg : Roux (F)
– 65 kg : Hansen (F)
– 71 kg : Blach (Pol.)
– 78 kg : Varaev (URSS)
– 86 kg : Canu (F)
– 95 kg : Kurtanidze (URSS)
downloadModeText.vue.download 480 sur 517

+ 95 kg : Cioc (R)

Toutes catégories : Veritchev (URSS)
PAR ÉQUIPES : URSS b. France, 4 vict.

et 2 nuls.

DAMES

– 48 kg : Briggs (GB)

– 52 kg : Brun (F)
– 56 kg : Arnaud (F)
– 61 kg : Olechnowicz (Pol.)
– 66 kg : Han (PB)
– 72 kg : De Kok (PB)
+ 72 kg : Paque (F)

Toutes catégories : Berghmans (B)
PAR ÉQUIPES : France b. Grande-Bretagne, 4 vict. à 0 et 3 nuls.

CHAMPIONNATS DU MONDE

(Essen, 20-22 novembre)

MESSIEURS

– 60 kg : Kim (CdS)
– 65 kg : Yamamoto (Jap.)
– 71 kg : Swain (USA)
– 78 kg : Okada (Jap.)
– 86 kg : Canu (F)
– 95 kg : Sugai (Jap.)
+ 95 kg : Veritchev (URSS)

Toutes catégories : Ogawa (Jap.)

DAMES

– 48 kg : Li (Chine)
– 52 kg : Rendle (GB)
– 56 kg : Arnaud (F)
– 61 kg : Bell (GB)
– 66 kg : Schreiber (RFA)
– 72 kg : Tanabe (Jap.)
+ 72 kg : Gao (Chine)

Toutes catégories : Gao (Chine)

KARATÉ

Encore et toujours Pinda

▪ Avec 8 médailles, dont 2 d'or, et trois d'argent (Bruno Pellicer et Paul Giacenti), la France a dominé les 22e championnats d'Europe, qui se sont déroulés à Glasgow. Échouant de justesse pour un doublé historique (lourds et toutes catégories), l'Antillais Emmanuel Pinda s'est facilement imposé chez les plus de 80 kg, alors que son coéquipier Didier Moreau, à la surprise générale, l'emportait en toutes catégories, face au redoutable Suédois Daggfelt, se hissant ainsi pour la première fois de sa carrière sur la plus haute marche d'un podium européen. Par équipes, victoire logique des Écossais qui se sont montrés largement supérieurs aux jeunes Français, déjà fort satisfaits d'être parve-

nus en finale.

CHAMPIONNATS D'EUROPE

(Glasgow, 1-3 mai)

Super-légers (– 60 kg) : Fairclough (GB)
Légers (– 65 kg) : Timonen (Fin.)

Mi-moyens (– 70 kg) : Degli-Abbati (It.)
Moyens (– 75 kg) : Hallman (S.)

Mi-lourds (– 80 kg) : MacKay (Écos.)

Lourds (+ 80 kg) : Pinda (F)

Toutes catégories : Moreau (F)

PAR ÉQUIPES : Écosse b. France, 3-1.

LUTTE

La médaille de l'espoir

▪ En dominant, à Clermont-Ferrand, l'Allemand de l'Ouest d'origine turque Rifat Yildiz, battu par disqualification, downloadModeText.vue.download 481 sur 517

Patrice Mourier (57 kg) est devenu le premier Français champion du monde de lutte gréco-romaine. La politique mise en place par la Fédération, au début de la saison – nouveau DTN (Pierre Taberna), nomination d'un directeur des équipes de France (Daniel Émelin), et de deux entraîneurs nationaux (Philippe Vidal en gréco, et Pino Massida en libre) –, a donc porté ses fruits, d'autant plus que des garçons comme Thierry Bourdin, Gilles Jallibert, Serge Robert, Gérard Santoro ont failli eux aussi monter sur le podium. Depuis Daniel Robin, il y a de cela une vingtaine d'années, jamais la lutte française ne s'était aussi bien portée, même s'il reste encore beaucoup de travail à fournir, pour arriver au niveau des stars de la spécialité, les Soviétiques et à degré moindre, les Américains. Mais nos lutteurs sont sur la bonne voie.

MOTO

Au tour de Dominique

▪ Associé à Jean-Louis Battistini, et à Jean-Michel Mattioli, Dominique Sarron, au guidon de sa Honda, a été la vainqueur du Bol d'Or. Il a également remporté les 24-Heures du Mans, preuve de la supériorité du numéro 1 des constructeurs japonais dans le domaine de l'endurance. En vitesse, grâce à ses 7 victoires en Grand Prix, l'Australien Wayne Gardner a dominé, dans la catégorie reine des 500 cm 3, l'Américain Randy Mamola, dont la conduite spectaculaire a enchanté les foules, et le tenant du titre mondial, Eddie Lawson. Comme en 1986, les trois mêmes pilotes se sont retrouvés dans le tiercé gagnant, mais cette fois dans un ordre différent. Encore mal remis de ses ennuis de santé, Freddy Spencer s'est contenté de faire de la figuration, tandis
downloadModeText.vue.download 482 sur 517

que Christian Sarron se classait à une modeste septième place, perdant deux rangs par rapport à l'année dernière. En revanche, vainqueur au Brésil, et quatrième du championnat du monde des 250 cm 3, gagné par l'Allemand de l'Ouest Anton Mang, son frère Dominique a réalisé une saison en tout point remarquable, contrairement à Thierry Michaud qui, en Trial, a cédé son sceptre à l'Espagnol Jordi Tarrès. De son côté, Hervé Moineau secondé cette fois par Bruno Le Bihan, a empoché un troisième titre mondial d'endurance avec sa 750 Suzuki d'usine. Enfin, profitant de l'absence du Hollandais Kees Van der Ven, lauréat des cinq dernières éditions, le Suédois Lelf Persson, au milieu des dunes de la côte d'Opale, s'est adjugé l'Enduro du Touquet. Une épreuve toujours aussi populaire, puisque 1 200 concurrents et près de 200 000 spectateurs ont participé à cette fête des passionnés de la moto, qui avaient, quelques semaines plus tôt, apprécié à sa juste valeur, la cinquième victoire de Cyril Neveu dans le rallye raid Paris-Dakar.

CHAMPIONNATS DU MONDE

VITESSE

80 cm 3 : 1. Martinez (E.-Derbi), 129 pts ; 2. Herreros (E.-Derbi), 86 pts ; 3. Waibel

(RFA-Krauser), 82 pts.

125 cm 3 : 1. Gresini (It.-Garelli), 105 pts ;
2. Casanova (It.-Garelli), 76 pts ; 3. Casoli
(It. mBA), 61 pts.

250 cm 3 : 1. Mang (RFA-Honda),
136 pts ; 2. Roth (RFA-Honda), 108 pts et
Pons (E.-Honda).

500 cm 3 : 1. Gardner (Aus.-Honda),
178 pts ; 2. Mamola (USA-Yamaha),
158 pts ; 3. Lawson (USA-Yamaha),

157 pts.

Side-cars : 1. Webster – Hewitt
(GB-Yamaha).

TRIAL

1. Jordi Tarrès (E), 197 pts.

2. Diego Bosis (It.), 165 pts.

3. Thierry Michaud (F), 163 pts.

ENDURANCE

1. Hervé Moineau – Bruno Le Bihan
(F-Suzuki).

MOTOCROSS

125 cm 3 : 1. Van de Berk (PB-Elf Honda).

250 cm 3 : 1. Geboers (PB-Yamaha).

500 cm 3 : 1. Jobé (B-Elf Honda).

51e BOL D'OR

(Le Mans, 19-20 septembre)

1. D. Sarron – J.L. Battistini – J.-M. Mat-

tioli (F/Honda 750 VFR), 651 Tours

de 5,8 km à 160,396 km/h de moy. ;

2. C. Sarron – P. Igoa – J.-P. Ruggia (Ya-

maha 750 Génésis), à 6 tours ; 3. H. Moi-
neau – B. Le Bihan – G. Bertin (Suzuki

GSX 750 R), à 12 tours.

24 HEURES DU MANS

(18-19 avril)

1. D. Sarron – J.-L. Battistini – J.-M. Mattioli (F/Honda RVF), 730 tours, soit

3 115 km à 130,201 km/h de moy. ; 2. Le Bihan – Moineau – Tournadre (Suzuki

GSX-R), à 2 tours ; 3. Coudray – Vieira – Hubin (Honda VFR), à 4 tours.

NATATION

Le renouveau de l'Europe

▪ 18 premières places sur 32 possibles : ce chiffre résume parfaitement l'hégémonie de la natation est-allemande sur les
downloadModeText.vue.download 483 sur 517

18e championnats d'Europe, qui se sont déroulés à Strasbourg. Si ses représentantes ont, comme de coutume, dominé les épreuves féminines (14 médailles d'or contre 2 à la Roumanie), en revanche, les titres masculins ont été mieux répartis : RDA (4), Hongrie, RFA, URSS (3), Grande-Bretagne (2), et Suède (1). Trois des six records du monde sont revenus aux Allemandes de l'Est (Moehring sur 800 m, Hoerner sur 100 m brasse et le relais 4 × 200 m), 2 au maître incontesté du 4 nages, le Hongrois Tomas Darnyi, et le dernier au 4 × 200 m ouest-allemand, bien emmené par le fantasque Michael Gross, par ailleurs fort décevant dans les courses individuelles. Mais la grande vedette de la semaine a été Kristin Otto, auteur d'un triplé historique sur 100 m nage libre, dos et papillon, et deux fois victorieuse en relais avec ses coéquipières. À un an des jeux Olympiques de Séoul, la natation du Vieux Continent a retrouvé des forces vives et la lutte qui l'opposera à l'équipe des États-Unis, en nette progression depuis quelques mois (Janet Evans, Emmy Shaw), sera passionnante à suivre.

Avec ses 2 médaillés (Stephan Caron, 2e du 100 m nage libre, et Catherine Plewinski, 3e sur 100 m papillon), ses onze finalistes, et ses 24 records nationaux améliorés, la France a amorcé un retour au premier plan. Des résultats d'autant plus remarquables, que le niveau de la compétition en Alsace était

supérieur à celui du Mondial 1986. Il est vrai que les 25 nageurs sélectionnés avaient pour la première fois le même degré d'aspiration et de volonté. Signalons, enfin, les trois médailles d'or acquises en natation synchronisée par l'Esther Williams française, Muriel Hermine, qui, espérons-le, réussira la même carrière que l'Américaine dans les spectacles aquatiques.

CHAMPIONNATS D'EUROPE

(Strasbourg 18-23 août)

MESSIEURS

50 m : 1. Woithe (RDA), 22″ 66 ; 2. Prigoda (URSS), 22″ 73 ; 3. Volery (H), 22″ 75.

100 m : 1. Lodziewski (RDA), 49″ 79 ; 2. Caron (F), 49″ 88 ; 3. Richter (RDA), 50″ 35.

200 m : 1. Holmertz (S), 1′ 48″ 44 ; 2. Lamberti (It.), 1′ 48″ 68 ; 3. Gross (RFA), 1′ 49″ 02.

400 m : 1. Dassler (RDA), 3′ 48″ 95 ; 2. Henkel (RFA), 3′ 49″ 28 ; 3. Fahrner (RFA), 3′ 49″ 82.

1 500 m : 1. Henkel (RFA), 15′ 2″ 23 ; 2. Dassler (RDA), 15′ 2″ 30 ; 3. Pfeiffer (RFA), 15′ 3″ 06.

100 m dos : 1. Zabolotnov (URSS), 56″ 06 ; 2. Baltrusch (RDA), 56″ 40 ; 3. Hoffmeister (RFA), 56″ 71.

200 m dos : 1. Zabolotnov (URSS), 1′ 59″ 35 ; 2. Polianski (URSS), 1′ 59″ 37 ;3. Baltrusch (RDA), 2′ 2″ 22.

100 m brasse : 1. Moorhouse (GB), 1′ 2″ 13 ; 2. Volkov (URSS), 1′ 2″ 43 ; 3. Minervini (It.), 1′ 2″ 66.

200 m brasse : 1. Szabo (H), 2′ 13″ 87 ; 2. Sokolowski (URSS), 2′ 14″ 97 ; 3. Moorhouse (GB), 2′ 15″ 78.

100 m papillon : 1. Jameson (GB), 53″ 62 ; 2. Gross (RFA), 53″ 76 ; 3. Nielsen (Dan.), 54″ 08.

200 m papillon : 1. Gross (RFA), 1′ 57″ 59 ; 2. Nielsen (Dan.), 1′ 57″ 74 ;

3. Yaroschuk (URSS), 1′ 58″ 51.

200 m 4 nages : 1. Darnyi (H), 2′ 0″ 56 ; 2. Iaroschuk (URSS), 2′ 1″ 67 ; 3. Hannemann (RDA), 2′ 2″ 30.

400 m 4 nages : 1. Darnyi (H), 4′ 15″ 42 ;
downloadModeText.vue.download 484 sur 517

SPORTS

downloadModeText.vue.download 485 sur 517

2. Szabo (H), 4′ 18″ 30 ; 3. Kuhl (RDA), 4′ 18″ 62.

4 × 100 m : 1. RDA, 3′ 19″ 17 ; 2. RFA, 3′ 20″ 51 ; 3. URSS, 3′ 21″ 14.

4 × 200 m : 1. RFA, 7′ 13″ 10 ; 2. RDA, 7′ 14″ 27 ; 3. Suède, 7′ 21″ 31.

4 × 100 m 4 nages : 1. URSS, 3′ 41″ 51 ; 2. G.-B., 3′ 42″ 01 ; 3. RDA, 3′ 43″ 90.

DAMES

50 m : 1. Costache (R), 25″ 50 ; 2. Meissner (RDA), 25″ 65 ; 3. Pielke (RFA), 25″ 88.

100 m : 1. Otto (RDA), 55″ 38 ; 2. Stellmach (RDA), 55″ 49 ; 3. Costache (R), 56″ 11.

200 m : 1. Friedrich (RDA), 1′ 58″ 24 ; 2. Stellmach (RDA), 1′ 58″ 95 ; 3. Dobrescu (R), 2′ 0″ 87.

400 m : 1. Friedrich (RDA), 4′ 6″ 39 ; 2. Strauss (RDA), 4′ 7″ 71 ; 3. Pura (R), 4′ 9″ 65.

800 m : 1. Moehring (RDA), 8′ 19″ 53 ; 2. Strauss (RDA), 8′ 32″ 24 ; 3. Csabal (H), 8′ 37″ 71.

100 m dos : 1. Otto (RDA), 1′ 1″ 86 ; 2. Schlicht (RFA), 1′ 2″ 21 ; 3. Zimmermann (RDA), 1′ 2″ 55.

200 m dos : 1. Sirch (RDA), 2′ 10″ 20 ; 2. Zimmermann (RDA), 2′ 12″ 23 ;

3. Schlicht (RFA), 2′ 12″ 72.

100 m brasse : 1. Hoerner (RDA),
1′ 7″ 91 ; 2. Dalla Valle (It.), 1′ 9″ 66 ;
3. Gerash (RDA), 1′ 9″ 83.

200 m brasse : 1. Hoerner (RDA),
2′ 27″ 49 ; 2. Lempereur (B), 2′ 29″ 79 ;
3. Kuzmina (URSS), 2′ 29″ 88.

100 m papillon : 1. Otto (RDA), 56″ 52 ;
2. Weigang (RDA), 59″ 59 ; 3. Plewinski

(F), 59″ 89.

200 m papillon : 1. Nord (RDA),
2′ 8″ 85 ; 2. Weigand (RDA), 2′ 9″ 60 ;
3. Pura (R), 2′ 11″ 56.

200 m 4 nages : 1. Sirch (RDA),

2′ 15″ 04 ; 2. Hunger (RDA), 2′ 15″ 27 ;
3. Lung (R), 2′ 15″ 84.

400 m 4 nages : 1. Lung (R), 4′ 40″ 21 ;
2. Dendeberova (URSS), 4′ 42″ 62 ;
3. Nord (RDA), 4′ 44″ 09.

4 × 100 m : 1. RDA, 3′ 42″ 58 ; 2. Pays-
Bas, 3′ 45″ 93 ; 3. RFA, 3′ 46″ 49.

4 × 200 m : 1. RDA, 7′ 55″ 47 ; 2. Rouma-
nie, 8′ 9″ 15 ; 3. RFA, 8′ 9″ 89.

4 × 100 m 4 nages : 1. RDA, 4′ 4″ 05 ;
2. Italie, 4′ 10″ 04 ; 3. RFA, 4′ 10″ 92.

NATATION SYNCHRONISÉE

Solo : 1. Hermine (F), 188,700 pts ;

2. Worisch (Aut.), 182,467 pts ; 3. Singer
(CH), 179,067 pts.

Duo : 1. France (Hermine-Schuler),

184,608 pts ; 2. Suisse, 178,432 pts ;

3. URSS, 176,642 pts.

Ballet : 1. France, 178,487 pts ; 2. URSS,
177,373 pts ; 3. Suisse, 172,975 pts.

PLONGEON

MESSIEURS

Haut vol : 1. Chogovadze (URSS),
618,48 pts ; 2. Hempel (RDA),
596,94 pts ; 3. Dzhavadian (URSS),

538,37 pts.

Tremplin : 1. Killat (RFA), 663,18 pts ;
2. Stajkovic (Aut.), 647,25 pts ;
3. Glatchenko (URSS), 621,60 pts.

DAMES

Haut vol : 1. Miroshina (URSS),
475,50 pts ; 2. Staslulevich (URSS),
433,68 pts ; 3. Abicht (RDA), 408,09 pts.

Tremplin : 1. Jongejans (PB), 525,78 pts ;
2. Babkova (URSS), 518,88 pts ; 3. Baldus
(RDA), 513,42 pts.

WATER POLO

Classement final messieurs : 1. URSS,
13 pts ; 2. Yougoslavie, 12 pts ; 3. Italie,
11 pts ; 4. RFA, 8 pts ; 5. Hongrie, 6 pts ;
downloadModeText.vue.download 486 sur 517

6. Espagne, 4 pts ; 7. Roumanie, 2 pts ;
8. Bulgarie 0 pt.

Classement final dames : 1. Pays-Bas,
12 pts ; 2. Hongrie, 10 pts ; 3. France,
8 pts ; 4. RFA, 6 pts ; 5. Norvège, 4 pts ;
6. Belgique, 2 pts ; 7. Grande-Bretagne,
0 pt.

PATINAGE ARTISTIQUE

Ô Katarinetta bella

▪ Battus l'hiver précédent à Genève lors des championnats du monde, Katarina Witt et Brian Orser, grâce à leur grande valeur en figures libres, ont pris tous les deux leur revanche cette saison à Cincinnati. La ravissante Allemande de l'Est (3e titre mondial) sur la « Diva noire », Debi Thomas, et le « Canadien volant » sur l'Américain Brian Boitano. Des succès, qui ont ravi le très nombreux public (90 000 spectateurs en 6 jours de compétition), bien que ses protégés aient été dominés par les étrangers. Il est vrai que la beauté et le talent n'ont pas de frontières. En danse, victoire attendue des Soviétiques Natalia Bestemianova-Andrei Bukin, tandis que, par couple, leurs compatriotes Ekaterina Gordeieva-Serguei Grinkov décrochaient la médaille

d'or, la deuxième après celle acquise en 1986. Philippe Roncoli 18e, Agnès Gosselin 14e, les danseurs Isabelle et Paul Duchesnay 10e, les Tricolores n'ont guère brillé. Depuis Jean Christophe Simon, l'un des 5 meilleurs mondiaux de 1981 à 1984, le patinage artistique français ne progresse plus, et cela malgré la présence d'entraîneurs nationaux de valeur. La véritable raison de ce recul ne viendrait-elle pas, tout simplement, du peu d'enthousiasme manifesté par les jeunes devant la difficulté de cette discipline sportive, qui impose un travail de spartiate à ceux qui veulent y réussir au plus haut niveau ? Le récent retrait de la compétition, pour cause de saturation physique et morale, de Philippe Roncoli, à l'âge de 21 ans, tendrait à le prouver.

CHAMPIONNATS DU MONDE

(Cincinnati, 9-14 mars)

Messieurs : 1. Orser (Can.) ; 2. Boitano (USA) ; 3. Fadeiev (URSS).

Dames : 1. Witt (RDA) ; 2. Thomas (USA) ; 3. Kadavy (USA).

Couples : 1. Cordeieva-Grinkov (URSS) ; 2. Valova-Vasiliev (URSS) ; 3. Watson-Oppegard (USA).

Danse : 1. Bestemianova-Bukine (URSS) ; 2. Klimova-Ponomarenko (URSS) ; 3. Wilson-McCall (Can.)

RUGBY À XV

La Coupe en noir

▪ COUPE DU MONDE. La Nouvelle Zélande s'est adjugée la première Coupe du monde. De tous les pays présents, aucun autre ne méritait autant ce titre. Non seulement pour la qualité supérieure de son jeu, mais également pour tout ce qu'elle a apporté de positif au rugby à XV, depuis le début du siècle. De toute évidence, une victoire qui a ravi la plupart des amoureux du ballon ovale. La prochaine édition se déroulera en 1991 dans l'hémisphère Nord. Souhaitons qu'elle

soit aussi réussie et spectaculaire, car le rugby se doit d'avoir un grand rassemblement mondial, équivalant aux jeux
downloadModeText.vue.download 487 sur 517

Olympiques ou au Mondial de football, pour garder son impact auprès du public et donc des médias.

PREMIER TOUR. À l'exception des « Pumas » argentins éliminés par des Fidjiens surprenants, tous les gros bras présents sont sortis sans dommage des poules de qualification. Rentrés chez eux avec quelques « valises » supplémentaires (l'Italie battue par la Nouvelle-Zélande, 70-6, le Japon par l'Angleterre 60-7 et le Zimbabwe par la France 70-12), les « petits » ont pu mesurer l'écart qui les séparait encore de la cour des « grands ». Mais soyons sûrs que dans quatre ans, enrichis par cette expérience, ils reviendront avec d'autres atouts et un désir profond de prendre leur revanche.

QUARTS DE FINALE. On attendait avec une certaine curiosité la confrontation Nord-Sud. Elle a eu lieu et c'est sans surprise qu'elle a tourné à l'avantage des hommes de l'hémisphère austral, les All Blacks et les Wallabies infligeant deux punitions sévères aux Écossais et aux Irlandais, incapables de repousser les vagues d'assauts de leurs prestigieux adversaires. Et plus étonnant encore, présentés en pâture aux Tricolores, les Fidjiens, grâce à un jeu de mouvement rapide et inspiré, ont failli surprendre les auteurs du grand chelem, qui n'ont dû leur salut qu'à la puissance de leur huit de devant. Vainqueurs sans gloire d'un quinze à la rose sans épine, à l'issue d'une rencontre insipide, les Gallois ont été les derniers à se qualifier pour la suite de la compétition.

Résultats
Nouvelle-Zélande b. Écosse 30-3
Pays de Galles b. Angleterre 16-3
Australie b. Irlande 33-15

France b. Fidji 31-16

DEMI-FINALES. Face à des rivaux rapidement dépassés par le rythme donné

à la rencontre, les Néo-Zélandais n'ont eu aucune peine à infliger aux Gallois la plus humiliante défaite de leur histoire. 43 points de différence au tableau d'affichage, la crédibilité du Tournoi des Cinq Nations venait d'en prendre un sérieux coup. À la fin de ce non-combat, les anciennes gloires galloises qui assistaient à cette déroute, Garry Edwards, Philipp Bennett, Barry John et Mervyn Davies en étaient « rouges » de honte. Après son quart de finale désastreux, la France n'était pas favorite contre l'Ogre australien qui évoluait à domicile. 80 minutes plus tard, elle avait déjoué tous les pronostics, s'imposant pendant les arrêts de jeu, grâce à un dernier essai de 70 m inscrit en coin par Serge Blanco, au terme d'une action collective de toute beauté. Un final enthousiasmant à l'image du reste du match, digne d'entrer au panthéon de l'histoire du rugby, selon les dires de tous les spécialistes présents dans les tribunes.

Résultats

Nouvelle-Zélande b. Pays de Galles : 49-6 (27-0).
France b. Australie : 30-24 (6-9).

FINALE. Le champion de l'hémisphère Nord, la France, contre celui de l'hémisphère Sud, la Nouvelle-Zélande. La finale que tout le monde attendait s'annonçait équilibrée. Mais dès le début de la rencontre on s'est vite aperçu qu'il n'en serait
downloadModeText.vue.download 488 sur 517

rien, tant les All Blacks se montraient supérieurs aux Français aussi bien lors des regroupements que dans le jeu au pied où leur demi d'ouverture, Grant Fox (17 points : un drop, une transformation, et 4 pénalités) réalisait un véritable festival. Émoussés par les efforts fournis au tour précédant contre l'Australie, les avants tricolores n'avaient plus les forces nécessaires pour empêcher le rouleau compresseur néo-zélandais de faire son oeuvre. Privées de ballons exploitables,

nos lignes arrières étaient dans l'impossibilité de porter le jeu dans les grands espaces, seule manière d'inverser le cours de la partie. À fatigues égales, la France aurait pu lutter, mais à Auckland ce n'était

pas le cas. Il reste que cette défaite ne doit pas nous faire oublier que le rugby français vient d'écrire aux antipodes l'une des plus belles pages de son histoire, déjà fort riche en exploits.
downloadModeText.vue.download 489 sur 517

Résultats

Finale pour la troisième place

Pays de Galles b. Australie : 22-21 (13-15).

Finale : Nouvelle-Zélande/
France(Auckland, 20 juin)
Nouvelle-Zélande b. France : 29-9 (9-0).

– Alternance de soleil et d'averses. Terrain en bon état. Vent favorable à la Nouvelle-Zélande puis à la France. 48 035 spectateurs payants. Arbitre : M. Fitzgerald (Australie), assisté de MM. Fleming et Anderson.

Nouvelle-Zélande : 3 E Jones (17e), Kirk (63e), Kirwan (66e), 4 B (46e, 56e, 69e, 77e), I D (14e), 1 T (17e) Fox.

France : 1 E Berbizier (83e), 1 B (44e), 1 T (83e) Camberabero.

Nouvelle-Zélande : 15 Gallagher – 14 Kirwan, 13 Stanley, 12 Taylor, 11 Green – 10 Fox, 9 Kirk (cap.) – 7 Jones, 8 Shelford, 6 A. Whetton – 5 G. Whetton, 4 Pearce – 3 Drake, 2 Fitzpatrick, 1 MacDowell.

France : 15 Blanco – 14 Camberabero, 13 Sella, 12 Charvet, 11 Lagisquet – 10 Mesnel, 9 Berbizier – 7 Erbani, 8 Rodrigue, 6 Champ – 5 Condom, 4 Lorieux – 3 Garuet, 2 Dubroca (cap.), 1 Ondarts.

▪ TOURNOI DES CINQ-NATIONS. En bousculant les vaillants Irlandais sur leur propre pelouse de Landsdowne Road, l'équipe de France de Daniel Dubroca a accompli le quatrième grand chelem de son histoire après ceux de 1968, 1977 et 1981. Assurément le plus facile de tous, tant les joueurs britanniques, à part peut-être les Écossais, ont régressé depuis une décennie, alors que les Français, sous la conduite de leur entraîneur Jacques Fou-

roux ont, au contraire, suivi une courbe ascendante. Détentrice de la cuillère de bois la saison passée, l'Irlande a terminé cette fois à la deuxième place ex aequo avec l'Écosse, précédant le pays de Galles et l'Angleterre, bons derniers. Il est vraiment temps que nos amis d'outre-Manche prennent conscience qu'ils ne jouent plus aucun rôle dans le rugby actuel, dépassés qu'ils sont par la nouvelle bande des quatre : l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud, pourtant privée de toute compétition depuis qu'elle a été mise au banc d'infamie par l'International Board à cause de l'apartheid.

▪ FRANCE. 56 ans après avoir remporté son dernier titre, l'équipe de Toulon a été sacrée championne de France par 15 points à 12, une victoire méritée pour les hommes de la rade, qui furent néanmoins malmenés en fin de rencontre par des Parisiens du Racing superbes
downloadModeText.vue.download 490 sur 517

de courage et d'enthousiasme. Pouvant compter sur la compétence de leur entraîneur « baba cool », Daniel Herrero, et sur la puissance sans égale de leur huit de devant, derrière lequel évolue un Jérôme Gallion rayonnant, les Varois sont désormais capables d'exercer sur le rugby français la même hégémonie que l'AS bittéroise dans les années 70. Quant aux joyeux drilles de la capitale, revêtus pour l'occasion de noeuds papillons roses, en échouant à l'ultime stade de la

compétition, ils n'ont pas réussi leur dernière farce. Mais personne n'oubliera leur étonnant parcours ponctué en demi-finale par une victoire retentissante sur le champion sortant, le Toulouse de Pierre Villepreux. Une performance remarquable, qui a cloué le bec à tous ceux qui leur avaient reproché, en début de saison, d'avoir coiffé des bérets basques lorsqu'ils s'étaient produits à Bayonne. Autre épreuve importante du calendrier, le Challenge Yves-du-Manoir a été gagné
downloadModeText.vue.download 491 sur 517

par la solide formation de Grenoble, victorieuse de 15 Agenais à bout de souffle, par la faute d'un calendrier beaucoup trop chargé.

RUGBY À XIII

Vers le professionnalisme ?

▪ Humiliée à Leeds par la Grande-Bretagne (52-4), pourtant nettement inférieure à l'Australie, et bien qu'elle ait mieux résisté au match retour à Carcassonne (10-20), l'équipe de France est arrivée au point de non-retour et de rupture. S'il veut survivre, le rugby à XIII français doit immédiatement subir une cure de rajeunissement et redevenir le sport spectacle qu'il fut avant guerre et après la Libération. Âprement contesté par sa base, le président Jacques Soppelsa a déjà donné sa démission. Il a laissé son fauteuil à Jean-Paul Verdaguer, un homme dynamique, dont la première mesure a été de confier à « France Organisations » et à son P-DG, Pierre Martin, les intérêts de la FFR XIII en matière de ressources publicitaires. Un premier pas vers le professionnalisme, certes, mais surtout la dernière chance offerte au rugby à XIII de sortir de son anonymat. Et aussi un moyen de retrouver une bonne audience auprès des médias. En attendant, au cours d'une finale émaillée de coups défendus donnés par des joueurs à l'esprit détestable, le XIII Catalan a remporté un nouveau titre de champion de France contre le tenant, la courageuse formation du Pontet. Décidément, il n'y a rien de changé sur ce plan-là : tant que les treizistes présenteront un tel spectacle, l'avenir de ce sport restera compromis.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

FINALE

(Toulouse, 31 mai)

XIII Catalan b. US Le Pontet. 11-3.

COUPE DE FRANCE

FINALE

(Narbonne, 24 mai)

AS Saint-Estève b. XIII Catalan, 20-10.

SKI

Les Suisses en or,
les Français chocolat

▪ Depuis la grande équipe de France de Portillo (16 médailles sur 24), jamais une formation n'avait autant dominé la compétition internationale que la Suisse aux récents championnats du monde de ski alpin puisque, sur les 32 médailles distribuées, 14 l'ont été à ses représentants, dont 5 aux seules filles. Un grand chelem unique dans l'histoire de ce sport. Ce triomphe s'explique par le dynamisme et la parfaite organisation de la Fédération helvétique qui, dans tous les domaines, aussi bien techniques que médicaux, est en avance de plusieurs années sur ses homologues. Propos que ne démentiront pas Erika Hess, Pirmin Zurbriggen et Maria Walliser, tous trois auteurs d'un doublé, Peter Mueller enfin récompensé de sa persévérance par un titre en descente, et la benjamine Vreni Schneider (18 ans), intouchable en slalom géant. En revanche, à l'heure des bilans, pour nous Français, c'est le désastre. Une véritable Berezina. Aucune médaille sur l'ensemble
downloadModeText.vue.download 492 sur 517

des épreuves, nous n'avions pas connu cette situation depuis les jeux Olympiques d'Oslo, en 1952. Ni Catherine Quittet, pourtant victorieuse en janvier dernier à Pfronten d'un super-G, ni Didier Bouvet, médaillé de bronze à Sarajevo, n'ont pu confirmer les promesses qu'ils avaient laissé entrevoir au début de leur carrière. À un an de Calgary, la situation est grave et inquiétante, et ce ne sont pas les démissions du président de la FFS, Jean Barthalais, et de l'un de ses responsables sportifs, Georges Coquillard, qui changeront grand-chose au problème posé. Il serait souhaitable que d'ici à Albertville (1992), le nouveau DTN, Jean-Pierre Puthot, parvienne à redresser la barre. Il en a les moyens, grâce à sa jeunesse génératrice d'idées modernes, et à l'excellente formation de gestionnaire qu'il a reçue à HEC.

À saison exceptionnelle, final excep-

tionnel. Les skieurs suisses ont également terminé la Coupe du monde 1986-1987 en apothéose, enlevant les 2 titres mis en jeu. Celui des hommes par Pirmin Zurbriggen devant le Luxembourgeois Marc Girardelli, et celui des femmes par Maria Walliser suivie au classement par quatre de ses compatriotes. Pour un peu, on se serait cru en Coupe de Suisse.

CHAMPIONNATS DU MONDE DE SKI ALPIN

(Crans-Montana, 25 janvier-8 février)

MESSIEURS

Combiné : 1. Girardelli (Lux.), 28, 27 pts ; 2. Zurbriggen (CH), 30, 54 pts ; 3. Mader (Aut.), 41, 96 pts.

Descente : 1. Mueller (CH), 2′ 7″ 80 ; 2. Zurbriggen (CH), 2′ 8″ 13 ; 3. Alpiger (CH), 2′ 8″ 20.

Super-G : 1. Zurbriggen (CH), 1′ 19″ 93 ; 2. Girardelli (Lux.), 1′ 20″ 80 ;

3. Wasmeier (RFA), 1′ 21″ 08.

Slalom géant : 1. Zurbriggen (CH), 2′ 32″ 38 ; 2. Girardelli (Lux.), 2′ 32″ 45 ; 3. Tomba (It.), 2′ 33″ 13.

Slalom spécial : 1. Woerndl (RFA), 1′ 54″ 63 ; 2. Mader (Aut.), 1′ 54″ 82 ; 3. Bittner (RFA), 1′ 55″ 03.

DAMES

Combiné : 1. Hess (CH), 15, 32 pts ; 2. Eder (Aut.), 18, 66 pts ; 3. McKinney (USA), 24, 41 pts.

Descente : 1. Walliser (CH), 1′ 43″ 80 ; 2. Figini (CH), 1′ 44″ 11 ; 3. Moeseneichner (RFA), 1′ 44″ 86.

Super-G : 1. Walliser (CH), 1′ 19″ 17 ; 2. Figini (CH), 1′ 20″ 18 ; 3. Svet (Youg.), 1′ 20″ 23.

Slalom géant : 1. Schneider (CH), 2′ 21″ 22 ; 2. Svet (Youg.), 2′ 21″ 78 ; 3. Walliser (CH), 2′ 23″ 51.

Slalom spécial : 1. Hess (CH), 1′ 33″ 30 ; 2. Steiner (Aut.), 1′ 33″ 55 ;3. Svet (Youg.), 1′ 34″ 39.

SKI NAUTIQUE

Martin fidèle au poste

▪ Sur le plan d'eau de Thorpe, près de Londres, avec un total impressionnant de 19 810 points, Patrice Martin a conquis son troisième titre mondial dans l'épreuve des figures. En compagnie de Frédérique Savin, âgée seulement de 16 ans, qui a terminé deuxième derrière la Soviétique Rumiantseva, il a été le seul médaillé français. Sinon, en l'absence regrettable de la plupart des Soviétiques, si brillants aux derniers championnats d'Europe à Marignane, tous les autres lauréats ont été des Américains. Impériaux pendant downloadModeText.vue.download 493 sur 517

ces 48 h de compétition, à l'image de leur vedette Sammy Duvall, vainqueur pour la quatrième fois consécutive du combiné, les représentants de l'oncle Sam ont évolué dans un tout autre registre que les meilleurs Européens.

CHAMPIONNATS DU MONDE
(Thorpe, 17-20 septembre)

MESSIEURS

Figures : Martin (F)

Saut : Duvall (USA)

Slalom : Lapoint (USA)

Combiné : Duvall (USA)

Combiné par équipes (messieurs et dames) : 1. USA ; 2. Australie ; 3. Grande-Bretagne ; 6. France.

DAMES

Figures : Rumiantseva (URSS)

Saut : Brush (USA)

Slalom : Laskoff (USA)

Combiné : Brush (USA)

SQUASH

Le Ku Klux Khan

▪ Par son brillant succès acquis sur l'Australien Chris Dittmar, le jeune Pakistanais Jansher Khan, âgé seulement de 18 ans, est devenu champion du monde individuel. Au tour précédent, il avait éliminé le grand favori de la compétition, l'« Invincible » Jahangir Khan. Dans l'épreuve par équipes, pour la cinquième fois de suite, le Pakistan l'a emporté facilement contre la Nouvelle-Zélande. De toute évidence, les deux hommes viennent de signer un long bail avec le titre mondial. Loin de ces chocs de géants, la France, battue en poule de classement par les Pays-Bas et la

Finlande, a obtenu la douzième place sur 27 pays engagés. Un classement chargé de promesses si, toutefois, nos 4 représentants, Frédéric Canot, Éric Claudel, John Elstob et Patrick Gaston continuent leur progression actuelle.

CHAMPIONNAT DU MONDE

Demi-finales : Dittmar (Aus.) b. Martin (Aus.). 10-9, 9-2, 4-9, 9-4.

Jansher Khan (Pak.) b. Jahangir Khan

(Pak.). 3-9, 9-4, 9-7, 9-7.

Finale : Jansher Khan (Pak.) b. Dittmar (Aus.), 9-5, 9-4, 4-9, 9-6.

Demi-finales par équipes : Pakistan

b. Australie, 2-1. Nouvelle-Zélande b.

Grande-Bretagne, 2-1.

Finale par équipes : Pakistan b. Nou-

velle-Zélande, 3-0.

TENNIS

Lendl et Navratilova

au-dessus du lot

▪ FRANCE. Victorieux de trois tournois secondaires (Wembley, Lyon, Bâle), Yannick Noah a, comme prévu, retrouvé sa place de numéro 1 français. Il a succédé à Henri Leconte qui, victime au début de la saison d'une hernie discale, puis d'une baisse de tension, a passé plus de temps à l'hôpital que sur les courts. Une fâcheuse habitude à laquelle nos stars de

la raquette ont pris goût, à force de trop jouer par la faute d'un calendrier démentiel. Troisième, Guy Forget a démontré qu'il n'était pas seulement un excellent joueur de double.

Vingtième mondiale, Nathalie Tauziat s'est emparée de la tête du classement
downloadModeText.vue.download 494 sur 517

féminin devant sa camarade de club, Isabelle Demongeot, et Julie Halard, finaliste du tournoi juniors de Wimbledon.

MONDE. Comme en 1986, Ivan Lendl s'est montré le tennisman le plus performant de l'année. Vainqueur de l'US Open pour la troisième fois consécutive et des Internationaux de France à Roland-Garros, le Tchécoslovaque n'a connu qu'un seul échec notable, en finale de Wimbledon contre l'Australien Pat Cash. Après une longue période de doute, le Suédois Mats Wilander est revenu au tout premier plan, multipliant au printemps les succès sur la terre battue européenne, tandis que son compatriote Stefan Edberg remportait au mois de janvier les Internationaux d'Australie, prouvant par cette victoire qu'il est bel et bien devenu l'un des trois meilleurs joueurs mondiaux. À l'inverse, confrontés à des problèmes personnels, Boris Becker et John McEnroe n'ont pas répondu à l'attente de leurs nombreux admirateurs, déçus de leur comportement en dent de scie. Malgré sa défaite à Paris devant la jeune Allemande de l'Ouest Steffi Graf, Martina Navratilova a maintenu sa suprématie sur ses rivales, en s'adjugeant son huitième Wimbledon et son quatrième Flushing-Meadow. Mais il est de plus en plus probable que nous assisterons en 1988 à une passation de pouvoir entre les deux championnes.

Lendl ou la persévérance récompensée

Sachant qu'il ne bénéficiait pas des mêmes dons naturels que certains de ses adversaires directs (comme Henri Leconte par exemple), rarement tennisman aura mis autant de chances de son côté pour accéder au sommet. Se soumettant à un entraînement de spartiate et à un ré-

gime alimentaire draconien inspiré du Dr Haas, le Tchécoslovaque a pourtant attendu 1984 pour remporter son premier tournoi du grand chelem. Depuis, il n'a jamais cessé de gagner sur toutes les surfaces du globe, seuls les titres de Wimbledon et des Internationaux d'Australie manquant encore à son tableau de chasse. Grâce à sa puissance au service, et à la qualité de son coup droit, de loin le meilleur du monde, Ivan Lendl s'est construit en quelques années l'un des plus beaux palmarès de l'histoire du tennis, et c'est justice, même s'il reste le mal-aimé d'une partie du public, qui n'apprécie guère son jeu monocorde et sans faille. Tout le monde, en effet, n'a pas le sens du spectacle de Yannick Noah, mais, sur le plan des résultats sportifs, un gouffre les sépare.

Ses grands titres

– Né le 7 mars 1960 à Ostrava

– Coupe Davis : vainqueur en 1980 à Prague, contre l'Italie.

– US Open : vainqueur en 1985, 1986 et 1987 ; finaliste en 1982, 1983 et 1984.

– Roland-Garros : vainqueur en 1984, 1986 et 1987 ; finaliste en 1981 et 1985.

– Wimbledon : finaliste en 1986.

– Masters : vainqueur en 1982, 1983, 1985, 1986 et 1987.

La reine Martina

Au début de sa carrière, les plus malveillants l'avait comparée à un homme tout aussi bien pour son style de jeu que pour son aspect physique. Dix ans après, Martina Navratilova pose en tenue de mannequin dans les magazines de mode féminins new-yorkais, gagne des millions de dollars, dévoile au grand jour sa vie privée tumultueuse, tout en étant reconnue par ses pairs comme la plus grande tenniswoman de son époque. Rejoignant dans la légende Suzanne Lenglen et Helen Wills presque invincibles au cours des années 20 et 30, l'Américaine laissera un nom ineffaçable dans l'histoire du tennis mondial, ayant su. tant par sa personnalité de femme que de joueuse, faire évoluer son sport de prédilection.
downloadModeText.vue.download 495 sur 517

Ses grands titres

– Née le 18 octobre 1956 à Prague

– Prend la nationalité américaine le 21 juillet 1981.

– Open d'Australie : vainqueur en 1981, 1983 et 1985

– US Open : vainqueur en 1983, 1984 et 1986

– Roland-Garros : vainqueur en 1978, 1979, 1982, 1983, 1984, 1985 et 1986.

– Wimbledon : vainqueur en 1978, 1979, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986 et 1987.

INTERNATIONAUX DE FRANCE

(Roland-Garros 25 mai - 7 juin)
SIMPLE MESSIEURS

Demi-finales : Lendl (Tch) b. Mecir

(Tch), 6/3, 6/3, 7/6 ; Wilander (S) b. Becker (RFA), 6/3, 6/3, 7/5.

Finale : Lendl (Tch) b. Wilander (S), 7/5, 3/6, 7/6.

SIMPLE DAMES

Demi-finales : Navratilova (USA) b.

Evert (USA), 6/2, 6/2 ; Graf (RFA) b.

Sabatini (Arg), 6/4, 4/6, 7/5.

Finale : Graf (RFA) b. Navratilova (USA), 6/4, 4/6, 8/6.

DOUBLE MESSIEURS

Finale : Jarryd (S)-Seguso (USA) b. Forget-Noah (F), 6/7, 6/7, 6/3, 6/4, 6/2.

DOUBLE DAMES

Finale : Shriver-Navratilova (USA) b. Sabatini (Arg)-Graf (RFA), 6/2, 6/1.

DOUBLE MIXTE

Finale : Shriver (USA)-Sanchez (E) b. McNeil-Stewart (USA), 6/3, 7/6.

INTERNATIONAUX DE GRANDE-BRETAGNE

(Wimbledon, 22 juin-5 juillet)

SIMPLE MESSIEURS

Demi-finales : Lendl (Tch) b. Edberg (S), 3/6, 6/4, 7/6, 6/4 ; Cash (Aus.) b. Connors (USA), 6/4, 6/4, 6/1.

Finale : Cash (Aus.) b. Lendl (Tch.), 7/6, 6/2, 7/5

SIMPLE DAMES

Demi-finales : Navratilova (USA) b.

Evert (USA), 6/2, 5/7, 6/4 ; Graf (RFA), b.

Shriver (USA), 6/0, 6/2

Finale : Navratilova (USA) b. Graf (RFA), 7/5, 6/3.

DOUBLE MESSIEURS

Finale : Flach-Seguso (USA) b. Casal-Sanchez (E), 3/6, 6/7, 7/6, 6/1, 6/4.

DOUBLE DAMES

Finale : Kohde-Kilsch (RFA)-Sukova (Tch.) b. Negelsen (Dan.)-Smylie (Aus.), 7/5, 7/5.

DOUBLE MIXTE

Finale : Durie-Bates (GB) b. Provis-Mc-Namee (Aus.), 6/4, 3/6, 7/5, 6/2.

Internationaux des États-Unis
(Flushing Meadow. 31 août-13 septembre)

SIMPLE MESSIEURS

Demi-finales : Lendl (Tch.) b. Connors (USA), 6/4, 6/2, 6/2 ; Wilander (S) b.

Edberg (S), 6/4, 3/6, 6/3, 6/4.

Finale : Lendl (Tch.) b. Wilander (S), 6/7, 6/0, 7/6, 6/4.

SIMPLE DAMES

Demi-finales : Graf (RFA) b. McNeil (USA), 4/6, 6/2, 6/4 ; Navratilova b.

Sukova (Tch), 6/2, 6/2.

Finale : Navratilova (USA) b. Graf (RFA), 7/6, 6/1.

DOUBLE MESSIEURS

Finale : Edberg-Jarryd (S) b. Flach-Seguso (USA), 7/6, 6/2, 4/6, 5/7, 7/6.

DOUBLE DAMES

Finale : Navratilova-Schriver (USA) b. Jordan (USA)-Smylie (Aus.), 5/7, 6/4, 6/2.
downloadModeText.vue.download 496 sur 517

DOUBLE MIXTE

Finale : Navratilova (USA)-Sanchez (E) b. Negelsen-Annacone (USA), 6/4, 6/7, 7/6.

INTERNATIONAUX D'AUSTRALIE

(Melbourne, 12-25 janvier)

SIMPLE MESSIEURS

Demi-finales : Cash (Aus.) b. Lendl

(Tch.), 7/6, 5/7, 7/6. 6/4 ; Edberg (S) b. Mazur (Aus.), 6/2, 6/4, 7/6.

Finale : Edberg (S) b. Cash (Aus.), 6/3, 6/4, 3/6, 5/7, 6/3.

SIMPLE DAMES

Demi-finales : Mandlikova (Tch) b. Kohde-Kilsch (RFA), 6/1, 0/6, 6/3 ; Navratilova (USA) b. Lindquist (S), 6/3, 6/2.

Finale : Mandlikova (Tch.) b. Navratilova (USA), 7/5, 7/6.

DOUBLE MESSIEURS

Finale : Edberg-Jarryd (S) b. Warder-Doohan (Aus.), 6/4, 6/4, 7/6.

DOUBLE DAMES

Finale : Navratilova-Shriver (USA) b. Garrison-MacNeil (USA), 6/1, 6/0.

DOUBLE MIXTE

Finale : Garrison-Stewart (USA) b. Hobbs-Castle (GB), 3/6, 7/6, 6/3.

MASTERS

(New York, 2-6 décembre)

Demi-finales : Wilander (S) b. Edberg

(S), 6/2, 4/6, 6/3 ; Lendl (Tch.) b. Gilbert
(USA), 6/2, 6/4.

Finale : Lendl (Tch.) b. Wilander (S), 6/2,
6/2, 6/3.

TENNIS DE TABLE

Chine :

une vraie muraille

▪ Le tennis de table chinois a dominé une nouvelle fois les championnats du monde, qui se sont achevés à New Delhi par la victoire du tenant du titre Jiang Jialiang sur le Suédois Jan-Ove Waldner, et par celle de sa compatriote He Zhili en simple dames. Ce triomphe a été complété par trois autres médailles d'or, deux acquises dans le tournoi par équipes et la dernière en double mixte. Et même si, à l'issue de la compétition, la plupart des observateurs présents considéraient que l'écart entre la Chine et les autres nations n'avait jamais été aussi faible, il n'en reste pas moins vrai que les résultats étaient là pour prouver le contraire, seul le double dame de la Corée du Sud ayant empêché les Chinois de réaliser le grand chelem. En terminant 13e, l'équipe de France masculine n'a pas confirmé sa deuxième place des championnats d'Europe 86, tandis que son homologue féminin, seizième, a souffert du forfait de son atout no 1, Brigitte Thiriet. Quant à Patrick Renversé, éliminé en 8e de finale par le futur champion du monde, après avoir sorti le Japonais Saito et le Tchécoslovaque Pansky, il a signé la meilleure performance française depuis 1977. Mais le grand espoir de la discipline demeure Jean-Philippe Gatien (19 ans) qui, selon son entraîneur, est capable de battre sur un match n'importe quel joueur au monde, tant son talent est immense. Retenons-en l'au-
downloadModeText.vue.download 497 sur 517

gure et souhaitons-lui de faire la même carrière que son aîné Jacques Secretin.

CHAMPIONNATS DU MONDE

(New-Delhi, 19 février - 1er mars)

Simple messieurs : Jiang Jialiang (Chine).

Simple dames : He Zhili (Chine).

Double messieurs : Chen Longoan et Wei Quing-guang (Chine).

Double dames : Hyung Jung-hwa et Yang Young-ja (CdS).

Double mixte : Hui Jun et Geng Lijuan (Chine).

PAR ÉQUIPES

Messieurs : 1. Chine ; 2. Suède ; 3. Yougoslavie.

Dames : 1. Chine ; 2. Corée du Sud ; 3. Pays-Bas.

VOILE

La voile française maîtresse des mers

▪ Coupe de l'America Voir dans la chronologie l'encadré « Le mois de Marc Pajot ».

▪ Admiral's Cup. Championne du monde des 12 m JI, la Nouvelle-Zélande a confirmé qu'elle est devenue l'une des nations les plus compétitives dans le domaine de la voile en s'adjugeant pour la première fois de son histoire l'Admiral's Cup, devant la Grande-Bretagne et l'Australie. Grâce aux bonnes performances dans la Fasnet de deux de ses bateaux, Centurion et Xeryus, la France a terminé septième, gagnant trois places par rapport à l'édition précédente.

Course autour du monde en solitaire. Après une lutte fratricide avec le

Béarnais Titouan Lamazou, victorieux à l'escale de Sydney et révélation de la course, Philippe Jeantot l'a emporté pour la deuxième fois consécutive, prouvant par ce succès qu'il est bien maintenant

l’égal des meilleurs navigateurs actuels. Respectivement troisième et quatrième de l’épreuve, Jean-Yves Terlain et Guy Bernardin ont complété le triomphe des Français, pourtant assombri par la disparition entre Le Cap et Sydney de leur ami, Jacques De Roux.

▪ Course de l’Europe. Quatorze multicoques très performants au départ, les meilleurs marins du moment présents, six pays visités entre La Haye et San Remo, 3 400 milles à parcourir, la deuxième édition de la Course de l’Europe est devenue l’une des épreuves les plus importantes du calendrier. Vainqueur de 6 étapes sur 8, le regretté Daniel Gillard et ses 8 compagnons d’équipage l’ont emporté au classement général, bien que leur bateau Jet-Services V, mis à l’eau quelques semaines avant le coup de canon, n’ait pas eu le temps nécessaire de faire ses preuves. Mais, bénéficiant à terre d’une logistique impressionnante (4 véhicules d’assistance, douze personnes et un avion prêt à intervenir à tout instant), l’équipe gagnante a pu compenser ce handicap initial. En réalité une nouvelle manière de concevoir la voile !

▪ La Baule-Dakar. Sur les 13 bateaux au départ, six seulement sont parvenus à Dakar, où les frères Peyron ont pris les deux premières places au terme d’un sprint final passionnant. Cette épreuve présentée par certains comme une aimable promenade vers le soleil aura été
downloadModeText.vue.download 498 sur 517

finalement fatale à plus de la moitié des concurrents, parmi lesquels Éric Tabarly, victime à la barre de son trimaran Côte-d’Or d’un chavirement à 60 milles au sud de Madère. Une mésaventure qui s’est toutefois bien terminée pour le marin breton, contrairement à celle survenue à Daniel Gillard, porté disparu à la suite d’une chute en mer au large des Açores, alors qu’il effectuait une manoeure périlleuse sur le pont de son catamaran Jet-Services V.

▪ Lorient-Saint-Pierre-et-Miquelon-Lorient. Disputée sur monocoque en équipage, cette troisième Transatlantique

Le Point-Europe 1-CIBLE s'est résumée à un duel entre Pierre Fehlmann et Éric Tabarly. Deuxième de la première étape à Saint-Pierre avec plus de 5 h de retard sur le navigateur suisse, le Français a pris sa revanche sur le parcours retour, mais avec une avance insuffisante pour pouvoir s'adjuger la victoire.

COUPE DE L'AMERICA

Finale des challengers : Stars and Stripes

b. New Zealand, 4 manches à une.

Finale : Stars and Stripes (San Diego

Yacht Club/Dennis Conner) b. Kookaburra III (Royal Perth Yacht Club/Iain Murray), 4 manches à rien.

Le défi de French Kiss

Depuis le 5 octobre 1986, date à laquelle a débuté la Coupe de l'America, French Kiss a participé à 38 régates. Le 12 m JI français s'est adjugé 5 victoires sur les 12 manches du premier Round Robin, 9 dans le deuxième (11 régates), 8 dans le troisième et, hélas, aucune sur les 4 courses disputées contre New Zealand, lors de la demi-finale des challengers. Un bilan largement positif pour Marc Pajot contrairement à celui présenté par son frère Yves, contraint à l'abandon à la suite du démâtage de son Challenge France.

COURSE AUTOUR DU MONDE EN SOLITAIRE
Newport-Le Cap : 1. John Martin ;

2. Philippe Jeantot ; 3. Guy Bernardin.

Le Cap-Sydney : 1. Titouan Lamazou ;

2. Philippe Jeantot ; 3. Jean-Yves Terlain.
Sydney-Rio : 1. Philippe Jeantot ; 2. Titouan Lamazou ; 3. Jean-Yves Terlain.

Rio-Newport : 1. John Martin ; 2. Ti-

touan Lamazou ; 3. Philippe Jeantot.

Classement général final : 1. Cré-

dit Agricole III (Philippe Jeantot) en

134 j. 5 h 23′ ; 2. Ecureuil d'Aquitaine (Titouan Lamazou), 137 j. 17 h 35′ ; 3. Jean-Yves Terlain (UAP – Pour médecins sans frontières), 146 j. 10 h 57′ ; 4. Biscuits-LU (Guy Bernardin), 146 j. 12 h 51′ ; 5. Tuna Marine (John Martin), 147 j. 8 h 13′.

COURSE DE L'EUROPE

(La Haye, 12 juillet - San Remo 15 août)

Classement général final (8 étapes) :

1. Jet-Services V (Daniel Gillard) ; 2. Poulain (Olivier de Kersauson) ; 3. Elf Aquitaine (Jean Maurel) ; 4. Ericsson (Bruno Peyron) ; 5. Côte-d'Or II (Éric Tabarly).

LA BAULE¥DAKAR

(18-30 octobre)

Classement général : 1. Lada-Poch

(Loïck Peyron-Jacques Delorme), 11 j.

9 h 19′ ; 2. Ericsson (Bruno Peyron-Cam Lewis) à 34′ ; 3. Elf Aquitaine (Jean Maurel-Jean-Luc Elias), 12 j. 10 h 28′.

LORIENT¥SAINT¥PIERRE¥ET¥

MIQUELON¥LORIENT

(3-28 mai)

Classement général final : 1. Marlboro (Pierre Fehlman) ; 2. Côte-d'Or (Éric Tabarly), à 2 h 32′.

VOLLEY¥BALL

En route pour Séoul

▪ Vice-championne d'Europe, l'équipe de France a gagné à Bruxelles le droit d'aller disputer les jeux Olympiques de Séoul. Elle a rempli ainsi le contrat qu'elle s'était fixé après la déconvenue qu'elle avait éprouvée, il y a un an, lors du dernier Mondial à Paris-Bercy où elle avait terminé à une décevante sixième place. Individuellement et collectivement, les coéquipiers d'Alain Fabiani présentent maintenant suffisamment d'expérience et de maturité pour obtenir des résultats de haut niveau de façon régulière. Ces progrès sont apparus notamment en demi-finale contre la Suède où, deux fois menés au score à des moments cruciaux

de la partie, les Français, sans vraiment évoluer au maximum de leurs possibilités, ont rétabli la situation, grâce à la qualité de leur jeu défensif. Point sur lequel insiste beaucoup leur entraîneur Éric Daniel, qui part du principe que « la meilleure attaque c'est la défense » et non le contraire. Rendez-vous donc dans un an en Corée du Sud en souhaitant à nos volleyeurs de figurer sur le podium, comme ils le mériteraient après tous les sacrifices qu'ils ont faits depuis trois ans, pour se hisser parmi les cinq meilleures formations mondiales. En France, la saison s'est achevée par l'apothéose de Fréjus, auteur d'un étonnant doublé Coupe-Championnat, les deux fois au détriment de Grenoble, tandis que les joueuses du Racing Club de France s'emparaient du titre féminin devant le champion sortant, Clamart.

CHAMPIONNATS D'EUROPE

(25 septembre - 4 octobre)

Finale : URSS b. France, 3-1.

Troisième place : Grèce b. Suède, 3-2.

Demi-finales : France b. Suède, 3-0 ;

URSS b. Grèce, 3-0.

HIPPISME

PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE. Il n'a réuni que 11 partants, le 3 ans anglais Référence Point, auréolé de ses nombreuses victoires classiques, ayant fait le vide. Un seul cheval appartenant à un propriétaire français était au départ : Trempolino (2e du prix du Jockey-Club) à M. Paul de Moussac. C'est pourtant lui qui a gagné avec une extrême facilité, battant le record de l'épreuve, à une cote d'outsider (25/1), laissant à 2 longueurs le bon 4 ans italien
downloadModeText.vue.download 500 sur 517

downloadModeText.vue.download 501 sur 517

Tony Bin. Il était monté par Pat Eddery qui gagnait ainsi cette course pour la troisième année consécutive. Après avoir longtemps mené, le grandissime favori Référence Point terminait 8e.

ÉLEVAGE. Les ventes de yearlings de Deauville se sont soldées par une baisse sur tous les tableaux. Le chiffre d'affaires total a été de 121 millions de francs (144 500 000 en 1986, 180 850 000 en 1985). Le prix moyen par sujet vendu a été de 267 000 francs (287 000 en 1986 ; 335 000 en 1985). 453 yearlings seulement ont été vendus sur 681 présentés (503 sur 686 en 1986 ; 539 sur 714 en 1985). Un tiers des yearlings n'ont pas trouvé d'acquéreur.

CRAVACHE D'OR. Elle a été décernée au mois d'août à Cash Asmussen pour le plat (2e année consécutive) et à Gilles Decla pour l'obstacle. Pour la saison 87, Gary Moore est assuré de la recevoir, ainsi que Bruno Jollivet.

TROIS DÉPARTS. À l'âge de 46 ans, après 35 ans de carrière, 15 500 courses disputées, 3 316 victoires (dont 4 prix de l'Arc de triomphe), 15 cravaches d'or, Yves Saint-Martin a pris sa retraite. C'est le jeune Dominique Boeuf (19 ans) qui montera la saison prochaine les chevaux

de l'Aga Khan. Dans un passé récent, il y a eu de très grands jockeys comme Roger Poincelet ou Jacques Doyasbère. Aucun n'a connu la popularité de Saint-Martin, sa carrière ayant débuté avec l'avènement du tiercé, qui a rendu le nom des jockeys familier au grand public. Le 25 octobre, croulant sous les applaudissements et les cadeaux, Yves Saint-Martin a fait ses adieux au public de Longchamp.

La veille, son grand rival, l'ancien crack-jockey Lester Piggott (devenu entraîneur depuis 2 ans), l'homme aux 5 000 victoires, était condamné par un tribunal anglais à 3 ans de prison ferme pour fraude fiscale et exportation illicite de capitaux.

Les jockeys d'obstacle n'ont pas la popularité de leurs collègues de plat. Ils exercent cependant un métier très dangereux et aussi difficile. Le plus talentueux d'entre eux, recordman des victoires à Auteuil, dont la monte tout en

finesse et en patience était un régal pour les connaisseurs, a décidé de se retirer. À 42 ans, avec 512 victoires acquises au prix de 15 fractures, Michel Chirol prend discrètement sa retraite.

GEORGES DE CORGANOFF
downloadModeText.vue.download 502 sur 517

Nécrologie

Harsha Abeywardene

(47 ans), homme politique sri-lankais ; assassiné ; Colombo, le 23.XII.87.

Jean Adhémar

(79 ans), conservateur en chef du Cabinet des estampes et de la photographie à la Bibliothèque nationale ; Paris, le 30.VI.87.

Roy Adzak,

de son vrai nom Royston Wright

(60 ans), sculpteur, photographe et peintre, d'origine britannique ; Paris, le 30.I.87.

Ah Da

(53 ans), cinéaste et caricaturiste chinois ; Shanghai, le 15.II.87.

Guy Albot

(83 ans), médecin, membre de l'Académie de médecine ; le 9.VIII.87.

Bernard Jan Alfrink

(87 ans), cardinal néerlandais ; Utrecht, le 17.XII.87.

Yves Allégret

(79 ans), cinéaste ; Asnières, le 31.I.87.

Jean Anouilh

(77 ans), auteur dramatique ; Lausanne, le 3.X.87.

Jacques Anquetil

(53 ans), champion cycliste ; Rouen, le 18.XI.87.

Vincent Ansquer

(62 ans), homme politique ; Paris, le 1.XI.87.

Jules Antonini

(84 ans), administrateur ; ancien membre du Conseil constitutionnel ; Paris, le 29.XI.87.

Paul Arma,

de son vrai nom Imre Weisshaus

(82 ans), compositeur, d'origine hongroise ; Paris, le 28.XI.87.

Georges Arnaud,

de son vrai nom Henri Girard

(69 ans), écrivain ; Barcelone, le 4.III.87.

Henri Arnaudeau

(65 ans), footballeur, ancien international ; Saint-Dizier, le 23.X.87.

Fred Astaire,

de son vrai nom Frederick E. Austerlitz

(88 ans), danseur à claquettes, chanteur et acteur américain ; Los Angeles, le 22.VI.87.

Mary Astor, de son vrai nom

Lucille Vasconcellos Langhanke

(81 ans), actrice américaine ; Los Angeles, le 25.IX.87.

Georgios Athanasiadis-Novas

(94 ans), poète et homme politique grec ; Athènes, le 10.VIII.87.

Aram Avakian

(60 ans), cinéaste américain ; New York, le 17.I.87.

Obafemi Awolowo

(78 ans), homme politique nigérian ; Ikenne, Nigeria, le 9.V.87.
downloadModeText.vue.download 503 sur 517

Henk Badings

(80 ans), compositeur néerlandais ; Maarheeze, Brabant-Septentrional, Pays-Bas, le 26.VI.87.

Mozafar Baghaï

(78 ans), homme politique iranien ; Téhéran, le 16.XI.87.

Malcolm Baldrige

(64 ans), homme politique américain ; accident de cheval ; Walnut Creek, Californie, le 25.VII.87.

James Baldwin

(63 ans), écrivain noir américain ; Saint-Paul-de-Vence, le 1.XII.87.

Roger Barade

(79 ans), architecte, membre de l'Académie d'architecture ; Dijon, le 30.VI.87.

Michel Baroin

(56 ans), administrateur de sociétés ; accident d'avion ; Jakiri, Cameroun, le 5.II.87.

Errol Barrow

(67 ans), Premier ministre de la Barbade ; Bridgetown, le 1.VI.87.

Uwe Barschel

(43 ans), homme politique allemand ; Genève, le 11.X.87.

Idris Barzani

(43 ans), homme politique iraquien, d'origine kurde ; en exil en Iran, le 1.II.87.

Jacques Bénard

(74 ans), chimiste, membre de l'Institut ; Bourg-la-Reine, le 4.X.87.

Michael Bennett, de son vrai nom

Michael Bennett Di Figlia

(44 ans), metteur en scène et chorégraphe américain, d'origine italienne ; Tucson, Arizona, le 2.VII.87.

Thérèse Bertrand-Fontaine

(92 ans), médecin ; membre de l'Académie de médecine ; Paris, le 24.XII.87.

René de Berval

(72 ans), orientaliste ; Tokyo, le 28.XII.87.

Patrick Bissell

(30 ans), danseur américain ; Hoboken, New Jersey, le 29.XII.87.

Alessandro Blasetti

(86 ans), cinéaste italien ; Rome, le 1.II.87.

Jean Bloch-Michel

(74 ans), résistant, journaliste et écrivain ; Paris, le 14.VIII.87.

Berthold von Bohlen und Halbach

(73 ans), industriel allemand ; Essen, le 21.IV.87.

Mogens Boisen

(77 ans), colonel et traducteur danois ; Copenhague, le 22.VI.87.

Jeanne Boitel

épouse Jaujard (83 ans), actrice de théâtre et de cinéma, résistante ; Paris, le 7.VIII.87.

Frédéric Bon

(44 ans), politologue et écrivain ; Villejuif, le 28.VI.87.

Emmanuel Bondeville

(89 ans), compositeur de musique, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts ; Paris, le 26.XI.87.

Behice Boran

(77 ans), femme politique turque ; Bruxelles, le 10.X.87.

Jean Boucher de Crèvecoeur

(81 ans), général ; Paris, le 8.VII.87.

Joseph Bouglione

(83 ans), banquiste, directeur du cirque d'Hiver ; Paris, le 5.VIII.87.

Jean Bouvier

(67 ans), historien ; Villejuif, le 9.XII.87.

Walter H. Brattain

(85 ans), physicien américain ; prix Nobel en 1956 ; Seattle, le 13.X.87.

Louis, prince, puis duc de Broglie

(94 ans), physicien ; membre de l'Institut ; prix Nobel en 1929 ; Louveciennes, le 19.III.87.

Clarence Brown

(97 ans), cinéaste américain ; Santa Monica, Californie, le 17.VIII.87.

Hedin Brú, de son vrai nom Hans Jacob

Jacobsen

(85 ans), écrivain danois ; Torshavn, île de Strømø, îles Féroé, le 18.V.87.

Ernst August, duc de Brunswick et de

Lunebourg

chef de la maison de Hanovre (73 ans) ; château de Marienburg, Rhénanie du Nord-Westphalie, le 9.XII.87.

Albert Buchalet

(75 ans), général, ancien responsable de l'armement nucléaire ; Paris, le 28.III.87.

Harry Buckwitz

(83 ans), metteur en scène ouest-allemand ; Männedorf, Suisse, le 27.XII.87.

José Maria Bueno y Montreal

(83 ans), cardinal espagnol ; Pampelune, le 20.VIII.87.

James Burnham

(81 ans), homme politique et philosophe américain ; Chicago, le 28.VII.87.

Paul Butterfield

(44 ans), musicien américain ; Los Angeles, le 4.V.87.

Erskine Preston Caldwell

(83 ans), romancier américain ; Paradise Valley, Arizona, le 11.IV.87.

Madeleine Carroll, de son vrai nom Marie-Madeleine O'Carroll

(81 ans), actrice américaine, d'origine britannique ; Marbella, Espagne, le 2.X.87.

Enrico Caruso

(82 ans), acteur et chanteur américain ; dernier fils survivant du ténor Caruso ; Jacksonville, Floride, le 9.IV.87.

Georges Casalis

(70 ans), pasteur français ; Managua, Nicaragua, le 16.I.87.

William Casey

(74 ans), avocat et ancien directeur de la CIA ; Glen Cove, État de New York, le 6.V.87.

Carlo Cassola

(69 ans), écrivain italien ; Montecarlo di Lucca, Italie, le 28.I.87.

Norbert Casteret

(90 ans), spéléologue ; Toulouse, le 21.VII.87.

Roger Cazes

(72 ans), restaurateur ; propriétaire de la brasserie Lipp ; Paris, le 23.IV.87.

Václav Černý

(82 ans), écrivain et historien tchèque, signataire de la Charte 77 ; Prague, le 2.VII.87.

Camille Chamoun

(87 ans), homme d'État libanais ; Beyrouth, le 7.VIII.87.

«Abd al-Rahmān al-Charqāwī

(67 ans), écrivain et journaliste égyptien ; Le Caire, le 10.XI.87.

Jean Charpini

(88 ans), artiste de variétés ; Paris, le 26.X.87.

Maurice Charretier

(61 ans), homme politique ; Carpentras, le 30.IX.87.

Clifton Chénier

(62 ans), musicien et chanteur américain, de culture cajun ; Lafayette, Louisiane, le 12.XII.87.

Lionel Chevrier

(84 ans), homme politique canadien ; il a joué un rôle essentiel lors de la construction de la voie maritime du Saint-Laurent ; Montréal, le 8.VII.87.

Abu Sayeed Chowdhury

(66 ans), homme d’État du Bangladesh ; Londres, le 31.VII.87.

François Cirotteau

(31 ans), champion de kayak, s’est noyé ; Dunières-sur-Eyrieux, Ardèche, le 14.XI.87.

Henri Cochet

(85 ans), joueur de tennis ; Saint-Germain-en-Laye, le 2.IV.87.

Don Aspreno Giuseppe, prince Colonna

(71 ans), assistant au Trône et consulteur de l’État du Vatican ; Rome, le 24.X.87.

Pierre Contensou

(73 ans), ingénieur général de l’armement, membre de l’Institut ; Toulouse, le 16.IX.87.

Copi, de son vrai nom Raul Damonte

(48 ans), dessinateur, écrivain et acteur ; prix de la Ville de Paris 1987 ; Paris, le 14.XII.87.

Henry Cotton

(80 ans), joueur de golf britannique ; Londres, le 24.XII.87.

Albert Paddock Crary

(76 ans), géophysicien américain ; Washington, le 29.X.87.

William Crespinel

(96 ans), cinéaste américain, d'origine britannique ; président de Cinecolor ; Laguna Beach, Californie, le 19.VI.87.

Robert Dalban,

de son vrai nom Robert Barré

(83 ans), comédien ; Paris, le 3.IV.87.

Dalida, de son vrai nom Yolande Gigliotti
(54 ans), chanteuse ; se donne la mort ; Paris, le 3.V.87.

Jorge Dalto

(39 ans), pianiste de jazz américain, d'origine argentine ; New York, le 38.X.87.

Louis Dangeard

(88 ans), géologue ; Paris, le 15.IV.87.

Julien Da Rui

(71 ans), footballeur, gardien de but international ; Dijon, le 12.XII.87.

André Dassary, de son vrai nom Marie

André Deyherassary

(74 ans), chanteur d'opérette ; Biarritz, le 7.VII.87.

Horst Dassler

(51 ans), industriel allemand, P-DG d'Adidas ; Herzogenaurach, Bavière, le 10.IV.87.

Jacques Daum

(77 ans), industriel ; Paris, le 4.III.87.

505

Robert Degos

(82 ans), médecin ; Paris, le 3.V.87.

Maurice Deixonne

(83 ans), homme politique ; Saint-Martin-d'Hères, Isère, le 27.VI.87.

Jean Delay

(79 ans), médecin et écrivain ; membre de l'Académie française ; Paris, le 29.V.87.

Jean Deleau

(80 ans), ingénieur agronome, membre de l'Académie d'agriculture ; Monts-en-Ternois, Pas-de-Calais, le 28.IX.87.

Joop Den Uyl,

de son vrai nom Johannes Martens

(68 ans), homme politique néerlandais ; Amsterdam, le 24.XII.87.

Vasso Devetzi

(59 ans), pianiste grecque ; Paris, le 1.XI.87.

Lamine Diakhaté

(58 ans), écrivain sénégalais ; Paris, le 25.I.87.

Charles Diebold

(90 ans), skieur, créateur de la station de Val-d'Isère ; Kaysersberg, le 14.VIII.87.

Georges Douking, de son vrai nom

Georges Ladoubée

(85 ans), peintre, décorateur, metteur en scène et acteur ; Draveil, Essonne, le 20.X.87.

Jean-Baptiste Doumeng

(67 ans), industriel ; Noé, Haute-Garonne, le 6.IV.87.

Charles Stark Draper

(85 ans), ingénieur américain ; père de la navigation par inertie ; Cambridge, le 25.VII.87.

Carlos Drummond de Andrade

(84 ans), écrivain brésilien ; Rio de Janeiro, le 17.VIII.87.

Pierre Léon Dubarle

(79 ans), père dominicain, écrivain et éditeur ; Paris, le 25.IV.87.

Lord Duncan Edwin Duncan-Sandys

(79 ans), homme politique britannique ; Londres, le 26.XI.87.

Jacqueline Du Pré

(42 ans), violoncelliste britannique ; Londres, le 19.X.87.

Anatoli Efros

(61 ans), acteur de théâtre soviétique, directeur de la Taganka ; Moscou, le 13.I.87.

Philippe Erlanger

(84 ans), historien, fondateur du Festival du cinéma de Cannes ; Cannes, le 23.XI.87.

Bernard Fagg

(71 ans), archéologue britannique ; spécialiste de la culture de Nok ; Oxford, le I4.VIII.87.

Hossein Fardoust

(68 ans), général iranien ; Téhéran, le 18.V.87.

Robert Fasquelle

(79 ans), médecin ; membre de l'Académie de médecine ; Le Plessis-Robinson, Hauts-de-Seine, le 23.VII.87.

Robert Favre le Bret

(82 ans), journaliste et administrateur ; président d'honneur du Festival de Cannes ; Bougy-Villars, canton de Vaud, Suisse, le 28.IV.87.

Pericle Fazzini

(76 ans), sculpteur italien ; Rome, le 4.XII.87.
downloadModeText.vue.download 507 sur 517

Morton Feldman

(61 ans), compositeur de musique américain ; Buflalo, le 3.IX.87.

Vicomte Pierre de Gayardon de Fenoyl

(42 ans), photographe, premier directeur de la Fondation nationale de la photographie, en 1975 ; Gaillac, Tarn, le 4.IX.87.

Gerhard Fieseler

(91 ans), constructeur d'avions allemand ; Kassel, le 1.IX.87.

Robert Filliou

(61 ans), peintre et sculpteur ; Les Eyzies-de-Tayac, Dordogne, le 2.XII.87.

Henri Fluchère

(88 ans), angliciste ; Sainte-Tulle, Alpes-de-Haute-Provence, le 20.VII.87.

Josep Vicenç Foix

(93 ans), écrivain espagnol de langue catalane ; Barcelone, le 12.II.87.

Bernard de Fombelle

(74 ans), cavalier ; Limoges, le 14.VII.87.

Henry Ford II

(70 ans), industriel américain ; Detroit, le 29.1X.87.

Wolfgang Fortner

(80 ans), compositeur allemand ; Heidelberg, le 5.IX.87.

Robert Louis, dit Bob, Fosse

(60 ans), metteur en scène et chorégraphe américain. Washington, le 23.IX.87.

Robert Francis

(85 ans), écrivain américain ; Northampton, le 13.VII.87.

Jacques François

(78 ans), homme politique haïtien ; Port-au-Prince, le 13.IV.87.

Georges Franju

(75 ans), cinéaste, cofondateur de la Cinémathèque française ; Paris, le 5.XI.87.

Hugo Fregonese

(78 ans), cinéaste américain, d'origine argentine ; Buenos Aires, le 11.I.87.

Henri Fréville

(81 ans), historien et homme politique ; Rennes, le 15.VI.87.

Gilberto de Melo Freyre

(87 ans), écrivain et sociologue brésilien ; Recife, le 18.VII.87.

Gustav Fröhlich

(85 ans), acteur de cinéma allemand ; Lugano, Suisse, le 22.XII.87.

Knut Frydenlund

(59 ans), homme politique norvégien ; Oslo, le 26.II.87.

Shichiro Fukuzawa

(73 ans), écrivain japonais ; Shobu-machi, préfecture de Saitama, le 18.VIII.87.

Léonard Fuller

(96 ans), pionnier et inventeur de la radio américaine ; Palo Alto, Californie, le 23.IV.87.

Pal Gabor

(54 ans), cinéaste hongrois ; Rome, le 21.X.87.

François Gall

(75 ans), peintre et sculpteur, d'origine hongroise ; Paris, le 9.XII.87.
downloadModeText.vue.download 508 sur 517

Jean-Albert Gautier

(84 ans), pharmacien ; membre de l'Académie de médecine ; Dourdan, Essonne, le 12.X.87.

Paul Gendrop

(66 ans), architecte, archéologue et écrivain mexicain ; Mexico, le 22.VI.87.

Daniel Gilard

(38 ans), navigateur ; disparu en mer, au nord-est des Açores, lors de la course La Baule-Dakar, le 23.X.87.

Guillaume Gillet

(74 ans), architecte, membre de l'Institut ; Paris, le 23.IX.87.

Leonardo,

marquis Ginori Lisci

(78 ans), diplomate, homme politique et historien de l'art italien ; Florence, le 25.III.87.

Maurice-Louis Girard

(77 ans), médecin ; membre de l'Académie de médecine ; Paris, le 22.VIII.87.

Louis Giusta

(77 ans), ingénieur de l'aéronautique ; Paris, le 7.I.87.

Jean Goguel

(79 ans), ingénieur des mines et géologue ; Paris, le 5.I.87.

Roger Goirand

(69 ans), médecin ; un des promoteurs de l'accouchement sans douleur ; Marseille, le 25.IV.87.

Julian Gorkin,

de son vrai nom Garcia Gomes

(86 ans), homme politique, journaliste et écrivain, d'origine espagnole ; il avait été l'un des fondateurs du POUM ; Paris, le 20.VIII.87.

Freddie Green

(75 ans), musicien de jazz américain ; Las Vegas, le 1.III.87.

Roger Lancelyn Green

(68 ans), écrivain britannique ; le 8.X.87.

Joan Greenwood

(65 ans), comédienne britannique ; Londres, le 27.II.87.

Piotr Grigorenko

(79 ans), général d'origine soviétique ; défenseur des droits de l'homme, déchu de la nationalité soviétique en 1979 ; New York, le 21.II.87.

Michel Gründ

(78 ans), éditeur ; Paris, le 23.XII.87.

Renato Guttuso

(75 ans), peintre et homme politique italien ; Rome, le 18.I.87.

Tawfiq al-á¸¤akīm

(88 ans), écrivain égyptien ; Le Caire, le 26.VII.87,

Pierre Halbwachs

(71 ans), homme politique, universitaire et militant des droits de l'homme ; Paris, le 17.V.87.

Sir William Haley

(86 ans), journaliste britannique ; Gorey, île de Jersey, le 6.IX.87.

John H. Hammond

(76 ans), critique et producteur de musique américain ; New York, le 10.VII.87.

René Hardy

(75 ans), résistant et écrivain ; Melle, le 12.IV.87.

Henry B. Hass

(85 ans), chimiste américain ; avait découvert la chromatographie gazeuse ; Manhasset, État de New York, le 13.II.87.

Woody Hayes,

de son vrai nom Wayne Woodrow

(74 ans), footballeur américain, surnommé The top coach ; Upper Arlington, Ohio, le 11.III.87.

Rita Hayworth, de son vrai nom

Margarita Carmen Cansino

(68 ans), actrice de cinéma américaine ; New York, le 15.V.87.

Jascha Heifetz

(86 ans), violoniste américain, d'origine lituanienne ; Los Angeles, le 10.XII.87.

Henry John Heinz

(78 ans), industriel américain ; Hobe Sound, Floride, le 23.II.87.

Jean Hélion

(83 ans), peintre ; Paris, le 27.X.87.

Werner Henle

(76 ans), médecin ; identifia le premier virus associé au cancer ; Bryn Mawr, Pennsylvanie, le 6.VII.87.

Woody Herman, de son vrai nom

Woodrow Charles

(74 ans) ; musicien et chanteur de jazz américain ; Los Angeles, le 29.X.87.

Jacques Hérold

(76 ans), peintre, sculpteur et graveur surréaliste, d'origine roumaine ; Paris, le 11.I.87.

Rudolf Hess

(93 ans), homme politique allemand ; se donne la mort à la prison de Spandau ; Berlin-Ouest, le 17.VIII.87.

Henry Russell Hitchcock

(83 ans), historien d'art américain ; New York, le 19.II.87.

Josef Höffner

(80 ans), cardinal allemand ; Cologne, le 16.X.87.

Jean-Baptiste Hourlier

(89 ans), architecte ; membre de l'Académie d'architecture ; Saint-Germain-en-Laye, le 16.III.87.

John Huston

(81 ans), cinéaste américain ; Newport, Rhode Island, le 28.VIII.87.

William Hutchison

(52 ans), géologue et homme politique canadien, d'origine britannique ; Ottawa, le 3.VII.87.

Marie-Rose Ibert

née Veber (93 ans), sculpteur ; Paris, le 4.XIl.87.

Paul Imbs

(79 ans), linguiste ; membre de l'Institut ; Nancy, le 27.IV.87.

Vincent Impellitteri

(86 ans), homme politique américain, d'origine italienne ; Bridgeport, Connecticut, le 29.I.87.

Alexandre Iolas, de son vrai nom

Constantinos Coutsoudis

(79 ans), collectionneur d'art et fondateur de musées américain, d'origine grecque ; New York, le 11.VI.87.

Domingo Iturbe Abasolo, dit Txomin

(43 ans), dirigeant de l'ETA militaire espagnol ; accident de voiture ; Ghardaia, Algérie, le 27.II.87.

Willis Jackson

(59 ans), saxophoniste de jazz américain ; New York, le 25.X.87.

Edgar Pierre Jacobs

(82 ans), dessinateur belge ; créateur de Blake et Mortimer ; Bruxelles, le 20.II.87.
downloadModeText.vue.download 510 sur 517

Jean Julien Jacquet

(72 ans), biologiste ; membre de l'Académie d'agriculture ; Paris, le 12.II.87.

Clément Jacquiot

(81 ans), ingénieur des eaux et forêts ; membre de l'Académie d'agriculture ; Fontainebleau, le 23.XII.87.

Yves Jamiaque

(69 ans), auteur et compositeur, président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; Nice, le 8.VI.87.

Eugen Jochum

(84 ans), pianiste et chef d'orchestre allemand ; Munich, le 27.III.87.

Leabua Jonathan

(72 ans), homme politique du Lesotho ; Pretoria, le 5.IV.87.

Enrique Jorrin

(60 ans), violoniste et chef d'orchestre cubain ; créateur du cha-cha-cha ; La Havane, le 12.XII.87.

Bertrand de Jouvenel, de son vrai nom

Bertrand Jouvenel des Ursins

(83 ans), écrivain et économiste français ; Paris, le 1.III.87.

Hubert Juin, de son vrai nom

Hubert Loescher

(61 ans), écrivain et journaliste belge ; Paris, le 3.VII.87.

Dimitri Borisovitch Kabalevski

(82 ans), compositeur soviétique ; Moscou, le 17.II.87.

Rachid Karamé

(65 ans), homme politique libanais ; tué en hélicoptère par l'explosion d'un engin piégé ; Enfe, le 1.VI.87.

Danny Kaye, de son vrai nom

David Daniel Kaminski

(74 ans), acteur américain ; Los Angeles, le 3.III.87.

Leon H. Keyserling

(79 ans), économiste américain ; avait inspiré le Fair Deal du président Truman : Washington, le 9.VIII.87.

Yusuf al-Khāl

(70 ans), poète syrien ; Beyrouth, le 9.III.87.

Khalilullah Khalili

(79 ans), homme politique, diplomate et poète afghan ; Islamabad, Pakistan, le 4.V.87.

Cecil Harmsworth King

(86 ans), journaliste et chef d'entreprise britannique ; ancien président du groupe de presse du Daily Mirror ; Dublin, le 18.IV.87.

Nobusuke Kishi

(90 ans), homme politique japonais ; Tokyo, le 7.VIII.87.

Eugen Kogon

(84 ans), politologue allemand, d'origine autrichienne ; Falkenstein, Hesse, le 24.XII.87.

Andreï Kolmogorov

(84 ans), mathématicien soviétique ; Moscou, le 20.X.87.

Fahri Korutürk

(84 ans), homme d'État et amiral turc ; Istanbul, le 12.X.87.

Seyni Kountché

(56 ans), général et homme d'État nigérien ; Paris, le 1.VII.87.

Mattheus Uys Krige

(77 ans), poète sud-africain, d'expression afrikaner ; Onrus, province du Cap, le 10.VIII.87.
downloadModeText.vue.download 511 sur 517

Maurice Labro

(76 ans), cinéaste ; Paris, le 23.III.87.

Enrique de La Mata

(54 ans), homme politique espagnol, président de la Ligue internationale de la Croix-Rouge ; Rome, le 6.IX.87.

Baron Léon Lambert

(59 ans), banquier belge ; président du groupe Bruxelles-Lambert ; Bruxelles, le 28.V.87.

Pierre Lampué

(87 ans), juriste ; Paris, le 28.IV.87.

Alfred Landon, de son vrai nom

Alfred Mossman

(100 ans), homme politique américain ; Topeka, Kansas, le 12.X.87.

Hermann Lang

(77 ans), pilote de courses automobiles allemand ; Stuttgart, le 19.X.87.

Pierre Lardinois

(62 ans), agronome, homme politique et banquier néerlandais ; Amsterdam, le 16.VII.87.

Margaret Laurence

(60 ans), romancière canadienne, d'expression anglaise ; Toronto, le 5.I.87.

Jacques Le Chevallier

(90 ans), peintre et maître-verrier ; Fontenay-aux-Roses, Hauts-de-Seine, le 23.IV.87.

Raymond Ledrut

(67 ans), sociologue ; Cornebarrieu, Haute-Garonne, le 6.I.87.

Mervyn LeRoy

(86 ans), cinéaste américain ; Los Angeles, le 13.IX.87.

René Lévesque

(65 ans), homme politique canadien ; Montréal, le 1.XI.87.

Primo Levi

(67 ans), écrivain italien ; se donne la mort ; Turin, le 11.IV.87.

Benjamin Grigorievitch Levich

(69 ans), physicien américain, d'origine soviétique ; Englewood. New Jersey, le 19.I.87.

Joseph Levine

(81 ans), producteur de cinéma américain ; Greenwich, Connecticut, le 31.VII.87.

Philip Levine

(87 ans), biologiste américain, d'origine russe ; avait découvert le facteur Rhésus en 1939 ; New York, le 18.X.87.

Richard Levinson

(52 ans), journaliste de télévision et écrivain américain ; créateur de la série Colombo ; Los Angeles, le 12.III.87.

Wilfrid Bennett Lewis

(78 ans), physicien canadien ; fondateur de l'énergie nucléaire au Canada ; Deep River, Ontario, le 10.I.87.

Jean Lhomme

(86 ans), économiste ; Paris, le 5.XI.87.

Wladiziu Valentino Liberace

(67 ans), pianiste américain ; Palm Springs, Californie, le 4.II.87.

Wolfgang Liebeneiner

(82 ans), acteur et cinéaste allemand ; Vienne, Autriche, le 28.XI.87.

Alfred Lion

(78 ans), musicien de jazz, d'origine allemande ; fondateur de Blue Note ; San Diego, Californie, le 2.II.87.
downloadModeText.vue.download 512 sur 517

Bobby Locke, de son vrai nom

Arthur D'Arcy

(69 ans), joueur de golf sud-africain ; Johannesburg, le 9.III.87.

Jean Long

(81 ans), agronome, membre de l'Académie d'agriculture ; Paris, le 14.IX.87.

Sandor Lorand

(95 ans), psychiatre américain ; un des plus éminents disciples de Freud ; Long Beach, Long Island, État de New York, le 28.VII.87.

Clare Boothe Luce

(84 ans), journaliste, dramaturge et diplomate américaine ; Washington, le 9.X.87.

Erik Lundberg

(80 ans), économiste suédois ; Stockholm, le 15.IX.87.

Vincent Ellis McKelvey

(70 ans), géologue américain ; Saint-Cloud, Floride, le 22.I.87.

Norman McLaren

(72 ans), cinéaste d'animation canadien ; Montréal, le 26.I.87.

Jean Maitron

(76 ans), historien du mouvement ouvrier ; Créteil, le 16.XI.87.

Charles Malek

(81 ans), homme politique libanais ; Beyrouth, le 28.XII.87.

Kamal al-Mallakh

(69 ans), égyptologue ; avait découvert, en 1954, le bateau solaire funéraire de Kheops ; Le Caire, le 29.X.87.

Rouben Mamoulian

(89 ans), cinéaste américain, d'origine géorgienne ; Los Angeles, le 4.XII.87.

Daniel Mandell

(92 ans), producteur de cinéma américain ; Huntington Beach, Californie, le 8.VI.87.

Pierre Marcilhacy

(77 ans), homme politique, membre du Conseil constitutionnel ; Paris, le 5.VII.87.

Jacques Marichal

(53 ans), organiste ; Paris, le 8.IX.87.

Julien Marie

(87 ans), médecin ; ancien président de l'Académie de médecine ; Paris, le 11.III.87.

Marin Marie, de son vrai nom Marin-

Marie, comte Durand de Saint-Frond

(85 ans), peintre, membre de l'Académie de marine ; Saint-Hilaire-du-Harcouët, le 11.VI.87.

Warne Marsh

(60 ans), saxophoniste de jazz américain ; l'un des créateurs du be-bop ; Los Angeles, le 18.XII.87.

Lee Marvin

(63 ans), acteur de cinéma américain ; Tucson, Arizona, le 29.VIII.87.

William M. Masland

(79 ans), aviateur américain ; Manhasset, Long Island, État de New York, le 20.II.87.

Sergio Maspoli

(67 ans), écrivain et poète suisse, de langue italienne ; Morcote, Tessin, le 13.IV.87.

Pierre Massé

(89 ans), économiste ; membre de l'Institut ; Paris, le 15.XII.87.

Roger Massip

(82 ans), journaliste et écrivain ; Paris, le 21.VII.87.

André Masson

(91 ans), peintre surréaliste ; Paris, le 28.X.87.

Paul Maye

(73 ans), champion cycliste ; Biarritz, le 19.IV.87.

David Maysles

(54 ans), réalisateur de films documentaires américain ; New York, le 3.I.87.

Peter Medawar

(72 ans), biologiste britannique ; prix Nobel de médecine en 1960 ; Londres, le 3.X.87.

Marie Louise Meilland

née Paolino (66 ans), rosiériste ; Antibes, le 7.III.87.

Jean Menu

(66 ans), syndicaliste, ancien président de la CGC ; Versailles, le 30.XI.87.

Jean Minjoz

(83 ans), homme politique ; Besançon, le 18.XI.87.

Mark Borisovitch Mitine

(85 ans), philosophe soviétique ; membre de l'Académie des sciences, prix Staline (1943), ancien membre du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (1939-1961) et du Soviet suprême (1950-1962) ; Moscou, le 19.I.87.

Arnaldo Momigliano

(78 ans), historien italien ; Londres, le 1.IX.87.

Federico Mompou

(94 ans), compositeur de musique espagnol ; Barcelone, le 30.VI.87.

Gerald Moore

(87 ans), pianiste britannique ; Penn. Buckinghamshire, le 13.III.87.

Raymond Moore

(67 ans), photographe britannique ; Stanwix, Cumbria, le 6.X.87.

Moustache, de son vrai nom

François Galepidès

(58 ans), musicien de jazz ; accident de la route ; Arpajon, le 25.III.87.

Turk Murphy, de son vrai nom

Melvin Alton Edward

(71 ans), musicien de jazz américain ; San Francisco, le 31.V.87.

Gunnar Myrdal

(88 ans), économiste suédois ; prix Nobel en 1974 ; Stockholm, le 17.V.87.

Aleksandr Nadiradze

(73 ans), ingénieur soviétique ; membre de l'Académie des sciences et prix Lénine ; Moscou, le 3.IX.87.

Jean-Jacques Nathan

(67 ans), éditeur ; Paris, le 19.VIII.87.

Torborg Nedreaas

(81 ans), romancière norvégienne ; Bergen, le 30.VI.87.

Pola Negri, de son vrai nom Barbara

Apollonia Chalupiec

(93 ans), actrice de cinéma allemande, d'origine polonaise ; San Antonio, Texas, le 1.VIII.87.

Victor Platonovitch Nekrassov

(76 ans), écrivain soviétique ; prix Staline en 1947 ; Gentilly, Val-de-Marne, le 3.IX. 87.

Ralph Nelson

(71 ans), cinéaste américain ; Santa Barbara, Californie, le 21.XII.87.

Igor Newerly, de son vrai nom

Igor Abramow

(84 ans), écrivain polonais ; Varsovie, le 19.X.87.

Léon Noël

(99 ans), diplomate ; membre de l'Institut ; Toucy, Yonne, le 6.VIII.87.

John Northrop

(95 ans), biochimiste américain ; prix Nobel de chimie en 1946 ; Wickenberg, Arizona, le 27.V.87.

Patrick O'Boyle

(91 ans), cardinal américain ; Washington, le 10.VIII.87.

Anny Ondra, de son vrai nom

Anna Sophie Ondrakova

(84 ans), actrice allemande, d'origine polonaise ; Hollenstedt, le 28.II.87.

Géraldine Page

(62 ans), actrice de cinéma et de théâtre américaine ; New York, le 13.VI.87.

Dimitri Panine

(76 ans), physicien et écrivain soviétique ; Paris, le 18.XI.87.

Dimitrios Papaspyrou

(85 ans), homme politique grec ; Athènes, le 16.IX.87.

Joseph Parecattil

(74 ans), cardinal indien ; Cochin, État de Kerala, le 20.II.87.

John Francis,

dit Jaco, Pastorius

(35 ans), bassiste américain ; Fort Lauderdale, Floride, le 21.IX.87.

François Perroux

(84 ans), économiste ; professeur honoraire au Collège de France ; Stains, le 2.VI.87.

Cedric Phatudi

(75 ans), homme politique et écrivain sud-africain ; Premier ministre du bantoustan du Lebowa ; Pretoria, le 7.X.87.

Henry Pinault

(82 ans), évêque nommé évêque de Chengdu, Sichuan, Chine, en 1949 ; Évran, Côtes-du-Nord, le 24.II.87.

Didier Pironi

(35 ans), pilote de courses automobiles et nautiques ; accident de course ; près de l'île de Wight, Grande-Bretagne, le 23.VIII.87.

Galo Plaza Lasso

(80 ans), homme politique équatorien ; Quito, le 28.I.87.

Robert Preston, de son vrai nom

Robert Preston Meservy

(68 ans), acteur américain ; Santa Barbara, Californie, le 21.III.87.

Maruthur Gopala Ramachandran

(70 ans), acteur de cinéma et homme politique indien, d'origine tamoule ; Madras, le 24.XII.87.

Fernando Ramos Da Silva

(19 ans), acteur de cinéma brésilien ; tué lors d'une tentative de vol ; banlieue de São Paulo, le 25.VIII.87.

Henri François Rey

(67 ans), écrivain ; Paris, le 22.VII.87.

Alexis Jean Rivier

(91 ans), compositeur de musique ; La Penne-sur-Huveaune, Bouches-du-Rhône, le 6.XI.87.

Carl Ransom Rogers

(85 ans), psychologue et psychanalyste américain ; La Jolla, Californie, le 4.II.87.

René Rolier

(69 ans), dermatologue ; un des spécialistes de la léprologie ; Casablanca, le 2.VIII.87.

Joseph Roos

(81 ans), ingénieur de l'aéronautique ; Paris, le 8.XII.87.
downloadModeText.vue.download 515 sur 517

Richard Roth Sr

(82 ans), architecte américain ; New York, le 9.VI.87.

André Roussin

(76 ans), auteur dramatique ; membre de l'Académie française ; Paris, le 3.XI.87.

Raymond Ruyer

(85 ans), philosophe ; membre correspondant de l'Institut ; Nancy, le 22.VI.87.

Michel de Saint-Pierre, de son vrai nom

Michel de Grosourdy, marquis de Saint-

Pierre

(71 ans), écrivain ; Saint-Pierre-du-Val, Eure, le 19.VI.87.

Soledad, dite Solita, Salgado

(71 ans), championne de natation ; Paris, le 13.I.87.

Thomas Sankara

(37 ans), homme politique du Burkina-Faso ; tué lors du coup d'État qui a porté le capitaine Blaise Compaoré au pouvoir ; Ouagadougou, le 15.X.87.

Roberto Santos

(59 ans), cinéaste brésilien ; Guarulhos, São Paulo, le 3.V.87.

Hans Schidlof

(65 ans), altiste d'origine autrichienne ; fondateur du Quatuor Amadeus ; Sunderland, Grande-Bretagne, le 15.VIII.87.

Jean Schlumberger

(80 ans), orfèvre ; Paris, le 29.VIII.87.

Randolph Scott, de son vrai nom

Randolph Crâne

(84 ans), acteur américain ; Los Angeles, le 2.III.87.

Edward W. Scripps II

(57 ans), administrateur d'entreprises de presse américain ; en avion entre Honolulu et Sydney, le 15.VI.87.

Louis Scutenaire

(82 ans), poète et écrivain belge ; Bruxelles, le 15.VIII.87.

Pierre Seghers

(81 ans), poète et éditeur ; Créteil, le 4.XI.87.

Andrés Segovia

(94 ans), guitariste espagnol ; Madrid, le 2.VI.87.

Théodore Shabad

(65 ans), géographe et journaliste américain ; New York, le 4.V.87.

Yigal Shiloh

(50 ans), archéologue israélien ; Jérusalem, le 14.XI.87.

Jacques Sigurd

(67 ans), scénariste français ; New York, le 20.XII.87.

Charan Chauduri Singh

(84 ans), homme politique indien ; dirigeait le parti du Lok Dal ; New Delhi, le 29.V.87.

Douglas Sirk, auparavant Claus Detlev

Sierk, puis Detlef Hans Sierck

(86 ans), cinéaste américain d'origine danoise ; Lugano, Suisse, le 14.I.87.

Tony Skyrme

(64 ans), physicien britannique ; il a donné son nom à une particule, le Skyrmion ; le 25.VI.87.

Lord Christopher Soames

(66 ans), homme politique britannique ; Basingstoke, Hampshire, le 16.IX.87.
downloadModeText.vue.download 516 sur 517

Raphael Soyer

(87 ans), peintre américain, d'origine russe ; New York, le 4.XI.87.

Johan Otto von Spreckelsen

(55 ans), architecte danois ; avait conçu la Grande Arche de la Défense ; Hørsholm, le 16.III.87.

Sidarouss Stephanos 1er

(83 ans), cardinal égyptien ; Le Caire, le 23.VIII.87.

Jean Stoetzel

(76 ans), psychosociologue français ; fondateur de l'IFOP ; Paris, le 21.II.87.

Bengt Georg Daniel Stromgren

(79 ans), astronome et astrophysicien danois, d'origine suédoise ; Copenhague, le 4.VII.87.

Alice Terry, de son vrai nom

Alice Frances Taaffe, épouse Ingram

(88 ans), vedette du cinéma muet américaine ; Burbank, Californie, le 21.XII.87.

Émile Thellier

(73 ans), physicien ; secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences ; Saint-Maur-des-Fossés, le 11.V.87.

Gustave Thieulin

(84 ans), vétérinaire, membre de l'Académie vétérinaire et de l'Académie de médecine ; Neuilly-sur-Seine, le 24.XI.87.

Américo de Deus Rodrigues Thomas

(92 ans), homme d'État et amiral portugais ; Cascais, le 18.IX.87.

Peter Tosh, de son vrai nom

Winston Hubert MacIntosh

(42 ans), chanteur de reggae jamaïcain ; avec Bob Marley, il a symbolisé le mouvement rastafari ; assassiné ; Saint Andrew, Jamaïque, le 12.IX.87.

Pierre-Aimé Touchard

(84 ans), administrateur de théâtre, administrateur général de la Comédie-Française ; Paris, le 11.XI.87.

Jean-Jacques Trillat

(88 ans), physicien, membre de l'Institut ; Marnes-la-Coquette, Hauts-de-Seine, le 24.XII.87.

Mikhaïl Tsarev

(83 ans), acteur soviétique, directeur du théâtre Maly ; Moscou, le 10.XI.87.

Constantin Tsatsos

(88 ans), homme d'État, juriste, philosophe et écrivain grec ; Athènes, le 8.X.87.

Gabriel Ventejol

(68 ans), syndicaliste ; Paris, le 17.VII.87.

Lino Ventura, de son vrai nom

Angelo Borrini

(68 ans), acteur italien ; Saint-Cloud, Hauts-de-Seine, le 22.X.87.

Pierre Vieljeux

(94 ans), armateur ; Paris, le 21.IV.87.

Paul Vignaux

(82 ans), syndicaliste et homme politique, fondateur du SGEN-CFDT ; Saragosse, Espagne, le 26.VIII.87.

Liliane Vincent, de son vrai nom

Liliane Wittemberg

(52 ans), comédienne belge ; Bruxelles, le 1.XI.87.

Emmanuel Vitria

(67 ans), doyen mondial des greffés du coeur ; Marseille, le 11.V.87.

Cornelis Vreeswijk

(50 ans), écrivain, poète et chanteur suédois ; Stockholm, le 12.XI.87.
downloadModeText.vue.download 517 sur 517

Samuel J. Wagstaff

(65 ans), collectionneur d'art, spécialiste de la photographie ; New York, le 14.I.87.

Andy Warhol, de son vrai nom André

Warhola

(58 ans), artiste américain ; New York, le 22.II.87.

Harold Washington

(65 ans), homme politique américain ; Chicago, le 25.XI.87.

Georg Wittig

(90 ans), chimiste allemand, prix Nobel en 1979 ; Heidelberg, le 26.VIII.87.

George W. Woodruff

(91 ans), administrateur d'entreprises et philanthrope américain ; Atlanta, le 4.II.87.

Basil Wright

(80 ans), cinéaste britannique ; Londres, le 14.X.87.

Hubert Yencesse

(87 ans), sculpteur, membre de l'Institut ; Paris, le 4.X.87.

Yoshihito

(82 ans), prince japonais ; frère cadet de l'empereur Hirohito ; Tokyo, le 3.II.87.

Marguerite Yourcenar, de son vrai nom

Marguerite de Crayencour

(84 ans), femme de lettres ; première femme admise à l’Académie française ; île des Monts-Déserts, Maine, États-Unis, le 18.XII.87.